



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 novembre 2015

CAUSERIE

La causerie d'octobre est en ligne au format pdf, 224 pages.

De janvier à fin octobre, nous avons publié 1776 pages d'infos et d'analyses, soit en moyenne plus de 44 pages par semaine.

Quand est-ce qu'on va euthanasier ce régime immonde ?

- Tentative de suicide de Nicolas Bonnemaison : "son pronostic vital est toujours engagé" - Francetv info

Brisé par les épreuves judiciaires et par le fait de ne plus pouvoir exercer son métier, l'ex-urgentiste Nicolas Bonnemaison a tenté de mettre fin à ses jours. Francetv info 01.11

Il mérite notre soutien ainsi que sa famille.

Guerre idéologique. La réaction occupe tous les terrains.

La "question du jour" de Yahoo en est une illustration (<https://fr.news.yahoo.com>)

Trêve hivernale : est-ce selon vous une bonne mesure ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

Résultats :

Oui 35% (3405)
Non 58% (5686)
Sans opinion 6% (631)

Conclusion : les expulsions de familles entières avec des enfants sont légitimes en hiver en France. Qu'est-ce qu'ils se figurent ces gens-là, que nos impôts vont servir à payer leurs loyers, et puis quoi encore, non mais sans blague...

Guerre idéologique et autocensure des agences de presse.

Titre précédant une vidéo.

No comment

Exercices militaires russes en Crimée - euronews.com

Texte figurant en-dessous de cette vidéo.

Démonstration de force de l'armée russe dans la péninsule de Crimée, le territoire ukrainien annexé par Moscou en mars 2014.

Chez euronews, nous croyons en l'intelligence humaine et pensons que le rôle d'une chaîne d'information est de donner la matière suffisante à chaque individu pour qu'il se forge sa propre opinion sur le monde.

Nous pensons aussi que parfois les images n'ont pas besoin d'explication ou de commentaire ; c'est pourquoi nous avons créé No Comment puis No Comment TV: afin de montrer le monde depuis un angle différent... euronews.com 30.10

Différent de quoi, de la réalité, tronquée, saucissonnée, falsifiée, faussée, fabriquée conformément à l'idéologie de la classe dominante ?

Le "piège" des institutions.

- "La population est prise au piège des institutions et des médias et sa paupérisation est désormais devenue la seule variable d'ajustement qui garantit la stabilité du système de profit." (Source : Le racket financier en mode Rocket - Vigilius Argentoratensis - legrandsoir.info 23.10)

La paupérisation n'est pas généralisée ou ne concernera jamais toutes les couches exploitées, c'est une formule qu'on emploie qui indique seulement une tendance ou une orientation du capitalisme mondial, si elle inclut certaines couches qui sont vouées à se paupériser, il serait bon d'y ajouter une tendance beaucoup plus prononcée et pernicieuse qui se développe et les concerne toutes, la mise en servage de la quasi-totalité de la population à l'exception des esclavagistes.

Quand vous êtes très pauvre, vos besoins sont forcément réduits au minimum par la force des choses, le peu de revenu dont vous disposez vous servira presque exclusivement à vous nourrir ou à survivre. Mais dès lors que vos besoins sont plus développés, si votre revenu stagne ou diminue, vous serez face à un dilemme entre continuer de satisfaire ces nouveaux besoins, et vous nourrir ou satisfaire vos besoins les plus élémentaires en sacrifiant ces nouveaux besoins, mais comme vous ne pouvez pas vous résoudre à vous passer de ces derniers, vous rognerez sur vos besoins élémentaires et votre mode de vie ne cessera en réalité de se dégrader...

C'est à cette situation que conduit l'individualisation de nos droits sociaux qui coïncide avec l'atomisation du prolétariat. C'est déjà cette situation qui prévaut dans les pays où l'économie informelle domine ou concerne des centaines de millions de travailleurs.

Dès lors que vous n'avez pas de contrat de travail, vous n'existez même pas comme salarié, alors à quel droit pourriez-vous prétendre,? Aucun, vous n'existez pas en tant que classe, alors comment pourriez-vous être concerné par la lutte des classes ? Il en va de même lorsque le prolétariat est atomisé ou lorsque ses droits sont individualisés, cela revient à n'en avoir aucun. A ceci près par rapport aux travailleurs entrant dans le cadre de l'économie dite informelle, qu'il est possible d'y remédier en acquérant des droits collectifs s'appliquant à la totalité des salariés... Dans le cas de l'économie informelle aucune loi n'est applicable puisque vous n'existez pas en tant que salarié, il faudrait donc déjà commencer par exiger que chaque activité à caractère commerciale requérant de la main d'oeuvre soit dûment enregistrée ainsi que chaque salarié.

On pourrait ajouter qu'en travaillant 6 jours sur 7 sans congés payés, vous disposerez de si peu de temps libre qu'il vous sera impossible d'en profiter réellement et de vous épanouir, de lire, étudier et progresser, de sorte que vous demeurerez indéfiniment enchaîné à cette condition d'existence épouvantable qui relève de la pire servitude qui soit, puisque vous ne serez même pas assuré de satisfaire vos besoins les plus élémentaires tout en y consacrant tout votre temps, ce qui vous évitera pendant ce temps-là de réfléchir à votre condition à laquelle vous êtes condamné le restant de vos jours.

Quand on vit dans un pays comme l'Inde depuis plus de 22 ans (au total), on a à l'esprit ces deux revendications essentielles, les conditions qui devraient permettre à chaque travailleur d'exister en tant que membre d'une classe et de participer à la lutte

des classes, et la nécessité de disposer de deux jours de repos hebdomadaires pour desserrer l'étau de l'exploitation qui les étouffe littéralement.

Quand des "organisations souples" capitulent et explosent confrontés à la question du pouvoir ou de l'Etat.

Robert Duguet, ex-cadre de l'OCI, 8 Août 2015.

Extrait- Syriza et Podemos sont des organisations souples, avec des cercles locaux qui expriment un mouvement profond de la classe. Par la force des choses, Alexis Tsipras ou Pablo Iglesias sont des dirigeants qui sont assis sur des mouvements qui se sont constitués démocratiquement et dans la lutte sociale. En France on est resté à la pratique désuète des cartels insidieusement appelés « collectifs », qui transfèrent le pouvoir du peuple au pouvoir des dirigeants de chaque organisation du collectif, et donc pour le FDG installent la pratique du conciliabule secret entre la direction du PCF et la direction du Parti de Gauche sans que la démocratie soit présente. (fischer02003.over-blog.com - 08.08.15)

Avis à ceux qui rêvent d'une organisation du même type en France, un parti du type fédératif qui ne serait pas constitué de tendances combattant forcément dans la même direction ou ne partageant pas les mêmes objectifs et les moyens de les atteindre, l'anarchie qui favorise les positions les plus droitnières. Plus d'un siècle après Que faire ? (1902) de Lénine et la scission (1903) entre mencheviks et bolcheviks, les mêmes questions se trouvent posées aux militants de l'avant-garde révolutionnaire dans un contexte où la crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir et met à l'ordre du jour plus que jamais les enseignements que Lénine en avait tirés et les principes qu'il avait adoptés alors que les rapports entre les classes se radicalisent.

Robert Duguet ne comprend pas qu'il ne peut pas exister de démocratie dans ce type de coalition ou de parti, parce que les réelles intentions des dirigeants des formations politiques qui la composent sont invouables ou ne correspondent pas vraiment à celles de leurs militants qu'ils s'emploient à tromper et manipuler en permanence, dit autrement leurs programmes ne permettront jamais d'atteindre les objectifs limités qu'ils contiennent parce qu'ils n'y figurent pas les moyens qui le permettraient. Ces coalitions ou ces partis sont des escroqueries politiques de type réformistes ou de front populaire et rien de plus.

On constatera que plus la réaction fait preuve d'audace et devient agressive vis-à-vis du prolétariat, plus les militants désemparés, démunis ou effrayés par la tournure que prend la situation, sont tentés de prôner des solutions défensives, cherchent à concilier des positions qui en réalité expriment des objectifs diamétralement opposés afin d'adopter une autre voie qui n'existe pas, tout simplement parce que les conditions objectives font défauts, ils se coupent ainsi des couches des masses exploitées les plus déterminées à combattre le régime et qui demeurent inorganisées du fait qu'il n'existe aucun parti résolument engagé dans cette direction ou posant la question du pouvoir.

Qu'est-ce que leur proposent les différents partis ouvriers ?

De faire reculer le gouvernement, elles n'y croient pas après avoir constaté que depuis plus de 30 ans même les mobilisations de millions de travailleurs n'ont jamais fait reculer le moindre gouvernement, sur les retraites et la Sécurité sociale par exemple, ils ont pu observer au contraire au fil des dernières décennies que tous leurs droits finissaient systématiquement par être liquidés les uns après les autres ; qu'on ne nous sorte pas le CPE, il existe plus d'une vingtaine de type de contrats de travail précaires, un peu de décence s'il vous plaît.

Ils leur proposent l'unité entre des partis ou organisations qu'elles rejettent ou dans lesquelles elles ne se reconnaissent pas, alors comment voulez-vous qu'elles prennent au sérieux ce genre de proposition qui ne les concerne pas, à tort certes, mais on peut comprendre pourquoi puisqu'elle est reliée à la perspective énoncée précédemment.

On leur désigne des coupables à leurs maux, l'Union européenne et l'oligarchie financière qui demeurent pour elles des objectifs inaccessibles ou dont elles ne peuvent pas se saisir du fait qu'elles ne peuvent avoir aucune emprise sur eux, car leur pouvoir repose sur des rapports qui leur échappent totalement. Et pour cause ces rapports remontent aux fondements du capitalisme et reposent sur un processus politique initié par l'Etat, qui a pour fonction d'assurer la pérennité du capitalisme et se porte garant de l'application des traités signés avec l'UE puisque ce sont ses représentants qui les signent, la Constitution et les institutions de la Ve République légitimant et justifiant l'un et l'autre ou les rapports établis entre les classes sur les plans juridique et législatif, cadre dans lequel se fonde la politique antisociale et impérialiste du gouvernement, de telle sorte qu'elles sont les clés de voute du régime.

Or, personne ne veut entendre parler de cet axe politique, et pour cause, puisque tous les partis participent aux institutions ou y demeurent liés à des degrés divers. Les uns et les autres continuent depuis plus de 50 ans de participer aux différentes élections, durant toute cette longue période ils ont soutenu (ou ménagé) les partis (PS-PCF) et les appareils syndicaux corrompus que les masses rejettent. On comprendra qu'ils ne peuvent pas refuser de rompre avec eux et prétendre ne pas être coupés des masses ou les représenter. Ils paient le prix de leur double langage ou jeu permanent, et il serait plutôt mal avisé d'affirmer que la crise qu'ils traversent serait le produit de la crise du capitalisme, il est davantage celui de leur opportunisme, leur refus de se situer strictement au côté des masses exploitées, sur le terrain du socialisme.

Leurs discours sont forcément inaudibles, car ils ne prennent pas en compte ce que vivent au quotidien les travailleurs et la manière dont ils l'interprètent.

Vous en avez marre de cette société pourrie, des inégalités et des injustices dont vous êtes les victimes innocentes, vous ne supportez plus le sort que ceux qui vous gouvernent vous ont réservé, nous non plus, nous estimons qu'il faut balayer toute cette pourriture, qu'il faut changer la société de fond en comble.

D'ailleurs, qui travaille, qui produit les richesses, qui fait fonctionner la société ? C'est nous, les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Alors qui doit gouverner, qui doit décider de l'orientation de la société, sur quelles bases sociales elle doit fonctionner, qui doit posséder les moyens de production, qui doit contrôler la répartition des richesses, qui doit détenir tout le pouvoir économique et politique ? C'est nous et personne d'autres. Nos droits et aspirations sont parfaitement légitimes, et nous interdisons à quiconque d'en juger à notre place ou de décréter qu'une autre classe ou l'Etat des capitalistes aurait des droits supérieurs aux nôtres.

C'est l'unique objectif de notre combat politique, la prise du pouvoir par les travailleurs.

Pour mener notre combat politique conformément à nos engagements, nous n'avons aucun lien avec l'Etat, les institutions, le gouvernement, le parlement, les partis qui y participent, qui tous représentent les intérêts des exploités, des banquiers, des nantis, et si notre discours s'adresse à un militant on peut ajouter les directions syndicales qui négocient la liquidation de nos droits, les capitalistes, parce que nous n'avons pas d'intérêts distincts de ceux des travailleurs, parce que notre place est au côté de notre classe, et notre devoir pour avoir étudié les enseignements de la lutte des classes et le fonctionnement de la société, est de l'aider à s'organiser et à prendre conscience de la force qu'elle représente et que rien ni personne ne peut l'arrêter une fois qu'elle se soulève pour s'emparer du pouvoir politique et changer la société...

A destination des militants.

Pour les opportunistes, le combat pour la défense de nos acquis ou droits sociaux est une fin en soi, leur ultime objectif, il ne s'inscrit dans aucune perspective politique au-delà du régime en place. Comme il se termine 9 fois sur 10 par une défaite, il participe à la démobilisation et à la démoralisation des travailleurs, qui ne peuvent en tirer aucun enseignement du fait qu'il n'est relié à aucune perspective politique.

Pour nous, c'est uniquement un moyen pour entraîner les masses au combat de classe, une étape ou un moment du combat politique dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs, l'établissement d'une République sociale rompant avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. Et si nous ne sommes pas comptables des résultats à attendre de ce combat du fait que nous ne sommes pas en mesure d'en contrôler le processus, en revanche il doit servir à renforcer notre capacité à en prendre la direction dans l'avenir, ce qui passe par la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui demeure notre objectif prioritaire.

A suivre.

[Dans quel monde vivent-ils ?](#)

LO

- Quand la barbarie du monde nous rattrape - 26/10/2015

"La France et la Grande-Bretagne - deux pays riches pour lesquels absorber quelques dizaines de milliers de migrants n'est pas un vrai problème".

C'est marrant, nous avons plutôt la conviction d'être soumis à la barbarie en France ou qu'elle provenait de là, à croire qu'on ne vit pas dans le même monde que ces gens-là, non ?

NPA

- Syrie :Vers un nouvel ordre régional? - Hebdo L'Anticapitaliste - 29/10/2015

"les Américains, Russes et leurs alliés, bombardent impunément la Syrie, tuant des civils..."

L'amalgame entre Américains et Russes est également de rigueur au NPA, bref vaut mieux encore l'Emirat islamique que la République arabe syrienne...

A l'instar de Washington, Londres et Paris qui ont inventé le "processus révolutionnaire syrien", le NPA se devait d'en être, pire

encore, il soutient l'ASL qu'ils ont créé de toutes pièces à Londres.

"...le processus révolutionnaire syrien connaît une phase de recul, voire de défaite : destruction sociale et économique, déplacement majeure de la population, pertes humaines immenses... et quasi-anéantissement du mouvement populaire par la sauvagerie du régime et ses alliés. Sur le plan militaire, marginalisation de l'Armée syrienne libre (ASL) qui n'a pas reçu de soutien..."

On croirait entendre le discours des généraux du Pentagone ! Voyez les ravages que peut produire l'idéologie de la classe dominante...

- Deux éminents soutiens de la « Révolution syrienne » désertent la cause - Moon of Alabama - legrandsoir.info 30.10

Les rebelles "modérés" et leur campagne : « Mon voile est ma chasteté ».

Depuis le début de l'opération de « régime change » en Syrie, Jenan Moussa, qui travaille pour la chaîne Al Aan TV basée aux Emirats Arabes Unis, a pris fait et cause pour les « rebelles modérés ». Les reportages qu'elle a faits avec et sur eux s'apparentaient davantage à de la propagande anti-régime qu'à du journalisme. Elle est très connue et est suivie par plus de 100 000 followers sur Twitter. Mais sa lune de miel avec l'ASL ("Armée syrienne libre") semble avoir pris fin. Elle reconnaît enfin que l'ASL est un simple intermédiaire entre la CIA et les Saoudiens d'une part, et d'Al-Qaïda et l'État islamique de l'autre...

Cela n'est, bien sûr, pas nouveau. Lorsque le journaliste allemand Jürgen Todenhöfer, qui a voyagé dans les régions de Syrie et d'Irak contrôlées par ISIS l'année dernière, a été interrogé sur ce que pensent les djihadistes de l'ASL, il a répondu (vidéo) : Ils se moquent de l'ASL. Ils ne la prennent pas au sérieux. Ils disent : « L'ASL, c'est notre meilleure source d'armes. Dès qu'ils ont une bonne arme, ils nous la vendent ». Ils ne les prennent pas du tout au sérieux. Assad, ils le prennent au sérieux. Ils prennent les bombes au sérieux, évidemment. Mais ils ne craignent personne. Mais l'ASL ne joue aucun rôle.

Le 47e est aussi un fan du changement de régime en Syrie et un propagandiste actif sur Twitter avec quelques 26 000 followers . Hier, il a finalement eu une illumination :

Le 47e @ THE_47th

Il n'y a pas une seule figure crédible, prometteuse et fédératrice dans l'opposition syrienne qui puisse éventuellement se présenter contre Assad. En effet. Et c'est la raison pour laquelle les États-Unis ne donneront jamais leur accord à un plan qui inclue des élections libres en Syrie, où Bachar al Assad aurait la possibilité de se présenter. Ils savent qu'il gagnerait les élections. Moon of Alabama.

- Le Qatar a financé la « révolution » en Syrie avec du cash et des armes - Arrêt sur info 23.10

L'État gazier du Qatar a dépensé jusqu'à 3 milliards de dollars ces deux dernières années au profit de la rébellion syrienne...

Dans un entretien avec le Financial Times, il (Le ministre qatari des affaires étrangères, Khalid al-Attiyah - ndr) assure que chaque initiative qatarie s'est faite en collaboration avec le mouvement Amis de la Syrie et les pays occidentaux. "Notre problème au Qatar est que nous n'avons pas de plans secrets et donc on nous en attribue toujours à notre place", dit-il. Arrêt sur info

Or ce sont les pays occidentaux membres des "Amis de la Syrie" qui ont créé l'ASL !

Khalid al-Attiyah a raison de souligner que le Qatar n'avait pas de "plans secrets" ou que toutes les puissances occidentales dont la France savaient qu'il participait à la déstabilisation de la Syrie depuis 2011 et armait les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique.

POI

Rompez avec le PS et le PCF, avec les appareils corrompus de FO, de la CGT et de la FSU !

Les observateurs (cf. les articles du Monde) s'accordent à reconnaître que "La CES a aussi confirmé son ancrage dans la famille social-démocrate européenne, rappelé par plusieurs dirigeants de syndicats d'Allemagne, d'Autriche et d'Europe du Nord", M. Visentini reconnaissant "un travail très fructueux avec les partis sociaux-démocrates". (Source : Après le congrès de la CES - Front Syndical de Classe - legrandsoir.info 26.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Haro sur les retraités !

- Après les impôts locaux, les retraités modestes voient leur CSG flamber - LeParisien.fr

En plus d'augmentations des impôts locaux, des centaines de milliers de veufs et de veuves subissent aussi cette année une hausse d'environ 500 € de leur CSG.

Plusieurs centaines de milliers de retraités veufs modestes ont un peu de mal à croire aux promesses gouvernementales d'allègement de la fiscalité. Car, pour eux, c'est plutôt l'inverse qui se produit. Selon des chiffres fournis par Bercy à la commission des Finances de l'Assemblée nationale, 617 000 veufs subissent depuis le début de l'année de fortes hausses de la CSG (contribution sociale généralisée).

En moyenne, la hausse d'impôt est de 519 € cette année. Une somme rondelette pour des personnes âgées qui ne roulent pas sur l'or : 257 000 d'entre elles gagnent moins de 11 642 € par an. Cette hausse de la CSG, c'est l'équivalent de quinze jours de pension qui partent en fumée... Ou, pour le dire autrement, pour un retraité percevant une pension d'un peu moins de 1 000 € par mois, la perte de pouvoir d'achat mensuelle est d'une quarantaine d'euros.

Comment expliquer cette hausse d'impôt en pleine pause fiscale supposée ? Les retraités bénéficient d'une exonération ou de taux réduits de CSG. Si, et seulement si, ils ne dépassent pas un certain niveau de revenu. Ainsi, une personne seule dont le revenu fiscal de référence — une ligne consultable sur l'avis d'imposition — est inférieur à 10 676 € est totalement exonérée de CSG. Entre 10 676 € et 13 956 €, le taux appliqué est un taux réduit à 3,8 %. Au-delà, c'est plein pot : 6,60 % de CSG sur la pension.

Pour tenir compte de la situation familiale de chacun, ces plafonds sont relevés pour les personnes bénéficiant de « parts fiscales » supplémentaires (un enfant, une personne à charge, etc.). Or, les veufs et les veuves bénéficiaient ces dernières années d'une demi-part fiscale supplémentaire. Cette demi-part permettait donc à certains de profiter de la réduction, voire d'une exonération de la CSG. Patatras, depuis le 1er janvier 2015, la demi-part supplémentaire qui profitait aux parents isolés ou aux veufs et veuves ayant eu un enfant a été définitivement supprimée. Une mesure votée par la précédente majorité. Résultat, 617 000 veufs ont perdu le bénéfice du taux allégé de CSG cette année.

Le hic, c'est que pour une bonne partie de ces contribuables, les conséquences de la perte de cette demi-part de quotient familial ne s'arrêtent pas là. Car tout une série d'exonérations fiscales (la redevance télévisuelle par exemple) ou d'aides sociales sont bâties sur le même modèle. L'effet sur leur pouvoir d'achat est particulièrement dévastateur en matière d'exonérations d'impôts locaux. En effet, 900 000 personnes vivant seules et ayant élevé seules pendant au moins cinq ans un enfant ont subi une hausse de la taxe d'habitation cette année et, pour certaines, de la taxe foncière.

« Nous souhaitons attirer votre attention sur l'explosion de la taxe foncière qui touche de nombreux citoyens retraités », alertaient, le 26 octobre, un groupe de députés PS dans une lettre adressée au Premier ministre. Samedi soir, Manuel Valls s'est engagé à « neutraliser l'impact » d'une situation « injuste ». A quelques semaines des élections régionales, l'exécutif veut évidemment montrer qu'il traite ce dossier de toute urgence...

« Nous voulons que les personnes qui étaient exonérées jusque-là continuent à bénéficier de cette exonération en 2015 », explique aujourd'hui, dans une interview au « Journal du dimanche », Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget, avant de préciser : « Les personnes concernées qui auraient déjà payé ces impôts en 2015 seront remboursées sans démarche particulière. » Selon Matignon, les détails techniques de la mesure seront notamment précisés dans la semaine après discussions avec les parlementaires. LeParisien.fr 01.11

Quand les sionistes ont conquis le ministère de la Justice.

- Boycott des produits israéliens: Roger Waters des Pink Floyd soutient les militants français condamnés - 20 Minutes

C'est un soutien inattendu. Roger Waters, le cofondateur du groupe de rock Pink Floyd, a exprimé son « horreur » face à la décision de la cour de cassation française. La plus haute juridiction française a confirmé le 20 octobre la condamnation de militants qui avaient appelé au boycott des produits israéliens.

Au-delà de Roger Waters, dont le mégatube « The Wall » est devenu l'hymne de la lutte contre le mur de séparation israélien, cette décision a suscité ce week-end des réactions diverses. « Qu'on se le dise une bonne fois pour toutes : le boycott des produits israéliens est illégal ! », s'est réjoui l'avocat Pascal Markowicz sur le site internet du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

Le 20 octobre, la Cour de cassation a confirmé la décision du 27 novembre 2013 de la cour d'appel de Colmar qui avait condamné

à des amendes de 1.000 euros avec sursis 12 membres d'un collectif ayant appelé au boycott de produits israéliens lors de rassemblements dans un supermarché. Parmi les parties civiles lors de ce procès en appel figuraient la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), l'association Alliance France-Israël et Avocats sans frontières.

Pour Me Markowicz, « la juridiction suprême de notre ordre judiciaire » confirme « que la liberté d'expression peut être soumise à des restrictions ou sanctions qui sont des mesures nécessaires dans une société démocratique, pour la défense de l'ordre et la protection des droits d'autrui ».

« Abasourdis », les militants condamnés, membres de la branche de Mulhouse du mouvement international Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), et la coordination Mulhouse/Palestine ont dénoncé dans un communiqué un « climat de criminalisation des combats citoyens ».

« Il deviendrait impossible de dénoncer la politique de l'Etat d'Israël, Etat voyou qui bafoue depuis bientôt 70 ans le droit international ? Après cette condamnation, il serait devenu impossible, aujourd'hui, de boycotter l'Afrique du Sud pour lutter contre l'apartheid ? », s'insurgent-ils. Les militants précisent que « la cour d'appel, confirmée par la Cour de cassation, a écarté toute accusation d'antisémitisme ». 20 Minutes 01.11

On retiendra que la décision de la cour de cassation dont se félicite les tyrans du Crif, fait suite aux directives envoyées par le ministère de la Justice aux parquets pour entreprendre de telles poursuites.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

1.1- Le Portugal risque d'être "ingouvernable" - euronews.com

Passos Coelho a été reconduit au poste de Premier ministre du Portugal. Le social-démocrate occupait déjà ce poste, mais sa coalition de droite a perdu la majorité aux élections du 4 octobre.

Selon le président Anibal Cavaco, l'instabilité politique risque désormais de rendre le pays "ingouvernable".

Le Premier ministre doit soumettre son programme au Parlement le 10 novembre.

"Afin de construire ensemble" a-t-il dit, "j'en appelle à l'esprit de coopération de toutes les forces politiques, économiques et sociales. La majorité relative, et non plus absolue, dont dispose le gouvernement, renforce cette nécessité."

Le Parti socialiste et les autres formations de gauches, qui disposent ensemble de la majorité au Parlement, ont déjà annoncé leur intention de rejeter le programme du cabinet et provoquer la chute du nouveau gouvernement. euronews.com 30.10

1.2- Coup d'État au Portugal - Réseau Voltaire

Le président du Portugal, Anibal Cavaco Silva, a rejeté le gouvernement de coalition formé avec le soutien de la nouvelle majorité parlementaire, au motif qu'il comprend des personnalités du Bloc de gauche et des communistes.

« En 40 ans de démocratie, aucun gouvernement au Portugal n'a jamais dépendu de l'appui des forces anti-européennes, à savoir les forces qui ont fait campagne pour abroger le Traité de Lisbonne, le Pacte budgétaire, le Pacte de croissance et de stabilité, ainsi que de démanteler l'Union monétaire et de sortir de l'euro, sans parler de quitter l'Otan », a commenté le président.

« C'est le pire moment pour un changement radical des fondements de notre démocratie (...) Après que nous ayons réalisé un programme onéreux entraînant de lourds sacrifices, il est de mon devoir, dans mes pouvoirs constitutionnels, de faire tout son possible pour éviter de faux signaux envoyés aux institutions financières, aux investisseurs et aux marchés », a-t-il poursuivi.

Le président a fait valoir que la majorité des électeurs n'avaient pas voté pour une sortie de l'euro —ce qui est vrai—, mais il a fait l'impasse sur le mouvement populaire de rupture avec la politique d'austérité de la Troïka.

Cette décision, qui constitue un coup d'État au regard de la Constitution portugaise, est la première affirmation institutionnelle

de l'interdiction des adversaires de l'Otan d'entrer dans un gouvernement de l'Union européenne. Elle atteste que le principe du Gladio n'est pas mort avec l'Union soviétique. Réseau Voltaire 29.10

2- Turquie

- Législatives en Turquie : le parti d'Erdogan reprend la majorité absolue au Parlement - Francetv info

C'est ce qu'indiquent des résultats quasi-définitifs, sur la base de 97% des bulletins dépouillés.

Près de 50% des voix pour le parti d'Erdogan

Le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) a ainsi rassemblé 49,3% des suffrages et raflé 316 des 550 sièges de députés au Parlement, précisent les chaînes turques NTV et CNN-Türk.

C'est donc une revanche pour le président islamo-conservateur de 61 ans, qui avait perdu en juin le contrôle total qu'il exerçait depuis treize ans sur le Parlement. Le Premier ministre Ahmet Davutoglu a salué "un jour de victoire". Il faut dire qu'avant le scrutin, la quasi-totalité des sondages ne créditaient l'AKP que de 40 à 43% des intentions de vote.

Selon les résultats partiels, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) arrive en deuxième place avec 24,5% des voix, suivi du Parti de l'action nationaliste (MHP, droite) avec près de 12%, tous deux en fort recul par rapport à juin.

Le parti prokurde sauve sa place de justesse

Autre surprise de la soirée, le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) a conservé sa place au Parlement que d'extrême justesse. Il avait pourtant fait une entrée triomphale en juin dernier. Avec un score de 10,4% au niveau national, il optient tout juste le seuil nécessaire pour être représenté sur les bancs.

"Je suis complètement effondré mais ces résultats signifient que le peuple s'accommode très bien de la situation actuelle", a réagi Sevim, un étudiant en droit de l'université d'Istanbul. "Le peuple a le gouvernement qu'il mérite." La déception domine dans les rangs des opposants à Erdogan, qui a profité d'un climat de tensions, marqué par la reprise du conflit kurde et la menace jihadiste venue de Syrie.

L'attaque suicide perpétrée il y a trois semaines à Ankara par deux kamikazes proches du groupe Etat islamique (EI), qui a fait 102 morts, a ainsi ravivé dans le pays la peur de la violence jihadiste venue de Syrie. Pendant la campagne, Erdogan et Davutoglu se sont donc posés en seuls garants de l'unité et de la sécurité du pays sur le thème "l'AKP ou le chaos". Francetv info 01.11

3- Autriche

- L'Arabie, capitale du terrorisme (député autrichien) - sahartv.ir

Le député autrichien écolo Peter Pilz a stigmatisé les exportations d'armements vers l'Arabie saoudite, la qualifiant d'un régime malveillant.

Le député Verts autrichien Peter Pilz a évoqué l'interdiction des exportations d'armements vers les pays impliqués dans la guerre et les pays belligérants, conformément aux lois de l'Autriche, pour dire que l'Arabie saoudite est actuellement impliquée dans une guerre dévastatrice avec ses voisins houthis et qu'elle alimente également les terroristes syriens en arme et en munition.

Peter Pilz s'est dit préoccupé quant au fait que les armes autrichiennes ne tombent dans les mains des parties impliquées dans les conflits. « L'Arabie saoudite est la capitale du terrorisme au Moyen-Orient et nous, nous offrons directement nos chars à Daech, en les vendant apparemment à l'Arabie saoudite », a déploré le député écolo. Début 2015, le quotidien autrichien Standard a fait part de la livraison, par Vienne, d'un logiciel militaire à Riyad.

Dans le même temps, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France fournissent des armements en masse à l'Arabie saoudite. sahartv.ir 01.11

Ce n'est pas en France qu'on entendrait au parlement un tel discours, une telle accusation justifiée par des centaines de témoignages...

4- Syrie

- "Les forces US veulent diviser la Syrie en six région" - sahartv.ir

Le président du Conseil des relations extérieures des Etats-Unis, Richard Haas, a souligné que le plan d'envoi des forces américaines dans les régions à population kurde de la Syrie aboutira au démembrement de ce pays.

Dans une interview à la CNN, ce diplomate américain a déclaré ne pas vouloir réduire le danger de ce pays. "

Ce n'est pas une questions stratégique pour toute la Syrie, tout comme il n'est pas considéré copmme un prélude à la reprise de la Syrie comme un pays important", a-t-il fait remarquer.

Pour Richad Haas, ce qui va se produire, en cas du succès de ce plan, c'est que la Syrie sera divisée en six régions. Une région appartiendra au gouvernement syrien, une autre aux Kurdes, trois régions tomberont dans les mains de Daesh et la dernière région sera sous le contrôle du Front al-Nosrah. Haas a affirmé que l'expédition des forces américaines consituit un changement fondamental dans les politiques de la Maison blanche et son objectif était de rectifier les erreurs monumentales dans la stratégie américaine dans la région.

" Nous avons réalisé qu'on ne pourra pas le faire exclusivement par la voie aérienne, mais qu'il faudrait également s'engager dans une opération terrestre avec un partenaire puissant", a conclu le président du Conseil des relations extérieures des Etats-Unis. sahartv.ir 31.10

5- Yémen

- Yémen : un bataillon de Daech installé à Aden par les forces saoudiennes - sahartv.ir

Les forces saoudiennes ont équipé et armé un bataillon du groupe terroriste Daech, dans le Sud du Yémen. Les forces saoudiennes ont fini d'armer, de localiser et de déployer un bataillon du groupe terroriste Daech, transféré depuis la Syrie et la Turquie au Sud du Yémen.

Les forces saoudiennes ont déployé ce bataillon de Daech dans la localité de Salaheddine, à Barika, à Aden. Ce bataillon, composé de 170 éléments de différentes nationalités, est dirigé par un terroriste qui s'appelle Abou Az-Zabir Daghestani. Les forces saoudiennes sont en train de préparer deux autres bataillons de Daech, l'un dans la localité de Baër Ahmed et l'autre dans la région de Djaoula, à Aden. sahartv.ir 01.11

ECONOMIE

1- FMI

- Ces nouvelles coupes budgétaires que le FMI suggère à la France - latribune.fr

Le Fonds monétaire international appelle la France à une réforme "fondamentale" de ses dépenses publiques allant d'un coup de frein aux embauches de fonctionnaires jusqu'à un relèvement de l'âge de la retraite, en passant par de nouvelles libéralisations de professions réglementées.

Pour le FMI, la France doit en faire encore plus. Le Fonds monétaire international appelle Paris à effectuer une "réforme fondamentale" de son économie afin de garantir "une réduction durable de la dépense publique" dans un rapport destiné au G20 publié le 30 octobre.

Le FMI estime que "l'actuelle stratégie gouvernementale" ne permettra d'atteindre que de "justesse" l'objectif européen d'un déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2017. Il alerte la France sur les risques d'une "longue période de faible croissance". L'organisation qui prône le plus souvent une discipline budgétaire stricte préconise plusieurs mesures sont voici les grandes lignes. Emploi public

En premier lieu, le Fonds monétaire international conseille à la France "de mettre un terme à la croissance de l'emploi public" en menant un examen "à tous les niveaux de l'administration".

Un tel examen a déjà été effectué en France par la Cour des Comptes. En effet les Sages de la rue Cambon ont formulé début septembre une série de propositions pour réduire la masse salariale dans la fonction publique, dont le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux .

Âge de la retraite

Ensuite, l'institution défend "un relèvement effectif de l'âge de départs à la retraite" visant à réduire le coût de l'assurance-veillesse pour l'Etat.

Au sujet des retraites, les négociations sur les complémentaires Arrco/Agirc finalisées par le patronat et certains syndicats aboutiraient de facto à un relèvement de l'âge du départ pour ceux nés après 1956 qui souhaitent éviter une décote sur leur pension de retraite complémentaire.

Collectivités locales

Autre domaine visé: les "transferts sociaux" assurés par les collectivités locales. Pour le FMI, de "nouvelles coupes" doivent être menées dans ce domaine et les capacités d'endettement des collectivités locales doivent être davantage limitées.

Déréguler encore plus de professions

Par ailleurs, l'organisation dirigée par l'ancienne ministre française de l'Economie Christine Lagarde attribue "en partie" la faible productivité française au manque de concurrence et à une "régulation excessive". Elle souhaite que Paris "libéralise les professions régulées" qui n'ont pas été ouvertes à la concurrence par loi Macron. L'Espagne, la Fed...

D'autres économies sont citées dans ce rapport portant sur l'ensemble des pays du G20.

"Les pays (...) comme l'Allemagne devraient se concentrer sur le soutien à la demande intérieure, notamment à travers l'investissement public, tandis que les pays endettés comme la France et l'Espagne devraient améliorer davantage la compétitivité et réduire les barrières sur le marché de l'emploi", écrivent par exemple les analystes du FMI.

Par ailleurs ces derniers y évoquent l'éventuel relèvement des taux de la banque centrale des Etats-Unis (Fed), craignant "une forte volatilité" des marchés. Il estime qu'une hausse des taux, maintenus à un niveau proche de zéro depuis 2008, pourrait "peser sur la reprise" américaine. La banque centrale américaine a décidé mercredi d'attendre encore avant de relever ses taux mais a laissé ouverte la porte d'un début de normalisation de sa politique monétaire lors de sa prochaine réunion en décembre. latribune. fr 31.10

2- Grèce

- Grèce: besoin de capital de 14,4 milliards d'euros pour les 4 premières banques du pays - AFP

- Le Parlement grec entérine la loi de recapitalisation bancaire - Reuters

La Vouli, le Parlement grec, a entériné samedi la loi de recapitalisation du secteur bancaire, le jour-même où la Banque centrale européenne (BCE) annonçait qu'elle estimait à 14,4 milliards d'euros au plus les besoins de capitaux des banques grecques dans l'hypothèse d'une nouvelle dégradation de la situation économique.

Le texte de loi stipule que le Fonds hellénique de stabilisation financière (HFSF) disposera de droits de vote pleins sur les actions qu'il pourrait être amené à racheter aux banques grecques en échange d'une aide publique.

Il reviendra au gouvernement de décider quelles seront les proportions d'actions et d'obligations convertibles que le HFSF pourra racheter aux établissements.

Cette estimation résulte de tests de résistance et de l'évaluation des bilans des quatre principales banques de Grèce, la Banque nationale de Grèce, la banque du Pirée, Alpha Bank et Eurobank, qui ont souffert des sorties de capitaux et de la dégradation de l'économie grecque. Reuters 01.11

3- Etats-Unis

- Financement participatif: les startups vont pouvoir vendre des actions en ligne aux Etats-Unis - AFP

Le gendarme boursier américain (SEC) a adopté vendredi de nouvelles règles qui vont permettre aux internautes d'acheter des actions dans des startups non cotées par le biais de plateformes de financement participatif.

Le financement participatif ou crowdfunding, dont le site américain Kickstarter est l'une des figures de proue, est un modèle qui

s'est beaucoup développé ces dernières années. Il est souvent utilisé par de jeunes entreprises qui proposent aux internautes d'acheter à l'avance un nouveau produit qu'elles veulent développer. Si la demande est suffisante, cela leur permet de financer la production.

Les règles adoptées vendredi à trois voix contre une par la SEC visent à encadrer l'élargissement de ce modèle à la vente d'actions dans des startups. Les internautes pourront ainsi obtenir une participation dans le capital, comme ce que font déjà à bien plus grande échelle des investisseurs institutionnels spécialisés dans le capital-risque.

"Il y a beaucoup d'enthousiasme sur le marché pour le financement participatif", a commenté la présidente de la SEC, Mary Jo White, dans un communiqué. Elle a fait valoir que les nouvelles règles "fournissent aux plus petites entreprises des moyens innovants pour lever des capitaux et donnent aux investisseurs les protections dont ils ont besoin".

Concrètement, les nouvelles règles permettront à une startup de lever jusqu'à un million de dollars par an en proposant des actions par l'intermédiaire d'une plateforme de financement participatif qui devra être enregistrée auprès de la SEC.

Cette dernière tente aussi de protéger un peu les investisseurs en limitant les montants qu'ils peuvent investir de cette manière (avec des plafonds variables selon leurs revenus), en obligeant les plateformes où les actions sont proposées aux internautes à prendre des mesures pour réduire les risques de fraude, ou encore en exigeant que les startups rendent publiques certaines informations sur leurs finances, leur plan d'activité et l'usage qu'elles comptent faire de l'argent.

Les nouvelles règles devraient entrer en vigueur l'année prochaine. AFP 01.11

4- Nigeria

- Le Nigeria veut accélérer l'adoption d'une loi très attendue sur l'industrie pétrolière - AFP

Le Nigeria veut relancer son projet de loi sur la réforme du secteur pétrolier (PIB), attendu depuis plusieurs années, pour accélérer son passage au Parlement et potentiellement débloquer des milliards de dollars d'investissements gelés.

Ce projet, annoncé en 2008, traîne à être mis en oeuvre à cause de désaccords sur ses termes entre le gouvernement et les grandes compagnies pétrolières opérant au Nigeria, premier producteur d'Afrique.

Dans les grandes lignes, le PIB (Petroleum Industry Bill) prévoit de redéfinir les conditions fiscales d'exploitation dans le secteur pétrolier et gazier, afin d'augmenter la part qui revient à l'Etat nigérian, et de restructurer la Compagnie pétrolière nationale nigériane (NNPC).

Selon ce texte, les sociétés pétrolières internationales devront aussi allouer 10% de leur bénéfice net à un fonds en faveur des régions productrices de pétrole et gaz.

Le nouveau patron de la NNPC, Emmanuel Kachikwu, ancien vice-président exécutif d'ExxonMobil Africa nommé en août par le nouveau président Muhammadu Buhari, a récemment assuré que le retard dans le passage du PIB était dommageable à l'économie.

Le montant des "investissements que nous perdons en moyenne chaque année parce que le PIB n'a pas été mis en place dépasse les 15 milliards de dollars" (13,7 milliards d'euros), a récemment expliqué aux sénateurs M. Kachikwu.

Beaucoup s'opposent au PIB tel qu'il est en l'état, ce qui ralentit son approbation.

Les grandes sociétés pétrolières rechignent à l'idée de voir leurs bénéfices réduits, se plaignant que les termes du PIB sont trop sévères et peuvent faire baisser les investissements.

Des sociétés comme Shell, Total ou Chevron ont vendu des actifs au Nigeria ces dernières années tandis que les nouveaux investissements ont ralenti.

Sur le plan interne, les régions qui doivent voir leur revenus augmenter grâce au nouveau fonds se trouvent principalement dans le Sud pétrolière, ce qui a engendré des oppositions dans d'autres parties du pays.

Des responsables politiques du Nord, pauvre et majoritairement musulman, ont critiqué le PIB, faisant valoir qu'il risquait de défavoriser d'autant plus leur région alors que le Sud, à majorité chrétienne, bénéficie déjà largement des revenus du pétrole.

Le Nigeria dépend à 70% de ses exportations de brut pour son budget et à 90% pour ses recettes en devises.

Toutefois, la chute des cours pétroliers depuis la mi-2014 a causé une chute des revenus de 70%, affaiblissant la monnaie nigériane, le naira, et réduisant les réserves de devises.

Selon ce texte, les sociétés pétrolières internationales devront aussi allouer 10% de leur bénéfice net à un fonds en faveur des régions productrices de pétrole et gaz. AFP 01.11

A qui devrait profiter ce projet de loi sur la réforme du secteur pétrolier (PIB - Petroleum Industry Bill), sachant que le nouveau patron de la Compagnie pétrolière nationale nigériane (NNPC) nommé en août par le nouveau président Muhammadu Buhari, Emmanuel Kachikwu, fut vice-président exécutif d'ExxonMobil Africa ? Poser la question c'est y répondre : ExxonMobil.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Vous aurez remarqué comment le banquier le plus riche du monde (officieusement seulement), président d'honneur du groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale, et le plus gros actionnaire d'ExxonMobil, place ses hommes au sein des gouvernements (ou institutions) pour servir directement ses propres intérêts... tout en alimentant le communautarisme au Nigéria pour mieux parvenir à ses fins.

Si demain le nord et le sud du Nigéria ou les musulmans et les chrétiens s'entretenaient, les médias évoqueraient une guerre de religion, alors qu'en réalité il ne s'agissait au départ que d'une guerre entre multinationales du pétrole.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques.

1- Le refus de caractériser le PS comme un parti bourgeois ou capitaliste conduit logiquement les opportunistes à refuser de caractériser l'Etat ou à n'en tirer aucune conclusion pratique.

Les uns s'emploient à ignorer l'Etat qu'ils évoquent entre la poire et le fromage, tandis que les autres en revendiquent la défense sous prétexte que son existence serait menacée par l'UE pour justifier la défense de la République démocratique bourgeoise, histoire finalement de détourner l'attention des militants et les travailleurs de la question de l'Etat ou des institutions (pour mieux les subordonner au régime en fait). Nous sommes à quelques semaines d'élections s'inscrivant dans le cadre des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République, et chacun pourra constater que pas un seul parti n'en profitera pour aborder cette question, de là à penser que ce serait intentionnel, il n'y a qu'un pas que nous franchissons en l'affirmant.

Cette question que nos braves dirigeants n'ont jamais voulu aborder sérieusement et résoudre devait les rattraper un jour au l'autre, et devenir à nouveau explosive dès lors que le PS se retrouvait à gérer l'Etat pour le compte de la classe dominante. Elle constitue en toile de fond un des aspects de la crise du POI à travers les rapports que ses dirigeants ont tissés de longue date avec les appareils de FO et de la FSU, sachant que le PS était fortement impliqué dans ces syndicats.

2- Pour définir les classes, la science moderne bourgeoise procède selon la vieille méthode métaphysique : elle prend un instantané de la société à un moment donné, et analyse ensuite ce modèle ou tableau pour cataloguer les divers groupes d'individus qui forment la collectivité. Puis les statisticiens, sociologues et démographes — gens à courte vue s'il en est — y effectuent mille divisions, faisant observer qu'il n'y a pas deux, trois ou quatre classes, mais qu'on peut en déceler dix, vingt, voire cent, séparées entre elles par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables. (Roger Dangeville - Friedrich Engels, Karl Marx : Le parti de classe)

C'est cet "instantané de la société à un moment donné" ou réduit à une période donnée, qui tenait lieu de support aux analyses qu'on a pu lire dans les milliers d'articles que nous avons mis en ligne ces dernières années, cette abstraction ou sélection qui n'avait rien de naturelle se substituait à la prise en compte du développement historique des forces productives particulièrement depuis l'avènement du capitalisme et son évolution jusqu'à nos jours qui est à l'origine du socialisme, ce qui permettait à leurs auteurs de commettre des analyses qui devaient infailliblement aboutir à une impasse politique ou à se soumettre au capitalisme pour s'être délibérément détourné du socialisme... Eux aussi versent dans l'idéologie, tout comme ce qu'ils appellent la gauche de la gauche.

Défense du socialisme.

- Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes - F. Engels - 1885

Extraits. Non seulement Marx avait abouti à la même idée, mais, dès 1844, il l'avait généralisée dans des Deutsch-Französische Jahrbücher ((Annales franco-allemandes - ndlr) et exposé qu'en somme ce n'est pas l'Etat qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'Etat, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement. (8 ans plus tard Engels précisera dans une lettre adressée à F. Mehring " nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations...", faille dans laquelle s'engouffreront à chaque époque les opportunistes de tous bords, des économistes aux lambertistes en passant par les mencheviks et les autogestionnaires. - LVOG) Lorsqu'en été 1844 j'allai voir Marx à Paris, nous constatâmes notre complet accord dans toutes les questions théoriques ; et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles au printemps 1845, Marx avait déjà, sur les principes ci-dessus, complètement construit sa théorie matérialiste de l'histoire, et nous nous mîmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception. (...)

Mais notre intention n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde savant. (...) Nous avons l'obligation de donner à notre conception une base scientifique. Mais il ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction le prolétariat européen, à commencer par celui d'Allemagne. (...) (Conviction que ne partageront pas nos dirigeants, hélas ! Pourquoi ? Je vous laisse deviner, et si vous n'avez pas trouvé une réponse satisfaisante à cette question, écrivez-moi, j'en ai une à vous proposer. - LVOG)

Un jeune étudiant westphalien, Hermann Kriege, partit en Amérique, s'y présenta comme émissaire de la Ligue, s'associa avec ce fou de Harro Harring, pour révolutionner, grâce à la Ligue, l'Amérique du Sud. Il avait même fondé un journal où il prêchait, au nom de la Ligue, un communisme fondé sur l'amour, débordant d'amour, farci de rêverie amoureuse. Nous répliquâmes par une circulaire qui ne manqua pas son effet : Kriege disparut de la scène de la Ligue.

Plus tard, Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf ouvrier tailleur qui, stupéfait de ses talents personnels, cherchait à se rendre compte de ce que pouvait bien être une société communiste. C'était le grand homme persécuté, à cause de sa supériorité, par des envieux, et flairant partout des rivaux, des ennemis secrets, des pièges ; le prophète traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette toute prête pour réaliser le ciel sur la terre, et s'imaginait que tout un chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. A Londres, il s'était déjà brouillé avec les gens de la Ligue ; et à Bruxelles, où Marx et sa femme lui témoignèrent, plus que d'autres, une patience surhumaine, il ne pouvait s'entendre avec personne. Aussi ne tarda-t-il pas à se rendre en Amérique pour essayer d'y jouer au prophète.

Toutes ces circonstances contribuèrent à l'évolution qui, sans bruit, s'accomplissait au sein de la Ligue et notamment parmi les dirigeants de Londres. Ils se rendaient de plus en plus compte que l'ancienne conception du communisme, tant du simple communisme égalitaire des Français que du communisme préconisé par Weitling, était insuffisante. Weitling avait essayé de ramener le communisme au christianisme primitif ; mais, en dépit de certaines particularités géniales qui se rencontrent dans son Evangile des pauvres pécheurs, sa tentative n'avait abouti en Suisse qu'à remettre le mouvement en majeure partie entre les mains de fous tels qu'Albrecht, et puis de faux prophètes tels que Kuhlmann. Le "vrai socialisme", que diffusaient quelques gens de lettres, transcription de formules socialistes françaises en un mauvais allemand hégélien et une sentimentale rêverie amoureuse (voir, dans le Manifeste communiste, le chapitre sur le socialisme allemand ou le "vrai"socialisme), socialisme que Kriege et la lecture des ouvrages appropriés avaient introduit dans la Ligue, ne pouvait manquer, à cause de sa veulerie et de sa déliquescence, de soulever le coeur des vieux révolutionnaires de la Ligue. Constatant que les anciennes idées théoriques ne tenaient plus debout, constatant en outre qu'elles conduisaient dans la pratique à de véritables aberrations, on comprenait tous les jours davantage à Londres qu'avec notre nouvelle théorie nous étions, Marx et moi, dans le vrai. Ce qui contribua, sans aucun doute, à faire rapidement prendre corps à cette idée, c'est la présence, parmi les dirigeants de Londres, de deux hommes infiniment plus capables que tous ceux que nous avons cités jusqu'ici d'acquiescer des notions théoriques ; c'étaient le peintre miniaturiste Karl Pfaender, de Heilbronn, et le tailleur Georg Eccarius, de la Thuringe.

Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de l'exactitude absolue de notre conception autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration. Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la Ligue ; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi. (Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête de nombreux militants, on dirait que 168 ans plus tard, il y en a qui voudraient qu'on fasse exactement le chemin inverse, non ? - LVOG)

Qu'il fallût, dans la classe ouvrière allemande, une organisation, ne fût-ce que pour la propagande, et que cette organisation, dans

la mesure où elle n'était pas uniquement locale, ne pût être, même hors de l'Allemagne, qu'une organisation secrète, nous n'en doutions pas. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avions jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. A Bruxelles, Marx constituait une commune (section - LVOG) de la Ligue avec nos meilleurs amis, tandis que je rendais visite aux trois communes de Paris.

En été 1847, le premier congrès de la Ligue se réunit à Londres. W. Wolff y représentait les communes de Bruxelles et moi celles de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la Ligue. Toutes les anciennes appellations mystiques datant du temps des conspirations furent supprimées, et la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès, et prit dès lors le nom de "Ligue des communistes".

"Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée." (Voilà ce qui devrait figurer dans le préambule du programme d'un parti ouvrier révolutionnaire et qui devrait être soumis aux travailleurs qui décideraient de le rejoindre. - LVOG)

Tel est le premier article. L'organisation elle-même était absolument démocratique, avec des dirigeants élus et toujours révocables ; ce seul fait barrait le chemin à toutes les velléités de conspiration qui exigent une dictature, et transformait la Ligue, du moins pour les temps de paix ordinaires, en une simple société de propagande. Ces nouveaux Statuts -- tel était maintenant le procédé démocratique -- furent soumis aux sections pour discussion, puis débattus à nouveau au deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847. On les trouve dans l'ouvrage de Wermuth et Stieber, vol. I, p. 239, annexe X. (Dont s'inspirèrent Lénine et le parti bolchevik. Rien à voir avec le centralisme bureaucratique des organisations trotskystes sclérosées. - LVOG)

Le deuxième congrès se tint fin novembre et début décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, -- la durée du congrès fut de dix jours au moins, -- défendit la nouvelle théorie. Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair (Chez les trotskystes ils furent voués à demeurer dans l'obscurité. Entre eux et les marxistes, le jour et la nuit, quoi. Vous comprenez pourquoi on s'acharne ainsi sur eux. - LVOG) ; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes sans retard aucun. Quelques semaines avant la révolution de février, nous expédiâmes le Manifeste à Londres, aux fins d'impression. Il a fait, depuis lors, le tour du monde ; on l'a traduit dans presque toutes les langues, et il sert aujourd'hui encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : "Tous les hommes sont frères", avait été remplacée par le nouveau cri de guerre : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" qui proclamait ouvertement le caractère international de la lutte. Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre remplissait le monde, comme cri de guerre de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur son drapeau. Fin de l'extrait

Un avant-goût de la Commune de Paris qu'ils inspireront largement. 6 ans plus tôt, l'Association internationale des travailleurs avait adopté en grande partie le programme de la Ligue des communistes rédigé par Marx et Engels : le Manifeste du parti communiste.

C'est marrant, on dirait que ceux qui prétendent s'inspirer de l'Association internationale des travailleurs auraient totalement déformé sa forme et son contenu, non ?

[Un cadavre qui n'a rien d'exquis et qui bouge encore.](#)

- La gauche israélienne sort enfin son racisme du placard - Jonathan Cook - michelcollon.info - 30 octobre 2015

Un scoop, une découverte, la gauche officielle quel que soit le pays est aussi réactionnaire que la droite, voire davantage encore au regard du camouflage idéologique ou démagogique dont elle s'est servie pour couvrir ses forfaits ou ses crimes, c'est nous qui le rajoutons.

Pendant plus d'un demi-siècle des intellectuels et les organisations dites d'extrême gauche l'ont soutenue parce qu'elle servait leurs propres intérêts sans trop se soucier du reste ou des dégâts qu'elle produisait au sein du mouvement ouvrier ou du prolétariat, conséquences désastreuses qui ne seraient révélées que plus tard, bien plus tard quand plus personne ne s'en souviendrait ou n'y ferait référence, de préférence hypocritement, et pour cause pour en avoir profité pour les uns, pour en avoir été les alliés objectifs ou les complices pour les autres ou les deux à la fois.

Ceux qui se destinaient à interpréter l'histoire sur le plan idéologique pouvaient toujours espérer s'en sortir en servant les intérêts de ceux à qui cela profitait puisque le peuple demeurait ignorant et ses représentants étaient corrompus. Quant à ceux qui étaient censés exprimer consciemment le processus (inconscient) historique à l'oeuvre à l'aide du matérialisme historique, et qui devaient finalement décider de s'en servir pour tricher avec la réalité ou verser dans la démagogie afin de servir leurs propres intérêts et ceux du régime, ils finiront toujours par faire les frais de leur imposture qui demeurera à jamais une tâche

indélébile sur leur propre histoire ou celle de leur courant politique, car il se trouvera toujours quelqu'un au tournant de l'évolution de la situation pour rappeler son passé inavouable, lorsqu'il n'est pas incrusté inconsciemment dans tous les cerveaux au point d'inspirer la méfiance ou le doute sur leurs réelles intentions et ainsi interdire toute adhésion des masses à leur parti qui sera voué à végéter et à se décomposer.

Si je ne me suis jamais servi des interviews qu'avaient données d'ex-dirigeants lambertistes à Karim Landais, c'était parce que j'avais trouvé cela improductif ou pouvant prêter à confusion du fait qu'ils avaient tous été complices de l'imposteur Lambert, je m'étais fait la réflexion qu'il arriverait bien un jour où le terrain miné sur lequel s'était construit ce courant politique finirait par se retourner contre eux et les engloutirait, il était donc inutile d'essayer de forcer le destin, il fallait juste attendre patiemment que la situation se décante ou que la crise du capitalisme fasse son oeuvre.

Il arrive que des partis politiques qui ont eu une longue histoire viennent à disparaître ou finissent par être totalement marginalisés, les exemples ne manquent pas dans de très nombreux pays. Cela est survenu en 2 ou 3 ans, pratiquement d'un seul coup, en apparence seulement, car en réalité ils traînaient derrière eux comme un boulet les multiples contradictions, mensonges et trahisons qu'ils avaient accumulés et qu'ils pouvaient de plus en plus difficilement assumer sauf à en rajouter toujours une nouvelle couche qui allait rendre le poids de leur imposture toujours plus dure à supporter ou camoufler au point de révéler leur véritable nature au grand jour qui devait les rendre infrequentables et précipiter leur perte. On aurait pu reprendre la formule habituelle qui consiste à dire qu'ils ont dû monter au créneau pour défendre le régime et s'y sont brûlés les ailes, mais elle est trop réductrice, pas suffisamment précise.

Il y en a qui se figurent que le passé serait le passé et qu'il n'aurait laissé aucune empreinte dans le cerveau des hommes, c'est bien mal connaître les mécanismes psychologiques à partir desquels ils forgent leur personnalité et leurs convictions en grande partie inconsciemment, ce qui ne signifie nullement qu'ils ne seraient pas en mesure d'en prendre conscience un jour ou que le matériel qui constituait leur passé ou leurs expériences passées leur demeurerait éternellement inaccessible et heureusement qu'il n'en est pas ainsi, sinon il n'y aurait rien à en attendre et le sort de l'humanité serait joué d'avance et bel et bien perdu.

Il arrive aussi que des partis en viennent à s'autodétruire dans l'indifférence quasi générale, comme si les peuples estimaient que c'était dans l'ordre des choses qu'ils disparaissent, parce qu'ils n'y tenaient pas vraiment ou n'en attendaient plus rien depuis belle lurette. Et qu'il y ait des militants qui y demeurent attachés malgré tout, par sentimentalisme ou nostalgie d'un passé définitivement révolu, relève du suicide politique.

ACTUALITE EN TITRES

[Il y en a qui ont du pif et qui ne manquent pas d'air...](#)

- « Air Cocaïne » : un assistant de Jean-Marie Le Pen a participé à la fuite des deux pilotes - [LeMonde.fr](#)
- Air Cocaïne : Sarkozy dénonce la géolocalisation de son téléphone par la justice - [LeMonde.fr](#)

[Qui va à la chasse perd sa place !](#)

- François Bayrou dénonce un François Hollande qui va « à la chasse aux voix » - [Public Sénat](#)

[Guerre idéologique. Intox.](#)

- France: les réformes sociales et fiscales de 2014 ont légèrement réduit les inégalités - [AFP](#)

[Au moins les dons terrestres ou matériels existent.](#)

- Scandale au Vatican: des dons destinés aux pauvres ont été détournés - [Francetv info](#)

[Si c'est la CIA qui le dit...](#)

- Crash en Egypte: Pas de signe d'un acte terroriste pour l'instant, selon les renseignements américains - [20minutes.fr](#)

Il est «improbable» que l'EI ait les moyens d'abattre un avion commercial en vol, selon James Clapper.

Et deux jours plus tard...

Crash en Egypte : la piste de la bombe est privilégiée - Francetv info

[Des hystériques en quête désespérément d'orgasme.](#)

- «Devons-nous entamer une "véritable" relation même si je ne suis pas sûre de mon désir sexuel?» - Slate.fr

Si ta culotte n'est pas mouillée ou si tu n'es pas spontanément en érection, laisse tomber, c'est un coup pourri... Pourquoi, les guerres et autres massacres monstrueux qu'ils soutiennent ne suffisent-ils plus pour faire bander ces détraqués ? Voilà ce qui arrive quand on est blasé, on est malheureux ! S'ils le désiraient on pourrait écouter ce supplice...

ACTUALITÉ DU JOUR

[Hallali. Ils vont vous ménager pour mieux vous saigner demain.](#)

Hallali : Cri de chasse qui annonce que la bête poursuivie est aux abois. (Le Grand Robert)

- Impôts locaux : nouveau cafouillage du gouvernement - Francetv info

Bercy a demandé dimanche aux retraités modestes de ne pas payer leurs impôts locaux.

Le gouvernement, en promettant in extremis d'annuler des hausses d'impôts pour les retraités modestes, a tenté de sauvegarder son fragile credo de modération fiscale à l'approche des régionales, quitte à prêter le flanc aux critiques en "amateurisme" ou en électoralisme.

Confirmer la fin de l'exonération de taxe d'habitation et de taxe foncière pour au moins 250.000 retraités modestes -et par la même entériner des hausses d'impôt de plusieurs centaines d'euros- viendrait brouiller une image encore bien fragile dans l'opinion.

"L'augmentation de la fiscalité des retraités modestes venait en contradiction avec le message global et donc, tout de suite, il a fallu corriger", souligne l'entourage du Premier ministre.

Objectif: combattre un "effet politique qui tue la baisse des impôts" de deux milliards d'euros votée en 2016 mais aussi un "effet électoral" négatif pour les régionales de décembre, reconnaît le chef de file des députés PS de la commission des Finances, Dominique Lefebvre.

Pourquoi le gouvernement a-t-il réagi si tard ? Certains contribuables ont d'ailleurs déjà réglé tout ou partie de leur impôt. D'où cette situation baroque, avec un secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert conseillant aux personnes concernées de ne pas payer leurs taxes si elles ne l'ont pas encore fait.

Après la fiscalité des retraités, le gouvernement doit déminer un deuxième dossier en ce début de semaine: celui de la dotation générale de fonctionnement (DGF). C'est-à-dire les sommes versées par l'Etat aux collectivités, dont les calculs vont changer, au profit de certaines communes et au détriment d'autres.

En complément dans le même registre.

- Collectivités: Valls annonce aux députés PS le report d'un an de la réforme de la Dotation globale de fonctionnement - AFP

- Le gouvernement retire sa mesure sur le calcul de l'allocation aux adultes handicapés - LeMonde.fr

[Ne soyez pas psychorigides, soumettez-vous... ou suicidez-vous !](#)

- Alain Juppé pour un assouplissement du statut de la fonction publique territoriale - AFP

Alain Juppé, maire de Bordeaux et candidat à la primaire Les Républicains, prône un assouplissement du statut de la fonction publique territoriale, dont pourraient ne plus bénéficier les nouveaux entrants, dans une interview parue lundi dans La Gazette des Communes.

M. Juppé, à qui l'on demande s'il faut "assouplir le statut de la fonction publique", estime "normal que les fonctionnaires soient protégés contre les pressions et disposent d'un statut, notamment lorsqu'ils exercent des fonctions régaliennes, comme les militaires, les policiers, les magistrats où les enseignants".

"Mais le statut ne doit pas être un prétexte pour maintenir des rigidités de gestion qui accroissent le coût du service et dégradent la qualité", poursuit-il.

"Qu'ai-je fait lorsque j'ai réformé France Télécom?" demande l'ancien Premier ministre: "J'ai dit que les nouveaux arrivants prendraient un statut de droit privé et que ceux déjà en fonction pourraient choisir entre le statut de droit privé et le maintien du statut de droit public."

"C'est sans doute une piste qu'il faut tracer pour la fonction publique territoriale", conclut-il. AFP 02.11

En complément. Le mauvais plan.

- Face au chômage, la fonction publique d'Etat attire nombre de candidats - AFP

La fonction publique d'Etat (FPE) qui employait 2,4 millions d'agents fin 2014, attire de plus en plus de candidats en raison de la hausse du chômage et de la précarité de l'emploi dans le privé, selon l'Insee. AFP 02.11

Gattaz : Un Cas Délictueux Incurable.

- Pierre Gattaz: "le CDI tel qu'il est fait, est très inquiétant" - AFP

[Guerre idéologique. Comment ils testent le fascisme.](#)

- La France gérée par un pouvoir autoritaire? Une bonne idée pour 40% des Français - L'Express.fr

Renoncer au droit de vote? Deux tiers des Français interrogés par l'institut de sondage Ifop pour le site d'information Atlantico y sont favorables. S'en remettre à un pouvoir politique autoritaire? 40% des sondés sont pour. De drôles d'idées motivées par une défiance de plus en plus importante envers la classe politique traditionnelle. (Voilà le genre de "drôles d'idées" que véhicule le portail Atlantico, porte-parole du néolibéralisme et du sionisme. - LVOG)

1- "Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel n'aura le courage de mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à des experts non élus qui réaliseraient ces réformes nécessaires mais impopulaires." (Les Italiens et les Grecs l'ont déjà testé avant que les sociaux-néolibéraux ne prennent le relais, Renzi et Tsipras. - LVOG)

67% des sondés expriment leur accord avec cette opinion. Du Front de gauche au Front national, tous les électorsats se rangent majoritairement derrière cette position. Le recours à des experts est particulièrement marqué à droite: il est prôné par 80 % des sympathisants des Républicains. À gauche, y compris parmi les sympathisants du Front de gauche, un Français sur deux adhère en revanche à cette idée. Le clivage gauche-droite est encore plus prégnant s'agissant de l'attrance pour un gouvernement autoritaire. Plus on avance vers la droite, plus une large proportion y est favorable: de 23 % d'adhésion au Front de gauche à 47 % chez les Républicains et jusqu'à 60 % au FN. (Cela en dit long sur la nature bonapartiste du Front de gauche. - LVOG)

2- "Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel n'aura le courage de mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement." (Si ce n'est pas un homme politique, qui alors pour incarner ce "pouvoir politique autoritaire", les banquiers, l'oligarchie financière elle-même ? Et "alléger les mécanismes de contrôle démocratique" reviendrait à supprimer le suffrage universel et à rétablir une monarchie absolue. Il leur faut le consentement de la population, alors ils fabriquent des sondages pour la convaincre, d'où la nécessité absolue de relever le défi de la lutte contre l'idéologie de la classe dominante.

La proportion de Français en accord avec cette idée chute à 40% mais reste majoritaire ou presque dans l'électorat de droite et d'extrême droite.

A Atlantico, Jérôme Fourquet, directeur du département "opinion publique", expliquent que "ces chiffres ne disent pas en creux qu'il y a une appétence pour le fascisme, mais plutôt qu'il y a une insatisfaction très profonde vis-à-vis du fonctionnement de notre système politique". Cette défiance se retrouve essentiellement parmi les couches populaires et dans l'électorat de droite.

Le résultat de ce sondage fait écho aux conclusions de précédentes études d'opinion. Dans un contexte de crise, les Français réclament plus d'autorité et se disent prêts à faire des sacrifices. [lexpress.fr](#) et [lefigaro.fr](#) 02 et 03.11

En complément dans le même registre

- Sécurité : Nicolas Sarkozy révèle son plan pour "rétablir l'autorité de l'État" - [Francetv info](#)

Pour rétablir l'autorité de l'État, Nicolas Sarkozy a multiplié les propositions choc. L'ancien chef de l'État propose ainsi d'armer l'ensemble des fonctionnaires de police, sauf si le conseil municipal est contre. Pour lui, les policiers et gendarmes doivent être autorisés à tirer en cas de danger. Il veut aussi mettre en place des vigies policières dans les quartiers.

Il souhaite que les sociétés autoroutières verbalisent elles-mêmes les chauffards.

Les forces de l'ordre seraient aussi toutes rassemblées au sein d'un même grand ministère, le ministère de la Sécurité publique. [Francetv info](#) 03.11

Surrenchère policière

- Christian Estrosi propose de fusionner « ministère de l'Intérieur et de la Justice » - [Public Sénat](#)

- La droite veut construire 20.000 places de prison - [LeFigaro.fr](#)

Le PS n'est pas en reste en frayant la voie au corporatisme.

- Pouria Amirshahi (PS) lance un "Mouvement commun" réunissant politiques et société civile - [AFP](#)

Le député PS Pouria Amirshahi lance le week-end prochain un "Mouvement commun" voulant associer de façon "innovante" politiques et société civile, mais sans être un "parti politique ou une écurie présidentielle".

"On veut créer un lobby citoyen, (un) grand mouvement qui prépare la France d'après", a expliqué lundi sur RFI le député des Français de l'étranger. (Ayez tout de même à l'esprit que partis comme nous sommes partis "la France d'après", c'est le fascisme, c'est dans cette perspective que s'inscrit cette initiative, c'est nous qui le précisons. - [LVOG](#))

"Je fais le constat que nos gouvernants, dans nos démocraties (car ce n'est pas que français) sont jugés souvent comme soit pas capables, soit pas sincères. Or beaucoup de personnes engagées dans la société mobilisée, dans le syndicalisme, dans la culture, dans le monde de l'entreprise (...) sont disponibles et font des démonstrations, non pas marginales mais des réalisations concrètes qui montrent que des contre-modèles sont possibles", a-t-il ajouté.

"C'est un mouvement politique, mais pas électoral. Politique au sens où on s'assume comme citoyens. La citoyenneté c'est politique", a-t-il poursuivi.

"Et on assume que dorénavant les propositions qui doivent être faites pour construire la France de demain ne doivent pas simplement être griffonnées sur un coin de table par quelques experts mais discutées par les hommes et les femmes qui sont concernés directement. C'est à dire vous, moi et tous ceux qui vivent en France", a encore dit Pouria Amirshahi.

Le député souligne qu'un millier de personnes ont déjà signé un appel fondateur à ce "Mouvement commun", qui sera officiellement lancé dimanche prochain à Montreuil (93).

Parmi les signataires figurent des élus, comme les députés socialistes Laurent Baumel, Pascal Cherki ou Laurent Grandguillaume, mais aussi le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, Julien Bayou, ou l'ancienne ministre EELV Cécile Duflot. [AFP](#) 02.11

A retenir : tout est possible sous le régime en place, Pétain n'aurait pas dit mieux. Ils ne savent plus quoi inventer pour détourner les travailleurs de la lutte des classes et du socialisme.

[Infantilisme. Plus doux qu'un suppositoire, une expérience neuroleptique d'une perspicacité pénétrante !](#)

- Front de gauche: une notice contre la Macronite - [Libération.fr](#)

Jeudi, lors du grand meeting du Front de gauche à Paris, chaque militant aura le droit à un bonbon, en guise de comprimé, et sa notice.

Un petit bonbon et une notice du Novidabor (Nos vies d'abord), un comprimé contre la Macronite passagère ou aiguë. Le petit sachet sera remis aux militants du Front de gauche, jeudi soir, lors du grand meeting à la Halle Carpentier (Paris XIII). L'initiative est signée Clémentine Autain et Ensemble!, une des composantes du Front de gauche. Libération.fr 01.11

Le Front de gauche vous pénètre par la bouche à défaut de s'adresser à votre esprit ou à votre cerveau, c'est descendre bien bas madame Autain, jusqu'aux intestins qui à s'y méprendre présentent certaines similitudes avec le cerveau, alors de là à confondre les deux, c'est le propre du petit bourgeois qui ne pense qu'à sa gueule, à son ventre, à tous ses orifices, on préfère l'original, J. Brel, car lui au moins il donnait de sa personne, alors que vous, vous ne nous apportez rien, sauf du malheur !

[Turquie. Le dictateur passe à l'offensive. Et quand l'Agence Française de propagande devient le porte-parole du Frère musulman Erdogan.](#)

- Fort de son succès électoral, Erdogan ferme contre les rebelles kurdes et ses rivaux - AFP

- Turquie: deux dirigeants d'un journal d'opposition inculpés et écroués pour "tentative de coup" - AFP

Un tribunal d'Istanbul a inculpé et écroué mardi deux responsables du magazine d'opposition Nokta qui avait critiqué la victoire du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan aux législatives de dimanche, a-t-on appris auprès du journal.

"Le rédacteur en chef Cevheri Güven et son directeur de la publication Murat Çapan ont été inculpés et écroués pour tentative de coup d'Etat", a précisé à l'AFP un journaliste de Nokta.

- Turquie: 3 militants kurdes tués dans des affrontements avec la police - AFP

- Les terroristes takfiris félicitent Erdogan - sahartv.ir

Les milices terroristes takfiris et surtout celles qui se revendiquent d'Al Qaida ont largement félicité Erdogan sur leurs sites pour avoir remporté les élections législatives en Turquie.

Dans un communiqué conjoint, Ahrar al Chaam, Jaysh-al Islam se réjouissent de la victoire de l'AKP. Le texte rend un hommage appuyé " à la floraison de l'économie turque" et " au soutien large d'Erdogan aux combattants du jihad" (ndlr: les terroristes). les milices signataires de ce communiqué se revendiquent d'Al Qaida en Syrie et leurs chefs de guerre se battent depuis longtemps sous la bannière d'Al Qaida. Erdogan qualifie de modéré les terroristes takfiris et continuent à les armer, à les soutenir financièrement et à les faire transiter vers la Syrie.

Le dernier crime en date dont les images ont fait le tour du monde mettent en scène un groupe d'hommes et de femmes syriens en cage et qui sert de bouclier humain en dessous du toit d'un centre de commandement des terroristes d'Ahrar al Chaam. Ces images ont suscité un tollé à travers le monde. sahartv.ir 02.11

Autant dire avec les félicitations de l'OTAN et du Pentagone...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

- Le vieux renard retourne dans le Golfe persique après 45 ans - sahartv.ir

Le retour graduel et progressif de la Grande-Bretagne au golfe Persique, connu chez les habitants de la région comme « le vieux renard », constitue un avertissement pour les nations musulmanes et éprises de la liberté.

Philip Hammond, secrétaire britannique à la Forgién Office, est arrivé, samedi, à Bahreïn pour prendre part à une cérémonie marquant le début de la construction de la base maritime Jafir sur le port de Salmane. Il s'agit de la première grande base de la Force navale britannique dans l'Est de Suez, depuis 1971. A l'issue de cette cérémonie symbolique, le quotidien britannique «

The Independent » a écrit : « Les Ale Khalifa ont permis à Londres d'implanter une base maritime à Bahreïn afin de le remercier pour son silence envers la violation des droits de l'Homme par les dirigeants de cette petite monarchie du golfe Persique ». Dans le même temps, le quotidien britannique « The Daily Telegraph » voit en cette démarche un signe de revirement. Il semble que Londres entende retourner au golfe Persique.

Des monarques arabes du Moyen-Orient voient leur sécurité en la présence des Etats-Unis dans la région. Il paraît que leur maintien au pouvoir est noué au vol des avions de chasse et à la circulation des navires de guerre des Etats-Unis. Dans une telle conjoncture, la Maison Blanche a préféré retirer son dernier navire de guerre du golfe Persique pour ainsi vider la région de la présence de ces invités indésirables.

L'entrée de l'Iran aux interactions régionales et les nouvelles responsabilités qu'il assume désormais dans les équations du Moyen-Orient laissent espérer un apaisement de tension entre l'Iran et l'Occident après la signature de l'accord nucléaire. Cette évolution promet aussi une réduction de l'iranophobie tandis que la présence de Philip Hammond à la cérémonie de l'implantation d'une base maritime britannique à Bahreïn lève un coin du voile des projets à long terme du vieux renard pour une nouvelle colonisation des pays de la région. Les politiciens britanniques entendent donc étendre leur terrible parapluie de colonisation grâce à une ancienne astuce qu'est « Diviser pour régner » pour dominer les peuples de la région, en l'absence des dirigeants indépendants dans certains pays de la région.

Soutenir les sionistes et leurs actes d'agression, négliger la violation des droits de l'Homme par ses alliés, vendre des armements aux gouvernements conservateurs arabes, implanter une base militaire à Bahreïn, réprimer la démocratie à Bahreïn, soutenir les agressions de l'Arabie saoudite contre le Yémen, contribuer dans l'opération militaire anti-Daech, soutenir le démembrement des pays tels que l'Irak et la Syrie, s'opposer à Bachar Assad et soutenir une éventuelle agression militaire contre la Syrie, soutenir les négociations nucléaires avec l'Iran et saluer l'élargissement des relations politiques-économiques à l'issue de la signature de l'accord de Vienne, voilà un petit exemple des politiques ambivalentes de la Grande-Bretagne ! sahartv.ir 02.11

2- Israël

- La Knesset approuve un projet de loi considérant la pierre comme "arme dangereuse" - sahartv.ir

Suite à la déstabilisation de la situation de sécurité et la détérioration de l'économie de l'Etat de l'entité occupante sioniste (Israël), lors des événements de «Intifada de Qods », qui ont été lancés depuis le premier d'Octobre; le Cabinet sioniste s'est penché sur des discussions afin d'émettre des lois consécutives pour dissuader les lanceurs de pierres considérées comme d'armes dangereuses.

La Knesset sioniste a publié, hier, une nouvelle loi chassant les lanceurs de pierres dans la ville de Qods et de la Cisjordanie. Les médias sionistes ont rapporté qu'une loi punitive a été annoncée contre les ces lanceurs.

De sa part, la deuxième chaine sioniste a signalé que la Knesset a ratifié hier soir, au cours de la deuxième et troisième lecture sur le projet de loi, qui impose une peine minimale sur les lanceurs de pierres, tout en permettant à la sécurité sociale de retirer les allocations de l'enfant lanceur de pierres, en plus des allocations familiales.

Ce projet de loi impose une sanction financière d'une valeur de 10 mille shekels, à des enfants coupables d'avoir jeté des pierres, particulièrement contre les habitants de Qods et l'intérieur occupé en 1948 (ce qu'indiquent les sionistes comme sécurité sociale).

Le projet a été promu par les membres de la Knesset et a obtenu le soutien du Ministère de la Justice, et reconnaît l'application de la peine minimale de 4 ans de prison pour le crime (selon allégations sionistes) d'avoir jeté des pierres.

Cette résolution a rencontré la colère des membres arabes de la Knesset et de certains membres de la gauche et certains d'entre eux ont exprimé leur mécontentement; en disant: "Il n'y a aucune logique dans la punition du père que son fils a lancé une pierre".

La chaine sioniste a déclaré que la loi a considéré la pierre comme des outils offensifs, tels que l'utilisation du couteau et balle stipulée dans le Code pénal comme une arme dangereuse.

Jamal Zahalka, de son côté, s'est abstenu du projet de loi, en disant: "Vous ne pouvez pas éteindre un feu avec de l'essence et les lois actuelles sont comme l'essence sur le feu". "Il n'y a aucune logique à punir le père dont son fils a lancé une pierre", a-t-il ainsi confirmé. sahartv.ir 03.11

3- Syrie

3.1- Le Pentagone à la rescousse de Daech... - sahartv.ir

Le 27 octobre, le secrétaire à la Défense des USA Ashton Carter a annoncé que le Pentagone songeait à entreprendre une « action directe sur le terrain » en Irak et en Syrie, « dans un effort de combattre le groupe terroriste autoproclamé État islamique » (Sputnik News, 27 octobre 2015). L'intention à peine cachée, ce n'est pas tant de « combattre » le groupe terroriste État islamique en Irak et en Syrie (EIS) que de « le protéger et voler à sa rescousse ».

Que se passe-t-il? Assistons-nous à une manœuvre favorisant une escalade militaire? Les USA et leurs alliés ont déjà du personnel sur le terrain en territoire syrien. Sauf que ce n'est pas officiel, car c'est dans le cadre d'une soi-disant opération secrète que tout le monde connaît. De concert avec l'OTAN, la Turquie, Israël et d'autres, le Pentagone a déjà dépêché des conseillers militaires, des forces spéciales et des agents du renseignement sur le théâtre des combats en Syrie. Ces forces étrangères s'activent dans les rangs des rebelles depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.

Même si Washington et la presse généraliste n'ont jamais reconnu officiellement leur présence en sol syrien, il convient de préciser que ces forces spéciales remplissent les fonctions de commandement habituelles au sein de divers groupes terroristes, en maintenant une liaison avec la coalition dirigée par les USA et l'OTAN. Autrement dit, elles sont largement responsables de la coordination des innombrables opérations terroristes de EIS et du front al-Nosra menées contre des civils en sol syrien au nom de la coalition dirigée par les USA. Il va sans dire qu'elles sont appuyées par la campagne aérienne menée par les USA qui, en théorie, cible (au lieu de protéger) les terroristes. Responsabilité de protéger (R2P) les terroristes.

En réponse aux raids de bombardement de la Russie contre EIS, Washington songe maintenant à annoncer officiellement (ce qu'il fait officieusement depuis les quatre dernières années) son intention d'assurer la présence de soldats sur le terrain dans le cadre d'une opération militaire élargie. Si cette opération est menée sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, elle constituera évidemment une violation du droit international (Nuremberg). Selon ce que rapportait le Wall Street Journal mercredi, qui citait des responsables étasuniens, l'administration Obama songe à déployer un petit contingent de forces terrestres en Syrie, qui serait intégré à des troupes kurdes ou à l'opposition modérée.

Les militaires étasuniens se proposent aussi de dépêcher un groupe de conseillers spécialisés dans le combat aux lignes de front auprès de l'armée irakienne et, peut-être aussi, des rebelles syriens. Le journal qualifie toutefois cette proposition de scénario moins probable.

En outre, le même article nous apprend que la Maison-Blanche examine la possibilité de déployer un petit escadron d'hélicoptères d'attaque Apache en Irak pour intensifier la lutte contre État islamique. Selon le quotidien, cette mesure entraînera le déploiement de plusieurs centaines de militaires étasuniens en Irak. Washington dirige une coalition qui effectue des frappes aériennes sur les positions de EIS en Syrie et en Irak depuis 2014. Mardi dernier, le secrétaire à la Défense des USA Ashton Carter a déclaré que le Pentagone n'avait pas écarté la possibilité de mener des attaques terrestres contre les terroristes de EIS. (Sputnik, 28 octobre 2015) Une zone d'exclusion aérienne.

Un autre développement important est la déclaration du secrétaire à la Défense Ashton Carter selon laquelle même si le Pentagone n'envisage pas d'établir une zone d'exclusion aérienne dans l'avenir immédiat, cette option n'est pas rejetée pour autant : Le président Barack Obama n'a pas « mis de côté » l'option d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie. Entre-temps, le Qatar a annoncé qu'il songeait à envoyer des troupes terrestres en Syrie. Cette déclaration de Doha a été de toute évidence formulée à Washington.

D'après le ministre qatari des Affaires étrangères Khalid al-Attiyah, le Qatar pourrait intervenir militairement en réponse à l'intervention de la Russie en faveur du gouvernement de Bachar al-Assad. (CNN Arabic, 21 octobre) : Nous n'épargnerons aucun effort, quel qu'il soit, avec nos frères saoudiens et turcs pour mettre en œuvre tout ce qui protège le peuple syrien et la Syrie d'une partition. Qatar agit comme mandataire des USA depuis les tout débuts. De concert avec l'Arabie saoudite, il contribue au recrutement, à la formation et au financement des terroristes affiliés à Al-Qaïda, y compris ceux de EIS et du front al-Nosra. Nous sommes rendus à la croisée des chemins.

La diplomatie internationale s'est effondrée. Les responsables de la politique étrangère aux USA sont ignorants et corrompus, et ne se rendent pas compte des conséquences de leurs gestes. Les raids aériens dirigés par les USA sont menés simultanément avec ceux de la Russie. Aux Nations Unies, c'est l'impasse. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon (nommé par Washington) appuie la guerre menée par les USA en se cachant derrière la bannière humanitaire. Les différentes actions et menaces de la coalition dirigée par les USA, sans oublier les rumeurs à propos d'une Troisième Guerre mondiale qui circulent dans les corridors du Congrès des USA, laissent présager une escalade militaire, qui pourrait déboucher sur une confrontation militaire directe entre la coalition dirigée par les USA et la Fédération de Russie. Michel Chossudovsky sahartv.ir 03.11

3.2- "Bachar El-Assad n'a aucun rôle à jouer dans l'avenir de la Syrie" (entretien avec le ministre des Affaires étrangères saoudien) - euronews.com

Alors que les pourparlers internationaux sur la Syrie ont tourné court ce vendredi à Vienne notre correspondante Daleen Hassan s'est entretenue avec le ministre des Affaires étrangères saoudien. Adel Al Jubeir livre son sentiment sur les négociations.

“Nous avons soutenu que Bachar El-Assad n'a aucun rôle à jouer dans l'avenir de la Syrie et qu'il doit quitter à un moment ou à un autre ce processus. Nous avons toujours soutenu cela et notre position n'a pas changé. Nous avons également appelé au retrait des forces étrangères de Syrie. Nous pensons par exemple que les forces iraniennes sont des forces d'occupation. C'est inacceptable et ce que nous avons réitéré. Nous nous sommes également engagés pour que l'intégrité territoriale de la Syrie soit maintenue, pour que l'avenir de la Syrie soit démocratique et que les droits de tous ses citoyens et des minorités soient protégés. Nous sommes aussi tombés d'accord sur la nécessité de fournir un plus grand accès à l'aide humanitaire pour venir en aide au peuple syrien.

Les discussions ont aussi porté sur le sort des combattants étrangers en Syrie. Le ministre saoudien est catégorique.

“En ce qui concerne le départ des combattants étrangers de la Syrie, il y a eu un désaccord majeur sur ces questions. Un petit nombre de pays a insisté sur ce point, l'Iran et la Russie notamment. Mais la grande majorité des pays étaient pour une définition claire des modalités de départ de Bachar al-Assad des forces étrangères. Nous avons dit très clairement au groupe que nous étions prêts à soutenir l'opposition syrienne modérée à tous les niveaux possibles et que nous allions continuer à le faire. Nous avons également dit très clairement que nous souhaitons une solution politique au plus vite, mais nous nous sommes engagés à soutenir nos frères et soeurs syriens par tous les moyens dont ils ont besoin afin d'obtenir une victoire militaire.

A Vienne, le ministre saoudien en a aussi profité pour faire le point sur la situation au Yémen où l'Arabie saoudite est engagée militairement face à la rébellion houthis avec en toile de fond un conflit entre chiites et sunites

“Eh bien, nous avons dit concernant la guerre au Yémen qu'il y avait des indications qu'elle entrerait dans une phase finale. Je ne peux pas vous dire combien de temps cela prendra mais les forces gouvernementales légitimes ont repris le contrôle d'une grande partie du territoire. Il reste encore des zones qui doivent être libérées, dont la capitale Sanaa, mais nous allons dans la bonne direction.

“Les Houthis et les Yéménites ont le droit de faire partie du processus politique au Yémen, nous avons dit cela dès le début. La seule chose qu'ils ne peuvent pas avoir c'est d'avoir une position privilégiée parce que cela les distinguerait des autres Yéménites et ce ne serait pas juste. Ils ne peuvent pas non plus avoir une milice extérieure aux institutions de l'Etat .” euronews.com 30.10

4- Yémen

4.1- Israël frappe le Yémen... - sahartv.ir

Les navires et les bateaux de guerre israéliens tiennent une large présence en mer Rouge et participent activement aux côtés des navires de guerre saoudiens dans des frappes contre les villes et les ports yéménites.

Les navires sionistes sont présents au large de l'Arabie saoudite et de l'Erythrée. ce sont ces mêmes bateaux de guerre qui attaquent les côtes de al Mokha dans la province de al Hadida au Yémen. les agresseurs cherchent à prendre le contrôle du détroit de Bab el Mandeb et les côtés yéménites qui les juxtaposent. l'agence de presse UNEWS citant des sources militaires yéménites affirme, dicit : " Israël participe aux opérations aériennes de largage des munitions et des armes aux terroristes takfiris positionnés dans la province de Taéz dans l'unique objectif de les secourir face aux assauts successifs des terroristes qaidistes et des miliciens pro Riyad".

Cette source yéménite a affirmé que l'armée et les forces populaires étaient parfaitement au courant des agissements des israéliens à la fois à Maarib et dans le détroit de Bab el Mandeb et à Taéz et que ces agissements seront ripostés sur le sol saoudien, au coeur des provinces saoudiennes. sahartv.ir 02.11

4.2- Yémen : Ansarallah arrête deux espions américains - sahartv.ir

Les services de sécurité yéménites, gérés par le Mouvement Ansarallah ont interpellé deux espions américains qui espionnaient sous couverture de la représentant des Nations Unies au Yémen.

L'un de ces espions américains était un officier des services de renseignement et l'autre un soldat de la Marine US.

L'agence de sécurité nationale du Yémen surveillait, depuis quelques mois, les activités de ces deux agents de sécurité américains, qui étaient présents au Yémen, sous couverture de la représentation de l'Onu. Ils se rendaient au siège provisoire de la représentation des Nations Unies à l'hôtel Sheraton à Sanaa. Cet hôtel était déjà le siège de la représentation des Etats-Unis et lorsque les Américains ont quitté Sanaa, au début 2015, Washington a remis son siège à l'Onu pour qu'elle s'installe pendant qu'ils sont absents. Les Américains doivent regagner leur siège dans la capitale yéménite, après la fin de la guerre. Apparemment, l'Onu ne paie pas Washington pour son installation dans cet hôtel mais peut-être les Américains en recevraient quelque chose de pas matériel.

La représentation des Nations Unies au Yémen est composée des dizaines de personnes dont un nombre sont Yéménites et plusieurs autres sont de nationalité arabe et non-arabe. Elles sont en circulation par des avions spéciaux de l'Onu entre Sanaa et Djibouti, car Djibouti est la première porte du Yémen vers le monde. sahartv.ir 02.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Police scientifique: des centaines d'agents manifestent pour réclamer un statut - AFP

"Les experts en colère !": des centaines d'agents de la police scientifique ont manifesté mardi en France pour revendiquer "un statut spécial adapté aux contraintes" de leur métier, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Plusieurs syndicats de police (SNPPS-Unsa, Snapatsi-CFE-CGC et Snipat-FO) appelaient à la grève mardi, estimant que les 2.250 agents de la police technique et scientifique "subissent depuis de nombreuses années des contraintes similaires à celles des policiers actifs sans en avoir le statut".

Au total, les cortèges ont rassemblé 1.300 manifestants selon l'intersyndicale et "80% des agents" s'étaient déclarés grévistes lundi soir, selon Nathalie Makarsky, du Snapatsi.

A Paris, 300 agents se sont réunis devant la préfecture de police avant de manifester jusqu'à l'Assemblée nationale, où une délégation devait être reçue. Certains portaient autour du cou un ruban de plastique jaune et noir habituellement utilisé pour délimiter des scènes de crimes.

A Lyon, siège de la sous-direction de la police technique et scientifique (Ecully), environ 300 personnes se sont bruyamment rassemblées devant l'hôtel de ville.

Les manifestants, dont certains avaient revêtu les gilets ou blouses de la police scientifique, avaient installé un simulacre de scène de crime. Sur les pancartes, on pouvait lire: "admiré à la télé, méprisé par l'État", "experts méprisés, PTS en danger, "moins d'éprouvettes, plus de pépettes".

"La police technique et scientifique est de plus en plus sollicitée au quotidien. On fait des milliers et des milliers de prélèvements annuels. On nous envoie de plus en plus sur le terrain. On nous dote d'un gilet pare-balles mais en contrepartie, on n'obtient rien", a expliqué Christophe Abraham, secrétaire national SNPPS-Unsa. "On est policiers sans avoir le statut, sans en avoir la reconnaissance", a-t-il ajouté.

A Lille, ils étaient une centaine à estimer qu'il était "dur, dur d'être des sous poulets". "C'est vraiment une très belle mobilisation, on a de nombreux services complètement fermés", s'est félicité Jérôme Deruelle, secrétaire régional du Snipat-FO.

"On veut un nouveau statut qui prenne en compte nos contraintes et nous permette d'avoir les mêmes avantages que n'importe quel flic", a affirmé M. Deruelle. "Aujourd'hui on part seul sur le terrain, on se retrouve seul sur des scènes de crime sans aucune protection et on n'a aucun avantage au niveau de la retraite et des salaires plus faibles", a-t-il fait valoir.

Le coût de cette avancée statutaire serait de 20 à 25 millions d'euros par an pour l'Intérieur, selon Philippe Capon, secrétaire général de l'Unsa-Fasmi, présent à Lyon.

Selon l'intersyndicale à Paris, les cortèges ont rassemblé 200 personnes à Marseille, 150 à Toulouse, 120 à Lille, 70 à Toulouse ou encore 50 à Bordeaux.

A Rennes, ils étaient environ 70 devant la préfecture, devant des banderoles "La PTS en a marre des promesses" et "Police scientifique en grève".

"Aujourd'hui il y a plus de moyens pour élucider les affaires, mais aussi plus d'affaires à élucider", a expliqué à l'AFP Bernadette Lemonnier du Snipat-FO.

"Nous n'avons pas le statut judiciaire donc nous devrions toujours avoir un officier de police judiciaire avec nous" lors des prélèvements, mais ils ne se déplacent que pour les grosses affaires, au risque de mettre en doute la légalité des

prélèvements effectués en leur absence, s'est alarmé Christophe Cosmao, du Snapatsi.

Dans la grande région Est (Lorraine, Alsace, Champagne-Ardenne et Bourgogne), 95 agents s'étaient déclarés grévistes lundi soir sur les 140 en fonction. En Lorraine, environ 70% étaient grévistes mardi.

[Haut de page ↗](#)

Le 6 novembre 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'actualiser les infos en bref, ce sera pour demain ou d'ici lundi.

Les militants du CCI-POI qui reçoivent des documents de leur direction ou de la tendance de Gluckstein pratiquent la rétention d'informations en ne les diffusant pas publiquement, il faut donc en déduire que ce parti fonctionne comme une entreprise privée qui serait la propriété de ses dirigeants, en pire puisque s'étant livré à une escroquerie (à la Sécu) pendant des décennies à l'insu de ses militants qui s'en accommoderont pour la plupart pour avoir été formatés en conséquence. Ceux qui restent auront tout accepté, couvert, justifié de la part de leurs dirigeants corrompus, dès lors on comprend pourquoi ils ne tiennent pas à ce que des militants extérieurs à leur boutique se livrent à une analyse critique de son fonctionnement et de sa politique qui les mettrait en porte-à-faux et les placerait face à leurs contradictions avec lesquelles ils s'arrangent habituellement.

Il ne leur viendra pas à l'idée de chercher à comprendre pourquoi leurs dirigeants étaient devenus des escrocs pour entretenir un appareil à l'effectif pléthorique sans rapport avec le nombre de militants de leur parti. Ce fut une façon comme une autre de palier leur incapacité à construire le parti sans en subir personnellement les conséquences, et après ils oseront dire qu'ils n'auraient pas d'autres intérêts que ceux des travailleurs. Partant de là, ils ne se demanderont pas s'ils avaient eu un jour véritablement l'intention de construire le parti dans un autre but.

Il ne leur viendra pas non plus à l'idée de chercher à comprendre pourquoi leurs dirigeants sont incapables de supporter loyalement la moindre critique de leurs analyses ou la libre confrontation des idées sans se livrer en permanence à de basses manoeuvres de type bureaucratiques pour faire taire leurs opposants ou les empêcher de s'exprimer et de s'organiser dans leur parti.

Il ne leur viendra évidemment pas à l'esprit de faire le lien entre d'une part les méthodes bureaucratiques auxquelles ont recouru leurs dirigeants et leur malhonnêteté ou leurs escroqueries, avec d'autre part leurs théories et analyses foireuses qui ont donné naissance à un parti caméléon hier au service du PS, aujourd'hui des appareils vendus des syndicats qui soutiennent le régime en place.

Quand on a acquis des idées ou qu'on s'est forgé des convictions, qu'on revendique une morale au-dessus de tout soupçon, soit on ne craint pas de les exposer à la critique ou d'en faire la démonstration parce qu'on est en mesure de les étayer ou de les défendre loyalement, de s'en montrer digne, on sera animé par la volonté de les partager avec le plus grand nombre et pour se faire inspirer confiance en ayant un comportement exemplaire en toutes circonstances, soit ce n'est pas le cas parce qu'on poursuit des objectifs inavouables que l'on sait condamnables, méprisables, on fera alors en sorte que les militants s'en tiennent aux apparences en flattant et entretenant leurs faiblesses (politiques, psychologiques, humaines) à leur insu, en évitant qu'ils progressent ou acquièrent un mode de pensée indépendant ou libre qui serait fatale à leur petite entreprise.

Chez toute personne adoptant un comportement délictueux dans la société, on en recherchera systématiquement la base ou l'origine sociale pour comprendre comment elle a pu en arriver là, c'est la moindre des choses pour ne pas verser dans l'idéologie qui permet à chacun de l'interpréter à sa convenance pour des raisons diverses ou s'épargner soi-même, afin d'être en règle avec sa conscience et donner une fausse idée de soi-même à l'extérieur. Cela nous ramène logiquement au plan politique dont nous ne nous sommes jamais écarté.

[Le POI au chevet des institutions de la Ve République.](#)

Nous sommes le 6 novembre 2015, les élections présidentielles auront lieu en principe début mai 2017, soit dans 18 mois, et son enjeu ne présente aucun intérêt politique puisque les travailleurs n'ont absolument rien à en attendre. Et bien ce n'est pas l'avis du POI qui lui aussi est déjà dans la course.

Marc Gauquelin dit Lacaze pour les intimes du CCI-POI (Informations ouvrières n°376): "*A l'approche de l'élection présidentielle de 2017, un sérieux doute s'installe chez les défenseurs les plus conséquents de l'ordre politique et institutionnel.*"... après lequel il court ! Voilà à quoi en est réduite l'avant-garde révolutionnaire, les trotskystes de nos jours ! Le reste sera à l'avenant... en pire.

Et Gauquelin embrayait, "*Hollande et sa majorité*", Hollande qui flirte avec les records d'impopularité sous la Ve République et "*sa majorité*" qui en réalité n'avait pas réuni plus de 25% des voix des électeurs inscrits en juin 2012 et qui depuis est ultra minoritaire dans le pays, mais il est toujours bon de ne pas le relever pour faire croire le contraire et leur permettre d'appliquer leur politique, "*Hollande et sa majorité*" figureraient encore "*la gauche*", sans guillemets dans le texte, au point où il en est autant se lâcher, surtout que plus loin on apprend que la politique du gouvernement n'aurait pas pour objectif d'instaurer une véritable dictature ou ne préparerait pas les conditions qui fraieraient la voie au fascisme pour permettre à la classe dominante de parvenir à ses fins, non, elle aurait pour seule objectif "*la destruction du socle des conquêtes sociales et démocratiques arrachées par la classe ouvrière de ce pays à la Libération*", en échange du désarmement du peuple et la liquidation du mouvement révolutionnaire qui se cherchait, ce qui préfigurerait un tout autre objectif politique qu'il est préférable de passer sous silence, "*destruction du socle des conquêtes sociales et démocratiques*" dont les dirigeants syndicaux sont directement les complices vous direz-vous, et bien non, pas du tout. Gauquelin va s'employer à les ménager.

C'est ainsi qu'on apprend que si "*les syndicats*" se sont laissés "*entraîner*" par Hollande et son gouvernement dans "*des « négociations »*", c'était non sans "*difficultés*", autrement dit contre leur volonté, ils ne voulaient pas y aller et ils ont essayé de résister de toutes leurs forces, mais finalement ces bougres ont dû céder, contre leur gré cela va s'en dire, attendez ce n'est pas fini, parce qu'on leur a présentées "*fraudemment comme des négociations classiques*" et non parce que la base de certains syndicats s'y serait farouchement opposé, car voyez-vous, les dirigeants syndicaux ne savaient pas ce qui les attendait les malheureux, pour un peu on devrait les plaindre, non ? Non !

L'éditorialiste d'Informations ouvrières de cette semaine, Claude Brochard, si je ne me trompe pas un stalinien défroqué qui a oublié de remonter son pantalon, va encore plus loin en prenant directement la défense de l'Etat bourgeois ou des institutions de la Ve République en exprimant un regret que les militants du POI auront sans doute à coeur de partager (sic!) :

- "*Notre pays rompt avec les buts portés par la Révolution : les conséquences en sont l'abstention électorale et, moins visible, la non-inscription sur les listes.*"

Mon dieu, mon dieu, quel triste malheur accable l'Etat ! Gageons là encore que les militants du POI et particulièrement ceux du CCI-POI partagent "*les buts portés par la Révolution*", autrement dit ceux de la classe des capitalistes puisqu'ils ne pouvaient coïncider avec ceux du peuple qu'ils allaient exploiter dans les pires conditions et opprimer férocement avant de les envoyer à la boucherie à trois reprises (1871, 1914, 1939).

Il se lamente et fustige "*l'abstention électorale*" et "*la non-inscription*" sur les listes électorales qui témoignent de la méfiance ou du rejet des institutions de la Ve République par les travailleurs, qui rompent ainsi avec "*les buts portés par la Révolution*" qui n'auraient pas pu être atteint sans le soutien que le prolétariat apporta à la bourgeoisie contre la monarchie, rappelons que ces buts coïncidaient avec la prise du pouvoir par la bourgeoisie, donc finalement ce qui le chagrine, c'est l'ingratitude des masses envers leurs maîtres, les capitalistes, les exploités et leur Etat, leurs institutions, celle de la Ve République. Quel réactionnaire !

Comment vous en doutez ? N'essayerions-nous pas de vous embobiner ? Ne serions-nous pas en train de nous livrer à un inqualifiable procès d'intention envers le POI ? Patience, les militants du POI vont boire la ciguë de la trahison ou de l'imposture jusqu'à la lie ou jusqu'à ce que mort politique s'en suive.

- "*Quelle sera la capacité des institutions de la Ve République de garantir l'ordre sur les décombres des partis qui s'en sont fait les instruments depuis plus de cinquante ans – et qui imploseront en partie sous la pression de l'abstention et des décisions de report de voix à la veille du deuxième tour ?*"

Quelle noble préoccupation, les institutions de la Ve République vont-elles tenir le coup ? Tiens donc, et dire qu'on croyait jusqu'à présent qu'elles étaient de nature bonapartiste et qu'elles étaient profondément antidémocratiques au point que tous les dictateurs de la planète l'enviaient à la France, autrement dit qu'elles étaient compatibles avec une dictature ouverte ou le fascisme, qui entre nous n'a pas besoin du FN ou de l'extrême droite pour se mettre tranquillement en place, le PS en fait la démonstration depuis 2012.

Parbleu, c'est très clair, vous aurez capté le message, n'est-ce pas ? Non, alors c'est que vous êtes incurables ou des crétins finis, à moins que vous aussi vous en soyez arrivés à espérer que "*la nation attend qu'on cesse de la berner*", parce que Hollande et son gouvernement pourraient gouverner pour une autre classe que celle des capitalistes s'ils le voulaient, si, si, vous avez le droit d'y croire, mais manque de bol ils ne veulent pas, c'est con !

Voilà à quoi se résume la politique du POI, vous savez maintenant à quoi rime le mot d'ordre d'unité pour faire reculer Hollande et le gouvernement, à quoi doit servir l'association des "*Amis d'Informations ouvrières*", servir les "*buts*" de la "*Révolution*" bourgeoise qui a mis en selle le capitalisme ou se mettre au service du régime. Vous avouerez que dans de pareilles circonstances les institutions de la Ve République ne s'attendaient pas à avoir de tels "*amis*".

Vous avez là l'exacte négation de l'orientation politique que j'ai définie dans une précédente causerie axée contre la Constitution et

les institutions de la Ve République. Un hasard ? Pas vraiment, elle est fidèle à la nature ou à l'origine du lambertisme qui n'a jamais été trotskyste ou socialiste.

Au fait, il n'y a que la classe ouvrière qui sera à même de renverser les institutions de la Ve République pour fonder sur ces cendres une République sociale.

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre 2015

CAUSERIE

On a laissé de côté deux infos, l'une concernant l'annonce de la refonte du Code du travail par Valls qui ne verra pas le jour immédiatement si on a bien compris, on en connaît l'orientation ultra réactionnaire, l'autre sur la situation en Roumanie en attendant de plus amples informations.

ACTUALITÉ DU JOUR

France. Elections régionales : Boycott !

- Faible participation attendue aux régionales, la droite en tête - Reuters

La participation pour les régionales des 6 et 13 décembre serait de 40% et les listes de la droite et du centre arriveraient nettement en tête au premier tour (32%), devant celles du FN (26%) et du PS (20%), selon un sondage Ipsos diffusé vendredi.

Le taux de participation serait en recul de 6,3% par rapport au précédent scrutin de 2010.

Les listes du Front de gauche ou d'Europe-Ecologie-Les-Verts (EELV) obtiendraient 12% des suffrages. Reuters 06.11

Dans la région Nord-Pas-de-Calais/Picardie la liste "le Rassemblement" regroupe EELV, le Parti de gauche, Nouvelle Donne et la Nouvelle gauche socialiste, deux satellites du PS. Le PCF a présenté sa propre liste.

La liste "le Rassemblement" est conduite par l'écologiste Sandrine Rousseau.

"Avec "le Rassemblement", nous voulons renouveler la politique", a aussi affirmé la chef de file écologiste.

"On peut faire une nouvelle politique, quelque chose qui n'a encore jamais existé mais pour cela il faut s'appuyer sur du courage politique", a-t-elle dit. (Source : AFP 05.11)

Et comment s'illustrera concrètement ce "courage politique" qui devrait "favoriser un renouveau démocratique" ? On vous le donne en mille : en appelant à voter PS au second tour selon Sandrine Rousseau !

AFP - Mme Rousseau, interrogée par ailleurs sur un rapprochement avec le PS au second tour, a répondu: "en fonction de la volonté des électeurs, on débattera entre les deux tours, c'est normal". AFP 05.11

Ils n'ont même pas le courage d'assumer leur capitulation annoncée devant le PS, on ne pourra pas leur reprocher d'avoir appelé à voter PS, puisque c'était les électeurs qui étaient demandeurs, quelle pourriture !

Guerre idéologique. Parole à l'extrême droite néolibérale de gauche.

- Philippe Val dénonce un racisme de gauche - LePoint.fr

Pendant dix-sept ans, Philippe Val a dirigé Charlie Hebdo. C'est sous sa direction que fut publié notamment le numéro sur les caricatures de Mahomet.

Il dénonce un climat malsain dans le pays dont seraient responsables "ceux qui masquent leur crainte en condamnant Charlie" ou encore "La gauche antisioniste, anticapitaliste" qu'il appelle le « rouge-brunisme ». Source : LePoint.fr 04.11

Ceux que le titre que nous avons trouvé étonnera ou dérangera, devraient plutôt se demander comment on a pu en arriver à la situation où les pires ordures de ce type (BHL, Kouchner, Valls et Cie.) peuvent se revendiquer de gauche. Une piste pour les aider. Hitler et les nazis se disaient (national-) socialistes, peut-être parce que les sociaux-démocrates et les staliniens ne l'étaient pas vraiment...

On a entretenu pendant la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours l'imposture consistant à caractériser de gauche des partis qui ne l'étaient pas, il ne faut donc pas s'étonner si cela a donné naissance aux pires amalgames qui soient. Tout se paie un jour ou l'autre.

France. Etat policier, guerrier, impérialiste.

- « Manuel Valls n'est jamais sorti de son rôle de premier flic de France » - Public Sénat

- La France va déployer son porte-avions Charles de Gaulle pour participer aux opérations contre l'EI - AFP

- Des tests salivaires anti-cannabis dans les lycées: la mesure stupéfiante de Péresse - Le Huffington Post

"Les résultats ne seront communiqués qu'au lycéen et à ses parents s'il est mineur", a ajouté Mme Péresse. "Le proviseur aura l'information sur la classe. S'il s'aperçoit qu'il y a une trop grosse consommation de drogue dans la classe, il peut déclencher le plan anti-dealer avec vidéo-protection, intervention éventuelle de la police nationale à l'entrée du lycée pour fouiller les cartables et empêcher les dealers de pénétrer dans le lycée".

"L'idée, c'est d'avoir une bulle de sécurité autour du lycée", a-t-elle encore ajouté. Le Huffington Post 05.11

- Péresse veut interdire de métro les "délinquants multirécidivistes" dans les transports - AFP

"L'idée serait de modifier la loi pour que le juge puisse prononcer une peine complémentaire pour les délinquants multirécidivistes, par exemple les pickpockets dans le métro, pour qu'on puisse les interdire de revenir dans le métro, un peu comme les interdictions de stade pour les hooligans", a précisé Mme Péresse qui présentait son programme devant la presse.

"Les services de sécurité arrivent à reconnaître les pickpockets quand ils sont sur les voies. Simplement, on les reconnaît mais on ne peut rien faire", a-t-elle ajouté, précisant que "un pickpocket dans le métro, c'est 1.000 actes par an". AFP 05.11

- Paris : Île-de-France : La SNCF veut un mois de novembre « zéro fraude » - 20minutes.fr

Transport - 300 contrôleurs et 100 agents de la police ferroviaire sont mobilisés ce jeudi sur des opérations de contrôles des titres de transport.

- Légitime défense: Bernard Cazeneuve prêt à protéger davantage policiers et gendarmes - 20minutes.fr

La France en état de guerre. Autant que cela rapporte au complexe militaro-industriel-financier américain.

- Le Pentagone approuve la vente de 200 missiles Hellfire à la France - saharv.ir Le Département américain à la Défense a approuvé la vente de jusqu'à 200 missiles Hellfire air-sol (AGA) à la France, a déclaré mercredi l'Agence de coopération de sécurité américaine à la Défense (DSCA), dans un communiqué.

Le gouvernement français a demandé d'acheter deux cents missiles AGA-114K1A Hellfire. La vente contribuerait à la politique étrangère et la sécurité nationale des États-Unis en améliorant la capacité d'un allié de l'OTAN, a noté la DSCA. «Il est important pour la sécurité nationale des États-Unis d'aider la France à développer ses capacités défensives.

Les nouveaux missiles, a également dit la DSCA, vont répondre aux besoins opérationnels de la France pour en équiper ses hélicoptères Tigre Attaque.

L'achat soutiendra directement les forces françaises engagées activement dans les opérations au Mali et en Afrique du Nord. saharv.ir 05.11

Khomri la potiche... du Medef

- La ministre du travail ne sait pas combien de fois un CDD est renouvelable - latribune.fr

Le piège était subtil, mais la ministre du Travail est tombée dedans. Dans une interview sur RMC avec Jean-Jacques Bourdin, Myriam El Khomri n'a pas su répondre avec exactitude au nombre de renouvellements de CDD en vigueur en France.

"On peut le renouveler combien de fois le CDD", a demandé le journaliste. "Trois fois", a répondu celle qui a repris le portefeuille du Travail en août dernier, succédant à François Rebsamen.

A ces mots, Jean-Jacques Bourdin s'étonne et enfonce le clou. Dans la voix de la ministre, c'est la confusion et le cafouillage entre CDD et CDI... Mais, sur un ton professoral et sévère, le journaliste la corrige et lui rappelant que le CDD est désormais renouvelable deux fois depuis août "par votre gouvernement", ajoute-t-il non sans hausser la voix. Ce à quoi la ministre répond pénaude "c'est possible". latribune.fr 05.11

- Gattaz : "la réforme du code du travail va dans le bon sens" - latribune.fr

Le patron du Medef a salué ce jeudi à Lyon les premières annonces de la réforme du code du travail annoncé ce mercredi, tout en estimant qu'il persistait "certaines zones d'ombre".

En marge du forum de l'industrie du futur, ce jeudi à Lyon, Pierre Gattaz est revenu sur la réforme du code du travail annoncé ce mercredi par le gouvernement. Le patron du Medef estime que cette « réforme va dans le bon sens, constituant ainsi une première étape ». Mais le représentant des patrons a estimé qu'il « fallait désormais travailler » sur cette initiative car elle portait « des zones d'ombre. ».

Parmi elles, Pierre Gattaz a énuméré les demandes classiques du syndicat : la réforme du contrat de travail et celle de la durée du temps de travail hebdomadaire. Une ligne rouge infranchissable pour le gouvernement, si l'on en croit les déclarations du Premier ministre : il n'est pas question de sacrifier "des principes fondamentaux qui font notre droit du travail, comme le SMIC et le contrat de travail", a-t-il déclaré.

Le représentant des patrons a rappelé sa volonté de favoriser les accords d'entreprises : « il y a désormais un consensus pour que les accords d'entreprises soient prépondérants », a-t-il estimé. Manuel Valls a justement répété, ce mercredi, qu'il comptait bien "donner plus de place aux accords d'entreprise", et également renforcer le rôle des branches professionnelles. Sur ce dernier point, le dirigeant du Medef souhaite, quant à lui, réfléchir à une réduction du nombre des branches professionnelles.

Si Pierre Gattaz a "salué" les premiers éléments de la réforme, cela ne l'a pas empêché, évidemment, de critiquer la politique gouvernementale. latribune.fr 05.11

[La précarité partagée.](#)

- Les diplômés et les quinquas de plus en plus exposés à la pauvreté - lefigaro.fr

Alors que vient de débiter la trêve hivernale, le Secours catholique-Caritas France tire la sonnette d'alarme dans son rapport annuel publié ce jeudi.

Les plus de 50 ans sont de plus en plus nombreux à pousser la porte de l'association. «Cela s'explique en partie parce que les perspectives de retour à l'emploi se réduisent après 50 ans, alors même que l'âge d'accès à la retraite recule», note les auteurs du rapport. La précarité touche aussi les 18-25 ans qui vivent plus souvent avec leurs parents qu'avant: 68% d'entre eux vivaient en famille en 2010. Ils sont désormais 71%.

Les personnes seules sont les plus touchées par la pauvreté au Secours catholique. 14% des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté lefigaro.fr 05.11

- Les fonctionnaires vont perdre des jours de congé dans les Alpes-Maritimes - Francetv info

[Le marché de la foire aux esclaves.](#)

- 26 millions de travailleurs en France, qui sont-ils ? - Francetv info

L'Insee a pris une photo du marché du travail en France. Premier constat : notre pays est un pays de salariés. 88,5% de salariés contre 11,5% de personnes qui travaillent à leur compte. Dans cette France de salariés, la plupart des contrats s'écrivent

en trois lettres : CDI. Plus de 86% des salariés bénéficient d'un contrat à durée indéterminée, soit un peu moins de 20 millions de Français.

Les autres sont en apprentissage (1,6%), en intérim (2,4%) et surtout en CDD (9,7%). Le CDI reste la norme, sauf pour les plus jeunes. 46% des moins de 25 ans en ont signé un, deux fois moins que la moyenne des Français. Des Français qui travaillent bien plus que 35 heures par semaine. Quand ils sont à temps complet, en moyenne c'est 41 heures de travail hebdomadaire selon l'Insee. Cette dernière tire d'ailleurs le portrait d'une France qui travaille majoritairement dans un secteur : celui des services. Commerce, transport, administration, finances, les entreprises du tertiaire représentent 77% des emplois, contre seulement 13% pour l'industrie, à peine plus de 6% pour la construction et moins de 3% pour l'agriculture. Francetv info 05.11

France. Charrettes et suppressions d'emplois en perspectives

- Les travaux publics vivent leur "pire année en 30 ans" - AFP

Le secteur des travaux publics connaît sa "pire année depuis 30 ans" et s'attend à perdre 15.000 emplois en 2015, pris en tenaille entre la baisse des dotations aux collectivités locales et les retards accumulés sur le démarrage de grands projets.

Depuis 2008, l'activité des TP s'est réduite d'un quart, causant la perte de 33.000 emplois, a regretté jeudi la Fédération nationale des travaux publics (FNTP). Celle-ci a confirmé s'attendre à une chute de l'activité de 8% en 2015, après -7% l'année précédente.

Septembre a été le 17e mois consécutif de baisse d'activité pour les entreprises du secteur, dépendantes à 70% d'une commande publique qui se réduit comme peau de chagrin.

"C'est la pire année depuis 30 ans, et il y a eu une accélération extrêmement forte des pertes d'emplois en 2015", s'est alarmé Bruno Cavagné, le président de la FNTP, auprès de l'AFP.

Sur les douze mois écoulés à fin juillet, 269 défaillances d'entreprises ont été constatées, soit 66% de plus qu'à la même période, un an plus tôt. Le secteur comptait 7.600 entreprises à fin septembre. AFP 05.11

- Société Générale va fermer 20% de ses agences en France d'ici cinq ans - AFP

Cela représente 400 agences.

Sur la route du nouvel ordre mondial, demandez le mode d'emploi.

- TPP: le texte du plus grand accord de libre-échange rendu public - AFP

Le texte de l'accord de partenariat transpacifique (TPP) conclu début octobre a été rendu public jeudi, exposant pour la première fois les détails du plus grand projet de zone de libre-échange du monde, au moment où Europe et Etats-Unis négocient le leur.

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande, pays signataire, a mis en ligne le volumineux document sur son site internet en précisant qu'il "continuerait de subir des révisions juridiques".

Le TPP réunit l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. Ces 12 pays représentent 40% de l'économie mondiale mais le TPP ne comprend pas la Chine, tenue à l'écart des négociations.

L'accord, conclu après cinq ans de laborieuses discussions, doit encore être signé et ratifié par les 12 pays et cela pourrait s'avérer difficile pour certains d'entre eux.

Nombre de détails sont restés secrets pendant la durée des négociations, suscitant des accusations de faveurs accordées aux entreprises multinationales face aux intérêts des consommateurs. Une fois rendus publics, ils pourraient provoquer un mouvement de protestation.

Il prévoit une ouverture substantielle des marchés des produits agricoles pour le Canada, les Etats-Unis et le Japon, que cela soit pour le sucre, le riz, le fromage ou le boeuf.

Les Etats-Unis et l'Union européenne espèrent de leur côté conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016.

Un des points les plus controversés de l'accord TTIP concerne un mécanisme d'arbitrage voulu par Washington et qui permettrait

aux multinationales d'attaquer en justice les Etats si elles jugent leurs intérêts menacés par des mesures de politique publique.

Surenchère dans l'ignominie ou quand Charlie demeure le porte-parole de la propagande de l'OTAN

- Crash en Egypte : Moscou scandalisé par deux caricatures parues dans "Charlie Hebdo" - Francetv info

"Dans notre pays, ça s'appelle du blasphème, au sens large du mot, cela n'a rien à voir, ni avec la démocratie ni avec la liberté d'expression." Face à la presse, vendredi 6 novembre, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, n'a pas mâché ses mots. Dans le viseur de Moscou : deux dessins publiés par Charlie Hebdo sur le crash de l'Airbus russe dans le Sinaï égyptien, qui a fait 224 morts samedi.

Les deux caricatures, dont l'une montre un islamiste se protégeant de débris d'avion qui pleuvent autour de lui avec pour légende "Daech : l'aviation russe intensifie ses bombardements", ont été abondamment relayées sur Twitter par des internautes russes.

"Y a-t-il des limites à la russophobie dans les médias occidentaux ?" s'est interrogé pour sa part le député Alexeï Pouchkov, président de la commission pour les Affaires étrangères à la Douma, la chambre basse du Parlement russe. "Alors que le monde entier compatit avec la Russie, Charlie Hebdo proclame le droit odieux au blasphème", a-t-il écrit sur Twitter (en russe).

Le sénateur Konstantin Kossatchev, à la tête de la commission des Affaires étrangères au Sénat, s'est de son côté insurgé de ce "mépris inacceptable pour les valeurs morales". Francetv info 06.11

Les coups tordus de l'Empire du chaos et de la guerre.

- Washington accuse Moscou d'aggraver "dangereusement" le conflit en Syrie - AFP

- Crash en Égypte : les boîtes noires ont parlé, la piste de l'attaque terroriste privilégiée - Francetv info

- Un ex-ministre de Vladimir Poutine retrouvé mort dans un hôtel à Washington - LeMonde.fr

M. Lesin avait été ministre de la communication entre 1999 et 2004, durant le premier mandat de M. Poutine à la présidence, et avait dirigé à l'époque une reprise en main par le Kremlin des médias russes.

Selon M. Wicker, sénateur républicain du Mississippi, Mikhail Lesin avait conseillé Vladimir Poutine dans la création de Russia Today (RT), un groupe de médias en langue anglaise soutenu par le gouvernement russe, chargé de concurrencer CNN et la BBC, avant de prendre la direction de la holding médias du géant pétrolier russe Gazprom. Il aurait acquis pour plusieurs millions de dollars des biens en Europe, ainsi que plusieurs résidences à Los Angeles pour plus de 28 millions de dollars. Ce drame survient dans un contexte de relations particulièrement tendues entre Moscou et Washington. LeMonde.fr 06.11

ACTUALITE EN TITRES

Social. Résistance passive.

- Les surveillants menacent de bloquer les prisons - Reuters

Quatre syndicats de surveillants appellent à un blocage des prisons et de l'appareil judiciaire le 16 novembre pour exiger le respect des promesses faites. Reuters 05.11

Eugénisme. Civilisation humaine menacée. Pédopsychiatre, un métier d'avenir...

- Télévision, tablette, smartphone.. : «Il faut associer l'usage des écrans chez les enfants à une durée» - 20minutes.fr

Selon une étude Ipsos menée en France, les 4-14 ans passent en moyenne 3 heures par jour devant les écrans. Au risque de casser le lien social familial. 20minutes.fr 05.11

Zombie, lobotomisé, anesthésié, dégénéré précoce, détraqué, psychopathe, dépressif, caractériel, schizophrène, paranoïaque...

Les gosses ne possèdent pas l'expérience et les repères nécessaires pour ne pas se laisser entraîner dans un monde virtuel qui véhicule l'idéologie de la classe dominante ou les pires travers qui vont profondément pénétrer leur cerveau, les formater psychologiquement, les conditionner socialement, le but est d'en faire des êtres fragiles, de bons petits soldats du nouvel ordre mondial néolibéral.

En complément.

Leur instrument favori.

- Facebook continue de surfer sur le mobile et atteint 1,55 milliard d'utilisateurs - AFP

- Facebook vaut plus de 300 milliards de dollars en Bourse - AFP

Un record pitoyable et sordide.

- Natalité : la France détient la première place européenne - Francetv info

[La médiocratie va enfin avoir sa statue](#)

- Une statue en l'honneur de "Gangnam Style" bientôt inaugurée à Séoul - Francetv info

[Quand les marchés ne font pas dans le détail.](#)

- Législatives en Turquie : le retour à la stabilité salué par les marchés - euronews.com

- Erdogan veut "liquider" les insurgés kurdes jusqu'au dernier - Reuters

- En Turquie, la police tire sur des manifestants étudiants - LeFigaro.fr

- Le PKK met fin à son cessez-le-feu unilatéral - Reuters

[Des vies qui ne valent pas le prix d'un sac plastique.](#)

- Pakistan: au moins 16 morts, une centaine de personnes piégées dans l'effondrement d'une usine - AFP

Au moins seize personnes ont été tuées et une centaine d'autres prises au piège lorsqu'une usine de sacs plastiques s'est effondrée mercredi près de Lahore. AFP 05.11

[Le nouvel ordre mondial ou le règne de la terreur au quotidien.](#)

- 50 attaques armées sur les campus américains depuis janvier 2015 - LeFigaro.fr

- Etats-Unis: un étudiant poignarde plusieurs personnes sur un campus avant d'être abattu - AFP

Un étudiant a poignardé mercredi plusieurs personnes sur le campus d'une université du centre de la Californie (ouest) avant d'être abattu par la police AFP 05.11

En complément.

- Liban: 5 morts dans un attentat suicide près de la frontière syrienne - AFP

- Maldives : le président Yameen décrète l'état d'urgence - euronews.com

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Portugal

- Portugal : feu vert pour un gouvernement de gauche - latribune.fr

Le parti communiste portugais a accepté l'idée d'une alliance avec le PS. Mardi, le gouvernement minoritaire de droite devrait tomber pour laisser place à une coalition du PS et de la gauche radicale.

Les jours du gouvernement du premier ministre portugais sortant Pedro Passos Coelho sont désormais comptés. Après le Bloc de Gauche mardi 3 novembre, c'est le Parti communiste portugais (PCP) qui a accepté de s'allier avec le Parti socialiste (PS) pour former un gouvernement de gauche. Le PCP a envoyé au PS un document intitulé « Position commune pour un gouvernement commun PS-PC. » Le contenu de ce projet n'est pas connu dans le détail, mais les Communistes affirme que ce texte « vise à la formation d'un gouvernement du PS, à la présentation de son programme, à son entrée en fonction et à l'adoption d'une politique qui assurera une solution durable. »

Le BE avait déjà dit « oui »

Le PCP est la principale formation de la Coalition démocratique unitaire (CDU) qui a obtenu 8,3 % des voix et 17 députés. L'autre formation de cette coalition, les Verts, avait déjà donné son accord à un gouvernement de gauche. Parallèlement, depuis mardi, le PS avait conclu avec succès ses négociations avec le Bloc de Gauche (BE) qui, lors des élections du 4 octobre, avait obtenu 10,2 % des voix et 19 sièges. Cet accord, plus formel, prévoyait, selon Catarina Martins, la porte-parole du BE, d'assurer « des réponses de gauche pour l'emploi, les salaires et les retraites. » « L'accord programmatique est prêt, je vais le présenter au PS », a indiqué Antonio Costa, leader du PS et, sans doute, futur premier ministre portugais.

Le président avait nommé un gouvernement minoritaire

La manœuvre du président de la république Anibal Cavaco Silva, est donc sur le point d'échouer. Voici deux semaines, il avait refusé d'entendre le leader du PS, Antonio Costa, qui, avec les dirigeants du PCP et du BE, lui avait assuré que la gauche était en mesure de constituer un gouvernement stable. Affirmant qu'il ne voulait pas nommer un gouvernement dépendant de forces « eurosceptiques », il avait nommé Pedro Passos Coelho à la tête du gouvernement. Ce gouvernement ne pouvait compter que sur une minorité de députés. Les deux partis de droite qui le soutiennent, son PSD et le CDS-PP, avaient obtenu 38,3 % des suffrages et 107 des 230 sièges de l'Assemblée de la République, le parlement portugais.

Le calcul du président

Mais la constitution portugaise permet le maintien de gouvernements minoritaires, car un gouvernement nommé par le président de la République ne peut être renversé que par une majorité absolue de députés. S'il n'existe pas de vraie coalition alternative, le gouvernement minoritaire peut donc tenir. Anibal Cavaco Silva a espéré que la droite du PS refuserait de mettre en danger « l'engagement européen » du pays en renversant le gouvernement Passos Coelho pour s'appuyer sur une coalition avec la gauche radicale. Mais il a sous-estimé le rejet de la politique d'austérité menée depuis 2011 par la droite portugaise. Jeudi 5 novembre, le premier ministre a sorti sa dernière carte en présentant un programme faisant place à plusieurs points du programme socialiste.

Le jeu stratégique d'Antonio Costa et du PS

Rien cependant n'y a fait. Le rejet de la politique d'austérité menée depuis 2011 par la droite portugaise a rendu la neutralité du PS impossible. Antonio Costa a poursuivi ses discussions avec la gauche radicale. Il a imposé à ses futurs alliés le respect du cadre budgétaire européen, pouvant ainsi rassurer les modérés de son propre camp. Et pour imposer ses conditions, il a menacé de ne pas voter contre le gouvernement mardi lors du vote de confiance faute d'accord avec le BE et le PCP. Ce dernier argument a sans doute été décisif pour les Communistes qui, ces derniers jours, faisaient traîner les discussions. Avec cette alliance, le PCP, traditionnellement opposé à l'euro et sur une ligne assez dure, opère un changement notable de stratégie.

Le gouvernement renversé mardi ?

Certes, il convient encore d'attendre le feu vert du PS aux propositions du PCP pour être assuré de la constitution d'une alliance de gauche au Portugal. Si le PS accepte cette alliance, le gouvernement de Pedro Passos Coelho ne devrait donc pas passer le vote de confiance. L'alliance de gauche dispose de 121 sièges sur 230. Renversé, le premier ministre devra démissionner et Anibal Cavaco Silva n'aura pas d'autres choix que de demander à Antonio Costa de former un gouvernement qui, lui, devrait disposer d'une majorité au Portugal.

Première épreuve : le budget

Cette alternance qui devrait surprendre la plupart des observateurs qui, le 4 octobre, avaient hâtivement conclu à la « victoire » de la droite, devra cependant être construite dans la durée. Il faudra aussi rapidement faire face à la Commission européenne. Bruxelles n'a pas reçu le budget portugais 2016 dans les temps prévus par le semestre européen. Une remontrance a été envoyée à Lisbonne et le nouveau gouvernement devra faire vite pour monter un budget différent de celui de Pedro Passos Coelho. Ce sera un premier défi, car Bruxelles réclame 600 millions d'euros d'économies et Bruxelles, soucieuse de montrer qu'elle n'est pas « laxiste » à un Wolfgang Schäuble qui voudrait bien lui ôter la surveillance budgétaire dans la future architecture de la zone euro, n'est pas prompte à faire des concessions ces temps-ci. latribune.fr 06.11

Ce sont les lambertistes du groupe CPS qui doivent être heureux, enfin un gouvernement PS-PC... sur la ligne de la troïka !

Le front unique PS-PC a toujours servi ou accompagné les pires défaites de la classe ouvrière ou dont les conséquences néfastes pour le mouvement ouvrier et le prolétariat se sont matérialisées plus tard, parfois beaucoup plus tard sans que jamais on en tire les enseignements.

En l'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire pour lui donner un contenu et une orientation politique correcte, le front unique servira les intérêts des appareils contre-révolutionnaires des PS et PC, ce que les travailleurs ne pardonneront jamais à ceux qui le prônaient et qu'ils considéreront comme leurs complices. En faisant preuve d'un minimum d'honnêteté si c'est encore possible, les militants qui diffusaient sur les marchés le dimanche matin en 1981 en France, pourraient peut-être enfin reconnaître que de nombreux travailleurs leur en avaient fait la remarque, je m'en souviens encore.

Il se peut que ces travailleurs ne figuraient pas parmi les plus avancés, c'est possible, quant à ceux qui étaient prêts à voter PS ou PC, ils ne voyaient que leurs intérêts individuels à court terme et ils n'avaient pas à l'esprit un éventuel ou un hypothétique changement de régime qui ne verrait jamais le jour avec ces partis au pouvoir, bref, quel qu'ait été leur état d'esprit à l'époque, aucun ne se faisait des illusions sur ces partis au point de justifier cette orientation politique, contrairement à nos dirigeants qui pour justifier le front unique prêteront toutes sortes d'illusions aux travailleurs, 34 ans plus tard le résultat est à la hauteur de leur imposture et il est mérité. Au fait, porter le PS et le PCF au pouvoir, à qui, à quelle classe cela devait-il le plus profiter ? Un indice en guise de réponse : après quelques hésitations, la Bourse de Paris flambera...

Bien avant cette époque, disons depuis l'avènement de la Ve République en 1958, on était en présence de trois types de travailleurs, les plus arriérés qui étaient totalement sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante et qui étaient bêtement anticommunistes, ensuite venaient les plus opportunistes ayant acquis l'état d'esprit mesquin du petit-bourgeois au détour de l'amélioration de leur condition, qui ne pensaient qu'à tirer personnellement profit de la situation une fois ces partis parvenus au pouvoir, et enfin il y avait ceux qui avaient acquis une expérience plus ou moins longue de la lutte des classes et qui avaient épousé le réformisme à défaut d'être socialistes, pour lesquels il était naturel que le PS et plus particulièrement le PC incarnent leurs intérêts, et donc méritaient leur soutien quand ils n'y adhéraient pas.

Dans les trois cas de figures ils manifestaient leur profonde ignorance du fonctionnement de la société, des institutions et ses partis ainsi que du régime au point que le socialisme leur était étranger, alors cela n'allait certainement pas être le front unique qui devait les orienter dans la bonne direction, puisqu'ils lui donneraient un contenu frelaté sur lequel justement s'appuieraient les dirigeants de ces partis pour mieux les manipuler et les conduire dans une impasse politique qui profiterait au régime.

Finalement le front unique devait être le produit de l'incapacité de l'avant-garde à défendre le socialisme ou de son impuissance face à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme, auxquels elle voulait absolument faire jouer un rôle pour lequel ils n'étaient manifestement pas formatés ou qu'ils refuseraient toujours de tenir autrement que pour le compte du régime, s'ils y étaient forcés par la force des choses ou sous la pression de la mobilisation des travailleurs.

Au lieu de tenir compte de l'ensemble de ces rapports et de définir une orientation politique indépendante du régime et ses représentants pour construire le parti, donc fidèle au programme de la révolution socialiste, nos dirigeants s'en sont servis pour accompagner ces partis contre-révolutionnaires qui étaient prêts à monter au créneau pour prendre le relais du parti de l'ordre et gérer la société pour le compte des capitalistes, donc jusqu'au seuil du pouvoir, pour une fois atteint cet objectif et se retrouvant du jour au lendemain sans parti pour les représenter et les mobiliser leur dire : eh bien maintenant démerdez-vous !

Et depuis ? Nous n'avons pas réalisé un pas en avant, pire, cette soi-disant avant-garde n'a cessé de se disloquer, de se fossiliser, de se décomposer, de se droitiser, bref, de s'éloigner du socialisme. Apparemment ils considèrent que les travailleurs sont des abrutis incurables auxquels il est inutile d'essayer d'enseigner les bases du socialisme et de les organiser sur cette base là. On comprend que dans ces conditions des milliers de militants désespèrent et cessent le combat politique et que d'autres soient tentés de les imiter. On ne les jugera pas, on regrettera seulement qu'ils ne nous aient pas rejoints. Mais on le comprend, peut-être avons-nous été parfois maladroit ou nous n'avons pas les épaules suffisamment solides pour mener à bien la tâche d'organiser un nouveau courant dans le mouvement ouvrier.

2- Bolivie

- Le parlement bolivien ouvre la voie à un quatrième mandat pour le président Morales - lefigaro.fr

Evo Morales a été élu une première fois en 2006. Après avoir réformé la constitution et ainsi transformé l'État bolivien en État plurinational, il s'est représenté en 2009 a été facilement réélu. Alors que la constitution, qu'il avait lui-même initié, interdit plus d'une réélection, il a pu se représenter en 2014 grâce à une décision du Tribunal constitutionnel (TC), contestée par l'opposition, et a été de nouveau facilement élu. Le TC lui a permis de se représenter arguant que son premier mandat n'avait pas été mené à son terme et surtout il s'était déroulé sous la précédente constitution.

S'il obtient une approbation populaire lors du référendum du 21 février prochain, il pourra se présenter de nouveau en 2019 pour éventuellement un quatrième mandat qui se terminera en 2025.

Selon un sondage réalisé par Mercatos y Muestras SRL pour le quotidien Pagina Siete, 46 % des Boliviens s'apprêtent à voter oui au référendum permettant à Evo Morales de briguer un quatrième mandat et 42 % le rejettent. Un sondage Ipsos, pour la chaîne de télévision privée ATB, est encore plus optimiste pour Evo Morales en annonçant 49 % d'avis favorables contre 39 %. lefigaro. fr 05.11

3- Syrie

3.1- Le siège d'Alep brisé - sahartv.ir

Les unités de l'armée et les forces armées syriennes ont pris ce jeudi, le contrôle total de la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep.

Les unités de l'armée syriennes ont réalisé de considérables avancées sur les axes sud de la province d'Alep.

En libérant des dizaines de villages dans cette localité ces forces s'approchent de l'encerclement du reste des terroristes dans le Sud d'Alep.

En outre, elles sont parvenues à prendre le mont Farak, à Rif Nord de Lattaquié, les rues de Beit Abouricheh et Jab al-Zaaour, à Rif Est de cette province. Les forces de l'armée ont anéanti les positions et les équipements des groupes terroristes à Rif d'Alep et à Hama.

A Rif de Homs, l'armée syrienne a pris le contrôle de la hauteur stratégique de Thani infligeant de lourds dégâts aux équipements et positions des groupes terroristes.

« Actuellement, la sécurité totale règne sur la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep. Les forces d'Alep ont désamorcé toutes les bombes posées par les daechistes aux bord de cette route. sahartv.ir 05.11

3.2- La plupart des opposants modérés syriens ont rejoint Daech - sahartv.ir

« 90% des attaques aériennes russes en Syrie visent les positions des rebelles modérés syriens », a prétendu le secrétaire d'État adjointe américaine.

Elle a reconnu qu'un grand nombre de ces soi-disant « forces modérées » sont actuellement recrutés par le groupe terroriste « le Frontal-Nosra » affilié à Al-Qaïda.

« L'objectif principal de la Russie est de soutenir Bachar al-Assad et le gouvernement syrien » a déclaré Anne Patterson, secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires du Proche Moyen dans un rapport élaboré à l'adresse de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américains.

Ces déclarations ont provoqué le mécontentement et la réaction des législateurs américains qui souhaitent davantage d'effort de Washington pour renverser le gouvernement syrien.

Ed Royce, le président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américains a vivement critiqué l'indifférence d'Obama qui n'opte pas pour des mesures plus fermes dans le but de renverser le gouvernement légal syrien.

« En raison de la négligence d'Obama, la Russie a pris actuellement en main le leadership de la détermination de l'avenir de la Syrie », a-t-elle précisé.

Anne Patterson a finalement reconnu qu'un grand nombre de ces terroristes que les décideurs de l'administration américaine appellent « les forces opposées modérées » ont rejoint le groupe terroriste « le Front al-Nosra affilié à Al-Qaïda. sahartv.ir 05.11

3.3- Les rebelles résistent dans l'Ouest grâce au soutien saoudien - Reuters

L'aide accrue de l'Arabie saoudite aux insurgés syriens leur permet de résister aux offensives lancées récemment par l'armée syrienne et ses alliés dans l'ouest du pays, dit-on de sources proches du pouvoir à Damas.

Les islamistes d'Ahrar al Cham ont ainsi repris vendredi le village d'Atchane et ses environs, dans la province d'Hama, dont les forces gouvernementales s'étaient emparées en octobre, annonce l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). La ville voisine de Morek était tombée la veille aux mains du Djound al Aksa.

Selon deux étrangers proches de l'administration syrienne ayant requis l'anonymat, les offensives sont donc ralenties par l'armement que l'Arabie saoudite, farouche rivale de l'Iran, livre aux rebelles, en particulier les missiles antichars TOW de fabrication américaine, qui feraient une grande différence.

"Le soutien de l'Arabie saoudite à l'opposition n'a non seulement pas cessé, mais il s'est accru de manière inédite et c'est ce qui freine les opérations et empêche d'obtenir de grands succès sur le terrain", a déclaré l'un d'eux.

"Les Saoudiens sont dans un état de folie, dans la surenchère totale", affirme le second, selon lequel les missiles TOW ont même entraîné l'arrêt de l'offensive dans la région de Sagl al Ghab. La plaine en question se trouve au pied du djébel Ansariya, fief des alaouites, qui protège notamment Lattaquié. La progression des rebelles dans ce secteur au cours de l'été a contribué à l'entrée en lice de l'aviation russe, qui les bombarde depuis la fin septembre.

Face à l'implication de plus en plus importante de Téhéran et de Moscou, Ryad a promis récemment d'accroître son aide aux insurgés. Le 31 octobre, le ministère saoudien des Affaires étrangères a ainsi fait savoir qu'il envisageait de leur fournir des armes plus efficaces.

Les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) reçoivent en outre l'aide de la CIA, qui en forme une partie. Dans une dépêche de Washington datée du 31 octobre, Reuters, citant une source informée, annonçait que l'agence américaine, en collaboration avec le Qatar et l'Arabie saoudite, avait élargi ses livraisons clandestines de missiles de TOW à d'autres mouvements.

Selon une autre source, une quantité importante de TOW a été livrée en octobre à des rebelles sunnites du Nord-Ouest jugés relativement modérés.

Certaines composantes de l'ASL parlent elles aussi de livraisons importantes de TOW depuis le début de l'intervention russe, le 30 septembre. Reuters 06.11

3.4- Syrie: un important dépôt d'armes du Front al-Nosra détruit - sahartv.ir

Le ministère russe de la Défense a fait part de l'anéantissement d'un important dépôt d'armes du Front al-Nosra à Idlib.

« Un avion de combat russe Sokhoï 25 a pris pour cible ce dépôt d'armes », a rapporté Al-Alam, citant Russia al-Yaoum. Le Front al-Nosra avait transféré, il y a quelques jours, dans ce dépôt une grande quantité de missiles antichars. Ces opérations ont eu lieu après s'être assuré que les renseignements fournis sont justes », est-il dit dans le communiqué du ministère irakien de la Défense.

Selon une autre information fournie par Al-Alam, 14 camions transportant des denrées alimentaires sont arrivés à Alep après l'ouverture jeudi de la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep. sahartv.ir 06.11

3.5- Des batteries de missiles anti missiles russes en Syrie - sahartv.ir

Le commandant en chef de l'armée de l'air russe a fait état de la livraison des batteries de missiles anti missiles russes à la Syrie. " ces missiles sont livrés à l'armée syrienne dans l'objectif de protéger les chasseurs russes en mission", affirme Victor Bandrov.

" Les chasseurs pourraient être détournés dans les pays voisins de la Syrie et être utilisés contre les chasseurs russes . nous avons pris en compte toutes les menaces possibles en ce sens, nous avons non seulement envoyé des chasseurs , des bombardiers et des hélicoptères en Syrie mais encore nous y avons déployé des batteries de missiles anti missiles . nous devons nous tenir prêts."

Depuis le 30 septembre la Russie mène des raids aériens d'envergure contre les terroristes de Daech et d'autres milices takfiris qui infestent le territoire syrien. plus de 2000 positions des terroristes ont été bombardés en cours d'un mois d'opérations permanentes.

Parallèlement aux frappes russes, l'armée syrienne et les forces populaires multiplient les opérations au sol pour reprendre le

contrôle des régions syriennes. des milliers de terroristes centre asiatiques se trouvent dans les rangs de Daech, ce qui présente une sérieuse menace sécuritaire pour la fédération russe. sahartv.ir 05.11

En complément

- Larcher (Les Républicains) plaide pour un rapprochement Occidentaux/Russie pour "éradiquer Daesh" - AFP

4- Israël

- Les Etats-Unis augmenteront leurs aides militaires à Tel Aviv jusqu'à 50 milliards de dollars - sahartv.ir

« Le régime sioniste a demandé à Washington d'augmenter ses aides militaires à Tel Aviv de 5 milliards de dollars par an sur 10 ans jusqu'au plafond de 50 milliards de dollars », a annoncé une source responsable du Congrès américain.

Le régime sioniste a prétendu qu'il avait besoin de l'augmentation des aides militaires américaines pour affronter les menaces étrangères que représentaient l'accord nucléaire entre l'Iran et l'Occident.

Cette question devra être examinée la semaine prochaine lors de la rencontre de Benyamin Netanyahu, le premier ministre du régime sioniste avec Barack Obama, le Président iranien. sahartv.ir 05.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Plusieurs milliers d'étudiants marchent dans Londres pour la gratuité des études - Francetv info

Ils étaient plusieurs milliers mercredi 4 novembre à défiler bruyamment dans les rues de Londres (Royaume-Uni) pour réclamer la gratuité des études. Les étudiants britanniques ont violemment affronté la police en fin de parcours. Derrière la large banderole de tête réclamant une "éducation gratuite", les étudiants ont quitté la University of London pour rejoindre le Parlement de Westminster.

Le défilé a dégénéré en violents affrontements devant le ministère de l'Intérieur et d'autres ont essayé de pénétrer dans le ministère des Affaires, de l'Innovation et des Compétences (BIS), lançant des œufs et des bombes fumigènes sur les forces de l'ordre. Plusieurs arrestations ont eu lieu.

Les manifestants demandent au gouvernement conservateur de renoncer à son projet de transformer les bourses universitaires en prêts.

Les droits universitaires en Angleterre ont triplé quelques mois après l'élection en 2010 du Premier ministre conservateur, David Cameron, réélu en mai pour un deuxième mandat. Actuellement, les étudiants dont la famille perçoit des revenus inférieurs à 25 000 livres (35 300 euros) par an ont droit à une bourse de 3 338 livres (4 800 euros) annuelle, avec des montants moins élevés accordés selon les revenus. Francetv info 05.11

[Haut de page ↗](#)

Le 10 novembre 2015

CAUSERIE

On a eu le droit à un cyclone modéré et une coupure de courant pendant 48 heures, plus de téléphone ni Internet... Heureusement la veille j'avais rempli le réservoir d'eau (2.000 litres) et la semaine précédente j'avais changé la batterie de la lampe de secours qui était foutue depuis au moins 2 ou 3 ans, elle m'a été bien utile car hier soir les deux grosses batteries du convertisseur de courant étaient à plat.

Bref, j'ai passé ma journée de mardi à nettoyer le jardin et faire quelques réparations...

Le site ne sera actualisé que demain ou après-demain car ils peuvent encore recouper le courant pendant de longues heures. En plus aujourd'hui c'est férié pour cause de Dipawali ou Diwali l'équivalent de Noël au Tamil Nadu...

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre 2015

CAUSERIE

Une fois de plus personne ne m'avait prévenu du passage d'un cyclone, les Indiens sont comme cela.

Lundi sur les coups de 14h30 mon beau-frère passe à la maison pour me remettre mon déjeuner, en fait c'est le repas gratuit dont il bénéficie en tant que salarié de la communauté d'Auroville et qu'il ne mange pas, c'est un arrangement entre nous, bref, il me dit qu'un cyclone provenant d'Andhrapradesh doit atteindre Pondichéry à 13h30, bon il a un peu de retard apparemment comme mon beau-frère. Le cyclone arrivera une heure plus tard.

Le lendemain, alors qu'ils habitent à 10 minutes en moto de chez moi et sachant que j'étais tout seul, personne ne viendra prendre de mes nouvelles, ce n'est qu'en fin d'après-midi que Mani le fils de ma compagne Selvi passera et que sa mère me téléphonera. Quand je leur dirai que j'avais passé la journée à nettoyer le jardin et faire quelques petites réparations ils auront l'air tout surpris, comme quoi il m'avait complètement oublié. C'est le genre de trucs qui ne me choquent même plus.

En France c'est à peu près le même état d'esprit qui prévaut, à ceci près que cela ne se situe pas au même niveau. En France, il suffit d'exposer devant quelqu'un des idées qui ne correspondent pas aux siennes ou les mettent en cause sans porter de jugement sur la personne, pour qu'elle vous tourne le dos ou vous oublie. Par exemple ma mère qui m'aime bien... de loin, mais qui ne supporterait pas ma présence parce que j'ai trop tendance à dire ce que je pense. Ce n'est hélas pas le seul cas dans ma famille qui passe son temps à juger les autres non pas pour ce qu'ils sont ou font mais par rapport à l'idée qu'ils s'en font. Personnellement, si je devais juger les gens, je le ferais non pas à partir de leurs idées et de leurs préjugés, mais par rapport aux relations qu'ils entretiennent avec les autres sans forcément en tenir compte, mais sans non plus me sentir obligé de le supporter quand j'estime qu'elles sont injustes ou présentent un aspect excessif ou intolérable.

En général, je n'ai jamais rompu des relations avec des gens qui ne me ressemblaient pas du tout, sauf quand en plus d'être malhonnêtes ils se permettaient de me donner des leçons ou voulaient me faire passer pour un sale type, ce qui est totalement inadmissible de la part de n'importe qui sans exception car il y a des limites à tout. En fait ces quelques personnes adoptaient un comportement belliqueux à mon égard pour me nuire uniquement, car cela ne leur rapportait absolument rien. Dans ce cas-là, après avoir essayé en vain de les raisonner, la seule solution est la rupture.

Je finis toujours par me dire que c'est cette société pourrie qui les a rendus ainsi ou qui a fait en sorte que les choses se déroulent de la sorte, et qu'on n'en porte pas plus l'un ou l'autre la responsabilité, donc sans amertume ou haine, je prends acte que les choses sont ainsi et j'en tire des enseignements pour la suite de manière à ce que cette expérience malheureuse n'ait pas été vécue en vain.

Je suis très attaché aux gens que je suis amené à côtoyer dans la vie. J'ai seulement le défaut ou la maladresse de pousser parfois un peu trop loin la provocation pour leur montrer l'absurdité de leur comportement selon moi, ce qu'ils peuvent prendre pour un jugement et ne pas le tolérer. Ils se méprennent en m'attribuant des intentions qui n'ont jamais été les miennes ou en croyant que je voudrais les forcer à changer, alors qu'en réalité c'était juste une manière de faire avancer la discussion sur une question ou un sujet, de leur faire prendre conscience de leur comportement et sa signification et rien de plus.

Dès qu'on touche à quelque chose qui a trait à leur personnalité, ils se cabrent comme si vous les aviez agressés violemment, parfois à partir d'une phrase anodine, en apparence, un mot, juste un mot, pas une insulte, un mot banal, une insinuation sans conséquence qui aura pour eux un contenu explosif du fait qu'elle recouvre une vérité qu'ils ne tiennent pas à regarder en face, ce dont vous ignorez de bonne foi, c'est si comme vous aviez fait mouche sans le savoir et ils ne vous le pardonneront pas, ils estimeront que vous vous êtes immiscé un peu trop loin dans leurs affaires.

Je pars du principe que la vie est courte et que nous sommes bien peu de choses en réalité, que rien ne nous appartient, pas mêmes nos idées ou nos rapports au monde extérieur, de sorte qu'on peut les aborder sans détours. Mais c'est loin d'être le cas de nos contemporains qui tiennent à ce qu'ils possèdent ou les biens matériels qu'ils ont accumulés, y compris leurs idées avec lesquelles ils s'identifient, ce qui au lieu de les aider à progresser, renforce leur tendance névrotique ou à se scléroser, d'autant plus que la civilisation humaine ne parvient pas à abattre les obstacles qui l'empêchent de progresser à nouveau.

Quand on vit dans un milieu ouvrier profondément arriéré bourré de préjugés (on pourrait dire l'Inde toute entière pour bien faire

en dehors des nantis) au point que ce sont leurs préjugés qui dictent pour ainsi dire leur sort de la naissance jusqu'à leur mort, et que spontanément on ressent de l'affection pour ces gens-là, c'est je crois que quelque part on a réussi à comprendre ce qui était à l'origine (sociale) des comportements humains, sans qu'il soit nécessaire de préciser que cela implique de faire preuve de modestie ou qu'on agit et pense forcément de manière désintéressée, en fait en liant notre sort à celui de notre classe puisqu'il n'existe pas d'autre solution pour s'en sortir sur le plan politique.

Parfois mon isolement me pèse autant que l'incompréhension dont je fais l'objet ou le traitement qu'on me fait subir, alors que je ne le mérite pas. J'en parle pour me soulager sans oser me plaindre parce que j'arrive malgré tout à m'en sortir, mais cela je ne le dois qu'à moi-même. Il est vrai que j'ai de la chance de pouvoir consacrer du temps à penser à ces choses qui peuvent vous paraître insignifiantes, mais auxquelles j'accorde une place dans la vie parce que j'estime que chacun doit se donner pour objectif de progresser, de mieux connaître les autres pour arriver à mieux se connaître soi-même, et que c'est préférable quand on veut changer la société. A suivre.

Autre chose.

2 jours passés sans écran, quel bonheur ! Je n'en dirai pas plus.

7788 connexions à la page d'accueil du portail en octobre (7375 en septembre) dans 58 pays.

Si vous lisez attentivement les articles publiés par les médias dits alternatifs, vous constaterez qu'il existe un consensus entre tous leurs auteurs et le régime capitaliste et ses institutions, puisque pas un ne prônera un changement de régime chez les puissances occidentales qui dominent le monde, ils en sont tous des agents à des degrés divers, consciemment ou non peu importe ici.

Ils doivent leur existence à l'oligarchie financière qui a décidé (notamment) de mettre cet instrument de communication (Internet et bien d'autres canaux dont les institutions, les universités, etc.) à leur disposition pour leur permettre d'exercer leur talent de parole-parole du capitalisme, d'étaler leur ignorance du processus dialectique qui parcourt depuis son origine le développement de la civilisation humaine, dont le prolongement ou l'issue coïncidera avec son extinction ou sa disparition s'il ne parvenait pas à se débarrasser des obstacles qui l'empêchent d'atteindre un stade supérieur ou de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, ce qui nécessitera de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, autrement dit d'en finir avec le système économique capitaliste.

En refusant d'adopter le matérialisme dialectique, le marxisme, le socialisme, ils se condamnent eux-mêmes à se faire les porteurs de la barbarie capitaliste qu'ils l'admettent ou non n'y changeant rien.

S'il est inquiétant et navrant à la fois de constater que ces milliers et milliers d'intellectuels qui en représentent beaucoup d'autres à travers le monde, qui incarnent les couches les plus développées de la société sur le plan intellectuel, demeurent incapables d'analyser le monde autrement qu'en idéalistes ou en rêveurs crédules ou encore à l'esprit borné et étriqué, notre seul espoir repose alors sur les travailleurs les plus déterminés, les militants les plus avancés du mouvement ouvrier qui ont la volonté de progresser et qui sont à même de maîtriser le matérialisme dialectique et historique pour propager le socialisme au sein de la population laborieuse, et trouver la voie pour construire le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui. A suivre.

Défense du matérialiste dialectique.

A peine croyable : Le matérialiste dialectique ou le marxiste est accessible aux ouvriers.

- "*Joseph Dietzgen est un matérialiste dialectique. (...) Dietzgen était marxiste.*" (Lénine : Matérialisme et empiriocriticisme -1908)

- "*Marx écrivait à Kugelmann le 5 décembre 1868 : « Il y a déjà quelque temps que Dietzgen m'a envoyé une partie d'un manuscrit sur la Faculté de penser. Bien qu'on puisse lui reprocher une certaine confusion et des répétitions trop nombreuses, ce travail contient beaucoup de choses remarquables, surprenantes même si l'on considère qu'il est l'oeuvre d'un ouvrier ».*"

A croire que Marx faisait preuve d'un plus grand discernement que la plupart de nos lecteurs qui ont le don de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas...

La plupart des soi-disant marxistes en étaient les pires ennemis en réalité... Rien n'a changé.

- "*Nombre d'écrivains qui se réclament du marxisme ont entrepris parmi nous, cette année, une véritable campagne contre la philosophie marxiste. En moins de six mois, quatre livres ont paru, consacrés surtout, presque entièrement, à des attaques contre le matérialisme dialectique.*" (Préface à la première édition - id)

« le mouvement est inconcevable sans matière », comme le changement de régime est inconcevable sans les masses révolutionnaires et leur parti.

- *"Le mouvement est-il concevable sans matière ? L'exploitation de la nouvelle physique par l'idéalisme philosophique, ou les déductions idéalistes tirées de cette physique ne sont pas dues à la découverte de nouveaux aspects de la substance et de la force, de la matière et du mouvement, mais à la tentative de concevoir le mouvement sans matière. C'est cette tentative précisément que nos disciples de Mach n'arrivent pas à saisir en substance. Ils ont préféré ne pas affronter l'affirmation d'Engels, selon laquelle « le mouvement est inconcevable sans matière ». J. Dietzgen exprimait, dès 1869, dans son livre sur l'Essence du travail cérébral, la même idée qu'Engels, non sans tenter, il est vrai, comme il en avait la coutume, de « concilier » confusément le matérialisme et l'idéalisme. Laissons de côté ces tentatives, explicables dans une large mesure par la polémique de Dietzgen contre le matérialisme de Büchner étranger à la dialectique, et demandons-nous quelles sont les opinions de Dietzgen lui-même sur la question qui nous intéresse. « Les idéalistes veulent, dit-il, le général sans le particulier, l'esprit sans la matière, la force sans la substance, la science sans l'expérience ou sans les matériaux, l'absolu sans le relatif » (Das Wesen der menschlichen Kopfarbeit, 1903, p. 108). La tendance à détacher le mouvement de la matière et la force de la substance, Dietzgen la relie ainsi à l'idéalisme et la situe à côté de la tendance à détacher la pensée du cerveau. « Liebig, continue Dietzgen, qui aime à s'écarter de sa science inductive pour se rapprocher de la spéculation philosophique, dit, dans le sens de l'idéalisme : on ne peut voir la force » (p. 109). « Le spiritualiste ou l'idéaliste croit à l'essence idéale, c'est-à-dire illusoire, inexplicable de la force » (p. 110). « La contradiction entre la force et la matière est aussi vieille que la contradiction entre l'idéalisme et le matérialisme » (p. 111). « Il n'y a sans doute ni force sans matière, ni matière sans force. La matière sans force et la force sans matière, c'est un non-sens. Si les savants idéalistes croient à l'existence immatérielle des forces, ils sont sur ce point... des visionnaires, et non des savants » (p. 114)." (id)*

On retiendra que le matérialisme est indissociable de la dialectique, et que c'est la dialectique qui fait défaut aux intellectuels en général.

Le syndicalisme "déloyal". Mode d'emploi.

On regrettera qu'il n'existe plus "absolument aucun espace à la moindre concertation sociale", et pourtant ce n'est pas la place qui manque (1), même que la notion de "négociation réelle" aurait disparu, alors qu'il suffit de si peu d'imagination pour la concevoir, surtout lorsqu'on demeure nostalgique des "négociations loyales" quand il y avait du "grain à moudre" et qu'on pouvait la jouer "donnant-donnant", quand chacun restait sagement à sa place de manière à assurer la pérennité du régime en place... Voilà pour la conception du syndicalisme de lutte de classe opposée au syndicalisme "rassemblé" version néostalinienne, réformiste ou réactionnaire.

Pour nous, le donnant-donnant, c'est j'échange mes chaînes contre les vôtres, votre liberté devient la nôtre et nous libérons l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme au lieu de la livrer au chaos et à la barbarie...

Ce devrait être l'orientation d'un syndicat, préparer les masses à gouverner le pays, donc à déloger ceux qui détiennent le pouvoir dans les ministères et les entreprises, bloquer le pays, paralyser l'activité économique et permettre à la population laborieuse de sortir dans la rue, de se soulever et de s'emparer du pouvoir politique.

Il y en a qui sont ignorants ou assez naïfs pour croire ou qui feignent de l'être, qu'il suffirait de dénoncer la politique du gouvernement et de prôner le "tous ensemble" pour que le mouvement ouvrier et le prolétariat orientent leur combat dans la bonne direction sans qu'il soit nécessaire de leur indiquer celle qu'ils devraient prendre pour qu'ils se donnent pour objectif politique le renversement du régime capitaliste et parviennent à vaincre leur ennemi, ils peuvent toujours attendre, indéfiniment.

En réalité la plupart s'accommodent de cette situation à défaut d'avoir la volonté d'affronter directement le régime, pensez donc, ils n'osent même pas affronter leurs propres dirigeants ou rompre avec eux.

La nécessité d'envisager un changement de régime par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées auquel les représentants des capitalistes ne participeraient pas, devrait être l'élément fédérateur autour duquel tous les militants qui se disent anticapitaliste ou révolutionnaires devraient se rassembler, c'est le seul objectif politique susceptible de réaliser l'unité du prolétariat et les partis ou organisations qui combattent pour en finir avec le capitalisme ou pour le socialisme.

Refuser ou rejeter cette orientation ne peut conduire qu'à s'adapter au régime en place et en devenir un agent. Cela concerne tous ces militants incohérents ou en proie à une confusion manifeste qui se sont enthousiasmés pour les mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu en Tunisie et en Egypte et qui visaient un changement de régime dans ces pays-là (objectif impossible à atteindre en l'état, mais c'est une autre question), mais qui ne peuvent pas concevoir qu'un tel soulèvement révolutionnaire devrait également être à l'ordre du jour en France puisqu'ils refusent d'inscrire leur combat dans cette perspective et d'y préparer les masses.

On connaît leurs objections, elles sont aussi vieilles que le mouvement ouvrier, les conditions ne sont pas mûres pour adopter cette orientation disent-ils, et quand les conditions sont enfin remplies ils le nient pour ne pas avoir à l'adopter et ainsi de suite, bref, ils veulent bien combattre le capitalisme mais uniquement sur son propre terrain, c'est lui qui doit leur fixer les limites (et les

objectifs) dans lesquelles ils doivent inscrire leur combat, en réalité ils n'ont rien d'anticapitaliste ou de révolutionnaire. Ils ont une conception de la lutte de classe antidialectique, et à la longue ils adoptent l'état d'esprit hypocrite et satisfait du jésuite à défaut d'adopter le matérialisme dialectique ou le socialisme.

(1) En réalité on ne compte plus les institutions auxquelles participent la CGT ou les syndicats en général, et il ne se passe pas une semaine sans que des dirigeants des principaux syndicats rencontrent un ministre ou des technocrates qui les représentent ou des patrons, c'est un va et vient incessant entre les instances du pouvoir ou de l'Etat et les syndicats. Et qu'ils participent ou non à une conférence n'y change rien. Le gouvernement et le patronat s'assurent auprès des dirigeants syndicaux que le troupeau est bien gardé, le troupeau, c'est nous les travailleurs.

- " Dialogue social " : une escroquerie et un piège mortel ! - Front syndical de classe 19.10 (legrandsoir. info 09.11)

Extraits.

- La crise du système capitaliste et la volonté des classes dominantes de préserver leurs privilèges et de les étendre ne laisse absolument aucun espace à la moindre concertation sociale qui pourrait être favorable aux revendications des travailleurs, des sans emploi, des précaires... La construction européenne conçue de A à Z pour et par les firmes transnationales interdit d'ailleurs tout progrès social et toute négociation réelle. Pour paraphraser Jean-Claude Juncker parlant de démocratie : " il n'y a pas de dialogue social contre les traités européens ". Le " grain à moudre " résultant de la croissance des 30 glorieuses et du rapport des forces de la Libération n'est plus ! Pas plus que le donnant-donnant. (...)

- ... tout en refusant de cautionner les opérations d'enfumage du pouvoir et des médias, il faut en même temps cesser d'entretenir des illusions sur la possibilité de négociations loyales en dehors de puissants mouvements sociaux d'ampleur qui modifieraient le rapport des forces avec le patronat et le pouvoir gouvernemental et celui de l'oligarchie ! (...)

- ... l'explosion concomitante et coordonnée du mécontentement des travailleurs constituerait une véritable libération comme en 36, en 68, en 1995 ... C'est donc à cet objectif qu'il faut exclusivement s'atteler. (Objectif qui loin de constituer "une véritable libération" pour les travailleurs devait au contraire coïncider avec le maintien en place de l'ordre établi. - LVOG)

C'est aux travailleurs et exclusivement à eux qu'il faut s'adresser pour montrer qu'en dehors d'une mobilisation TOUS ENSEMBLE il n'y aura aucune espèce d'avancée et qu'au contraire c'est le laminage impitoyable de tous nos conquies (acquis - LVOG) qui s'imposera. (Quelque part les travailleurs ont intégré plus ou moins consciemment que pour stopper l'offensive généralisée du capital contre leurs droits sociaux il en faudra plus qu'une simple "mobilisation tous ensemble" sans perspective ou objectifs politiques, car cette offensive est la réponse de la réaction à la crise du capitalisme qui a atteint une ampleur telle, que son existence ou ses fondements en sont menacés et nécessite que la nature du régime et les rapports établis entre les classes au profit de la classe des capitalistes s'imposent avec plus de force encore que par le passé, d'où cette lutte à mort dans laquelle ils se sont engagés pour régler la question du pouvoir qui se trouve ainsi posée, quitte à bâillonner la démocratie et à recourir à la dictature ou au fascisme pour y parvenir, de sorte qu'à ce stade ne s'opposent pas seulement des besoins antagonistes pouvant faire l'objet de compromis de circonstance, mais deux modèles de société inconciliables, deux conceptions du pouvoir incompatibles ou qui s'excluent mutuellement, entre celui de la classe qui le détient et entend le conserver en exigeant que la classe dominée abdique ses droits et se soumette docilement au mode de vie et à l'épouvantable destin qu'elle lui a réservés, et celui de la classe qui ne détient aucun pouvoir et doit engager la lutte pour le conquérir, ce qui nécessite qu'elle se fixe pour objectif de vaincre son ennemi et non de le faire reculer ou de stopper provisoirement son offensive, ce qui exige de le dépouiller de ses droits en abolissant ses privilèges économiques, ce qui nécessite de s'emparer du pouvoir politique.

Il faut bien comprendre que notre incapacité ou notre refus d'admettre que les rapports entre les classes dus à la crise du capitalisme ont atteint un tel degré de tension qu'ils posent avec plus d'acuité que par le passé la question du pouvoir, revient à laisser aux représentants de la classe dominante le soin de s'en charger et à interdire aux travailleurs d'envisager une issue politique au-delà du capitalisme sur leur propre terrain de classe et à les détourner du socialisme. - LVOG)

[Soyez Charlie ou le fascisme destiné aux lycéens, c'est en France. Et en Israël](#)

- Des néo-nazis dans le magazine Phosphore ? - arretsurinfo.ch

Dans son numéro 413 de novembre 2015, le magazine Phosphore à destination des lycéens, publie un reportage photo sur le conflit en Ukraine intitulé : « La guerre à 20 ans », réalisé par Pete Kiehart, un photo-journaliste ukrainien.

Les jeunes volontaires suivis par le journaliste et mis en scène comme des « héros » servent de support à une narration partielle et orientée du conflit, sur laquelle il serait cependant trop long de s'attarder ici, et une vision apologétique de la violence armée.

Le magazine Elle avait déjà réalisé un reportage sur les « femmes combattantes » qui participait de cette logique, dans le cadre

du conflit ukrainien en novembre 2014, avant de devoir s'excuser auprès de ses lecteurs : l'égérie ukrainienne mise en vedette dans le magazine appartenait en effet à la mouvance néo-nazie.

Phosphore est malheureusement tombé dans le même travers et son héroïne féminine, Ruslana, est membre de la mouvance néo-nazie ukrainienne, largement représentée dans les bataillons de volontaires qui combattent les indépendantistes russophones de l'est du pays. Les lecteurs ne seront cependant jamais informés de ce fait par le magazine, qui présente Ruslana comme une « combattante de la liberté ».

L'appartenance de l'héroïne de Phosphore, Ruslana, à la mouvance néo-nazie est parfaitement identifiable sur la photographie figurant en page trois du photo-reportage et qui la présente en compagnie de Ruslan et de leur instructeur. La jeune fille, en tenue militaire et débardeur, arbore un symbole nazi très clairement visible, tatoué sur son bras gauche : le « soleil noir ».

Ce symbole fut employé au cours de la seconde guerre mondiale et appartient au mysticisme nazi. Il figure aujourd'hui sur l'écusson du bataillon de volontaires ukrainiens Azov, à l'idéologie ouvertement néo-nazie et qui combat dans l'est du pays.

Deux pages sont consacrées par le magazine Phosphore à Ruslana, et plus particulièrement à sa formation de sniper, lui donnant largement la parole.

Elle précise par ailleurs avoir pour modèle Chris Kyle, le héros du film polémique « American Sniper » basé sur l'histoire vraie d'un sniper américain revendiquant 255 ennemis abattus en Irak... On peut ainsi légitimement s'interroger sur la conception de la liberté qui peut être défendue par une néo-nazie de 19 ans ayant pour modèle le tueur le plus efficace de l'armée américaine en Irak et qui est ainsi véhiculée par le mensuel Phosphore auprès des adolescents...

Si la rédaction du magazine peut légitimement avoir été trompée, par ignorance ou négligence, comment le photo reporter ukrainien auquel a été confié la réalisation de l'article et qui a conduit les entretiens pouvait-il ne pas être au courant de l'idéologie néo-nazie à l'œuvre au sein des bataillons de volontaires engagés dans le conflit ?

Au final, le portrait de l'engagement armé dressé par le magazine Phosphore à l'intention des jeunes semble celui d'un film d'action hollywoodien avec d'un côté les « gentils » (ici les ukrainiens), et de l'autre les « méchants » (les russophones de l'est du pays), ce manichéisme autorisant les jeunes héros à se « réaliser » dans la violence armée, passant sous silence les drames et les crimes de guerre qui sont la conséquence inévitable du sentiment d'impunité qu'il procure, manichéisme d'ailleurs largement fabriqué et encouragé à cet effet par la propagande militaire.

Le rôle d'un magazine comme Phosphore, qui tient une place importante dans la presse jeunesse, et est présent dans l'immense majorité des Centre de Documentation et d'Information du système scolaire français ainsi que des médiathèques municipales, ne serait-il pas au contraire d'apporter une distance critique face à l'exacerbation de la violence guerrière et son héroïsation ? Lorsque cette dernière est portée, comme c'est le cas ici, par des acteurs à l'idéologie ouvertement néo-nazie, cela ne relève-t-il pas d'un manquement à la déontologie journalistique la plus élémentaire ? arretsurinfo.ch 06.11

- La police israélienne menace des Palestiniens de les gazer « jusqu'à ce qu'ils meurent » - Mondialisation.ca

Des vidéos sont apparues montrant la police israélienne des frontières menaçant les Palestiniens du camp de réfugiés d'Aida de les gazer « jusqu'à ce qu'ils meurent. » La menace a été brandie en réponse à une manifestation de jeunes contre l'occupation et à des jets de pierres contre le mur de séparation.

Un policier y lit un message en arabe avec un haut-parleur pendant qu'une jeep israélienne descend la rue tirant des gaz lacrymogènes. « A la population du camp de réfugiés d'Aida, nous sommes les forces d'occupation. Vous lancez des pierres et nous vous tirerons des gaz jusqu'à ce que vous mouriez tous. Enfants, jeunes et vieillards – vous mourrez tous. Nous ne laisserons aucun de vous en vie, » dit-il.

On entend l'agent de la police des frontières dire, « Nous avons arrêté l'un d'entre vous. Il se trouve avec nous actuellement. Nous l'avons interpellé chez lui et nous le massacrerons et le tuerons sous vos yeux si vous continuez à lancer des pierres. » Mondialisation.ca 04.11

- L'armée israélienne a arrêté 800 enfants Palestiniens en octobre 2015 - arretsurinfo.ch

« Les forces armées israéliennes maltraitent de façon systématique les enfants palestiniens », affirme l'ONG basée en Cisjordanie occupée, Military Court Watch.

Depuis 2000 l'Etat juif d'Israël a arrêté et incarcéré plus de 8500 enfants Palestiniens. Durant ce mois d'octobre uniquement 800 enfants ont été arrêtés et brutalisés. arretsurinfo.ch 07.11

ACTUALITE EN TITRES

[La crise de l'accumulation du capital.](#)

- Le marché de l'immobilier de luxe parisien tourne la page de la crise - AFP
- Début des ventes de haute joaillerie à Genève pour les très riches investisseurs - AFP

La maison d'enchères Christie's a inauguré mardi soir les ventes de haute joaillerie à Genève avec un diamant rose taillé en forme de coussin de 16,09 carats, le plus gros de ce type jamais mis aux enchères, adjudgé pour 26,6 millions d'euros. AFP 10.11

[Les places sont chères.](#)

- Régionales 2015 : les chers colistiers de Xavier Bertrand LePoint.fr

Tout le monde ne peut pas être colistier de la tête de liste en Picardie-Nord-Pas-de-Calais. Pour cela, il faut en effet déboursier 7 000 euros. LePoint.fr 08.11

[La chasse continue...](#)

- "Stop-ça suffit" : le gouvernement chasse le harcèlement sexiste - LePoint.fr
- Sexisme: Najat Vallaud-Belkacem remet en place un éditorialiste du Point - 20minutes.fr
- Une application permet d'être réveillé par une voix d'homme sexy - Slate.fr

[La démocratie par le sabre chez les barbares adulés par Hollande, Valls, Fabius, Le Drian.](#)

- Arabie saoudite: 146 personnes exécutées en 2015, un record depuis 20 ans - 20minutes.fr

Alors que 87 personnes avaient été condamnées à mort en 2014... 20minutes.fr 09.11

C'est marrant, on n'a jamais entendu parler de pareils traitements de la part du régime syrien dont Paris veut absolument la chute à l'instar de Riad qui arme les barbares de l'Emirat islamique, et Tel-Aviv qui massacre les Palestiniens...

Au fait, à l'heure où il règne en France une polémique sur les lieux de culte réservés au musulman, vous saviez qu'à Damas la capitale de la Syrie, chrétiens et musulmans priaient dans les mêmes édifices, à croire que le régime syrien serait en réalité plus démocratique que celui qui règne en France, non ? Chut ! Pour cause de collaboration de classes...

[Révolution "de soie et de safran" de Washington en Birmanie.](#)

- Birmanie : la consécration pour Aung San Suu Kyi - Francetv info

Le peuple birman fête la naissance d'une vraie démocratie après 50 ans d'une dictature militaire féroce. Ils sont des milliers à remercier la "Dame de Rangoun" ou "Maman Suu", celle dont le courage et la ténacité ont permis cette révolution de soie et de safran. Francetv info 10.11

Quand les médias aux ordres encensent une personnalité, un candidat, un élu, un parti, une associationsans prendre de risque vous pouvez en déduire qu'il figure dans le camp de la réacton ou qu'il sert ses intérêts.

[Ainsi va leur vieux monde corrompu](#)

- L'assouplissement de la loi Evin crée la controverse - Francetv info
- Canada: Montréal va vider ses égouts dans le St-Laurent - 20minutes.fr

- Crise des migrants : comment l'image de tolérance des pays scandinaves se fissure sérieusement - Atlantico.fr
 - Envoi de troupes américaines en Europe : quand l'Oncle Sam montre ses gros bras à la Russie pour rassurer ses alliés - Atlantico.fr
 - USA : démission du président de l'université du Missouri après des tensions raciales - AFP
 - Des entreprises américaines accusées d'évasion fiscale en France - LeMonde.fr
 - Guantanamo: le Congrès américain renouvelle l'interdiction de fermeture de la prison - AFP
 - Malgré les tiraillements, Washington assure Israël de son soutien indéfectible - euronews.com
 - Turquie: l'UE dénonce une "tendance négative" pour l'état de droit - AFP
- Mais s'accommode qu'elle serve de base arrière aux barbares d'EI...
- Des chalutiers irlandais exploitent des migrants quasi esclaves - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

La réaction est en deuil.

- Sarkozy rend hommage au "courage" et à la "lucidité intellectuelle" de Glucksmann - AFP

L'ancien président Nicolas Sarkozy a rendu hommage mardi au "courage" et à la "lucidité intellectuelle" du philosophe André Glucksmann, décédé lundi mais dont la "pensée jamais prisonnière du diktat idéologique survivra".

"Par son parcours intellectuel depuis son engagement maoïste au début des années 1960 jusqu'à sa dénonciation du marxisme comme théorie totalitaire le philosophe a démontré, contrairement aux générations qui l'avaient précédé, que l'idéologie ne pouvait pas toujours museler la pensée et que la philosophie ne pouvait pas servir de garantie a des systèmes politiques inhumains", écrit Nicolas Sarkozy dans un communiqué.

"Ce courage et cette lucidité intellectuelle ont souvent rencontré l'incompréhension et provoqué l'invective mais André Glucksmann n'a jamais cessé de dénoncer ces "maîtres à penser" prêts à cautionner le pire. C'est cette pensée jamais prisonnière du diktat idéologique qui survivra, j'en suis convaincu, à la disparition du philosophe", ajoute l'ancien président de la République.

"André Glucksmann était un homme dont l'amitié nous honorait", conclut le président du parti Les Républicains.

Philosophe antitotalitaire après avoir été proche des "maos" français, André Glucksmann, né en 1937, fit partie, avec Bernard-Henri Lévy, de la mouvance des "nouveaux philosophes".

Se revendiquant toujours de gauche, il n'hésita cependant pas à soutenir Nicolas Sarkozy lors de la présidentielle de 2007, avant de prendre ses distances. AFP 10.11

- André Glucksmann, la voix vibrante de la Tchétchénie - Slate.fr

En complément dans le registre populiste.

- A droite comme à gauche, on célèbre la mort du général de Gaulle tous les ans - Le Huffington Post

Comment le gouvernement français détruit les infrastructures de la Syrie.

- La France a frappé un centre pétrolier de l'Etat Islamique - LeFigaro.fr
- Les infrastructures syriennes cibles des raids de la coalition US - sahartv.ir

« Les raids de la coalition anti-Daech des Etats-Unis et leurs alliés visent les infrastructures syriennes. », a annoncé le ministère syrien des Affaires étrangères.

Envoyant deux lettres séparées à l'adresse du secrétaire général de l'Onu et du président par exercice du Conseil de sécurité de l'Onu, le ministère syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem a critiqué les raids de la coalition internationale anti-Daech dont l'objectif est de détruire les infrastructures syriennes.

« Les frappes aériennes de la coalition anti-Daech se font sans autorisation ni coordination avec le gouvernement syrien; ces attaques ne respectent pas la légitimité internationale et la Charte de l'Onu », a ajouté dans ses lettres le ministère syrien des Affaires étrangères.

Le gouvernement syrien qualifie d'intentionnelles les frappes de la coalition internationale anti-Daech. "Le bombardement de deux centrales thermiques à Alep dans le Nord du pays et d'autres infrastructures dans différentes régions syriennes par les chasseurs-bombardiers de la coalition internationale traduisent une agression flagrante contre les infrastructures économiques, industrielles et publiques, afin de porter préjudice aux capacités du peuple syrien et d'endiguer le progrès et la reconstruction de la Syrie. sahartv.ir 10.11

Guerre idéologique et russophobie hystérique

- L'Agence mondiale anti-dopage réclame la suspension de la Russie de toutes les compétitions - euronews.com

- Dopage : Moscou dénonce un complot - euronews.com

Moscou crie au complot après la publication du rapport accablant de l'Agence mondiale anti-dopage (AMA). Les enquêteurs dénoncent un véritable mensonge d'État autour, notamment, de l'athlétisme russe. Même les services secrets, dont l'ancien patron n'est autre que Vladimir Poutine, seraient impliqués.

“Le dopage n'est pas le problème en Russie, répond le ministre des Sports Vitaly Moutko. La Russie ne devrait pas être pointée du doigt. C'est un problème global. Nous savons que tous les pays se battent contre ce mal. C'est ce que nous faisons également et nous continuerons à le faire. Nous avons créé un système sérieux de lutte contre le dopage. Nous disqualifions environ 2 % des athlètes chaque année, comme les autres pays.”

Selon le rapport, ce ne sont pas que des athlètes, leurs entraîneurs et des médecins qui sont en cause, mais aussi l'agence russe anti-dopage et le laboratoire accrédité pour les analyses. euronews.com 10.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

1.1- Portugal: le PS approuve un programme de gouvernement pour "tourner la page de l'austérité" - AFP

La Commission nationale du Parti socialiste portugais, sorte de parlement interne, a approuvé samedi soir un programme de gouvernement soutenu par une alliance inédite de la gauche pour "tourner la page de l'austérité" tout en respectant "les engagements européens et internationaux" du pays.

Il est "basé sur le programme du PS", avait expliqué M. Costa, mais "intègre cependant des modifications qui découlent" des accords annoncés la veille avec le Parti communiste, le Bloc de gauche (proche de Syriza au pouvoir en Grèce) et les Verts.

Cette union de la gauche, inédite en 40 ans de démocratie portugaise, est déterminée à faire chuter l'exécutif de droite dirigé par Pedro Passos Coelho, qui a perdu sa majorité absolue au Parlement lors des législatives du 4 octobre, et à le remplacer par un gouvernement socialiste.

La Commission politique du PS, une autre instance dirigeante du parti, doit encore se réunir dimanche soir pour se prononcer sur la formation d'un exécutif socialiste.

Le Parti socialiste doit obtenir une "garantie de stabilité" pour maintenir un gouvernement "tout au long de la législature", a insisté

M. Costa, précisant que les négociations sur ce point étaient toujours en cours.

"Ce programme est compatible avec nos obligations internationales", a martelé M. Costa pour rassurer les partenaires européens du pays. Le document présenté prévoit d'ailleurs un déficit budgétaire pour 2016 de 2,8% du PIB, respectant les critères du traité budgétaire européen. AFP 08.11

On aura compris que ce front populaire est destiné à offrir une "garantie de stabilité" aux institutions portugaises, en appliquant un programme "compatible" avec "les critères du traité budgétaire européen", qui consistera à assumer la continuité de la politique antisociale de la droite officielle, le PSD et le CDS-PP.

Quand la soi-disant gauche prend le relais de la droite pour accomplir la même sale besogne pour le compte des capitalistes, vous avez le droit d'en déduire que la gauche était en réalité une imposture uniquement destinée à tromper les travailleurs pour leur interdire de se rassembler dans un véritable parti ouvrier sur la base d'un programme socialiste.

Tous ceux qui ont marché dans la combine consistant à refuser ce constat en étaient les complices, cela vaut pour tous les courants qui se réclament du trotskysme notamment.

Ils ne pourront même plus invoquer l'argument selon lequel il fallait que le PS et ses satellites ou alliés parviennent au pouvoir pour démasquer leur véritable nature contre-révolutionnaire auprès des travailleurs, puisqu'on ne comptait plus le nombre de pays dans lesquels ils étaient parvenus au pouvoir en Europe et en Amérique latine ou le nombre de fois que les travailleurs ont pu en faire l'expérience depuis des lustres, quelques décennies pour ceux qui ont la mémoire courte, un siècle pour ceux qui n'ont pas une mémoire sélective.

1.2- Portugal : le gouvernement de droite est renversé - latribune.fr

Par 123 voix contre 107, la motion de censure contre le gouvernement minoritaire de Pedro Passos Coelho a été adoptée par le parlement. Le leader socialiste Antonio Costa pourrait former le prochain gouvernement avec l'appui de la gauche radicale.

Sans surprise, le 20ème gouvernement portugais depuis l'instauration de la Constitution portugaise de 1976, a été renversé par l'Assemblée de la République, le parlement du pays, après onze jours d'existence. Après plus de huit heures de débat et malgré une panne sur le vote électronique, 123 députés ont approuvé la motion de défiance déposée par le principal parti d'opposition, le PS. Il fallait 116 voix, soit la majorité absolue pour renverser le gouvernement. Les trois partis de la gauche radicale, le Bloc de Gauche (BE), le Parti communiste (PCP) et le parti écologiste (PEV) ont joint leurs voix au PS. Même le seul député du parti animaliste PAN a voté contre le gouvernement. Pour la première fois depuis la Révolution des Oeillettes en 1974, la gauche portugaise a donc réussi à s'unir sur un projet gouvernemental.

Menaces à droite

Le gouvernement minoritaire de droite confirmé le 30 octobre par le président de la République Anibal Cavaco Silva, n'aura donc pas survécu à l'alliance des partis de gauche pour changer de politique. Les menaces du premier ministre sortant n'y auront rien changé. Il aura pourtant mis en garde contre la remontée des taux d'intérêt. Le titre à 10 ans portugais est passé de 2,31 % le 4 octobre, jour des élections législatives, à 2,84 % ce mardi 10 novembre. Les marchés s'interrogent en effet sur la stabilité et les intentions du prochain gouvernement de gauche, ainsi que sur la réaction de l'Europe. Accord à gauche

Mais ces menaces n'ont eu aucune prise sur les députés de gauche, qui étaient décidés à renverser le gouvernement après leur accord difficile trouvé ce week-end. Les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme minimum qui prévoit notamment de rééquilibrer les efforts fiscaux, de relever le salaire minimum et de terminer le gel des pensions. Mais le PS s'est engagé également à respecter le cadre budgétaire européen. Antonio Costa, qui pourrait être, en tant que leader du PS, le chef du prochain gouvernement, a promis que la gauche resterait « plurielle », mais il a aussi promis la stabilité. Normalement, le prochain gouvernement sera un gouvernement socialiste soutenu de l'extérieur par la gauche radicale.

Le choix du président

La balle revient désormais dans le camp du président de la République Anibal Cavaco Silva qui, le 30 octobre, avait refusé d'écouter Antonio Costa qui lui jurait qu'un accord était possible à gauche. Cet accord existe désormais et on voit mal comment il pourrait refuser de nommer le leader du PS au poste de chef du gouvernement. Mais Anibal Cavaco Silva avait, le 30 octobre, justifié son choix par un risque sur les « engagements internationaux » du Portugal, notamment sa participation à la zone euro. Le PCP est ouvertement hostile à l'euro et le BE très dubitatif. Sa marge de manœuvre est cependant très limitée dans la mesure où le parlement ne peut être dissout dans les six mois qui suivent et précèdent l'élection présidentielle prévue en janvier. Antonio Costa pourrait donc devenir premier ministre du 21ème gouvernement constitutionnel du Portugal bientôt. latribune.fr 10.11

2- Syrie

2.1- Syrie: l'armée brise le siège de l'EI autour d'un aéroport-clé près d'Alep - AFP

L'armée syrienne a remporté mardi sa première victoire significative face au groupe Etat islamique (EI) depuis le début de l'intervention russe, en brisant un siège de plus de deux ans sur l'aéroport militaire de Kweires, près d'Alep.

Les militaires ont pu entrer dans l'aéroport par l'ouest mais des combattants de l'EI se trouvent toujours dans d'autres secteurs autour de l'aéroport, a précisé un photographe collaborant avec l'AFP. AFP 10.11

2.2- De Nombreux terroristes abattus à Daraa - sahartv.ir

L'armée arabe syrienne a infligé aux terroristes de lourdes pertes lors de ses opérations exécutées dans les différents gouvernorats syriens.

Une source militaire a déclaré à Sana qu'une unité de l'armée avait mené une opération précise contre l'un des fief des terroristes du «Front Nosra» au sud de Souk al-Hal dans la zone de Daraa al-Balad, tuant un grand nombre d'entre eux, dont l'un des chefs de la soi-disant «Brigade de Karama», affilié au «Front Nosra». De même, tous les éléments d'un groupe terroriste ont été tués dans une opération contre la localité d'Ataman au nord de la ville. L'armée syrienne, en collaboration avec les groupes de la défense populaires, a poursuivi ses opérations dans la banlieue-nord de Lattaquié, où elle s'est emparée de nombre de zones dans les collines entourant la localité de Ghamam. Un grand nombre de terroristes a été tué et leurs armes ont été détruites dans ces opérations, selon la même source. sahartv.ir 07.11

3- Yémen

3.1- Yémen : l'armée avance vers une base aérienne près d'Aden - sahartv.ir

L'armée et les comités populaires yéménites sont en train d'avancer vers la base aérienne stratégique, Al-Anad, au nord de la ville d'Aden.

Selon la chaîne libanaise Al-Mayadeen, les forces yéménites avancent vers cette base aérienne qui a été occupée il y a deux mois par les forces loyales au président démissionnaire Abd Rabbo Mansour Hadi.

En outre, l'armée et les comités populaires du Yémen viennent de détruire un quatrième navire de la marine saoudienne au large de la ville d'al-Khama, dans la province de Taëz (sud). Samedi, l'aviation saoudienne a attaqué plusieurs provinces du Yémen, dont Baïdha et Jouf. Plusieurs civils ont été blessés au cours de ces attaques. sahartv.ir 08.11

3.2- Yémen : Saoudiens et Emiratis s'entredéchirent - sahartv.ir

« Divisés par leurs intérêts et priorités, les Saoudiens, les Emiratis et leurs alliés s'entredéchirent au Yémen », a constaté le quotidien libanais "Al-Akhbar".

« Le premier recul des forces militaires émiraties du Yémen a fait entrer les conflits émiratis-saoudiens, en cours dans le Sud, dans une nouvelle étape », selon "Al-Akhbar".

"Les Emirats arabes unis ont annoncé le retrait d'une partie de leurs contingents de Maarib, après avoir essuyé une lourde défaite.", précise "Al-Akbar".

Quatre attaques contre les militaires émiratis déployés au Yémen et leurs alliés dont une attaque contre l'hôtel « Palais d'Aden » ont fait émerger les conflits entre les Emiratis et les Saoudiens. Le Parti Al-Eslah, branche des Frères musulmans au Yémen, continue de critiquer les positions et le bilan des Emiratis au Yémen, des critiques qui intensifie le bras de fer entre les deux parties. Il reste toujours des questions sans réponse à propos des assauts qui ont pris pour cible les Emiratis à Aden et dans les autres régions du Yémen. sahartv.ir 10.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Grève à l'AFP, pas de quotidiens nationaux ce mardi - LePoint.fr

Les quotidiens nationaux sont absents des kiosques ce mardi 10 novembre 2015. Une grève est organisée par la CGT du Livre en solidarité avec un mouvement social lancé à l'Agence France-Presse (AFP) dans le cadre d'une négociation. « Alerté par la situation inadmissible des salariés de l'AFP, le Comité Inter CGT (...) a pris la décision d'une non-parution des quotidiens nationaux datés du 10 novembre », indique le syndicat dans un communiqué dénonçant un « diktat de la direction de l'AFP ».

« Pourquoi les quotidiens nationaux sont-ils pris en otage, dans le cadre d'une négociation qui ne les concerne pas directement, et qui a trait à l'accord d'entreprise de l'AFP ? » a réagi le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN) dans un communiqué. La plupart des titres sont consultables gratuitement sur leur site internet.

La grève à l'Agence France-Presse est relancée après un mouvement d'ampleur l'été dernier. Le président de l'Agence, Emmanuel Hoog, avait annoncé en juillet sa volonté de dénoncer tous les accords sociaux en vigueur, pour aboutir à un accord unique d'entreprise. La CGT, FO et la CFE-CGC, qui ne participaient plus aux discussions, sont revenus jeudi à la table des négociations. Mais lundi, ils ont accusé la direction d'avoir « maintenu sa volonté de faire table rase des acquis du personnel » et de vouloir « imposer au personnel de travailler plus pour gagner moins », avec « la baisse, parfois considérable, des salaires d'embauche de plusieurs catégories de personnel ». « Un nouvel accord ne peut pas être construit en sacrifiant les acquis sociaux : RTT, congés, horaires et conditions de travail, salaires, emploi, perspectives de carrière », ont-ils estimé. Un appel à la grève de 24 heures a été lancé.

« Il s'agit de négociations internes à l'AFP », a commenté la direction de l'agence. « Le socle de salaires et de congés proposé par la direction au début des négociations est déjà supérieur aux barèmes du Syndicat de la presse quotidienne nationale », a aussi fait valoir la direction, une grille à laquelle les syndicats grévistes veulent que le personnel de l'AFP soit rattaché. « La CGT Livre demande le rattachement de l'accord d'entreprise de l'AFP aux conventions collectives de la Presse quotidienne nationale », a souligné le SPQN. « Dans un contexte où la CGT est revenue à la table de négociations de l'AFP, les discussions sont ouvertes. De fait, toutes les propositions de la direction se situent au-dessus de minimas des accords Presse quotidienne nationale », a-t-il ajouté.

1.2- - Auto-entrepreneurs : des non-salariés aux faibles revenus - La Tribune

"Les auto-entrepreneurs rhônalpins ont des faibles revenus, bien loin des seuils autorisés par ce statut. La marge de progression reste donc forte", souligne Pascal Oger, directeur régional de l'Insee. L'étude sur les non-salariés publiée mardi fait un zoom sur ce statut particulier, souvent pointé du doigt comme concurrence déloyale ou frein à l'embauche salariée.

60 % réputés actifs

En 2011, la Région Rhône-Alpes comptait 90 000 auto-entrepreneurs, dont seulement 60 % étaient réputés actifs avec un revenu moyen de 5 500 euros par an. Aux extrémités, 10 % des auto-entrepreneurs gagnaient moins de 280 euros par mois tandis que 10 % d'entre eux déclaraient plus de 14 400 euros par an, un revenu moyen légèrement inférieur à un smic salarié annuel. Néanmoins, ces revenus sont difficiles à appréhender dans leur globalité, "mêlant à la fois revenus du travail et du capital, sans que l'on puisse distinguer les deux dimensions", explique le directeur régional.

10% d'entre eux dépassent les 15 700 euros par an

62 % des auto-entrepreneurs se déclarent mono-actifs, c'est à dire exerçant une seule activité. Leur revenu annuel est légèrement supérieur à l'ensemble des auto-entrepreneurs mais reste faible à 6 500 euros par an.

Seuls 10 % d'entre eux dépassent les 15 700 euros par an. Le revenu annuel des auto-entrepreneurs pluri-actifs, cumulant généralement ce statut avec un emploi salarié, (38% d'entre eux) est encore plus faible : de l'ordre de 3 800 euros par an. La Tribune 10.11

L'essentiel c'est de se prendre au jeu et de devenir un capitaliste, surtout d'en avoir l'état d'esprit, ce qui vous éloignera un peu plus du socialisme. C'est en quelque sorte l'équivalent de l'économie informelle appliquée aux pays les plus développés, avec des contraintes d'ordre administratives en plus.

2- Allemagne

- Lufthansa saisit la justice pour faire cesser la grève du personnel de bord - AFP

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a saisi la justice mardi afin de mettre un terme à la grève de son personnel de cabine, entamée vendredi par le syndicat UFO et qui doit durer jusqu'au 13 novembre.

Cette grève pourrait être la plus longue de l'histoire de la compagnie, si elle se déroule comme prévu jusqu'à son terme.

"Lufthansa a fait une demande d'ordonnance de référé auprès des tribunaux d'arrondissement de Darmstadt et de Düsseldorf", a indiqué à l'AFP mardi un porte-parole du transporteur aérien, qui motive sa démarche par l'appel à la grève pour des motifs "trop vagues".

L'UFO, syndicat du personnel navigant, avait lancé vendredi un mouvement de grève aux aéroports de Francfort et Düsseldorf (ouest de l'Allemagne), avant de marquer une pause dimanche.

La reprise des débrayages lundi à ces mêmes aéroports ainsi qu'à celui de Munich (sud) avait contraint la compagnie à annuler 929 vols, affectant 113.000 passagers. Mardi, au quatrième jour de la grève, 136 vols étaient annulés.

UFO est à couteaux tirés avec la direction de Lufthansa depuis des mois, sur des questions de salaire mais aussi de protection contre les licenciements ou encore de retraites et départs en préretraites.

Le groupe Lufthansa est engagé dans un effort de restructuration et de réduction des coûts qui doit lui permettre de tenir tête aux compagnies low-costs et à celles du Golfe, mais qui passe mal en interne. Il est aussi en conflit ouvert avec ses pilotes, qui ont fait grève à de multiples reprises depuis le printemps 2014.

Début septembre, suite à un recours de Lufthansa, le tribunal du travail de l'Etat régional de Hesse (ouest), situé à Francfort sur le Main, avait ordonné la fin d'une grève des pilotes du numéro un européen du transport aérien, la quatorzième en 18 mois.

Cette décision de justice constituait une première dans le bras de fer de la direction avec le syndicat de pilotes Cockpit. C'est en revanche la première fois qu'UFO, le syndicat du personnel de cabine, recourt à la grève. AFP10.11

3- Haïti

- Grève et fortes tensions en Haïti - euronews.com

La situation était particulièrement chaotique ce lundi en Haïti. La capitale Port-au-Prince est notamment paralysée par une grève des transports publics de deux jours. Des hausses d'impôts sont à l'origine du mouvement. Il intervient dans un contexte déjà très tendu après l'annonce de résultats préliminaires d'élections législatives très serrées. euronews.com 10.11

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre 2015

CAUSERIE

On actualisera plus tard la rubrique *Articles d'actualité*, s'ils remettent le courant dans l'après-midi. Il pleut, et sans déconner j'ai passé un sweat-shirt parce qu'il caille, il fait 25°C seulement... mais l'air est frais !

Bien qu'elle ne partage pas mes idées, ma soeur cadette m'a proposé de régler l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge pour les trois ans à venir, l'échéance arrive vers le 20 décembre. On la remercie chaleureusement au passage.

Après avoir arrêté de publier les articles de divers portails, avec cette causerie on est peut-être en train d'adopter une formule légèrement différente de la précédente en utilisant des extraits d'articles que l'on relit entre eux et qu'on commente ou analyse pour alimenter la réflexion et faire avancer la discussion. Cela évite aussi aux lecteurs d'avoir à les lire, ils n'en ont pas forcément le temps. Personnellement, quand j'ai terminé le boulot j'éteins l'ordinateur.

La question du jour : Le fascisme, passera ou ne passera pas ? Sa version édulcorée ou soft ne serait-elle pas déjà au pouvoir l'air de rien ? L'art du camouflage et de la diversion ne serait-il pas le propre du PS par hasard ?

[Commençons par nous soulager un peu.](#)

Un instant de détente car nous aussi nous en avons besoin, sans nous distraire pour autant.

Un internaute a qualifié A. Glucksmann (et BHL) de philosophe de pissotière, sans préciser qu'elle se situait dans la tête d'un porte-parole de l'oligarchie financière sur laquelle on a tous envie de pisser dessus.

- "On l'a oublié aujourd'hui mais il y a eu un vrai combat intellectuel dans le monde critique, dans le monde politique et universitaire français quand il s'agissait de parler des régimes totalitaires en particulier du communisme, et il a fait partie de ces philosophes courageux qui se sont engagés dans la vie de la cité, dans ce combat, et qui ont éclairé très tôt. C'est un vrai esprit critique en même temps qu'une conscience qui disparaît", a déclaré le ministre de l'Economie Emmanuel Macron.

Tirez la chasse !

Glucksmann incarnait l'imposture, transpirait le populisme le plus infâme, il lui a consacré sa vie, et comme tout philosophe ou prétendu tel dans son cas, il se dota d'un système de pensée qu'il n'eut aucune peine à alimenter, il lui suffira d'adopter l'idéologie des néoconservateurs ou néolibéraux

Glucksmann et consorts n'auraient pas existé sans le stalinisme (dans ses différentes versions), c'est lui qui leur a fourni la matière pour s'en prendre en réalité au communisme, au prolétariat. Il suffit de lire les articles qui y sont consacrés dans le portail Le Grand Soir pour en avoir la confirmation, leurs auteurs ne trouvant rien de mieux que de défendre le stalinisme, par exemple en prétendant qu'en 1970 le PCF était réellement communiste, alors que deux ans auparavant il avait soutenu l'écrasement du printemps de Prague par les chars du Kremlin. (André Glucksmann, de l'anticommunisme « de gauche » (sic) à l'exterminisme reaganien. - Georges Gastaud - legrandsoir.info 11.11)

[Le stalinisme n'est pas mort.](#)

- A propos d'"Apocalypse Staline" diffusé sur France 2 - Annie Lacroix-Riz - legrandsoir.info 09.11

Les staliniens ne supportent pas que l'on énumère ou rappelle les crimes du stalinisme qu'ils ont couverts hier. Pourquoi ? Pardi, mais parce qu'ils sont demeurés staliniens et ils le revendiquent en les couvrant à nouveau. Que la réaction en rajoute une couche n'y change rien. Elle ne fait pas pire que madame Lacroix-Riz ou Georges Gastaud qui accusent des historiens réels ou fictifs de falsifier l'histoire alors qu'ils se livrent eux-mêmes au même exercice, en tant qu'universitaires, c'est même leur fond de commerce.

En complément. Dans le même registre version PS-néolibéral

- "Il faut continuer à réformer", mais avec les "valeurs fondamentales de la gauche", lance Ayrault - Francetv info 12.11

Faites confiance à Valls et Macron...

Question à un centime d'euro : Qu'est-ce que cela aurait donné si on avait dénoncé et combattu l'imposture du PS (et du PCF), au lieu de lui faire la courte échelle à coups de front unique pendant plus d'un demi-siècle ?

Il faut croire que pour s'y être refusé, les travailleurs et les militants auraient été plus ignorants qu'ils ne le sont aujourd'hui. Non, vous avez sans doute raison, mais vous ne devez pas être nombreux à vraiment le penser, sincèrement. A moins qu'on assiste enfin à une prise de conscience salutaire, est-ce encore possible ? Il faut l'espérer, le développement de la situation joue en notre faveur, vous l'avez remarqué vous aussi, bravo ! Il nous donne raison 9 fois sur 10.

[Quand ils se disputent la primauté d'honorer le fascisme.](#)

Il faut "assumer" (Valls). Laissez-nous le fascisme. Quelle est la signification politique de la propagande hystérique de Valls et du PS contre le FN ?

Le PS seraient-ils antifascistes ? Pas du tout et cela ne date pas d'hier.

Le PS est membre de l'Internationale socialiste qui comptait dans ses rangs par exemple le parti tunisien de Ben Ali. Le PS a soutenu tout comme l'UDR (ex-UMP-Les Républicains) tous les dictateurs ou tyrans africains au cours du XXe siècle, tout comme il avait soutenu toutes les guerres coloniales de l'Empire français sous la IIIe et la IVe République, il n'y avait donc aucune raison pour que cela cesse sous la Ve République.

Le PS a soutenu toutes les guerres engagées depuis 2001 par l'impérialisme américain. En 1991 il avait déjà participé au bombardement de l'Irak par la voix de Mitterrand et son gouvernement à majorité PS. Puis il y eut la Serbie, etc.

Le 16 décembre 2006 à Beyrouth au Liban, l'Internationale socialiste a organisé une réunion extraordinaire au cours de laquelle elle a accueilli des représentants de partis fascistes et leur a apporté son soutien. Le PS n'a pas participé à cette réunion sans démissionner pour autant de l'Internationale socialiste, ce qui revenait à cautionner cette réunion. (L'Internationale socialiste apporte son soutien à des leaders fascistes (<http://www.luttedeclassé.org/dossier/anticommunisme9.pdf> - Source : <http://www.voltairenet.org/article12431.htm>)

Depuis 2012, le Président de la République et son gouvernement à majorité PS arment, conseillent et entraînent les barbares takfiristes qui sévissent en Syrie. En 2011 le PS soutiendra le bombardement de la Libye.

Ils sont totalement inféodés à une institution supranationale oligarchique, l'Union européenne, qui a participé et couvert le coup d'Etat fasciste de l'OTAN à Kiev en 2014. Depuis cette date le PS et ses satellites soutiennent publiquement le régime néonazi de Kiev qu'ils présentent comme démocratique. Ils soutiennent également le gouvernement d'extrême droite en Israël.

En France, depuis qu'il a été élu Président de la République Hollande et son gouvernement ainsi que le PS s'emploient à détruire systématiquement tous les droits sociaux des travailleurs conformément aux besoins exprimés par la classe des capitalistes et plus particulièrement l'oligarchie financière, autrement dit ils appliquent le programme que le parti officiel de l'ordre, les Républicains, n'était plus en mesure de mettre en oeuvre, programme ultra réactionnaire qui tend à faire payer aux seuls travailleurs les conséquences de la crise du capitalisme, tandis que les nantis continuent de s'enrichir dans des proportions démesurées et renforcent ainsi leur pouvoir au détriment du peuple qui est appelé à subir le sort qu'ils lui ont réservé sans broncher sous peine de répression de plus en plus féroce. Parallèlement ils se sont employés à criminaliser le mouvement ouvrier, et comme si cela ne suffisait pas ils ont adopté toute une batterie de mesures toujours plus liberticides et répressives qui visent en réalité l'ensemble des opposants à leur politique ainsi que leurs organisation, allant même jusqu'à orchestrer et justifier une chasse aux sorcières contre les esprits déviants à travers tout le pays, écoles maternelles incluses.

On se rend compte ici qu'il existe une similitude entre le programme qu'ils ont appliqué et les mesures qu'ils ont adoptées depuis 2012, et les objectifs des fascistes lorsqu'ils sont portés au pouvoir par les sommets de la classe des capitalistes : liquider systématiquement tous les droits sociaux des travailleurs de préférence en recourant au corporatisme (dialogue social), s'attaquer au droit politique du mouvement ouvrier, le bâillonner ou le neutraliser, mais au lieu que cela se passe en recourant à la violence par le biais de milices fascistes, cela passe tranquillement par la voie législative ou les institutions de la Ve République du fait que tous les partis dits ouvriers sont corrompus, ce qui n'est pas forcément le cas de tous leurs militants il faut préciser...

Du coup, comme Hollande et son gouvernement ainsi que le PS et la ribambelle de larbins à son service font le boulot pratiquement aussi bien que les fascistes le feraient si ce n'est mieux, pourquoi franchement l'oligarchie financière devrait-elle faire appel au FN et se passer de représentants aussi soumis et zélés qui ont parfaitement intégré leur stratégie (néolibérale) et leur idéologie (nihiliste)... d'extrême droite ?

Vous avez là la réponse à notre question : A l'extrême droite, le PS est pour le moment plus efficace que le FN et que les Républicains.

On a du mal à comprendre en quoi cela devrait choquer les vieux militants qui seraient demeurés loyaux envers le socialisme ou qui réfléchiraient, ceux qui sont encore en mesure d'analyser le parcours du PS et de relier entre eux tous les événements auxquels il a été mêlé de près ou de loin depuis sa capitulation du 3 août 1914, et qui devraient en arriver à la conclusion que depuis cette date il n'avait jamais réellement cessé d'appartenir au camp de la réaction contrairement à la présentation frauduleuse qui en avait été faite par nos dirigeants, et que la démonstration éclatante qu'il est en train d'en faire de nos jours n'a finalement rien de surprenant ou était inscrite dans sa propre nature et histoire depuis plus d'un siècle comme l'un des piliers indéfectible du régime.

Pour nous en avoir donné une autre version, avantageuse, de nombreux militants ont fini par oublier ce qu'il représentait vraiment et ce dont il était capable, il y en a même qui l'ont toujours ignoré ou plus généralement ont feint hypocritement de l'ignorer, qui ont découvert sur le tard ou tout récemment que le PS avait été un des pires produit du capitalisme destiné à le servir, certains pousseront même la naïveté ou le dilettantisme jusqu'à estimer que la nature de leur propre parti ou courant n'était nullement en cause après que des centaines de "trotskystes" l'eurent quitté pour rejoindre le PS, à croire qu'ils étaient compatibles et qu'ils n'y trouvaient rien à y redire, quoi de plus naturel en somme que de passer du PCI, du PT ou du POI au PS, idem en provenance de la LCR, des courants maoïstes, etc.

P. Lambert poussera la démagogie pour le justifier, jusqu'à affirmer que ces centaines de militants auraient troqué les intérêts collectifs pour lesquels ils combattaient dans le parti au profit de leurs intérêts individuels, et que c'était la vie qui était ainsi faite, rien de plus banal en somme, car à aucun moment la nature de son parti ne pouvait être mise en cause, encore moins ses dirigeants, bref, pour interdire toute discussion dans son parti il décrètera qu'il s'agissait d'une question d'ordre personnel qui ne méritait aucun intérêt. En réalité, la proximité entre les deux partis et les liens qu'ils avaient tissés au cours de plusieurs décennies, ne pouvaient s'expliquer que par la communauté d'intérêts qui les unissaient et que certains cadres ou dirigeants avaient perçu depuis longtemps sans que cela les incommode, au point que le moment venu ils en tireront profit pour monnayer leur ralliement au PS en échange d'une carrière à l'ombre des institutions de la Ve République qui n'est jamais ingrate envers ses serviteurs.

Il en fut ainsi des Mélenchon, Jospin, Cambadélis et Cie qui contrairement à des militants, cadres ou dirigeants qui avaient osé critiquer l'orientation politique que leur imposait Lambert ou le fonctionnement bureaucratique de leur parti et qui furent exclus comme des malpropres, ils bénéficièrent de l'attention bienveillante de cet imposteur comme on procède avec des adversaires avec lesquels on était de connivence afin de rester en bons termes avec eux, plutôt que des ennemis et les combattre,

ce qui était tout naturel puisque son parti était au service du PS, ce que les militants de base ignoraient et ignorent encore ou refusent de ce fait de reconnaître, ce qui est logique.

La collusion qui existe entre la droite et la gauche ne date pas d'hier comme nous l'avons rappelé, au point que les pires réactionnaires ou porte-parole du néolibéralisme et des guerres impérialistes peuvent se réclamer indistinctement de la droite ou de la gauche ou passer de l'une à l'autre. On nous rétorquera peut-être que cela a toujours existé, certes, à ceci près que depuis les années 70 elle a été théorisée, elle s'est littéralement institutionnalisée, de sorte que la confusion poussée à l'extrême qui en découle a pour conséquence d'entraîner l'ensemble du mouvement ouvrier dans son sillage à quelques rares exceptions près, si ce n'est l'ensemble de la population pour la détourner de la politique ou des partis politiques, donc au final abdiquer son droit à prendre en mains son propre sort, ce qui est leur objectif, à l'instar de ce qui s'était passé quelques décennies plus tôt aux Etats-Unis, où de fait les Américains sont livrés pratiquement sans défense à une terrible dictature de l'oligarchie miitaro-financière.

L'oeuvre du PS comme composante des représentants du capital aura été de gangrener, pourrir, détruire le mouvement ouvrier, détourner les travailleurs du socialisme, les en dégoûter à vie pour mieux les enchaîner au capitalisme... On se demandera comment a-t-on pu s'associer à un parti qui poursuivait un tel dessein criminel et sordide, comment a-t-on pu le ménager, taire son passé infâme (et celui de ses dirigeants) ou mentir par omission pendant tant de décennies, comment a-t-on pu le considérer comme un partenaire de la classe ouvrière alors qu'il n'a jamais cessé d'en être un farouche ennemi ? Qui plus est sans renier le socialisme, les enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués. On admettra que c'était impossible. Et quant à ceux qui refusent de l'admettre, ils doivent avoir une conception du socialisme étrangère à celle du marxisme, ils sont eux-mêmes inconsciemment sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui a pour objet d'interdire à quiconque d'envisager un changement de régime, ce qui tombe bien puisque plus aucun parti ne l'envisage sérieusement, ainsi ils peuvent se prévaloir de ne pas être coupés des masses exploitées, en fait du régime puisqu'elles sont dans l'incapacité d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme et elles en supportent les conséquences de gré ou de force.

A force de s'accommoder de tout et n'importe quoi sans réagir, on devient méconnaissable et on finit par tout accepter, par y laisser ses principes et sa dignité, c'est valable dans la vie en général. Comme disait Lénine nous ne sommes pas absolument contre passer des compromis, à condition seulement que cela ne soit pas compromettant et que cela profite à notre cause. Or s'encanailler avec une telle pourriture que le PS pendant de si longues années (et dorénavant le PCF ou le Front de gauche sans oublier les appareils vendus des syndicats) n'était pas sans courir le risque d'y laisser son âme pour paraphraser Marx, rien ni personne ne nous y obligeait, sauf si en réalité on poursuivait un autre objectif que celui qu'on affichait. Ce qui fut effectivement le cas, car on voudrait bien savoir quel profit en a tiré à l'arrivée le prolétariat, le mouvement ouvrier, son avant-garde, il suffit de dresser un état des lieux de la situation (en France et mondiale) pour répondre absolument aucun.

La question qui est posée aux militants est de savoir si on continue dans cette voie ou si on en change radicalement pour renouer avec le socialisme.

Hollande et son gouvernement, le PS et tous les partis qui gravitent autour, ceux qui se préparent à appeler à voter pour ses candidats aux seconds tours des élections régionales, les mêmes, sont en train de préparer les conditions conduisant à la destruction de la civilisation humaine, car on ne peut pas parler de civilisation humaine quand l'ensemble de la population est privée de tout droit, c'est déjà le cas dans de nombreux pays mais on s'en accommode, on continue de feindre de l'ignorer, aux Etats-Unis par exemple, en Inde où je vis aussi, en Chine, au Pakistan, en Afghanistan, en Turquie, en Grèce, dans l'ensemble des pays de l'UE a des degrés divers, etc. et bien sûr en Palestine occupée.

La plupart des militants sont à l'image de la population française en général qui finalement se laisse vivre, ils refusent de se pencher sur le passé parce qu'il serait trop compromettant, et ils ne tiennent pas à évoquer le futur qui serait déjà largement hypothéqué, autrefois on appelait cela avoir des oeillères, on disait aussi que celui qui n'a pas de passé n'aura pas d'avenir. Ils se foutent de ce que font leur parti, leurs dirigeants et leurs permanents comme me l'a écrit avant-hier un militant du POI. Ils n'ont apparemment tiré aucun enseignement de la Grèce. A suivre.

En 2015, pour ne pas être en reste ils ont participé au bombardement du Yémen et des infrastructures de la Syrie...

- Régionales: la fusion avec la droite avancée par Valls suscite embarras et mécontentement au PS - AFP

Il a évoqué une possible fusion des listes de gauche et de droite au soir du premier tour des élections. "Le soir du premier tour, il ne faudra écarter aucune hypothèse et tout faire pour empêcher le Front national de gagner une région", a déclaré le Premier ministre.

"Nous quitterions enfin l'imposture du faux clivage gauche-droite pour aller vers le vrai clivage, celui qui oppose patriotes et mondialistes", selon le FN.

Un retour à une forme de bipolarisation après la présidentielle de 2017, qui mettrait un terme à l'épisode actuel du tripartisme PS/FN/Les Républicains? Rêvée au FN, cette hypothèse fait aussi son chemin du côté du Premier ministre, qui avait avancé l'an dernier l'idée d'une "maison commune des progressistes" et évoque régulièrement dans ses discours deux "blocs", l'un "républicain", l'autre "réactionnaire".

Certains à gauche ont timidement défendu la position de M. Valls, notamment à l'aile droite des "réformateurs" (Jean-Marie Le Guen, Christophe Caresche) ou encore Jean-Vincent Placé (Union des écologistes).

Une telle fusion n'accréditerait-elle pas "l'UMPS" dénoncé par le Front national? "Je ne rentre pas du tout dans ce langage. Précisément, à un moment, face au FN, il faut assumer", juge Manuel Valls. AFP et Francetv info 12.11

D'après vous, au regard du passé, entre le fascisme et le socialisme, que choisiraient Valls et le PS ?

En complément, la question à l'ordre du jour en France, en Europe et ailleurs dans le monde.

- Barrage de Sivens : L'époque est-elle fasciste ? - legrandsoir.info 11.11

Un livre essentiel pour comprendre ce qu'il s'est passé dans la vallée du Tescou. legrandsoir.info 11.11

- Appels au boycott : la France aujourd'hui plus répressive qu'Israël (Electronic Intifada) - legrandsoir.info 07.11

Plus répressive qu'un gouvernement d'extrême droite...

Quand le fascisme parade en Europe.

- L'extrême-droite défile à Varsovie pour la fête nationale - euronews.com 11.11

Drapeaux blancs-rouges, fumigènes et slogans nationalistes : des milliers de militants d'extrême-droite ont défilé mercredi dans les rues de Varsovie, un rassemblement baptisé "Marche pour l'indépendance" à l'occasion de la fête nationale polonaise. Leur mot d'ordre : "La Pologne aux Polonais". Dans le cortège, une majorité de jeunes, mais aussi des familles. Aucun débordement n'est à signaler, seuls des pétards ont émaillé le défilé encadré par des milliers de policiers anti-émeutes. euronews.com 11.11

Quand la collusion d'intérêt entre le fascisme et l'OTAN est établie.

- Pour le juge italien Imposimato, « l'OTAN est une menace pour la Paix et la sécurité dans le monde » - Mondialisation.ca 11.11

La vidéo (7 minutes) : <https://www.youtube.com/watch?v=IPclPU-lp6U>

Ferdinando Imposimato, juge anti-mafia, président honoraire de la cour de cassation italienne

Rome 26 octobre 2015. Réunion-débat public à l'initiative du journaliste Giulietto Chiesa (ilfattoquotidiano.fr)

Extrait.

Au cours de mes enquêtes sur les tragédies survenues en Italie (Piazza Fontana, Italicus, Piazza della Loggia, gare de Bologne, ceux de Capaci, de Via d'Amelio) où ont été tués, massacrés mes collègues Giovanni Falcone et Paolo Borsellino et leurs escortes nous avons établi que l'explosif utilisé provenait des bases de l'OTAN. Il y a 7 bases de l'OTAN en Italie. (...) Dans certaines de ces bases se réunissaient des terroristes néofascistes, des représentants de l'OTAN, des officiers de l'OTAN, des mafieux et des hommes politiques italiens et des francs-maçons à la veille des attentats. Cela a été rapporté par des témoignages directs. Cela a duré du début des années 1960 de façon ininterrompue. (...) Moi aussi j'ai longtemps cru que l'OTAN était une organisation défensive gardienne de la paix et la sécurité. Ce n'est pas le cas. Je me suis trompé. Le problème est que la désinformation et le silence des médias empêchent l'opinion publique de connaître ces terribles vérités. (...)

Quand l'OTAN met en place un régime fasciste au coeur de l'Europe.

- Otan, le tabou de la gauche - Réseau Voltaire 10.11

Extrait. À Kiev, rapporte l'Ansa dans un document reportage (4 novembre), arrivent chaque semaine de la moitié de l'Europe (Italie comprise) et des USA des dizaines de « professionnels de la guerre » recrutés surtout par Pravy Sektor et par le bataillon Azov, d'empreinte clairement nazie. Les bataillons néonazis font partie de la Garde nationale, entraînée par des instructeurs états-uniens et britanniques. Dans ce cadre se trouvent entraînés et armés aussi les étrangers, envoyés ensuite combattre au Donbass contre les Russes d'Ukraine. À leur retour dans leur patrie, leur est fourni « le passeport ukrainien, une sorte de laissez-passer qui peut servir dans le monde entier ». Le cadre est clair.

L'Ukraine de Kiev, de fait déjà dans l'Otan sous commandement états-unien, est devenue le « sanctuaire » du nazisme résurgent au cœur de l'Europe. Le régime de Kiev a mis hors la loi non seulement le Parti communiste, mais le communisme en tant que tel, dont la profession est considérée comme un délit. Il a transformé l'Ukraine en centre de recrutement de néonazis provenant de pays européens et extra-européens, de fait sélectionnés, entraînés et armés par l'Otan. Après avoir été mis à l'épreuve dans des actions militaires réelles dans le Donbass, on les fait rentrer avec le « laissez-passer » du passeport ukrainien dans leurs pays, Italie comprise. Là les plus méritants entrent dans le nouveau Gladio, prêt, si nécessaire, à provoquer d'autres « places Maïdan » (ou pire) en Europe. Réseau Voltaire 10.11

Quand Podemos épouse les institutions franquistes, l'armée et l'OTAN.

- Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11

Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

La décision de Podemos de se proposer comme plate-forme politique de l'OTAN et de l'armée espagnole pour qu'elles jouent un rôle public dans la vie politique doit mettre en garde contre son rôle tout à fait réactionnaire. La nomination de Rodriguez est une approbation sans équivoque des guerres impérialistes qui ont coûté des centaines de milliers de vies. Sous la direction de Rodriguez, l'armée espagnole a participé aux guerres néocoloniales sous commandement américain en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).

Rodriguez a aussi joué un rôle majeur dans la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011.

La nomination de Rodriguez est aussi un signal que Podemos répudie consciemment ses appels précédents, hypocrites et fallacieux, aux sentiments anti-guerre et anti-austérité.

Pendant que le général Rodriguez supervisait quatre chasseurs F-18, un Boeing 707 de ravitaillement, une frégate, un sous-marin et un avion de surveillance en Libye, Pablo Iglesias et Iñigo Errejón, des universitaires alors inconnus, ont critiqué l'intervention « humanitaire » et « ceux soi-disant à gauche » qui avaient voté pour elle.

Mais les jours où Iglesias et Errejón essayaient d'exploiter le sentiment anti-guerre et pestaient contre l'histoire sanglante de l'armée espagnole dans leur programme de télévision locale, La Tuerka, sont bien loin.

Trois ans après la guerre en Libye, ils fondaient Podemos avec un groupe d'anciens staliniens, des universitaires et l'Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste) pabliste. Cette dernière avait soutenu l'intervention de l'OTAN, appelant à une « fourniture inconditionnelle d'armes aux rebelles [Libyens]. »

En Catalogne, Podemos forme maintenant une coalition avec les Verts (ICV) qui avaient dénoncé l'opposition à la guerre en Libye comme de « l'anti-américanisme puéril. »

L'alignement d'Iglesias sur l'état-major est un réquisitoire politique contre toutes les organisations en faillite de la classe moyenne qui ont contribué à créer ce parti populiste, réactionnaire et anti-marxiste.

Podemos était, en particulier, étroitement aligné sur Syriza (« la Coalition de la gauche radicale ») en Grèce. Comme le gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras, parvenu au pouvoir sur la promesse de mettre fin à l'austérité, a ensuite mis en œuvre une nouvelle politique d'austérité brutale contre les travailleurs grecs, il ne peut plus y avoir de doute qu'Iglesias mènera une politique droitiste semblable en Espagne. Sa rhétorique populiste n'était qu'une couverture politique pour une politique tout à fait anti-ouvrière.

Attirant l'attention sur la « politique populiste de l'homme fort » de Podemos, Vidal-Folch critique toutefois la déclaration d'Iglesias disant que Rodriguez était « notre » ministre de la Défense. La « présence de civils aux responsabilités a été un excellent signe de la soumission permanente de l'armée au pouvoir démocratique », écrit-il, mettant en garde contre le fait de permettre aux militaires de contrôler l'armée: « Méfiez-vous des corporatismes dangereux, inefficaces et parasitaires. »

Alors qu'il appuie la ligne de droite de Podemos, Vidal-Folch s'inquiète de la nature trop flagrante de la nomination de Rodriguez et de ce que Podemos risque de se discréditer chez les travailleurs et dans la jeunesse par une politique ouvertement pro-militaire. Cela pourrait créer une situation où l'opposition des travailleurs émerge en dehors du contrôle de Podemos, le principal outil utilisé cette dernière année et demie pour canaliser la colère sociale généralisée dans une direction procapitaliste.

Mais en dépit des préoccupations de Vidal-Folch, Podemos cherche activement à obtenir le soutien des forces armées. L'intégration de Rodriguez est un signe à la classe dirigeante qu'elle peut faire confiance à la politique étrangère de Podemos: au pouvoir, il irait en guerre de façon aussi impitoyable que d'autres gouvernements bourgeois.

La conférence de presse de Podemos s'est tenue le même jour que la visite du Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg à Saragosse pour superviser l'opération « Trident Juncture »...

Le fait que Podemos soit en passe de devenir un champion de l'armée est avant tout un avertissement très sérieux de son hostilité implacable vis-à-vis des travailleurs.

Au 20e siècle, l'Espagne a connu quatre coups d'État militaires (1923, 1932, 1936 et 1981) et deux dictatures militaro-fascistes qui, ensemble, ont duré près de cinquante ans. Son armée est directement issue de l'armée de Franco qui, dans la Guerre civile espagnole (1936-1939), a tué des centaines de milliers d'Espagnols dans un soulèvement contre-révolutionnaire.

Mais l'an dernier, Podemos a créé des cellules de son parti au sein de l'armée. L'une d'elle a publié une déclaration disant: « L'armée est nécessaire aujourd'hui, et nous ne voulons pas entrer dans le débat antimilitariste... Ce que nous croyons peut embrasser toutes les idéologies qui existent à l'intérieur de l'armée. »

Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. »

Peu de temps après, il a inclus dans son équipe José Antonio Delgado, porte-parole de l'Association unifiée des gardes civils. Les gardes civils militarisés ont soutenu toutes les dictatures en Espagne depuis leur fondation en 1844. Mondialisation.ca 09.11

J'ai lu dans un autre article que les intentions de vote en faveur de Podemos s'étaient effondrées après l'expérience de la Grèce, elles seraient passées de 20 à 14%, et c'était avant cette annonce...

Quand un Etat terroriste et dictatorial assassine des civils innocents d'un Etat souverain et indépendant qui ne lui a pas déclaré la guerre.

- Edward Snowden accuse les USA de meurtre de civils en Syrie et en Irak - Mondialisation.ca 08.11

Extrait. "Les drones ne visent pas une personne déterminée, mais son appareil portable. Forcément, ils ne sont pas capables d'identifier si c'est un terroriste qui le tient, ou bien sa mère. C'est pour cela que bon nombre de frappes aériennes se soldent par un échec et que des fêtes de mariage tournent à la tragédie", a-t-il souligné dans une interview accordée au journal suédois Dagens Nyheter.

D'après le quotidien, le magazine en ligne Intercept a révélé en octobre dernier des documents classés secrets attestant que 90% des victimes causées par les frappes de drones américains étaient des civils qui n'avaient aucun rapport avec les cibles visées. Ces victimes par la suite sont qualifiées d'"ennemis éliminés" dans les documents officiels des Etats-Unis. Mondialisation.ca 08.11

Leur objectif : une dictature mondiale.

- Les plans de l'ONU pour mettre en œuvre une identification biométrique universelle pour toute l'humanité d'ici à 2030
- Mondialisation.ca 08.11

Saviez-vous que l'ONU a l'intention de mettre des cartes d'identification biométriques entre les mains de chaque homme, femme et enfant sur toute la planète d'ici à 2030 ? Et saviez-vous que la collecte de données de plusieurs de ces cartes sera centralisée à Genève, en Suisse, dans une base de donnée ?

Ce nouveau programme est clairement un modèle pour un nouvel ordre mondial, et si vous creusez les sous entendus de ces nouveaux objectifs mondiaux, vous trouverez des choses très inquiétantes.

L'initiative d'identification pour le développement (ID4D) a été lancée par la Banque mondiale, et ils sont fiers de travailler côte à côte avec l'ONU pour obtenir une identité juridique pour tous. Ce qui suit provient du site officiel de la Banque mondiale ...

Fournir une identité juridique pour tous (y compris l'enregistrement des naissances) d'ici à 2030 est un objectif partagé par la communauté internationale dans le cadre des objectifs de développement durable (objectif 16.9). Le Groupe de la Banque mondiale (WBG) a lancé l'initiative transversale d'identification pour le développement (ID4D), avec la participation de sept GP/CCSAs partageant la même vision et les mêmes objectifs stratégiques, pour aider nos pays clients à atteindre cet objectif et avec la vision de prendre tout le monde en compte : veiller à une identité juridique unique et permettre un accès aux services d'identité numérique pour tous.

Bien sûr, tout cela est encadré comme une entreprise humanitaire pour l'instant, mais est-ce que ça sera toujours le cas ?

À un certain point, est-ce qu'un identifiant biométrique universel sera requis pour tout le monde, y compris vous et votre famille ?

Et qu'arrivera-t-il si vous le refusez ?

Je peux, dès à présent prévoir un jour où ne pas avoir une identification juridique vous disqualifiera pour obtenir un emploi, un nouveau compte bancaire, une demande de carte de crédit, un prêt, pour recevoir toute forme de paiements du gouvernement, etc...

À ce moment, toute personne qui aura refusé cet identifiant universel deviendra un paria de la société.

Ce que les élites veulent, c'est faire en sorte que tout le monde soit dans le système. Et c'est un système qu'ils contrôlent et qu'ils manipulent à leurs propres fins. Voilà une des raisons pour lesquelles ils sont lentement mais sûrement en train de décourager l'utilisation du cash partout dans le monde.

En Suède, ce mouvement est déjà tellement avancé qu'ils en sont maintenant à retirer les guichets automatiques dans les endroits les plus reculés ...

Le gouvernement suédois, encouragé par son système bancaire à réserves fractionnaires, se bat sans relâche pour aller vers une économie complètement sans cash. Les banques suédoises ont commencé à enlever les guichets automatiques, même dans les zones rurales reculées, et selon le Crédit Suisse, la règle de base en Scandinavie est « Si vous avez à payer en espèces, c'est que quelque chose ne va pas ». Depuis 2009, le montant annuel moyen des billets et des pièces en circulation en Suède a chuté de plus de 20%, de plus de 100 milliards de couronnes à 80 milliards. Le moteur de ce mouvement pour détruire l'argent est le désir de libérer la banque centrale suédoise de ses contraintes pour lui permettre de conduire les taux d'intérêt encore plus loin en territoire négatif. Actuellement, ils se situent à -0.35%, mais les banques ne les ont pas encore répercutés sur leurs déposants, parce que les déposants retireraient tout simplement leur argent plutôt que de le laisser dans les banques et le regarder fondre inexorablement.

Donc, si les espèces étaient supprimées et que les dépôts bancaires restaient la seule forme d'argent, et bien il n'y aurait plus de limite à la politique de taux d'intérêt négatif que les banques seraient en mesure de répercuter sur leurs déposants sans conséquences néfastes. Avec les salaires de tout le monde, les dividendes, etc., payés par dépôt direct sur son compte en banque, la seule façon d'échapper à des taux d'intérêt négatifs serait de dépenser, dépenser, dépenser. Ceci, bien sûr, est précisément ce que les économistes keynésiens conseillant les gouvernements et qui est déjà en cours d'exécution par les banques centrales, visent... un mouvement de résistance pro-cash commence à coaguler et un responsable d'un groupe de lobbying de l'industrie de la sécurité, indique, « J'ai entendu parler de gens gardant l'argent dans leurs micro-ondes. Les banques ne vont pas l'accepter ».

Si vous n'utilisez pas de cash, cela signifie que l'ensemble de votre activité économique va passer par les banques où elle peut être surveillée, suivie, étudiée et réglémentée. [et taxée, NdT]

Chaque fois que les élites proposent quelque chose pour notre bien, il en résulte pour eux toujours plus de puissance et de contrôle.

Je souhaite que les gens se réveillent pour voir ce qui se passe. Les grandes étapes vers un système mondial unifié se déroulent sous nos yeux, et pourtant j'entends très, très peu de gens parler de tout cela. Mondialisation.ca 08.11

En complément après l'annonce de la fermeture de 400 agences par la Société Générale.

- Crédit du Nord prévoit de fermer 10% de ses agences d'ici 2020 (DG) - AFP 12.11

ACTUALITE EN TITRES

[Sinon à quoi bon s'enrichir...](#)

- Enchères : un milliardaire débourse 48 millions de dollars pour offrir un diamant à sa fille - Francetv info

[Ils célèbrent la guerre en famille.](#)

- Cérémonie : entre Sarkozy et Hollande, la paix du 11 Novembre - LeParisien.fr

[Les victimes "collatérales" de la guerre de classes.](#)

- Près de 500 sans-abris sont morts en 2014, soit 9 par semaine - Francetv info

[Coupez-vous la langue ou fermez-la !](#)

- On n'insiste pas assez sur la discrimination par l'accent - Slate.fr

[Justice mafieuse.](#)

- Affaire Borrel: des scellés "importants" détruits par la justice - AFP

[Les Etats-Unis ou le laboratoire du nouvel ordre mondial.](#)

- Les jeunes Américains n'ont jamais été aussi nombreux à rester chez leurs parents depuis la seconde guerre mondiale - LeMonde.fr

- Un garçon de huit ans inculpé pour le meurtre d'un bébé aux États-Unis - LeFigaro.fr

[Déstabilisation des Etats. Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

CIA

- Deux proches du président vénézuélien inculpés à New York pour drogue - AFP

Deux proches du président vénézuélien, neveux de son épouse, ont été inculpés à New York de complot visant à introduire de la cocaïne et d'autres substances illicites aux Etats-Unis, une affaire qui risque de tendre encore plus les relations entre Washington et Caracas. AFP 12.11

Facebook

- Gabon : l'état civil d'Ali Bongo va être dévoilé - LeMonde.fr

CPI

- La force internationale en Afghanistan soupçonnée par la CPI - Reuters

Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), dans un rapport d'activités publié jeudi, dit avoir recueilli des éléments laissant penser que des membres de la force internationale en Afghanistan ont fait subir des mauvais traitements à des prisonniers. Reuters 12.11

Amnesty International

- Selon Amnesty, la torture de suspects par la police est courante en Chine - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Air France. Quand ils licencient des ouvriers, des magasiniers, c'est toute la classe ouvrière qu'ils visent.](#)

- Quatre salariés d'Air France licenciés pour les violences du 5 octobre envers la direction - libération.fr

Quatre salariés d'Air France mis en cause pour des violences le 5 octobre ont été licenciés «pour faute lourde», un cinquième, représentant du personnel, fait l'objet d'une procédure de licenciement spécifique en raison de son statut. Pour le délégué syndical CGT, une «procédure légale spécifique et plus longue» est engagée, a indiqué la direction de la compagnie.

Ces cinq employés, principalement issus de la branche cargo, sont licenciés «sans indemnité ni préavis», a précisé à l'AFP Miguel Fortea, secrétaire général de la CGT Air France.

Par ailleurs, onze salariés, tous salariés au sol également, ont également écopé d'une mise à pied sans solde de 15 jours pour avoir participé, selon la compagnie, à l'«effraction» d'une grille d'accès.

La direction a assuré à l'AFP agir «de façon juste, équitable, proportionnée et rigoureuse», ce qui n'a pas convaincu les syndicats interrogés. Pour les sanctions, elle s'appuie sur des vidéos tournées par des médias, «c'est juste une farce», «on ne voit personne qui met un coup» mais «juste du chahut», a réagi un délégué FO. Le représentant CGT «ne tape sur personne», selon Mehdi Kemoune, numéro 2 du syndicat. Il serait «plus intelligent de lever les sanctions», «que la direction laisse son ego de côté». «C'est inadmissible et on se laissera pas faire», a-t-il dit, rappelant que la CGT appelait à la grève le 19 novembre.

La direction d'Air France précise que les personnes sanctionnées ont la possibilité d'effectuer un «recours gracieux» dans un délai de 10 jours auquel cas leur dossier sera reexaminé et la sanction suspendue «jusqu'au prononcé de la décision définitive». Mais selon une porte-parole de la compagnie, il s'agit d'une disposition purement formelle qui, sauf éléments nouveaux, n'est pas de nature à modifier la décision. «Au vu des faits, cela paraît difficile de revenir en arrière», conclut la porte-parole joint par Libération au téléphone. liberation.fr 12.11

A retenir. Ils n'ont pas licencié des pilotes ou stewarts. Dès l'annonce de ce verdict inique aucun syndicat n'a appelé à cesser le travail sur le champ en solidarité. Nous exigeons l'annulation de ces sanctions injustes et nous soutenons le mot d'ordre de grève illimitée jusqu'à leur retrait inconditionnel et définitif.

[Grèce. Syriza s'inspire des sociaux-libéraux "pour ne pas s'aliéner sa base".](#)

C'est étrange que tous ce que compte d'opportunistes le mouvement ouvrier qui pendant des décennies s'employèrent à masquer ou minimiser la véritable nature réactionnaire du PS, ne soutiennent pas Syriza qui sur le plan des apparences présente les mêmes caractéristiques social-traitres que le PS, à croire que l'imposture dans laquelle il a donné récemment ou depuis janvier dernier serait encore trop fraîche ou trop présente dans les esprits pour qu'ils prennent un tel risque. Les arguments qu'ils avanceront pour le justifier étaient valables pour le PS, mais ils ne sont pas à une contradiction près, il faut croire que la plupart des militants sont prêts à tout gober ou n'y comprennent rien ou ne veulent pas comprendre.

- Grèce : une grève générale contre la politique du gouvernement... soutenue par Syriza ! - latribune.fr

Les deux principaux syndicats helléniques ont appelé à la grève générale ce jeudi 12 novembre et à une manifestation place Syntagma. Ce mouvement contre la politique du gouvernement Tsipras a été soutenu par Syriza. Explications.

Voilà bien longtemps que ces scènes ne s'étaient pas produites dans les rues d'Athènes, en dehors du turbulent quartier d'Exarchia. Des manifestants violemment dispersés par la police sur la place Syntagma, des cocktails Molotov contre le siège de la Banque de Grèce, des magasins pillés, le tout sous fond de grève générale de 24 heures qui paralyse les transports publics... Des scènes qui, rappellent celles des grandes manifestations contre l'austérité de 2010 à 2012, même si l'ampleur des défilés et de la grève n'avait ce jeudi 12 novembre rien de comparable avec ces événements.

L'appel à la grève

L'appel à la grève générale et à la manifestation avait été lancé par les deux grandes centrales syndicales, ADEDY pour le secteur public et le GSEE pour le secteur privé, pour protester contre les hausses d'impôts, notamment de la TVA, et la réforme des retraites. Le parlement hellénique a déjà approuvé plusieurs de ces projets qui ont été réclamés par les créanciers de la Grèce dans le cadre de l'application du troisième mémorandum signé le 19 août. Les cotisations santé des retraités ont ainsi été relevées de 4 à 6 %, tandis qu'elles frappent désormais les retraites complémentaires.

Les projets du gouvernement sur les retraites

De nouveaux plans pour les retraites doivent être soumis prochainement dans le cadre des « actions » réclamées par les créanciers. Selon le quotidien Kathimerini, par ailleurs, le gouvernement travaillerait sur une augmentation graduelle des cotisations de sécurité sociale de trois points pour empêcher des coupes franches dans les pensions qui pourraient atteindre 40 % pour ceux qui ont pris leur retraite avant 65 ans. Même avec cette augmentation, les pensions complémentaires ne couperont pas à une réduction de plus de 6 %...

Pourquoi Syriza cultive l'ambiguïté

La particularité de la grève et de la manifestation de ce 12 novembre, c'est que Syriza, le parti d'Alexis Tsipras avait appelé à rejoindre le mouvement de protestation contre la politique du gouvernement dirigé par Alexis Tsipras. Un paradoxe qui ne manque

pas de piquant, mais qui traduit le positionnement malaisé de Syriza. D'un côté, ce parti s'est engagé devant les créanciers à appliquer le mémorandum signé par le premier ministre, mais il entend toujours se présenter comme une force de « résistance à l'austérité. » Cette ambiguïté avait permis à Syriza de remporter une nouvelle fois les élections du 20 septembre. Alexis Tsipras tente donc, pour ne pas s'aliéner sa base, de montrer qu'il désapprouve la politique que les créanciers lui imposeraient. D'où cet appel à joindre une manifestation contre une politique subie par le gouvernement.

Négociations avec les créanciers

Cet appel à la manifestation est également à mettre en relation avec les négociations actuelles entre la Grèce et ses créanciers pour arracher la tranche de 2 milliards d'euros que doivent verser les créanciers. L'Eurogroupe a, malgré le semblant de résistance de la France, donné une semaine à Athènes pour qu'elle applique les « réformes » qu'il exige, notamment l'abaissement à 120.000 euros contre 250.000 euros aujourd'hui du seuil en deçà duquel les expulsions ne peuvent avoir lieu. La Grèce a peu de marges de manœuvre pour résister à ces demandes, car le gouvernement grec a besoin pour fonctionner des 2 milliards d'euros liés à ces « réformes. » Mais il est utile politiquement pour le gouvernement Tsipras de faire durer la négociation afin de renforcer son rôle de « résistant » aux créanciers. Le résultat des négociations, attendu selon le ministre de l'Economie George Stathakis, ce samedi 14 novembre, sera déterminant pour évaluer cette réelle capacité de résistance.

Risques pour Syriza

A terme, cette stratégie de l'innocence du gouvernement et de Syriza peut-elle fonctionner ? En Grèce, elle profite aujourd'hui de la lassitude de la population et de son envie de revenir à la normalité. Mais à chaque mesure d'austérité nouvelle, il sera toujours plus tentant pour la population d'accuser le gouvernement et de refuser son excuse des « demandes des créanciers » qui, in fine, est celle des autres gouvernements depuis 2010. Du côté des créanciers, cette ambiguïté peut être perçue et utilisée comme la preuve de la « mauvaise volonté » des autorités grecques qui alimentent des manifestations contre des « réformes » qu'elles jurent vouloir appliquer. Un tel comportement justifie donc, aux yeux des créanciers, une position plus dure vis-à-vis de la Grèce et la demande de davantage de garanties. Le risque n'est donc pas mince de voir Alexis Tsipras piégé par sa propre stratégie.

latribune.fr 12.11

[Les puissances occidentales responsables de la guerre en Syrie](#)

- Syrie: la Russie propose l'organisation d'élections anticipées - LeFigaro.fr

- Syrie: les Occidentaux rejettent un plan russe de transition - AFP

- Guerre en Syrie: Kerry ne croit pas à une percée diplomatique samedi à Vienne - AFP

- Les US et la malédiction de l'ONU – Ban Ki-moon condamne la position américaine sur la Syrie et approuve Poutine - Mondialisation.ca 10.11

Extrait. Quel mauvais sort amène-t-il toujours les Secrétaires Généraux de l'ONU, soigneusement choisis par les US pour la souplesse de leur échine, à se raidir en fin de mandat contre ceux qui les ont portés sur les fonds baptismaux ?

...le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a condamné la demande du président américain Barack Obama que le président syrien Bachar al-Assad soit démis de ses fonctions, il a déclaré : «L'avenir de Assad doit être déterminé par le peuple syrien».

Voici toute la citation

«L'avenir du président Assad doit être décidé par le peuple syrien. Maintenant, je ne veux pas interférer dans le processus de Vienne, mais je pense qu'il est totalement injuste et déraisonnable que le sort d'une personne [langue diplomatique ici pour parler de la demande du président américain Barack Obama que Assad doit quitter sa fonction président de la Syrie] paralyse toute cette négociation politique.

Ceci est inacceptable et injuste. Le gouvernement syrien insiste pour que Assad fasse partie de la transition. Beaucoup de pays occidentaux s'opposent à la position du gouvernement syrien. Pendant ce temps, nous avons perdu des années.

250 000 personnes ont été tuées. Il y a 13 millions de réfugiés ou déplacés intérieurs. Plus de 50% des hôpitaux, des écoles et des infrastructures ont été détruites en Syrie.

Vous ne devez pas perdre plus de temps. Cette crise va plus loin que la Syrie, au-delà de la région. Elle affecte l'Europe. Il s'agit d'une crise mondiale.»

Le Secrétaire général de l'ONU porte ici implicitement le blâme de tout cela – le sang et la misère – sur le président américain Barack Obama, et sur les nombreux pays occidentaux qui, alliés avec lui, se sont joints à sa demande d'un changement de régime en Syrie.

La position du président russe Vladimir Poutine a toujours été totalement opposée à celle d'Obama : à savoir, que seule une élection par le peuple syrien peut déterminer qui doit présider la Syrie. Le Secrétaire général de l'ONU est ici d'accord avec Poutine, et rejette la demande d'Obama, exigeant que la question soit réglée par des non-Syriens, et par des moyens non démocratiques (ce qui est fondamentalement identique à ce que George W. Bush a fait en Irak, et Barack Obama en Libye). Mondialisation.ca 10.11

En complément. La paix, ce serait franchement dommage pour les affaires, les emplois...

- Rafale : un contrat record avec les Émirats arabes unis ? - Francetv info

Si la rumeur se confirme, les Émirats arabes unis pourraient commander 60 Rafale à la France. Francetv info 12.11

[Syrie, la guerre comme si vous y étiez.](#)

- Syrie : l'armée s'empare du fief des terroristes, au Sud d'Alep - sahartv.ir

Les forces de l'armée syrienne se sont emparées d'un fief des terroristes, au Sud d'Alep.

L'armée syrienne s'est emparée, jeudi, d'Al-Hader, un fief des terroristes, situé au Sud d'Alep, à 10 km de l'autoroute internationale, a indiqué une source militaire. Il s'agit de la seconde victoire significative des forces armées syriennes, en 48 heures, dans le Sud d'Alep. Mardi, elles avaient brisé un siège de deux ans de l'aéroport de Kweires. Située à 25 km d'Alep, la ville est le plus grand quartier général des forces terroristes, notamment, le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, et les groupes terroristes, au Sud d'Alep. Sa capture permet aux forces du régime de se rapprocher de l'autoroute internationale, qui se trouve, désormais, à, seulement, 10 km. sahartv.ir 12.11

L'autoroute Irak/Syrie, libérée - sahartv.ir

Les Peshmerga kurdes ont libéré, jeudi matin, l'autoroute reliant l'Irak à la Syrie. Quelque 20.000 combattants kurdes ont pris d'assaut, à partir de trois axes, les positions de Daech, à Sinjar.

La route reliant Sinjar à Raqqa a, ainsi, été expurgée de la présence des terroristes de Daech, et la libération a eu lieu, à partir de l'axe occidental et oriental. Les combattants kurdes ont pulvérisé les positions de Daech, sur les hauteurs de Boulat, de Tal al-Chour et de Haji Fazel. Les opérations se poursuivent, encore. Sinjar est située, dans la province de Ninive, dans le Nord-Est irakien, et elle est occupée, depuis l'an dernier, par Daech. sahartv.ir 12.11

Syrie : Umm Arkileh prochaine cible de l'armée - sahartv.ir

Après avoir brisé le blocus de l'aéroport militaire Qweires, non loin d'Alep, l'armée syrienne entend libérer le village Umm Arkileh, fief des terroristes de Daech, près duquel sont en cours des affrontements opposant les terroristes aux militaires de l'armée.

Un militaire de l'armée syrienne, présent à l'aéroport militaire Qweires, a annoncé que le blocus de cet aéroport avait été brisé bien que les terroristes l'aient défendu bec et ongle. « L'évacuation des blessés et le transfert des munitions et des armes ont déjà commencé », a-t-il déclaré. « La prochaine localité que l'armée va essayer de libérer est le village d'Umm Arkileh, en tant que principal fief des terroristes de Daech. Ce village est actuellement entouré des affrontements opposant les terroristes aux soldats de l'armée », a-t-on appris de la même source.

Par ailleurs, les militaires de l'armée régulière ont commencé à progresser vers la centrale thermique de cette région dont la libération sera possible après celle des localités d'As-Safireh et d'Al-Cheikh Nadjjar, en banlieue-Est d'Alep.

D'intenses conflits sont en cours dans l'Est de Qweires et l'armée est déterminée à purifier tous les villages et les cités entourant l'aéroport militaire de Qweires de la présence des terroristes. sahartv.ir 11.11

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Un complément à la causerie du jour

On a oublié de préciser que le massacre d'hier à Paris précédait de quelques heures le début de la réunion internationale à Vienne consacrée à la Syrie.

La chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, souligne que la réunion de Vienne "prend une autre signification". [lexpress.fr 14.11](#)

Le portail néolibéral-sioniste Atlantico.fr vient de titrer un article : Conférence de Vienne sur la Syrie : l'échec annoncé d'un sommet à contretemps qui fait comme si Daech n'existait pas

En fond de tableau, il y a la rivalité Etats-Unis/ Russie. Les européens font de la figuration et n'ont pas été invités aux toutes premières négociations de Vienne. Et pour cause; Britanniques et Français s'étant alignés sur les positions jusqu'au-boutistes turco-saoudiennes, leur point de vue n'est pas central dans les négociations. D'autant que russe et américains semblent avoir des intérêts communs: la chute de Daech. Et ils semblent en mesure de s'entendre s'il le faut en écartant les européens.

La Turquie veut jouer des réfugiés pour obtenir une contrepartie, quelle qu'elle soit. L'Arabie saoudite a son gros portefeuille pour s'imposer. L'Egypte et l'Iran peuvent rééquilibrer la région et contrebalancer l'influence de la Turquie et de l'Arabie saoudite.

La partie d'échec jouée par les russes à Vienne ne trompe pas grand monde. La transition politique qu'il propose est une façon de remporter la mise sans humilier ses adversaires: on organise une transition bidon avec des opposants dociles; le parti Baath conservant en réalité le pouvoir. Au bout de quelques mois, Bachar Al-Assad est réélu et le tour est joué.

Comme souvent l'Amérique est la seule à pouvoir vraiment changer la donne. Obama sur la fin de ses mandats devrait laisser son indécision de côté et forcer la main des turco-saoudiens. C'est-à-dire redéfinir clairement les priorités: détruire Daech d'abord, trouver une solution politique ensuite. Mais les alliés de l'Amérique peuvent être tentés de jouer les prolongations et d'attendre les élections de fin 2016. Avec un vainqueur démocrate ou plus probablement républicain qui en début de mandat sera plus faucon qu'un président expérimenté et sur la fin. Ils parient que la future administration américaine sera plus favorable à leur position. [atlantico.fr 14.11](#)

Les attaques d'hier à Paris auraient pu être conçues pour torpiller cette conférence, et ses commanditaires pourraient être les jusqu'au-boutistes israélo-turco-saoudiens soutenus par les néoconservateurs américains qui refusent toute idée d'un compromis avec les Russes et Assad.

Il y a un des aspects de ces attaques qu'on n'a pas évoqué ce matin, non pas leur sophistication ou leur complexité (lire plus loin à ce sujet) qui était un jeu d'enfant, tout simplement parce qu'elles ne pouvaient pas relever de décisions individuelles, mais avaient été forcement planifiées par une organisation.

La causerie du matin

Enfin !

Question : La majorité des militants vont-ils virer à droite toute ou à gauche ? Hum, comme c'est parti on pencherait plutôt pour la droite (c'est la lecture du dernier numéro d'Informations ouvrières qui m'inspire cette réflexion, pas seulement, certains courriels que j'ai reçus aussi.). Ah ben oui, soit vous vous radicalisez à gauche et vous nous rejoignez, soit on ne donnera pas cher de votre peau, pour rien en plus, ce serait dommage, non ? Même les bisounours, les mous, les indécis, les renégats y passeront... Qu'en pensez-vous ?

Au fait, en quelque sorte c'est de cette manière-là qu'ils sont parvenus à mettre en place un régime néonazi en Ukraine. Cela devrait faire réfléchir.

Soit on engage résolument le combat contre l'Etat dans la perspective de l'abattre au profit d'une République sociale, soit on le ménage et on s'en accommode. Dépêchez-vous de choisir votre camp, le temps est compté désormais. Il n'y a rien de pire que l'indécision, cela peut être fatal parfois.

[La Ve République, c'est le règne de la terreur et de la guerre à tous les peuples.](#)

Qui fait régner la terreur, les marchands d'armes, la France ; les Etats qui les livrent à des barbares, la France ; les Etats qui

ont déclaré la guerre à des pays qui n'en avaient agressé aucun, la France ; les Etats qui soutiennent des régimes dictatoriaux (Qatar, Arabie Saoudite, Israël, Turquie, etc.), la France ; les Etats qui soumettent leur propre peuple à la déchéance, au chômage de masse, à la précarité généralisée, à la pauvreté, la France de monsieur Hollande, du PS au FN en passant par les Républicains et le Front de gauche, la Ve République.

Comment expliquer que des attaques d'une telle envergure et qui comportaient tant d'acteurs n'aient pas été localisées par les services de renseignement avant qu'ils passent à l'action ?

Le peuple et bien des militants ont la mémoire courte ou sélective, pas nous, nous nous souvenons que dans les heures et les jours qui ont suivi les attaques de janvier 2015 en France, le ministre de l'Intérieur s'était empressé d'affirmer qu'il possédait peu d'informations sur leurs auteurs présumés, etc. Puis les semaines passant, on apprendra par le biais de la presse américaine qu'ils étaient suivis à la trace par les services de renseignement américains. Du coup les semaines suivantes les services de renseignement français retrouveront subitement la mémoire et fourniront des précisions stupéfiantes sur leur emploi du temps la veille de ces attaques, alors que quelques semaines auparavant ils en avaient été incapables, prétextant qu'ils auraient cessé de les pister depuis juillet 2014 si je me souviens bien. Bref, ils ne savaient rien de la préparation de ces "attentats", puis ils en savaient un peu trop pour que leur version soit crédible ou prise au sérieux.

Contrairement à ce qu'on lira ci-dessous, plus une opération est sophistiquée ou complexe, plus il sera facile de la repérer.

Attentats à Paris: «Un niveau de sophistication et de complexité extrêmement inquiétant» - 20minutes.fr

François Heisbourg, conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique de Paris.

C'est une extrapolation des opérations du mois de janvier, mais avec un niveau de sophistication et de complexité extrêmement inquiétant. Je suis surpris et atterré par la sophistication de l'ensemble.

20minutes - On ne peut pas empêcher ce genre d'attaques, même si on est au courant de certaines choses ?

Il va falloir attendre pour savoir exactement ce qui s'est passé. Mais encore une fois, je suis très surpris. Comme d'autres analystes, je m'attendais à ce qu'il se passe quelque chose d'important mais la complexité de l'opération, en termes de multiplicité des savoir-faire des terroristes, ça honnêtement je ne m'y attendais pas. Ça me remplit d'une inquiétude toujours plus grande. 20minutes.fr 14.11

Dans le cas présent il est faux de parler de "sophistication et de complexité", puisqu'il suffisait simplement aux terroristes de se procurer des armes, des véhicules et des téléphones portables pour synchroniser leurs attaques, matériel pratiquement à la portée de n'importe qui en France.

On notera qu'à travers ces attaques c'était la jeunesse qui était visée en priorité ainsi que les quartiers populaires, et non les nantis, les actionnaires du CAC40, les institutions ou l'Etat qui en tireront profit.

On notera aussi que ces attaques surviennent au bon moment, à quelques semaines d'élections qui s'annonçaient catastrophiques pour Hollande et le PS, alors que des grèves et manifestations de plusieurs catégories professionnelles ou personnels d'entreprises étaient programmées dans les jours et semaines à venir.

Comment combiner afflux de réfugiés en provenance de pays arabes à population majoritairement musulmane, et actes terroristes menés par des musulmans.

Un retournement prévisible qui risque de se réaliser plus vite qu'on aurait pu l'imaginer.

Hollande a été conduit à soutenir du bout des lèvres l'accueil en France de réfugiés syriens et de différentes nationalités en provenance de chez son ami le Frère musulman Erdogan, le parrain du terrorisme international, de l'Emirat islamique et d'Al-Qaïda, réfugiés en nombre insignifiant en réalité que les médias se sont employés à grossir démesurément de manière à ce qu'ils apparaissent dans l'imagination collective comme une menace pour la population déjà en proie à de graves difficultés sociales, de façon à alimenter la xénophobie et le racisme et ainsi favoriser la montée de l'extrême droite en France ou les tenants du fascisme.

Il y a fort à parier qu'à l'unanimité toutes les composantes du mouvement ouvrier vont une nouvelle fois apporter leur soutien à Hollande et son gouvernement ou s'engouffrer dans cette provocation, bafouant ainsi leurs engagements au nom de principes qu'ils piétinent par ailleurs quotidiennement, pour ne pas être accusés de complicité avec les auteurs de ces massacres, le tout sur fond d'unité nationale, mettant en berne ou neutralisant la lutte des classes, s'autocensurant à l'instar des médias aux ordres, ce qui une fois de plus permettra aux justiciers du régime de discréditer, dénigrer, criminaliser et éventuellement réprimer ceux qui ne marcheraient pas dans cette combine infâme, et accuseraient le pouvoir en place d'être responsable de ce carnage pour avoir

porté la guerre en Syrie et en Irak notamment, et avoir ainsi encouragé la fanatisation ou la radicalisation de travailleurs, qui réduits à l'état de lumpenprolétaires allaient en désespoir de cause se transformer en candidats au djihadisme takfiriste, en créatures monstrueuses prenant pour cible des jeunes et des travailleurs innocents.

Il se peut aussi que la situation prenne une tournure particulière, et que la population déjà très remontée contre le gouvernement réagisse en l'accusant d'avoir été impuissant à empêcher ces actes de guerre civile, et qu'elle réclame vengeance et bascule majoritairement à l'extrême droite, ce qui fournirait le mobil à une attaque ou une répression violente du mouvement ouvrier contre lequel pèserait l'accusation relevée plus haut. Autrement dit, le gouvernement (et le patronat) qui n'était pas vraiment opposé (à condition de tenir compte de son double langage) à l'afflux de réfugiés en France, se retournera contre ceux qui l'auront soutenu sans faire preuve du moindre discernement, selon le principe, faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais sous peine que cela vous retombe dessus un jour, sans tenir compte que celui qui en décide est de préférence celui qui détient le pouvoir, ce que les militants ont malheureusement oublié, car ce gouvernement pourra être celui de Hollande-Valls ou un autre, qui sait, d'extrême droite, ne dites pas que ce serait impossible, cela s'est déjà vu dans le passé, en Allemagne par exemple.

Les principaux points à retenir du 13 novembre (Source : AFP, Reuters, Libération, Le Figaro, Le Parisien).

- Les auteurs présumés de cette attaque ont invoqué l'intervention française en Syrie pour justifier leur action, a relaté un témoin à l'AFP.

- Un témoin au Bataclan : "Je les ai clairement entendus dire aux otages "c'est la faute de Hollande, c'est la faute de votre président, il n'a pas à intervenir en Syrie". Ils ont aussi parlé de l'Irak".

- Hollande : "Face à la terreur, la France doit être forte, la France doit être grande, l'autorité de l'Etat ferme. Nous le serons".

- Dans une allocution télévisée, le chef de l'Etat a déclaré l'état d'urgence, demandé des renforts militaires. L'Elysée a annoncé la mobilisation de "1.500 militaires supplémentaires". Le chef de l'Etat a également annoncé la fermeture des frontières.

- Depuis les attentats de janvier, le plan Vigipirate est à son niveau maximum en Ile-de-France. Une mission de sécurité intérieure associée à ce plan est assurée sur tout le territoire par l'armée sous le nom d'opération Sentinelle.

- Dans un mouvement d'unité nationale, les principaux partis, notamment le PS, Les Républicains et le Front national, ont annoncé la suspension de leur campagne en vue des élections régionales de décembre. Tous les groupes politiques à l'Assemblée nationale ont appelé à "l'union nationale". Nicolas Sarkozy a apporté son soutien à François Hollande : "la solidarité de tous les Français s'impose". L'ancien Premier ministre François Fillon a lui présenté dans un communiqué "l'unité nationale" comme un "devoir". Alain Juppé : La France doit faire bloc face à ce défi mortel", a-t-il demandé sur Twitter. "A cette heure, toute querelle s'interrompt", a déclaré de son côté sur sa page Facebook Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à la présidentielle, "formant le vœu que nul ne s'abandonne à la vindicte et conserve sa capacité de discernement". Tous les présidents de groupe de l'Assemblée appellent à l'unité nationale.

- "Le cœur saigne"

02:27 - Jean-Luc Mélenchon, candidat à la présidentielle 2012 pour le Front de Gauche : "Le cœur saigne avec celui de malheureux exposés à l'hyper-violence de cette nuit. À cette heure, toute querelle s'interrompt. Je forme le vœu que nul ne s'abandonne à la vindicte et conserve sa capacité de discernement. Je forme le vœu que nos responsables gouvernementaux aient tous les moyens d'agir comme ils le souhaitent. Et que nous soyons tous capables de résister à la haine et à la peur que les assassins veulent incruster en nous."

Le charlatan n'aura aucun mal à "résister à la haine" qu'il ne voue pas au régime auquel il souhaite d'avoir "les moyens d'agir" pour continuer d'appliquer sa politique antisociale et impérialiste, les travailleurs apprécieront. Hollande va pouvoir en profiter pour justifier la mise en oeuvre de la loi qu'il a adoptée sur le renseignement ou mettre sur surveillance la totalité de la population, pour un peu il va même la durcir avec la bénédiction de cette ordure.

Son "vœu" est en fait un chèque en blanc à Hollande.

- "La guerre en plein Paris"

02:01 - C'est "la guerre en plein Paris" relate la presse après les attentats dans la capitale. "La guerre en plein Paris" titre Le Figaro tandis que Libération évoque des "carnages à Paris". Du Parisien à l'Equipe en passant par Les Echos, les sites internet des quotidiens relatent les développements d'une soirée d'"horreur" selon les propres termes du président François Hollande. "La barbarie terroriste a franchi une étape historique", écrit le directeur de Libération Laurent Joffrin dans son éditorial.

Laurent Joffrin a raison, la guerre que mène l'oligarchie financière à tous les peuples ne connaît pas de limite, dans la mesure où

le prolétariat organisé n'est pas en état d'y mettre un terme, pour en est encore à jouer aux billes dans la cour de récréation d'une école maternelle ou à ramasser les miettes que lui destinent ses maîtres.

En titres.

A qui profite le crime ? A qui doit profiter le "dialogue social" que les militants rejettent ?

Depuis plusieurs mois, les avertissements se multipliaient autour d'un «11-Septembre à la française» - Slate.fr

Comment réaliser un vœu qui s'est évanoui peu de temps après le 11 janvier, lutte de classes oblige ?

13 Novembre: union sacrée après les attentats, les partis suspendent la campagne électorale - Slate.fr

En famille chez les tyrans, soyez Charlie !

Erdogan, le président turc qui devait accueillir Hollande demain, présente ses condoléances à la France et réclame un consensus contre le terrorisme. AFP 14.11

Traduire : Contre Assad ou la République arabe syrienne, le peuple syrien souverain...

Pour que l'imposture soit parfaite.

- Obama : les attaques de Paris frappent "toute l'humanité et nos valeurs universelles" - Francetv info

Parole de marchand d'armes.

- Bernard Cazeneuve dévoile son plan contre la prolifération des armes à feu - Francetv info

Commentaires d'internautes désabusés

1- Super plan ! Surtout la partie "surveillance collectionneurs, clubs de tir et armuriers", les forces de l'ordre sont déjà en sous-effectifs, pendant qu'ils perdront du temps à vérifier l'escopette de Charles XIII détenue légalement par un grand-père de 80 ans ou un vieux révolver à poudre noire de la guerre de sécession, les truands pourront s'en donner à cœur joie pour faire rentrer tout un arsenal sans être inquiétés !

De plus, parmi les tireurs, collectionneurs, chasseurs, il y a aussi des policiers, gendarmes, douaniers, donc, ils vont en partie, se surveiller eux-mêmes !

Vraiment trop rigolo, le commissaire Juve n'aurait trouvé mieux pour faire rire la galerie.

Quant à la démarche citoyenne, de ramener les armes illégales à la brigade de gendarmerie ou au commissariat de police de son quartier, c'est vraiment une idée "géniale" !... Je suis sûr que, dès la fin de la semaine prochaine, toutes les cités sensibles de France et de Navarre seront entièrement désarmées... Dans vos rêves !

2- "Démarche citoyenne" des trafiquants d'AK47? il se moque de nous le Cazeneuve?

3- L'Etat est le pire des trafiquants d'armes! à gaver de Rafales, missiles, chars les pires états terroristes du Golfe ! Juste pour ramasser leurs milliards.

4- Le premier de tous les trafiquants d'armes, c'est l'Etat. Un trafiquant d'envergure internationale, présent dans tous les coups fourrés.

5- Faudrait qu'on nous explique comment les rebelles possèdent en main propre des armes françaises ? Des armes de guerre je précise! En nombre aussi; qui est à l'origine de ce trafic ? Ce ne sont certainement pas les sans dents qui avaient encore cela pour se défendre en ultime combat au corps à corps qui les ont vendus ou donnés à ces bons barbares qui font " du bon boulot ". En effet, ce soir bon nombre de citoyens français peuvent s'apercevoir du bon boulot que font ces braves barbares qui aussi veulent prodiguer leur amour au peuple syrien. Il est temps que les Français se rendent compte où l'on nous dirige !

[Otage de l'OTAN.](#)

- Mais quand l'Europe se rendra-t-elle compte qu'elle a un problème avec Erdogan au moins aussi grave qu'avec Bachar el-Assad ?
- Atlantico.fr

Atlantico : Les conditions troubles de la victoire du parti de Recep Tayyip Erdogan aux récentes élections législatives en Turquie ont fait des remous en Europe. Pourtant le Président turc semble continuer à donner le tempo à l'Union européenne (sur la question des migrants par exemple) et plus largement à la communauté internationale (le prochain G20 aura lieu à Antalya). Pourquoi ? Qu'est-ce qui fait du Président turc un interlocuteur apparemment incontournable ?

Roland Hureaux : La victoire du parti d'Erdogan apparaît d'autant plus surprenante qu'il était devenu très impopulaire dans son pays et que les pronostics ne lui étaient pas favorables. On peut donc soupçonner que l'élection a été irrégulière, ou à tout le moins que l'appareil d'Etat et l'appareil religieux qui en dépend ont été massivement mobilisés pour renverser le résultat. Dans la mesure où Erdogan est un des grands obstacles à la paix dans cette région, on peut en effet être choqué et surtout inquiet de ce résultat.

Mais une partie du peuple turc qui s'apprêtait à fêter sa défaite l'est également.

Ce résultat présente par ailleurs des risques pour la Turquie : un vieux turc d'Anatolie nous disait récemment que, avec cette élection, la Turquie allait devenir l'Arabie saoudite ! Mais je suis pour ma part encore plus choqué que le coup de pouce décisif à la victoire ait été apporté par Angela Merkel qui, quelques jours avant le scrutin, est allée à Ankara promettre à M. Erdogan toutes sortes de choses : reprise des négociations pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, libre circulation des Turcs dans l'espace Schengen, aide financière renforcée. Cet appui est ahurissant quand on sait le rôle pernicieux joué par la Turquie dans les conflits du Proche-Orient: en bref, le sud de la Turquie voit passer deux flux contraires mais également dangereux. De l'Ouest vers l'Est, passent les milliers de djihadistes qui viennent du monde entier et qui s'en vont renforcer Daesh. De l'Est vers l'Ouest vont des milliers de réfugiés syriens ou irakiens qui rejoignent la côte d'Asie Mineure pour tenter de passer en bateau en Grèce. Non seulement M. Erdogan les laisse passer mais on a de sérieuses raisons de croire qu'il encourage ces passages. Le Sud de la Turquie, disait récemment un journaliste turc critique d'Erdogan, est devenu un "boulevard pour djihadistes". Si le premier flux, celui des djihadistes se tarissait, la paix reviendrait vite en Syrie.

Et si le second flux se tarissait, l'Europe ne serait plus confrontée à l'immense problème des réfugiés. C'est dire combien M. Erdogan est un personnage toxique. Et Mme Merkel va l'aider à se faire réélire ! Je précise que ce ne sont pas les 2 millions de syriens réfugiés à la frontière turco-syrienne qui viennent chez nous car ceux-là, parqués dans de vrais camps de concentration, n'ont pas le premier sou à donner aux passeurs, sauf à être passeurs eux-mêmes comme l'était, semble-t-il, le père du petit Aylan. Les Syriens qui viennent en Europe sont issus pour une partie de la petite bourgeoisie de Damas : ils vont prendre un bus à la frontière syrienne (des lignes spéciales sont organisées) pour le port de Tripoli au Liban et ensuite, ils prennent un bateau pour la Turquie occidentale et tentent après cela de passer en Europe. Cela leur coûte entre 5 000 et 10 000 euros alors que si Mme Merkel, qui semble demandeuse, levait les sanctions à l'encontre de la Syrie et leur accordait des visas, les Syriens pourraient prendre sans risques pour 300 € un avion direct pour Berlin. C'est dire combien derrière la prétendue ouverture de la chancellerie, se cache d'inhumanité. Ce flux n'existait pas avant l'été. Il a démarré cet été : il est organisé par des mafias de passeurs mais protégé, dit-on, par les services secrets turcs- et d'autres.

Au passif du président turc on peut aussi mettre les discours injurieux qu'il est venu faire sur le territoire français à ses compatriotes émigrés à Strasbourg et à Bruxelles; injurieux pour la France et injurieux pour l'Europe. Pourquoi le président turc semble-t-il, malgré son hostilité viscérale à notre égard, donner le tempo à l'Europe et même à l'OTAN ? Il faut faire bien sûr la part de la lâcheté européenne dont les effets sont en tous domaines de plus en plus graves. Vous avez vu l'inconséquence de Merkel, vous connaissez la mollesse de Hollande. Il faut le dire: il n'y a plus de pilote dans l'avion en Europe occidentale. Mais Erdogan n'aurait pas tant d'assurance s'il n'avait l'appui discret mais, semble-t-il, déterminé des Etats-Unis. Ses intérêts convergent avec ceux de Washington : il est (pas toujours mais le plus souvent) contre les Russes, il est contre la Syrie de Bachar el Assad. Il joue aussi contre l'Europe, mais croyez-vous que les Etats-Unis veuillent tant de bien à celle-ci ? Les ambassadeurs américains prêchent pour que l'Europe assume sa diversité religieuse et culturelle : Erdogan est un bon instrument de cette politique. Ajoutons que Washington tient à garder La Turquie dans l'OTAN et, pour cela, le ménage. Que le sommet du G20 se tienne en Turquie est un signe fort de l'appui que Washington apporte à Erdogan. L'alliance de la Turquie et d'Israël a longtemps été solide, même si au fond de lui-même Erdogan déteste l'Etat hébreu et qu'elle a pris du plomb dans l'aile. Mais il se peut qu'il en reste quelque chose. Erdogan a aussi l'appui des monarchies du golfe.

Quels sont les risques à court, moyen et long terme pour l'Europe de maintenir son alliance avec une personnalité comme M. Erdogan. Est-ce outrancier de considérer que l'Europe a au moins autant de contradictions avec M. Erdogan qu'avec Bachar Al-Assad ?

Il est évident que Bachar Al Assad nous pose beaucoup moins de problèmes que Recep Erdogan. Certes le régime de Bachar Al-Assad, comme jadis celui de Saddam Hussein ou comme aujourd'hui celui de maréchal Al-Sissi en Egypte est une dictature ; mais il y en a d'autres et je ne suis pas sûr qu'elle soit pire que les autres, notamment par le respect des minorités religieuses qui a toujours existé en Syrie. Surtout, depuis que la Syrie a retiré ses troupes du Liban, Bachar Al-Assad n'a pas d'ambitions hors de ses frontières. Il ne prétend pas à l'empire du monde. Dans la période récente, il ne nous a jamais créé le moindre problème (ce nous inclut Israël), c'est au contraire nous qui lui en avons créés, en premier lieu Washington mais Paris aussi. M. Erdogan a au contraire des visées impérialistes affichées.

Avant d'être au pouvoir, en 1999, il avait repris ces déclarations d'un poète turc : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupes nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ». Cela pour partir à la reconquête de l'Europe. Erdogan a le vif sentiment de l'humiliation qu'avaient subie les sultans de Turquie partis à la conquête de l'Europe après la prise de Constantinople (1453) , aux XVIe et XVIIe siècles, quand ils avaient été arrêtés à Lépante (1571) puis devant les remparts de Vienne (1683) . C'était la deuxième tentative d'islamisation de l'Europe après celle de 732 qui avait échoué à Poitiers.

Erdogan veut mener une troisième tentative : en entrant dans l'Union européenne et en encourageant l'entrée massive de musulmans, et en comptant sur notre décadence qui n'a pas de secret pour lui, il espère que l'Islam sera dominant en Europe. Le Turcs ne s'étaient pas seulement répandus en Europe, ils tenaient aussi une grande partie du monde arabe: renverser Assad et placer un protégé à Damas, serait pour Erdogan une manière de venger la défaite infligée aux Trucs en 1917, quand le colonel Lawrence et le chérif de la Mecque Hussein ont reconquis Damas au bénéfice des arabes...

Mais ce ne serait pas la première fois que l'Europe se trompera d'ennemi. Savoir reconnaître son vrai ennemi, c'est l'art politique par excellence. Ceux qui se trompent sur leur ennemi se préparent à de singuliers malheurs. L'Europe a-t-elle le choix ? Y-a-t-il une autre stratégie possible que celle qui consiste à s'en remettre à M. Erdogan ?

Bien sûr qu'il y a une autre stratégie possible. Cela suppose de la part des Européens un plus grand courage pour regarder en face les agissements du personnage et aussi de ne pas se laisser aller aux actions de corruption qui sont menées dans certaines capitales occidentales. Cela suppose également surtout une émancipation vis à vis des Etats-Unis qui sont sans aucun doute complices de M. Erdogan. Mais là aussi il faut du courage. On peut imaginer que pour contrer les menées d'Erdogan, l'Europe s'appuie un peu plus sur Vladimir Poutine qui, malgré les tentatives avortées de rapprochement Moscou-Ankara qui ont eu lieu l'an dernier, a toute les raisons de se méfier de la Turquie, ennemi séculaire de la Russie.

Que faire ? C'est simple. Au lieu de promettre comme Mme Merkel (en échange d'autres promesses d'Erdogan comme celle de combattre Daesh, qui ne seront évidemment pas tenues), il faut menacer. Dire simplement : si vous n'arrêtez pas les deux flux, de djihadistes d'un côté, de réfugiés de l'autre et nous savons que vous en avez les moyens, nous suspendrons tous les avantages que votre situation de pays en préadhésion vous ont valus de la part de l'Union européenne : tarifs préférentiels, subventions abondantes etc.

Mais pour tenir ce langage, encore faudrait-il que ceux qui dirigent l'Europe, à Bruxelles, Berlin et à Paris, ainsi que les dirigeants de Washington ne soient pas secrètement en phase avec les visées de M.Erdogan: soutenir Daesh et Al Nosra (alias Al Qaida) en Syrie pour renverser Bachar Al-Assad, faire venir une main d'œuvre pas chère en Europe et singulièrement en Allemagne. Or je ne suis pas sûr du tout qu'ils ne le soient pas. atlantico.fr 13.11

Commentaire d'un internaute.

- L'Europe est devenue folle

Remarquable article qui synthétise tout ce qui se dit au sujet de cet individu depuis des années. Un quasi dictateur islamiste qui utilise sa position géostratégique comme un élément de chantage vis à vis d'A. Merkel prête à tout pour maîtriser le flux d'immigrés clandestins qu'elle a favorisé Rappel des concessions prévues (ou consenties?) par l'UE à la Turquie = 3 milliards de dollars d'aide financière, reprise de négociations d'adhésion avec l'UE et possibilité pour les Turcs de voyager sans visa dans les pays de l'espace Schengen à partir de 2016 Un vrai cauchemar que l'on doit à Mme Merkel il va falloir que l'on se réveille pour éviter cette catastrophe.

Complément dans le registre de la stratégie du chaos et de la guerre

Le terrorisme sioniste ou le ferment de l'antisémitisme.

- Italie : un juif orthodoxe agressé à l'arme blanche - euronews.com

Renforcement de la sécurité à Milan après qu'un juif orthodoxe de 40 ans, de nationalité israélienne, a été blessé jeudi soir. euronews.com 13.11

- Manifestations pro-pakistanaïses au Cachemire - euronews.com

L'Etat du nord de l'Inde a été à nouveau le théâtre de violences ce vendredi après les prières.

L'Etat du nord de l'Inde a été à nouveau le théâtre de violences ce vendredi après les prières. La police a du tirer des gaz lacrymogènes pour disperser des lanceurs de pierre, en colère après la mort de l'un des leurs, lors d'une manifestation le 7 novembre dernier. euronews.com 13.11

Propagande et déstabilisation de la Russie.

La Fédération internationale d'athlétisme suspend la Russie , effet immédiat. - euronews.com

ACTUALITE EN TITRES

[Une entreprise compromettante.](#)

- Créer son entreprise : une aventure humaine - Francetv info

[Incroyable, ils ont épargné Fouquet's!](#)

- Les Champs Elysées se mettent au vert, les menus du Fouquet's aussi - LeFigaro.fr

[Votez PS, c'est voter MEDEF !](#)

Elections régionales en Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon : La présidente du MEDEF régional en position éligible sur la liste « socialiste » - legrandsoir.info 12.11

... sous couvert de société civile, on découvre la présence de la présidente du MEDEF héraultais Marie-Thérèse Mercier sur la liste du PS. Celle qui est pudiquement présentée comme « présidente d'un syndicat patronal » se retrouve en 7^e position, donc très éligible ! legrandsoir.info 12.11

Récapitulons : Voter PS, c'est voter MEDEF, et appeler à voter PS au second tour, ce sera aussi appeler à voter MEDEF. Ce sera notamment le cas d'EELV et du Front de gauche. Mais au fait, et hier et avant-hier, c'était quoi appeler à voter pour le PS ? Pardi, la même chose ! Non, si, absolument. Ceux qui sont incapables de le concevoir sont eux-mêmes trop corrompus ou si éloignés du socialisme...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

- Bahreïn : le peuple dit non à la base militaire britannique - sahartv.ir

Diverses régions de Bahreïn étaient après la prière du vendredi le théâtre des manifestations contre le déploiement de la base militaire britannique dans ce pays.

A l'issue de la prière de ce vendredi, appelé par les groupes révolutionnaires "le vendredi de non", les Bahreïnais ont manifesté partout dans le pays en guise de protestation contre la mise sur pied d'une base militaire britannique à Bahreïn. Les manifestants qui portaient également des photos du Cheïkh Ali Salman secrétaire général du Parti Wefaq de Bahreïn ont scandé des slogans, exigeant la libération d'Ali Salman, la réalisation des revendications du peuple et la fin des agressions du régime des Ale Khalifa.

A noter que le procès du secrétaire général du parti Wefaq a été reporté au 14 novembre. Selon l'agence d'information Al-Ahed, la cour d'appel de Bahreïn a reporté jeudi au 14 novembre, le procès d'Ali Salman faute de nombre suffisant de magistrats. A rappeler aussi que la cour de cassation n'avait pas appelé Cheïkh Ali Salman à assister à la séance de jeudi ; les raisons n'ont pas été encore annoncées aux avocats du Cheïkh Salman. sahartv.ir 13.11

Syrie

- Zahiya: le Hezbollah va-t-il lâcher Damas? - sahartv.ir

Les militaires de l'armée syrienne et les combattants du Hezbollah libanais ont repris, vendredi, le contrôle des cités de Banesse et de Rasm al-Sahridj, situées dans la banlieue Sud d'Alep.

Selon la chaîne d'informations libanaise, Al-Mayadeen, les militaires de l'armée régulière de la Syrie et les forces de la Résistance libanaise sont arrivés à libérer deux cités de la banlieue Sud d'Alep des mains des terroristes.

Quelque temps auparavant, les soldats syriens s'étaient infiltrés, dans la ville d'Al-Hazer, située à 30 kilomètres, au Sud d'Alep, et ont conquis la ville, en moins de quatre heures. Suite à cet assaut des militaires de l'armée, les terroristes du Front Al-Nosra et d'Ahrar Cham ont pris la poudre d'escampette, pour rejoindre la cité d'Al-Iss, à l'Ouest d'Al-Hazer. Mais l'armée syrienne a, tout de suite, pilonné Al-Iss et a tiré deux cents obus de mortier, en moins d'une heure, sur les positions des terroristes, dans cette cité. La conquête d'Al-Iss et d'Al-Hazer signifie la libération entière de l'autoroute Alep-Damas et le blocage des routes d'approvisionnement des terroristes. sahartv.ir 13.11

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre 2015

CAUSERIE

La pire menace vient des institutions de la Ve République qui conduisent des pans entiers de la société au désespoir, légitiment le chômage de masse, la précarité généralisée, l'aggravation de la pauvreté, toutes les guerres auxquelles elles participent en Afrique, au Moyen et Proche-Orient.

On a réalisé rapidement cette causerie en sacrifiant le seul jour de congé de ma compagne Selvi.

[Un courriel reçu auquel on répond en partie dans cette causerie.](#)

Salut Jean-Claude,

Sur ta question : La majorité des militants vont-ils virer à droite toute ou à gauche ?

Tu as encore tapé juste camarade en te posant la bonne question. Pour ce qui me concerne, moi je vire encore et toujours à gauche toute.

Un petit signe positif, cette image avec ce slogan en PJ est apparu ce matin, elle viendrait du NPA... pour une fois que le NPA à mon sens retrouve le bon chemin, je la porte comme étendard. (Lis plus loin ce que j'en pense - J-C T)

Par contre fleurissent chez les militants et ceux qui ne sont pas militants, des images sur fond bleu, blanc, rouge, donc malheureusement des images qui montrent qu'une fraction non négligeable de la population se radicalise à droite. Malgré un discours de Valls de ce soir sur le 20h de TF1, « Ce que je veux dire aux Français, c'est que nous sommes en guerre », « Et parce que nous sommes en guerre, nous prenons des mesures exceptionnelles et nous frapperons cet ennemi pour le détruire, ici en France, en Europe, mais aussi en Syrie et en Irak. », je vois que même certains militants de "gauche", n'ont pas encore pris de distance avec ce bleu, blanc, rouge. (Ils sont comme Mélenchon, ils ont le coeur "qui saigne" à gauche, et le portefeuille à droite rempli de pansements... - J-C T)

A suivre camarade, mais il y a des signes sur Facebook, que "l'unité nationale" fonctionne moins par-rapport aux attentats de Charlie Hebdo. Par exemple, tous ceux qui avaient mis l'image "je suis Charlie" de manière spontanée, ne mettent pas tous les images cocardières qui circulent sur le net sur leur profil. Fin du courriel

[Voilà en toile de fond les causes réelles du carnage de vendredi à Paris](#)

Le succès des efforts diplomatiques sera aussi étroitement lié à l'évolution du rapport de force sur le terrain, où les Etats-Unis pilotent depuis plus d'un an une coalition internationale contre l'EI en Syrie et en Irak voisin tandis que Moscou mène aussi des frappes accusées de soutenir le régime syrien. AFP 14.11

Ce sont les mercenaires de l'OTAN qui ont réalisé ce carnage commandité par leurs maîtres, dont l'Etat français.

Nous développons ce thème dans cette causerie.

Populisme d'extrême gauche.

Le NPA, la voix de Washington ou de l'OTAN.

- Communiqué du NPA. Leurs guerres, nos morts: la barbarie impérialiste engendre celle du terrorisme - 14.11

"Cette barbarie abjecte en plein Paris répond à la violence tout aussi aveugle et encore plus meurtrière des bombardements perpétrés par l'aviation française en Syrie suite aux décisions de François Hollande et de son gouvernement.", faux sur toute la ligne.

En réalité ces attaques ne sont pas une réponse mais la poursuite de la même politique de l'impérialisme américain (que soutient Hollande) afin d'atteindre ses objectifs en Syrie, il détruit les infrastructures de la Syrie de même que Hollande à défaut de pouvoir bombarder Damas en espérant que le peuple syrien se retourne contre Assad qui incarne la souveraineté de la République arabe syrienne pour le renverser.

Bref, à en croire le NPA l'intervention militaire américaine et française en Syrie et le recours à une armée de mercenaires fantatiques sanguinaires (Emirat islamique et Al-Qaïda) ne correspondrait pas à une stratégie politique planifiée à l'avance, elle serait le produit de décisions "aveugles" ou d'erreurs toujours excusables partant du principe que nul n'est parfait en ce bas monde, ceci n'est pas dit ici expressément mais sous-entendus pour qui sait lire attentivement, mieux encore, les barbares agiraient tout aussi aveuglément et ils n'agiraient pas selon les ordres de quelques commanditaires ou Etats, ce qui revient à nier les réelles intentions des Américains et leurs alliés, à nier les liens qui existent entre les membres de cette coalition militaire et les mouvements issus d'Al-Qaïda. Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi ?

Contrairement à ce que pourrait laisser penser ce discours en apparence radical en affirmant que ce carnage serait le produit d'une "violence aveugle", en réalité il ne sert qu'à cautionner la poursuite de la guerre que mènent les puissances occidentales et les monarchies du Golfe contre la République arabe syrienne et à laquelle participe le gouvernement français. La preuve en est fournie dans le paragraphe suivant.

"Ces bombardements sont censés combattre l'État islamique, les terroristes djihadistes, en fait, avec l'intervention et les bombardements russes, ils protègent le régime du principal responsable du martyr du peuple syrien, le dictateur Assad.", ici le NPA procède par amalgame pour finalement se ranger au côté de l'OTAN et viser Assad qui incarne la résistance du peuple syrien contre l'agression impérialiste dont est victime la Syrie depuis bientôt 5 ans.

La totalité de leur discours est construit sur la base de contrevérités ou de falsifications de la réalité, le discours de l'OTAN de fait, qui ne sert qu'à justifier l'analyse qui consiste à prétendre que la coalition militaire emmenée par les Américains ne serait pas impliquée dans les actions menées par "les terroristes djihadistes" car ils seraient leurs ennemis, de manière à ce qu'ensemble ils puissent poursuivre leur guerre contre la Syrie jusqu'à ce qu'ils atteignent leur véritable objectif, le renversement du régime en place que revendique le NPA au même titre qu'Obama, Erdogan, Salmane, Netanyahu et Hollande.

Alors comme on vient de le voir ils ont repris les arguments de l'OTAN pour justifier cette guerre contre le peuple syrien et exprimer leur soutien à Hollande qui y participe, ils peuvent écrire tranquillement : *"Nous refusons toute union nationale avec les responsables des guerres, la bourgeoisie, Hollande, Sarkozy et Le Pen."*, refus qui n'a aucune valeur, sinon de camoufler la collusion du NPA avec les représentants de l'impérialisme français, sa capitulation et la trahison de la cause qu'il prétend servir.

En complément, pour que les lecteurs comprennent bien comment s'y prend le NPA aligner sur l'OTAN et le gouvernement français pour tromper militants et travailleurs, on reproduit différents passages de cet article qui confirment ou amplifient, démontrent si c'était encore nécessaire avec quel acharnement le NPA s'emploie à ménager ou protéger les puissances occidentales et leurs alliés du Golfe (et au-delà) de toute accusation de collusion ou complicité active avec les mouvements terroristes qu'en réalité ils ont créés de toutes pièces, financés, armés.

- *"La barbarie impérialiste et la barbarie islamiste se nourrissent mutuellement."* non, l'impérialisme américain a créé deux entités militaires qui doivent servir ses intérêts : l'OTAN et Al-Qaïda.

- *"La seule réponse aux guerres et au terrorisme"*. En fait, les guerres et le terrorisme sortent du même tonneau, ils ont les mêmes fournisseurs d'armes, les mêmes banquiers, les mêmes commanditaires !

- *"ce système capitaliste qui engendre la barbarie"*. En réalité, la barbarie c'est le système capitaliste. Pourquoi les séparer ? Parce qu'il faudrait vaincre la barbarie et assurer la pérennité du système capitaliste, cela tombe bien c'est la préoccupation de l'oligarchie financière d'assurer sa survie et c'est la raison pour laquelle elle a engendré ces barbares, ses alliés et non ses ennemis.

- *"Pour mettre fin au terrorisme, il faut mettre fin aux guerres impérialistes"*. Non, il faut mettre fin au capitalisme, au régime,

aux institutions de la Ve République sans lesquelles la classe dominante serait dépossédée des moyens politiques, financiers, matériels et militaires pour guerroyer.

Dans un autre article du NPA daté également du 14 novembre, Vos guerres, nos morts, on pouvait lire :

- "*une guerre contre des ennemis pas toujours bien identifiés*", ben voyons, tartufe !

- "*Daech fait de la politique. Ce sont des assassins, mais ils font de la politique.*", dans quel registre, celui de l'OTAN, du Pentagone qui leur dictent, mais non, Daech serait le produit d'une génération spontanée chez laquelle la politique serait innée !

Il ne manquait plus que la version officielle du déclenchement de la guerre en Syrie concoctée à Washington et qu'on retrouve inlassablement depuis bientôt 5 ans dans la bouche de tous les médias, experts, commentateurs en tous genres à la solde de l'impérialisme américain.

- "*Avis au prochain qui nous expliquera qu'il ne comprend pas pourquoi les Syriens fuient vers l'Europe : depuis plus de 4 ans et demi, c'est le 13 novembre tous les jours en Syrie. Et c'est votre nouvel allié Assad qui en porte la responsabilité première, en ayant réprimé sauvagement un soulèvement alors pacifique.*"

- "*Nous vivons dans un monde en guerre. Et cela permet à certains de faire des affaires.*", l'auteur de cet article, Julien Salingue, devait sans doute faire allusion à la campagne financière lancée par le NPA pour récolter 500.000 euros, une somme dites-donc !

Une fois qu'on a remis les choses à leurs place, en fait de *Vos guerres, nos morts*, il fallait lire : Nos guerres, vos morts.

Précisons que l'analyse à laquelle nous venons de nous livrer ne concerne pas uniquement le NPA, puisque l'interprétation fournie par le NPA de la question syrienne tourne en boucle, est martelée depuis des mois ou des années dans tous les médias et les partis institutionnels.

Un exemple qui le confirme.

LO - Un massacre atroce et inqualifiable 14.11

- "*L'horreur des attentats perpétrés à Paris et à Saint-Denis renforce ceux que leurs auteurs prétendent combattre.*" Il ne sera pas question de pointer leur complicité, il faut ménager Hollande et les institutions de la Ve République, le régime.

Nathalie Arthaud peut ensuite déclarer : "*nous n'avons aucune solidarité avec l'État français et avec ses dirigeants politiques. Ceux-ci ont une large part de responsabilité dans les guerres qui ensanglantent aujourd'hui le Moyen-Orient*", inutile de vous donner tant de peine, car refuser de dénoncer la compromission de "*l'État français*" avec les barbares revenait à l'assurer de la "solidarité" de LO. Et pour que le camouflage soit complet il fallait ajouter que "*Lutte ouvrière n'ajoutera pas sa voix au concert de l'unité nationale*", qu'en réalité elle soutient par non-dit interposé en ménageant le régime, procédé particulièrement fin et sournois parce que la plupart des militants n'ont pas forcément à l'esprit que les non-dits en disent parfois plus que de longs discours sur les réelles intentions de leurs auteurs.

Au passage, les militants constateront que ces partis feignent d'ignorer le contenu des centaines d'articles sur la Syrie qui ont été publiés depuis 2011 par différents médias alternatifs et qui sont accessibles à tous sur le Net, pour finalement emboîter le pas à la propagande de la réaction à des degrés divers.

D'autres exemples de désinformation.

Atlantico - Il faut être convaincu d'une chose : la France est en guerre contre les organisations salafiste-djihadistes (Al-Qaida "canal historique" et Daesh) et il convient que nos concitoyens en soient persuadés. atlantico.fr 14.11

Il y a fort à parier que dans les jours ou semaines qui viennent, tous ceux qui s'opposeront à cette version frauduleuse de la réalité seront traités de complotistes, de traîtres, d'ennemi de la France. Il faut absolument que chaque Français se sente en guerre, puis aspire à la guerre, de telle sorte que si une véritable guerre engageant la France était déclarée ils y adhèreraient comme un seul homme, ce procédé relève de la guerre idéologique et psychologiques contre tout un peuple qui est en paix et aspire avec tous les peuples, c'est ce qui exaspère la réaction au plus haut point.

Nous disons aux travailleurs, si vous voulez faire la guerre, c'est contre les institutions de la Ve République et le CAC40 qu'il faut tourner vos armes, contre un régime qui vous voue à la déchéance et qui veut vous livrer à une nouvelle boucherie pour mieux y parvenir, rompez avec lui, organisez-vous, adoptez le socialisme et abattez-le avant qu'il ne soit trop tard.

Le Monde - La Turquie est confrontée au problème des cellules dormantes de l'organisation Etat islamique (EI) sur son territoire". lemonde.fr 14.11

Là il s'agissait de nier les rapports noués entre Erdogan et Emirat islamique et de présenter la Turquie comme une victime des barbares.

Ceci dit, s'il entrait demain dans la stratégie américaine de disloquer la Turquie en se servant de l'Emirat islamique, ils n'hésiteraient pas un seul instant...

Le POI n'est pas en reste

- Le Parti ouvrier indépendant condamne avec la plus grande énergie l'horrible carnage perpétré à Paris le 13 novembre
- latribunedestravailleurs.fr 14.11

Le POI tient sensiblement le même discours que le NPA et LO : union et deuil national oblige, épargner les institutions et le régime, éviter de faire apparaître la collusion qui existe entre le gouvernement et les barbares qu'ils arment, un secret de polichinelle, s'en tenir à une dénonciation stérile de la politique impérialiste du gouvernement, alors qu'elle est commandée par la crise du capitalisme et s'inscrit dans le cadre des institutions de la Ve République.

- *"combattre pour que ces faits épouvantables ne se reproduisent pas implique de combattre contre la guerre dont cette barbarie, qui s'e tend au monde entier, est l'enfant naturel."*

- *"C'est cette politique qui déchire les nations et sème la barbarie dans le monde entier."*, il n'y a pas d'un côté *"cette politique"* et d'un autre *"la barbarie"*, c'est cette politique qui incarne la barbarie, qui est synonyme de barbarie, cela n'a pas du tout la même signification ou implication politique. On comprend pourquoi ils ne peuvent pas en venir à qualifier la politique du gouvernement ou le régime, les institutions de la Ve République, le gouvernement de barbares. Fini le temps où on scandait socialisme ou barbarie, ils ont introduit un troisième élément ou ils ont fractionné en deux la barbarie qui existerait à côté du régime capitaliste avec lequel elle se confondait autrefois, dorénavant il existerait le socialisme, la barbarie et le régime capitaliste, et naturellement ce n'est pas contre ce dernier qu'ils axeront leur politique.

En somme il suffirait de changer de politique pour que la barbarie disparaisse, alors qu'en réalité, c'est de régime qu'il faut changer pour que la barbarie disparaisse. Oui mais cela implique d'affronter les institutions de la Ve République, de rompre avec leurs représentants, les appareils syndicaux vendus, cela le POI en est incapable.

Et on trouvait la même précaution d'usage inutile pour masquer sa capitulation devant le régime.

- *"Ce combat implique — plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons — que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat."*, à croire qu'ils sont comptables de la politique des autres organisations, bienvenue au club des opportunistes !

[Du 11 septembre 2001 au 13 novembre 2015.](#)

La référence au 11 septembre 2001 a le mérite de mettre en relief les commanditaires du massacre du 13 janvier à Paris. Les mêmes que ceux qui ont organisé le coup d'Etat du 11 septembre 2001.

- Attaques terroristes à Paris : affaibli en Syrie, comment l'Etat islamique cherche désormais à terrifier l'Europe pour exister - Atlantico.fr

Alain Chouet est un ancien officier de renseignement français. Il a été chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE de 2000 à 2002.

Alain Chouet : Cela fait presque un an que les services de renseignement agitent le drapeau d'alerte pour essayer de faire comprendre que, le jour où l'EI perdrait pied militairement sur le terrain, il dégènerait stratégiquement (comme al-Qaïda dans la période 1998-2001) et dériverait vers ce genre d'action pour continuer de conserver une crédibilité, d'exister politiquement et de recevoir des soutiens extérieurs.

Nous sommes arrivés à ce point.

(On n'assiste pas à une dégénérescence mais à un changement de stratégie de l'impérialisme américain embourbé en Syrie et en Irak. Tous les porte-parole de l'OTAN tiennent un discours consistant à faire croire que l'Emirat islamique qui a vu le jour il y a un

an serait une organisation indépendante de tout Etat, et que comme par enchantement du jour au lendemain elle se serait dotée d'une armée de dizaines de milliers de mercenaires disposant d'une capacité financière et militaire capable de résister à l'assaut de la coalition militaire internationale la plus puissante qui n'ait jamais existé, et dire qu'il y a des crétins de militants qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience ou de développement intellectuel pour le croire, c'est consternant, en fait c'est comme lorsqu'on évoque d'autres questions politiques, ils sont malhonnêtes et croient ce qui les arrange. - LVOG)

Alain Chouet : En affaiblissant réellement sur le terrain les forces militaires de l'Etat islamique et de différents groupes djihadistes, l'intervention conjuguée des forces russes en Syrie et kurdes en Irak contraint les responsables politiques et militaires salafistes à revoir leur dispositif et à manifester une capacité de nuisance « universelle ». Affaibli sur le terrain, l'Etat islamique va tenter de susciter des tensions violentes et un mur de haine entre les communautés musulmanes résidant en Europe et les pays d'accueil. Le meilleur moyen d'y parvenir est de contraindre ces pays d'accueil à des mesures coercitives difficiles à différencier et à moduler contre les communautés musulmanes. Atlantico.fr 14.11

(Ils n'ont pas pu prendre la décision de mener l'opération de vendredi à Paris.

Sachant qu'il existe différents clans qui s'affrontent à Washington et au Pentagone sur la marche à suivre pour garantir l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain, il est peut-être trop tôt pour le dire avec certitude, mais il se pourrait bien que le carnage de vendredi ait été commandité par le clan des néoconservateurs les plus extrémistes afin de convaincre Hollande de ne pas lâcher Erdogan, à moins que ce soit l'inverse, un avertissement histoire de lui faire comprendre que son implication au côté de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar avait assez duré, et qu'il ferait mieux de ne pas se mêler de ce conflit qui ne concernait que les Américains et les Russes qui cherchent un compromis pour sortir du borbier syrien. - LVOG)

Les dernières infos.

- L'EI revendique les attentats de Paris, plus de 120 morts - Reuters

"C'est un acte de guerre qui a été préparé, organisé planifié de l'extérieur et avec des complicités intérieures que l'enquête permettra d'établir", a déclaré François Hollande à l'issue d'un conseil de défense convoqué samedi matin à l'Elysée.

Le parquet de Paris a annoncé qu'une enquête avait été ouverte des chefs d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs criminelle pour préparer des atteintes criminelles à la personne. Reuters 14.11

Massacre prémédité.

- Des responsables européens font le lien entre les attentats de Paris et les réfugiés - LeMonde.fr

- L'un des terroristes du stade de France est passé par la Grèce - LeFigaro.fr

L'information a été publiée sur le site Internet du très sérieux quotidien iKathimerini puis a été confirmée par le vice -ministre de la protection civile, Nikos Toskas: un des terroristes de Paris est passé par la Grèce en octobre. C'est la découverte d'un passeport syrien près du corps d'un des auteurs des attaques du Stade de France qui a permis de parvenir à cette conclusion. Les services grecs ont pu établir que son détenteur «est arrivé, le 3 octobre dernier, sur l'île de Leros, dans le Dodecanèse, ou il a été enregistré selon les règles de l'Union Européenne».

Débordée par l'afflux de migrants ces derniers mois, la Grèce est équipée depuis peu par Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, d'un nouveau système informatique permettant de relever les empreintes des arrivants, afin de les identifier. Voyageant parmi un groupe de 69 réfugiés, le terroriste a pu - après avoir laissé ses empreintes - obtenir son statut de demandeur d'asile, se rendre à Athènes et rejoindre la France. LeFigaro.fr 14.11

Commentaire d'un internaute.

- *"Daesh/Ei n'avait-elle pas dit qu'elle enverrait des milliers de djihadistes en Europe ? relire les articles de février 2015, (Figaro : L'Etat islamique menace d'envoyer 500.000 migrants en Europe depuis la Libye), octobre 2014 "Les chefs de l'organisation terroriste Etat islamique (EI) projettent d'envoyer en Europe des djihadistes déguisés en réfugiés, annonce dimanche la radio Deutsche Welle." etc etc."*

Confusion. Ce que vous ignorez hélas et c'est cela l'essentiel, c'est que c'était l'OTAN ou les Américains par la voie d'Erdogan qui avait agité cette menace. Ils l'ont mise à exécution voilà tout.

Etat policier et Etat de guerre. Instrumentalisation et surenchères sur fond de guerre idéologique.

- Attentats de Paris : Hollande retrouve ses habits de chef de guerre - LeParisien.fr
- Manuel Valls : «Nous sommes en guerre» - Liberation.fr
- Jérôme Fourquet (Ifop) : «Le sentiment d'insécurité monte crescendo dans le pays» - LeFigaro.fr
- Marine Le Pen: "La France et les Français ne sont plus en sécurité" - AFP
- Attentats à Paris : Facebook active son outil permettant de dire "Je suis en sécurité" - La Tribune
- Les attentats risquent d'entraîner "un repli sur soi" dans la société - AFP
- «Bloody Friday»: il va falloir dépasser collectivement les phénomènes de sidération et de tétanisation - Slate.fr
- Le drapeau français se répand sur les réseaux en réaction aux attentats - LeFigaro.fr
- Trois jours de deuil national: du jamais-vu sous la Ve République - LeFigaro.fr
- Une minute de silence dans les établissements scolaires lundi - LeFigaro.fr
- Brassards noirs et « Marseillaise » d'hommage sur les terrains de sport dans le monde entier - LeMonde.fr
- La Bourse de Paris ouvrira normalement lundi - Reuters
- Manuel Valls : « Nous devons anéantir les ennemis de la République » - LeMonde.fr (T'es mort ! - LVOG)
- Attentats : Longuet évoque « l'internement administratif » qui « fonctionnait » « au moment de la guerre d'Algérie » - Public Sénat (Ex-GUD, un facho nostalgique. - LVOG)
- 4000 personnes en "centres d'internement": la proposition scélérate de Laurent Wauquiez - Le Huffington Post

"Dans la quasi-totalité des attaques terroristes que nous avons connues, il s'agissait d'individus qui étaient déjà surveillés. On ne peut plus attendre qu'ils passent à l'acte. Je demande que toutes les personnes fichées [soit 4000 personnes, NDLR] soient placées dans des centres d'internement anti-terroristes spécifiquement dédiés", a déclaré Laurent Wauquiez, le secrétaire général des Républicains ce samedi à l'AFP sans préciser si cette proposition avait été validée par le président de son parti, Nicolas Sarkozy.

Quelque 4000 personnes font en France l'objet de fiches dites S de renseignement, notamment des islamistes radicaux.

Selon l'ancien ministre, "nous sommes en guerre et c'est eux ou nous. Il faut agir: oui pour l'état d'urgence mais il faut aller jusqu'au bout de ce qu'il permet".

La dernière fois que la France a installé sur son sol des centres d'internement remonte à la guerre d'Algérie sous la IVe République. En mars 1956, l'état d'urgence est remplacé par les pleins pouvoirs. Le gouvernement de Guy Mollet est alors autorisé par les députés "à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire".

En métropole, quatre camps accueilleront jusqu'à 5000 internés algériens. En 1957, seules des personnes ayant été frappé d'une condamnation judiciaire préalable pouvaient y être enfermées. L'ordonnance du 7 octobre 1958 lèvera cette restriction en étendant l'assignation à résidence à toutes les "personnes dangereuses pour la sécurité publique en raison de l'aide matérielle, directe ou indirecte, qu'elles apporteraient aux rebelles des départements algériens".

La question demeure: s'il veut "interner" les personnes fichées, Laurent Wauquiez ira-t-il jusqu'à réclamer les pleins pouvoirs pour François Hollande? Le Huffington Post 14.11

Et dire que lorsqu'on affirme qu'il faudra exterminer cette pourriture on passe pour des extrémistes, des gauchistes...

- Vers un couvre-feu à Lyon ? - LePoint.fr
- Lagarde (UDI) appelle à "une réunion en urgence de l'Otan" - AFP

- C'est la guerre ! Mais les Français ne le savaient pas...- LePoint.fr

Comme quoi ils auraient mieux fait de se connecter à notre portail.

C'est un fait que Mélenchon n'est pas ingrat et qu'il n'a jamais craché dans la soupe que le régime lui servait.

Mélenchon (youtube) : A l'égard des terroristes le député européen estime que le " mépris qui les accable doit leur être strictement réservé" publicsenat.fr 14.11

Nous, nous réservons notre mépris à tous les représentants du régime, dont Mélenchon. Quant à ces terroristes, une balle dans la tête ferait l'affaire, avec un silencieux de préférence pour nous épargner le désagrément du bruit de la détonation, à moins qu'il existe un moyen plus économique, expéditif, plus hygiénique pour les exterminer.

Désinformation et propagande. Un aveu. Il faut croire que cela n'avait jamais été le cas.

- Syrie: pour Juppé, la "priorité" est désormais d'"écraser Daech" - AFP

- "Nous sommes en guerre" pour "détruire" le groupe EI, dit Valls - AFP

Cela fait un an qu'une coalition militaire constituée de plus de 40 Etats disposant de la force de frappe la plus puissante jamais imaginée et d'armement hyper sophistiqué prétend lutter contre Daech sans parvenir à le vaincre, comment ne tient pas debout, personne ne peut croire pareille farce. En réalité les gouvernements français successifs depuis mars 2011 n'ont cessé de soutenir les différentes organisations terroristes qui sévissent en Syrie et en Irak, souvenez-vous, en décembre 2012 Fabius s'en était vanté en déclarant qu'Al-Nosra faisait "du bon boulot", on n'invente rien.

Et les médias belliqueux, dégoulinant de haine, au verbe vengeur et assassin, d'appeler à la guerre (de classe).

Puisqu'aucun Etat n'a déclaré la guerre à la France, une fois que l'idée de la guerre sera bien incrustée dans les cerveaux, ils pourront facilement l'orienter vers l'Etat qu'ils leur auront désigné, la Russie par exemple, qui sait ?

Le peuple étant toujours aussi ignorant et manipulable, certains individus particulièrement fragiles ou déséquilibrés pourraient s'en prendre à ceux qui ne leur ressemblent pas, c'est un appel au crime gratuit et crapuleux, à la guerre civile...

- Après le choc, la presse envisage la "riposte" - AFP

Après le choc causé par les pires attentats jamais commis en France, la colère et la volonté de faire bloc mais aussi de "rendre coup pour coup" sont au coeur des analyses de la presse dominicale.

A l'unisson des autres titres, le quotidien sportif L'Equipe est "en deuil".

"Le chagrin et la colère" ont saisi Le Figaro qui, comme Libération, paraît exceptionnellement, deux jours après les actions kamikazes revendiquées par le groupe Etat islamique, qui ont ensanglanté Paris et fait 129 morts.

"Je suis Paris" titre justement Libé, reprenant un slogan qui fait florès sur les réseaux sociaux, à l'instar du "Je suis Charlie" qui avait été scandé après les attentats de janvier.

"Résistons", clame Le Parisien/Aujourd'hui en France dans un numéro spécial.

"La France est en guerre. En guerre contre un terrorisme totalitaire, aveugle, terriblement meurtrier", insiste le directeur du Monde Jérôme Fenoglio dans son éditorial.

"Cette guerre, maintenant chacun l'a compris, ne fait que commencer", prévient Alexis Brézet du Figaro.

Laurent Joffrin de Libération livre "la conclusion (qui) s'impose avec son terrible réalisme: les Français doivent désormais vivre avec le terrorisme".

Mais "nous ne remporterons aucune victoire durable sur le terrorisme en laissant place au rejet de l'autre", avertit Guillaume

Goubert dans l'éditorial diffusé sur le site internet du quotidien catholique La Croix.

Le mot d'ordre d'unité est relayé par toute la presse. C'est "la République face à la barbarie" qui se dresse ainsi à la Une du Journal du dimanche. (Enfin la stratégie du POI légitimée ! - LVOG)

Pour Dominique Jung des Dernières Nouvelles d'Alsace, "le vrai enjeu est l'affirmation des valeurs républicaines". "On nous fait la guerre. Unis, nous saurons faire face à cette inacceptable folie", renchérit Jean Levallois de la Presse de la Manche.

ne sais pas si "nous sommes en guerre", comme le clament les médias. Je sais, en revanche, qu'il nous faut réapprendre à penser la guerre sans paniquer", confie l'écrivain et journaliste Jean-Claude Guillebaud dans son billet dominical paru dans Sud-Ouest.

L'heure est à l'unité mais aussi à la riposte, insistent de nombreux éditorialistes aux accents martiaux.

"Notre démocratie ne peut être sauvée qu'avec les armes de la République", fait valoir Jean-Claude Souléry de La Dépêche du midi.

Certes, "refusons toujours la haine. Restons civilisés", martèle David Guévert de Nord Littoral. "Mais acceptons aussi qu'il n'y aura pas de solution qui ne ressemble à une éradication du mal."

Car "le temps est venu de rendre coup pour coup, d'être impitoyable face à nos ennemis, de l'intérieur comme de l'extérieur", assure Raymond Couraud dans L'Alsace.

"Même si le prix à payer pour contrer cet ennemi doit s'ériger en riposte musclée, la France a le devoir d'entrer en résistance", affirme Philippe Palat dans les colonnes du Midi libre.

"Contre la brutalité, il n'est qu'un principe : la force. Contre la sauvagerie, qu'une loi : l'efficacité. (...) Pour gagner la guerre, il faut la mener", conclut Alexis Brezet dans Le Figaro. AFP 14.11

[Un coup de pouce pour "un coup d'accélérateur" ? A quoi ? A la destruction de la Syrie ou à la défaite des Américains et ses alliés ?](#)

- Un espoir de règlement sur la Syrie dans la foulée des attentats de Paris - AFP

Les grandes puissances se sont entendues samedi à Vienne sur un calendrier de transition politique en Syrie, qui achoppe encore sur le sort de Bachar al-Assad, un coup d'accélérateur déterminé par les attaques terroristes qui ont frappé Paris.

Rencontre d'ici le 1er janvier entre représentants de l'opposition syrienne et du régime de Damas, formation d'un gouvernement de transition dans les six mois, organisation d'élections d'ici 18 mois : jamais les efforts diplomatiques pour sortir du conflit syrien n'avaient débouché sur une feuille de route aussi précise.

"La réunion a été entièrement placée sous le signe" des attentats sanglants qui ont frappé la France vendredi soir, a expliqué le ministre allemand des Affaires étrangères Franz-Walter Steinmeier. Ces événements ont "accru la détermination à aller de l'avant", durant ce deuxième round de négociations en quinze jours, a-t-il estimé.

Avant le début des discussions, qui ont duré environ six heures, les représentants des dix-sept pays et trois organisations internationales, réunis autour des chefs des diplomaties américaine et russe, avaient appelé à surmonter leurs divergences pour renforcer la lutte contre le terrorisme.

Le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre met entre parenthèses les sujets de tension pour insister sur les points d'accord.

Le Groupe international de soutien à la Syrie, regroupant tous ces participants, "est tombé d'accord sur la nécessité de réunir le gouvernement syrien et des représentants de l'opposition pour des négociations formelles, sous les auspices de l'ONU, dès que possible, avec l'objectif du 1er janvier" prochain.

Les grandes puissances, dont les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne, les pays arabes et l'Iran, "ont affirmé leur soutien à un cessez-le-feu et à un processus mené par les Syriens, qui d'ici six mois (...) établira un calendrier pour rédiger une nouvelle Constitution", a poursuivi le Groupe. "Des élections libres et équitables auraient lieu conformément à cette nouvelle Constitution d'ici 18 mois".

"Ca a encore l'air utopique, mais nous avons toutes les puissances autour de la table", a relevé M. Steinmeier.

Pour autant l'Iran et la Russie, derniers soutiens du régime syrien, s'opposent aux Etats-Unis et leurs alliés arabes et européens sur l'avenir du président Assad et sa place dans une éventuelle transition politique en Syrie.

"Nous avons toujours des divergences concernant ce qu'il doit advenir de Bachar al-Assad", a indiqué le Secrétaire d'Etat américain John Kerry lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue russe Sergueï Lavrov et du représentant de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura.

"Nous avons confirmé que le futur de la Syrie sera décidé exclusivement par le peuple syrien", a prévenu M. Lavrov, dont le pays mène des frappes en Syrie depuis le 30 septembre en soutien au régime de Damas. "Cela concerne bien entendu également le sort du président Assad et celui des autres politiques de ce pays", a-t-il ajouté.

Ni le régime syrien ni ses opposants ne sont pour l'instant présents à Vienne.

La Russie comme l'Iran s'opposent aussi aux Etats-Unis et à leurs alliés sur les groupes syriens devant être qualifiés de "terroristes" et ceux pouvant être considérés comme appartenant à l'opposition. La Jordanie sera chargée de "coordonner une liste commune de groupes terroristes" sus l'égide du Conseil de sécurité de l'ONU, à partir des propositions des différents participants, a expliqué M. Lavrov.

Les attentats de Paris "justifient" d'intensifier la lutte contre des organisations radicales armées telles que le groupe Etat islamique (EI) ou le Front al-Nosra, branche d'Al-Qaïda en Syrie, a souligné Sergueï Lavrov. AFP 14.11

[La réaction des autorités syriennes](#)

- Paris souffre d'un terrorisme auquel fait face la Syrie depuis cinq ans (Assad) - sahartv.ir

Le président syrien Bachar al-Assad a réagi aux explosions terroristes qui ont secoué, vendredi soir, la capitale française, Paris, faisant des centaines de morts.

Selon Russia Today, le chef de l'Etat syrien Bachar al-Assad a présenté ses condoléances à son homologue français François Hollande pour la mort des centaines de citoyens français dans les attentats terroristes à Paris. « La France a souffert, vendredi, de la barbarie des terroristes à laquelle est confrontée la Syrie depuis cinq ans », a dit le président syrien. sahartv.ir 14.11

- Assad est le président élu des Syriens (Poutine) - sahartv.ir

Le président russe a une fois de plus insisté sur la position immuable de son pays envers la crise syrienne réitérant que Bachar Assad est le président élu du peuple syrien auquel revient à lui seul de décider de son propre sort et du sort de ses dirigeants.

Dans une interview avec l'agence de presse russe Interfax et l'agence turque Anatoli, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que le principal objectif des frappes aériennes russes en Syrie était de combattre le terrorisme. « La Russie est soucieuse de savoir comment les puissances étrangères pourront aider le peuple syrien à l'emporter sur les terroristes et à sortir de la crise actuelle. La diplomatie russe examine, activement, toutes ces propositions », a déclaré le président Poutine.

Le maître du Kremlin a réitéré que pour une lutte plus efficace contre le terrorisme, la communauté internationale devait arriver à une entente sur les groupes qui devront être considérés comme terroristes. « Cela ne se limite pas seulement à l'établissement d'une liste de ces groupes terroristes, mais encore il faut envisager leurs modes d'emploi et préparer une liste unifiée de groupes extrémistes », a ajouté le président russe. sahartv.ir 14.11

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Italie : violences entre forces de l'ordre et manifestants opposés à la réforme scolaire - Francetv info

A Naples (Italie), une manifestation contre la réforme de l'école de Matteo Renzi a dégénéré, vendredi 13 novembre. Deux

jeunes hommes et quatre policiers ont été blessés lors d'affrontements entre manifestants et policiers en tenue antiémeute. Les violences ont débuté lorsque les élèves protestataires ont voulu forcer le barrage policier qui protégeait le bâtiment de la Confédération générale de l'industrie italienne, raconte La Repubblica (en italien).

La réforme appelée "La Bonne école" contestée

Des enseignants et des élèves contestent la "Buona Scuola", la réforme de la "bonne école", voulue par le Premier ministre Matteo Renzi. Celle-ci prévoit plus d'histoire de l'art, de musique, de sport, de langues. Elle compte aussi introduire plus d'autonomie des écoles et une rémunération des enseignants au mérite. Syndicats enseignants et étudiants estiment donc que la "Buona Scuola" donne trop de pouvoirs aux directeurs d'établissement. D'autres marches ont lieu dans d'autres villes, comme à Rome. Francetv info 13.11

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre 2015

CAUSERIE

La mousson a quelque peu perturbé notre organisation. J'ai profité d'une accalmie pour aller faire des courses, j'y ai passé 3 heures en cavalant, du coup j'ai dû achever la causerie comme j'ai pu, c'est un peu bordélique et je m'en excuse, mais il y a matière à réflexion. On a laissé de côté quelques infos.

Hollande et le PS, le parti de la guerre, de la réaction sur toute la ligne, on se demande comment il y en a qui ont pu le présenter comme un parti ouvrier pendant plus d'un demi-siècle, à notre avis ils ont un sérieux problème politique à résoudre...

Il ne faut pas oublier non plus que sans la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde, un tel épisode aurait sans doute été impossible. La question qui est désormais posée à tous les militants est de savoir si elle est irréversible ou non ? En attendant la réaction a un boulevard devant elle et elle en profite.

Vidéos.

Nouvelle théorie sur les attentats de Paris (Charlie Hebdo) : Le «management de la terreur»

Grave accusation sur Hollande au sujet des attentats

Entrevue d'un ancien correspondant de presse en Afghanistan pour la première chaîne allemande, Cristoph Hörstel analyse les attentats de Paris (Charlie Hebdo), le 4 mars 2015.
<https://www.youtube.com/watch?v=hZhbvwDyaLo>

- Quand un gouvernement est impopulaire et rencontre des difficultés pour appliquer sa politique, il recourt au management de la terreur en orchestrant des attentats dans son propre pays où les laissera commettre, dont il tirera profit par la suite... LVOG

Comment la racaille décide de notre sort.

Voici comment sont votées les lois. (Ajoutée le 13 nov. 2015)
<https://www.youtube.com/watch?v=-V-i2UsH9z0>

Un petit aperçu effarant du processus de vote des lois. Ici, la loi de Santé en passage devant la Commission des affaires sociales, le 9 novembre 2015.

Quelques réflexions sur le coup d'Etat terroriste du 13 novembre. Son contexte et ses conséquences.

1- Une fois de plus, quand on lit les nombreux articles publiés par des médias alternatifs sur les actes de guerre orchestrés en France le 13 novembre par une ou des puissances étrangères à l'aide de mercenaires recrutés spécialement pour accomplir ce carnage, et qu'on les compare avec le contenu insipide des communiqués ou des articles rédigés par les partis ou d'autres formations du mouvement ouvrier, on est obligé de constater qu'ils sont totalement déconnectés de la réalité, et par conséquent ils sont incapables d'en fournir la moindre interprétation cohérente ; d'ailleurs ils ne s'y risquent pas, à part pour reproduire les sempiternels lieux communs qui sont gravés dans leurs cerveaux complètement sclérosés et qui font office

chez eux de propagande en guise d'information, ce qui laissera leurs militants totalement désemparés et désarmés politiquement pour affronter la situation et le gouvernement ou la réaction, à croire que sur ce plan-là ils poursuivent les mêmes objectifs que Hollande envers la population. Nos dirigeants sont vraiment en dessous de tout, au mieux inutiles, au pire nuisibles à notre cause.

2- Renforcer l'aspect bonapartiste ou dictatorial des institutions de la Ve République, afin, sous prétexte de guerre au terrorisme, de se donner les moyens politiques, policiers, militaires et juridiques à la fois pour restreindre les droits politiques des opposants au régime et mieux les réprimer en cas de menace de soulèvement révolutionnaire.

Quand ils ne peuvent plus gouverner comme avant et que les masses laborieuses ne peuvent plus vivre comme avant, il est tant de se débarrasser des oripeaux de la démocratie et de recourir à la guerre... à défaut que ce soit les masses révolutionnaires qui s'en chargent pour s'emparer du pouvoir politique.

3- Vous aurez remarqué qu'aucun média n'a fait le rapprochement entre l'attaque qui s'est produite à proximité du Stade de France où se trouvait justement Hollande à ce moment précis, comme si c'était lui qui était personnellement visé. Incroyable mais vrai, comme quoi la totalité des médias sont totalement corrompus. Peut-être ont-ils attendu de voir comment Hollande allait exploiter cette attaque et de quelle manière elle allait se répercuter sur la politique qu'il avait adoptée sur la Syrie.

Pourquoi Hollande était-il visé? Parce qu'il n'aurait pas tenu parole. Envers qui ? Ceux qui ont décidé d'engager toutes ces guerres au Moyen-Orient depuis le 11 septembre 2001 ? Qui sont-ils sinon ceux qui sont les réels propriétaires des puits de pétrole de la région, notamment. A moins ce ne soit pour l'obliger à assouplir sa position et qu'il cesse de s'opposer à Obama. A moins que nous ayons loupé quelque chose, il nous est impossible de trancher à l'heure qu'il est entre ces deux hypothèses. Une indication. Hollande et Fabius vont-ils cesser d'être les ambassadeurs d'Erdogan et Netanyahu ? Les derniers développements fournissent quelques éléments de réponses à cette question en attendant la suite.

4- Le mobile du crime ?

Après les attentats de Paris, le G20 unanime pour renforcer la lutte contre le terrorisme - euronews.com 16.11

La guerre à tous les peuples pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

4.1- La Syrie: François Hollande a pourtant bel et bien changé de pied, cet après-midi, en annonçant son intention de discuter avec Barack Obama et Vladimir Poutine pour unir nos forces" contre "notre ennemi" Daech... Insuffisant, donc pour certains. A gauche, le député PS François Loncle salue, lui, ce bouger diplomatique: "Nous étions peu nombreux à ne pas vouloir renvoyer dos-à-dos Daech et le régime syrien". leexpress.fr 16.11

4.2- Inflexion du président français

Le principe d'une rencontre bilatérale (avec Poutine - LVOG) est acquis, sans précision de date ou de lieu toutefois pour l'instant. Et, bien que les divergences persistent, notamment sur les cibles des raids aériens russes et le sort du dirigeant syrien qui restent un obstacle pour les Etats-Unis, l'Europe et des pays du Golfe, l'inflexion du président français a été soulignée à Moscou. lemonde.fr 16.11

4.3- François Hollande a annoncé qu'il souhaitait parvenir à « une grande et unique coalition » contre l'EI en Syrie, jugée « indispensable » par le chef du Kremlin. Au même moment, ou presque, le président russe, qui s'exprimait à l'issue du sommet du G20 à Antalya, en Turquie, revendiquait en effet devant la presse la paternité de l'initiative : « J'en ai parlé lors de la session de l'ONU consacrée à ses 70 ans. J'ai parlé exactement de cela et les événements tragiques qui ont suivi [à Paris] ont confirmé que nous avons eu raison. »

« La France faisait partie des pays qui ont adopté une position très dure envers le sort du président Al-Assad personnellement. Nous avons entendu tout le temps de nos amis français que le règlement de la question du départ du président Assad devait être une condition préalable pour des changements politiques », commentait pour sa part M. Poutine, assénant dans la foulée : « Est-ce que cela a protégé Paris contre l'attentat terroriste ? Non. »

A Antalya, le président russe a cherché à pousser plus loin son avantage. Alors qu'il avait été accueilli froidement par les dirigeants du G20, il y a un an encore, lors du précédent sommet en novembre 2014, cette fois les images de ses multiples rencontres bilatérales, notamment avec le roi d'Arabie saoudite, ont été largement diffusées. « J'ai donné des exemples, basés sur nos renseignements, du financement de l'Etat islamique par des individus, a souligné le président russe. Nous avons établi que ce financement provient de 40 pays, y compris, parmi eux, de certains pays membres du G20. » « J'ai aussi montré à nos partenaires de nombreuses photos satellites qui montrent très clairement l'ampleur du trafic illégal de pétrole [de l'EI], a-t-il poursuivi. Nous voyons des colonnes de véhicules de ravitaillement s'étirant sur des dizaines de kilomètres. »

« Il est vraiment difficile de nous critiquer »

A contrario, a-t-il fait valoir, ces « informations » ne sont pas partagées par les Occidentaux depuis le début des frappes aériennes russes, le 30 septembre. « Ils ont peur de nous donner des informations sur les territoires que nous ne devons pas frapper, par crainte qu'ils ne deviennent l'endroit exact de nos futures frappes et que nous allons les trahir. Il est évident que ce point de vue est basé sur leur propre conception de la décence humaine », a ironisé le chef du Kremlin. Mais, « il est vraiment difficile de nous critiquer », a-t-il souligné, en assurant que « le contact » avec l'opposition syrienne « sur le terrain » avait été établi. lemonde.fr 16.11

Hollande avait choisi le camp de la pire réaction, des va-t-en-guerre composés du clan des néoconservateurs (républicains et démocrates) américains, des sionistes, d'Erdogan, de l'Arabie saoudite et du Qatar, des barbares qu'ils ont armés, contre celui favorable à une solution politique en Syrie incarnée par Assad, Poutine et Obama, le peuple syrien qui aspire avant tout à la paix.

En complément

- Hollande peut-il s'allier avec Poutine sans l'être de fait avec Assad? - Le Huffington Post

Ce qui sous-entend qu'Obama serait de fait allié à Assad...

- Raffarin: la France doit s'appuyer sur le régime d'Assad pour vaincre l'EI - AFP

4.4- Contrer ou isoler le clan des jusqu'au-boutistes.

Dans son allocution de clôture du G20, le président turc a fixé le cap : "Nous avons discuté de notre responsabilité conjointe contre les atrocités de Daesh qui n'a définitivement rien à voir avec l'islam", a martelé Recep Tayyip Erdogan. Et de rappeler les objectifs des négociations en cours : "La protection de l'intégrité territoriale de la Syrie, l'élimination des composantes terroristes et la restauration d'une structure légitime et démocratique sont les principaux objectifs. Assad, qui a massacré son propre peuple, n'a aucune place dans l'avenir de la Syrie." lemonde.fr 16.11

5- La menace, elle provient de ceux qui nous gouvernent qui créent le terrorisme, l'alimentent, l'instrumentalisent, de la complicité qui existe entre l'ensemble des partis de l'extrême droite à l'extrême gauche qui soutiennent le régime ou chacun à leur manière la politique antisociale et impérialiste du gouvernement. Elle s'inscrit dans le cadre du fonctionnement des institutions de la Ve République totalement subordonnées aux besoins du capitalisme en crise dans la perspective de l'établissement d'une dictature mondiale.

Chacun aura pu observer au lendemain de ces attaques programmées de longue date (lire plus loin), que la Constitution et les institutions de la Ve République constituent le cadre à partir de laquelle le régime engage une nouvelle offensive contre le prolétariat, et que cela fait plus de 10 ans qu'on martèle qu'il faut combiner (subordonner) notre intervention dans la lutte des classes au combat contre les institutions de la Ve République, tandis que l'ensemble des partis dits ouvriers s'y opposent obstinément.

- Attentats: l'exécutif veut réviser la Constitution pour créer "un régime civil d'état de crise" - AFP

Institutionnaliser la crise du capitalisme en faillite et sans avenir autres que le chaos, la guerre et la barbarie.

- Hollande a surpris lundi en proposant la modification de la Constitution pour renforcer ses prérogatives. - libération.fr 16.11

Le porte-parole des Républicains, Sébastien Huygues : « Nous ne voyons pas l'intérêt d'une réforme constitutionnelle. Pour l'instant, ce n'est pas utile » affirme-t-il, soulignant qu'« il y a tous les outils » nécessaires dans les textes et la Constitution. AFP 16.11

Il a raison, tout y est, elle est tout à fait adaptée à la destruction de tous nos droits sociaux et politiques, à la guerre, mais tous les partis dits ouvriers l'ignorent ou font comme si elle n'existait pas. .

En famille avec l'extrême droite. Soutien du Front de gauche à la dictature de la Ve République.

Le leader du PCF Pierre Laurent salue le "renforcement des moyens de sécurité, qui sont les bienvenus". "Mais nous voulons étudier la proposition de réforme constitutionnelle et réfléchir, attention au risque de menaces sur les libertés publiques fondamentales." lepress.fr 16.11

[Assassinats de masse prémédités par l'Etat. Ils savaient.](#)

Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve et les renseignements généraux savaient depuis trois mois que cette attaque était programmée.

La preuve.

Attentats de Paris : l'interview vérité du juge Marc Trévidic enflamme le web - Atlantico.fr 15.11

L'ancien juge antiterroriste Marc Trévidic, le 14 novembre, sur France 2, a répondu aux questions de David Pujadas, et a notamment expliqué qu'à l'anti-terrorisme, "les gens qu'on arrêtait et qui voulaient bien reconnaître les faits nous disaient : l'Etat islamique ne rêve que d'une chose c'est d'attaquer la France, et ils mettront les moyens nécessaires".

"A travers des projets qui ressembleraient à celui-là ?", demande David Pujadas.

"Le dernier que j'ai vu, c'était mi-août. Et on lui avait demandé de faire un attentat dans un concert de rock", répond le juge.

David Pujadas, interloqué, le coupe : "Vous nous dites qu'il y a trois mois, il y avait quelqu'un dans votre bureau qui vous parlait d'un attentat dans un concert de rock ?!"

"Oui, tout à fait, c'est ce qu'on lui avait demandé de faire. C'était l'Etat islamique.

Marc Trévidic lance ensuite à un David Pujadas qui peine à y croire : "Je pense que si l'émir de l'Etat islamique en Syrie demande à main levée à ses recrues 'qui veut aller faire un attentat en France', vous aurez 200 bras levés en une demi-seconde."

Il dénonce ensuite l'inaction des gouvernements, responsable selon lui de la situation actuelle. "Ils ont une capacité de projection qui est importante et qui est logique, puisque pendant trois ans on les a laissés grossir et devenir surpuissants. On a laissé un monstre grossir. Quand un groupe terroriste est fort, il s'exporte."

Citant les exemples du GIA algérien ou d'Al Qaïda, il regrette : "C'est toujours la même histoire : on laisse un groupe se développer et on dit 'Ah ! On a un monstre devant nous ! Ben ouais !'" Atlantico.fr 15.11

En complément. Intox.

- Massacre du 13 novembre: les "failles dans le renseignement" commencent à apparaître AFP

Qui peut croire après les révélations faites par le juge Marc Trévidic, que les services de renseignements n'étaient pas informés de la préparation de ce massacre ? Hollande, Valls, Fabius, Cazeneuve et Le Drian de fait. Ils en portent la responsabilité.

[Différents aspects de la situation qui découlent du 13 novembre](#)

A qui profite le crime ? Suivez le guide.

Ils ont du flair, mieux ils sont même blasés.

- Wall Street occulte les attentats en France et finit en hausse - Reuters

Certes, le CAC 40, l'indice phare de la Bourse de Paris, a décroché de 1% à l'ouverture, lundi 16 novembre, mais il s'est bien vite rattrapé, pour terminer la séance sur une quasi stagnation (-0,08%, à 4.804,31 points). Ce n'est pas non plus à Londres que l'on pouvait chercher une once d'émotion, le FTSE 100 ayant gagné 0,46 %, à 6.146,38 points. Ni à Francfort, où le DAX a progressé de 0,05%, à 10.713,23 points. Même indifférence à Madrid, où l'IBEX 35 n'a pas cédé plus de 0,05%, à 10.111,40 points, ainsi qu'à Milan (-0,14%, à 21.842,56 points). letribune.fr 16.11

En réalité, c'était plutôt une bonne nouvelle pour les nantis au regard de la réaction prévisible de Hollande, du gouvernement et des partis institutionnels.

Détourner l'attention des masses exploitées de la politique réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement.

- Attentats de Paris : l'inquiétude de la population - Francetv info

A l'honneur la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

- Attentats: l'exécutif veut réviser la Constitution pour créer "un régime civil d'état de crise" - AFP

- Marine Le Pen salue des "bonnes inflexions" de François Hollande - Reuters

- Attentats: Bayrou (MoDem) juge que Hollande a été "à la hauteur" - AFP

En famille. Les mesures policières et liberticides annoncées par Hollande renforcent l'aspect antidémocratique, bonapartiste, dictatorial du régime de la Ve République

Des annonces qui prennent l'allure d'un tournant sécuritaire dans le quinquennat. Par ces mesures, François Hollande dépasse sa gauche pour tendre la main à sa droite. publicsenat.fr 16.11

Pour le président du groupe Les Républicains du Sénat, Bruno Retailleau : "Dans sa tonalité, c'est un discours sécuritaire".

"Pourquoi avoir autant attendu pour annoncer des mesures que nous avons nous-même préconisées, après les attentats de janvier, tonne le député de Les Républicains (LR) du Pas-de-Calais Daniel Fasquelle. Je pense notamment à la fermeture des mosquées salafistes et de la déchéance de nationalité." Le député et porte-parole LR Sébastien Huygue renchérit: "Il aura fallu des morts pour que nos propositions soient mises en oeuvre. Par ailleurs, il manque à ces propositions tout un volet de politique pénale." publicsenat.fr 16.11

Jusqu'où vont-ils aller ?

- Un Arrêté du Samedi 14 novembre 2015 autorise l'utilisation d'antidotes injectables contre les neurotoxiques de guerre - lesmoutonsenrages.fr 16.11

Guerre idéologique. Couverture des commanditaires.

Qui fait la guerre à qui, à quoi et comment? - Slate.fr

Nouvelles causes, nouveaux combattants, nouvelles armes: les actes de guerre ne sont plus l'apanage des États. Slate.fr 16.11

Mêmes causes, sauver le capitalisme en crise ou lui accorder un nouveau répit, mais cette fois-ci sans forcément qu'il s'effondre ou en recourant à une guerre mondiale, en contraignant tous les Etats à adopter la stratégie néolibérale censée instaurer un nouvel ordre mondial de manière à s'émanciper des contradictions du capitalisme et de la lutte des classes qui serait neutralisée.

Mêmes combattants puisque leur armée de mercenaires est issue du peuple, mais qui au lieu de servir leurs intérêts en temps de guerre leur sert en temps de paix à créer les mêmes conditions psychologiques qu'en temps de guerre pour parvenir au même résultat.

Mêmes armes puisque ce sont eux qui leur fournissent les armes ou leur permettent de s'en procurer facilement, les entraînent, etc.

Le reste du temps ils l'ont laissé proliférer.

- Anonymous menace à nouveau l'Etat islamique - LeMonde.fr

Anonymous, c'est la 5e colonne de la NSA...

Une seule solution : renforcer la surveillance de la population.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus riches de la planète ont adopté une déclaration générale ainsi que des conclusions spécifiques dans lesquelles ils ont promis d'améliorer leur coopération pour limiter "la circulation croissante des terroristes étrangers." LeMonde.fr 16.11

Opération camouflage ou comment alimenter la xénophobie et le racisme.

- Attentats de Paris: Diviser la société française, l'objectif ultime de Daesh - 20minutes.fr

- Une série d'actes islamophobes après les attentats Liberation.fr

Comme en janvier, des lieux de culte ont été dégradés, et des personnes insultées ou agressées, que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans l'espace public. Liberation.fr 16.11

La chasse aux "bougnoles" a repris en France...

A l'extrême droite toute.

- Marine Le Pen salue des "bonnes inflexions" de François Hollande - Reuters

- En Europe, les anti-réfugiés durcissent le ton après les attentats - AFP

Hollande sur les traces de Bush.

- François Hollande s'est exprimé ce lundi devant les deux chambres du Parlement, réunies en Congrès. - Rue89

Les mesures qu'il a annoncées -- parmi lesquelles l'intensification des bombardements en Syrie, la modification de la Constitution, l'augmentation des effectifs de sécurité -- et les mots employés rappellent tristement le discours prononcé par George W. Bush, le 20 septembre 2001, quelques jours après les attentats de New York.

Certains font explicitement la comparaison et parlent de "tournant sécuritaire".

Derrière cet exercice, une inquiétude.

Que ces événements tragiques donnent lieu à une surenchère sécuritaire telle que celle qui a profondément bouleversé la société américaine après le 11 septembre. Rue89 16.15

Mise en pratique sur le champ.

- Cazeneuve annonce 104 assignations à résidence et 168 perquisitions administratives - AFP

Les forces de l'ordre ont mené dans la nuit de dimanche à lundi 168 perquisitions administratives qui ont conduit à 23 interpellations et à la saisie de 31 armes, dans le cadre de l'état d'urgence décrété après les attentats de Paris, a annoncé Bernard Cazeneuve.

Toujours dans ce cadre, le ministre de l'Intérieur a déjà prononcé au cours des dernières 48 heures "104 assignations à résidence" à l'encontre "d'individus qui font l'objet d'une attention particulière de nos services".

Les perquisitions ont eu lieu "dans 19 départements", notamment en région parisienne, à Lille, dans le Nord, à Lyon, à Toulouse, à Marseille, "dans toutes les grandes agglomérations de France", a-t-il précisé lors d'une conférence de presse à Paris, affirmant qu'"aucun territoire de la République n'est négligé". AFP 16.11

On a déjà trouvé.

- Raffarin : « Entre l'autorité et l'Etat de droit, il faudra trouver une frontière » - Public Sénat

Comme l'Etat bafoue déjà le droit international dont il se réclame en bombardant la Syrie, on sait d'avance qu'il s'apprête à sacrifier ce qui reste de l'Etat de droit au profit d'un régime autoritaire.

- Cazeneuve annonce 104 assignations à résidence et 168 perquisitions administratives - AFP

Mettant à profit l'état d'urgence décrété depuis vendredi soir, les forces de police ont interpellé 23 personnes lors de 168 perquisitions effectuées dans la nuit de dimanche à lundi dans de nombreuses villes françaises.

Le cerveau présumé des attentats est un Belge d'origine marocaine Abdelhamid Abaaoud, 27 ans, une figure de l'Etat islamique (EI) qui serait à l'origine de plusieurs attentats ou projets en Europe, a dit une source proche du dossier.

Un haut responsable turc a fait savoir lundi que la Turquie avait alerté à deux reprises, en 2014 et 2015, la France sur l'un des attaquants du Bataclan identifié dès samedi, Ismail Omar Mostefai, mais que les autorités françaises n'avaient formulé de demande d'informations qu'après les attentats.

Passé par le territoire turc fin 2013, il se serait rendu en Syrie fin 2013-début 2014, selon une source proche du dossier. AFP 16.11

Renforcement de l'Etat policier.

- Attentats: 6000 policiers et douaniers supplémentaires - LeFigaro.fr
- Attentats : l'évolution annoncée de la légitime défense saluée par les policiers - LeFigaro.fr
- La Grande-Bretagne va embaucher 2.000 nouveaux espions - Slate.fr

Et pendant qu'ils y sont.

- Washington autorise la vente de bombes à Ryad pour 1,3 milliard de dollars - AFP

[Discours d'un chef de guerre minoritaire et illégitime.](#)

- Attentats : ce qu'il faut retenir du discours de François Hollande devant le Congrès - latribune.fr

Augmentation des moyens des forces de sécurité et de justice, prolongation de l'état d'urgence, modification de la Constitution, le président de la République a présenté, face au élus de l'Assemblée et du Sénat réunis en Congrès, les initiatives et mesures qu'il estime nécessaires en ce temps de "guerre".

Devant le Congrès réuni lundi 16 novembre à Versailles à la suite des attentats terroristes qui ont frappé Paris vendredi, le président de la République François Hollande a annoncé, après la tenue d'une minute de silence en hommage aux victimes, une série de mesures et d'orientations pour "cette guerre qui a commencé depuis plusieurs années" face à laquelle "il faudra du temps et nous armer de patience autant que de dureté".

Prolonger l'état d'urgence

"J'ai décidé que le Parlement serait saisi dès mercredi d'un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois", a annoncé le chef de l'État, après avoir de nouveau déclaré que "la France est en guerre".

"Il sera proposé au Parlement d'adopter un régime juridique complet" pour "l'assignation à résidence et les perquisitions administratives", deux mesures exceptionnelles prévues par la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, afin de prévenir de nouveaux actes terroristes.

Adapter l'arsenal légal

Le président de la République a néanmoins souligné la nécessité d'adopter "un régime constitutionnel d'état de crise" face à cette guerre d'"un autre type".

"Il s'agit de disposer d'un outil pour prendre des mesures exceptionnelles sans compromettre l'exercice des libertés publiques", a-t-il dit.

Il a ainsi demandé à "pouvoir déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou un acte de terrorisme, même s'il est né Français, dès lors qu'il bénéficie d'une autre nationalité", ainsi qu'à pouvoir interdire de territoire un binational "s'il représente un risque terroriste". Le chef de l'État souhaite également faciliter les mesures d'expulsion pour "les étrangers qui représentent une menace grave" pour la sécurité du pays.

Des milliers de postes créés pour les force de sécurité et la justice

"Nous devons renforcer de façon substantielle les moyens dont disposent nos forces de sécurité et la justice", a déclaré François Hollande.

Il a ainsi annoncé la création de 5.000 emplois d'ici 2 ans dans la police et la gendarmerie, de 2.500 postes supplémentaires pour l'administration pénitentiaire ainsi que pour les services judiciaires, et de 1.000 postes pour les douanes. Toute nouvelle réduction d'effectifs au ministère de la Défense est également suspendue.

Les décisions budgétaires seront prises lors de la loi de finances 2016 et "se traduiront par un surcroît des dépenses que j'assume", a argué le président de la République, estimant que "dans ces circonstances, [...] le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité".

Ce renforcement de moyens doit permettre une meilleure lutte contre les trafics d'armes, dont "les peines doivent aussi être significativement alourdies". Par ailleurs, le chef de l'État a appelé à "un examen approfondi" des conditions dans lesquelles les policiers peuvent faire usage de leurs armes, notamment dans le cadre de la légitime défense. Intensifications des opérations en Syrie

"Le terrorisme, nous le combattons partout où des Etats sont menacés dans leur existence même."

"Aujourd'hui il faut plus de frappes, nous en faisons. Plus de soutien à l'opposition anti-Daech, nous l'apportons", a souligné François Hollande, alors que dix chasseurs-bombardiers français chasseurs ont détruit dimanche deux sites tenus par Daech, à Rakka (Syrie).

"Le porte-avion Charles de Gaulle appareillera jeudi, pour la Méditerranée orientale, ce qui triplera nos capacités d'action", a rappelé le chef de l'État.

La lutte contre le terrorisme, une cause internationale

Le chef de l'État a déclaré avoir demandé au Conseil de sécurité de l'Onu (France, Russie, Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine) de se réunir dans les meilleurs délais afin d'adopter une résolution marquant la volonté commune de lutter contre le terrorisme.

"La nécessité de détruire Daech constitue un sujet commun à toute la communauté internationale. La communauté internationale est encore trop divisée et trop incohérente. La France le dit depuis le début du conflit", a-t-il martelé.

"Je rencontrerai dans les prochains jours le président Obama et le président Poutine pour unir nos forces et atteindre un résultat qui, pour l'instant, est encore renvoyé à trop longtemps", a-t-il déclaré. "La France parle à tous, à l'Iran, à la Turquie, aux pays du Golfe", a souligné le chef de l'Etat.

Améliorer le contrôle des armes dans l'UE

"Il est impératif que des demandes depuis longtemps exprimées par la France trouvent une traduction rapide. Je pense notamment à la lutte contre le trafic d'armes qui appelle des textes européens urgents. Je pense aussi au PNR européen. Voilà nos exigences", a détaillé le président de la République.

Le PNR (Passenger Name record) est un échange des fichiers des passagers aériens. Pour l'heure inexistant en France -il aurait dû être opérationnel en septembre-, il doit permettre au gouvernement d'interdire à des citoyens français de quitter le territoire afin d'empêcher le départ des candidats au Djihad en Syrie. Les élections régionales maintenues

Après que les candidats aux élections régionales de tous les partis ont suspendu leur campagne, François Hollande a par ailleurs rejeté un report des élections régionales.

"La vie politique elle même doit retrouver son droit, c'est notre devoir", a-t-il déclaré. latribune.fr 16.11

[Sur le champ de bataille.](#)

- Yémen: vaste offensive antirebelles lancée sur la province de Taëz - AFP 15.11

Et le lendemain...(pas de bol pour l'AFP!)

- Yémen : l'échec d'une opération de la Coalition saoudienne à Taëz - sahartv.ir

Au Yémen, l'armée régulière et les comités populaires ont mis à l'échec une opération de la Coalition saoudienne contre la localité d'Al-Vazaiya, appartenant à la province de Taëz. La Coalition a subi de lourds dégâts.

L'armée yéménite et les comités populaires sont arrivés à mettre en échec une tentative de la Coalition saoudienne qui voulait s'infiltrer à Taëz à partir de quatre directions. Cette attaque de la Coalition saoudienne était menée sous couverture aérienne des chasseurs qui ont pris pour cible les différentes régions de la province de Taëz. Douze personnes dont des femmes et des enfants, appartenant pour la plupart à la même famille, ont été tuées. sahartv.ir 16.11

- Irak : les forces irakiennes ont repris à Daech le bâtiment du tribunal de Ramadi - sahartv.ir

Les forces anti-terroristes irakiennes ont repris à Daech le bâtiment du tribunal situé au Nord de Ramadi, une position stratégique

près du centre de commandement des opérations d'Anbar.

Selon la chaîne de télévision Sumaria, un membre du conseil provincial d'Al-Anbar, Azal Al-Fahdavi a annoncé lundi que les forces de la lutte anti-terroriste avaient libéré le tribunal de Ramadi qu'elles avaient ensuite hissé le drapeau irakien sur ce bâtiment. « Ces opérations ont infligé de lourds dégâts et pertes en vie humaine à Daech », a-t-il poursuivi. De même, les forces anti-terroristes irakiennes avaient précédemment libéré un tunnel secret de Daech, empêchant un kamikaze terroriste de mener son attentat au Nord de Ramadi.

Selon une source kurde, une autre fausse commune avait été découverte au Sud de Sinjar dans laquelle sont enterrés les corps de 50 hommes et femmes. Selon Al-Sumaria, cette fausse commune a été découverte dans la région de Tal Aziz et tous ceux qui y sont enterrés sont des Yézidis que le groupe terroriste Daech a exécutés pendant cette dernière année. sahartv.ir 16.11

[Haut de page ↗](#)

Le 16 novembre 2015

CAUSERIE

Il est 8h30 à Pondichéry, la causerie sera actualisée d'ici quelques heures. On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*, à lire absolument et diffuser à toutes les personnes que vous connaissez, votre famille et vos amis, vos collègues de travail, vos partis, syndicats.

Des militants se demandaient quoi faire, on répondra à cette question plus tard, en attendant vous pouvez ou vous pouvez faire connaître ce portail, donner son adresse à toutes les personnes que vous connaissez ou si cela vous pose un problème, les adresses des portails où nous nous approvisionnons en articles.

Faire circuler, diffuser les informations dont nous avons pris connaissance fait partie de nos tâches politiques, c'est le minimum me semble-t-il, d'ailleurs j'ai du mal à comprendre qu'il faille insister sur cette question qui ne devrait pas porter à polémique, sauf chez les sectaires invétérés qui par leur comportement soutiennent le régime contre lequel nous devons nous rassembler pour l'abattre.

Ils nous ont déclaré la guerre, répondons-leur par la révolution pour les empêcher de continuer de nuire et les vaincre, telle est notre orientation politique.

15 heures à Pondichéry, la causerie et les infos en bref du jour.

Nous ici en Inde, on a un problème plus près du ventre à affronter, ce qui a le don de nous mettre le cerveau en ébullition. Avec la mousson le prix du kilo de tomates est passé de 10 à 85 roupies, celui des aubergines de 7 à 75 roupies, et il en va de même pour tous les légumes et une grande partie des produits alimentaires de base, hormis le riz pour qu'on ne crève pas de faim tout de même.

Des camarades pourraient se demander comme certains l'ont déjà fait précédemment qui est "on". Pardi, ma propre famille, celle de ma compagne Selvi, mes voisins, les gens que je côtoie tous les jours, notre classe quoi, ça y est, vous y êtes, bravo !

Il y en a qui ont besoin de préciser dans leur littérature qu'ils n'ont pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière, allez savoir pourquoi, à croire que ce n'est pas vraiment ce qui se manifeste à la lecture de leurs articles ou ce qui ressort de leur politique, présentée de telle sorte qu'on a toujours l'impression que ce sont des éléments étrangers ou extérieurs à la classe ouvrière qui s'adressent aux travailleurs, à certaines catégories des masses exploitées pour être plus précis, la mauvaise conscience des privilégiés ou de l'aristocratie ouvrière, sémantique ou rhétorique de bureaucrates qui confondent analyse basée sur les faits ou la réalité et propagande basée sur leur théorie, au point que leurs propres militants restent sur leur faim, tandis que les travailleurs guidés par un instinct de survie s'en détournent légitimement.

Un signe révélateur qui a une signification politique sur laquelle on préfère ne pas s'attarder, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres questions embarrassantes.

A force de ne pas se poser de questions ou de refuser de s'en poser pour finalement s'accommoder de tout et n'importe quoi ou presque, le jour où se produit un tournant dans la situation politique qui nécessite de s'en poser un tas, on en est évidemment incapable ou on n'est pas en mesure de se poser les bonnes, c'est normal quand on a pris l'habitude de substituer à l'analyse objective de la situation des principes, des citations, des formules, une théorie érigée en dogme, une démarche

étrangère au marxisme, au "chercheur" qui cherche à comprendre pour agir comme dirait Lénine.

Les mêmes s'estiment investis d'une légitimité qu'ils nous refusent, car leur statut les autoriserait à délivrer des certificats de légitimité à qui bon leur semble, de préférence à ceux qui devraient jouer un rôle dans le mouvement ouvrier, y compris dans le futur, et qui se sont employés avec détermination à le pourrir dans le passé.

Notre légitimité ne tient pas au fait que nous aurions milité autrefois quelques années dans une organisation trotskyste (OCI) et un syndicat ouvrier (FO), elle provient du fait qu'à aucun moment, pas un instant nous n'avons cessé de penser et agir - quand les circonstances le permettaient, en ouvrier, en exploité, en opprimé, en opposant à l'ordre établi que nous haïssons par dessus tout quel qu'il ait été par ailleurs notre parcours au cours des 37 dernières années écoulées, au point que nous nous identifions à n'importe quel travailleur dans le monde en proie à des difficultés pour survivre ou qui croule sous les bombardements et la barbarie.

On ou nous dans notre discours ou nos pensées les inclut, nous faisons plus que les défendre ou les représenter, nous leur donnons la parole, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous n'avons aucun mérite. Quand on a atteint ce stade fusionnel avec notre classe, faire preuve d'une rigueur morale irréprochable à son égard s'impose naturellement sans même qu'on ait besoin d'y penser, en revanche cela implique de fournir un effort intellectuel qu'on ne sera pas toujours en mesure d'assumer il faut le reconnaître ou qui pourra être émaillé de défaillances passagères qu'on corrigera ou comblera au plus vite pour demeurer loyal envers notre cause, notre idéal, le socialisme et au-delà la liberté.

On n'a pas besoin de justifier ce que l'on est, le mouvement ouvrier se transforme trop souvent en tribunal singeant la société pourrie dans laquelle nous vivons, on doit juste justifier les positions et l'orientation politique que l'on a adoptées en développant le processus intellectuel qui nous y a conduit, de manière à ce que chacun puisse librement l'analyser et selon les conclusions il est parvenu, partager les nôtres ou les rejeter. Notre démarche ne consiste pas à fournir des recettes toutes prêtes qu'il n'y aurait plus qu'à apprendre par coeur et à répéter sans cesse ou à appliquer en toutes circonstances, d'où la déception de certains militants qui se demandent encore où nous voulons en venir, non, elle a été uniquement conçue pour permettre à chacun de réfléchir aux questions de notre époque ou qui nous préoccupent, donc en rapport avec notre combat politique, afin de progresser, c'est notre seule ambition ou objectif à ce stade à défaut de mieux sans qu'on ait besoin de s'en excuser car c'est déjà pas mal me semble-t-il.

Dit autrement, nous développons un mode de pensée ou une méthode pour interpréter la société, analyser la situation, etc. que nous essayons de mettre à la portée du plus grand nombre pour que nous soyons les plus nombreux possibles à la partager, vous noterez au passage que notre démarche consiste davantage à partager cette méthode plutôt que nos idées que nous ne voulons imposer à personne, ce qui est logique somme toute, puisqu'il peut nous arriver aussi de mal utiliser cette méthode et donc d'arriver à des conclusions erronées, il nous faut donc concevoir que n'importe quel militant qui serait parvenu à maîtriser plus ou moins cette méthode puisse nous corriger, car il ne commettra pas forcément la même erreur que nous au même endroit, d'où l'intérêt à ce que l'ensemble des militants progressent et qu'on leur en fournisse les moyens. Si vous vous demandiez encore quel intérêt j'avais à animer ce portail et ce courant politique, je viens de vous fournir la réponse. Entre nous, on aurait espéré que nos dirigeants en fassent autant, mais là c'est une autre histoire.

En résumé.

Les institutions de la Ve République se sont transformées en une entreprise de type mafieuse et criminelle au service exclusif d'intérêts privés maquillés en intérêt général ou de la nation, n'hésitant pas à armer des mercenaires d'une cruauté innommable pour commettre ses méfaits sordides et sanguinaires à l'insu de la population qu'elle terrorise en allant jusqu'à la massacrer ou la laisser se faire massacrer le cas échéant pour mieux parvenir à ses fins.

On connaît ses actionnaires, les banquiers, les commanditaires de ces crimes abominables, ceux qui en tireront profit, quant à ses représentants, ils ont pour tâche d'inoculer au peuple l'idéologie du chaos et de la guerre qui doit consacrer leur oeuvre et le conduire en esclavage en gérant au mieux leurs intérêts, ce qui doit passer par la mise au pas du peuple, de neutraliser la lutte des classes, ôter de l'esprit du peuple la notion de classe, de droit, d'indépendance, de liberté; lui ôter en pratique tous ses droits sociaux et politiques. Et la guerre signifie que tout doit y passer, nous sommes avertis.

Ce sont des personnages profondément malfaisants et cyniques, une nuisance qu'il faut combattre et neutraliser, anéantir pour le salut de l'humanité. Quand ils n'ont que la guerre à la bouche, ne devrait-on pas leur répondre en ayant à la bouche que la révolution à leur opposer dans la perspective de les vaincre ? Quand la guerre sonne, si on ne répond pas la révolution, c'est qu'on est aux abonnés absents qui regarde passer l'histoire sans rien y comprendre ou en y jouant qu'un rôle insignifiant, cela ne correspond pas à l'idée qu'on se fait du militantisme qui doit s'armer et doit être apte à assumer des responsabilités, et comme un militant ne peut pas tout faire à lui tout seul, il faut bien qu'il s'organise pour bénéficier des meilleures conditions pour accomplir les tâches qu'il s'est fixé, conditions parmi lesquelles figurent les capacités que les dirigeants de son parti doivent avoir développées. Capacités, qui si elles ne riment pas avec probité et loyauté absolues, n'ont aucune utilité ou pire, seraient nuisibles à notre cause, car la malhonnêteté morale et intellectuelle ne surgissent pas du néant, elles sont la traduction d'un manque de volonté et de courage pour affronter le régime ou le refus de reconnaître qu'on ne parvient pas à adapter les enseignements du marxisme à la situation pour construire le parti ou avancer vers le socialisme, et que par conséquent on a abandonné cet objectif, ce qu'évidemment on ne peut pas avouer, d'où le recours à des procédés infâmes pour conserver son statut de dirigeant et

sa place de permanent

L'imposture et le recours au terrorisme d'Etat en guise de gouvernance pour conserver le pouvoir.

Les parrains des barbares.

- Le président américain Barack Obama s'est engagé à "redoubler d'efforts", avec les autres membres de la coalition internationale, pour "obtenir une transition pacifique en Syrie et éliminer Daech, une force à l'origine de tant de souffrances, à Paris, Ankara et ailleurs sur le globe." euronews.com 15.11

- Samedi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a donné le ton. « Nous en sommes désormais à un point où les mots ne sont d'aucun secours dans la lutte contre le terrorisme. Nous en sommes maintenant à un stade où [la lutte] doit être une priorité », a-t-il déclaré. lemonde.fr 15.11

- Le secrétaire général de l'Organisation de coopération islamique (OCI), le Saoudien Iyad Madania, a lancé dimanche "un appel urgent" à la communauté internationale pour "engager une action commune et soutenue dans une lutte sans merci contre le fléau du terrorisme, devenu l'ennemi principal de l'humanité toute entière". AFP 15.11

- Le ministre des Affaires Étrangères des Emirats Arabes Unis, Anwar Gargash : "Nous avons été à l'avant-garde de la guerre contre le terrorisme et nous continuerons de l'être." euronews.com 14.11

- Syrie : l'armée française bombarde massivement Raqqa, fief du groupe Etat islamique - Francetv info 15.11

La fable des néoconservateurs qui nous prennent pour des "imbéciles".

- Les attentats de Paris mettent Daech en grande difficulté - Slate.fr

Selon un journaliste spécialiste de l'État islamique et de son idéologie, les massacres de vendredi 13 novembre sont le signe d'une perte de contrôle de l'organisation sur ses troupes ou d'un changement de stratégie imbécile. Slate.fr 15.11

L'imposture dévoilée et les imposteurs localisés.

1- Selon la version anglaise du Times of Israel, citant Jonathan Simon-Sellem (photo), des « responsables de la sécurité de la communauté juive française » auraient été prévenus le matin du 13 novembre 2015 de l'imminence d'une « vaste attaque terroriste » dans le pays.

The Times of Israel, November 14, 2015.

Amanda Borschel-Dan - "Just Friday morning, security officials in France's Jewish community were informed of the very real possibility of an impending large terrorist attack in the country, according to Jonathan-Simon Sellem, a freelance journalist and a representative of French citizens in Israel." In "In France, defense experts 'see parallels to Israel'. French-born Israeli Jonathan-Simon Sellem says Jewish community was warned of impending mass terror attack". The Times of Israel, November 14, 2015. (Des responsables de la communauté juive prévenus de l'attaque de Paris (Times of Israel) - Réseau Voltaire 15.11)

Bref, ne cherchez plus qui a orchestré ce massacre ou qui en était le complice pour être si bien renseigné...

2- Les Etats-Unis étaient au courant des attentats de Paris (chef du Parti communiste russe) - sahartv.ir

Le chef du Parti communiste russe Guennadi Ziouganov a déclaré que les agents de renseignements américains notamment la NSA étaient bien au courant des projets d'attentats terroristes à Paris, mais qu'ils avaient gardé le silence, intentionnellement.

Il a confié à la chaîne deux de la télévision d'Etat russe que l'agence de sécurité centrale des Etats-Unis, NSA, outre ses programmes d'espionnage et d'écoute des conversations téléphoniques des millions de personnes aussi bien aux Etats-Unis qu'ailleurs, elle était au courante des projets d'attentats des terroristes à Paris. « Les Etats-Unis restent silencieux en ce qui concerne les attaques terroristes à Paris, car ils veulent en profiter pour justifier leurs propres politiques et démarches », a ajouté le chef du Parti communiste russe. Il a souligné que les Etats-Unis cherchaient à faire croire que sans Washington, les pays européens seraient victimes des attaques des terroristes et qu'ils avaient besoin des capacités militaires et sécuritaires des Etats-Unis pour se défendre face aux groupes terroristes. « Les Etats-Unis envisagent d'accroître la dépendance de l'Europe vis-à-vis à Washington. Le plus important mécanisme pour accéder à cet objectif stratégique est de permettre aux terroristes de perpétrer des attaques terroristes et sanglantes dans les villes européennes », a dit Guennadi Ziouganov.

Selon ce dernier, les Etats-Unis auraient pu informer les services de sécurité et de renseignement français avant que ces attentats ne surviennent, en vue de faire les mesures préventives, mais Washington a gardé le silence, intentionnellement. Il a poursuivi que sans aucun doute, les autorités américaines bénéficieraient des attentats de Paris pour accroître leur influence en France et dans toute l'Europe. « *Dans un proche avenir, l'on sera témoin du développement, davantage, des capacités de l'Otan et de l'augmentation de son budget. Et Washington en profitera pour faire avancer ses objectifs* », a ajouté le chef du Parti communiste russe. Il a ajouté que dans la conjoncture actuelle, les hommes d'Etat américains ne pensaient qu'à assurer leurs propres intérêts et sécurité et que leurs mesures visant à assurer la sécurité de leurs alliés de l'Otan, se limiteraient à de simples slogans. « *Tant qu'une telle politique s'applique à la Maison Blanche et que les Etats-Unis soutiennent certains groupes terroristes, l'on pourra s'attendre à ce que des attentats terroristes similaires aux attaques de Paris se produisent dans d'autres pays européens* », a-t-il indiqué.

Pour mémoire, les attentats terroristes, vendredi soir, à Paris, ont fait au moins 129 morts et 352 blessés dont certains sont dans un état très grave. Les attaques terroristes simultanées dans sept lieux différents de la capitale française qui nécessitent une programmation longue et précise, interviennent alors que dix mois auparavant, en janvier 2015, des attaques terroristes ont visé le siège de Charlie Hebdo et un supermarché casher et tout de suite après, le gouvernement français a annoncé qu'il renforcerait les mesures de sécurité. De ce point de vue, l'incapacité du gouvernement et des appareils sécuritaires français de prévenir les attaques terroristes de vendredi soir, a suscité une grande surprise générale. sahartv.ir 15.11

3- Retour de bâton : la France est-elle consciente de l'aide concrète qu'elle a apportée aux djihadistes en Syrie depuis 4 ans ? - Atlantico.fr

Oui, la France a indirectement apporté beaucoup plus d'aide qu'on ne le croit aux djihadistes par sa politique en Syrie. Voici ce que le président de la République François Hollande pourrait presque écrire à l'Etat islamique.

LETTRÉ DE FRANÇOIS HOLLANDE AUX DJIHADISTES

Messieurs les djihadistes,

Permettez moi de vous le dire. Vous y êtes allés un peu fort.

Non, je ne méritais pas cela, la France ne méritait pas cela.

Après les attentats que vous avez organisés à Paris ce 13 novembre au soir, vous avez clamé victoire sur les "croisés" que nous serions.

Vous nous faites injure. La France est une république laïque qui ne veut avoir rien en commun avec ces gens là. Nous avons renié nos racines chrétiennes: vous comprendrez que nous ne pouvons pas nous voir appelés croisés sans déplaisir.

D'ailleurs les croisés , les vrais, combattaient les musulmans et protégeaient les chrétiens.

Or, nous, depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, non seulement nous ne protégeons pas les chrétiens, mais nous aidons ceux qui les massacrent. Ne prenez pas trop au sérieux tel ou tel ministre que nous avons dépêché dans les camps chrétiens d'Irak: c'est d'abord à usage interne.

Vous le savez, les gouvernements français vous ont aidés depuis quatre ans autant qu'ils l'ont pu . Ayant réduit année après année, notre budget militaire , comprenez que je ne pouvais pas faire beaucoup plus. Nous vous avons néanmoins envoyé beaucoup d'armes, y compris létales, et d'autant plus volontiers que c'étaient nos amis communs de la péninsule arabique, le roi d'Arabie, l'émir du Qatar et les autres émirs qui payaient. Et rubis sur l'ongle.

On a beau être le successeur de Jaurès, il y a de petits bénéficiaires sur lesquels nous ne crachons pas, même si ça fait un peu durer la guerre.

Comme certaines de ces armes que nous livrions étaient assez sophistiquées, nous vous avons envoyé des instructeurs, dont plusieurs anciens légionnaires. Quelques dizaines ont même été faits prisonniers à vos côtés quand les troupes de Bachar el Assad (honni soit-il !) ont assiégé puis repris la ville de Homs. C'était il est vrai du temps de mon prédécesseur. Mais aussitôt arrivé au pouvoir, j'ai tâché, vous les avez, de faire encore mieux que lui.

Nous avons formé dans des camps d'entraînement en Turquie et en Jordanie, aux côtés de nos amis américains, dotés il est vrai de plus gros moyens, les jeunes recrues qui vous arrivent d'un peu partout, y compris de France. Il fallait certes sauvegarder les apparences. Nous les avons qualifiés d'"armée syrienne libre", mais , vous le savez, ces recrues ne vous ont pas manqué: aussitôt formées, la plupart ont rejoint vos troupes.

Il est vrai qu'entre les deux principaux groupes que vous constituez, nous aidons davantage Al Nosra que Daesh. Mais vous comprenez que , Al Nosra se trouvant aux portes de Damas et notre objectif prioritaire restant, comme mon ministre Fabius ne cesse de la proclamer, la chute du régime de Bachar el Assad, c'est eux qu'il fallait aider d'abord. Et puis , je vous le dis, vous les gens de Daesh avez parfois de mauvaises manières : vous produisez des vidéos sur You Tube chaque fois que vous procédez à des décapitations , comprenez que ça fait mauvais genre : comment voulez-vous nous vous aidions ? Les gens d' Al Nosra , eux, ne font pas ça. Ils ont certes la main aussi lourde que vous , surtout quand ils prennent un village chrétien ou alaouite, mais ils sont plus discrets. Ils ont même pris la précaution de changer de nom : ils ne s'appellent plus Al Qaida, ce qui rappelait de mauvais souvenirs aux Américains. Notre ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, est même allé jusqu'à dire qu'ils faisaient du bon boulot!! D'une certaine manière, cela s'adresse à vous tous. Mais il est entendu que nous parlions seulement de votre action contre Assad, pas ce que vous veniez de faire à Paris, bien sûr,

Puisque le régime d'Assad est votre pire ennemi, je vous le dis sans ambages, il est aussi notre pire ennemi. Raison de plus pour vous dire que vous avez exagéré. Au fond, si vous n'aviez pas entrepris ce genre d'action sur notre territoire national, nous avions tout pour nous entendre.

Quand nous avons annoncé au mois de septembre, un peu bruyamment il est vrai, notre participation à une grande coalition contre Daesh, il ne fallait pas nous prendre au mot. Cela aussi était à usage interne. Le premier bombardement que nous avons entrepris, avant la session des Nations-Unis, n'a visé qu'un bâtiment vide en plein désert. Depuis, le régime de Damas nous a interdits d' approcher le porte-avion Charles de Galle de ses côtes, arguant que nous avons bombardé surtout des puits de pétrole lui appartenant. Sans doute exagère-t-il un peu mais tout de même , s'il le dit, ne pensez-vous pas qu'au fond, nous ne sommes pas très dangereux pour vous ?

Nous avons un autre ami commun , le président turc Erdogan . Son parti vient de remporter les élections . Il vous aide de multiples manières, en bombardant vos ennemis kurdes, en permettant aux volontaires venus du monde entier de rejoindre vos rangs - et ils sont de plus en plus nombreux, vous le savez, à le faire - , en vous livrant des armes, et même en organisant une filière de départ vers l'Europe des jeunes syriens qui risquent d'avoir à vous combattre dans les rangs de l'armée syrienne. Cet ami commun, loin de nous plaindre de lui, nous avons vu sans déplaisir et en tous les cas sans la désavouer, Angela Merkel aller le soutenir ostensiblement avant les élections - de fait, au nom de l'Europe et donc en notre nom. Les pays les plus riches de la planète qui forment le G 20 se réunissent dans quelques jours chez lui, à Antalya. Ce sera une consécration pour lui. Un proverbe arabe dit que "les amis de nos amis sont nos amis ". Vous voyez que nous ne sommes pas ennemis !

Et d'ailleurs si nous atteignons notre but qui reste la chute du régime odieux d'Assad, vous pourrez entrer à Damas. Vous avez dit que vous y établiriez la charia : libre à vous. Nous n'interférerons plus alors dans les affaires intérieures de la Syrie. Vous pourrez planter le drapeau du khalifat à 220 Km de Jérusalem et à 85 km de Beyrouth. Allah est grand !

Les attentats que vous avez revendiqués étaient donc inutiles . Cette fois , je m'adresse à Daesh qui , seul l'a fait , mais nous savons votre proximité puisque vos troupes combattent indifféremment sous l'une et l'autre bannière.

Et , moi, président Hollande, compte tenu de ma bonne volonté à votre égard, je ne méritais franchement pas cela. Je vous en supplie, ne recommencez pas, vous me feriez vraiment de la peine. atlantico.fr 15.11

4- Attentats de Paris: Pouchkov dénonce - sahartv.ir

Le président de la commission des affaires étrangères de la Douma russe a dénoncé le suivisme aveugle de l'Elysée des politiques de Washington et son soutien à certains groupes terroristes, actifs au Moyen-Orient, notamment en Syrie.

« Le gouvernement français paie les pots cassés pour son suivisme aux Etats-Unis et les attentats terroristes de Paris viennent à l'appui de cette affirmation », a-t-il ajouté.

Sur le plateau d'une émission politique à la chaîne russe « TV Center », Alexeï Pouchkov, président de la commission des affaires étrangères de la Douma, a déclaré : « Le gouvernement français a apporté un soutien indéfectible, pendant les dernières années, à un certain nombre de groupes terroristes, actifs en Syrie, dans l'espoir de pouvoir renverser le gouvernement légal de Bachar Assad. En ce qui concerne ses politiques envers les évolutions au Moyen-Orient, François Hollande emboîte le pas aux approches des Etats-Unis et ses tendances outre-atlantistes le poussent à alimenter les terroristes en fonds. La France soutenait les politiques ambivalentes des Etats-Unis envers les groupes terroristes au Moyen-Orient et elle faisait partie des pays qui ont divisé les groupes terroristes en « bon terroriste » et en « mauvaise terroriste ». La France considère certains groupes terroristes comme étant les « bons terroristes » et voit en eux une nécessité pour le rétablissement de la démocratie en Syrie. Pourquoi elle ne veut pas respecter le choix des Syriens qui ont voté pour leur président élu, Bachar Assad ?

La France soutenait pendant des années les groupes terroristes qu'elle considérait comme étant nécessaires au rétablissement de la démocratie en Syrie mais elle a finalement reçu un coup très dur de la part de ces mêmes groupes terroristes, un coup très dur qui a laissé dans son sillage des centaines de morts et de blessés.

La France et les autres gouvernements occidentaux qui emboîtent le pas aux politiques des Etats-Unis commettent tous une grande erreur ; ils se concentrent sur le renversement du gouvernement Assad au lieu de mener une lutte sérieuse contre le groupe terroriste Daech. Au lieu de cette lutte laxiste et superficielle qu'ils mènent contre le groupe terroriste de Daech, les Etats occidentaux et les Etats-Unis ont à mener une lutte réelle contre les terroristes et à renoncer à leurs tentatives visant à renverser Assad ». sahartv.ir 15.11

5- Produire son ennemi est devenu un axe de la stratégie occidentale, nous confirmant que dans la structure impériale, il n'y a pas de séparation entre intérieur et extérieur, entre le droit et la violence pure, entre le citoyen et l'ennemi. (Passeport : le retour - Jean-Claude Paye - voltage.net.org 15.11)

6- Dans notre pays meurtri par ce funeste 13-Novembre, le fait que le gouvernement français soutienne des jihadistes à l'étranger, et qu'il commerce sereinement avec leurs principaux parrains étatiques est grave, dangereux et inacceptable ! (13-Novembre : les États occidentaux ne peuvent combattre le jihadisme en soutenant ses parrains pétromonarchiques ! - Maxime Chaix - Mondialisation.ca 14.11)

Quand l'US Army protège Daesh.

- Un hélicoptère US escorte un convoi de Daesh - voltage.net.org 15.11

Selon un reportage de l'agence émirati Hour News, un hélicoptère Apache des États-Unis a escorté un convoi d'environ 200 Toyota Hilux de Daesh en Syrie.

United States Apache attack helicopter following behind ISIS convoy into Syria from Iraq - November 7, 2015
<https://www.youtube.com/watch?v=KFFb5E22TvE>

Quand une parlementaire américaine confirme sur CNN que la CIA soutient al-Qaïda

- U.S. Congresswoman: CIA Must Stop Illegal, Counterproductive War to Overthrow Assad
<https://www.youtube.com/watch?v=Ihkher6ceaA>

Credit CNN <https://www.youtube.com/user/CNN>

Tulsi Gabbard - a Democrat from Hawaii and member of the Armed Services Committee - demonstrates great knowledge and courage to go against the grain in the US and explain the Syria situation along with Russian and US roles the way it is.

Speaking with Wolf Blitzer on CNN, Tulsi explains why the US allying with Islamist extremists to overthrow Syrian President Assad is an illegal, counterproductive war that will cause even more human misery in the region and help ISIS and other Islamist extremists take over all of Syria. Instead of once again being distracted by trying to get rid of a secular dictator, Tulsi explains, the US must stay out of counter productive wars and focus on defeating the Islamist extremists who have declared war on America.

- Sur CNN, une parlementaire US confirme que la CIA soutient al-Qaïda pour renverser Bachar el-Assad - Maxime Chaix - (DeDefensa.org 6 novembre 2015 - Mondialisation.ca 13 novembre 2015)

Extraits.

... cette guerre secrète de la CIA a été confirmée et dénoncée sur CNN par la représentante au Congrès des États-Unis Tulsi Gabbard (Hawaï). À cette occasion, cette courageuse élue a expliqué que ces opérations clandestines visent à renverser illégalement Bachar el-Assad. Plus grave encore, Madame Gabbard a affirmé à plusieurs reprises durant cette interview sur CNN que la CIA soutient directement al-Qaïda, rappelant que cette organisation est pourtant accusée d'avoir attaqué les États-Unis le 11-Septembre.

« [L]es États-Unis et la CIA sont en train d'oeuvrer pour renverser le gouvernement syrien d'Assad, tandis que la Russie – qui est un allié d'Assad depuis longtemps, depuis des décennies –, est en train d'agir pour défendre et maintenir le gouvernement syrien d'Assad et cela, cela nous met dans une position de possible conflit direct, face-à-face avec la Russie aussi longtemps que les États-Unis et la CIA continuent dans cette voie. (...) Les États-Unis et la CIA doivent stopper cette guerre illégale et contreproductive pour renverser le gouvernement syrien d'Assad et doivent rester focalisés sur le combat contre notre ennemi réel, les groupes islamistes extrémistes. Car actuellement, nous voyons pourquoi cela est contreproductif : en oeuvrant (...) pour renverser le gouvernement syrien d'Assad, nous ne sommes pas seulement en train de renforcer nos ennemis, les islamistes extrémistes, qui (...) sont en train de s'emparer de l'ensemble de la Syrie – actuellement, ils ont environ la moitié de ce pays sous leur contrôle –, mais cela nous met également dans une position de potentiel conflit direct, face-à-face avec la Russie, ce qui nous amène au bord d'un potentiel conflit de plus grande ampleur, une situation de type Troisième Guerre mondiale. »

Faisant preuve d'une franchise et d'une lucidité particulièrement rares chez les dirigeants politiques occidentaux – majoritairement hostiles à Bachar el-Assad au point de lui attribuer bien souvent la responsabilité intégrale des victimes syriennes –, la représentante Tulsi a également expliqué durant cette interview en quoi cette guerre secrète de la CIA était illégale, confirmant que l'Agence soutient directement al-Qaïda :

« Tout d'abord, il n'y pas eu de vote au Congrès pour autoriser l'usage de la force, pour autoriser une guerre visant à renverser un gouvernement souverain. Depuis que j'ai siégé [à la Chambre des Représentants], il n'y a eu aucun vote, y compris avant que je sois élue. Donc le peuple américain n'a pas eu l'opportunité de s'exprimer, d'approuver ou de désapprouver une telle guerre. Par conséquent, elle est illégale. Deuxièmement, elle est contreproductive car actuellement, des armements US vont dans les mains de nos ennemis, al-Qaïda et ces autres groupes, des groupes islamistes extrémistes qui sont nos ennemis jurés. Ce sont des groupes qui nous ont attaqués le 11-Septembre, et nous étions censés chercher à les vaincre, mais pourtant nous les soutenons avec ces armes pour renverser le gouvernement syrien. (...) Je ne veux pas que le gouvernement des États-Unis fournisse des armes à al-Qaïda, à des islamistes extrémistes, à nos ennemis. Je pense que c'est un concept très simple : vous ne pouvez vaincre vos ennemis si, en même temps, vous les armez et vous les aidez ! C'est absolument insensé pour moi. (...) Nous en avons discuté [avec des responsables de la Maison Blanche,] à la fois durant des auditions [parlementaires] et à d'autres occasions, et je pense qu'il est important que les citoyens des États-Unis se lèvent et disent "Regardez, nous ne voulons pas aller [en Syrie] et faire ce qui s'est passé avec Saddam Hussein, faire ce qui s'est passé en Libye avec Kadhafi, car ce sont des pays qui ont sombré dans le chaos et qui ont été conquis par des terroristes islamistes à cause des actions des États-Unis et d'autres [pays]." »

Ainsi, la représentante Tulsi confirme ce que j'ai tenté de démontrer dans mon étude récente, soit le fait que la CIA et ses alliés soutiennent directement al-Qaïda en Syrie. En tant qu'élue siégeant à la Commission des Forces armées de la Chambre de Représentants, il s'agit bel et bien d'une confirmation officielle, et non de spéculations. Ce fait est alarmant mais, si l'on en croit Google Actualités, aucun média français n'a repris cette information.

J'avais déjà souligné ce silence médiatique assourdissant lorsque deux députés français avaient affirmé, à des occasions différentes, que la France soutient al-Qaïda en Syrie. Même chose après les révélations fracassantes du général Michael Flynn sur Al-Jazeera concernant les politiques profondes multinationales des États-Unis contre le régime el-Assad. Plus que jamais, les médias dits « alternatifs », dont MaximeChaix.info et DeDefensa.org, doivent être soutenus et diffusés par celles et ceux qui n'acceptent pas qu'al-Qaïda et les groupes qui lui sont affiliés soient présentés comme des ennemis en Occident – ce qu'il sont indiscutablement –, alors qu'ils sont clandestinement soutenus par les services spéciaux de nos États pour renverser des gouvernements étrangers jugés hostiles. Mondialisation.ca 13 novembre 2015

[L'épilogue du 13 novembre.](#)

La question qui tue.

- Attention, on ne se pose pas les bonnes questions sur le terrorisme - Slate.fr

Vraiment ? On en a trouvé deux bien de chez vous.

- Pourquoi ce nouvel échec quand les moyens ne manquent pas ? - LePoint.fr

- Retour de bâton : la France est-elle consciente de l'aide concrète qu'elle a apportée aux djihadistes en Syrie depuis 4 ans ? - Atlantico.fr

Union nationale et état d'urgence à l'ordre du jour de la Ve République.

- Marine Le Pen d'accord pour une "union nationale", mais veut des "décisions fermes" - AFP

- Valls appelle à "l'union sacrée" et se dit "attentif" aux "propositions" de la droite - AFP

- Un gouvernement d'union nationale? "Pourquoi pas?", répond Bartolone - AFP

- Bayrou (MoDem): "on a besoin d'une unité nationale très forte" - AFP

- PS, LR, PC : les sénateurs favorables au prolongement de l'état d'urgence - Public Sénat

Le Front de gauche favorable à l'état d'urgence.

- Attentats: "cesser de nourrir nous-mêmes des logiques de guerre", selon Laurent (PCF) - AFP

Est-il en faveur de l'état d'urgence? "Il faut évaluer la situation. Moi j'ai besoin d'informations sur ce que va nous dire le président de la République, le ministère de l'Intérieur, et je ne suis pas certain que cette mesure permette d'assurer les meilleures conditions de sécurité". AFP 15.11

- Jean-Luc Mélenchon est « très sceptique sur le prolongement de l'état d'urgence » - Public Sénat

Alors que le prolongement de l'état d'urgence semble faire l'unanimité et traverse les clivages politiques. Le député européen a mis en garde contre « des effets d'annonces qui sont sans autres résultats que de diminuer nos libertés ». « Sachant qu'il y a déjà plus de 10 loi antiterroristes qui ont été votées, alors l'état d'urgence par-dessus le marché, on peut le comprendre pour des périodes brèves mais installer dans la durée, ce n'est plus un régime d'exception ça devient un régime permanent. Donc un très grand scepticisme sur cette mesure ». publicsenat.fr 15.11

Il combat dans quel camp le Front de gauche d'après vous ? Celui de notre ennemi.

Comment légitimer les milices fascistes ? Mode d'emploi.

- Attentats: Lagarde, Baylet, Bayrou font des propositions pour relayer les militaires - AFP

Le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, celui du PRG, Jean-Michel Baylet, et celui du Modem, François Bayrou, ont proposé dimanche à l'issue d'une réunion à l'Élysée diverses solutions pour relayer les militaires mobilisés pour la sécurité publique après les attaques de vendredi.

M. Lagarde a proposé ainsi "une garde nationale" pour "relayer les forces de l'ordre", en sortant de l'Élysée après s'être entretenu avec le président François Hollande.

"Nous n'avons pas les moyens de surveiller et de sécuriser l'ensemble du territoire national, des lieux de transports, des lieux publics, nous lui avons suggéré que, comme cela s'est déjà fait dans notre histoire et dans d'autres pays, qu'on puisse créer une garde nationale qui permette aux citoyens de venir relayer les forces de l'ordre, équipée, entraînée, formée, encadrée", a-t-il dit.

Par ailleurs, il faut "adopter notre droit" qui est une législation de "temps de paix". "Nous lui avons demandé de porter une motion devant le Conseil de sécurité des Nations-Unis qui ne soit pas une motion, de compassion mais une motion d'action", a-t-il aussi dit.

Jean-Michel Baylet, président du PRG, a lui dit à l'issue de l'entretien souhaiter que l'on réfléchisse "à la manière dont l'ensemble des Françaises et des Français peuvent être associés à une sorte de défense civile, il faudra peut-être appeler un certain nombre de réservistes".

Quant au président du Modem, il a également appelé de ses vœux la création d'une garde nationale: "Nous avons proposé au président de la République qu'on puisse réfléchir à ce que les Etats-Unis appellent garde nationale, c'est à dire une réserve militaire notamment à base de réservistes (...) qui pourraient être utilisés pour garder des monuments (...), déchargeant ainsi les forces armées", a déclaré M. Bayrou à l'issue de cette réunion. AFP15.11

Surenchère de l'Etat policier et occupation militaire.

- Attentats de Paris: Cazeneuve propose une dissolution des mosquées radicales - AFP

- Sarkozy propose d'assigner à résidence les 11.500 "fiche S" - Reuters

- Attentats de Paris : 10 000 militaires au total seront déployés dans toute la France d'ici à mardi soir - Francetv info

On est gouverné par de dangereux psychopathes

- Attentats : « Les Français ne se sentent pas en sécurité » selon Nicolas Sarkozy - Public Sénat

- Anne Hidalgo : "il faut que la sécurité des Parisiens soit assurée" - Francetv info

- Paris : l'explosion d'une ampoule crée la panique dans le Marais - Liberation.fr

Une rumeur de coups de feu, des passants qui courent sans savoir pourquoi... L'affolement s'est emparé du quartier parisien dimanche soir, pendant une heure. Liberation.fr 15.11

- Le rassemblement de la place de la République perturbé par un mouvement de panique - LeMonde.fr

Quand les réseaux "sociaux" servent à amplifier la psychose collective ?

- Flambée de fausses alertes sur les réseaux sociaux - LeMonde.fr

- Déferlante tricolore sur Facebook - LePoint.fr

- Attentats à Paris : « Twitter est un immense cimetière - Rue89

- Attentats à Paris: 5,4 millions de personnes ont utilisé l'appli Safety Check de Facebook - 20minutes.fr

Désinformation. Encore le coup du passeport.

Le passeport syrien retrouvé par la police française près du corps d'un des auteurs des attaques au Stade de France appartenait à un migrant enregistré lors de son arrivée sur une île grecque en octobre, a affirmé samedi le ministre grec de la protection publique Nikos Toskas.

«Le détenteur du passeport syrien est arrivé le 3 octobre par l'île grecque de Leros où il a été enregistré conformément aux règles de l'Union européenne», a assuré M. Toskas dans un communiqué. Le procureur de Paris a confirmé qu'il s'agissait du passeport d'un Syrien né en 1990 et inconnu des services de renseignements français. Mais les enquêteurs français n'ont pas déterminé à ce stade si ce passeport était bien celui de l'assaillant. lefigaro.fr 15.11

- Attentats de Paris : le passeport syrien n'est pas forcément celui d'un des terroristes - euronews.com 15.11

Peu importe, dans un autre article consacré au G20, délibérément Euronews ne tient pas compte de cette information.

Euronews - La crise des migrants et la découverte qu'un des terroristes de Paris était porteur d'un passeport syrien et serait entré en Europe au milieu du flot des réfugiés, poussent Jean-Claude Juncker, le Président de la Commission européenne, à plaider un renforcement des contrôles. euronews.com 15.11

[Deux articles sur la Syrie](#)

- Syrie: La France pourrait invoquer l'intervention de l'Otan - sahartv.ir

Un expert en stratégie militaire a déclaré que la France pourrait invoquer l'intervention militaire de l'Otan en Syrie.

Dans un entretien avec la chaîne d'information « Deutsche Wele », Bruno Tertrais a déclaré que de tels attentats pourraient frapper n'importe quelle ville en Occident.

« Cet incident, n'est pas une question surprenante. Tous les services de renseignement et de la police savent que des attaques de ce genre pourraient se produire tôt ou tard ailleurs. Il s'agit d'une sorte d'attaque que la police essayait de prévenir. Ces attaques sont choquantes d'autant plus qu'elles se sont produites, pour la première fois et de façon simultanée », a-t-il déclaré. Il a affirmé que Daech avait revendiqué les attentats de Paris avant d'ajouter : « Je peux confirmer cela. Parce que les autorités françaises avaient beaucoup blâmé Daech. Elles n'auraient pas dû entreprendre une telle approche.

Ce vendredi, on a constaté des signes qui relient les attentats de Paris aux violences en Syrie. La seule question qui reste sans réponse est de savoir si cet incident est dû aux étrangers ou aux Français ou bien à les deux parties. On y trouvera une réponse dans les prochains jours ». sahartv.ir 15.11

- Syrie : un second aéroport militaire, libérée - sahartv.ir

En Syrie, une grande partie de l'aéroport de Marj al-Sultan, situé en banlieue de Damas, a été libérée mais d'après affrontements y sont toujours en cours.

Epaulée par les combattants du Hezbollah libanais, l'armée syrienne a progressé vers l'aéroport important et stratégique de Marj al-Sultan, en banlieue de Damas et elle est arrivée à s'infiltrer, depuis les différentes directions, à l'intérieur de l'aéroport. Les

militaires syriens ont purifié une grande partie de l'aéroport de Marj al-Sultan de la présence des éléments terroristes. Simultanément à l'opération militaire des forces de l'armée et de la Résistance, des dizaines de terroristes du Front Al-Nosra et de Jaysh Al-Islam, un groupe soutenu par l'Arabie saoudite, ont pris la poudre d'escampette pour rejoindre le district d'An-Nachabiya.

D'intenses affrontements sont en cours entre les forces syriennes et les combattants de la Résistance d'une part et les terroristes de l'autre, dans le centre de l'aéroport de Marj al-Sultan. Ledit aéroport, de nature militaire, est à 18 kilomètres de Damas et il fait partie du district d'An-Nachabiya, appartenant à Douma, l'un des principaux fiefs des terroristes de Jaysh Al-Islam. sahartv.ir 15.11

[Haut de page ↗](#)

Le 18 novembre 2015

CAUSERIE

Notre causerie est mieux ordonnée qu'hier.

On se demande quel doit être l'état d'esprit des militants qui ont déserté le combat politique ou qui d'une certaine manière y ont été contraint, et on ne parle même pas de ceux qui se sont employés par la suite à le justifier pour se contenter du bol alimentaire du syndicalisme, et qui s'en trouvait très bien la veille du massacre du 13 novembre. On ne leur fera pas l'affront de leur dire qu'ils n'ont de ce fait aucune légitimité pour s'exprimer sur ce plan-là car cela desservirait plutôt notre cause, mais qu'ils veuillent bien y réfléchir à nouveau.

On comprend que la situation paraisse inextricable, désespérée ou sans solution politique à plus d'un militant ou travailleur, c'est la raison pour laquelle nous n'avançons pas le mot d'ordre de Hollande démission par exemple, pourquoi, mais parce qu'en s'engageant dans cette voie on n'aurait rien à leur proposer comme solution de remplacement dans l'immédiat. Du coup revient sur le tapis la question de savoir comment on a pu en arriver à cette situation misérable et dramatique. C'était inévitable que le développement de la situation la remette à l'ordre du jour, ce que les militants ne voulaient pas admettre ou comprendre, les faits les y contraindront un jour ou l'autre avions-nous averti, en vain.

La question de l'Etat ou du pouvoir ne se décline pas forcément en terme de solution politique qui pourrait être appliquée immédiatement, auquel cas lorsque l'horizon est bouché, si on tentait de discerner le bout du tunnel on risquerait fort de désespérer ou de se démoraliser avant d'y parvenir et finir par abandonner le combat.

On peut évidemment la poser dans notre propagande en partant des méfaits causés par les institutions de la Ve République ou la politique du gouvernement et avancer la République sociale, le gouvernement et l'Etat ouvrier, les organismes de pouvoir que les travailleurs devront créer, etc. ce qui permet en principe de développer ou de présenter le socialisme, mais à ce stade ces objectifs politiques sembleront si éloignés de la réalité aux travailleurs et aux militants qu'ils auront du mal à accrocher ou à nous prendre au sérieux et ils auront raison, aussi faut-il davantage insister au départ sur les conditions subjectives à réunir pour que cette perspective passe un jour de l'utopie à la réalité, ce qui nous amène à poser au préalable la question de savoir ce que l'on ne veut plus et ce que l'on veut vraiment, pour pouvoir ensuite aborder celle se rapportant aux moyens à mettre en oeuvre ou aux instruments à construire pour parvenir à rassembler ces conditions, sans lesquelles il demeurera impossible de changer la société, en changer les bases sociales, partageons-nous au moins cet objectif, il faut le dire tel quel, ce qui doit finalement nous amener à poser la question de l'organisation de la classe et du parti dont elle a absolument besoin pour s'emparer du pouvoir politique.

Cette démarche politique est cohérente puisqu'elle correspond à chaque étape du processus dialectique qui doit (ou peut car ce n'est pas une obligation ou une fatalité, pas plus le socialisme) se développer à partir de la situation telle qu'elle existe et non telle qu'on voudrait qu'elle soit ou je ne sais d'autres pour atteindre nos objectifs politiques. Elle subordonne notre intervention dans la lutte des classes ou toute notre activité politique à la construction du parti et à la nécessité d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs. Dans l'état actuel des choses, ce devrait être le seul objectif dont on devrait être comptable, parce que c'est le seul à notre portée, mais malheureusement aucun parti ouvrier ne veut y souscrire, ils sont tous obnubilés par l'obtention de résultats immédiats histoire de justifier leur politique opportuniste et camoufler le turn-over de leurs effectifs, la même politique qui nous a menés où nous en sommes, il faut bien en avoir conscience, car ils n'en ont jamais changé.

En guise d'épilogue.

Quand j'ai fondé ce portail il y a près de 11 ans déjà, j'ignorais totalement où cela allait m'entraîner et que j'en arriverais un jour à poser la question du pouvoir sous cet angle-là, j'en étais resté aux incantations stériles en direction du PS et du PCF qui nous ont menés où nous en sommes, pour finalement rompre avec cette politique, prendre conscience qu'on m'avait trompé et que je m'étais totalement fourvoyé. La suite serait trop longue à raconter ici, disons à grands traits que j'ai rompu avec le PT, avec le

CCI, j'ai relu et étudié la plupart des ouvrages des marxistes à partir de 2001, j'ai eu des contacts avec d'ex-dirigeants ou cadres du CCI organisés dans différents groupes de militants qui se sont tous soldés par des échecs, je me suis surtout attardé sur le développement de la situation mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les profondes transformations qu'avaient subies la société et les différentes classes, démarche qu'il m'aurait été impossible de mener à bien si j'avais cessé d'analyser mes propres expériences et les enseignements que j'en avais tirés pendant les 20 années qui venaient de s'écouler depuis que j'avais cessé de militer... Bref, c'est fort de cette détermination farouche à comprendre ce qui s'était passé le 11 septembre 2001 et le monde dans lequel je vivais que je suis parvenu à progresser, à avancer pas à pas, ce fut laborieux car il fallait trouver des réponses satisfaisantes, cohérentes à des milliers de questions qui jaillissaient, totalement isolé dans mon trou en Inde. J'ignorais ce que j'allais découvrir et où cela allait me mener, je n'avais aucun a priori et j'étais décidé à reprendre chaque question ou sujet à zéro, comme si je n'en avais jamais rien su ou comme si je n'avais jamais milité dans un parti qui aurait pu m'influencer dans un sens ou un autre. En dehors des maîtres du marxisme je rejetais toute aide extérieure, toute idée préconçue, je tenais à être indépendant de toute influence extérieure sachant qu'elle serait forcément nuisible, je préférais encore piétiner ou commettre des erreurs plutôt que d'adopter des idées ou des positions que j'aurais été incapable de défendre pour ignorer de quel processus elles étaient le produit. Car ce qui m'intéressait ce n'était pas d'avoir raison ou d'avoir des réponses toutes faites à toutes les questions que je me posais, mais d'acquérir la méthode qui me permettrait d'interpréter tout ce qui me tomberait sous la main et de progresser sans cesse, avancer, aller toujours de l'avant, donc aller à contre-courant du monde en pleine décomposition dans lequel nous vivions en somme ou penchant vers la barbarie. C'était une obsession de chaque instant, refuser de régresser après m'être aperçu à quel point j'avais pu être dogmatique et sectaire au cours de ma jeunesse, il me fallait me laver de cette honte plutôt que me venger de mes anciens dirigeants.

C'est pour venir de très très loin, étant issu d'une famille ouvrière pauvre et profondément arriérée avec tout ce que cela implique, réactionnaire et j'en passe, ma famille n'a jamais toléré que je m'élève au-dessus de ma condition et que je forge ma propre personnalité, ce qui est un comble mais ce que je comprends parfaitement maintenant et je ne lui en veux pas, que je crois être parvenu à maîtriser l'essentiel du processus dialectique évoqué plus haut.

Il y en a parmi nous qui croient pouvoir résoudre des questions politiques en claquant des doigts ou sans jamais les avoir réellement étudiées sérieusement personnellement, ils sont très forts, d'ailleurs on ne cherchera pas à rivaliser avec eux, on serait battu d'avance au jeu du plus démagogue que moi tu meurs. Sur un ton assuré ou docte, il y en a qui affirment que les masses laborieuses ne peuvent pas s'élever au niveau du socialisme en dehors d'une révolution, etc. cela dit on se demande bien comment ils ont réussi personnellement ce tour de magie réservé à quelques élus, encore, décidément, ce n'est pas du domaine de la mythologie les concernant, mais de la mystification, contrairement à ce qu'ils prétendent même dans l'obscurité on peut se guider pour atteindre la lumière. S'ils n'arrivent pas à le concevoir de là où ils sont, c'est qu'ils ne tiennent pas à se replonger dans cette obscurité dont ils sont coupés depuis si longtemps, la classe ouvrière.

[Les commanditaires du carnage du 13 novembre pavoisent.](#)

- Les Bourses européennes terminent en forte hausse - Reuters 17.11
- La Bourse de Paris accélère le pas, le CAC 40 grimpe de plus de 2 % - LeFigaro.fr 17.11
- L'euro tombe à 1,065 dollar : un signal très positif pour les profits du CAC 40 - LeFigaro.fr 17.11
- Pour les milieux d'affaires, la réaction aux attentats pourrait générer un retour de la confiance Atlantico.fr - 17.11

[Hollande responsable du massacre du 13 novembre.](#)

- Ce qui a précédé les attaques de Daech, en France. - Moon of Alabama

... qui a fourni les armes et financé l'État islamique ou les organisations précédentes, en Syrie et en Irak, qui lui ont donné naissance ? Voyez vous-mêmes :

En 2012 - Hollande admet qu'il arme les rebelles syriens, en violation de l'embargo. Le président français a reconnu avoir livré des armes aux rebelles syriens, pendant l'embargo de l'UE, selon un livre*, qui va bientôt sortir, en France. Les livraisons ont eu lieu, en 2012, avant qu'il ne soit mis fin à l'embargo, en mai 2013, a admis François Hollande, lors de sa dernière interview de l'année avec le journaliste et écrivain Xavier Panon. «Nous avons commencé à les livrer, quand nous avons été sûrs qu'elles finiraient, dans les bonnes mains. Pour les armes létales, ce sont nos services, qui les ont livrées», a dit Hollande à l'écrivain, ...

Oct 2012 – En Syrie, il semble que ce soient les Jihadistes, qui profitent des armes livrées aux rebelles. WASHINGTON - La plus grande partie des armes expédiées, à la demande de l'Arabie saoudite et du Qatar, à des groupes rebelles syriens, qui combattent le gouvernement de Bachar al-Assad, finissent dans les mains de Jihadistes islamiques radicaux, et non, dans celles des groupes d'opposition, plus laïques, que l'Occident veut renforcer, selon des responsables américains et des diplomates du Moyen-Orient.

Décembre 2012 – La France finance des rebelles syriens, dans un nouvel effort, pour évincer Assad. La France est devenue le plus important bailleur de fonds de l'opposition armée syrienne, et elle finance, maintenant, directement, des groupes rebelles autour d'Alep, dans le cadre d'un effort renouvelé, pour renverser le régime assiégé d'Assad. De grosses sommes d'argent liquide ont été transférées par des mandataires du gouvernement français, via la frontière turque, aux commandants rebelles, le mois dernier, selon des sources diplomatiques. L'argent a été utilisé, pour acheter des armes, à l'intérieur de la Syrie, et pour financer des opérations armées contre les forces loyalistes.

Août 2014 - Hollande confirme que la France a livré des armes aux rebelles syriens. Le Président François Hollande a déclaré, jeudi, que la France avait livré des armes aux rebelles, qui luttent contre le régime syrien de Bachar al-Assad, «il y a quelques mois».

Novembre 2015. Murad Gazdiev @MuradoRT Le lanceur de roquettes français APILAS, fourni aux #rebelles syriens, tombe entre les mains de #ISIS. Photos de #Deraa, #Sud de la Syrie 12h09 - 6 novembre 2015
Juin 2014 - «Merci à Dieu, pour les Saoudiens» : ISIS, Irak et le retour de manivelle. Les deux factions, qui ont les meilleurs résultats contre les forces d'Assad sont deux groupes extrémistes islamistes : Jabhat al-Nusra et l'Etat islamique, en Irak et en Syrie, (ISIS), ce dernier gagne, actuellement, du terrain, en Irak, et menace de déstabiliser davantage l'ensemble de la région. Et ce succès est, en partie, dû à l'appui que ces deux groupes ont reçu de deux pays du Golfe : le Qatar et l'Arabie saoudite. Jabhat al-Nusra a tellement bénéficié des largesses militaires et économiques du Qatar qu'un important officiel qatari m'a dit qu'il pouvait reconnaître les commandants Al-Nusra aux pâtés de maisons qu'ils contrôlent, dans diverses villes syriennes. Mais ISIS, c'est autre chose. Comme un responsable qatari principal l'a déclaré, «ISIS est, depuis le début, un projet saoudien».

La France a tiré profit de son soutien au projet étasuno-wahhabite de changement de régime, en Syrie et en Irak : Avril 2015 – La France et le Qatar scellent un accord d'un montant de 7 milliards de dollars, pour des "Rafale". Le Qatar a accepté d'acheter 24 avions de combat "Rafale", construits par Dassault, pour 6,3 milliards d'euros, (4,55 milliards de livres), a annoncé, jeudi, le gouvernement français. Cet Etat du Golfe perisque cherche, en effet, à augmenter sa puissance militaire, dans une région de plus en plus instable.

Juin 2015 – L'Arabie saoudite et la France concluent un marché de 12 milliards de dollars. "L'Arabie saoudite et la France ont signé, mercredi, un accord commercial de 12 milliards de dollars", a déclaré le ministre des Affaires étrangères saoudien, Adel Al-Jubeir, lors de la visite historique du vice-prince héritier Salman bin Mohammed, à Paris. Même après être devenu évident, pour tout le monde, que le projet de changement de régime, en Syrie, favorisait l'expansion du terrorisme, Hollande a continué à exiger la fin de l'Etat syrien.

Septembre 2015 - François Hollande de France dit qu'Assad doit partir. Le Président François Hollande de France a déclaré, à l'Assemblée générale des Nations Unies, lundi, que son pays allait «assumer ses responsabilités», dans l'effort mondial, pour mettre fin aux combats, en Syrie, mais que le conflit ne pourrait être résolu que si le Président Bachar al-Assad était écarté du pouvoir. Hollande va-t-il, maintenant, changer de discours ? Moon of Alabama - publié par sahartv.ir 16.11

C'est déjà fait, et gare à lui ou plutôt à la population française s'il ne tenait pas parole et continuait en sous-main de se faire le porte-voix de l'Etat sioniste, de l'Arabie saoudite, du Qatar et des ultra néoconservateurs américains.

Tandis que pour tenter de calmer l'Etat sioniste les Etats-Unis augmenteront leurs aides militaires à Tel Aviv jusqu'à 50 milliards de dollars (sahartv.ir 05.11), et pour rassurer l'Arabie saoudite Washington vient d'autoriser la vente de bombes à Ryad pour 1,3 milliard de dollars (AFP 16.11), tandis que la Turquie se voyait accordée 3 milliards de dollars d'aide financière par l'UE en échange de sa coopération pour freiner (sic!) le flot de réfugiés se déversant dans les pays de l'UE, la reprise des négociations d'adhésion avec l'UE et la possibilité pour les Turcs de voyager sans visa dans les pays de l'espace Schengen à partir de 2016, la France de Hollande se voyait gratifier d'un massacre pour qu'elle rompt sur le champ avec les jusqu'aboutistes sionistes, saoudiens et qataris, et change de discours ou de position sur la question syrienne, ce que Hollande a fait en moins de 48 heures !

En complément. La machine à propagande est sur le pied de guerre.

- Attentats de Paris : la stratégie française en Syrie affiche un tournant décisif - Francetv info

- Les attentats font bouger les lignes françaises en Syrie - Reuters

[Et s'il n'avait pas compris la leçon, la menace d'une réplique est prise très au sérieux](#)

A moins que ce ne soit l'autre camp qui s'en charge pour semer le chaos ?

- La France se prépare à un attentat chimique - voltairenet.org 17.11

Le service de Santé des Armées a reçu instruction de distribuer du sulfate d'atropine, le contre-poison connu lors

d'attaques chimiques, aux différents services d'urgence hospitaliers.

Cette décision fait suite à l'attaque dont Paris a fait l'objet le 13 novembre 2015.

« Arrêté du 14 novembre 2015 autorisant l'utilisation de sulfate d'atropine, solution injectable 40 mg/20 mL PCA antidote des neurotoxiques organophosphorés ». NOR : AFSP1527645A, Journal Officiel de la République française n°0265 du 15 novembre 2015 page 21381. voltaire.net 17.11

[Les dissensions au sein du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste à l'origine du massacre de 129 civils innocents.](#)

- La stratégie américaine en Syrie va-t-elle changer après les attentats de Paris ? - euronews.com

A Washington, les attaques de Paris et la menace que représente le groupe Etat islamique ont rouvert le débat sur la stratégie américaine en Syrie. Les frappes aériennes sont-elles suffisantes ? Les Etats-Unis devraient-ils déployer des troupes au sol ? C'est ce que réclament les républicains, mais Barack Obama reste sourd à ces appels. Euronews a rencontré des experts en politique étrangère (Issus de think tanks de centre droit ou néoconservateurs, après vérification sur le Net. - LVOG):

"Je pense que l'administration américaine accorde énormément d'importance au processus politique qui a été annoncé à Vienne pendant le week-end, espérant qu'il portera ses fruits", estime Heather Conley, du Centre pour les Etudes Stratégiques et Internationales.

La préférence de l'administration Obama pour une solution politique plutôt que pour l'escalade militaire est largement soutenue par les experts en politique étrangère.

"Nous devons agir militairement pour essayer de contrer la menace immédiate que représente le groupe Etat islamique pour beaucoup de pays dans la région. Mais nous devons aussi nous attaquer aux conditions qui lui ont permis d'exister et d'avoir l'ampleur suffisante pour planifier ce genre d'attaques. Et c'est un problème beaucoup plus compliqué", affirme Tamara Cofman Wittes, du Brookings Institution.

Par ailleurs, 23 gouverneurs, presque tous républicains, ont pris des mesures afin d'empêcher les réfugiés syriens de s'installer dans leurs états.

"Alors que les candidats républicains réclament une intervention militaire beaucoup plus musclée en Syrie, les spécialistes de la politique étrangère à Washington sont plus prudents et n'y voient certainement pas une stratégie à long terme. Et l'opinion américaine reste profondément sceptique", ajoute notre correspondant à Washington Stefan Grobe. euronews.com 17.11

Brookings Institution, qu'est-ce que c'est ?

La Brookings Institution est un think tank américain ayant son siège à Washington.

Le journal Foreign Policy a classé cette institution comme étant la première des think tanks américains en 2009[4]. Son président actuel Strobe Talbott fut ministre adjoint des Affaires étrangères de Bill Clinton. (wikipedia.org)

Thornton (président de son conseil d'administration - ndlr) est professeur d'économie, Pdg de Goldman Sachs. Teresa Heinz (membre de son conseil d'administration - ndlr) est l'épouse du sénateur John Kerry. Il semble que tous les membres du Conseil d'administration, sans exception, aient été cooptés au Council on Foreign Relations.

Cependant, le Réseau Voltaire observe que ces intellectuels ont un point commun dont ils ne font jamais état : alors même que l'économie et non la politique internationale est le sujet de prédilection de l'institut, plus de la moitié des 142 chercheurs actuels auraient travaillé par le passé pour le Conseil de sécurité nationale ou la Maison-Blanche. De même, on remarque que le Conseil d'administration, composé de patrons de multinationales, laisse une large place à des compagnies comme AT&T ou Chiquita (ex-United Fruit), dont le rôle dans les opérations secrètes du Conseil de sécurité nationale est bien documenté. (<http://www.voltaire.net/article14391.html>)

[Les conséquences immédiates sur place.](#)

- "Les Etats-Unis et la Turquie sont en train de fermer les frontières syriennes" (Kerry) - sahartv.ir

«75% des frontières syriennes sont, actuellement, fermées.

Nous avons entamé de nouvelles opérations avec les Turcs, pour fermer les 95 km restants», a affirmé à CNN, John Kerry, le secrétaire d'Etat américain.

La Turquie avait proposé, il y a quelques mois, de créer une zone d'exclusion aérienne, en Syrie, mais aucun pays n'a encore accepté cette proposition. sahartv.ir 17.11

- La Russie bombarde le Sud Liban - sahartv.ir

Les chasseurs russes ont bombardé, pour la première fois, les positions des terroristes, sur le sol libanais.

Les frappes russes ont visé les positions de Daech, à Rasal Balbek, dans la Bekaa, soit le bastion du Hezbollah. Les sources bien informées font état d'un lourd bilan de pertes et de dégâts, dans les rangs des terroristes. sahartv.ir 17.11

[La Russie n'en demeure pas moins la cible des Américains.](#)

- Lavrov a démenti les allégations de bombardement des civils, en Syrie -sahartv.ir

«Les allégations accusant la Russie de bombarder les civils, en Syrie, sont infondées», a affirmé Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères.

«Je crois que toutes les allégations accusant la Russie de prendre, "par erreur", pour cible, les opposants «modérés» syriens proviennent des ambiguïtés latentes des actions de la coalition. Il y a une volonté de ne pas laisser les terroristes monter en puissance, mais là où les activités de ces derniers affaiblissent le gouvernement syrien, cette volonté demande qu'aucune ingérence n'ait lieu. Or, c'est de là que proviennent des allégations infondées nous accusant de violer les lois de la guerre et de prendre pour cible les civils», a ajouté Lavrov. «Les Etats-Unis prennent pour cible les positions de Daech, en Syrie, de manière sélective», a affirmé le ministre syrien des Affaires étrangères. «C'est un jeu très dangereux et ambigu, mettant, clairement, en exergue ce que cherchent les Etats-Unis. Ils veulent que Daech affaiblisse, au plus vite, Bachar al-Assad, le contraignant à abandonner le pouvoir, mais, dans le même temps, ils ne veulent pas que ce groupe terroriste prenne le pouvoir en main», a souligné Sergueï Lavrov. sahartv.ir 17.11

[Il fallait bien cela pour justifier le retournement de Hollande face à Assad... et qu'il s'en sorte par le haut](#)

- Bachar al Assad invite Paris à adopter une politique "réaliste" - Reuters

La Syrie ne partagera ses renseignements avec la France que si Paris adopte une "politique réaliste" dans la région, déclare Bachar al Assad dans une interview à Valeurs actuelles à paraître jeudi, après les attentats à Paris revendiqués par l'Etat islamique.

Interrogé sur le message qu'il souhaiterait adresser aux autorités françaises après la série d'attaques, le président syrien a répondu dans des propos recueillis samedi : "S'il m'appartient d'espérer certains changements dans la politique de la France (...), ce serait de redonner une politique réaliste à la France, une politique indépendante".

Toute coopération en terme d'échanges de renseignement avec la France passera par un changement de politique de Paris, estime Bachar al Assad dans Valeurs actuelles.

"Si le gouvernement français n'est pas sérieux dans son combat contre le terrorisme, nous ne perdrons pas notre temps à collaborer avec un pays ou un gouvernement ou une institution qui soutient le terrorisme", indique-t-il.

"Il faut d'abord que vous changiez de politique et que celle-ci soit fondée sur le seul critère (...) de faire partie d'une alliance joignant des pays qui luttent uniquement contre le terrorisme et non des pays qui soutiennent le terrorisme et le combattent en même temps", ajoute-t-il. Reuters 17.11

C'est fait, tout du moins en parole, mieux, comme il n'est pas à une imposture près, ils revendiquent même cette alliance !

[Erdogan avait bien calculé son coup.](#)

- Le renseignement français entre en contact avec Damas - sahartv.ir

Selon le journal libanais Al Diyar, le renseignement français serait entré en contact avec les services de renseignement syriens! cette information, rapportée par les sources françaises, confirme l'échange des informations entre les deux parties.

La France aurait voulu savoir si oui ou non les terroristes des attentats de vendredi à Paris auraient été arrêtés par l'Etat syrien. Selon les résultats préliminaire de l'enquête, 11 suspects se trouveraient encore sur le sol français tandis qu'un certain nombre de terroristes pourraient résider encore en Syrie.

Le renseignement français veut également connaître le contenu des interrogatoires auxquels sont soumis les terroristes takfiris dans les prisons syriennes. Les services de renseignement français croient qu'au moins six terroristes se trouvant dans les prisons syriennes seraient en relation avec les attentats du 13 novembre. Al Diyar poursuit : " les Kalachnikov utilisés par les kamikazes auraient été transférés de la Syrie vers la France.

Ce serait des terroristes déguisés en réfugiés qui s'en seraient dotés à bord des bateaux conduisant vers l'Europe. Selon cette information, quelques 500 fusils de ce type se seraient infiltrés en France ce qui a poussé Paris à chercher de nouveaux renseignements là dessus. sahartv.ir 17.11

[La volte-face précipitée de Hollande.](#)

- Accord entre la Russie et la France, sur les coopérations militaires contre Daech - sahartv.ir

Lors d'un entretien téléphonique, les présidents russe et français se sont entendus sur des coopérations militaires, pour lutter contre Daech.

Vladimir Poutine et François Hollande, les Présidents russe et français, se sont accordés, lors d'un entretien téléphonique, sur leurs coopérations militaires, dans la lutte contre le groupe terroriste Daech.

Et ce, alors que la semaine prochaine Hollande devra se rendre à Moscou, pour s'entretenir avec son homologue, de la lutte contre Daech. Le président français va essayer de rapprocher les points de vue de la Russie et des Etats-Unis. (En réalité, c'est lui qui doit se soumettre à l'accord conclu entre Obama et Poutine. - LVOG)

«La Russie a tiré, ce mardi, plus de 30 missiles de croisière contre les positions de Daech, à Alep, et à Raqqa, en Syrie», a annoncé Sergueï Choïgou, le ministre russe de la Défense, avant d'ajouter : «La Russie envisage d'envoyer jusqu'à 25 avions de combat, en Syrie». sahartv.ir 17.11

[Mimétisme. Il fallait bien cela pour obtenir l'adhésion de la population à la guerre.](#)

- François Hollande – W.Bush : même combat ? - euronews.com

Le discours du président de la République française face au Parlement en congrès ce lundi 16 novembre a marqué les esprits. Certains y voient même des similarités avec le discours de George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001. euronews.com

- Bush en 2001, Hollande en 2015 : les discours de deux présidents face aux attentats - LeMonde.fr

Trois jours après les attaques meurtrières qui ont fait 129 morts et 352 blessés à Paris et Saint-Denis, François Hollande a prononcé, le 16 novembre devant le Congrès, un discours aux tonalités martiales et à l'orientation politique sécuritaire. Celui-ci n'est pas sans rappeler celui qu'avait tenu le président américain George W. Bush, le 20 septembre, devant le Congrès américain, un peu plus d'une semaine après les attaques du 11 septembre qui avaient coûté la vie à 2 985 personnes.

Sur la forme, le discours de François Hollande est fait d'un même moule patriotique que ceux de George W. Bush à l'époque, jusque dans son analyse des mobiles terroristes. L'« armée djihadiste qui nous combat parce que la France est un pays de liberté, parce que nous sommes la patrie des droits de l'homme » fait ainsi écho aux terroristes qui avaient « attaqué l'Amérique parce que nous sommes la maison et les défenseurs de la liberté ».

Un même ton belliqueux rapproche le discours des présidents français et américain. Le 20 septembre 2001, ce dernier avait employé quatorze fois le terme « guerre », et la formule « nous sommes en guerre contre la terreur » avait fait date. Plus de 14 ans plus tard, le même mot est revenu treize fois dans la bouche du président français, pour qui la France « est en guerre ».

Des discours accompagnés de faits : le 20 septembre 2001, George W. Bush annonçait qu'il avait mobilisé son armée, et le 7 octobre, moins d'un mois après les attentats du 11-septembre, les forces américaines et britanniques bombardaient l'Afghanistan. François Hollande, à la veille de son discours, a pour sa part déjà ordonné le bombardement de camps militaires de l'Etat islamique à Rakka, en Syrie, et un nouveau raid a eu lieu le mardi 16 septembre dans la nuit.

Sur le plan intérieur, le discours tenu par le président français marque un virage sécuritaire, comme celui de Bush en 2001.

Difficile pour autant de le comparer au Patriot Act : cette loi antiterroriste d'envergure, qui a marqué l'Amérique post 11-Septembre, n'existe pas encore lorsque le président américain prend la parole le 20 du mois.

Mais le discours de George W. Bush annonce déjà un vaste chantier législatif aux fins de lutte contre le terrorisme, comportant notamment la création d'un Bureau de la Sécurité Intérieure. « Nous allons mettre nos forces en commun pour renforcer nos capacités de renseignement pour connaître les plans des terroristes avant qu'ils n'agissent, et les trouver avant qu'ils ne frappent », prévenait alors George W. Bush sans davantage de détails.

A l'inverse des Etats-Unis, le cadre de la lutte contre le terrorisme a déjà été largement réformé en France, notamment par deux lois sur le terrorisme et une loi sur le renseignement. Les mesures annoncées par François Hollande « compléteront » donc l'arsenal déjà disponible, au lieu de le chambouler. lemonde.fr 17.11

[Le ministre français de l'Intérieur pris en flagrant délit de mensonge.](#)

- Terrorisme : failles du renseignement en France ? - euronews.com

Quatre jours après les attentats de Paris, de John Kerry à Didier Reynders, en passant par David Cameron et Jens Stoltenberg, tous s'accordent sur ce point : l'accent doit être mis sur le renseignement.

Mais alors que les premières interrogations et mises en cause des services français émergent, le gouvernement affirme qu'il n'y a eu aucune faille, précisant que le risque zéro n'existe pas.

«Cet attentat a été préparé et organisé par des cellules qui sont en dehors du territoire national et mobilisant des individus qui n'étaient pas connus de nos services» expliquait Bernard Cazeneuve, ministre français de l'Intérieur sur France Info.

Pourtant, certains d'entre eux n'étaient pas inconnus des services de police et des renseignements français. C'est le cas de Samy Amimour. Français, arrêté et mis en examen en 2012 pour «association de malfaiteurs terroristes» après un départ avorté pour le Yémen et placé sous contrôle judiciaire. Privé de passeport, il part pourtant rejoindre la Syrie un an plus tard, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, mais parvient à rentrer en France sans être arrêté.

Autre cas, celui d'Omar Ismaïl Mostefaï, également français, repéré pour radicalisation depuis 2010, il fait l'objet d'une fiche «S» émise par la DGSJ. Une fiche «sûreté de l'état» destinée à placer les personnes qui en font l'objet sous une surveillance particulière. Amedi Coulibaly et Cherif Kouachi auteurs des attentats de janvier et Mohamed Merah auteur des tueries de 2012 à Toulouse et Montauban en avaient fait l'objet.

Par ailleurs, Ankara a révélé hier que Mostefaï avait fait l'objet d'un signalement à la France par la Turquie à deux reprises, en octobre 2014 et en juin 2015. La France n'aurait, d'après Ankara, jamais donné suite. euronews.com 17.11

On retiendra outre l'impossibilité de l'Etat français de camoufler sa complicité avec les barbares d'Al-Qaïda ou les organisations qui en sont issues, l'accent mis sur le contrôle renforcé de la population.

[Les médias de l'oligarchie encensent Hollande, quoi de plus naturel.](#)

- La presse réagit plutôt favorablement au "ton" de Hollande devant le Congrès - AFP

La presse quotidienne réagit mardi de manière plutôt favorable au discours de François Hollande devant le Congrès des députés et des sénateurs réunis à Versailles même si certains éditorialistes y voient une habileté politique du président vis-à-vis de l'opposition dont il a repris nombre de propositions.

Dans la presse nationale, sans surprise, les avis divergent notablement entre Libération et Le Figaro. Dans le premier nommé, Laurent Joffrin estime que François Hollande "a pris la mesure de cette épreuve historique et, par la même occasion, marqué un point politique."

"Que de temps perdu", s'indigne pour sa part Yves Thérard, dans Le Figaro. "Pour détruire Daech, il en faudra davantage", remarque encore l'éditorialiste du quotidien de droite.

Même son de cloche dans l'Alsace où Raymond Couraud, s'il admet que "le ton employé par le président de la République était à la hauteur de la menace", estime qu'il "eût été bon de prendre plus tôt les mesures annoncées hier". "Nous ne sommes pas en guerre depuis vendredi soir, ni depuis Charlie, nous le sommes depuis des années", écrit-il.

Sceptique, avant même le discours présidentiel, Le Monde dans son édition datée de mardi s'interrogeait : "Le djihadisme sera-t-

il "vaincu" pour autant?". "Il ne faut pas mentir à l'opinion", prévient-il : "parce qu'il relève d'une pathologie propre à l'islam, parce qu'il est une idéologie totalitaire, l'islamisme sera d'abord défait par les musulmans."

En revanche, La Dépêche du Midi, sous la plume de Jean-Claude Souléry, pense que Hollande "a démontré, une fois encore, cette détermination froide du chef de guerre qui ne le quitte plus" et qui "constitue plus que jamais la marque de son quinquennat."

Mais plusieurs éditorialistes se plaisent plutôt à voir dans les propositions du président une "habileté politique" contre l'opposition.

Ainsi pour La Charente Libre, Jean-Louis Hervois note que le président : "n'a pas laissé de doutes sur sa détermination à mener jusqu'au bout cette guerre, jusqu'à aller chercher dans les arguments de son opposition les armes pour la gagner" ce que ses opposants jugeront "trop habile pour être honnête".

Ce qui fait dire à Mickaël Tassart (Le Courrier Picard) qu'en "reprenant des propositions formulées par l'opposition, François Hollande (...) a pris ses opposants à revers et la France à témoin".

"Il n'a pas hésité à puiser dans les propositions de la droite. C'est habile sur le plan politique", constate Patrice Chabanet du Journal de la Haute-Marne. Tout comme Christophe Hérigault qui dans La Nouvelle République du Centre-ouest pense que "François Hollande, hier à Versailles, aura d'abord su faire montre d'une indéniable habileté?"

C'est aussi "un tacle contre l'Europe molle", écrit Hervé Chabaud de L'Union car "il a produit un discours puissant qui oblige la France mais aussi ses partenaires européens".

Mais, souligne Hervé Favre, dans La Voix du Nord, "les couacs dans l'interprétation de l'hymne à l'unité nationale se sont vite fait entendre. Et passé le moment du deuil, la campagne électorale reprendra vite ses droits". AFP 17.11

Les problèmes demeurent : comment faire adhérer les masses à Macron II, III, à toutes les contre-réformes en cours d'application et à venir ?

Le "discours de guerre" se décline en famille.

Le Monde (16.11) après le discours de guerre de Hollande au Parlement

- François Loncle, député PS de l'Eure : "J'ai été frappé de voir que tous les élus de l'opposition se sont levés pour applaudir François Hollande à la fin de son discours"

- François de Rugy, député écologiste de Loire-Atlantique : "Je suis très satisfait que le président de la République ait commencé à tracer des perspectives concrètes. Il est normal que nous ajustions nos moyens, aussi bien sur les plans budgétaire que constitutionnel."

- Eliane Assassi (PCF), sénatrice de Seine-Saint-Denis et présidente du groupe au Sénat : "sur le plan intérieur, nous serons très vigilants sur le respect de l'équilibre entre le renforcement des mesures séculaires et la préservation des libertés individuelles.", alors que chacun sait que l'un ne peut se renforcer qu'au détriment de l'autre.

- Nicolas Sansu (PCF), député du Cher : "nous savons qu'il faut frapper Daech au portefeuille, atteindre notamment leurs réserves de pétrole."

La France qui jusqu'à présent avait conduit « contre l'État islamique en Syrie seulement des attaques sporadiques » écrit le New York Times, a effectué dans la nuit de dimanche « en représailles, l'attaque aérienne la plus agressive contre la ville syrienne de Raqqa, en touchant des objectifs de l'EI indiqués par les États-Unis ». Parmi lesquels, précisent des fonctionnaires états-uniens, « quelques cliniques et un musée ». Manlio Dinucci - Il Manifesto (Italie) - publié par le Réseau Voltaire 17.11

Et il y a une semaine environ, la France avait bombardé une centrale électrique approvisionnant Alep où l'armée syrienne avançait.

- Benoist Apparu, député LR de la Marne : "Je suis satisfait en ce qui concerne les mesures de sécurité intérieure".

Guerre idéologique et conditionnement des masses pour qu'elles adhèrent à la guerre, réclament un Etat policier, une dictature ou les entraînent vers le fascisme.

- Attentats: relatif consensus autour de la réponse sécuritaire de Hollande - AFP

Un relatif consensus politique se dessinait mardi autour de la réponse sécuritaire portée par François Hollande au Congrès après les attentats de Paris, ce qui n'a pas empêché la droite de chahuter Manuel Valls et le gouvernement à l'Assemblée.

En annonçant un renforcement des moyens policiers et militaires, un rapprochement avec la Russie sur le dossier syrien, des mesures répressives contre les jihadistes français et en proposant l'inscription de l'état d'urgence dans la Constitution, François Hollande a en partie pioché dans des propositions formulées de longue date par Les Républicains et le FN.

"Hollande a été désespérément habile. Il nous a coupés l'herbe sous le pied", peste un dirigeant des Républicains. "Notre réponse est extrêmement faible. La droite n'est pas audible", juge un autre ténor de la droite. "Sur la forme, Hollande a bien joué" à Versailles, même si c'est "un reniement total", poursuit-il.

L'ancien Premier ministre Alain Juppé a appuyé mardi la volonté de François Hollande de réunir une large coalition contre l'Etat islamique (EI), y voyant "un changement dans la ligne que nous suivons depuis 2011".

Le candidat et principal rival de Nicolas Sarkozy aux primaires des Républicains a même dirigé ses critiques vers son propre camp, estimant que la droite avait "sans doute eu tort de supprimer une dizaine de milliers" de postes dans les forces de sécurité sous le quinquennat Sarkozy.

Marine Le Pen avait salué lundi soir de "bonnes inflexions" et des "points positifs" dans le discours de François Hollande à Versailles, tout en regrettant des "lacunes énormes".

A la gauche de la gauche, certains élus ont formulé des critiques mezza voce. Le député PS frondeur Pouria Amirshahi, comme l'écologiste Noël Mamère, ne voteront pas la prolongation de l'état d'urgence, jeudi à l'Assemblée. Le groupe EELV pourrait se diviser sur la question. Les députés Front de gauche devraient en revanche suivre le gouvernement.

Le Conseil des ministres doit examiner mercredi le projet de loi sur la prolongation de l'état d'urgence, qui sera voté jeudi par l'Assemblée et vendredi par le Sénat. AFP 17.11

En complément

- Etat d'urgence: "la prolongation de trois mois" inévitable pour André Chassaigne (PCF) - AFP
- Des élus demandent l'extension de l'état d'urgence outre-mer - AFP
- Attentats: les Français trouvent que François Hollande a été à la hauteur L'Express.fr

François Hollande approuvé. Selon un sondage Odoxa pour Le Parisien/Aujourd'hui en France, 73% des Français estiment que le président de la République a été à la hauteur des événements. 26% pensent qu'il ne l'a pas été et 1% ne se prononce pas. Sans surprise, les jugements sont beaucoup plus positifs chez les sympathisants de gauche (90%). Mais l'action de François Hollande est également majoritairement approuvée à droite (63%).

Parmi les mesures annoncées par François Hollande devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, ils approuvent à 91% l'élargissement des possibilités de déchéance de la nationalité française, à 89% la création de 5000 emplois supplémentaires de policiers et de gendarmes et à 84% le fait de faciliter les règles de la légitime défense pour les policiers.

76% des Français estiment aussi que l'appel à l'union nationale "est une bonne réponse car cela montre que la démocratie est plus forte que le terrorisme". A l'inverse, 24% y voient "une mauvaise réponse car c'est une manoeuvre politicienne hypocrite".

Par ailleurs, 81% des personnes interrogées (+20 par rapport à septembre) approuvent les frappes aériennes contre Daech en Syrie (contre 18%) même si 63% jugent qu'elles vont "contribuer à davantage exposer" la France à des risques d'attentats.

Les Français sont également majoritairement favorables (62% contre 38%) à ce que la France participe à une intervention militaire au sol en Syrie, ce qu'exclut l'exécutif.

Les Français n'ont pas peur

Interrogés sur les sentiments (deux réponses possibles) qu'ils éprouvent après les attentats de Paris, 57% répondent "la colère", 40% "la peine", 31% "la solidarité" et 13% "la peur".

- Les Français prêts à restreindre leurs libertés pour plus de sécurité LeFigaro.fr

Une quasi unanimité. Après les attentats de vendredi, ce ne sont pas moins de 98 % des Français qui évaluent comme élevée la menace terroriste, selon notre sondage Ifop pour Le Figaro et RTL. Jamais depuis 1992, les menaces n'avaient atteint un tel niveau. A titre de comparaison, la menace avait été jugée élevée par 93 % des Français après Charlie Hebdo. Une différence qui peut s'expliquer par le type de victimes et le mode opératoire des terroristes. En s'en prenant à des anonymes, la France entière s'est sentie encore plus impliquée par les attentats. De la même manière, il n'existe pas de différence entre les zones rurales et zones urbaines. «C'est bien toute la France qui est ébranlée», reconnaît Jérôme Fourquet, directeur du pôle opinion de l'Ifop.

Virage idéologique

La gauche, qui s'est toujours montré inflexible sur la défense des libertés individuelles, a largement basculé vers une dimension plus sécuritaire. De ce point de vue, ces attentats marquent sans doute un virage idéologique.

Ainsi, 84 % des personnes interrogées se disent prêtes à accepter davantage de contrôles et une certaine limitation de leurs libertés pour mieux garantir la sécurité. Même à gauche, 65 % du Front de gauche et 87 % du PS souscrivent à cette idée. Corollaire des paroles martiales de François Hollande et Manuel Valls sur la France qui est désormais entrée en guerre, 59 % des Français approuvent ces déclarations et les conséquences que cela implique. Cette adhésion a une très forte conséquence sur les toutes les mesures envisagées par le gouvernement. «Désormais, les Français adhèrent non seulement à la rhétorique de la guerre, Valls avait déjà parlé de guerre en janvier dernier, mais également aux décisions entraînant une restriction des libertés publiques», affirme Jérôme Fourquet.

Comme après l'épisode Charlie, la confiance accordée aux forces de police, de gendarmerie et de renseignement pour lutter contre le terrorisme est impressionnante: 87 %. Les Français ne doutent pas de l'efficacité des différents services de sécurité. Il n'en va pas de même avec le gouvernement et François Hollande. Ils ne sont que 50 % à lui faire confiance en matière de sécurité. L'exécutif retrouve à peu près le même niveau qu'en janvier 2015 (51 %). Mais là aussi, des différences partisans se font jour. A gauche, la confiance y est bien plus forte qu'à droite avec 83 % de sympathisants du Front de gauche et 85 % de ceux du PS, quand ils ne sont que 34 % chez les proches des Républicains et 24 % du FN.

Le fichier S, qui regroupe les personnes suspectées d'activités contraire à la sécurité du pays, constitue un point important de l'enquête et sans doute de la phase constitutionnelle et législative qui s'ouvre. Or, les Français sont largement favorables (74 %) à l'emprisonnement des personnes qui figurent sur ce fichier S. Une proposition qui retient l'adhésion de presque tous les Français, quelle que soit leur préférence partisane. Ils sont 47 % au FG, 64 % au PS, 87 % chez LR et 94 % au FN. L'électorat de gauche, traditionnellement très rétif à toutes atteintes aux libertés publiques, a cette fois-ci basculé.

Conséquence directe des attentats, 85 % approuvent l'intervention militaire en Syrie, alors même que les terroristes ont justifié leur actes par les précédentes actions militaires françaises dans ce pays. Autre conséquence de l'attentat, les Français sont à 62 % contre l'accueil des migrants quand ils étaient 47 % à le souhaitent il y a seulement un mois. lefigaro.fr/17.11

Comme quoi vaut mieux se poser des questions.

Quelques-unes des questions posées aux personnes sondées, qui montrent à quel point elles avaient été conçues ou rédigées de telle sorte qu'elles n'aient pas besoin de réfléchir pour trouver les bonnes réponses, celles escomptées par ceux qui avaient commandé ces sondages et qui ont adopté la propagande de guerre de Hollande, à moins que ce ne soit l'inverse, puisqu'ils appartiennent à l'oligarchie financière ou en sont les porte-parole.

- Comment évaluez-vous la menace terroriste dans notre pays aujourd'hui ? Diriez-vous qu'elle est très élevée, plutôt élevée, plutôt faible ou très faible ?

- Diriez-vous que pour faire face et lutter contre le terrorisme vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans... ? (la police, le gouvernement...)

- Pour mieux garantir votre sécurité, seriez-vous prêt à accepter davantage de contrôles et une certaine limitation de vos libertés ?

Les deux premières questions partent du principe qu'il existe une "menace terroriste" ou qu'il faut "lutter contre le terrorisme", affirmation avancée par Hollande (à la suite de Bush), c'est considéré comme acquis, donc cela ne se discute pas ou ne mérite pas réflexion, vaut mieux pas évidemment.

La menace, c'est le terrorisme, elle ne pourrait pas venir d'ailleurs, par exemple du président de la République, du gouvernement, des institutions, du régime, de l'UE, des Etats-Unis, etc. Et ce n'est pas un hasard s'ils enchaînaient ensuite par une affirmation plutôt qu'une négation de manière à ce que dans la foulée ce soit l'affirmation qui l'emporte, histoire de légitimer les mesures annoncées par Hollande.

Quant à la troisième question, elle était tournée de telle sorte que les gens frappés par l'horreur de ce carnage et pensant avant tout à leur sécurité, ce qui quelque part est parfaitement légitime, en perdent la raison ou la faculté de penser au détriment du peu de liberté dont ils disposaient déjà avant le 13 novembre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Roumanie

Un gouvernement de technocrates pour la Roumanie - euronews.com

La Roumanie a désormais un gouvernement d'experts en administration européenne et d'anciens chefs de grandes entreprises, en bref un gouvernement de technocrates. Le nouveau Premier ministre, Dacian Ciolos, et son cabinet ont obtenu la confiance du parlement ce mardi.

Dacian Ciolos, 46 ans, est un ancien commissaire européen à l'Agriculture ; la ministre de l'Economie est une ancienne experte du FMI et de la Commission européenne. euronews.com 17.11

2- Grèce

- Grèce: manifestations à la mémoire du soulèvement étudiant de 1973 - AFP

Des milliers de personnes ont participé mardi en Grèce aux manifestations à la mémoire de l'insurrection étudiante réprimée dans le sang en 1973 par le régime des colonels, un incident qui a entraîné la chute de la dictature un an plus tard.

Selon la police environ 16.000 personnes ont participé aux manifestations à Athènes et 12.000 à Thessalonique, deuxième ville grecque dans le nord du pays.

Deux cortèges différents, un premier comprenant des syndicats d'étudiants, des associations antiracistes ou des partis de gauche, et un second du Front des travailleurs en lutte (Pame) proche du parti communiste grec KKE, ont défilé dans le centre de la capitale et jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis.

Comme tous les ans depuis 42 ans, ces manifestations visent à dénoncer le soutien de la CIA au coup d'Etat des colonels, en 1967.

Sur fond de la crise de la dette, qui frappe la Grèce depuis six ans, de nombreuses banderoles et slogans dénonçaient les mesures de rigueur imposées au pays par ses créanciers, l'UE et le FMI.

"Nous voulons l'Europe des travailleurs et non celle des esclaves des capitalistes", scandait un groupe de manifestants de gauche.

"A bas les "memoranda" (mesures de rigueur ndr) et leurs gestionnaires", indiquait une autre.

Le 17 novembre 1973, les chars des dictateurs ont pénétré dans l'enceinte de l'Ecole Polytechnique à Athènes, occupée alors par des étudiants et de nombreux citoyens protestant contre le régime. Au moins 24 personnes ont été tuées et plusieurs dizaines ont été blessés.

Des incidents mineurs ont eu lieu à l'arrivée du Premier ministre Alexis Tsipras, leader de la Gauche radicale Syriza, et des membres du gouvernement à l'Ecole Polytechnique mardi matin, pour y déposer une gerbe au monument des victimes.

Des objets ont été lancés par des personnes dénonçant la poursuite des mesures d'austérité en Grèce. AFP 17.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Le réseau des bus RATP sera perturbé mercredi par une grève des chauffeurs - AFP

La RATP prévoit en moyenne près de trois bus sur quatre à Paris et en banlieue mercredi en raison d'un appel à la grève maintenu par trois syndicats du réseau Bus (CGT, FO, SUD) pour réclamer des embauches, a indiqué mardi à l'AFP la régie.

Décidé avant les attentats, l'appel à la grève initialement déposé par quatre organisations représentatives à la RATP-bus (CGT, SUD, FO et Unsa) a été maintenu par trois syndicats, parfois contre l'avis de leurs organisations centrales.

Ces syndicats ont en revanche annulé la manifestation prévue devant le siège de la RATP à Bercy.

L'appel à la grève court de mardi 22 heures à jeudi 8 heures. Dans leur préavis, les syndicats de machinistes pointent une "politique de productivité effrénée", qui "a réduit les effectifs du département bus" et met "en souffrance" les chauffeurs.

La RATP, qui exploite 350 lignes de bus et quelque 4.500 autobus en Ile-de-France, emploie 15.000 machinistes. AFP 17.11

2- Grèce

- Grèce : la teneur de l'accord avec les créanciers - latribune.fr

L'accord est donc intervenu après un long week-end de discussions entre la Grèce et ses créanciers. Ce mardi 17 novembre, il semble désormais que l'accord soit trouvé. Le commissaire européen Pierre Moscovici a pu proclamer que « c'était une bonne journée » et le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a promis, une fois les mesures votées par le parlement grec sans doute jeudi, de verser les 10 milliards d'euros nécessaires au premier renflouement des banques et les 2 milliards d'euros supplémentaires nécessaires au fonctionnement de l'Etat grec.

La question des expulsions

Le ministre grec des Finances, Euclide Tsakalotos, a surtout tenté de réduire les exigences des créanciers en matière d'expulsion des familles surendettées. Jusqu'ici, ces familles étaient protégées tant que la valeur de leur bien était inférieure à 250.000 euros.

Au final, le gouvernement d'Alexis Tsipras a dû accepter les deux demandes des créanciers.

Les « mauvais payeurs » tomberont dans trois catégories. La première concerne les personnes affichant un revenu allant jusqu'à 8.180 euros par an pour un célibataire et 13.917 euros pour un couple, avec une prime de 3.391 euros par enfant. Les Grecs dans cette catégorie bénéficieront de la protection complète contre l'expulsion tant que leur bien est inférieur à 170.000 euros (l'évaluation devra être indépendante). Pour ceux qui ont un revenu allant jusqu'à 23.659 euros par an pour un couple et ayant un bien évalué jusqu'à 230.000 euros, la dette sera renégociée avec la banque et les paiements seront adaptés. Pour les autres, la procédure normale sera appliquée.

Euclide Tsakalotos est parvenu à obtenir le déblocage de 100 millions d'euros d'assistances aux propriétaires dont la situation est la plus difficile. Mais ces nouvelles règles vont nécessairement provoquer des expulsions ou des baisses de pouvoir d'achat dans un pays où l'immense majorité des ménages sont propriétaires. Athènes affirme avoir réussi à maintenir la protection pour 60 % des ménages concernés, soit 400.000 ménages, contre 70 % aujourd'hui.

La hausse de la TVA sur l'éducation privée annulée

Enfin, dernier point positif pour le gouvernement Tsipras : il a obtenu l'annulation du relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'éducation privée. La hausse de la TVA sur l'éducation privée annulée

Enfin, dernier point positif pour le gouvernement Tsipras : il a obtenu l'annulation du relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'éducation privée. C'était un cheval de bataille qu'avait adopté depuis cet été le premier ministre grec. Mais les créanciers ont demandé des mesures alternatives : une taxe sur le jeu numérique de la loterie OPAP et une taxe de 30 centimes d'euros par bouteille de vin. Deux mesures que le gouvernement considère moins douloureuses pour les ménages grecs et qui sont, de plus, moralement plus acceptables. latribune.fr 17.11

ECONOMIE

France

- Ponctionner les comptes bancaires, bientôt légal en France - lepoint.fr

Le 1er janvier 2016 entrera en vigueur la loi dite de "renflouement interne des banques" qui transfère le risque de faillite bancaire sur les déposants.

C'est en catimini, au milieu de la torpeur estivale, le 20 août dernier, que la Directive européenne sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances (la BRRD en anglais) a été transposée en droit français par une simple ordonnance (très sibylline), sans aucun débat démocratique. (C'est une des vertus de la Ve République. - LVOG) Le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède, la République tchèque, la Pologne et la Roumanie ne l'ont pas encore transposée dans leur droit national et sont poursuivis par la Commission européenne devant la Cour de justice de l'Union européenne depuis le 22 octobre dernier.

Cette directive est censée protéger les États du risque de faillite bancaire. Elle stipule qu'à partir du 1er janvier 2016, ce sont les actionnaires et les créanciers d'une banque en difficulté qui devront subir leur part des pertes, en premier lieu, avant que l'État n'ait à intervenir. Au premier abord, il s'agit de responsabiliser les actionnaires et les créanciers, ce qui est une excellente idée. Mais cette directive entraîne d'autres conséquences...

Protéger les États d'une faillite bancaire

Depuis la crise de 2008 et en l'absence d'une législation adaptée, les États ont été contraints de venir en aide à des banques en difficulté, ce qui leur a coûté cher. Du fait de la récession, leur dette publique s'est notablement accrue, si bien que le renflouement de banques en faillite aurait des effets récessifs supplémentaires (par un recours supplémentaire à l'endettement ou à l'impôt).

C'est donc au tour des actionnaires et des créanciers d'être mis à contribution. La capitalisation boursière d'une banque en faillite (la valeur de ses actions) tombe généralement à un niveau proche de zéro et ne peut absorber les pertes. Quant aux créanciers, s'il s'agit d'autres institutions financières, comme un assureur qui, avec l'argent des épargnants, fait l'acquisition d'obligations bancaires, par exemple dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie multisupport en unités de valeur, il devra prendre les pertes à sa charge, ce qui n'est pas sans conséquence sur son propre équilibre financier. Ensuite, les dépôts bancaires dépassant les 100 000 euros sont ponctionnés par la banque et servent à la renflouer. Quant aux dépôts de moins de 100 000 euros, ils sont censés être garantis par le Fonds de garantie des dépôts bancaires.

Un Fonds de garantie des dépôts insuffisant

Le Fonds de garantie des dépôts bancaires européen qui devait recevoir 55 milliards, de quoi sauver les dépôts d'une seule banque en faillite, a été refusé par l'Allemagne en septembre dernier. Il reste aux déposants français le Fonds de garantie des dépôts français qui ne dispose qu'un peu plus de 3 milliards de réserves, même pas de quoi couvrir les dépôts de la plus petite des quatre grandes banques françaises... Puisqu'il s'agit d'un droit, l'État n'aurait pas d'autre choix que de remettre la main à la poche pour indemniser les déposants en complétant l'apport du Fonds de garantie. Imaginons que la banque en difficulté soit une banque systémique, c'est-à-dire un établissement suffisamment important dont la faillite déclenche une réaction en chaîne sur l'ensemble du secteur bancaire mondial. En France, certaines de nos banques sont potentiellement systémiques d'après le FSB (Financial Stability Board).

Dans une telle situation, comment les assureurs et les autres banques (ou toute autre institution financière) pourraient-ils prendre à leur charge des pertes susceptibles de mettre leur situation en péril ? Dans ce cas, les fonds en unités de compte fondent comme neige au soleil et les fonds en euros, censés être garantis à hauteur de 70 000 euros, posent un problème supplémentaire à l'État. C'est alors au Fonds de garantie des assurés d'intervenir. Mais, là encore, que pourrait-il faire en cas de crash systémique ? En résumé, une banque systémique emporte dans sa chute les autres banques mais aussi les assureurs, même si ces derniers répondent à des normes plus exigeantes que celles des banques.

Un risque systémique

Si cette nouvelle directive européenne est si peu efficace en cas de faillite d'une des grandes banques françaises, on se demande même pour quelle raison la Commission européenne s'acharne avec tant d'empressement sur les pays qui n'ont pas transposé cette directive dans leur droit national.

La situation économique mondiale apporte la réponse à cette question. Le montant total de la dette mondiale est passé de 142 trillions de dollars fin 2007 à 199 trillions de dollars en 2013, soit une évolution du ratio de 269 % du PIB mondial à un ratio de 286 %. En un mot, la dette augmente plus vite que l'économie. Si les choses se poursuivent ainsi, il arrivera un moment où la croissance économique générée ne sera plus suffisante pour le remboursement de la dette. Ces montagnes de dettes se transformeront en actifs toxiques pour ceux qui les détiennent.

Parallèlement à cela, l'exposition des banques aux produits dérivés s'est aussi considérablement accrue. Selon certaines sources, elle a plus que doublé ! Le secteur bancaire n'a pas été assaini. Rien n'a été fait pour diminuer les risques auxquels les banques sont exposées. On aurait pu séparer les activités de dépôts des activités spéculatives. Mais l'économie est si atone que les activités classiques des banques sont peu rentables, la taille des activités spéculatives est devenue totalement marginale en France et la structure de coûts de nombre de banques traditionnelles est trop lourde. Par ailleurs, leur modèle économique est menacé par l'émergence de nouveaux acteurs du numérique pour le paiement en ligne, les transactions, le crédit, etc., donc du côté de la banque de dépôt, ce n'est pas très rémunérateur et les banques comptent sur les dépôts pour aller sur les marchés dérivés plus risqués mais plus rémunérateurs.

Comment faire autrement ?

Les banques ne peuvent plus se passer des produits spéculatifs même si cela représente un risque légal. Depuis six ans, les banques centrales n'ont cessé d'injecter des liquidités, officiellement dans le but de relancer l'économie, officieusement pour permettre aux banques de retrouver une santé économique, via une forte augmentation des cours des actifs sur les marchés financiers, ce qui pénalise l'économie réelle en ponctionnant du pouvoir d'achat (comme par exemple l'immobilier).

Enfin le Conseil de stabilité bancaire, un organe créé par le G20, préconise pour les banques une augmentation de leurs fonds propres pour les rendre plus solides en cas de crash. Cela va dans une bonne direction. Il reste à savoir si elles accepteront ces nouvelles contraintes et si le G20 va les adopter.

Le droit de propriété a-t-il encore du sens ?

Le système financier mondial est truffé de paris spéculatifs qui ont la caractéristique d'être autoréalisateurs. Autrement dit, lorsqu'un acteur financier parie sur un événement, par exemple la faillite d'un État, le mécanisme spéculatif est si puissant qu'il provoque l'événement en question. Au pire moment de la crise grecque, la planète financière risquait de perdre 3 000 milliards de dollars alors qu'en 2009, la Grèce n'avait contracté que 300 milliards de dette souveraine. Gardons à l'esprit que ces phénomènes spéculatifs sont incontrôlables et puissants. Le fait qu'une banque peut être renflouée par les dépôts peut aiguïser des appétits prédateurs, puisqu'il y a quelque chose à prendre...

Pour résumer, cette directive est au mieux inefficace, au pire dangereuse. De plus, on peut légitimement se demander si elle est compatible avec la Constitution de la Ve République qui s'appuie sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, laquelle déclare dans l'article 17 la propriété comme un droit inviolable et sacré. Les admirateurs de Proudhon, auteur de la célèbre maxime "La propriété, c'est le vol", en ont rêvé. La Commission européenne l'a fait. lepoint.fr 16.11

La Constitution de la Ve République est ainsi faite que ce sont ceux qui sont au pouvoir qui décident ce qui est ou non compatible avec elle en fonction des besoins des aléas de la crise du régime.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 novembre 2015

CAUSERIE

(La causerie du jour a été ajoutée plus loin sur les coups de midi heure de Paris.)

Toute personne ou tout militant qui se verrait accuser d'apologie du terrorisme pourrait faire valoir le soutien public de Fabius à al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda, en décembre 2012.

On a ajouté l'article *Le grand réarmement planétaire 2015* (mondialisation.ca) (14.09.15), ainsi qu'un lien pdf à la fin de chaque article pour que vous puissiez les télécharger au format pdf.

En attendant la causerie du jour, les liens vers tous ces articles à télécharger, faire circuler autour de vous, à imprimer et à distribuer à tous les gens que vous connaissez sans exception pour aider à briser la propagande de l'Etat et à lutter contre la guerre dans laquelle il veut entraîner la population. C'est semble-t-il le devoir minimum de chaque militant ouvrier, de chaque travailleur aspirant à vivre dans une autre société ou un autre monde, personne ne pourra dire là que ce ne serait pas à sa portée, pas d'actualité ou je ne sais quoi.

- La stratégie du chaos (Réseau Voltaire) (17.11.15)
- La République française prise en otage (Réseau Voltaire) (16.11.15)

- Passeport : le retour (Réseau Voltaire) (15.11.15)
- Des responsables de la communauté juive prévenus de l'attaque de Paris... (Réseau Voltaire) (15.11.15)
- Attentats de Paris : la responsabilité écrasante de l'exécutif français (mondialisation.ca) (15.11.15)
- 13-Novembre : les États occidentaux ne peuvent combattre le jihadisme en soutenant ses parrains pétromonarchiques ! (mondialisation.ca) (14.11.15)
- Le grand réarmement planétaire 2015 (mondialisation.ca) (14.09.15)
- Sur CNN, une parlementaire US confirme que la CIA soutient al-Qaïda pour renverser Bachar el-Assad (mondialisation.ca) (13.11.15)
- Otan, le tabou de la gauche (Réseau Voltaire) (10.11.15)
- La face cachée de l'Administration Obama (Réseau Voltaire) (10.11.15)

Et le mouvement ouvrier, il est où pour vous informer, pour comprendre et agir ? Aux abonnés absents, il a déserté, normal, nos dirigeants craignaient déjà d'affronter le régime, alors la guerre...

La causerie du jour, Pondichéry 16h30

Au fait, à Cuddalore, à 30 kilomètres de chez moi, le cyclone et les pluies diluviennes de la semaine dernière ont fait 72 morts, des centaines au Tamil Nadu. Les médias n'en ont pas causé, ils avaient d'autres morts sur la conscience en France...

[Pearl Harbour, 11 septembre 2001, 13 novembre 2015 : la méthode ne date pas d'hier.](#)

Comment faire pour entraîner davantage la France (et l'Europe) dans la guerre en Syrie au côté des Américains et pouvoir le justifier, alors que la majorité de la population y était hostile ?

En donnant un petit coup de pouce aux autorités en recourant à une attaque particulièrement sanglante de manière à ce qu'elle marque les esprits et les retourne en faveur de la guerre.

Le gouvernement français était déjà engagé dans cette guerre depuis pratiquement le début, mais de manière clandestine, illégale, sans que la population en soit informée, en se contentant de livrer des armes aux barbares et de leur fournir des instructeurs, ce qu'il a toujours nié, aussi dans ce cadre-là son engagement ne pouvait être que limité. Or les Américains exigeaient que les pays de l'OTAN y soient davantage impliqués.

La Syrie n'ayant pas plus déclaré la guerre à la France qu'hier l'Afghanistan ou l'Irak aux Etats-Unis, il fallait donc un puissant détonateur ou orchestrer un événement exceptionnel qui serait assimilé à une déclaration de guerre, pour justifier une réponse appropriée ou qui soit à la hauteur de l'attaque subie et qui ne pourrait prendre que la forme d'une réponse militaire contre ce pays maquillée en lutte contre le terrorisme, que la population serait appelée à soutenir sur fond de consensus ou d'union nationale et de matraquage médiatique relayant la propagande gouvernementale, mieux qu'elle réclamerait, ce qui présenterait l'avantage de lui en faire subir les conséquences sans qu'elle se rebelle puisqu'elle les acceptait en cautionnant cette guerre, ne devait-elle pas être prête désormais psychologiquement à accepter un Etat policier et une société militarisée qui assurerait sa sécurité en échange de restriction à ses droits politiques dont déjà elle ne profitait plus, donc sans conséquences politiques, mieux encore, le pouvoir en place pourrait même espérer en tirer un avantage politique lors des prochaines élections qui s'annonçaient pour lui catastrophiques, sans parler des difficultés ou de la résistance qu'il rencontrerait pour appliquer sa politique d'austérité et de régression sociale généralisée, pour un peu s'il s'y prend bien il pourra faire d'une pierre deux coups ou même trois : contenter son suzerain de Washington, se refaire une santé politique et enfin déminer le terrain social en neutralisant la lutte des classes sur fond d'unité nationale nécessitant des efforts de l'ensemble de la population.

A ce stade on pourrait croire que le tour serait joué ou que ce serait dans la poche, et que le gouvernement n'aurait plus qu'à appliquer tranquillement la suite de son programme ultra réactionnaire pour atteindre ces objectifs. Cependant, les choses risquent de se compliquer pour Hollande ou de se passer tout autrement, on en a déjà eu un avant-goût avec les mouvements sociaux qui se poursuivent, ainsi que la fragilisation ou l'éclatement de l'union nationale du fait qu'en période électorale chacun des partis inféodés au régime est décidé à tirer profit de la situation au détriment de ses concurrents, compliquant la tâche de l'exécutif et compromettant en partie ses objectifs, la crise sociale alimentant la crise politique et vice versa, avec le risque que sur l'un ou l'autre plan la situation dérape et devienne incontrôlable.

Leur chance et notre malheur réside dans le fait que le mouvement ouvrier n'est pas en ordre de bataille pour être profondément corrompu, divisé, son avant-garde disloquée, sans direction, situation qui n'a évidemment pas échappé aux représentants de la classe dominante et qui en profitent pour pousser leur avantage le plus loin possible

[Les capitulaires au côté de la sainte-alliance contre-révolutionnaire.](#)

Le POI se rallie à l'union nationale et ne condamne pas l'Etat d'urgence.

Au lieu de dénoncer et exiger le retrait de l'Etat d'urgence, Informations ouvrières (N°378) titre " *Après l'effroi... le temps des questions*".

Titre trompeur s'il en est.

Pourquoi la situation ne serait-elle pas suffisamment claire ?

Pas pour le POI qui ne dénonce pas la collusion, la complicité, l'alliance passée par Hollande et son gouvernement avec les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique auxquels il a livré des armes depuis au moins 2012. Le POI ne condamne pas l'Etat d'urgence et n'entend pas le combattre, il l'ignore ! Là camarades du POI, ce ne sont pas des couleuvres que vos dirigeants exigent que vous avaliez, mais que vous reniez purement et simplement votre engagement politique, que vous y laissiez votre âme comme aurait dit Marx. En fait, ce qu'ils exigent d'eux, c'est qu'ils capitulent sans condition face au régime qu'ils supportent depuis toujours. Voilà la véritable nature du lambertisme, réactionnaire.

Décryptage de la rhétorique des traîtres à notre classe et au socialisme.

Yan Legoff : " *Qui peut croire que cette guerre sans fin protégera de la barbarie ?*", parce qu'il y aurait d'un côté la guerre et d'un autre la barbarie, il y aurait d'un côté le gouvernement, les institutions de la Ve République et de l'autre les barbares, ne seraient-ils pas complémentaires, les uns ne seraient-ils pas au service des autres, en dernière analyse ne défendraient-ils pas la même cause, les intérêts de la même classe, celle des capitalistes ?

Le "*temps des questions*", disent-ils, qu'ils ne se poseront pas ou l'art de poser les mauvaises questions. De quelle guerre s'agit-il, pourquoi et pour quoi, contre qui, qui en est à l'origine ? Il faut croire que si cette guerre nous protégeait de la barbarie il faudrait la soutenir, mais est-ce que ce serait possible de la part de ce régime ? Cette question n'en était donc pas une ou elle était stupide, tellement grotesque que tous les médias officiels ont été obligés de le souligner, tout en soutenant cette guerre évidemment. Donc cette question revenait à ne rien dire !

Tous les partis dits ouvriers sans exceptions auront donc tout fait sur la base des faits qu'ils se sont minutieusement employés à soustraire à la connaissance de leurs militants et des travailleurs, pour que les masses exploitées ne parviennent pas à comprendre la nature des rapports qui existent entre le régime en place et les barbares qu'ils a engendrés pour servir ses intérêts, pour finalement les livrer à leur ennemi, la classe des capitalistes, qui parce qu'elle ne parvenait pas à ses fins dans le cadre du fonctionnement des institutions ou à briser la résistance des travailleurs à sa politique de régression sociale en arrive à instaurer un régime d'exception ou une dictature, à recourir à un régime de terreur et à la guerre pour y parvenir.

Et dire que ces dirigeants n'auront eu de cesse d'expliquer, que ce qui caractérisait les autres partis ouvriers c'était leur refus d'affronter le régime, pour finalement les imiter.

En guise de condamnation de l'Etat d'urgence, ces lâches se font le relais des « *inquiétudes* » du syndicat de la magistrature et de la Ligue des droits de l'homme (page 3) tous deux inféodés au PS et au régime, ou encore des "*préoccupation*" de l'appareil pourri de la CGT (page 4), sans parler évidemment de FO (id) qui estime qu'elle constitue une "*atteinte fondamentale aux libertés, à l'égalité et à la fraternité*", bref vive la République dont se réclament Hollande et Sarkozy, la palme de l'aveuglement revenant à Michel Sérac (page 16) : "*L'indignation devant la barbarie aveugle et fanatique devrait-elle aveugler le jugement lucide des citoyens ?!*", quel jugement, celui que le POI n'ose pas porter ici sur le régime, le gouvernement, Hollande, le PS, trop compromettant ?

Voilà à quoi se réduit pour les dirigeants du POI l'analyse qu'on n'ose pas dire politique ou leur interprétation des derniers développements de la situation en France et en Syrie : le vide absolue ou la désinformation ouvrière ! Au point que ce numéro de désinformations ouvrières ne comporte pas d'éditorial, et le POI n'a publié aucun communiqué au lendemain du 13 novembre, celui publié l'a été par la tendance de D. Gluckstein qui de fait a déjà été exclue du POI.

Il y a des militants qui ne vont pas croire ce qu'ils viennent de lire, aussi exceptionnellement nous mettons en ligne l'intégralité du n°378 du bien mal nommé hebdomadaire du POI Informations ouvrières pour qu'ils vérifient eux-mêmes qu'on n'a rien inventé ou qu'on ne cherche pas à les manipuler.

Qu'on soit d'accord ou non, peu importe ici, on retiendra que le POI s'est refusé à condamner l'Etat d'urgence.

Le NPA fait dans la provocation gauchiste

NPA. L'Etat d'urgence permanent? - 16.11

Le NPA s'est mouillé timidement le petit doigt en écrivant que l'Etat d'urgence "doit être levé", et pour y parvenir il propose "la lutte contre le racisme et les discriminations, la solidarité, l'égalité sociale" dans un contexte qui risque de virer rapidement à la xénophobie ou aux pogroms envers certaines couches d'immigrés, de telle sorte que cette orientation constitue une dangereuse et inutile provocation gauchiste pouvant exposer ceux qui participeront à cette "lutte".

En fait, c'est tomber dans le piège tendu par le gouvernement pour alimenter les tensions entre les différentes couches de la population, et lui fournir un prétexte pour réprimer le mouvement ouvrier et le prolétariat, dès lors qu'il ne pointe pas la responsabilité de Hollande dans l'attaque du 13 novembre sur la base de la politique qu'il a menée depuis mai 2012 sur la Syrie ou les contrevérités qui ont servi à la justifier, ce que l'immense masse de la population ignore encore.

Il va être intéressant d'observer quelle va être la réaction du peuple, il est peut-être trop tôt pour le savoir, et de voir dans quelle mesure il sera capable ou non de contourner la propagande officielle, principalement en s'informant auprès de médias alternatifs aux médias institutionnels qui sont tous alignés sur le discours de Hollande, on pourra ainsi mesurer s'il a tiré ou non des enseignements des expériences similaires du passé et s'il a mûri, à mon avis rien n'est moins sûr, mais attendons de voir la suite pour aller plus loin.

On constatera que ce soit le POI, le NPA ou LO, aucun parti n'entend axer son combat contre les institutions de la Ve République, alors qu'il est question d'une énième révision de la Constitution, que la totalité des institutions sont mobilisées, hier l'Association des maires de France, la veille c'était le Parlement qui était réuni en Congrès, bref, c'est délibérément qu'ils ménagent le régime.

- AMF : François Baroin approuve les mesures d'exception Public Sénat 18.11

- Au Congrès des maires, «une magnifique unité» Liberation.fr 18.11

Et dire qu'il ne s'est pas trouvé un seul élu dans ce pays pour dénoncer l'imposture du chef de guerre Hollande, pas un seul pour relater les informations que nous et bien d'autres avons publiées qui accusent Hollande de complicité avec les différents mouvements issus d'Al-Qaïda.

Et après il y en a qui s'adressent à ces élus et qui espèrent qu'ils prendront fait et cause pour la classe ouvrière...

Que peuvent faire les militants que ces partis laissent totalement désarmés pour affronter la situation, continuer le combat politique, répondre aux questions que se posent les travailleurs ?

Ils peuvent reproduire les articles que nous avons mis en ligne qui permettent de comprendre la situation ou ce qui s'est passé le 13 novembre à Paris, reprendre en partie nos dernières causeries, les arguments que nous avons développés, leur donner l'adresse de notre portail, établir des contacts sur cette base et essayer de poursuivre la discussion avec ceux qui souhaitent aller plus loin, en l'absence de toute structure où s'organiser, on ne peut malheureusement pas leur proposer davantage. Ils peuvent aussi participer aux réunions qu'organisent ces partis ou intervenir dans les syndicats et y défendre leur interprétation de la situation.

Un courriel reçu

Un camarade m'a écrit il y a quelques jours :

- "Sinon, j'aimerais savoir ce que tu penses d'une initiative qui me semblerait intéressante. Pour les internautes qui se connectent sur ton site, qui l'apprécient, et jugeraient utiles de se retrouver pour prolonger les discussions, j'ai pensé qu'une rubrique permettant de renseigner quelques informations sur leur provenance pourrait permettre la possibilité ultérieure d'une organisation pratique.

Le but, selon moi, serait de favoriser le regroupement de militants par secteur géographique (grande ville par exemple) dont les analyses sur la situation est relativement convergente, et pourquoi entamer la restructuration d'une force politique que l'on appelle, je crois, de nos vœux. Et dont on voit chaque jour, un peu plus, la nécessité....

Dis-moi ce que tu en penses..."

Ta proposition est intéressante et j'y avais pensé il y a quelque temps déjà, mais je n'y avais pas donné suite après avoir constaté, d'une part que peu de militants partageant nos idées se faisaient connaître, d'autre part que ceux qui s'étaient manifestés tenaient à conserver leur anonymat ce que j'ai toujours respecté. Dans ces conditions que faire ? Non, mais c'est une histoire de fous, je crois qu'il faut prendre conscience à quoi les militants en sont rendus. On évoque parfois la psychose collective qui s'est emparée de la population, mais il faut savoir que le mouvement ouvrier en est l'un des foyers les plus actifs.

Je mets ta proposition en ligne, on verra bien ce que cela va donner, mais ne te fais pas d'illusions, je ne veux pas être exagérément pessimiste, disons qu'il existe des antécédents dont il nous faut bien tenir compte sous peine d'être inutilement déçu.

Parole d'internautes sur l'actualité.

1- "... j'oubliais le problème n'est pas d'arrêter les terroristes mais de disposer de l'arsenal législatif pour pouvoir réprimer le jour où les sans-dents se révolteront.

La collusion avec les ennemis de la nation ça ne porterait pas un nom?"

Effectivement, mais ce sera au peuple révolutionnaire de les juger, vous n'allez pas demander à Taubira de s'en charger, n'est-ce pas ?

2- Comprenez-vous que ces mesures pourront aussi être utilisées pour d'autres personnes que des terroristes ?

3- "J'ai décidé que le Parlement serait saisi dès mercredi d'un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois", et pourquoi pas jusqu'aux calendes grecques ! Comme ça on peut faire passer des tas de trucs sur le dos des attentats, minable."

Par exemple ou notamment. Et dire que ceux qui ne condamnent pas l'Etat d'urgence prétendent défendre nos droits, ils se foutent de nous.

4- "Restreindre les libertés de ceux qui respectent la loi (alors que ceux qui la violent s'en fichent éperdument) est un bon moyen de les empêcher de se rebeller lorsqu'ils comprennent que leurs gouvernants n'ont rien fait pour leur assurer cette sécurité à laquelle ils aspirent, et pire, qu'ils s'en fichent royalement."

Dites cela à ceux qui refusent de condamner l'Etat d'urgence...

5- "Je me contenterais de citer Benjamin Franklin: "Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux.""

C'est infaillible !

6- "Comment faire confiance à un pays comme la France alliés des dictatures islamistes turque, saoudite et qatari qui arment et financent Daech, Al Nosra et une myriade de milices islamistes de la Lybie à la Syrie en passant par l'Egypte !"

Impossible.

7- "« le champ des perquisitions sera «étendu à tous les lieux», à l'exception du lieu d'exercice des professions protégées (avocats, parlementaires, journalistes) ».

L'égalité consacrée dans la devise de la République inscrite dans l'article 2 de la constitution française sera tout simplement bafouée par la création d'un nouveau pouvoir au-dessus du peuple : Le pouvoir médiatique absolu."

Les partis du mouvement ouvrier pratiquant aussi la désinformation ou s'étant mis à l'heure de l'idéologie dominante à l'instar des médias ne condamne pas l'Etat d'urgence ou alors du bout des lèvres, ceci explique cela.

8- "Vous pensez également que ce sont les "marchés" qui ont fait remonter en ligne droite puis reprendre par WS plus de 400 points également en ligne droite? Et demain quoi? Ce sera +1.5%? +3% dès l'ouverture? Au nom de quoi? Posez-vous plutôt la question de qui soutient et avec les poches de qui pour le garantir. Vous parlez de marché, mais il n'existe plus depuis bien longtemps maintenant, et c'est de notoriété publique tant le niveau de décontraction dans la manipulation est évident. Faites donc un tour sur le PPT comme on le surnomme aux US. Allez, je vous aide: c'est le Plunge Protection Team. Et non, ce n'est même pas une blague. C'est officiel. Depuis des années. Seuls ceux qui ne veulent pas voir et ceux qui ne veulent pas informer peuvent encore parler de marchés comme vous le faites. "

Cette critique était adressée à un chroniqueur de La Tribune. En effet les dés sont pipés par les banques et les institutions financières les plus puissantes, américaines principalement, qui dominent le marché mondial, elles peuvent se permettre d'acheter la production ou le stock mondial d'aluminium par exemple et donc d'en fixer le prix... J'ai cité cet exemple pour l'avoir lu dans un article, et cela vaut pour d'autres matières premières, le café, le soja, etc.

13 novembre. Un massacre programmé et qui aurait pu être évité

Un internaute rapporte l'information suivante : "Squarcini (ancien directeur de la DCRI) révèle que la Syrie a proposé à la France la liste des djihadistes français opérant sur son sol, Manuel Valls a refusé la liste sous prétexte de ne pas vouloir échanger des renseignements avec l'État syrien !"

- Attentats à Paris: Un rapport américain évoquait des risques d'attaques en Europe et le nom d'Abdelhamid Abaaoud - 20minutes.fr

[Le terrorisme est en tant de crise une arme de guerre destinée à disloquer les peuples et à les préparer à la guerre.](#)

- Crash dans le Sinaï : la bombe était dissimulée dans une canette de soda, annonce le groupe Etat islamique - Francetv info

- Comment le nombre d'attaques terroristes a explosé dans le monde (et le pire reste à venir) - Atlantico.fr

En 2014, le nombre d'attentats où plus de 100 personnes sont mortes a atteint un niveau sans précédent. Atlantico.fr 18.11

La guerre, il faut bien que tout le monde en profite, sinon à quoi bon ! Le terrorisme, c'est la poursuite de la guerre sous la forme de bombes à fragmentation destinées à soumettre les peuples au lieu de les détruire car ils peuvent encore servir, c'est encore plus cynique qu'une guerre classique en somme.

[Le projet de loi de réforme de l'état d'urgence](#)

- Les principales dispositions prévues par le projet de loi de réforme de l'état d'urgence - AFP

Voici les principales mesures que le gouvernement a inscrites dans le projet de loi de prolongation et de réforme de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence.

Ce projet doit être examiné jeudi par les députés et vendredi par les sénateurs.

PROLONGATION

- La loi du 3 avril 1955 prévoit que la prorogation de l'état d'urgence au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par la loi. Le projet de loi dispose que l'état d'urgence déclaré à compter du 14 novembre 2015 à zéro heure est prolongé pour trois mois (jusque fin février), comme cela avait été le cas en 2005 lors des émeutes qui avaient touché les banlieues.

ASSIGNATIONS A RÉSIDENCE ÉLARGIES

- Le régime des assignations à résidence est élargi à toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public.

- Il pourra être interdit à la personne assignée à résidence d'entrer directement ou indirectement en contact avec des personnes soupçonnées également de préparer des actes portant atteinte à l'ordre public.

- Enfin, la commission administrative chargée de donner un avis sur la contestation de l'intéressé est supprimée et remplacée par le recours de droit commun devant la juridiction administrative.

LE RÉGIME DES PERQUISITIONS PRÉCISÉ

- Si l'état d'urgence permet au ministre de l'Intérieur de procéder à des perquisitions administratives, sans passer par l'autorité judiciaire, le projet de loi prévoit qu'aucune de ces perquisitions ne pourra viser les locaux affectés à l'exercice d'un mandat parlementaire ou à l'activité professionnelle des avocats, magistrats ou journalistes.

- Dans le cas des infractions aux dispositions sur ces perquisitions, tout comme pour les assignations à résidence, les peines encourues sont substantiellement accrues.

PAS DE CONTRÔLE DE LA PRESSE

- Le contrôle de la presse et de la radio, prévu dans le texte de 1955 mais jamais utilisé, est supprimé, comme l'a précisé mercredi le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll à l'issue du conseil des ministres.

DISSOLUTION

- Le projet de loi ouvre la possibilité de dissoudre les associations ou groupements qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public, et qui comportent en leur sein des personnes assignées à résidence.

EXTENSION OUTRE-MER

- Comme annoncé dès mardi, un décret prévoyant l'extension outre-mer de l'état d'urgence : plus précisément à compter de jeudi 00H00, heure locale, sur le territoire des collectivités de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. AFP 18.11

Les premières conséquences de l'Etat d'urgence

- Les marches pour le climat interdites pour raison de sécurité - Reuters

Quand la dictature prive les "sans-dents" de soupe.

- Attentats de Paris : les Restos du cœur suspendent leurs distributions de repas chauds dans la capitale - Francetv info

Les camions vont devoir rester au garage, obligeant les plus démunis à trouver des solutions de replis pour manger à leur faim. Les Restos du cœur ont en effet suspendu temporairement l'activité de leurs camions parisiens, la distribution de repas chauds dans la rue entraînant des rassemblements, interdits dans la capitale depuis les attentats, a annoncé l'association sur son site internet, mercredi 18 novembre.

"Dans le cadre de l'état d'urgence, une mesure préfectorale provisoire a été mise en place", rappelle l'association lancée par Coluche. "Celle-ci nous oblige à suspendre temporairement les activités impliquant des rassemblements dans l'espace public, c'est le cas notamment des Camions de Paris", poursuit-elle.

En temps normal, des camions Restos du cœur distribuent quotidiennement des repas chauds à partir de 20h (19h30 le dimanche) dans divers endroits de la capitale selon les jours, comme aux Invalides (7e) ou à République le jeudi. Francetv info 18.11

Tiens donc, ils n'ont pas fui le régime tyrannique syrien ?

- Ils ont "fui Daech pour une nouvelle vie": à Calais, des Syriens et Irakiens incrédules face aux attentats - AFP

C'est l'Etat et le capitalisme qui produisent le lumpenprolétariat.

- Bartolone (PS): pas de "lien" entre "banlieues populaires" et "ces terroristes" - AFP

Et pourtant...

- Saint-Denis confirme que nous sommes en guerre, dit Hollande - Reuters

- Deux morts dans une opération antiterroriste à Saint-Denis - Reuters

Ve République. En famille. Consensus sur l'Etat d'urgence englobant l'extrême droite.

- La droite renoue avec l'entente cordiale à l'Assemblée - Reuters

- État d'urgence : consensus en commission des lois de l'Assemblée - LeFigaro.fr

Gilbert Collard (FN, Gard) a annoncé que, même s'il ne voit «pas l'utilité de ce texte», il «voterait la prorogation de trois mois». LeFigaro.fr 18.11

- Régionales: Suite aux attentats, le PS ne distribuera pas ses tracts sur «les mauvais coups» de la droite - 20minutes.fr

Ces tracts ont été jugés en décalage avec l'esprit de concorde souhaité par le parti...

Le PS, qui avait présenté le 9 novembre à la presse un tract très offensif, montrant la photo d'un homme armé d'un maillet, barrée

du slogan « la droite vous cache ses mauvais coups », ne le distribuera finalement pas. 20minutes.fr 18.11

Le PS vous les assène... avec la main gauche, il paraîtrait que c'est moins douloureux selon les parasites qui l'ont soutenus pendant des décennies, normal ils n'étaient pas vraiment concernés...

Le temps des demi-mesures est terminé et le crédit des bonnes conscience aussi.

- Des magistrats et avocats dénoncent l'état d'urgence - Reuters

Deux syndicats, l'un de magistrats et l'autre d'avocats, dénoncent mardi l'état d'urgence décrété par le gouvernement après les attentats de Paris et Saint-Denis qui menacent selon eux les libertés publiques, suscitant la colère de policiers.

Selon la loi de 1955, il permet aux autorités d'interdire la circulation des personnes, de mettre en place des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé et d'autoriser des perquisitions administratives.

Mais pour le Syndicat de la magistrature (SM, proche de la gauche) "le discours martial" repris par l'exécutif et "sa déclinaison juridique dans l'état d'urgence ne peuvent qu'inquiéter".

"L'état d'urgence modifie dangereusement la nature et l'étendue des pouvoirs de police des autorités administratives. Des interdictions et des restrictions aux libertés individuelles et collectives habituellement encadrées, examinées et justifiées une à une deviennent possibles par principe", écrit-il dans un communiqué.

"La France a tout à perdre à cette suspension, même temporaire, de l'Etat de droit", ajoute-t-il.

Pour le Syndicat des avocats de France (SAF), les lois successives sur la sécurité, le renseignement et l'antiterrorisme "qui n'ont pourtant pas permis d'éviter ces attaques", ainsi que les propositions de François Hollande "d'accroître dans l'urgence les pouvoirs de l'exécutif" sont inquiétantes.

"Elles accentuent encore la dérive vers la constitution d'un Etat policier, sans contre-pouvoir effectif. Elles sont une menace pour les libertés fondamentales", estime-t-il dans un communiqué.

Jugeant regrettable qu'aucun débat transparent ne soit aujourd'hui possible pour discuter des mesures de sécurité qui sont mises en oeuvre par les pouvoirs publics, le SAF demande que des institutions indépendantes puissent "contrôler l'efficacité des mesures de sécurité".

En réaction, le Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN) dénonce le "dogmatisme fou" du "tristement célèbre" Syndicat de la magistrature, qu'il qualifie de "groupuscule idéologique".

"Le propre d'un Etat de droit, c'est que les lois, fussent-elles de 1955, soient appliquées", dit-il dans un communiqué qualifiant les membres de l'organisation "d'alliés objectifs de tous les terroristes".

Le député LR Georges Fenech s'indigne lui aussi des critiques des deux syndicats, qu'il juge proches de la ministre de la Justice Christiane Taubira. "Il appartient à Christiane Taubira de rappeler ceux-là même qui soutiennent sa politique pénale à leur obligation de réserve, voire de simple dignité, en ces circonstances dramatiques", écrit-il. Reuters 17.11

Le chef des attentats terroristes à travers le monde se sent pousser des ailes.

- Après les attaques de Paris, le chef de la CIA s'en prend à Edward Snowden - AFP

Le directeur de la CIA John Brennan s'en est pris mercredi à Edward Snowden, alors que les attaques de Paris ont relancé aux Etats-Unis le débat sur la surveillance de masse et le droit à la vie privée.

"Toute révélation non autorisée" de personnels d'agence de renseignement comme Edward Snowden (il était consultant pour la NSA, la très puissante agence d'écoutes américaine) "affaiblit la sécurité du pays", a-t-il dit lors d'une conférence au département d'Etat.

"Je trouve invraisemblable" de "faire des héros" de gens qui ont "deshonoré le serment" de protéger leur pays, a-t-il indiqué.

Lundi, M. Brennan avait déjà dénoncé les "failles" dans la surveillance des extrémistes, les liant aux révélations d'Edward Snowden. AFP 18.11

Notons qu'il n'aurait pas pu tenir ce discours si les vassaux occidentaux des Etats-Unis avaient soutenu Edward Snowden au lieu de collaborer avec la CIA et la NSA...

[L'ONU et le droit international est au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce que le pacifisme est à la paix en tant de guerre.](#)

- Cameron dit pour la Syrie pouvoir se passer du soutien de l'Onu - Reuters

David Cameron juge préférable, mais pas indispensable, un soutien des Nations unies à une action militaire britannique contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie.

"Bien sûr, il est toujours préférable dans de telles circonstances d'avoir un soutien total du Conseil de sécurité des Nations unies mais je dois dire que ce qui importe avant tout, c'est que toute action (militaire) soit légale et serve à protéger notre pays", a-t-il dit au Parlement.

Le Royaume-Uni mène déjà des frappes aériennes en Irak contre l'EI, dans le cadre de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis, mais David Cameron veut étendre ces opérations à la Syrie et a besoin pour cela du feu vert du Parlement.

Il a annoncé mardi qu'il présenterait une "stratégie globale" pour combattre l'organisation djihadiste, intégrant justement des frappes aériennes en Syrie.

David Cameron avait été tenu en échec en août 2013 lorsque les députés avaient refusé le bombardement des forces de Bachar al Assad à la suite d'une attaque chimique dans la Ghouta orientale, à l'est de Damas.

Début septembre, dans le cadre d'une opération spécifique, la Grande-Bretagne avait procédé en Syrie à une frappe de drone contre des islamistes, dont deux Britanniques, soupçonnés de préparer des attentats contre le Royaume-Uni.

David Cameron avait alors souligné que ce raid relevait de l'"autodéfense" et qu'il ne s'inscrivait pas dans le cadre des opérations de la coalition internationale contre l'EI. Reuters 18.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Syrie : les chefs daechistes ont fui Raqqa - sahartv.ir

Avec la multiplication des raids aériens russes et français contre les positions du groupe terroriste Takfiri Daech dans le Nord de la Syrie, les éléments de ce groupe sont en train de s'enfuir vers la ville de Mossoul, chef-lieu de la province d'al-Anbar, dans le Nord de l'Irak.

Avec l'intensification des frappes aériennes lancées par l'armée russe et la France contre les positions de Daech dans la ville de Raqqa, les terroristes et leurs chefs essentiellement de nationalité étrangère s'enfuient avec leurs familles vers Mossoul.

Les raids aériens russes et français menés de ces 3 derniers jours à Raqqa et aux abords ont tué au moins 33 terroristes. sahartv.ir 18.11

Haïti

- Haïti: des manifestants de l'opposition blessés par la police - AFP

Des manifestants de l'opposition, dont un candidat à la présidence, ont été blessés mercredi à Port-au-Prince par les balles en caoutchouc tirées par la police qui a aussi fait usage de balles réelles pour disperser la foule, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Quand nous sommes arrivés devant les barrières du CEP (le conseil électoral provisoire), les policiers ont tiré sur nous", a

témoigné Steven Benoit, sénateur en poste et candidat à la présidence, sur une radio privée.

"C'était une manifestation pacifique: nous n'avons pas essayé de franchir les barrières. L'officier qui a donné l'ordre de tirer doit être sanctionné pour cet acte illégal", a dénoncé Steven Benoit, blessé à la tête par des balles en caoutchouc.

Réunissant plusieurs milliers de partisans de divers candidats à la présidence, la manifestation s'est achevée dans un mouvement de panique face aux tirs fournis et l'usage intense par les policiers de grenades lacrymogènes.

L'opposition multiplie les manifestations dans la capitale et les principales villes du pays depuis la publication, le 5 novembre, des résultats préliminaires du premier tour du scrutin présidentiel.

Avec 32% des voix, Jovenel Moïse, candidat du parti au pouvoir PHTK (Parti haïtien Tet kale) est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, qui s'est tenu le 25 octobre, suivi par Jude Célestin, du parti Lapeh, qui a obtenu 25% des suffrages.

Ce résultat favorable au président sortant Michel Martelly, que la Constitution empêche d'effectuer un second mandat consécutif, est considéré comme "un coup d'état électoral" par les sympathisants de l'opposition.

Le CEP, ayant opposé une fin de non-recevoir aux candidats de l'opposition qui réclamaient une commission indépendante pour enquêter sur les fraudes électorales, devrait publier les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle "au cours de la semaine", selon un porte-parole de l'institution.

Le second tour du scrutin est prévu pour le 27 décembre.

La date du 18 novembre est hautement symbolique pour le pays de la Caraïbe. En 1803, c'est à cette date que les esclaves unis dans une armée révolutionnaire ont battu les armées napoléoniennes, ouvrant la voie à l'indépendance de la première république noire de l'histoire, le 1er janvier 1804. AFP 18.11

[Haut de page ↗](#)

Le 20 novembre 2015

CAUSERIE

A quoi servent les intellectuels de "gauche", opposants ou critiques envers l'impérialisme ?

Débattre ou discuter interminablement pour finalement ne rien dire puisque cela débouche sur aucune action pratique, organisée. Ils dressent un constat que eux-mêmes ou d'autres ont déjà fait mille fois. Ils gémissent, pleurent, s'indignent, vocifèrent, gesticulent, voilà tout.

C'est la conclusion navrante à laquelle je suis parvenu à nouveau à l'issue de la lecture d'une vingtaine d'articles d'auteurs différents consacrés au 13 novembre. Un exercice ingrat et épuisant, mais il faut bien lire pour savoir ce qu'ils ont dans le ventre. On ne tirera pas dessus parce qu'ils nous rendent service à défaut de rallier notre cause...

Quelques exemples

1- Terrorisme : Michel Collon accuse et lance un appel - Investig'Action 19.11

Vidéo - <http://michelcollon.info/A-qui-la-responsabilite-du.html?lang=fr>

Suite aux événements tragiques du 13 novembre 2015 à Paris, Michel Collon revient sur les causes du terrorisme et accuse les responsables.

J'aime bien Michel Collon et je trouve qu'il fait un boulot remarquable avec sa petite équipe et d'autres gens encore qui travaillent avec eux, mais son plaidoyer aboutit dans une impasse.

Il ferait mieux de lancer un appel avec d'autres intellectuels en faveur d'un changement de régime aux Etats-Unis...

2- La "gauche" américaine.

Pourquoi l'état d'urgence et les mesures de haute sécurité ne réussiront pas à arrêter ISIS (Counterpunch) - legrandsoir 18.11

La seule vraie solution est la destruction de l'EI : seule une campagne aérienne américaine et russe, coordonnée avec ceux qui combattent vraiment sur le terrain, peut y parvenir. legrandsoir 18.11

3- La question qui tue.

...pourquoi ces attentats frappent-ils toujours le petit peuple qui n'a aucun pouvoir de décision et pas les dirigeants qui donnent les ordres ? Qui est responsable des attentats du 13 novembre à Paris ? - legrandsoir 19.11

Pardi parce que "les dirigeants qui donnent les ordres" sont complices de ces attentats et comptent bien en profiter. Mais c'est qui ces "dirigeants", les représentants de la classe dominante qui appliquent la politique qu'elle leur a dictée par le biais des institutions dont ils font partie. legrandsoir 19.11

4- Vous avez dit quoi, "ambiguë" ?

« Les attentats sont une conséquence de la politique française ambiguë contre le terrorisme » - legrandsoir 17.11

"D'abord, la France a soutenu le terrorisme avec les Etats-Unis, mais maintenant ces terroristes ont leur propre agenda, ils sont allés trop loin."

"Je crois que maintenant ces gens se sentent trahis et se retournent contre la France." legrandsoir 17.11

Pas sûr, peu importe d'ailleurs puisque cela fait les affaires des Américains... On a vu dans le passé que les Américains avaient créé Al-Qaïda, l'avaient utilisé, puis s'étaient brouillé avec, pour finalement s'en servir à nouveau, en fait tous autant qu'ils sont, ils n'ont aucun principe à part ceux de criminels et ils sont faits pour s'entendre.

5- Autocensure.

Raillé par un ancien ministre Travailleur comme " des chimpanzés furieux qui haïssent l'occident", la coalition Stop the War Coalition a retiré de son site Internet un article qui expliquait la montée de l'État islamique (Isis) et les attentats de Paris par « les politiques et les actions délibérées entreprises par les États-Unis et leurs alliés ». Le leader du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, a abandonné un discours dans lequel il devait déclarer que les « guerres désastreuses » de la Grande-Bretagne ont « augmenté, et non diminué, les menaces contre notre sécurité nationale ». De tels arguments sont verboten en public. The Guardian 17.11

Jeremy Corbyn s'est déjà grillé, excellent. Normal.

- Français, Russes, Turcs et Américains plus soudés que jamais contre Etat islamique - euronews.com 18.11

Et les Britanniques pourraient les rejoindre...

“Je crois fermement que nous devons agir contre Etat islamique en Syrie“ déclarait hier le Premier ministre David Cameron aux députés britanniques.

Il veut les convaincre de ne plus limiter les frappes britanniques contre Etat islamique à l'Irak. Il l'avait déjà réclamé sans succès mi-2013, mais les attentats de Paris n'avaient pas encore eu lieu... euronews.com 18.11

Ils sont tellement envie d'y aller qu'ils vendent la mèche...

- Hollande ordonne l'"intensification" des frappes anti-EI en Syrie mais aussi en Irak - AFP

D'autres cas d'autocensure, en France

Les syndicats ont d'ores et déjà annulé les mobilisations à l'AP-HP, à Air-France, aux impôts et à Gagny (93) sur un rassemblement contre la répression. communisteslibertairescgt.over-blog.net 17.11

[On n'en finira pas avec le terrorisme ou la barbarie tant que le régime capitaliste et ses institutions](#)

n'auront pas été renversés

On n'en finira pas avec le terrorisme ou la barbarie tant que le régime capitaliste et ses institutions n'auront pas été renversés. Ils en sont à l'origine comme de toutes les discriminations et injustices, sans oublier les inégalités sociales qui en sont à la fois les causes et les conséquences.

On aura remarqué que ceux qui refusent d'exiger la levée immédiate de l'Etat d'urgence sont les mêmes qui ont été incapables d'aborder les questions posées par la xénophobie, l'homophobie, le racisme, le communautarisme, l'immigration, le saccage de l'environnement, etc. tandis que ceux qui les ont abordées ont fait en sorte de les alimenter au lieu de les combattre ce qui était inévitable en emboitant le pas à des partis qui incarnaient justement le régime, ce qui revenait à l'arrivée à le soutenir là aussi au lieu de le combattre réellement. La dénonciation des préjugés archaïques et de l'ignorance des masses laborieuses qui procède de la délation sert à faire oublier leur incurie politique et leur collusion avec le régime qu'ils prétendent combattre par ailleurs

Cela s'explique très facilement du fait que toutes ces questions et le traitement qui leur est apporté dépend d'une seule et unique question ou y ramène constamment, y conduit infailliblement, la nature du régime en place et la volonté qu'on a ou non de le combattre pour le renverser. Ne pas les aborder revient à ménager le régime ou lui laisser le champ libre pour les régler à sa manière, et traiter ces questions en s'associant aux représentants du régime qui n'a de cesse de matraquer les travailleurs, revient à le soutenir ouvertement, donc ne peut pas aboutir à les résoudre de manière satisfaisante pour les couches de la population concernées ou la population en général.

C'est là qu'on s'aperçoit que la question du régime et ses institutions ou la question de l'Etat ou du pouvoir politique, la manière dont on l'interprète ou on l'aborde, détermine la politique ou les positions qu'on adoptera selon qu'on se sera fixé pour objectif de le renverser ou de s'en accommoder.

Pour bien comprendre cette question politique déterminante prenons un exemple qui nous est donné par un internaute à la suite d'un article publié hier par Le Monde.

"Nous sommes confronté à un exemple montrant que la démocratie porte les germes de sa propre destruction : soit par un excès de droit profitant aux ennemis de la démocratie, soit par un excès de contrôle des libertés individuelles la mettant à mal. La critique est aisée mais l'équilibre est difficile à trouver."

Autrement dit, en guise "d'équilibre" (entre les classes), la démocratie bourgeoise ou la conception qu'en a la classe dominante, puisqu'elle est incompatible aussi bien avec l'exercice de nos droits politiques légitimes que la réalisation de nos aspirations à la liberté, elle ne peut que conduire qu'à l'instauration d'une dictature civile et/ou militaire, qui se servira si elle l'estime nécessaire du lumpenprolétariat pour commettre des actes terroristes, afin de contraindre la population soumise à un régime de terreur à accepter de nouvelles restrictions à ses droits politiques et à ses libertés, mieux encore, à les réclamer pour se protéger de l'ennemi que le pouvoir lui aura si gracieusement désigné pour la détourner de la question du pouvoir ou de l'Etat, qui en réalité en porte la responsabilité pour incarner les intérêts de la classe dominante, ainsi que la responsabilité de la dégradation de la situation sociale sur lequel vient germer le terrorisme ou toutes les formes de criminalités qu'il exploite ou instrumentalise afin d'assurer la pérennité du régime capitaliste.

La situation sociale et politique pose ainsi quel que soit l'angle sous laquelle on l'aborde un certain nombre de questions qui toutes ramènent à la question du régime, des institutions, de la Constitution, du pouvoir.

Pourquoi est-il criminel d'en détourner les militants et les travailleurs ? Parce que c'est les pousser à interpréter la situation et à trouver des réponses à toutes leurs questions dans le cadre du régime auquel ils doivent se soumettre de fait, et qui forcément ne régleront aucun des problèmes auxquels ils sont confrontés ou pire contribueront à les aggraver. C'est leur interdire d'y apporter des réponses qui se situent au-delà de l'existence de ce régime ou de trouver une issue politique à la crise du capitalisme qui leur serait favorable. A l'arrivée, c'est faire en sorte qu'il n'existe pas d'autres réponses à leurs questions que celles que le régime leur imposent, du coup on comprend pourquoi les travailleurs y souscrivent en masse et s'en prendront à ceux qui ne les partagent pas parce qu'ils se situent sur un autre plan, ils ne comprendront pas que ceux qui prétendent les défendre contre un péril constituent en réalité la principale menace qui pèse contre eux et qu'ils devraient affronter pour s'en libérer, le régime et ses représentants, ses institutions.

Les travailleurs adhéreront à la propagande liberticide, policière et guerrière des représentants de la classe dominante parce qu'ils ressentent le besoin de se protéger contre un ennemi qui les menace, parce qu'ils ignorent que ce sont ceux qui revendiquent cette politique réactionnaire qui sont leurs principaux ennemis, et s'ils placent leur destin entre leurs mains, c'est parce qu'ils sont incapables d'imaginer un changement de régime ou de société, comment pourrait-il en être autrement puisque tous les partis ouvriers ont abandonné ou se sont détournés de cet objectif, ils doivent donc penser leur condition uniquement dans le cadre du régime en place et ils en viennent logiquement à adopter ou soutenir les solutions qu'il leur propose.

On voit là la terrible responsabilité de ceux qui ont refusé obstinément d'axer leur combat politique contre l'Etat ou les institutions

pour finalement abandonner les masses exploitées au main du régime qui va pouvoir continuer de broyer leurs droits sociaux et politiques en toute tranquillité.

On pourrait aborder la question sous un autre angle.

Si vous ne soutenez pas l'Etat d'urgence ou les mesures décrétées par le gouvernement et soutenues unanimement par tous les partis présents au Parlement, c'est que vous voulez notre mort ou que le terrorisme prolifère et fasse de nouvelles victimes civils innocentes, c'est diabolique et irresponsable, etc.

Vous devez vous attendre à entendre ce discours si ce n'est pas déjà fait. Vous ne pouvez y répondre que de deux manières différentes selon que vous soyez ou non socialiste.

Si vous n'êtes pas socialiste ou que vous ne concevez pas la nécessité d'un changement de régime ou d'en finir avec le capitalisme, vous serez amené à développer une argumentation qui reposera sur les faits que vos contradicteurs ignorent, et qui mettent en relief la collusion qui existe entre les représentants de l'Etat et les barbares, mais vous aboutirez forcément à une impasse, parce que les solutions que vous préconiserez seront incompatibles avec le maintien en place du gouvernement ou un autre dans le cadre du régime en place, car aucun ne les appliquerait du fait qu'il y serait forcément opposé ou parce que ces solutions iraient à l'encontre des intérêts des commanditaires du terrorisme ou les besoins de l'oligarchie financière qui tire les ficelles. Vous ne pouvez pas imaginer un seul instant que dans le cadre des institutions de la Ve République un gouvernement pourrait rompre ses relations avec les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, bref tous les Etats qui soutiennent le terrorisme international et qui sont engagés dans une multitude de guerres sur tous les continents, y compris l'OTAN et l'ONU, l'UE, personne ne vous prendrait au sérieux, et pourtant c'est l'exercice auquel se livrent la plupart des intellectuels qui ne veulent pas entendre parler du socialisme, lisez leurs articles qui sont fort intéressants et instructifs en la matière ou visualiser les vidéos qu'ils vous proposent, vous en arriverez à cette conclusion.

Si maintenant vous êtes socialiste, vous utiliserez les mêmes matériaux que vous relierez à la crise du capitalisme et à la lutte des classes pour justifier votre refus de l'Etat d'urgence en préconisant un changement de régime, le renversement des institutions par un soulèvement des masses révolutionnaires, objectif politique qui nécessitera pour être atteint de rassembler ou organiser dans un puissant parti ouvrier les travailleurs aspirant à vivre dans une société meilleure et plus juste, parce qu'il n'existe pas d'autre alternative que s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du passé pour parvenir à s'emparer du pouvoir et vaincre notre ennemi, la classe des capitalistes qui a engendré le terrorisme.

En partant de la situation actuelle et en portant à la connaissance des travailleurs tous les faits qu'ils ignorent, qui constituent un réquisitoire sans appel pour le régime se concluant par sa culpabilité, dans la mesure où ils démontrent amplement la complicité qui existe entre l'Etat, les capitalistes et leurs représentants (partis, médias et instituts de sondages) et le terrorisme, vous pourrez ensuite reprendre les propositions ou solutions avancées plus haut, liquider les institutions de la Ve République, rompre les relations avec les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, etc. y compris l'OTAN et l'ONU, l'UE, etc. qui pourront être appliquées par un gouvernement ouvrier révolutionnaire dans le cadre d'une République sociale s'engageant à résoudre les questions sociales auxquelles étaient confrontés les travailleurs et la jeunesse, à mettre fin aux inégalités sociales, au chômage, à la précarité et à la pauvreté, etc. sur lesquelles le terrorisme avait prospéré.

Dès lors que l'Etat ne livrerait plus la guerre à aucun peuple, qu'il soutiendrait les luttes engagées par tous les peuples pour conquérir leur émancipation du capitalisme, que chacun pourrait se développer harmonieusement au sein de la nouvelle société et vivrait en paix, toutes les formes de discrimination et de violence individuelle ou gratuite disparaîtraient, le bien-être étant partagé et érigé en bien commun de l'ensemble de la collectivité humaine, toutes formes de concurrence ou de compétition destinées à dresser les citoyens les uns contre les autres tomberaient en désuétude, il n'existerait plus aucun prétexte pour s'en prendre à ceux qui ne nous ressemblent pas, la question des droits des femmes et des minorités serait ainsi réglée...

Il va de soi que la mise en oeuvre de telles mesures ou l'application d'un tel programme social et politique est incompatible avec l'ordre établi qui rime avec insécurité sociale, chaos, déchéance, guerre et barbarie, d'où la nécessité si on y adhère ou si on le partage pour qu'il se réalise, de rassembler tous ceux qui aspirent à un monde meilleur dans un parti ouvrier révolutionnaire pour mener ce combat et atteindre cet objectif.

Voilà en gros la ligne politique que nous défendons et que nous proposons aux militants et aux travailleurs de partager. S'ils étaient assez nombreux, on pourrait envisager de créer une structure politique... Au point où nous en sommes, le mouvement ouvrier s'est révélé le lendemain du 13 novembre un désert, à eux de voir ce qu'ils veulent vraiment, refaire le monde dans son coin ou continuer de ramer pour rien finalement ou pire dans des partis corrompus par le régime.

Vous aurez remarqué qu'à la base il y a la nécessité d'être bien informé, d'avoir tous les éléments en mains pour accuser le régime et le gouvernement sur la base des faits, pour ensuite pouvoir développer notre politique car sinon c'est impossible, et vous aurez pu observer avec quelle constance et détermination tous les partis s'emploient à les occulter ou les déformer pour que les travailleurs et militants ne soient jamais réellement ou correctement informés, mais aussi pour justifier leur politique opportuniste, qui comme le régime pour se maintenir, repose sur leur ignorance, chacun peut le vérifier quotidiennement.

Parole d'internaute

1- "Meyer Habib, voix d'Israël à l'Assemblée, assimile le Hezbollah à Daesh

Le député franco-israélien Meyer Habib, ami intime de Benjamin Netanyahu et représentant de l'extrême droite israélienne au Parlement français, a récité mercredi à l'Assemblée nationale le discours officiel de l'État sioniste, consistant à faire croire que le Hezbollah et l'Iran mènent le même combat qu'Al-Qaïda et Daesh. Une entourloupe à laquelle Manuel Valls a en grande partie souscrit dans sa réponse. Source : youtu.be/N6pwbQK6-78"

2- "Dans une interview à Valeurs actuelles, à paraître demain, Bernard Squarcini, ancien patron du renseignement français, dévoile un véritable scandale d'État. Il y a deux ans un responsable des services syriens lui avait proposé une liste de djihadistes français combattant en Syrie. Il en avait aussitôt parlé à son ancien service qui avait rendu compte à Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur. Comme la condition était que la France accepte, elle aussi, de coopérer avec les Syriens, on lui a opposé un refus. Et donc pour de strictes raisons idéologiques, la France s'est privée d'une liste de terroristes dont certains ont sans doute ensanglanté Paris vendredi dernier."

Guerre idéologique, la fausse piste.

Comment faire pour que la population ne se pose pas les bonnes questions et surtout ne trouvent pas les bonnes réponses. Peu importe ce que savait ou non le gouvernement, c'est son engagement dans la guerre en Syrie et dans de nombreux pays, la situation sociale en France qui sont à l'origine du massacre du 13 novembre, donc l'existence du régime en crise.

En mai, les Etats-Unis avaient alerté l'Europe sur les risques d'attentats - lefigaro.fr

Un rapport publié mercredi par les services de renseignements américains indique que les Etats-Unis semblaient informés que des attentats étaient imminents en France. Rédigé au mois de mai, le texte évoque la possibilité d'attaques terroristes orchestrées par l'Etat islamique en Europe. Pour arriver à ces conclusions, la sécurité intérieure américaine et le FBI se sont appuyés sur le démantèlement d'une cellule djihadiste en Belgique au mois de janvier.

Plus surprenant, dans leurs conclusions les renseignements américains évoquent Abdelhamid Abaaoud, le cerveau présumé des attentats de Paris vendredi. Tué lors d'un raid mercredi à Saint-Denis (93), le rapport le décrit comme étant l'instigateur des projets d'attaques terroristes déjoués en Belgique. Selon un responsable antiterroriste belge, «il pilotait les opérations avec son portable depuis Athènes en Grèce». En outre, concernant les auteurs des attaques, la Homeland Security a souligné qu'il s'agirait «de combattants étrangers de retour de zones de conflit, qui ont les moyens de mobiliser des extrémistes violents dans leur propre pays». Des pays comme la Syrie, où les renseignements américains disent ne pas pouvoir enquêter en raison «d'une limite de la coopération anti-terroriste avec les Etats-Unis». En tant que partenaire dans la lutte contre Daech, le gouvernement français avait sans doute connaissance de la menace, mais n'avait aucune information sur le lieu ou la date des événements. lefigaro.fr 19.11

Il n'avait qu'à demander au juge juge Marc Trévidic qui a révélé le 14 novembre sur France2, qu'au mois de juin dernier il avait interrogé dans son bureau un membre de l'Emirat islamique qui avait affirmé qu'on lui avait demandé de préparer "un attentat dans un concert de rock" (causerie du 17.11). Or il n'existe pas des milliers de salles de concert de rock à Paris, une poignée tout au plus qu'il aurait été possible de protéger.

Mais bon, il s'agit de faire croire que les renseignements français ne savaient rien et on fait leur boulot, le gouvernement aussi, tout va très bien, ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut chercher, ils sont blancs comme neige. D'ailleurs on se demande comment Valls et Cazeneuve peuvent affirmer qu'ils ont déjoué 4 ou 5 attentats depuis le début de l'année, mais bizarrement pas celui-là qui tombe à point.

Un article de Libération d'hier apportait d'autres précieuses précisions que la DGSJ et la DGSE n'ont manifestement pas exploitées. Pourquoi ?

Le 11 août, l'identité du jihadiste originaire de Molenbeek a été soufflée au juge antiterroriste Marc Trévidic par Reda H., un Français parti en Syrie mais interpellé à son retour dans l'Hexagone. En garde à vue, ce dernier a révélé avoir reçu près de Raqqa, la capitale syrienne du califat, un entraînement de six jours pour commettre des attentats en France. Entraînement à l'issue duquel des identifiants pour se connecter sur des forums cryptés et 2 000 euros lui ont été délivrés par Abaaoud. Selon Reda H., les injonctions du bourreau belge sont alors très claires : «Frapper une salle de concert pour faire un maximum de victimes.» liberation.fr 19.11

ACTUALITE EN TITRES

[Le même ennemi a frappé avant, pendant et après le 13 novembre.](#)

- Une liberté attaquée par l'ennemi et restreinte par l'Etat - Liberation.fr

[Quand LR autorise les manifestations et le PS les interdit.](#)

- Attentats de Paris : une marche samedi "contre la barbarie et pour la paix" - latribune.fr

La marche est lancée à l'appel de syndicats (CGT, FSU, Solidaires) et de la Ligue des Droits de l'Homme. Elle n'a pas pour le moment été interdite par la préfecture de Haute-Garonne. latribune.fr 19.11

- Attentats : Pas de marche blanche en hommage aux victimes à Lyon - latribune.fr

La marche blanche en hommage aux victimes des attentats du 13 novembre ne pourra se tenir comme le souhaitent les organisateurs. Elle est annulée pour raison de sécurité. C'est ce qu'ont indiqué les organisateurs sur la page Facebook de leur évènement. latribune.fr 19.11

[Régime policier renforcé.](#)

- Attaques à Paris : des policiers armés en permanence - Francetv info

- Attaques à Paris : une forte demande de sécurité - Francetv info

Ici, les Indiens mêmes quand ils n'ont rien à se reprocher, dès qu'ils arrivent à proximité d'un policier ils baissent ou tournent la tête de crainte de croiser son regard...

[Rassemblement versaillais bleu-blanc-rouge](#)

- La Marseillaise, un symbole d'appartenance - Francetv info

Rarement l'hymne national aura résonné aussi souvent que ces derniers jours, dans les rues, les écoles, les salles de concert, et même les boîtes de nuit, on a chanté la Marseillaise.

Place de la République, parmi les fleurs et les couronnes, le bleu-blanc-rouge a lui aussi repris des couleurs. Comme un bouclier contre la terreur. "C'est vrai que c'est souvent qu'on est très fortement touché qu'on ressent un regain de patriotisme. Même si ça peut paraître comme une illusion, je trouve ça quand même particulièrement beau", exprime un jeune homme au micro de France 3. Francetv info 19.11

Attention, il y a des illusions qui peuvent être fatales !

[Quand un détraqué alimente la psychose.](#)

- Attentats de Paris : Manuel Valls évoque des "risques chimiques et bactériologiques" - Francetv info

[Ils sont décidés à vous pourrir la vie jusqu'au bout.](#)

- Attentats à Paris : les festivités en péril - Francetv info

- Fête des Lumières : le monde économique solidaire de l'annulation - La Tribune

[La cible](#)

- Les Russes absents des Mondiaux en salle d'athlétisme en 2016 - Reuters

- Malgré ses promesses, la Russie continue à viser des cibles non-EI - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Ils sont des nôtres...

- Valls: le vote quasi unanime de l'Assemblée, un "message clair aux terroristes" - AFP

L'Assemblée nationale a adopté jeudi à la quasi-unanimité, par 551 voix contre 6 et une abstention, le projet de loi prolongeant pour trois mois l'état d'urgence post-attentats et renforçant ce régime d'exception, en vigueur depuis les attentats de Paris et Saint-Denis.

Il s'est félicité de "l'union sacrée, que nous venons de démontrer" dans "un débat de très grande qualité", rappelant que le gouvernement avait été "à l'écoute", en soutenant plusieurs amendements, dont certains de l'opposition.

"J'espère un vote conforme demain (vendredi) du Sénat (...) et ainsi l'état d'urgence sera prolongé pour trois mois avec des outils modernisés et efficaces adaptés à la menace terroriste", a-t-il dit. AFP 19.11

C'est en quelque sorte le même pourcentage (92%) de parlementaires qui en 2005 étaient favorables au TCE juste avant le référendum du 29 mai. Ils n'ont aucune légitimité pour décider de notre sort : Dégagez !

Conditionnement des masses. On ne fait qu'exhausser les vœux de la population

Ils n'ont rien trouvé de mieux pour justifier leur légitimité et les mesures liberticides qu'ils prennent.

- Neuf Français sur dix approuvent le virage sécuritaire - Reuters

Neuf français sur dix approuvent le virage sécuritaire de François Hollande après les attentats de Paris mais un sur deux ne lui font pas confiance pour mener la lutte contre la menace terroriste, selon un sondage Elabe pour BFM TV diffusé jeudi.

Sur 1.000 personnes interrogées les 17 et 18 novembre, 94% approuvent la possibilité de déchoir les binationaux de leur nationalité française s'ils sont condamnés pour terrorisme, ainsi que l'assignation à résidence des Français revenant de zones de combat en Syrie ou en Irak.

Elles sont également 94% à approuver le renforcement des effectifs des forces de l'ordre et de la justice, 88% à se dire d'accord avec le prolongement de l'état d'urgence et 87% à être favorables à une révision de la Constitution pour permettre des mesures exceptionnelles sans en passer par là.

Mais seulement 45% disent faire confiance au chef de l'Etat pour mener la lutte contre la menace terroriste, contre 54% d'un avis contraire. Enfin, 77% des sondés se disent en faveur d'un gouvernement d'union nationale.

Les mesures en question recueillent quasiment la même approbation chez les sympathisants de gauche, de droite et du centre que du FN. Le chef de l'Etat peut compter sur la confiance des sympathisants de gauche (78%) et du centre (63% des sympathisants MoDem, 51% de ceux l'UDI). Reuters 19.11

Ce sondage a été commandé par une télévision réputée acquise à l'extrême droite néolibérale, et l'institut qui l'a réalisé n'a cessé de se distinguer ces derniers mois par des sondages dont les résultats reflétaient l'adhésion de la population à l'idéologie néolibérale, alors de là à ce qu'il soit l'oeuvre de faussaires...

Maintenant je ne suis pas en France pour sentir l'état d'esprit dans lequel se trouvent les travailleurs, je compte sur vous pour m'informer, pour une fois, merci d'avance. En tout cas ce sondage ne correspond pas à l'état d'esprit de ma vieille mère qui a toujours été de droite pour l'avoir eu au téléphone il y a trois jours, elle n'était pas inquiète plus que cela et ne soutenait pas l'union nationale, mieux, contrairement à d'habitude elle m'a laissé parler.

Etat policier, terroriste, mafieux, totalitaire.

- Les États-Unis ont prélevé 219 milliards d'amendes auprès des banques mondiales - LeFigaro.fr

Les plus grands établissements bancaires américains et européens ont déjà payé des sommes folles à l'État fédéral américain. La liste n'est pas terminée. Ces amendes à répétition risquent de finir par affaiblir la reprise.

Le Financial Times révèle que les analystes de l'agence de notation Moody's ont calculé que l'État fédéral américain a perçu depuis 2008 quelque 219 milliards de dollars d'amendes sur l'ensemble du système bancaire mondiale. L'État américain n'a visiblement aucun état d'âme, il n'hésite pas à lourdement taxer les banques, y compris les établissements américains les plus prestigieux.

La liste des banques qui ont été taxées est impressionnante, on retrouve les plus grands noms, comme Bank of America, JP Morgan, Citigroup, Crédit Suisse et surtout BNP Paribas pour ne citer que les plus importantes. Rappelons que la première banque française s'est acquittée de 8,9 milliards de dollars d'amendes pour régler un litige concernant également les embargos économiques américains contre l'Iran, le Soudan et Cuba. Crédit Agricole s'en est mieux sorti avec 700 millions de dollars d'amendes.

D'autres banques sont à nouveau dans le collimateur. Barclays va devoir payer 100 nouveaux millions de dollars dans une nouvelle affaire de manipulation de changes. JP Morgan et Royal Bank of Scotland sont aussi visés. Même chose pour Deutsch Bank.

De son côté Goldman Sachs est menacé d'une amende de 50 millions de dollars. Un salarié de la banque américaine est accusé d'avoir obtenu des documents confidentiels provenant de la Fed et de les avoir communiqués ensuite à ses supérieurs.

L'ampleur de ce montant, qui équivaut à une année de produit intérieur brut (PIB) de la Grèce ou du Portugal, commence à préoccuper les experts mondiaux. Ces opérations qui peuvent s'apparenter à de véritables opérations de rackets, avec le soutien d'une opinion publique américaine très remontée contre les banques depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008, risque d'affaiblir la reprise aux États-Unis et en Europe. Elles freinent le renforcement du bilan des banques concernées, les obligent à réduire les dividendes versés à leurs actionnaires et limitent leur capacité à prêter. LeFigaro.fr 19.11

Trois commentaires d'abonnés du Figaro.

1- "Les racketteurs racketés ! Pour un peu, la conclusion de l'article de M. Laskine nous ferait pleurer sur le sort de ces pauvres banquiers et de leurs malheureux actionnaires."

2- "Au pied les pays concernés !"

3- "Le mot racket n'est pas adapté, c'est la logique même du système juridique américain qui est en cause."

Par exemple notre "DSK" a dû en définitive payer plusieurs millions alors qu'aucune charge n'a été retenue...Le juridique est devenu un énorme business, il participe au PIB des USA, comme une forme d'impôt aléatoire. Pas vu pas pris.... la morale dans tout cela? Il n'y en pas... Le plus sidérant est l'absence de réaction des autres pays, alors que le juge américain se croit à peut-être tout permis vis-à-vis des autres nations... au détriment de l'idéal démocratique."

Quand vous dites que c'est le "système juridique américain qui est en cause", vous voulez dire que les États-Unis sont une dictature ou sont soumis à un régime d'exception permanent ce qui revient au même.

Eh bien changez d'idéal, adoptez le socialisme, c'est le seul moyen de réaliser la démocratie, il n'en existe pas d'autres !

Nouvelles de Syrie

- Syrie: 500 camions-citernes de Daech, pulvérisés par la Russie - sahartv.ir 19.11

Pas par la France ou les États-Unis, comme c'est bizarre, vous avez dit bizarre...

- En Syrie, les espoirs d'une transition politique douchés - AFP

Les espoirs nés à Vienne d'une sortie de conflit en Syrie ont été douchés par la remise en cause par Bachar al-Assad du calendrier pour des élections pluralistes et l'insistance de Barack Obama à réclamer son départ.

Prenant ses distances avec le compromis signé samedi à Vienne par une vingtaine de pays, dont ses alliés russe et iranien, le chef de l'État syrien a estimé dans une interview à la télévision italienne Rai qu'il ne pouvait y avoir de calendrier de transition prévoyant des élections tant que des régions étaient contrôlées par les rebelles.

"Ce calendrier pourra démarrer une fois qu'on aura commencé à vaincre le terrorisme. Vous ne pouvez rien obtenir politiquement tant que vous avez des terroristes qui s'emparent de nombreuses zones en Syrie", a-t-il dit.

Le calendrier de sortie de crise adopté à Vienne samedi prévoit lui une réunion entre le régime de M. Assad et des membres de l'opposition d'ici au 1er janvier 2016, la formation d'un gouvernement de transition dans les six mois, l'adoption d'une nouvelle constitution puis la tenue d'élections libres dans les dix-huit mois.

Pour le rédacteur en chef du quotidien syrien al-Watan, proche du pouvoir, "le président syrien est beaucoup plus réaliste que la déclaration de Vienne car, pour tout gouvernement, il est inenvisageable voire impossible d'organiser, même du point de vue administratif, de quelconques élections tant que les terroristes contrôlent des régions entières".

"Peut-on imaginer des élections à Raqa ou Deir Ezzor (provinces tenues par le groupe jihadiste État islamique)? Il faut d'abord terrasser ce fléau et que l'État soit de nouveau présent dans tout le pays avant de commencer le compte à rebours pour des élections", a affirmé à l'AFP Waddah Abed Rabbo.

Le président Obama a estimé jeudi à Manille que la guerre ne pouvait se terminer sans le départ de M. Assad, écartant des suggestions de dirigeants du Proche-Orient et européens selon lesquelles le président syrien pourrait participer à de futures élections.

"Je n'imagine pas une situation dans laquelle nous pouvons mettre fin à la guerre civile en Syrie avec Assad qui resterait au pouvoir", a-t-il déclaré.

Il prenait ainsi le contre-pied du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov qui, quelques heures plus tôt, avait jugé "inacceptable" d'exiger le départ de M. Assad comme "condition préalable à toute union contre le terrorisme".

Jeudi, le chef de la diplomatie russe est revenu à la charge en affirmant que son pays était prêt à coopérer avec la coalition menée par les États-Unis contre l'EI à condition qu'elle respecte la souveraineté des autorités de Damas. AFP 19.11

- Un grand nombre de terroristes tués sur différents fronts, en Syrie - sahartv.ir

La force aérienne de l'armée syrienne a mené, hier, mercredi, des attaques contre les positions des terroristes de la coalition de Jaïsh al-Islam et des autres groupes terroristes, à Rif de Hama, et Idlib.

La coalition de Jaïsh al-Islam est composée de groupes terroristes, dont le Front Al-Nosra et Ahrar al-Cham. Cette coalition a pris forme, l'année dernière, par le soutien de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie.

«L'armée syrienne a pris pour cible les positions des groupes terroristes, dont le Front Al-Nosra, dans le village de Cheikh Youssef et de Saraqeb, dans le Sud-Est d'Idlib», a annoncé une autorité militaire de l'armée syrienne.

Ces raids aériens ont eu lieu, un jour après la mort de 35 terroristes, tués, lors des opérations, menées par l'armée syrienne, dans le village d'Al-Tamana, à Rif Sud-Est.

Un grand nombre de terroriste ont été tués, lors des frappes aériennes, lancées, par l'armée syrienne, sur Rif Nord de Hama, dans le voisinage de Rif d'Idlib.

De même, les raids aériens contre les positions des terroristes, à Mourak et Atachant, à Rif Nord de Hama, ont anéanti 2 blindés et tué nombre de terroristes, dont un dénommé Al-Namas, responsable des attentats-suicides du groupe Jund al-Aqsa. sahartv.ir 19.11

- L'armée syrienne progresse sur tous les fronts - Russia Insider

Le Chef d'État-major des forces armées russes rend compte à Poutine des avancées majeures de l'armée syrienne rendues possibles par les frappes aériennes russes.

Le général Gerasimov, chef d'état-major de l'armée russe, a donné un petit briefing remarqué à Poutine mardi.

Il lui a fourni un aperçu détaillé de l'état d'avancement de l'offensive de l'armée syrienne.

Tout ce qu'il dit à propos de la situation militaire en Syrie – en particulier dans un rapport public à Poutine – devrait être traité comme beaucoup plus fiable que tout ce qui se dit sur le sujet par ailleurs.

Voici ce que dit le général Gerasimov :

« Dans le nord, dans la province d'Alep, l'armée syrienne a libéré 40 zones résidentielles, ainsi que la base aérienne de Kweiris

dont elle étend actuellement la zone de sécurité autour de l'aéroport.

L'offensive à Idlib se développe avec succès : les troupes syriennes mènent des opérations offensives actives à 20-30 km de la ville.

Dans la province côtière de Lattaquié, les militants ont été chassés de 12 zones résidentielles.

Les forces gouvernementales et les troupes d'assaut sont impliquées dans de violents combats pour le contrôle de la ville de Salma.

Sur la fracture entre Gbana et Gmam, ils ont réussi à investir un certain nombre de hauteurs tactiques et de zone résidentielles. Malgré une forte résistance des militants, les troupes syriennes continuent leur progression.

Dans le centre du pays, une offensive par les troupes gouvernementales et les unités de la milice a abouti à la capture du village de Haddad et au blocus des militants dans la ville de MHIN.

L'armée syrienne poursuit son offensive en direction de Palmyre. Depuis le début des opérations actives, les équipes d'assaut ont avancé jusqu'à 4 km, bloquant les terroristes dans le village de Maksam, elles sont actuellement en lutte pour gagner les points hauts aux abords de la ville.

Près de Damas, des combats de rue féroces délogent les militants des districts de Jaubar et Guta Est .

Pour la première fois en quatre ans de combat, l'armée syrienne a libéré 80 zones résidentielles, et repris le contrôle sur un territoire de plus de 500 kilomètres carrés. »

Cette information apporte des détails à celles déjà fournies sommairement par les Syriens ou par des reportages.

Elle confirme que l'armée syrienne fait des gains importants et progresse sur tous les fronts.

Le 18 novembre 2015 – Source Russia Insider

Traduit et édité par jj pour le Saker Francophone

[Haut de page ↗](#)

Le 21 novembre 2015

CAUSERIE

Fabius devrait être jugé par un tribunal populaire révolutionnaire pour apologie du terrorisme et complicité d'assassinat des 130 victimes innocentes du 13 novembre à Paris. Maintenu dans sa fonction de ministre des Affaires étrangère par Hollande et Valls, ils devraient subir le même sort, vous devinez lequel, n'est-ce pas ? Et pendant qu'on y est ajoutons l'ensemble des dirigeants du PS qui ont trouvé bon de ne pas l'exclure de leur parti. La liste de ces ordures et leurs complices n'est pas exhaustive...

J'ai téléchargé hier soir une trentaine d'articles publiés à la suite du massacre du 13 novembre, on les lira demain et on verra s'il y a lieu d'en tirer quelque chose. Cela prend du temps. Je regrette qu'on ait dû arrêter de publier tous ces articles, mais à vrai dire leurs auteurs brassaient plus de vent qu'autres choses, à croire qu'ils étaient tout juste bons à leur donner bonne conscience. On est implacable envers les démagogues et les opportunistes, on est en guerre... de classe.

Le nombre de connexions au portail a battu tous les records depuis le 13 novembre. Ce serait bien que vous nous donniez des éléments sur l'état d'esprit des travailleurs, leurs réactions, celles de vos sections syndicales, des militants autour de vous, etc. Je suis sûr que nos lecteurs souhaiteraient également avoir la liste des formations politiques qui ont clairement pris position contre l'Etat d'urgence, merci pour eux de votre aide. Personnellement, j'ai noté uniquement le groupe La Commune (À bas l'État d'urgence !), et les réserves émises par le Syndicat des avocats de France et du Syndicat de la magistrature, apparemment aucun syndicat ou parti ne l'a franchement condamné. A suivre.

La vie combat et la vie continue...

Je dois aussi refaire mon potager qui a été ravagé par le cyclone et la mousson. Ce sont là nos seules préoccupations d'ordre alimentaire, j'espère que vous ne nous en tiendrez pas rigueur.

Quelques éléments de réflexions politiques

1- Si Al-Qaïda (Al-Nosra et l'Emirat islamique) sont des créatures monstrueuses que les puissances occidentales ont créées pour servir leurs intérêts, au même titre qu'Israël et l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie qui jouent le même rôle ou en sont les parrains, force est de constater que l'autre créature monstrueuse qu'est le PS et qui a toujours servi les mêmes intérêts, a bénéficié de la mansuétude et du soutien des partis du mouvement ouvrier pendant plus d'un demi-siècle.

Il n'aura échappé à personne que lors de l'intervention policière à Saint-Denis, au lieu de lancer des grenades paralysantes ou à effet neuroleptique pour neutraliser des personnes, ils les ont massacrés pour qu'elles ne puissent pas parler. Aurait-elles eu des révélations compromettantes à faire ? Pour qui ? On devine.

2- Contre-propagande.

La propagande du régime.

Il faut intervenir militairement en Syrie contre les différentes organisations issues d'Al-Qaïda, intensifier les bombardements en Syrie... Assad est responsable du développement des organisations terroristes en Syrie, il doit être éliminé.

La réponse.

Qui leur a livré des armes ?

Le gouvernement français et ceux de l'UE, ils leur ont même envoyé des instructeurs pour les encadrer et les entraîner, 13 d'entre eux ont été faits prisonniers par l'armée de la République arabe syrienne.

Qui les financent, leur achètent le pétrole qu'ils volent à la Syrie (et à l'Irak), leur servent de bases arrières ou de terrain d'entraînement, les recrutent et les fanatisent idéologiquement ?

La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et d'autres pays de l'UE, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la Jordanie et évidemment les Etats-Unis et Israël qui sont à l'origine de cette guerre contre le peuple syrien

Qui a fait l'apologie des barbares ou affirmé qu'ils "faisaient du bon boulot" (Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda) ?

Le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, dans Le Monde du 2 décembre 2012.

Qui a refusé de coopérer avec les services de renseignement syriens qui disposaient d'une liste de terroristes susceptibles de se rendre en France pour commettre des attentats ?

Le Premier ministre français Manuel Valls.

Qui a bombardé des centrales électriques, des bâtiments publics en Syrie la semaine dernière ?

L'armée impérialiste du gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian

3- Le massacre du 13 novembre pourrait justifier une agression directe des puissances occidentales de la République arabe syrienne ou l'envahissement de la Syrie par les troupes de l'OTAN pour éliminer Assad qui aurait commis la faute d'avoir alimenté le terrorisme et d'avoir été impuissant à arrêter les terroristes qui se sont rendus en France pour commettre leurs attentats.

Mais pour cela il faudrait que l'OTAN passe outre l'opposition de la Russie à un tel scénario et son engagement au côté d'Assad, si tel était le cas, cela reviendrait à déclarer la guerre à la Russie et entraînerait le monde dans une Troisième Guerre mondiale.

Apparemment un tel scénario conçu par les néolibéraux américains semble pour le moment relayé au second plan, mais il existe. Les manoeuvres de l'OTAN en Europe et le déploiement de matériel et de forces militaires à la frontière de la Russie complètent ce scénario.

En attendant le gouvernement français et l'ensemble des gouvernements de l'UE préparent psychologiquement les peuples à la guerre qui aura lieu ou non, il est encore trop tôt pour répondre à cette question qui sonne comme une terrible menace sur l'avenir de l'humanité.

Il est donc urgent de désigner aux travailleurs leur réel ennemi : Il est dans votre propre pays, ce sont ceux qui ont déclenché des guerres ou ont participé à des guerres en Afrique, aux Moyen et Proche-Orient, en Europe centrale, en Asie, et qui détiennent le pouvoir de déclencher cette guerre ou d'y entraîner la population, les représentants de la classe dominante agissant pour le compte des capitalistes et sur leurs ordres, le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian-Cazeneuve, les députés et les sénateurs qui viennent de voter pratiquement à l'unanimité l'Etat d'urgence donnant des pouvoirs illimités à l'appareil de répression de l'Etat pour réprimer le mouvement ouvrier et les opposants à leur politique antisociale et impérialiste, de fait, les institutions de la Ve République qui légitiment à la fois l'austérité, la liquidation de tous nos droits sociaux ou la régression sociale généralisée, toutes les guerres impérialistes, avec lesquelles il faut rompre, afin de préparer les conditions politiques qui permettront au mouvement révolutionnaire du prolétariat et aux partis ouvriers qui combattent à ses côtés de les renverser et de prendre le pouvoir pour instaurer une République sociale qui condamnera toutes les guerres de rapine et oeuvrera à la paix entre tous les peuples.

Quotidiennement l'actualité politique fait référence aux institutions de la Ve République, il faudrait donc être d'une mauvaise foi incurable ou d'une malhonnêteté intellectuelle intolérable pour prétendre qu'il n'y aurait pas matière à dresser les masses exploitées contre l'Etat, ou refuser d'axer le combat politique dans cette direction.

La question est de savoir si on veut ou non renouer avec le socialisme auquel tous les partis dits ouvriers ont tourné le dos, car il n'existe pas d'autre orientation politique permettant à terme de sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Ajoutons que toute autre orientation politique ne servirait qu'à diviser les travailleurs et les militants, donc servirait régime et desservirait notre cause.

L'offensive tout azimut de la classe dominante en se servant de l'Etat qui est à son service contre la classe ouvrière date du début des années 90. Jusqu'à présent tous les partis ouvriers ont refusé d'y répondre au même niveau, en s'attaquant aux institutions, pire, ils n'ont cessé d'y participer... Quant à la guerre, aux nombreuses guerres dans lesquelles la classe dominante nous a entraînés contre notre gré depuis les années 80, la décision de les mener a été prise au sommet de l'Etat, par le chef des armées, les locataires qui se sont succédés à l'Elysée, le président de la République, le chef de l'Etat conformément aux pouvoirs que lui accorde la Constitution antidémocratique de la Ve République.

Au regard de ces éléments, on se demandera comment les militants ont-ils pu être aveugle au point de s'en détourner ou de refuser d'axer leur combat dans la perspective du renversement des institutions de la Ve République et l'abolition de la Constitution, surtout sachant que la crise du capitalisme ne pouvait aller qu'en s'amplifiant et les guerres se généraliser tout en répétant que l'heure de l'affrontement direct entre les classes se rapprochait, pour finalement ne pas s'y préparer et ne pas y préparer les travailleurs, ce qui de la part de leurs dirigeants relève de l'incompétence ou de la trahison ou les deux à la fois.

Ce qui est stupéfiant, mais finalement pas surprenant, c'est que ceux qui ont pu lire l'équivalent de ce discours dans les causeries des jours précédents ne se soient pas manifestés, à croire qu'ils ne le partagent pas et continuent malgré tout de soutenir aveuglément quoi qu'ils en disent leurs dirigeants et leurs partis faillis ou corrompus.

Qu'ils comprennent bien qu'on ne les accuse pas ou qu'on ne tient pas à les accabler car ce serait commettre une injustice et une faute politique, on ne fait que dresser un constat, navrant et qui n'augure rien de bon pour la suite. Il faut qu'ils sachent pour ne pas être pris au dépourvu, que si en présence d'un état de guerre leurs dirigeants ne sont pas capables d'offrir la moindre résistance ou d'y apporter une réponse qui soit à la hauteur de la menace qui pèse sur nous, c'est qu'ils ne valent pas mieux que ceux qui avaient capitulé le 3 août 1914. Et notez bien qu'on l'avait déjà mentionné il y a une dizaine d'année en arrière, les faits n'ont fait que le confirmer, hélas !

Nous allons continuer ce combat dans des conditions difficiles du fait de mon éloignement de la France. Je demande aux militants ou aux travailleurs qui se connectent sur ce portail de nous communiquer les prises de position de syndicats ou de sections de partis ouvriers qui exigeraient la levée immédiate de l'état d'urgence ou qui le braveraient, tout acte de résistance à l'état d'exception en train de s'installer durablement en France. Nous vous garantissons l'anonymat total, sauf avis contraire de votre part, un principe qu'on a toujours respecté.

Les quelques militants qui m'ont contacté attendent tout de moi, c'est impossible, je ne peux pas en faire davantage, désolé. Après avoir échangé de multiples courriels, j'ignore encore dans quels secteurs d'activité ils interviennent, dans quelle commune, de quelle génération ils sont, et ils ne m'ont pas envoyé un seul document ou article, ils ne m'ont fait d'aucune discussion qu'ils auraient eu avec d'autres militants ou des travailleurs, c'est à peine s'ils ont évoqué leur état d'esprit, ce qui n'est pas fait pour me faciliter la tâche ou les aider à répondre à leurs questions ou encore préparer la suite. Tout cela ne m'avait pas échappé évidemment, même si je n'en ai pas fait état, c'était peut-être une erreur, disons et je le répète, je n'ai jamais eu l'intention de me prendre pour un dirigeant, donc je n'ai pas cru bon de leur demander des informations qu'ils ne m'avaient pas données car ne me sentant pas autorisé à leur demander, cela parce que j'ai beaucoup de principes et de scrupules contrairement à nos dirigeants.

Une fois j'ai proposé d'organiser une vidéoconférence avec Skype, je n'ai eu aucune réponse, alors que leurs noms n'apparaîtraient nulle part, j'avais estimé que c'était un moyen pratique et gratuit s'ils disposaient d'une connexion Internet illimitée pour mettre en rapport des militants qui partageaient en grande partie nos idées ou positions, pour peut-être pouvoir avancer vers quelque chose de plus concret, faire en sorte qu'ils se rencontrent s'ils le souhaitaient, essayer de se structurer et définir

des tâches, se les partager, sachant que mon rôle serait forcément limité ou se bornant à leur servir de modérateur si l'on veut, à savoir, faire en sorte que la discussion ne parte pas dans tous les sens ou que nos désaccords ne prennent pas le dessus et qu'on s'en tienne à l'essentiel.

Ils savent par expérience qu'avec moi on peut aborder librement absolument tous les sujets, et pour avoir sans cesse à l'esprit qu'on ne peut les aborder que sous des angles différents au regard de notre expérience, chaque désaccord d'où qu'il vienne ferait l'objet du même traitement, c'est-à-dire qu'on mobiliserait la totalité de nos facultés et connaissances pour analyser les différents points de vue afin de parvenir à réduire nos désaccords si c'était possible, ou tout du moins si ce n'était pas le cas évacuer ceux qui n'étaient pas sérieux et qui pourraient nous empoisonner l'existence inutilement, pour finalement ne conserver qu'un minimum de désaccords que la lutte des classes trancherait sans en faire un drame personnel, dès lors qu'on aurait respecté scrupuleusement les différents points de vue en présence ou qu'on leur aurait accordé la même attention. L'essentiel, c'est qu'on partage la même orientation politique et qu'on ne dévie pas de notre objectif, tout désaccord sur la tactique ou des questions théoriques étant secondaire.

Je crois que c'est de la sorte que Lénine concevait le fonctionnement du parti ou les rapports entre les militants dans le parti, de manière à ce que le droit de tendance soit respecté, tout en permettant au parti d'être en ordre de bataille. Lorsque le fonctionnement du parti est réellement démocratique, lorsque survient un désaccord sur l'orientation du parti, soit on le traite sérieusement et il n'y a aucune raison de ne pas en venir à bout, c'est le genre de situation que Lénine avait dû affronter à son retour d'exil en avril 1917, soit le parti est menacé de scission ou de dislocation. N'étant pas Lénine et aucun dirigeant ne pouvant prétendre avoir ses capacités, on doit concevoir que les tactiques que nous serions amenées à adopter ainsi que nos analyses ou l'élaboration de notre ligne politique, devraient être davantage le produit d'une réflexion collective plutôt que celle d'un seul militant ou dirigeant, cela permettrait d'éviter bien des travers dangereux ou détestables qui ont pourri de l'intérieur pratiquement tous les partis.

Quand on dit que nos idées ne nous appartiennent pas et qu'on ne doit pas s'identifier avec, ce n'est pas un exercice de style auquel on se livre, c'est justifier par le fait que nos idées sont la somme ou plutôt la substance ou le résultat des idées qui provenaient en grande partie d'autres personnes ou militants. C'est un peu comme les faits que l'on collecte ou rassemble et qu'on met en ordre pour interpréter la situation, on pourra revendiquer cet exercice mais pas les faits eux-mêmes. Or cet exercice n'est pas sans risque ou ne présente pas un niveau de vulnérabilité égale à zéro, d'où l'intérêt de confronter fraternellement les différentes interprétations de la situation qui peuvent surgir, pour ne retenir que celle qui nous semble la plus cohérente et sérieuse, sans interdire à quiconque de la contester, là encore c'est la lutte des classes qui tranchera. On notera au passage qu'il peut arriver que l'interprétation retenue par la majorité des dirigeants ou des militants ne soit pas forcément correcte, d'où là encore l'importance que le droit de tendance soit intégralement respecté pour corriger le tir si c'était nécessaire, dans le cas contraire le parti serait voué à la décomposition et éclaterait un jour ou l'autre, ce qui n'est pas vraiment le but recherché.

Dès lors qu'on partage la même orientation et le même objectif, la lutte intransigeante contre le régime et ses représentants ainsi que la prise du pouvoir par la classe ouvrière, on ne doit négliger aucune critique, aucun désaccord qui proviendront d'une sur ou sous-estimation de certains facteurs et le rôle qu'ils jouent dans la lutte des classes, à moins qu'on ait ignoré involontairement certains faits, ce qui peut arriver à n'importe qui. Il faut donc en chercher ensemble et honnêtement l'origine. Cela implique que tout militant puisse s'exprimer sans crainte ou librement.

Je pense que dès lors qu'on a des intentions honnêtes ou parfaitement identifiées et que chacun peut le vérifier, il n'y a pas lieu de cacher quoi que ce soit aux autres militants qui seront invités à faire de même. C'est seulement ainsi qu'un véritable esprit de camaraderie peut se développer dans le parti, sans chercher à tout prix à ce que tous les militants se ressemblent, sans faire la chasse aux préjugés que certains peuvent avoir conservés, sachant que nous n'aurons pas tous atteint le même niveau de conscience, on s'efforcera de faire en sorte que chaque militant participe aux activités et à la vie du parti et puisse progresser à son rythme, car il sera trop tard pour y penser lorsque l'heure de passer à l'assaut du régime aura sonné ou de se mobiliser pour le vaincre.

La tâche qui nous attend est immense et nous avons pris un retard colossal qu'on peut cependant combler rapidement si on s'en donnait les moyens. Tout est une question de détermination et d'organisation. C'est comme dans la vie en général, il faut savoir ce qu'on veut vraiment et ce qu'on est prêt à faire ou à sacrifier pour y arriver. Là personne ne peut le savoir à notre place ou nous le dicter, il y en a qui ont essayé et apparemment cela ne fonctionne pas.

[En oligarchie ou le nouvel ordre mondial. Quand la guerre au terrorisme signifiait la guerre à tous les peuples.](#)

- Pousser les masses vers la guerre totale - sahartv.ir 20.11

Par Larry Chin.

Nul besoin de souligner le caractère indicible et répugnant des atrocités commises le 13 novembre 2015 à Paris. Mais ce que l'on ne dit pas au lendemain des attentats — ce que passent sous silence les médias de masse — est de façon prévisible révélateur et

de mauvais augure.

Tout comme au lendemain du 11 septembre, les gens de partout dans le monde sont soumis à la provocation, à l'agitation et à la mobilisation; la peur, l'horreur, la rage et la consternation sont canalisées et modulées de manière à susciter une vague collective vengeresse et haineuse. La haine envers quoi, envers qui? Le groupe État islamique a revendiqué les attentats. Mais qui est ce groupe? Le fait que l'on refuse volontairement d'admettre est que le groupe État islamique est l'outil politico-militaire de l'Occident, guidé par le renseignement, et créé, entraîné, financé, conseillé et protégé par l'Occident et par l'OTAN — ce qui inclut la France.

Le groupe État islamique et l'extrémisme islamique, dont Al-Qaida, agissent pour le compte de l'OTAN au service des intérêts géostratégiques de l'Occident. Sous la supervision de la CIA, du MI6, du Mossad, de l'ISI pakistanais et autres, les services de renseignements de l'Occident mènent les terroristes du groupe État islamique. Le terrorisme djihadiste n'existerait pas sans le soutien de l'Occident; il a débuté à l'époque de la guerre froide, s'est poursuivi durant le conflit des Balkans, a explosé avec les événements du 11 septembre et la « guerre au terrorisme », et continue de métastaser avec la prétendue guerre contre le groupe État islamique, qui n'est que la poursuite, sous un autre nom, de la même guerre criminelle de tromperie entièrement orchestrée.

En définitive, l'Occident et ses architectes de guerre portent la responsabilité de tous les actes de terrorisme perpétrés par leurs propres troupes de choc terroristes. Comme le fait remarquer Michel Chossudovsky : « l'idée selon laquelle les attentats de Paris seraient un acte de représailles et de vengeance à l'endroit de la France est discutable et contradictoire dans la mesure où les faits confirment que la France a fait passer des armes aux rebelles djihadistes présents en Syrie, notamment au front Al Nourah et à ISIS. ».

Et s'il s'agissait d'un « retour de bâton »? Si les terroristes de Paris étaient devenus « récalcitrants » et s'en étaient pris à leurs propres commanditaires? Si ces cellules terroristes étaient devenues « incontrôlables »? Si ces groupes ou d'autres encore avaient tout simplement « disjoncté » pour des « raisons inexplicables »?

Et qu'en est-il de l'hypothèse (très peu probable) voulant que la CIA, la NSA, les renseignements français, le Mossad, etc. — autant d'organismes dotés des capacités d'espionnage les plus poussées de la planète — auraient soudainement et simultanément perdu toute trace de ces terroristes? Voilà autant de faux-fuyants. L'Occident n'en porte pas moins la responsabilité des gestes commis par ses agents. L'Occident n'a pas « perdu la maîtrise » du groupe État islamique. En fait, les terroristes sont utilisés avec une efficacité et une efficacité remarquables. Le chaos et le pillage n'ont rien d'aléatoire. Les atrocités sont voulues. N'eût été l'« interférence » inopportune des Russes, l'empire anglo-américain dominerait aujourd'hui un territoire supérieur à celui qu'il contrôle déjà. Le régime syrien serait sans doute déjà tombé.

C'est la politique guerrière anglo-américaine qui a donné le champ libre au terrorisme. Elle continue de favoriser, de fomenter et de répandre le terrorisme à une échelle inimaginable, et il n'y a pas de fin en vue. La trace de sang reconduit à cette politique et à ses décideurs. Cette crise apocalyptique n'est pas une guerre « contre le terrorisme », mais une guerre « de » terrorisme, menée par des terroristes, guidée par des terroristes, et par des criminels de guerre psychopathes qui se placent au-dessus de la loi. Ils n'ont nullement l'intention de mettre fin au terrorisme. En fait, c'est tout le contraire : les armées terroristes de l'Occident sont un atout majeur utilisé pour infiltrer et déstabiliser, pour renverser les régimes que l'OTAN cherche à se rallier, à envahir et à conquérir. Et ils tombent ainsi, l'un après l'autre : d'abord l'Iraq et la Libye, puis les événements actuels en Syrie, tout cela pour la réalisation d'ambitions plus vastes encore. La « guerre contre le groupe État islamique » ne concerne même pas ce groupe, et ce, quels que soient les atrocités commises par les tueurs d'ISIS/ISIL eux-mêmes.

Cette guerre est, et a toujours été, une guerre mondiale entre superpuissances opposant l'Occident à la Russie et à la Chine, et ce, partout où le dictent les intérêts de l'Occident et de ses grandes entreprises, qu'ils soient géostratégiques ou axés sur les ressources. L'aspect « spectaculaire » du bain de sang — l'ampleur et l'intensité indicibles des meurtres — n'en deviendra que plus excentrique et plus « créatif » à mesure que ceux qui planifient la guerre rechercheront avec toujours plus de désespoir les moyens de maintenir les masses faciles à distraire de leur pays respectif galvanisées par la peur, prêtes à soutenir leur calendrier de guerre élargi et leur engagement accru sur les lignes de front. À qui tout cela profite-t-il? Qui profite de la militarisation de la France et de son peuple? Les mêmes forces qui ont tiré profit de telles atrocités depuis le 11 septembre. Tous les gouvernements qui cherchent à déstabiliser, à envahir et à conquérir le sous-continent eurasiatique, y compris le Moyen-Orient et l'Asie centrale, voire au-delà. Tous les gouvernements qui cherchent à opérer un changement de régime en Syrie : l'OTAN.

Les expressions théâtrales de remords des dirigeants masquent la realpolitik, l'attitude sociopathique froide et calculatrice voulant que la guerre soit une industrie, que les tueries soient un instrument de la « victoire » et que les massacres d'innocents soient des « dommages collatéraux nécessaires ». Trois mille morts le 11 septembre. Un avion de ligne rempli de touristes russes. Des dizaines de milliers de victimes de massacres au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique. Plus de cent vies anéanties à Paris. Tout ça, en une seule journée de travail.

La ligne d'action actuelle justifiée par la propagande et les gros titres sanglants est qu'il nous faut intensifier davantage encore la « guerre totale » sans fin. Le président Hollande reprend maintenant à son compte les expressions de « guerre qui n'aura pas de fin de notre vivant » de Dick Cheney et d'« avec nous ou contre nous » de George W. Bush. La propagande en cours voudrait que

les événements de Paris soient la preuve qu'il est plus que temps d'opérer un changement de régime en Syrie, présentée comme le « foyer » du terrorisme où le groupe État islamique serait devenu « incontrôlable ». Le régime Assad « n'a pas su les arrêter »; par conséquent, ce régime, tout comme les « terroristes », doit être « éliminé ». Ce n'est pas une coïncidence si Paris a incité le président Barack Obama à promettre l'escalade de la participation militaire en Syrie. Plus précisément, c'est l'invasion ouverte de la Syrie qui a reçu le feu vert. L'invasion de la Syrie par des « troupes au sol », déjà en cours, s'en trouve maintenant accélérée. Il ne fait aucun doute qu'Obama souhaite achever la tâche avant son départ en 2016. Une nouvelle série de frappes aériennes sur Raqqa, en Syrie, a commencé moins de 48 heures après les attentats de Paris. Et qu'en est-il des attentats de Paris eux-mêmes?

La version officielle est en cours d'écriture. Même si nous n'en sommes encore qu'au début, les questions sur ces attentats se multiplient. Les similarités avec l'opération sous fausse bannière du 11 septembre abondent. Pour citer le New York Times, il « est malaisé de dire comment un plan aussi complexe et aussi meurtrier a échappé à l'attention des services de renseignement, tant en France qu'à l'étranger ». Mais les faits qui apparaissent laissent croire que les services de renseignement non seulement savaient, mais qu'ils en savaient suffisamment pour se préparer aux attentats, ce qui laisse entendre qu'ils auraient laissé faire. La France était informée de l'imminence d'attaques et des préparatifs étaient en cours des semaines avant le 13 novembre. Mentionnons à titre d'exemple les réunions d'urgence avec le directeur de la CIA John Brennan et les exercices de préparation inhabituellement précoces des premiers intervenants — qui étaient justement à pied d'œuvre à Paris le 13 novembre. Une cyberattaque massive — dépassant les capacités des terroristes — a neutralisé les systèmes de sécurité français avant et durant les attentats. Les responsables français connaissaient les assaillants et les suivaient sans cesse depuis un bon moment, mais ils n'ont rien fait pour les arrêter.

De l'orchestration et de l'exécution des atrocités elles-mêmes jusqu'à la réaction des autorités, les signes de longue planification, de scénarisation, de montage chorégraphique et de calculs sont manifestes. On invoquera des excuses ayant trait à l'incompétence (« nous avons été pris par surprise »), au désespoir et au chaos (« nous ne sommes pas en mesure de prévoir ou d'empêcher quoi que ce soit ») et autres variantes. Mais personne n'apportera la preuve du contraire. D'après les agents de la CIA, les « experts en terrorisme » de groupes de réflexion et autres vantards bellicistes qui n'ont eu de cesse de débiter leurs absurdités sur CNN durant toute la nuit et la journée qui ont suivi les attentats de Paris, il y aurait désormais une « nouvelle normalité ». Il faut résister à ce genre de lavage de cerveau. Malgré le chaos et la panique, il ne faut pas perdre de vue le contexte élargi.

C'est la guerre elle-même — ainsi que ses architectes et leurs agents meurtriers — qu'il nous faut condamner. Les assassins qui ont exécuté de sang-froid des personnes innocentes ont agi sur les ordres d'agents, eux-mêmes placés sous les ordres d'autres agents qui, à leur tour, ont reçu leurs ordres d'individus occupant de hauts postes de pouvoir. Ce sont ces individus qui doivent être identifiés et dénoncés, et c'est à leurs projets de guerre qu'il convient de résister, ce sont ces projets qu'il convient de stopper, et ce, pour le bien de ce qui reste de l'humanité. sahartv.ir 20.11

Ce ne sont pas des "individus" parfaitement identifiés ou que le monde entier connaît, Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy, Hollande, Roy, Renzi, Tsipras, etc. qui seraient remplacés par leurs clones s'ils étaient écartés du pouvoir, mais le régime capitaliste qu'il faut abolir au profit du socialisme.

Terrorisme international. Les Etats-Unis au banc des accusés.

- "Il faut s'allier avec l'Iran et la Russie contre Daech" (F. Fillon) - sahartv.ir

L'ancien Premier ministre français et député du parti Les Républicains (LR), François Fillon, a prôné la formation d'une alliance avec l'Iran, la Russie et la Syrie, afin d'éradiquer le groupe terroriste Daech.

François Fillon, ancien Premier ministre français, a critiqué l'Élysée, pour avoir formé une mauvaise alliance avec certains pays du Moyen-Orient. Il a, ensuite, réclamé la formation d'une alliance internationale, composée des pays occidentaux, de la Russie et de l'Iran. Il a, également, prôné une coopération étroite avec l'armée syrienne, dans l'objectif de lutter contre les terroristes de Daech. C'est qu'a déclaré François Fillon, lors d'une interview exclusive, accordée à un hebdomadaire, ayant pour titre «La Coalition anti-Daech doit comprendre la Syrie».

«Pour éradiquer Daech, il faut, d'abord, bien choisir les pays qui doivent constituer une coalition anti-Daech. Je pense que la Russie et l'Iran sont, particulièrement, deux options très importantes, à ce propos», a déclaré Fillon. sahartv.ir 20.11

- "Washington et ses alliés sont à l'origine de Daech" (Lavrov) - sahartv.ir

«Le groupe terroriste Daech a été créé par ceux que les Etats-Unis avaient emprisonnés, pendant un certain temps, en Irak et en Afghanistan, mais qu'ils ont libérés, ensuite», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères.

Sergueï Lavrov, le Chef de la diplomatie russe, a déclaré, sur les ondes d'une chaîne de radio, que l'Occident et ses alliés régionaux avaient exhorté les terroristes, les extrémistes et les miliciens étrangers à attaquer le processus politique, en Syrie, afin de renverser le gouvernement Assad. «Ils ont, finalement, perdu le contrôle de l'affaire, et les groupes terroristes et les miliciens étrangers, qui avaient été soutenus par l'Occident, ont procédé à la mise en place du groupe Daech. Les mêmes

personnes que les Etats-Unis avaient emprisonnées, en Irak et en Afghanistan, et qui ont été, ensuite, libérées, ont mis en place le groupe Daech», a souligné M. Lavrov. [sahartv.ir 20.11](#)

ACTUALITE EN TITRES

[Enfin une "excellente semaine". Vive la guerre et la barbarie s'écrie les marchés !](#)

- Wall Street achève une excellente semaine par une dernière hausse - AFP
- Plus forte hausse hebdomadaire des marchés européens en un mois - Reuters

[Ils en ont "rêvé" et leur voeu se réalise, quel bonheur !](#)

- Contre «l'impuissance», ces jeunes qui choisissent l'armée - Liberation.fr

Depuis les attentats de vendredi, des volontaires affluent pour s'engager dans l'armée. Garçons et filles rêvent de défendre la France, mais aussi de trouver un emploi stable. [Liberation.fr 20.11](#)

[Ils en crevaient d'envie. Ils appliquent l'état d'urgence dans les heures qui ont suivi son adoption.](#)

- À Sens, le premier couvre-feu décrété en France - LeFigaro.fr

Après des perquisitions dans la commune de l'Yonne, le préfet a décidé d'interdire la circulation piétonne et routière entre 22 heures et 6 heures du matin.

C'est le premier couvre-feu instauré depuis les attentats du 13 novembre et la déclaration de l'état d'urgence. À Sens, les rues du quartier sensible de Champs-Plaisants devraient être désertes dans les soirées de vendredi, samedi et dimanche, de 22 heures à 6 heures du matin. Cette mesure d'urgence, décrétée vendredi par le préfet de l'Yonne, Jean-Christophe Moraud, interdit la circulation piétonne et routière - sauf pour les véhicules d'urgence - et s'applique à l'ensemble des quelque 7000 habitants de ce quartier chaud de la ville

«La violation du couvre-feu est punie de deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 750 à 30.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement», rappelle l'arrêté du préfet, rappelant la loi de 1955. [LeFigaro.fr 20.11](#)

Horreur, le soufflé serait-il déjà retombé ?

- A Paris, les hommages aux victimes peinent à mobiliser - LeMonde.fr

A moins que la psychose fonctionne à fond ?

- Une semaine après les attentats de Paris, les ventes de places de concerts dans la capitale ont baissé de 80% - Atlantico.fr

Leurs victimes innocentes dont tout le monde se fout.

- Double attaque contre une mosquée chiite en Irak, neuf morts - Reuters
 - Attaque à Bamako: 27 morts dans la prise d'otages revendiquée par un proche d'Al Qaïda - AFP
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Le Liban appelle la Russie à l'aide - sahartv.ir

Le ministre libanais des Affaires étrangères a fait part de la demande éventuelle d'aides militaires anti-terroristes, de la part du Liban.

«Beyrouth demandera, probablement, à Moscou, des aides et des coopérations militaires, pour lutter contre le terrorisme», a affirmé à la chaîne d'information Russie 24, Gibran Bassil, le ministre libanais des Affaires étrangères, en visite, à Moscou.

«Le Liban entend, en premier lieu, utiliser sa capacité interne, pour combattre le terrorisme, mais si le besoin s'en fait sentir, il demandera ensuite à la Russie de l'aider dans cette lutte», a ajouté Gibran Bassil.

«Beyrouth à l'intention d'examiner la question des réfugiés syriens», a-t-il indiqué, en allusion à la poursuite des négociations, sur la Syrie.

A la suite de la récente explosion terroriste, à Dahiya du Sud, à Beyrouth, Vladimir Poutine, le Président russe, a fait part dans son message à l'adresse de Nabih Berri, le Président du Parlement libanais, de sa disponibilité à coopérer avec ce pays dans la lutte contre le terrorisme. sahartv.ir 20.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- L'entrepreneur corse Patrick Rocca reprend la SNCM, 600 postes supprimés, grève votée - AFP

L'entrepreneur corse Patrick Rocca a été choisi vendredi à Marseille pour reprendre la SNCM, une décision qui va entraîner près de 600 suppressions de postes sur un peu plus de 1.400 et qui a été suivie par le vote d'une grève reconductible dès vendredi soir.

Dès le jugement rendu, les salariés de la compagnie se sont réunis en assemblée générale sur un ferry de la compagnie et ont décidé de se mettre en grève immédiatement. Ils ont voté un arrêt de travail reconductible avec occupation des bateaux. Un préavis avait été déposé le 10 novembre par l'intersyndicale, à l'exception du Syndicat des travailleurs corses. FO a aussi fait savoir vendredi soir qu'il n'appelait pas à la grève, évoquant des "mouvements perpétuels qui ont largement contribué au déclin de l'entreprise". AFP 20.11

A FO on voit que le énième tournant droitier des lambertistes porte ses fruits...

[Haut de page ↗](#)

Le 23 novembre 2015

CAUSERIE

Cette causerie m'a épuisé !

[A chacun de choisir son camp.](#)

- Adopter la position ni Assad ni Daesh, revient à livrer la République arabe syrienne aux barbares sachant que seul Assad incarne et peut incarner la souveraineté et l'unité de la Syrie et du peuple syrien...

Hier valait mieux encore le fascisme et la guerre que la révolution socialisme et la paix, toute proportion gardée sachant qu'Assad incarne une république démocratique bourgeoise et laïque et non le socialisme.

- Ne pas faire de distinction entre les bombardements des Américains et leur coalition et ceux des Russes, c'est faire le jeu des hordes barbares qui ont déferlé sur la Syrie pour la détruire et massacrer son peuple afin de parvenir à renverser le régime et s'emparer du pouvoir pour le compte des Américains

Le POI a officiellement scissionné ou éclaté en deux partis.

Désormais il existe le POI et le POID.

Communiqué du POID - Paris, le 22 novembre 2015.

Extrait.

- Confrontés à la crise du POI — qui a vu deux congrès issus de celui-ci se tenir ce week-end — les délégués ont constaté, d'une part, que le congrès pour le POI des origines représentait légitimement le Parti ouvrier indépendant, tant par le nombre d'adhérents que par la continuité de sa politique et la fidélité au manifeste de fondation de 2008, et, d'autre part, que la situation ainsi créée pouvait être source de troubles pour les travailleurs, militants et jeunes.

Dès lors, tant pour lever les confusions que pouvait entraîner une situation où deux formations politiques auraient le même sigle que pour se tourner résolument vers les tâches de construction, ils ont estimé nécessaire de préciser l'appellation du parti : Parti ouvrier indépendant démocratique.

- Constatant l'écho rencontré par la diffusion de La Tribune des travailleurs, qui passe cette semaine le cap des 2 000 abonnés, le congrès a décidé que La Tribune des travailleurs serait l'organe du Parti ouvrier indépendant démocratique. Fin de l'extrait.

Si un militant nous envoyait *La Tribune des travailleurs* nous mettrions quelques pages en ligne.

Un courriel reçu d'un camarade du POI.

- *"On se méfie d'internet car ceux d'en face nous espionnent et nous pondent des assignations pour modification de comportement portant atteinte à la sécurité de l'état qu'ils contrôlent ; je suis intervenu parmi mes camarades pour protester contre le dernier IO qui ne formalise pas la levée de l'état d'urgence, arrêt des bombardements, retrait des troupes ; le congrès en cours n'y changera rien car présenté comme tactique pour éviter dissolution, annulation de la manif du 5 prochain, par des militants du CCI ; le combat est donc à l'intérieur du parti pour convaincre, conforté par une grande partie des gens que je côtoie qui refuse cette entreprise de guerre et cette dictature dite urgente, à plus."*

Internet a toujours fait l'objet d'une surveillance de la part des autorités. Les lois qui ont été adoptées en France et dans de nombreux pays ont seulement servi à légaliser et à légitimer une pratique courante afin de pouvoir étendre le champ de cette surveillance, et ils se sont servis des opérations terroristes qu'ils ont montés eux-mêmes pour que la population y adhère.

Je me souviens encore un dimanche matin quand je diffusais sur le marché à Clichy (92) entre 1978 et 1981, on avait observé un type posté de l'autre côté du boulevard Jean Jaurès devant la mairie en train de nous photographier.

On l'avait surpris, parce que nos dirigeants en plus de nous avoir soumis à un régime digne de figurer sous un régime militaire hérité de la clandestinité 35 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale (pseudonyme et langage codé), nous avait inculqué la crainte des provocations, des agents infiltrés dans le parti et celle de l'agression sur la voie publique qui devait contribuer à agir sur la personnalité des militants et la modifier de telle sorte qu'ils deviennent plus ou moins paranoïaques ou schizo-phrènes, ce qui devait permettre de mieux les contrôler. En réalité cette crainte qu'on nous avait inoculée portait sur tout ce qui était extérieur au parti, cela allait des gens ou des militants qu'on pouvait être amené à rencontrer, aux publications des autres partis, de sorte que bien qu'on intervenait publiquement dans la lutte des classes, on était pour ainsi dire coupés du reste de la société. Cela allait encore beaucoup plus loin, mais bon, on ne va pas perdre son temps avec cela. On retiendra que c'est le meilleur moyen pour développer un état d'esprit semblable à celui qui existe dans les sectes.

Le IO n° 378 a littéralement zappé l'état d'urgence et les décisions annoncées par Hollande dans la foulée du carnage du 13 novembre, c'est le seul parti en France à avoir agi de la sorte. Honte à ses dirigeants ! Mais à mon avis c'est un sentiment qui leur est étranger ou qui ne peut pas les atteindre.

Ton combat est louable, il faudrait chasser tous les dirigeants et cadres du POI qui se satisfont de ce numéro d'Informations ouvrières ou l'absence de prise de position de ton parti. Si le conditionnel exprime un potentiel réalisable au moment où on l'emploie ou dans un futur proche, je ne suis pas du tout certain qu'il soit vraiment approprié ici, sauf à se faire des illusions.

Les dirigeants du POI tout comme ceux du NPA, de LO ou du PCF, du Front de gauche tiennent en permanence un double langage et jouent un double jeu, à l'instar du PS autrefois, beaucoup moins depuis 1981, ou encore les dirigeants des syndicats.

On peut décider de ne pas en tenir compte ou de s'en accommoder, et se dire que l'essentiel serait ailleurs, on se demandera bien où, car finalement c'est cette pratique détestable qui a mené le mouvement ouvrier et son avant-garde où ils en sont aujourd'hui.

La plupart des militants refusent de l'admettre, ils ne veulent pas ou ils ne parviennent pas à comprendre que cela a toujours fait le jeu du régime au lieu de servir notre cause, alors que le constat qu'on a sous les yeux est sans appel, la mise en place d'un nouvel ordre mondial synonyme d'une dictature absolue est devenu une réalité tangible, palpable, doté de nombreuses institutions supranationales, que certains découvrent seulement aujourd'hui, alors qu'il n'a cessé de marquer des points ou de franchir de nouvelles étapes depuis 1944, pendant que l'espoir de pouvoir renverser le régime et changer la société ou passer au socialisme n'a cessé de reculer ou a été quasiment abandonné.

Malgré tout, cela n'empêchera pas de nombreux militants qui n'ont manifestement jamais saisi ce qu'était réellement le socialisme ou le marxisme, qui de fait se sont détournés de ses objectifs politiques ou les ignorent, de vanter les vertus de ce double jeu que l'on caractérisera de concession, conciliation, collusion, de compromission avec le régime parce qu'elle aurait permis des avancées sociales, une meilleure répartition des richesses entre les classes en somme qui nous ramène au réformisme bourgeois que combattirent avec acharnement Marx, Engels, Lénine et Trotsky, parce que cette conception de la lutte de classe contribuait à enchaîner davantage les masses exploitées au capitalisme et à les entraîner dans son sillage dans la guerre et la barbarie.

Accepter ce double langage et ce double jeu, c'est lié le sort du prolétariat à celui que le régime lui réserve, c'est abandonné l'objectif politique pour lequel le mouvement ouvrier combattit depuis l'Association internationale des travailleurs (1864). Finalement cela revient au lieu de combattre pour briser nos chaînes à les revendiquer, en espérant que notre geolier consentira à y ajouter quelques maillons histoire de nous soulager ou nous rendre la vie d'esclave plus supportable ou à subordonner la lutte de classe que nous menons dans cette unique perspective, une fois abandonné celle de notre émancipation du capital ou du socialisme.

On notera que tous les intellectuels qui rejettent le socialisme ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, qui sont incapables ou qui refusent de rompre avec le capitalisme emploient la même méthode.

[Quand nous évoquons le risque d'une dictature quelques jours avant le 13 novembre et depuis bien plus longtemps encore](#)

Pendant que le développement de la situation en France (et dans tous les pays dits développés) tendait de plus en plus ouvertement vers l'instauration d'une dictature ou le fascisme au fil de l'évolution de la crise du capitalisme sans issue, et nécessitait de concentrer le combat politique contre l'Etat et les institutions de la Ve République, certains axeront leur politique contre l'UE ou prôneront le retour à la démocratie, la défense de la République qu'aurait incarné à un moment donné l'Etat, cet Etat, le même Etat, l'Etat bourgeois, des capitalistes, anti-ouvrier, antisocial, colonial, impérialiste, qui comme par enchantement aurait incarné autre chose un jour, autrefois.

On ne sait pas trop quand au juste, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale peut-être, lorsque cet Etat et cette République, la IVe, devait mener la guerre en Indochine, puis en Algérie, etc. tout en continuant de piller l'Afrique, à soutenir Israël, à moins que ce ne soit sous la Ve qualifiée de bonapartiste et d'antidémocratique et qui institutionnalisera le dialogue social et continuera le pillage de l'Afrique, la reconstruction de l'Etat et de la capacité industrielle du capitalisme français sur fond d'augmentation de la productivité, la mise au travail systématique des femmes ou leur exploitation qui sera présentée comme un progrès social, le tout avec le soutien de la SFIO, du PCF et des syndicats, allaient permettre aux capitalistes d'accumuler à nouveau de gigantesques profits dont ils allaient faire profiter généreusement leurs esclaves au détour de la lutte de classe du mouvement ouvrier déjà complètement corrompu par le réformisme et qui allait être subordonné à cet unique objectif, au point de se détourner totalement de l'objectif initial de son combat, la lutte pour son émancipation du capital ou pour le socialisme...

Bref, autrement dit ce qu'ils réclamaient correspondait exactement à l'inverse de l'objectif qu'on devait se fixer, renverser les institutions en place pour instaurer une République sociale, un Etat ouvrier, la démocratie de la majorité sur la minorité que Marx a appelé la dictature du prolétariat et qui pour cette raison effraie tant nos braves révolutionnaires et anticapitalistes. Voilà un bel exemple de double langage et de double jeu.

Défendre la République démocratique bourgeoise, l'Etat bourgeois contre ceux à Bruxelles, Washington ou ailleurs, à la Bourse par exemple voulaient les liquider, devait nous aider à avancer vers le socialisme ou à en finir avec le régime, or c'est tout l'inverse qui s'est produit en réalité. Non seulement cela n'a pas pu éviter que les valeurs de la République soient de plus en plus souvent piétinées et que les principes de la démocratie soient soumis au même régime, mais en plus cela n'a permis ni d'élever le niveau de conscience des masses ni de les organiser ou de contruire le parti, de doter le prolétariat d'une nouvelle direction, de le préparer aux futurs affrontements avec la classe dominante et son Etat devenu encore plus policier lorsqu'ils passeraient à l'offensive contre tous nos droits sociaux et politiques.

Ils ont défendu leur République et leur Etat sans que le prolétariat et le mouvement ouvrier n'en tirent le moindre profit à terme, cette précision est importante et les militants feraient bien de se le graver dans le cerveau une fois pour toute, sinon d'être plus amarrés que jamais au char du capitalisme qui poursuit sa course inexorable vers l'abîme auquel il est promis.

A l'opposé, nous avons expliqué que le meilleur moyen de défendre les valeurs de la République et les principes de la démocratie devait consister à combattre pour une République sociale. Il était clair, évident ou logique que ne pas mener le

combat politique dans cette perspective aussi éloignée soit-elle dans le temps, devait fatalement aboutir à soutenir le régime en place, son Etat, sa République et sa démocratie, on pourrait même ajouter pour ne rien oublier la conception du socialisme adoptée par le PS et ses dirigeants.

On ne leur reproche de ne pas avoir pu éviter les coups portés aux valeurs républicaines ou aux principes de la démocratie, mais d'avoir entretenu la confusion sur la nature du régime, de l'Etat, de la République et de la démocratie dont se réclament l'ensemble des représentants de l'ordre établi, confusion (ou double jeu et langage) qui au-delà de leurs prises de position lors du traité de Maastricht (1992) ou du TCE (2005) servira finalement le régime, puisqu'elle a permis de détourner du combat politique des milliers et milliers de militants qui s'étaient radicalisés ou se couper des travailleurs les plus avancés et ainsi s'interdire de construire le parti.

Le jour où on aura compris qu'on ne combat pas un régime en en vantant les mérites, on aura réalisé un grand pas en avant.

Depuis plus d'un demi-siècle chacun a pu constater où cela nous avait mené de renier des principes, de remiser au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialiste, de vouloir absolument nous associer avec des gens extérieurs au mouvement ouvrier, de ménager le PS, le PCF, les appareils pourris des syndicats, etc. on observera qu'à ce jeu-là c'était toujours le plus puissant qui l'emportait et que ceux qui avait eu la faiblesse ou commis l'erreur d'initier de tel processus en étaient toujours sortis perdants, de l'entrisme dans le PS, du soutien ouvert au PS, au front unique en direction du PS et du PCF, ou encore du pacte passé avec certains appareils syndicaux. Cela ne concerne pas qu'un seul parti, mais tous les partis dits de l'avant-garde, le POI, le NPA et LO. Ces pratiques au lieu de rassembler l'avant-garde révolutionnaire ont contribué à sa dislocation, c'est le seul résultat qu'on retiendra ou qui présente une valeur ou un intérêt pour nous, notre cause, le socialisme.

En voici un exemple caricatural inspiré du discours que les dirigeants du POI n'ont cessé de tenir pendant des décennies

- FO. Après le 13 novembre : défendre la démocratie et les valeurs républicaines - Jean-Claude Mailly 16.11

- *"Plus que jamais il nous faut donc défendre non seulement la démocratie, mais aussi les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité."*, la démocratie en général comme disait Lénine, c'est celle qui ne profite qu'aux nantis qui détiennent le pouvoir pour mieux asservir le peuple. Quant aux valeurs républicaines lorsqu'elles n'ont pas un contenu de classe précis, elles serviront de préférence les intérêts des capitalistes. C'est de la démagogie.

- *"La république est un atout et un idéal, rien ne doit pouvoir l'affaiblir ou la détourner..."* à croire qu'il faudrait l'adopter telle qu'elle existe et s'en réjouir ! Mailly tient le même discours que Hollande et Valls, normal.

[Barbarie. La guerre et le terrorisme se complètent. C'est la poursuite par d'autres moyens de la politique menée par la classe des capitalistes contre le prolétariat mondial.](#)

La guerre et le terrorisme s'inscrivent dans la continuité de la politique menée par les puissances occidentales pour préserver leur hégémonie sur le reste du monde et instaurer un nouvel ordre mondial reposant sur une dictature intégrale.

[La réelle menace sur les libertés. Qui commet en France des actes de guerre ?](#)

Vendredi soir, une cinquantaine d'habitants de l'immeuble de la rue Corbillon, dont 22 enfants qui ont été évacués pour l'intervention policière, étaient toujours hébergés à titre provisoire dans un gymnase municipal. Ils ne peuvent plus réintégrer leur immeuble, qui menace de s'écrouler suite aux échanges de tirs. Pas moins 5000 balles ont été tirées par les seuls policiers, ainsi que des grenades, qui ont fragilisé les structures du bâti. «De toutes les façons, après ce qu'il s'est passé dans cet immeuble, les familles sont traumatisées et n'avaient aucune intention d'y retourner» souligne Stéphane Peu. liberation.fr 20.11

- ...une autre « thèse » pour laquelle si tous les criminels fanatiques sont morts, les autorités les auraient tués pour les empêcher de parler. Nous savons désormais que ces fanatiques partent volontairement à la mort et ont actionné leur ceinture explosive. Nous dénonçons de telles élucubrations. M'PEP 15.11

Des grenades lacrymogènes, assourdissantes, paralysantes auraient suffi à neutraliser les deux ou trois terroristes qui se trouvaient dans cette immeuble. Les forces de police non menacées et surarmées ont préféré sur ordre procéder à un massacre en règle ou les forcer à s'explorer.

M'PEP 15.11

- *"L'état d'urgence décrété par le président de la République, s'il était nécessaire, ne doit pas être prorogé au-delà du délai légal de 12 jours."*, donc le M'PEP soutient l'instauration de l'état d'urgence.

- *"Il est temps que le Parlement débattre des buts et des moyens de la guerre de la France contre les groupes de criminels fanatiques qui la menacent."*, parce qu'il y aurait quelque chose de bon à attendre du Parlement ? Le M'PEP soutient ainsi la guerre que mène l'Etat français contre la Syrie.

- *"il faut donner les moyens à l'armée française, à la justice et à la police, de protéger efficacement les citoyens"*, sans changement de régime au préalable, signifie renforcer l'appareil de répression de l'Etat des capitalistes qui utilise cette armée, cette justice et cette police pour défendre l'ordre établi, réprimer, mâter le mouvement ouvrier.

Réaction d'un internaute à la suite de cet article.

- *"« le régime en place, certes criminel, de Bachar el-Assad » : cette expression est encore une fois une concession inutile à la propagande du Quai et des médias (qui sont, faut-il le rappeler, assez peu indépendantes puisqu'au mains d'un capital souvent pro-guerre)."*

Le M'PEP tient en permanence un double langage et joue un double jeu parce que ses dirigeants sont corrompus par le régime et n'entendent pas rompre avec lui et l'affronter, voilà tout.

L'opportunisme peut aller encore beaucoup plus loin.

On peut également s'interroger sur la condamnation de l'intervention militaire de la Russie en Syrie, sachant que sans cette intervention l'armée syrienne qui était en difficulté face aux barbares risquait de se disloquer et de leur laisser le champ libre pour s'emparer de l'Etat et de l'ensemble de la Syrie.

Le POI (Démocratique) a adopté une position qui relève du dogmatisme ou de la propagande pure, donc coupé de la réalité.

Dans un communiqué du 14 novembre le POI (Démocratique) condamne sans distinction *"les gouvernements des grandes puissances au service des multinationales et de la classe capitaliste"* qui interviennent militairement notamment en Syrie, ce qui au premier abord est correct sur le plan des principes, mais l'est moins dès qu'on tient compte de la réalité du terrain, sachant que ce n'est pas directement les Américains et leurs alliés qui menacent la souveraineté et l'intégrité de la Syrie, mais bien une multitude de mercenaires improvisés ou professionnels qui se déversent en flot continu sur la Syrie, donc cette condamnation si elle était prise en compte à la fois par les Américains et par les Russes favoriseraient les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique au détriment de la République arabe syrienne.

Pour cette raison nous ne pouvons pas partager cette position. On aura constaté également que le POI (Démocratique) ne dénonce pas la collusion qui est de notoriété publique entre le gouvernement français et les autorités saoudiennes, qataris, turques avec lesquels il est allié, commerce et auxquelles il vend des armes qui finissent entre les mains des barbares en Syrie et en Irak ou servent à bombarder le peuple yéménite.

Communiqué qui se terminait par une misérable et logique supplique à l'adresse des dirigeants syndicaux vendus au régime : *"Ce combat implique — plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons — que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat."*, comme si au quotidien leurs dirigeants ne collaboraient pas avec le patronat et le gouvernement. Encore le double langage et le double jeu, on le retrouve partout.

Nous, nous n'avons rien à dire ou à attendre des dirigeants syndicaux auxquels nous refusons de nous adresser, on combat au côté des travailleurs sur leurs revendications et c'est à eux seuls que nous avons des comptes à rendre, et à personne d'autres, surtout pas à ces agents du régime.

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris de quoi il s'agit. Il faut avoir à l'esprit que lorsqu'on réclame quelque chose de quelqu'un, il faut s'attendre à ce qu'en échange on exige quelque chose de notre part. Franchement, vous accepteriez de vous retrouver dans cette situation face à ces vendus, d'être leurs obligés ?

[Quand la propagande de la réaction est reprise en chœur.](#)

Selon la version officielle reprise en chœur par la quasi totalité des partis politiques et unanimement par les syndicats depuis 2011, le président et le régime syrien serait responsables du déclenchement de la guerre en Syrie et de l'expansion des différents mouvements terroristes issus d'Al-Qaïda.

La version officielle nie le rôle joué par les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la France et la Grande-Bretagne ainsi que celui d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique. La version officielle nie également les liens qui unissent ces différents acteurs en les présentant comme des ennemis, tout comme elle nie l'instrumentalisation par les puissances occidentales des différents groupes terroristes.

La version officielle a donc pour fonction, au-delà de la propagande de guerre qu'elle contribue à diffuser en direction de la population mondiale pour la conditionner afin qu'elle y adhère, de faire reporter la responsabilité de cette guerre exclusivement sur les représentants de la République arabe syrienne présentés comme des tyrans sanguinaires, d'horribles dictateurs.

Pour fonctionner, la version officielle doit s'employer à déformer systématiquement la réalité et lui substituer une réalité que ses auteurs ont totalement fabriquée pour l'occasion.

Dès lors, ses représentants et ceux qui la partagent ne supporteront pas que quiconque relate des faits qu'ils ont délibérément occultés et qui contredisent leur version. Et ils seront d'autant plus encouragés à s'en prendre à leurs opposants, dans la mesure où ils savent qu'à de rares exceptions que ceux-ci se sont livrés eux-mêmes à une manipulation en empruntant ou partageant certains de leurs arguments falsifiés qui sont à la base de leur propagande.

Ils savent donc que le consensus qui existent entre eux et la plupart de leurs opposants sur la nature du régime syrien et l'origine du déclenchement de cette guerre, est l'expression d'un autre consensus plus général qui a été scellé entre eux pour assurer la pérennité du régime capitaliste en France, et que leurs opposants pris à leur propre piège ne pourront pas ou n'auront pas la volonté de développer à fond une argumentation qui porterait atteinte à l'ordre établi ou remettrait en cause le soutien qu'ils lui accorde, autrement dit sachant qu'en réalité ils figurent dans le même camp, ils peuvent exiger que leurs adversaires plus que leurs ennemis se soumettent et adoptent à leur tour la stratégie qu'ils ont adoptée pour que la classe dominante conserve le pouvoir ou que le capitalisme se survive à lui-même.

Ils pourront agir de même avec les partis du mouvement ouvrier qu'ils savent corrompus.

Certains préféreront se terrer comme des rats (POI) en adoptant un silence complice en refusant de condamner notamment l'instauration de l'état d'urgence, d'autres le dénonceront du bout des lèvres (NPA, LO), les uns et les autres présentant la même vulnérabilité que les intellectuels qui ont pris position contre le bombardement de la Syrie pour avoir adopté la propagande officielle sur la situation en Syrie dès 2011, et tels des provocateurs à la solde du régime ils s'exposeront à la réaction violente des représentants du pouvoir (partis et médias) en place pour finalement être incapables ou refuser d'axer leur politique contre le régime ou les institutions, et développer une politique incohérente et opportuniste qui ne leur permettra pas de bénéficier du soutien des masses, participera à leur isolement et exposera inutilement leurs militants à la répression, que leurs dirigeants dénonceront et ainsi de suite...

En résumé, la réaction sait parfaitement à qui elle a à faire, apparemment il n'y a que les militants qui l'ignorent.

Elle sait que pour être liés au régime ils ne peuvent pas revenir en arrière et interpréter la situation en Syrie autrement qu'en reprenant la propagande de guerre officielle développée depuis 2011. Elle leur a vendu la version d'Assad le boucher et des rebelles modérés (ASL) qu'elle a inventés à Londres et Paris et qu'ils ont adoptée en chœur, à partir de là elle sait qu'ils sont empêtrés dans des contradictions qui les fragilisent et elle n'a plus qu'à se lâcher et leur taper dessus pour les présenter comme des complices du terrorisme, sans que le mouvement ouvrier n'en tire le moindre profit, au contraire.

Les uns et les autres contribuent à fournir des arguments à la réaction contre ceux qui combattent réellement le régime. Voyez dit-elle comme ces gens qui se disent socialistes ou internationalistes soutiennent les barbares, etc.

Les populistes contribuent à alimenter la chasse aux sorcières contre tous les intellectuels dans l'ensemble des médias, des institutions et du pays, interdisant de la sorte à ce qu'ils se rassemblent contre le régime, et les gauchistes poursuivent leur oeuvre de division et de dislocation, de démolition du mouvement ouvrier pour le compte du régime.

Mourir pour des idées mais de mort lente (G.Brassens) , nous dirions plutôt mourir pour des idées qui soient les nôtres et non celles de notre ennemi.

Voilà où devait conduire le révisionnisme ou l'abandon du marxisme, du socialisme, du communisme, du trotskysme, mais c'est à croire que la plupart des militants sont tellement gangrenés par le réformisme bourgeois ou l'idéologie de la classe dominante véhiculée par leurs partis, embourgeoisés, il faut dire les choses telles qu'elles sont à la manière de Marx et Engels, que tant que des bombes ne leur tomberont pas sur la gueule ou qu'ils n'auront pas le ventre vide, ils demeureront incapables de comprendre quoi que ce soit à la situation, de changer de registre ou de tout simplement réfléchir, en fait tout témoigne que le niveau de conscience dont ils se vantent n'est pas plus élevé finalement que celui de la majorité de la population qui demeure ignorante et manipulable.

Comment je peux me permettre d'en arriver à cette conclusion, de mille manières, ce ne sont pas les témoignages qui manquent, d'ailleurs c'est bien simple, les militants le revendiquent eux-mêmes, il suffit de les écouter ou de les observer. Et puis je n'ai reçu aucun courriel de soutien en dehors des deux camarades qui partagent l'essentiel de nos idées, j'en déduis donc que nous ne sommes que trois militants en France décidés à axer résolument notre combat politique contre le régime et ses

institutions, sachant que des dizaines de milliers de militants connaissent l'adresse de notre portail ou courant politique.

L'un d'entre eux a écrit avant-hier :

- *"Encore félicitations pour le gros travail de récupération des articles. C'est important de chercher le maximum d'éléments qui peuvent contre-carrer les discours « officiels »."*

Merci pour tes encouragements.

Pour terminer cette causerie, on aura compris que la réaction a horreur par dessus tout de la vérité qui est son pire ennemi, qu'on révèle les dessous de sa propagande de guerre et du même coup qu'on dévoile ses véritables intentions, pire, qu'on s'en serve pour dresser les masses exploitées contre le régime.

On invite nos lecteurs à tout reprendre à zéro et à lire ou relire nos causeries depuis août 2008, ils y trouveront amplement matière à réflexion ce qui leur permettra peut-être de progresser. L'air de rien, c'est cela aussi qui m'y a aidé. On les incite aussi à cesser de faire joujou avec leur ordinateur, à se déconnecter, à éteindre leur poste de télé et de radio, à cesser d'être les esclaves d'un mécanisme abrutissant ou particulièrement pervers ou nocif qui tend à les rendre prisonnier du présent comme si le passé n'avait jamais existé ou n'avait aucune importance, alors que c'est là que se trouve en majeure partie l'explication à nos problèmes et les matériaux pour interpréter la situation.

Cetta quasi addiction à l'actualité quotidienne ou immédiate contribue aussi à vous abrutir en vous bourrant le crâne de milliers d'informations qui ne serviront à rien, dès lors qu'on ne prend pas le temps de les analyser, ce qui nécessite de prendre un certain recul ou de les recadrer dans un cadre plus large et un minimum de concentration. Pire encore, puisque pratiquement chaque info comporte son lot de matériaux toxiques à travers lesquels s'écoule l'idéologie de la classe dominante, un mot suffit, et ce n'est certainement pas en lisant un article en une poignée de secondes qu'on les détectera, sauf à avoir acquis une solide expérience en la matière, ce qui n'est pas le cas de la plupart des militants. Dans nos causeries antérieures on a étudié en détail cette question à partir de centaines d'exemples qui permettent d'acquérir cette expérience rapidement.

Les populistes pris à leur propre piège.

La version frauduleuse de la situation ou des événements qui ont marqué le début des affrontements armés en février-mars 2011 en Syrie, que le mouvement ouvrier et la presque totalité des intellectuels ont repris à leur compte à la suite du gouvernement, d'Obama, de l'OTAN, etc, constitue le levier à partir duquel la réaction s'attaque à ceux qui s'opposent à l'état d'urgence et au bombardement de la Syrie par la France.

- Michel Onfray dénonce les bombardements français contre les djihadistes de Daesh - 20minutes.fr 21.11

- *«Est-ce qu'il n'y a pas des chancelleries, des diplomaties, des pays avec lesquels on pourrait envisager autre chose que bombarder l'Etat islamique?»*, apparemment il ignore ou feint d'ignorer que tout dernièrement la France a bombardé une centrale électrique et des batiments publics, bref les infrastructures de la Syrie.

- Michel Onfray avait publié sur son compte Twitter: *«Droite et gauche qui ont internationalement semé la guerre contre l'islam politique récoltent nationalement la guerre de l'islam politique»*, ineptie complète, puisque c'est le wahhabisme ou l'Arabie saoudite qui incarne ou qui est à l'origine de l'islam politique, or à notre connaissance la France n'a pas déclaré la guerre à ce pays, elle en est même un de ses zélés alliés au côté d'Israël et des Etats-Unis.

- Michel Onfray a estimé qu' *«on est toujours instrumentalisé par tout le monde»*, qu'il parle pour lui et ses semblables !

- *«Je suis un citoyen philosophe qui estime qu'il faut sauver la paix»*, s'est-il justifié, intention insoutenable, sans lutter pour le renversement du régime en France vous serez toujours un petit soldat des guerres impérialistes. Onfray est un démagogue, un de plus. (Source : 20minutes.fr 21.11)

Réaction d'un internaute suite à la parution d'une vidéo de Daesh dans laquelle est reproduit une partie du discours d'Onfray.

- *"Cette vidéo apparaît de manière tout à fait opportune alors que M. Onfray est en conflit larvé avec BHL et la politique schizophrénique que mène nos politiciens au Proche et au Moyen-Orient.*

A croire que le service de communication de Daesh c'est le service de communication de l'Élysée... de Washington... de Tel-Aviv.

On risquerait de voir un paquet de dissidents, du jour au lendemain, devenir les "pop stars" de Daesh... un costard sur mesure pour

les discréditer aux yeux d'une population inculte et inerte et les faire interdire à tout jamais.

On descend toujours plus bas."

En famille. Tartuferie entre le maître et son valet qui "pense". Depuis quand un laquais pense-t-il ?

Grille de lecture.

Au-delà du double langage habituel du démagogue, Mélenchon cautionne ouvertement l'instauration de l'état d'urgence qui aurait la vertu d'"apaiser" les craintes de la population, alors qu'il a été décrété par ceux qui la terrorise en réalité, ne serait-ce qu'en se rendant coupable de la régression sociale sans fin qui frappe les couches les plus fragiles du prolétariat qu'il conduit au désespoir.

Il va même plus loin en légitimant les "lois" liberticides déjà adoptées dont ils réclament l'application, et qui n'ont pour seul objectif de protéger le régime et non la population.

Pour terminer, il confirme qu'il a bien adopté la Constitution de la Ve République au lieu de combattre pour son abolition en regrettant uniquement le moment choisi et la procédure retenue pour la modifier par Hollande.

On aura compris qu'on est en présence d'un agent du régime et rien d'autre.

- Attentats: Mélenchon "pense" qu'il n'aurait pas voté l'état d'urgence - AFP

"Sans doute le gouvernement pense-t-il que de cette manière il rassure la population qui a besoin de l'être. (...) Je ne me moque pas de ceux qui ont voté l'état d'urgence, je comprends que cela est fait pour apaiser. Mais (...) le contenu de l'état d'urgence n'apporte quasiment rien aux lois dont nous disposons déjà pour pourchasser les terroristes", a expliqué M. Mélenchon, soucieux de ne pas adopter un ton polémique.

M. Mélenchon aurait préféré que la prolongation de l'état d'urgence soit soumise au vote "tous les 15 jours par exemple comme l'ont proposé (s)es camarades".

Il a également déploré que le président de la République ait annoncé lundi une révision de la Constitution "en plein deuil national" et "en oubliant une fois de plus le peuple français qui doit être appelé au processus constituant". AFP 22.11

Inepties à la pelle lues dans différents articles.

Et je n'ai lu que le tiers des articles que j'ai téléchargés.

- "*L'Etat islamique (...) a montré qu'il pouvait se venger*", alors que ce serait plutôt l'oligarchie financière qui ne supportent pas que des chefs d'Etat ou des peuples leur résistent... En faisant croire que les barbares agiraient de leur propre chef ou seraient indépendants de toute autorité supérieure, il s'agit là de l'épargner, d'en détourner l'attention de la population. Qui est-elle cette autorité supérieure sinon les dizaines de banques dans lesquelles transitent leurs millions de dollars, les multinationales et les Etats qui leur achètent le pétrole qu'ils ont volé à l'Irak et à la Syrie...

- "*Il y a peu de signes que les dirigeants du G20 réunis en Turquie aient compris la nature du conflit dans lequel ils sont engagés.*", alors de quoi pourrait-on les accuser franchement...

- "*Une autre erreur que font les dirigeants du G20 est de persister à sous-estimer l'EI.*", alors que tous savent que c'est une créature des Américains, Saoudiens, Qataris, Turcs et des Israéliens, sans oublier les Britanniques qui abritaient le siège des Frères musulmans. Et puis personne n'est parfait, chacun à le droit à l'erreur, faisons preuve de tolérance envers nos bourreaux...

- "*La seule vraie solution est la destruction de l'EI*", non, la seule solution c'est de renverser les régimes en place dans les pays occidentaux qui dominent l'économie mondiale. Ils peuvent en arriver à détruire le monstre qu'ils ont créé, de la même manière qu'ils liquident les agents qu'ils avaient recrutés quand ils n'en ont plus besoin ou deviennent trop embarrassants.

Mais ce jour-là, s'il devait arriver un jour ne serait pas forcément une bonne nouvelle, au contraire, on aurait du souci à se faire, car cela signifierait que la réalisation de leur plan serait si avancée qu'ils estimeraient impossible que désormais il puisse être entravé par la lutte des classes et que rien ni personne ne pourrait les empêcher de parvenir à leur fin, autrement dit instaurer leur dictature absolue sur le monde.

- "*La condamnation des fanatiques assassins ne peut suffire, il faut les combattre efficacement et les éliminer définitivement.*

Deux fronts sont nécessaires pour y parvenir : celui de la mise en place d'une large coalition internationale agissant sur mandat de l'Organisation des nations unies (ONU)", cela doit être la version internationaliste du réformisme bourgeois appliqué à tous les impérialistes pour qu'ils contribuent à un meilleur partage des richesses... entre eux au détriment de tous les peuples, la mission de l'ONU en somme.

- "*Bachar el Assad est certes un dictateur*", moins apparemment qu'Obama, Hollande, Cameron, Merkel, Roy, Renzi, etc. ainsi que tous ceux qui les ont succédé au pouvoir lors des décennies antérieures, si on en juge par le nombre de guerres de rapine à travers le monde auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont soutenues, coups d'Etat, assassinats d'opposant, guerres civiles, génocides, famines, etc. dont ils sont coupables ou qu'ils ont fomentés. Assad, aucune. Il a juste réprimé féroce en Syrie un soulèvement orchestré par les Frères musulmans armés par l'Arabie saoudite et le Qatar.

Cette caractérisation d'Assad et du régime syrien qui est l'oeuvre de faussaires et qui nous vient de Bush a été reprise en chœur par la totalité des chefs d'Etat occidentaux et des dirigeants du mouvement ouvrier, mais cela n'interpelle pas les militants, ils s'en contentent, à croire qu'ils sont aussi naïfs qu'un élève de 6e qui va apprendre par cœur ce qui figure dans son manuel d'histoire rédigé par Hachette par exemple ou Lagardère qui vend des missiles à l'Arabie saoudite et au Qatar.

- "*N'est-ce pas le signe d'une politique étrangère absurde ?*", ben voyons, ils ne sauraient pas ce qu'ils font !

- "*En Syrie comme en Libye, nos gouvernants n'ont pas seulement commis une faute morale, ils ont aussi fait preuve d'une grande incompétence.*", au contraire, ils ont été parfaits ! A ceci près que la situation n'a pas évolué comme ils l'avaient prévue, leur reprocher, c'est regretter qu'ils n'aient pas atteint leur objectif, renverser Assad.

- "*force est de constater que nos dirigeants n'ont tiré aucune leçon des erreurs passées*", au contraire on pourrait dire que le mimétisme était pratiquement parfait ! D'ailleurs ils avancent pendant que nous nous piétons ou notre cause ne cesse de perdre du terrain, non, vous ne l'avez pas remarqué, c'est que vous êtes de mauvaise foi ou aveugle.

- "*En hurlant sur tous les toits que "le dictateur devra payer pour ses crimes", quel choix lui a-t-on laissé autre que celui de mener une guerre jusqu'aboutiste ? Aucun. Dès lors, il ne nous restait plus qu'à choisir les groupes d'opposition à armer et espérer ainsi maîtriser l'issue du conflit (émergence d'un régime ami). Sauf que ... raté, ce sont encore les djihadistes qui ont pris le dessus.*", pas de bol décidément ! Assad aurait mieux fait de capituler et laisser les Américains s'emparer de la Syrie pour mieux la dépecer, sauf que voilà les Syriens tiennent à l'intégrité territoriale de la Syrie et ils se sont rangés au côté d'Assad, alors ils partagent la responsabilité de la situation. Bravo !

Rappel. Fabius pire que Bush et Obama réunis.

- Pression militaire et succès diplomatique pour les rebelles syriens - Le Monde 13.12.2012

- ...la décision des Etats-Unis de placer Jabhat Al-Nosra, un groupe djihadiste combattant aux côtés des rebelles, sur leur liste des organisations terroristes, a été vivement critiquée par des soutiens de l'opposition. M. Fabius a ainsi estimé, mercredi, que "*tous les Arabes étaient vent debout*" contre la position américaine, "*parce que, sur le terrain, ils font un bon boulot*". "*C'était très net, et le président de la Coalition était aussi sur cette ligne*", a ajouté le ministre. Le Monde 13.12.2012

Les "*Arabes*", ce sont ses amis les monarques et émirs du Golfe et de la région qui dirigent des régimes féodaux, théocratiques, ploutocratiques, corrompus, dictatoriaux, soumis à la charia, sans constitution ou aussi consistante qu'une feuille de papier hygiénique avec laquelle ils se torchent, les institutions réduites à leur cour ou à des figurants d'opérette, où les partis politiques et les syndicats sont hors la loi, où les femmes, les immigrés et les minorités en tous genres sont réduits à l'état de sous-espèce humaine, un modèle de démocratie pour Fabius, Valls et Hollande, et donc le PS dont ils figurent parmi les principaux dirigeants.

[A qui devait profiter le crime ?](#)

- Cotes de popularité de Hollande et Valls en hausse après les attentats - AFP

- Attentats: les Français approuvent les mesures annoncées par Hollande - AFP

La quasi-totalité des Français approuvent les mesures annoncées par François Hollande après les attentats du 13 novembre et ont confiance dans les forces de l'ordre pour lutter contre le terrorisme, selon un sondage BVA-Orange-iTÉLÉ publié samedi.

Selon ce sondage, 94% des Français interrogés déclarent avoir confiance dans les forces de police et de gendarmerie pour lutter contre le terrorisme ("7 points depuis avril), dont 60% "tout à fait confiance", et 93% ont confiance dans l'armée française ("5 points), qui connaît d'ailleurs un afflux de candidatures depuis les attentats.

En outre, 87% des Français font confiance aux services de renseignement français (+4 points).

Le gouvernement fait moins recette: un peu moins d'un Français sur deux (49%) lui accorde sa confiance dans la lutte antiterroriste. Quant au chef de l'Etat, malgré une hausse de sept points depuis avril, seuls 46% lui font confiance.

La déchéance de la nationalité est la mesure qui recueille la plus forte adhésion (97% des sympathisants de droite, 83% des sympathisants de gauche).

Plus de huit sondés sur dix (82%) sont favorables à l'intervention militaire de la France en Syrie contre l'organisation jihadiste Etat islamique, 27 points de plus qu'en mai dernier.

Les Français sont moins unanimes à approuver la réforme de la Constitution visant à instaurer un "régime civil de crise" afin d'agir "contre le terrorisme de guerre", mais 78% d'entre eux s'y déclarent toutefois favorables.

Enfin, l'hypothèse d'un retour du service militaire obligatoire est clivante: 60% des sondés y sont favorables, 70% des sympathisants de droite approuvant cette idée contre 45% seulement des sympathisants de gauche.

Pour les Français les priorités du gouvernement doivent être la lutte contre la propagande jihadiste et la radicalisation, la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme international. AFP 22.12

Il se peut qu'ils forcent le trait et que les résultats de ce sondage soient fabriqués, sachant de quoi ils sont capables, il faut s'attendre à tout. Mais bon, en même temps cela ne serait pas étonnant que les masses soient encore aussi facilement manipulables en l'absence de direction et sachant que tous les partis ont déserté le combat politique ou qu'aucun ne bénéficie de leur confiance, dès lors ils s'en remettent à un sauveur suprême.

Manifestation en famille.

- A Toulouse, jusqu'à 20.000 personnes marchent contre la barbarie - Reuters

Près de 15.000 personnes selon la police, 20.000 selon les organisateurs, ont participé à ce défilé organisé par la CGT, la FSU, Solidaires et la Ligue des droits de l'homme, "contre la barbarie, les amalgames, et pour la liberté et la paix". (La "barbarie" de qui, du régime ? Mais non. Ouf, il est sauvé! - LVOG)

Un hélicoptère de la gendarmerie a surveillé le cortège tout au long du parcours qu'ont aussi emprunté les têtes de liste socialiste et Les Républicains aux élections régionales en Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, Carole Delga et Dominique Reynié, aux côtés de nombreux élus locaux et régionaux. (Ah ben si les suppôts des barbares en faisaient partie, c'est qu'ils manifestaient pour autre chose que pour la paix ! La guerre vaut bien l'union nationale, il existe des antécédents... - LVOG)

Le 10 janvier, après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hypercacher de la porte de Vincennes, près de 120.000 personnes avaient manifesté dans les rues de Toulouse. Reuters 21.11

- Attentats : 2.000 personnes à la marche silencieuse de Bordeaux - La Tribune 21.11

Le convoi est parti de la mosquée de Bordeaux, avant de passer devant le temple protestant du Hâ, la cathédrale place Pey-Berland, puis la cour de l'Hôtel de ville où les participants ont entonné la Marseillaise. La Tribune 21.11

Enfin une puissante démonstration de force.

- A Paris, une manifestation pro-migrants se transforme en défilé anti-état d'urgence - LeMonde.fr

Devant la Bastille, en fin de journée, dimanche 22 novembre, il ne restait que quelques traces de ce qui aurait dû être un rassemblement. Des autocollants aux couleurs du Nouveau Parti anticapitaliste, quelques-uns du syndicat SUD ou de l'association Droit au logement (DAL), jonchaient le sol. La foule de 500 personnes, bravant les interdictions de l'état d'urgence, avait rejoint en cortège la place de la République, en dépit de l'interdiction des forces de l'ordre de quitter la colonne de Juillet.

Cette marche entre Bastille et la place de la République avait été décidée de longue date, comme l'aboutissement de la signature d'une lettre commune intitulée « Migrants bienvenus ». Quarante-six organisations, regroupant des syndicats, des associations et des partis politiques, devaient en être. Mais c'était avant les attentats du 13 novembre, et a fortiori, avant la mise en place de l'état d'urgence. Une fois que la préfecture a édicté son interdiction de « manifestations sur la voie publique » jusqu'au lundi 30 novembre à minuit, certaines organisations ont gardé leur signature au bas du texte, mais ont retiré leur appel

à défilé ce dimanche. Leur liste exacte reste difficile à établir car de nombreux membres de ces organisations sont venus cet après-midi à titre personnel. lemonde.fr 22.11

- Des centaines de manifestants en soutien aux réfugiés et contre l'état d'urgence - AFP

Plusieurs centaines de personnes ont défilé dimanche après-midi à Paris en soutien aux réfugiés et pour dénoncer l'état d'urgence, malgré l'interdiction de manifester en Ile-de-France décidée par la préfecture de police.

Partis de la place de la Bastille, les manifestants sont arrivés place de la République encadrés par un important dispositif policier. "So-so-solidarité avec les réfugiés", "État d'urgence, état policier! On nous enlèvera pas le droit de manifester", ont notamment scandé les manifestants.

"Le football reprend, les concerts reprennent, tout sauf les manifestations. C'est étrange dans un gouvernement de gauche", a déclaré à l'AFP un des manifestants, Luis, 40 ans.

"Je suis content que les jeunes ne se laissent pas faire par l'état d'urgence", s'est réjoui Janos, 75 ans, un autre manifestant. "Ils n'ont pas à empêcher de manifester, ce n'est que dans les dictatures qu'on voit ça."

Pour lui, l'état d'urgence est une mesure "liberticide et électoraliste". "Le gouvernement pense gagner des voix, mais c'est le FN qui va en profiter", estime-t-il. AFP 22.11

L'appel à l'origine de cette manifestation avait été signé avant le 13 novembre par les organisations suivantes :

ATMF, Attac, BAAM (Bureau d'accueil et d'accompagnement des migrants), CGA, CGT Educ'action 93, CISPM, CNDF, CSP 75, Collectif Avenir Educus, Collectif Austerlitz, Collectif 3 C, Collectif Sans-Voix Paris 18, Collectif 20e solidaire avec les migrants, Collectif de solidarité aux réfugiés de Gennevilliers, DAL, Droits devant !!, Écologie sociale, EÉLV Paris, Ensemble !, EuroPalestine, Fasti, Fédération anarchiste, Femmes migrantes debout, Femmes égalité, Gisti, IJAN, LDH, 8 Mars Pour TouTEs, Mouvement Utopia, MRAP (fédération de Paris), NPA, PCF, PCOF, PG, RESF, SNPES-PJJ-FSU IDF, STRASS, SUD éducation, UD CGT Paris, UJFP, Union des syndicats CNT de la région parisienne, Union syndicale Solidaires...

- D'autres manifestations ont été organisées en France, notamment à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) où une marche silencieuse a réuni 5 000 personnes. À Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), environ 2 200 personnes ont défilé lors d'une marche de « Résistance républicaine », à l'appel de trois élus LR de la majorité municipale. Et à Nantes, 2 000 personnes ont marché sous une banderole « Vivre ensemble libres, égaux et solidaires », dont la maire Johanna Rolland (PS). la-croix.com 22.11

[La famille au grand complet.](#)

- Après les attentats, 77% des Français veulent un gouvernement d'union nationale - 20minutes.fr

Après les attentats qui ont frappé Paris et Saint-Denis le 13 novembre dernier, les Français plébiscitent « l'union nationale ». Selon un sondage* Harris interactive publié en exclusivité ce lundi par 20 Minutes, ils sont 77 % à être favorables à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. La classe politique est nettement plus réticente.

Parmi les sondés, 25 % souhaitent qu'il réunisse, autour du Parti socialiste (PS), les sept formations politiques proposées par le sondage (Front de Gauche, Europe-Ecologie Les Verts, MoDem, UDI, Les Républicains, Debout la France, Front National), 87 % veulent qu'il intègre la droite ou le centre. Si 46 % des sondés estiment qu'il doit être ouvert au parti de Marine Le Pen, ils sont 28 % à juger que le le Front national (FN) et le front de gauche doivent en être exclus.

Pour plus de 2 Français sur 3 (68 %), un gouvernement d'union nationale permettrait de mieux assurer la sécurité et la lutte antiterrorisme.

Pour autant, la formation d'un gouvernement d'union nationale n'est pas envisageable car « les Républicains et le Front national ne sont pas dans un état d'esprit d'unité », reproche-t-on dans l'entourage du premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis. 20minutes.fr 23.11

Ce n'était pourtant pas la volonté qui manquait au PS pour y parvenir.

ACTUALITE EN TITRES

S'ils le disent...

- La gauche est devenue "une droite dure", ironise Estrosi - AFP
- Attentats à Paris: Marion Maréchal-Le Pen "positivement surprise" par Hollande - L'Express.fr
- Pour le Guardian, François Hollande est «le John Wayne des Champs-Élysées» - Slate.fr

La réaction encouragée par Hollande et le PS se déchaîne.

- Wauquiez propose d'installer portiques et vidéosurveillance dans les lycées - AFP
- Pour Pécresse, le terrorisme ça commence avec la fraude dans le métro - Le Huffington Post -

Mimétisme du vassal à son suzerain.

- Etats-Unis. Le combat s'annonce long, selon Obama - france24.com 07.07.
- France. L'armée n'envisage pas une victoire militaire contre l'EI « à court terme » - LeMonde.fr 22.11

Destruction accélérée de la Syrie annoncée

- Hollande: la France va "intensifier les frappes" et faire "le plus de dégâts possibles" - AFP 23.11

Parole à la Commission Trilatérale ou à la porte-parole du banquier Rockefeller.

- Syrie: la diplomatie de la France "a évolué avec la réalité", reconnaît Guigou - AFP

La diplomatie française en Syrie "a évolué avec la réalité" en ne faisant plus du départ de Bachar al-Assad un "préalable" et en désignant le groupe État islamique comme "l'ennemi", a reconnu dimanche la présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Elisabeth Guigou (PS).

"Il ne faut pas faire une fixation sur Bachar. Cela fait des mois que la France n'en fait plus un préalable", a affirmé Mme Guigou, à trois jours d'un débat suivi d'un vote au Parlement sur la prolongation de l'intervention aérienne française en Syrie. AFP 22.11

Ils ont confié la présidence de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale à une membre de la Commission Trilatérale...

Vraiment, pas une "**fixation**" depuis des années ?

- Syrie: Pour Valls, «aucun compromis, aucun arrangement» n'est possible avec Assad - 20minutes.fr 15.09.2015
- Jean-Yves Le Drian: "Assad doit partir le plus tôt possible". - www.trt.net.tr 16.09.2015
- François Hollande redit à l'Onu que Bachar al Assad doit partir - nouvelobs.com 28.09.2015
- Fabius persiste, Bachar al-Assad «ne peut pas être l'avenir de la Syrie» - leparisien.fr 21.11.2015

Pourquoi ne pas pousser l'avantage plus loin ?

- Après les attentats, la France "redressée de siècle en siècle" - LePoint.fr

L'horreur du 13 novembre a rendu aux Français l'amour de la patrie et l'envie de se battre. Une occasion historique pour sortir le pays de son marasme. LePoint.fr 22.11

- Macron évoque une "initiative franco-allemande" après les attentats de Paris - AFP

"Nos sociétés attendent des réponses fortes, qui sont des réponses de défense, de sécurité, ce que le président de la République et le Premier ministre ont annoncé et mis en oeuvre cette semaine, mais aussi des réponses en profondeur sur nos économies", a déclaré samedi le ministre. AFP 21.11

[En oligarchie l'arabe est proscrit](#)

- Etats-Unis: des passagers empêchés d'embarquer parce qu'ils parlaient arabe - LExpress.fr

[Stratégie du chaos et de la guerre étendue à l'Europe](#)

- Italie, Espagne, Royaume-Uni... des niveaux de sécurité élevés partout en Europe - LeMonde.fr

- Métro et commerces fermés, militaires dans les rues... Bruxelles en état d'alerte - LeMonde.fr

- Attentat suicide dans le nord du Cameroun, au moins dix tués - Reuters

- Prise d'otage à Bamako : état d'urgence décrété - Francetv info

- Nigeria: 8 morts dans un attentat-suicide à Maiduguri - AFP

[On n'est jamais mieux noté que par soi-même.](#)

- Moody's ne dégradera pas forcément Londres en cas de "Brexit" - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Un autre Etat terroriste ou règne la terreur](#)

- Pakistan: armée déployée face à une foule en colère après des accusations de blasphème - AFP

L'armée a été déployée samedi face à une foule en colère qui a mis le feu à des maisons dans la province pakistanaise du Pendjab, après avoir incendié la veille une usine dont un employé a été accusé de blasphème.

Les incidents ont éclaté vendredi soir lorsque des centaines de personnes ont encerclé l'usine de contreplaqué dans la ville de Jehlum, et mis le feu aux bâtiments à la suite d'informations selon lesquelles un des membres du personnel aurait profané le Coran.

"Les incidents ont débuté après que nous ayons arrêté le responsable de la sécurité de l'usine, Qamar Ahmed Tahir, en raison de plaintes selon lesquelles il aurait mis le feu à des exemplaires du Coran", a déclaré à l'AFP un haut responsable de la police du secteur, Adnan Malik.

Selon la police, la personne arrêtée appartient à la communauté des Ahmadis, qui sont considérés comme non musulmans et sont fréquemment victimes de discriminations et de violences.

"Nous avons ouvert une enquête pour blasphème contre M. Tahir, qui est de confession ahmadie, et l'avons arrêté après avoir saisi les documents brûlés, qui comprenaient des copies du Coran", a ajouté M. Malik.

Samedi, une foule distincte a mis le feu à plusieurs maisons appartenant à des membres de cette communauté et à une de leurs mosquées dans la ville de Kala Gujran, proche de Jehlum.

Des militaires ont été envoyés dans la région pour patrouiller et ramener le calme.

Le blasphème est une question très sensible au Pakistan, république islamique de quelque 200 millions d'habitants, où de simples accusations déclenchent régulièrement des violences voire des lynchages.

Les critiques soulignent que ce chef d'accusation est régulièrement détourné dans le but de régler des querelles locales.

Un porte-parole de la communauté ahmadie a indiqué que trois de ses membres avaient été interpellés par la police et accusés d'avoir brûlé des exemplaires du Coran, précisant que la situation restait tendue.

La communauté ahmadie a été fondée en 1889 à Qadian, dans le Penjab indien, par Hadhrat Mirza Ghulam Ahmad, qui incarne selon ses fidèles le retour du Messie et du Madhi, envoyé par Allah pour compléter l'oeuvre de Mahomet.

Les Ahmadis sont considérés comme des hérétiques au Pakistan depuis le vote d'un texte constitutionnel en 1974, et ne peuvent prétendre être de confession musulmane.

Onze membres de cette communauté ont été tués pour des motifs religieux en 2014 et aucun coupable n'a été arrêté, selon un rapport remis en avril. AFP 21.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Daech saigne dans le Caucase russe - sahartv.ir

Onze terroristes liés à Daech ont été abattus dimanche dans la république russe de Kabardino-Balkarie (Caucase du Nord). Onze terroristes de Daech ont été abattus dimanche dans la république russe de Kabardino-Balkarie (Caucase du Nord), a annoncé une source au sein des forces de l'ordre locales. Selon la source, les terroristes éliminés avaient récemment prêté allégeance à Daech.

En juin 2015, les terroristes opérant dans le Caucase russe ont prêté allégeance à Daech via une vidéo publiée en ligne. Le soi-disant "Emirat du Caucase" a notamment témoigné "de ce que tous les combattants du Caucase, de Tchétchénie, de Daguestan, d'Ingouchie et de Kabardino-Balkarie étaient unis dans cette décision". En novembre 2014, les terroristes de Daech ont mis en ligne une vidéo dans laquelle ils menaçaient d'étendre leur "califat" autoproclamé dans plusieurs régions syriennes et irakiennes ainsi que dans le Caucase russe. sahartv.ir 22.11

1.2- "Israël impliqué dans le crash de l'avion russe au Sinaï" - sahartv.ir

« Le régime sioniste serait impliqué dans l'écrasement de l'avion russe au Sinaï », a annoncé le chef adjoint de la police de Dubaï. Dhahi Khalfan, chef adjoint de la police de Dubaï, a déclaré que le régime sioniste serait impliqué dans l'explosion de l'avion russe au Sinaï. « Le Mossad aurait joué un rôle dans l'explosion de l'avion russe au Sinaï, en Egypte. Tout le monde veut l'arrestation d'Abdel Hamid Aba Oud, auteur des explosions de Paris et aussi de ses complices mais pourquoi personne ne va en Irak pour arrêter Abou Bakr Al-Bagdadî ? », a affirmé Dhahi Khalfan. sahartv.ir 22.11

2- Ukraine

- Etat d'urgence en Crimée après une coupure d'électricité en provenance d'Ukraine - euronews.com

Deux des quatre lignes à haute tension alimentant la Crimée en électricité en provenance d'Ukraine ont été sabotées dans la nuit de samedi à dimanche. Un pylône a été abattu, un autre endommagé. Conséquence : la République de Crimée a instauré l'état d'urgence. Selon des médias russes, des Ukrainiens nationalistes pourraient être à l'origine de ce sabotage, une information qui n'est pas confirmée.

A la suite de cette coupure de courant, des générateurs ont été mis en marche, permettant aux villes de Simféropol, Ialta et Saki notamment d'être à nouveau alimentées, au moins partiellement. euronews.com 22.11

3- Syrie

- L'aventurisme des Etats-Unis et de la Turquie en Syrie - sahartv.ir

Après l'échec des terroristes et en raison de la domination par l'armée syrienne notamment le Nord de la Syrie, actuellement, sous prétexte de la fermeture des frontières, les Etats-Unis et la Turquie sont en train de mettre au point des plans pour l'avenir. John Kerry, le secrétaire d'Etat américain a annoncé que l'administration américaine entamerait avec la Turquie des

coopérations militaires pour assurer la sécurité des frontières dans le Nord de la Syrie.

Selon la prétention de John Kerry, l'objectif d'une telle action est d'assurer la sécurité des frontières dans le Nord de la Syrie et de fermer la plupart des points de passage entre la Syrie et la Turquie dont les frontières entre les villes de Kobani et d'Aazaz contrôlées actuellement par Daech. Cette localité est très vitale pour Daech. Ce groupe se procure l'essentiel de ses sources humaines et militaires via cette localité.

La fermeture de ces frontières coupe l'une des voies de secours des plus importantes de Daech. « 75% des frontières du Nord de la Syrie ont été fermées. Nous coopérerons avec la Turquie pour fermer les 98 km restants », a annoncé John Kerry.

Simultanément aux déclarations de Kerry, les autorités américaines ont parlé des groupes terroristes dont « la Nouvelle Armée Syrienne ». Ce groupe est le résultat des coopérations des Etats-Unis et de la Turquie. Ces deux pays avaient auparavant formé le groupe Jich al-Islam.

La création de groupes terroristes est l'objectif commun des Etats-Unis et de la Turquie. Après que le plan des Etats-Unis consistant à former et utiliser les groupes terroristes soi-disant « modérés » en Syrie a échoué, actuellement ce pays ressent le besoin urgent de la formation de nouveaux groupes.

Les attaques régulières russes contre les groupes terroristes et l'interruption de leur voie de secours ont amené les Etats-Unis à penser à la formation de nouveaux groupes terroristes. sahartv.ir 21.11

4- Turquie

4.1- La Turquie abandonne le système de défense antimissile chinois - sahartv.ir

Le ministre turc de la Défense a finalement annoncé que le système de défense antimissile chinois ne serait pas retenu pour assurer la défense de l'espace aérien turc, face à l'Eurosam et au Patriot.

Le système chinois présentait l'avantage d'être nettement moins coûteux que ceux proposés par la concurrence européenne et américaine. La Chine avait promis des transferts technologiques qui auraient permis aux Turcs d'opérer leur système indépendamment et même peut-être de le répliquer. Selon le journal libanais « As Safir », simultanément à l'organisation du sommet du G20 à Antalya, la Turquie a annulé le contrat d'achat du système de défense antimissile chinois dont le montant s'élevait à 3 milliards 400 millions de dollars.

Ce contrat a été annulé, après de longues négociations avec la partie chinoise. Ce contrat avait suscité la vive protestation des Etats-Unis, de l'Italie et de la France, sous prétexte que les missiles chinois n'étaient pas compatibles avec le système d'orientation et de guidage utilisé par l'Otan. Sous pression, le Premier ministre Ahmet Davutoglu a finalement décidé d'annuler ce contrat. sahartv.ir 21.11

4.2- Les avions de combat turcs ont bombardé le Nord de l'Irak - sahartv.ir

Les avions de combat turcs ont pris pour cible, vendredi dans la soirée les positions du PKK dans le Nord de l'Irak et le Sud-est de la Turquie. 23 positions du PKK ont été visées par ces raids aériens menés par 22 avions de combat. Ces avions ont, de même attaqué les positions de ce groupe, dans la province de Sarnak, dans le Sud-est de la Turquie.

Le PKK a récemment mis fin au cessez-le-feu d'un mois qu'il avait annoncé avant les élections du 1er novembre. Recep Tayyip Erdogan, le Président turc a à maintes reprises affirmé son intention de combattre le PKK. sahartv.ir 21.11

5- Yémen

- Yémen : le régime sioniste alimente l'Arabie en armements - sahartv.ir

Selon les sources sécuritaires yéménites, le régime sioniste alimente l'Arabie saoudite en armements pour l'aider dans son agression militaire contre le Yémen. « Un avion israélien, chargé d'armes et de munitions, destinées à la Coalition saoudienne, a atterri dans la base aérienne d'Al-Anad de la province de Lahij », a-t-on appris des sources sécuritaires.

Mercredi dernier, Ahmed Al-Assiri, porte-parole de la Coalition arabe, avait fait part de l'achat, aux Etats-Unis, de 13.000 bombes intelligentes afin de renforcer la capacité aérienne de l'armée saoudienne.

Dans la foulée, Daifallah Al-Chami, membre du Conseil politique du Mouvement d'Ansarallah yéménite, s'est exprimé sur le transfert d'armes et de munitions par Israël à la base aérienne d'Al-Anad, à Lahij. « Les agresseurs saoudiens et israéliens ne

sont arrivés à enregistrer aucune victoire dans le détroit stratégique de Bab el-Mandeb et aussi dans d'autres régions du Yémen. C'est pourquoi, ils visent à fournir une plus grande quantité d'armes à leurs mercenaires pour ainsi leur donner main-forte dans la lutte contre l'armée yéménite et les comités populaires. sahartv.ir 21.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Les salariés du BHV disent non, de peu, au travail dominical - AFP

Une consultation des salariés avait été organisée de vendredi à dimanche et le non l'a emporté par "640 voix contre 627", ont indiqué la CGT (majoritaire) et SUD Solidaires BHV (2e syndicat).

Le résultat de cette consultation déterminait la signature et donc la mise en application de ce projet d'accord qui vise à pouvoir ouvrir tous les dimanches le magasin, situé dans le Marais, l'une des zones touristiques internationales (ZTI) créées par la loi Macron.

Deux des quatre syndicats de l'établissement, la CGT, qui bataille contre le travail du dimanche, et la CFTC, avaient déjà fait savoir qu'ils ne signeraient pas le texte. Les deux autres, SUD Solidaires BHV et CFE-CGC, attendaient le résultat de la consultation pour se déterminer.

Le syndicat SUD Solidaires BHV a annoncé dimanche dans un communiqué qu'il "ne signera pas" cet accord pour tenir compte des "nombreux votes (qui) se sont exprimés, un vote bien plus important que pour les élections professionnelles".

Si l'accord avait été validé, le BHV-Rivoli aurait été le premier grand magasin à s'être doté d'un texte sur les ouvertures dominicales tel que prévu par la loi Macron, la perspective d'aboutir à un accord au niveau de la branche étant fortement compromise.

Ce résultat "marque l'impossibilité pour les grands magasins parisiens d'obtenir de leurs salariés l'ouverture du dimanche, malgré le chantage intensif à l'emploi et les retournements de veste de certains syndicats", a estimé la CGT-commerce dans un communiqué.

Les négociations au BHV avaient été demandées par SUD Solidaires BHV. Le syndicat a souligné dimanche qu'il avait auparavant appelé à la mobilisation contre les ouvertures dominicales, qui ne sont "ni un modèle social ni une possibilité de pérennité pour l'entreprise". AFP 22.11

2- Grèce

- Grèce : des violences entraînent l'annulation d'un match de football - euronews.com

En Grèce, des violences ont conduit à annuler le match entre les deux grands clubs rivaux : le Panathinaïkos et l'Olympiacos. Avant la rencontre, des affrontements ont éclaté entre des supporters du Panathinaïkos sans billets et des policiers anti-émeutes à l'extérieur du stade. Le président du club a annoncé qu'il allait présenter sa démission. euronews.com 22.11

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre 2015

CAUSERIE

(16h à Pondichéry, la causerie du jour figure plus loin.)

En attendant la causerie du jour cet après-midi ou demain, une réflexion et une vidéo.

Apparemment il y en a qui confondent faire table rase du passé et faire abstraction du passé qui les dérange quand cela les arrange. Le passé concerne la seconde, la minute, l'heure, le jour écoulé et pas seulement les années antérieures. Alors, ignorance, mauvaise foi, lâcheté ? Sans doute un peu des trois à la fois.

La société tend à rabaisser les hommes, alors lorsqu'ils se sentent menacés et qu'ils ne sont pas préparés à l'affronter, c'est le pire côté de l'homme qui ressort ou qui prend le dessus, c'est quasiment infaillible.

Il y a le faible qui croit qu'en manipulant le fort il prendra un jour le dessus sur lui, il se trompe, il demeurera toujours inférieur.

Il y a le faible qui croit qu'en s'auto-censurant le fort lui en tiendra rigueur ou l'oubliera, il se trompe, il l'humiliera.

Il y a le faible qui croit qu'en ménageant le fort qui le menace il l'épargnera, il se trompe, il l'exécutera.

Il y a le faible qui croit qu'en s'associant au plus fort il en tirera profit pour le vaincre, il se trompe, il sera vaincu.

Il est navrant de constater que des hommes ou des femmes ou des militants parvenus à un âge avancé et ayant une certaine expérience de la vie et de la société n'en aient pas conscience.

Moralité : soyez fort, résistez, ne cédez sur aucun principe et vous vaincrez !

[Vidéo](#)

Une vidéo proposée par le directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (mondialisation.ca) à télécharger et à envoyer à toutes les personnes que vous connaissez.

● La mondialisation de la guerre

La causerie du jour

Pour pouvoir mettre en ligne un maximum d'articles pendant une durée plus ou moins longue en rapport avec le développement de la situation et pour ne pas surcharger le volume de la page d'accueil du portail, dorénavant nous ne reproduirons plus qu'une partie des articles les plus longs, qui seront suivis d'un lien permettant de les télécharger au format pdf et de lire la suite si les lecteurs le désirent.

J'ignore totalement qui se connecte sur notre site et qu'elle est la fréquence des connexions de certains internautes, aussi cette mesure devrait permettre à ceux qui s'y connectent à intervalle espacé ou irrégulier de ne pas louper les articles importants que nous publions.

On actualisera plus tard la rubrique *Articles d'actualité*.

La pluie a cessé et je dois en profiter pour faire un tas de trucs que je n'ai pas pu faire les jours précédents ; avec la mousson, c'est des torrents de flotte non-stop jour et nuit pendant des jours et des jours avec quelques rares ou brèves accalmies. Il faut s'adapter. Tout est une question d'organisation, d'ordre, de discipline ! Et gare à celui qui en a horreur ! Je plaisante, vous avez saisi à quoi je faisais allusion, n'est-ce pas ? Cela vaut dans la vie en général. Et je vous garantis qu'elle n'en est pas plus triste pour autant.

La preuve, j'ai à nouveau arrêté la Vodka depuis quatre jours et je me contente du petit truc que je fume le soir qui me sert à décompresser, et étrangement à accélérer la mise en relation des informations stockées dans le cerveau. J'avais découvert cela il y a 41 ans. Ce n'est pas négligeable quand on a une mauvaise mémoire ou le cerveau un peu lent, on réfléchit davantage, en fait les idées défilent à une vitesse fulgurante, c'est utile quand on manque de temps, et contrairement à ce qu'on pourrait croire, au lieu qu'elles soient embrouillées elles deviennent soudainement beaucoup plus claires, au bout du compte on ressort épuisé de cette expérience et on tombe de sommeil, là c'est un avantage parce que c'est une excellent somnifère, naturel et gratuit qui plus est, mais qui présente l'inconvénient d'être aussi terriblement aphrodisiaque, quelle dilemme vous avouerez ! Alors disons qu'un soir sur deux, je vous laisse deviner la suite...

Donc, ni triste, ni aigri, ni vieux con, bien au contraire. Il n'y a que les gens qui ne me connaissent pas pour prétendre le contraire, je les plains sincèrement. J'aime la vie, l'adversité et la guerre me stimulent, pas vous ? Fin de la récréation. Au moins vous savez à qui vous avez à faire. A qui je pourrais parler ici ? Personne. Passons à la politique.

Autre chose.

Vous aurez une fois de plus constaté qu'aucun autre portail (à ma connaissance) en France dédié à la lutte de classe des exploités et des opprimés, ne diffuse ces articles dans lesquels figurent des éléments pour décrypter et combattre la propagande officielle destinée à conditionner idéologiquement et psychologiquement les travailleurs pour neutraliser leur résistance face

au gouvernement, neutralité dont il profitera pour appliquer sa politique antisociale. Compte tenu que la propagande officielle porte essentiellement sur la guerre, croire que ce serait en agitant la menace qui pèse sur le Code du travail qu'on pourrait les aider à rompre avec le régime, bien que ce combat doit également être mené, c'est se faire de criminelles illusions et faire le jeu Hollande.

99% des travailleurs n'ont jamais vu le Code du travail ou ne l'ont jamais tenu entre leurs mains, par contre du matin au soir ils entendent parler de cette guerre, et je suis prêts à parier qu'ils ne parlent que de cela ou qu'ils n'ont que cela en tête, sauf évidemment quand ils sont menacés de licenciement ou qu'ils sont engagés dans un mouvement social. Et encore, le matraquage quotidien des médias sur la guerre influencera leur comportement, on en a eu un exemple lors de la manifestation parisienne appelée par une multitude de partis, syndicats, organisations ou associations qui n'a rassemblé que quelques centaines de militants, d'ailleurs on se demande où étaient passés leurs troupes, ceci confirme cela semble-t-il.

Leur guerre est totale, alors si vous vous figurez que vous pourrez la combattre et les vaincre en l'observant par le petit trou de la lorgnette, à distance, c'est que vous n'avez vraiment rien compris à la situation et à la lutte des classes.

Leur laisser les mains libres pour qu'ils mènent leur guerre à l'extérieur, c'est leur accorder les moyens ou leur faire crédit pour mener leur guerre à l'intérieur, c'est donc sur les deux fronts simultanément qu'il faut les combattre, sans répit et surtout sans concession d'aucune sorte, classe contre classe.

Vidéo

Ken O'Keefe : la "guerre contre Daech" est un tissu de mensonges – Traduction E&R - YouTube - Mondialisation.ca 23.11
<https://www.youtube.com/watch?v=jn-7F-v4zzo>

Pour le vétéran américain de la guerre du Golfe Ken O'Keefe, tout est bidon. Pour lui, tout le monde, politiques et médias dans leur ensemble, ment au sujet de Daesh. Il fait remarquer que partout où les Occidentaux passent (Irak, Libye, Syrie) ils sèment du Daesh ou son équivalent.

Il prend le cas de l'Iran, d'où il parle, et où les Occidentaux n'ont jamais pu passer, il constate qu'il n'y a rien de semblable. Ce terrorisme que l'on dit islamique n'existe pas dans la République Islamique d'Iran, que la hasbara tente pourtant, depuis des décennies, de faire passer pour le chantre de l'Islam le plus radical, se plaisant à le comparer à un obscurantisme moyenâgeux. Cherchez l'erreur. reseauinternational.net

Avertissement. Cette vidéo a été traduite par un portail d'extrême droite, ce qui n'altère pas le contenu de cet interview qui seul nous intéresse.

La vérité commence à percer.

- Les relations entre Paris et Ryad en question après les attentats - Reuters

Depuis les attentats de Paris, des voix s'élèvent pour dénoncer les liens entre la France et l'Arabie saoudite, accusée de soutenir financièrement le terrorisme en Syrie et de défendre l'islamisme radical, marque de fabrique de l'Etat islamique.

A l'heure où Paris souhaite mettre en place une coalition de lutte contre l'EI, l'écrivain algérien Kamel Daoud appelle la France et plus largement l'Occident à ouvrir les yeux concernant l'Arabie saoudite.

"Daech a une mère : l'invasion de l'Irak. Mais il a aussi un père : l'Arabie saoudite et son industrie idéologique", écrit-il dans une tribune publiée dans le New York Times. "Dans sa lutte contre le terrorisme, l'Occident mène la guerre contre l'un tout en serrant la main de l'autre."

La semaine dernière, Manuel Valls a déclaré qu'il n'avait aucune "raison de douter aujourd'hui de l'engagement" du Qatar et de l'Arabie saoudite qui luttent de manière "incontestable" contre l'EI.

"On se fourvoie en pensant que ces pays-là soutiennent officiellement Daech, c'est une absurdité sur laquelle on n'a jamais eu le moindre renseignement sérieux", souligne une source gouvernementale française.

"Il faut accroître la lutte contre le financement des groupes terroristes, c'est une évidence", ajoute cette source. Mais "les Qataris sont sérieux, ils essaient de faire ce qu'il faut pour contrôler les flux financiers". Reuters 23.11

Si nous avions eu un parti et un journal nous aurions titré quelque chose comme cela : A bas l'état d'urgence du gouvernement Hollande allié des parrains saoudiens et qataris de l'Emirat islamique !

Hollande rappelé à l'ordre par Washington

- La France renonce à une "coalition unique" contre Daech - nouvelobs.com

Selon un haut responsable français, il vaut mieux parler désormais de "coordination" de l'action armée en Syrie. Simple malentendu sémantique ou revirement diplomatique ?

Selon cet important officiel, le but recherché par François Hollande n'est pas une "coalition" parce que cela supposerait un commandement unique, que Russes et Américains ne sont pas prêts d'accepter. nouvelobs.com 23.11

Résistance passive

- Etat d'urgence : ceux qui ne veulent pas renoncer à battre le pavé - nouvelobs.com

Situation exceptionnelle ou pas, de nombreux acteurs sociaux ne veulent pas désertier les rues et craignent que l'interdiction de manifester ne se prolonge.

Plusieurs responsables syndicaux l'ont d'ailleurs dit directement à Manuel Valls vendredi dernier lors d'une réunion de travail à Matignon. Le patron de la CGT, Philippe Martinez, a ainsi exprimé ses "inquiétudes sur les conséquences sur les libertés individuelles et collectives de l'état d'urgence, tandis que Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, s'est interrogé sur "les critères objectifs" pour interdire des manifestations en France. Son syndicat prévient d'ailleurs qu'il n'hésitera pas si besoin à "appeler à des manifestations" lors des prochaines semaines, notamment pour contester la future réforme du code du travail.

Alors que les questions sociales n'ont pas disparu du jour au lendemain, une telle situation est-elle tenable ? Non, répondent en chœur plusieurs syndicats. "Est-ce que les salariés d'Air France, par exemple, doivent accepter les licenciements sans réagir ? [...] Les problèmes sociaux restent entiers, et exigent des mobilisations", résume ainsi Philippe Martinez sur Mediapart.

Reste qu'à l'heure où la France panse les plaies de la pire attaque terroriste qu'elle ait vécue, les Français semblent prêts à mettre en parenthèse - au moins provisoirement - les mobilisations sociales. Selon un sondage Ifop pour "Dimanche Ouest-France", 91% d'entre eux sont favorables à la prolongation de trois mois de l'état d'urgence. nouvelobs.com 23.11

J'ai lu le communiqué de la CGT publié après le 13 novembre, il était truffé de contradictions ou constituait un exercice de double langage mêlé de non-dits encore plus significatifs du soutien de Martinez au gouvernement.

Connaissant la nature contre-révolutionnaire de l'appareil de la CGT et sachant que ses dirigeants sont des agents du régime, jamais nous nous compromettrons à les soutenir ou à vanter leurs prises de position, y compris si nous les partageons pour les raisons qui viennent d'être évoquées, car finalement la radicalisation ou le gauchissement de leur discours s'accompagne automatiquement d'un double discours destiné à épargner le régime et ses représentants que nous combattons ou le refus de mobiliser leur syndicat et d'organiser les masses contre le régime guidé par le même objectif, leur permettre de faire passer leur politique réactionnaire, aussi nous n'avons pas plus de concessions à leur accorder qu'au régime ou à ses représentants dont ils font partie et nous les combattons au même titre, c'est une question de principe non négociable.

Nous n'avons pas besoin de nous appuyer sur leurs déclarations pour proposer notre politique aux travailleurs et aux militants, nous disposons de suffisamment d'arguments pour en démontrer la cohérence et le sérieux.

Je suis désolé, mais je n'ai pas le temps de décrypter en détail ce communiqué.

Le règne de la terreur et la spirale infernale de la répression.

- «Nulle part dans le monde, on est à l'abri de ces barbares» - LeFigaro.fr

- Etats-Unis: alerte mondiale sur les voyages due à une hausse de "menaces terroristes" - AFP

Les Etats-Unis ont lancé lundi une alerte mondiale sur les risques de voyager pour leurs ressortissants partout sur le globe, en raison d'une hausse des "menaces terroristes". AFP 23.11

- Arrestations injustifiées, fausses alertes... Cinq couacs repérés depuis le début de l'état d'urgence - Francetv info

- Écoles : des consignes drastiques instaurées suite aux attentats de Paris - Francetv info

Depuis ce lundi 23 novembre au matin, devant chaque école, chaque collège, chaque lycée, la même affiche placardée.

De nouvelles mesures de sécurité imposées par le ministère de l'Éducation, comme par exemple le contrôle visuel des sacs, deux exercices de sécurité à faire, comme une évacuation incendie ou un confinement dans une salle de classe en cas d'attaque. Enfin, l'interdiction pour les parents de stationner devant l'école.

Les attroupements sont également interdits à la fin des cours devant les lycées et les collèges. La mairie de Paris veut aller encore plus loin. Elle se dit prête à débloquer des budgets pour installer des caméras de surveillance et même des sas d'entrée sécurisés dans certains établissements. Francetv info 23.11

- Après les attentats de Paris, les jouets violents dans le collimateur - Francetv info

Après les attaques dans la capitale et à quelques semaines de Noël, deux grandes enseignes de jouets ont décidé de retirer les jouets violents de la vente. Francetv info 23.11

- Karim Benzema a craché, Nadine Morano veut son exclusion des Bleus L'Express.fr

L'eurodéputée Les Républicains a surfé sur la polémique lancée sur les réseaux sociaux concernant un crachat de Karim Benzema après La Marseillaise. L'Express.fr 23.11

Madame Morano, nous irons cracher sur votre tombe et je pense que Boris Vian ne nous aurait pas désavoué. (Boris Vian - J'irai cracher sur votre tombe)

- Thomas Guénolé viré de RMC après une chronique sur les attentats - huffingtonpost.fr

La nouvelle lui a été annoncée par un coup de téléphone du directeur de la rédaction de RMC, Philippe Antoine. Vendredi 20 novembre, Thomas Guénolé a appris que la chronique qu'il tenait sur RMC était suspendue et même définitivement arrêtée. Cela lui a été confirmé par un mail reçu dimanche soir, comme il l'a indiqué au site Arrêt sur images.

Mais le politologue (enseignant à Sciences-Po) a tout de même tenu à vérifier par lui-même en se rendant dans les locaux de la radio, ce lundi 23 novembre. Il n'a pas eu accès au studio, comme une ultime confirmation de sa mise au ban de la radio. Quelques instants plus tard, il a évoqué une rupture définitive du contrat qui liait, selon les informations du HuffPost, sa société Vox Política à la radio jusqu'au 24 juillet 2016.

La nouvelle lui a été annoncée par un coup de téléphone du directeur de la rédaction de RMC, Philippe Antoine. Vendredi 20 novembre, Thomas Guénolé a appris que la chronique qu'il tenait sur RMC était suspendue et même définitivement arrêtée. Cela lui a été confirmé par un mail reçu dimanche soir, comme il l'a indiqué au site Arrêt sur images.

Mais le politologue (enseignant à Sciences-Po) a tout de même tenu à vérifier par lui-même en se rendant dans les locaux de la radio, ce lundi 23 novembre. Il n'a pas eu accès au studio, comme une ultime confirmation de sa mise au ban de la radio. Quelques instants plus tard, il a évoqué une rupture définitive du contrat qui liait, selon les informations du HuffPost, sa société Vox Política à la radio jusqu'au 24 juillet 2016.

En cause, une chronique qu'il a tenue mardi 17 novembre dans la matinale de Jean-Jacques Bourdin (voir la vidéo en haut de l'article) qui a provoqué la colère du ministère de l'Intérieur. Ce jour-là, peu après 7h20, il s'intéressait "aux accusations de dysfonctionnements dans notre sécurité intérieure qui se multiplient dans la presse", après les attentats du 13 novembre.

Ce qui n'a pas plus à la direction de la rédaction de RMC, c'est quand Thomas Guénolé a repris à son compte -sans le citer- un article de La Lettre A qui mentionnait que lors des attentats, "il n'y a que 3 fonctionnaires de la BRI de garde" sur les 50 que compte la division. Il concluait en réclamant une commission d'enquête qui, si elle confirmait les informations qu'il donnait, devait conduire à la démission du ministre de l'Intérieur.

"Être de garde ou d'astreinte, ce n'est pas la même chose"

"Dans son mail, la direction de RMC me reproche d'avoir donné des informations inexactes alors qu'aucun des organes de presse n'a reçu de demande de démenti par rapport aux informations qu'ils avaient donné. Nicolas Comte, un syndicaliste de la police, a donné des précisions sur la BRI en disant qu'il y avait bien d'autres personnes d'astreinte mais l'astreinte et la garde, ce n'est pas la même chose", précise au HuffPost Thomas Guénolé, qui insiste sur le fait qu'il ne faisait que relayer des critiques sans les considérer comme vérifiées.

Le désormais ex-chroniqueur affirme aussi que, dans son mail pour lui signaler la fin de sa chronique, RMC ajoute que depuis sa chronique les journalistes de la radio subissent un black-out total de la part du ministère de l'Intérieur ou de leurs sources chez les forces de l'ordre. "Ce genre de pressions, c'est glaçant", commente-t-il.

"Les reproches sur cette chronique représentent les trois quarts du mail et le dernier quart concerne des reproches plus généraux sur ma chronique. Mais jusqu'à maintenant, cela ne semblait pas poser de problème particulier et les relations que j'entretenais avec Philippe Antoine me semblaient normales lorsqu'on évoque les relations entre le directeur d'une rédaction et un chroniqueur grande gueule", ajoute Thomas Guénolé qui s'interroge encore sur les suites à donner à cette affaire. huffingtonpost.fr 23.11

En complément dans le registre profitons-en.

- Philippe Houzé: «Ouvrir le dimanche est vital pour le BHV» - LeFigaro.fr

Le patron du groupe Galeries Lafayette assure que les attentats renforcent le besoin d'ouvrir tous les dimanches dans les grands magasins parisiens. LeFigaro.fr 23.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- L'Ukraine suspend la livraison de marchandises vers la Crimée - euronews.com

La péninsule ukrainienne annexée par la Russie en mars 2014, mais dépendante de Kiev pour ses besoins vitaux est déjà confrontée depuis le week-end dernier à une coupure d'électricité quasi-totale. Des "explosions" ont endommagé les pylônes des lignes à haute tension.

La décision de suspendre les livraisons de marchandises a été prise par le président ukrainien Petro Porochenko et son Premier ministre Arseni Iatseniouk et approuvée au cours d'un Conseil des ministres extraordinaire.

D'après notre correspondante, "Moscou affirme travailler dur pour accélérer la construction d'un réseau de câbles électriques vers la Crimée. La première étape du projet devrait être achevée d'ici début 2016, la seconde d'ici l'été prochain.

Pour les autorités de Crimée, c'est Kiev qui est responsable de cette crise électrique. L'Ukraine assure ne pas connaître les responsables et a ordonné une enquête.

Le ministre ukrainien de l'Énergie Volodymyr Demtchichine a également souligné qu'il était impossible de réparer les lignes de haute tension dans l'immédiat, car des installations "pourraient être minées". Une fois les accès sécurisés, il faudra au moins 72 heures pour rétablir l'électricité vers la Crimée".

Selon plusieurs experts, l'Ukraine veut également ramener l'annexion de la Crimée à l'agenda international, alors que ce dernier est monopolisé par le conflit en Syrie et la menace jihadiste en Europe et au-delà. euronews.com 23.11

2- Syrie

- La Russie multiplie ses frappes sur la Syrie - euronews.com

Alep, Raqqa, Homs, pour ne citer qu'elles, ces villes syriennes ont été visées ce week-end par des missiles russes. Selon le porte-parole du ministère russe de la Défense, l'aviation russe a effectué plus de 140 sorties ces dernières 48 heures et frappé près de 500 cibles terroristes en Syrie. Elle aurait ainsi détruit un millier de camions-citernes transportant du pétrole brut vers les usines contrôlées par l'État islamique. Également détruite, une raffinerie près de Raqqa considérée comme l'une des principales sources de financement des terroristes. euronews.com 23.11

3- Argentine

3.1- L'Argentine tourne la page Kirchner et élit le libéral Macri - AFP

Le libéral Mauricio Macri a été élu dimanche président de l'Argentine lors du second tour de l'élection présidentielle, un scrutin marquant la fin de l'ère Kirchner et un virage à droite pour la 3e économie d'Amérique latine.

Outsideur de cette élection, Mauricio Macri a bâti une coalition victorieuse autour du parti de droite qu'il a fondé, le PRO, en associant notamment les radicaux de l'UCR (centre-gauche), un parti historique en perte de vitesse qui a donné à Cambiemos une dimension nationale.

Cet ancien président du club de football de Boca Juniors, le plus prestigieux d'Argentine, promet une rupture avec la politique économique protectionniste menée par les gouvernements de Nestor (2003-2007) et Cristina Kirchner, depuis 2007.

Le nouveau président, qui prendra ses fonctions le 10 décembre, aura pour principale mission de redresser l'économie, au bord de la récession, après dix ans de forte croissance.

Le contrôle de l'accès aux devises étrangères, la limitation des importations, les barrières douanières, la surévaluation du peso argentin ou le conflit sur la dette avec des "fonds vautours", ont particulièrement compliqué le commerce avec la 3e économie d'Amérique latine.

M. Macri est le fils d'un puissant homme d'affaires italien qui a fait fortune en Argentine. Né dans la ville de Tandil, à 400 km de Buenos Aires, il a grandi dans la capitale.

Après des études dans un des établissements les plus huppés de la ville, il a suivi des études d'ingénieur avant de diriger des entreprises du Groupe Macri, créé par son père.

Sans majorité à la chambre des députés, ni au Sénat, Mauricio Macri devra tisser des alliances pour gouverner l'Argentine. AFP 22.11

3.2- La réaction ne perd pas de temps.

Indignation en Argentine après l'éditorial du journal « La Nacion » prenant la défense des tortionnaires de la dictature - LeMonde.fr

« Repudio », « rejet » en espagnol. C'est le terme que l'on voit le plus fleurir sur les comptes Twitter argentins, après la parution, lundi 23 novembre, d'un éditorial très polémique dans les colonnes du quotidien de droite La Nacion. LeMonde.fr 23.11

[Haut de page ↗](#)

Le 25 novembre 2015

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité* en ciblant les articles qui nous semblaient présenter un réel intérêt ou qui confirmaient certaines informations, car on conçoit que chacun souhaite vérifier certains faits par le biais de différentes sources ou en procédant par recoupement, c'est ce que nous essayons de faire généralement, mais hélas on n'en a pas toujours le temps ou cela peut s'avérer compliqué. Ainsi on a évacué des dizaines et dizaines d'articles sans intérêt.

La causerie plus tard dans la journée. Jje dois aller en ville pour régler le problème du téléphone de ma compagne qui ne fonctionne plus, elle en a besoin car elle n'a pas d'horaires fixes et elle doit m'appeler en fin de journée pour que j'aille la chercher en moto à la sortie de son boulot. Je vais perdre au moins 2 heures.

Pondichéry 16h35

La causerie du jour est prête parce que j'ai réussi à démonter et réparer le téléphone de Selvi, du coup je n'ai pas eu à sortir. La mousson est terminée, temps radieux, un peu chaud, 30°C dans la pièce qui me sert de bureau.

J'ai rectifié les liens vers les causeries de septembre et octobre qui comportaient une erreur.

[Une réflexion politique sur la situation.](#)

Il est faux de croire que seule la crise du capitalisme serait à l'origine de la stratégie de la classe dominante.

On n'a pas cessé de nous raconter qu'ils n'avaient plus les moyens d'entretenir leurs armées et de faire des guerres, et en réalité on assiste au contraire, car la guerre c'est comme l'économie, il faut la penser à l'échelle mondiale. Le dollar, la Bourse et l'économie mondiale auraient dû s'effondrer ou éclater, et résultat ils sont toujours en place, sans qu'on s'interroge davantage. Toutes les théories qui ont été avancées pour interpréter la situation mondiale et son évolution se sont avérées foireuses à l'arrivée sans que n'intervienne la moindre recomposition du mouvement ouvrier. On nous a expliqué qu'il fallait analyser la situation avec les outils dont nous disposions il y a un siècle ou un siècle et demi pour finalement aboutir au même résultat. On nous a aussi affirmé que la conception de la lutte de classes du XIXe et du début du XXe siècle demeurerait valable, autrement dit et qu'il ne fallait surtout pas la modifier en tenant compte des importantes transformations ou bouleversements qui étaient intervenus dans le domaine des sciences et des technologies, au sein de la composition des différentes classes sociales, etc. bref, pour finalement se retrouver sans parti ni internationale.

Mais rassurez-vous, c'est normal et apparemment tout le monde ou presque s'en satisfait, c'est à croire que ceux qui pensent ainsi n'ont pas vraiment de raison de se plaindre de leur condition, ceci expliquant cela. On comprend qu'ils soient les plus prompts à désertir le combat politique comme ils viennent une fois de plus d'en faire la démonstration. Vous voulez un autre exemple. La crise grecque a démontré que la question déterminante n'était pas les rapports à l'Union européenne mais bien ceux aux institutions nationales, qui dès lors qu'on se fondait dedans, interdisait toute autre politique ou toute issue politique conforme aux besoins des travailleurs. Qui en a tiré cette leçon ? Aucun parti. Dès lors il ne faut pas s'étonner de ce qui nous arrive et le pire est devant nous.

En face, ils savent tout cela évidemment et contrairement à nous ils en tiennent compte. Ils savent qu'il n'existe aucun parti en mesure de mobiliser les masses et qu'on est à leur merci, sinon pourquoi se permettraient-ils de faire preuve de tant d'arrogance et de provocation. Il y en a même qui estiment que cela ne sert à rien de combattre leur idéologie, alors qu'ils s'en servent pour conditionner les masses et les entraîner dans des guerres dont elles sont et seront encore plus dans le futur les principales victimes. Leur propagande hystérique et la désinformation quotidienne auxquelles se livre la réaction n'aurait aucun effet sur les travailleurs, sur la manière dont ils perçoivent leur condition, leurs rapports à l'Etat, à ses représentants, à la société, quand on observe où en sont arrivés les Américains, le peuple américain, il est permis d'en douter fortement, non ?

S'ils sont parvenus à mettre en place un système financier mafieux qui gangrène toute la société et leur permet d'assurer la survie du régime capitaliste à l'agonie, c'est parce que le mouvement ouvrier a fini par être totalement corrompu et s'était employé à embourgeoiser les masses exploitées.

Trotsky comme Lénine avaient émis un certain nombre de pronostiques en affirmant que la classe dominante ne parviendrait jamais à réaliser certains objectifs, sauf si elle parvenait à mâter, neutraliser, dévoyer complètement le mouvement ouvrier au point qu'il abandonne l'objectif de son propre combat, nous y sommes, alors il ne faut pas s'étonner que notre ennemi se croit tout permis, il agit comme s'il n'avait plus réellement d'ennemi. Et paradoxe de cette misérable déchéance de l'avant-garde du mouvement ouvrier, pour un peu l'histoire sordide que la réaction est en train d'écrire donnerait raison au renégat Kautsky (ex-dirigeant marxiste ayant capitulé à l'aube de la révolution russe de 1917, théoricien de l'ultra impérialisme ou de l'entente mondiale entre les différents impérialistes), à terme on entend, car entre temps cela pourra passer par une nouvelle guerre mondiale, qui dans l'état actuel des choses renforcerait encore le pouvoir de l'oligarchie financière au point de faire sauter les derniers obstacles à la mise en place de son nouvel ordre mondial au niveau de la planète toute entière. Car c'est seulement à ce niveau-là qu'elle y parviendra, avant elle devra composer ou affronter toutes les forces qui s'y opposent, les différents Etats ou impérialismes qui ne sont pas prêts de l'adopter ainsi que des résidus du mouvement ouvrier, d'où la guerre qu'elle mène à la Russie et à la Chine notamment.

Les marxismes n'ont jamais affirmé que le socialisme triompherait forcément un jour face au capitalisme, au contraire, ils ont même émis sans la développer l'hypothèse de la victoire finale de la barbarie sur la civilisation humaine pour peu que le prolétariat mondial ne serait pas capable de se doter des moyens d'accomplir ses tâches historiques, ce qui voulait dire que dès lors tout devenait possible, même l'inconcevable, l'inimaginable, ce qu'on se refuse à croire au lieu d'essayer d'en comprendre l'origine pour corriger nos erreurs et se donner les moyens de vaincre notre ennemi, se doter d'une nouvelle direction pour guider les masses sur la voie du socialisme.

On arrêtera là pour aujourd'hui, retenons que notre époque fourmille de paradoxes qu'on est incapable de comprendre, et donc de prendre en compte dans nos analyses et nos conclusions pratiques, la manière dont les uns et les autres ont abordé la situation en Syrie en est l'illustration. On se retrouve face à des situations totalement inédites dans tous les domaines ou sur tous les plans, mais on refuse de l'admettre, c'est cela le plus fort, du coup on est paumé ou on se réfugie derrière des principes qui ne peuvent pas s'appliquer tels quels sans nous faire basculer dans le camp de la réaction ou servir ses intérêts, c'est désastreux et dévastateur, suicidaire. Après on s'étonnera que tous les partis ouvriers soient en crise, se putréfient et éclatent, c'est normal.

A force de ne pas vouloir passé pour des réactionnaires on l'est devenu malgré nous et on ne s'en aperçoit pas, je suis à l'aise pour en parler, puisque j'ai failli tomber dans ce piège lors du bombardement de la Libye pour aussitôt corriger le tir, en fait j'ignorais tout ou presque sur ce pays et je m'étais fié à ce qu'on m'avait raconté sur Kadhafi et son régime qui n'avait aucun rapport avec l'enjeu de cette guerre. Cela m'a servi de leçon, et depuis je n'ai cessé de m'informer avant de commencer à réfléchir à la position qu'il

fallait adopter pour éviter de me fourvoyer à nouveau. C'est la première leçon que devrait apprendre par coeur tout marxiste, et que malheureusement nos dirigeants ont oublié ou n'ont jamais appris.

Mélenchon, l'idiot utile du régime.

- Mélenchon accuse la Turquie de vouloir compromettre la grande coalition - Le Huffington Post

On lira plus loin que cette "grande coalition" était du domaine de l'illusion dès lors que les Américains et les Russes poursuivaient des objectifs opposés conformément à leurs intérêts respectifs, et au-delà de leurs visions de la stratégie mondiale à adopter pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, plus que la survie du régime capitaliste qu'ils savent voué à l'effondrement, vision qu'ils ne partagent pas ou en partie seulement.

On se demandera si Mélenchon fait exprès de faire le crétin ou s'il l'est véritablement, cela nous étonnerait même qu'il se pose la question, c'est simplement un charlatan, un aventurier.

Confirmation. Les Etats-Unis et la France bombardent les infrastructures de la Syrie pour soutenir Daesh.

Hollande est allé prendre ses ordres à Washington et opère une volte-face sur le champ.

Pour démonter la propagande états-unienne, il suffit de mettre en avant que depuis plus d'un les Américains et ses alliés n'ont jamais bombardé les colonnes de camions citernes transportant le pétrole de Daesh vers la Turquie, alors que les Russes ont détruit plus de 500 de ces camions. Ainsi en se contentant d'énoncer les faits, il est démontré qui combat Daesh et qui le soutient.

- Rencontre entre François Hollande et Barack Obama : un refus poli. - Francetv info

"La Russie pourrait jouer un rôle, seulement si elle accepte de concentrer ses frappes uniquement pour détruire Daesh", a ainsi déclaré Barack Obama. La grande coalition avec la Russie n'est plus à l'ordre du jour et François Hollande n'utilise plus l'expression. Les divergences avec Moscou sont même mises en avant. Le président français s'aligne sur la position américaine. Le départ de Bachar al-Assad, président syrien, reste un objectif prioritaire. Onze jours après les attentats, Barack Obama promet d'intensifier l'action militaire en Syrie. Francetv info 24.11

On aura compris que cette intensification des actions militaires de l'OTAN et ses alliés du Golfe en Syrie visera essentiellement les infrastructures de la Syrie pour affaiblir le pouvoir en place pour qu'il finisse par s'effondrer, pendant qu'ils continueront de financer, armer et entraîner les barbares qu'ils prétendent combattre.

Cette "grande coalition avec la Russie" était impensable puisque les Américains et les Russes n'ont pas les mêmes objectifs en Syrie, leur opposition se cristallisant autour du sort d'Assad et du régime syrien.

Hollande n'a semble-t-il pas tenu compte de la la détermination des Américains à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés en Syrie et qui visaient avant tout la Russie, et que par conséquent il était impossible d'en être un allié militaire puisque leurs intérêts économiques, et politiques et militaires au Moyen et au Proche-Orient les opposaient. A moins que cela ne reflète les flottements qui règnent au sommet de l'Etat face aux prises de position en faveur d'un rapprochement avec la Russie prôné par Les Républicains et certains responsables du PS, contrairement au clan Valls et Fabius alignés sur Israël et les néolibéraux américains.

- "Aucun sens" de maintenir les sanctions contre la Russie, selon Jacob (LR) - AFP

Ces flottements reflètent les affrontements entre les différents clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne sur la manière de régler la question syrienne, d'affaiblir la Russie, pour étendre encore son hégémonie sur le monde. On retrouve ces contradictions dans tous les partis de l'ordre, ainsi que ceux qui ont liés leur sort à celui du capitalisme. Ne croyez pas ceux qui vous racontent que la crise des différents partis serait uniquement lié au contrôle de leur appareil ou de sordides histoires de pouvoir ou d'argent, elle a toujours une origine politique.

- Attentats: Hollande reçu par Obama pour renforcer la lutte contre l'EI - AFP

- Lutte contre l'État islamique : François Hollande obtient le soutien total de Barack Obama - Francetv info

- Pour la presse, une action au sol contre l'EI est inévitable - AFP

En famille. Le PCF (donc le Front de gauche) soutient la guerre de l'Etat français contre la République arabe syrienne.

Il reste que l'option militaire n'est plus contestée, y compris dans le journal communiste L'Humanité, longtemps réticent. "L'enjeu aujourd'hui n'est pas de savoir comment gagner la guerre, mais comment contribuer à y mettre fin. Cela passera par une initiative militaire en aidant les forces locales qui se battent sur le terrain contre l'expansion djihadiste", écrit Maud Vergnol, qui souligne que "celle-ci doit se réaliser dans le cadre du droit international et de l'ONU". AFP 24.11

Le "cadre du droit international" et l'ONU ont été conçus comme des instruments politiques conduisant à imposer des devoirs coercitifs à ses membres ou à ceux qui ont accepté ce cadre, au détriment de leurs droits, de leur indépendance et de leur souveraineté, pendant que ceux qui les ont conçus, les Américains et ses alliés occidentaux dont les Israéliens, sont exonérés de ces devoirs et conservent le droit d'agir à leur guise, c'est-à-dire de violer les résolutions votées à l'ONU, tandis qu'ils imposent aux autres Etats de les respecter à la lettre sous peine de sanctions, y compris de leur déclarer la guerre ou de détruire leur pays.

S'en remettre au "cadre du droit international" ou à l'ONU c'est cautionner la manière dont il est appliqué et son fonctionnement, c'est accepter le rôle hégémonique que les Américains se sont attribués en dehors de toute légitimité, sinon celle que lui confère sa puissance financière et militaire.

Le PCF roule pour le PS, le régime.

- Régionales: Laurent (PCF) évoque une "fusion des listes de gauche" au second tour - AFP

Pierre Laurent, tête de liste du Front de gauche pour les régionales en Ile-de-France, a évoqué mardi l'hypothèse, si le PS devançait les autres formations de gauche au premier tour, de "travailler à la fusion des listes de gauche" pour "empêcher la droite et l'extrême droite" de l'emporter.

Autre composante du Front de Gauche, le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon est quant à lui opposé à un accord avec le PS. AFP 24.11

Il est vrai que lorsqu'on tient ce discours patriotique ou d'union nationale (sur France 2 le 22 novembre 2015) : "Quand on affiche l'attachement à la République et au drapeau tricolore qui est le mien (...) nous formons ensemble une communauté républicaine (avec Les Républicains, l'UDI, le MoDem, les patrons, le Medef, le CAC40 - LVOG). Le drapeau tricolore et la Marseillaise sont des moyens de se rassembler", au détriment du rassemblement des masses exploitées sous le drapeau rouge des Communistes et des combattants pour le socialisme, après un tel témoignage de fidélité et de vassalité envers le régime, il va de soi qu'il est inutile de passer un accord avec le PS, celui passé avec le régime suffira.

Commentaires d'internautes

1- "Oui, on sait ... la gauche de la gauche s'oppose au premier tour pour fusionner au second ... donc les électeurs de gauche intelligents voteront directement pour le PS dès le 1er tour ... Eh oui, le vote PC, Vert et PG est rendu complètement inutile par la fusion annoncée avec le PS au second tour ... voilà comment on se tire une balle dans le pied avant même le vote ..."

2- "Comme d'hab' quoi le PCF et les écolos ne sont que les forces d'appoint du PS ! D'ailleurs pourquoi passer par la case PCF, les électeurs devraient directement voter PS ! Et après le PCF s'étonne de faire moins de 5% ! Les électeurs ne sont pas cons au point de voter pour un parti croupion !"

3- "Le PCF n'a donc toujours pas compris que c'est justement sa position d'opposant au PS au 1er tour puis de rallié au PS au second tour qui explique son érosion inéluctable. Cela ne tient pas la route, même plus pour faire obstacle au FN, même pas pour défendre la "gauche" depuis que le PS est devenu libéral. Et de raclée en raclée, de non remboursement en non remboursement de frais de campagne, le PCF disparaîtra. Heureusement, le PG est plus malin et plus droit dans ses bottes."

Il ne disparaîtra pas parce qu'ils se partagent les rôles avec le PG, l'allié objectif du stalinisme. Quant au PG allié d'EELV lui-même allié du PS, tu parles d'un bonheur ! Mélenchon sait que les électeurs du PG se foutent de son discours et qu'ils n'ont pas davantage de conscience politique que le reste de la population et qu'un certain nombre d'entre eux voteront malgré tout pour le PS au second tour.

Et puis, je n'ai pas toutes les déclarations des dirigeants du PG sous la main, je suis certain qu'ils recourent au double langage du genre on n'appelle pas à voter pour les candidats du PS, on appelle à battre la droite ou l'extrême droite, cela fait des années que les staliniens et les différents cliques trotskystes s'y livrent, nous ne sommes pas dupes.

[Réaction de la Russie après la provocation de guerre de la Turquie.](#)

- Poutine: l'avion russe abattu à 1 km de la frontière turque - sputniknews.com

L'avion militaire russe abattu mardi par la Turquie se trouvait à 1 km de la frontière turque, a déclaré le président russe Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec le roi de Jordanie Abdallah II.

Il est "évident" que l'avion russe ne menaçait pas la Turquie, a dit M. Poutine.

L'avion russe Su-24 a été abattu au-dessus du territoire syrien par un missile air-air tiré depuis un avion turc, selon lui.

Cet incident en Syrie "dépasse largement le cadre de la lutte antiterroriste ordinaire", a-t-il renchéri.

L'avion s'est écrasé à 4 kilomètres de la frontière turque, a précisé le chef de l'Etat russe. sputniknews.com 24.11

- Défense russe: une violation de l'espace aérien turc exclue. - sputniknews.com

"L'avion militaire russe Su-24 a été abattu par un chasseur turc F-16 au-dessus du territoire de la République arabe syrienne, alors qu'il retournait à la base aérienne de Hmeimim. L'analyse des données des systèmes de contrôle objectif montre sans ambiguïté que l'avion russe n'a pas violé l'espace aérien turc", a souligné le ministère. sputniknews.com 24.11

- Avion russe abattu en Syrie: Milos Zeman condamne la Turquie - sputniknews.com

"On entend de temps en temps des suppositions concernant la coopération entre la Turquie et l'Etat islamique. L'aviation russe lutte contre l'EI et l'attaque contre un avion militaire russe est une mesure trop radicale qui ne fera qu'aggraver la situation dans la région", a indiqué le président cité par la télévision tchèque. sputniknews.com 24.11

- Poutine: la Russie ne tolérera aucun crime comme celui perpétré contre le Su-24 - sputniknews.com

Le chef du Kremlin a estimé que cet incident constituait un "coup dans le dos" de la Russie.

"La Russie a toujours traité la Turquie non seulement en voisin, mais en ami. Je ne sais pas qui avait besoin (d'un tel incident, ndr), mais pas nous", a indiqué Vladimir Poutine.

"Au lieu d'établir un contact immédiat avec la Russie après l'incident avec le Su-24, la Turquie s'est adressée à l'Otan, comme si c'était la Russie qui avait abattu leur avion", a déclaré le président russe.

En outre, Vladimir Poutine a comparé le recours turc à l'Otan à la création d'une alliance pro-EI. sputniknews.com 24.11

- Le chef de la diplomatie russe annule sa visite en Turquie - sputniknews.com

Le chef de la diplomatie Russe Sergueï Lavrov a pris la décision d'annuler sa visite de travail en Turquie, prévue pour mercredi prochain, sur fond de tensions liées à l'avion russe Su-24 abattu par l'aviation turque.

En outre, le ministère russe des Affaires étrangères a recommandé aux Russes de ne pas se rendre dans ce pays, a indiqué M. Lavrov, jugeant la menace d'attentats aussi élevée dans ce pays qu'en Egypte, où un avion de ligne russe avait été détruit en octobre dernier dans un attentat à la bombe au-dessus de la péninsule du Sinaï.

"Il a été décidé d'annuler la rencontre qui devait réunir demain à Istanbul les ministres des Affaires étrangères russe et turc", a annoncé M.Lavrov s'adressant à la presse à Sotchi. sputniknews.com 24.11

- Moscou pourrait utiliser le trafic pétrolier de Daech pour attaquer Ankara en justice - sputniknews.com

La Russie possède suffisamment de preuves attestant que la Turquie achète du pétrole à l'Etat islamique (Daech) et elle peut utiliser ces éléments pour saisir les instances judiciaires internationales.

Dans une interview accordée mardi à l'agence Sputnik, l'ex-chef du bureau de renseignement à l'état-major général turc Ismail Hakki Pekin a indiqué que Moscou pourrait utiliser les informations sur le trafic de pétrole entre l'Etat islamique et la Turquie pour traduire cette dernière devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.

Prié de commenter la destruction d'un Su-24 russe par un missile air-air turc au-dessus de la Syrie, M. Hakki Pekin a souligné que l'avion abattu ne manifestait pas d'intentions hostiles envers la Turquie.

"Des terroristes ouïgours et tchéchènes constituent la majeure partie de la population vivant dans la région de Bayir-Bucak où l'incident a eu lieu. Abattre un avion engagé dans une opération contre ces éléments terroristes était une erreur grossière. Le Su-24 russe ne constituait aucune menace pour la Turquie et n'affichait pas de comportement hostile", a déclaré l'ex-chef du renseignement militaire turc.

Selon lui, la Russie pourrait utiliser les informations concernant la vente de pétrole par les terroristes via le territoire turc pour traduire Ankara devant les juridictions internationales.

"Si cela se produit, la Turquie se retrouvera vraiment dans une situation difficile", a indiqué Ismail Hakki Pekin.

D'après lui, Moscou pourrait également répondre d'une autre manière à la destruction de son bombardier.

"Rappelez-vous les sanctions décrétées par la Russie contre la Géorgie en 2008 et celles infligées à l'Ukraine en 2014. En outre, en réponse à l'intensification des activités de l'Otan, la Russie a déployé des systèmes de missiles Iskander sur son littoral de la mer Baltique. Moscou possède un potentiel puissant dans ce domaine", a affirmé l'expert.

Il est persuadé que la Turquie s'éloigne de plus en plus de l'Iran, de la Syrie et de l'Irak pour s'engager dans le sillage des Etats-Unis. sputniknews.com 24.11

En complément

Poutine: du pétrole livré par l'EI détecté en Turquie par le groupe terroriste Etat islamique (EI), a déclaré mardi le président russe Vladimir Poutine.

"Nous avons remarqué depuis longtemps que sur le territoire de la Turquie afflue une grande quantité de pétrole et de produits pétroliers venant des territoires occupés. Ce qui procure d'importants revenus aux formations armées", a déclaré M. Poutine. sputniknews.com 24.11

- Avion abattu: un acte de vengeance d'Ankara pour les frappes russes contre l'EI? - sputniknews.com

Certains experts supposent qu'un bombardier russe Su-24 a été abattu par l'aviation turque à titre de vengeance pour les frappes aériennes portées par la Russie contre les positions des djihadistes de l'Etat islamique en Syrie.

Pour comprendre les raisons de la destruction de l'avion russe par la Turquie, il faut examiner la politique syrienne d'Ankara qui accorde toujours une assistance aux djihadistes de l'Etat islamiques (EI), a déclaré à Sputnik le vice-président du Parti démocratique des peuples (HDP), Nazmi Gür.

"Il faut tout d'abord évaluer le rôle qu'Ankara a joué et joue toujours dans la crise syrienne depuis les cinq dernières années. Ensuite, on ne doit pas non plus oublier que les Turkmènes syriens n'étaient au début ni bien armés ni organisés et n'aspiraient pas trop à faire la guerre contre Assad", a relevé l'expert.

Selon M.Gür, c'est la Turquie qui les a entraînés, armés et soutenus face à Damas.

"Et finalement, cette région de la Syrie (à la frontière avec la Turquie, ndlr) est actuellement peuplée non seulement par des Turkmènes. Différents groupes d'extrémistes radicaux s'y sont également installés. Tout le monde le sait, comme le fait que ces derniers bénéficient toujours d'un soutien de la Turquie", a indiqué le vice-président du parti pro-kurde.

Et de rappeler que l'aviation russe s'était mise à liquider les terroristes qui se livraient entre autres à la contrebande du pétrole.

"On comprend bien que certains milieux influents en Turquie en tiraient de gros bénéfices, en s'enrichissant pratiquement sur la guerre. Tous ces facteurs pris ensemble font la lumière sur les raisons du comportement des militaires turcs", a conclu M.Gül.

Installés de longue date à Alep, Homs, Rakka et au nord de Lattaquié, les Turkmènes syriens ont toujours vécu en bonne entente avec les populations arabes et kurdes. Mal aimés du régime de Hafez Al-Assad, le défunt père de l'actuel président syrien Bachar el-Assad, qui les stigmatisait pour leurs liens avec la Turquie, ils ont résisté des années durant à sa politique d'assimilation arabe. Quand les hostilités ont éclaté sur le sol syrien en 2011, les Turkmènes se sont ralliés aux forces anti-Damas. Ils se battent plutôt aux côtés de l'Armée syrienne libre (ASL), même si certains ont rallié l'EI, à Rakka.

Un bombardier russe Sukhoi Su-24 engagé dans l'opération contre le groupe terroriste Etat islamique (EI) en Syrie s'est écrasé mardi sur le territoire syrien, à 4 km de la frontière turque. Selon le président russe Vladimir Poutine, le Su-24 a été abattu dans l'espace aérien syrien par un missile air-air tiré par un chasseur turc F-16.

La Turquie affirme que l'avion russe a violé son espace aérien. D'après le ministère russe de la Défense, l'avion se trouvait dans l'espace aérien syrien, à un kilomètre de la frontière turque. sputniknews.com 24.11

- Avion russe abattu: "Ankara a jeté le masque" - sputniknews.com

L'attaque d'un bombardier russe par l'aviation turque prouve que les djihadistes de l'Etat islamique bénéficient d'un soutien à Ankara, estime une députée allemande.

Le fait qu'un bombardier russe Su-24 a été abattu par la Turquie près de ses frontières témoigne d'un soutien accordé par le gouvernement turc au groupe terroriste Etat islamique (EI), a indiqué sur son compte Twitter Sahra Wagenknecht, députée et premier chef adjoint du parti Die Linke au Bundestag.

"Il y a en Turquie des sympathisants de l'EI. Le gouvernement turc a jeté le masque", a écrit Mme Wagenknecht. sputniknews.com 24.11

Quelques extraits d'articles.

Révélateur. Les Américains se sont toujours accommodés du nazisme.

ONU : Les Etats-Unis, le Canada et l'Ukraine rejettent une résolution contre la glorification du nazisme - legrandsoir.info

Un comité de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution pour « combattre la glorification du nazis » avec le soutien de 126 pays.

A la surprise générale, les Etats-Unis, l'Ukraine et le Canada ont voté contre.

La résolution, proposée par la Russie et à laquelle 52 Etats, dont le Brésil, la Chine, l'Inde et le Kazakhstan ont participé, a pour but d'introduire des mesures permettant de lutter contre la glorification du nazisme, du néonazisme et de toutes autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance.

Elle condamne aussi toute négation de l'holocauste et toutes les formes de glorification du nazisme, y compris l'exaltation des membres des Waffen SS. Les auteurs et ceux qui ont signé le document ont fait preuve de leurs préoccupations quant à l'édification de monuments et de mémoriaux vénérant les nazis et aux « éternelles tentatives de détruire des monuments dédiés à ceux qui ont combattu les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale ».

Le vote s'est déroulé au sein du troisième comité de l'Assemblée générale de l'ONU sur les questions sociales, humanitaires et culturelles. Le vote de toute l'Assemblée générale doit intervenir plus tard, lors de la sa 70ème session. 126 états membres sur 193 ont voté pour la résolution tandis que 4 pays, notamment les Etats-Unis, le Canada, les Palaos et l'Ukraine, ont voté contre. Les 53 autres pays se sont abstenus.

Ces quatre voix qui se sont élevées contre cette résolution ont suscité bien des questions. La Russie a même qualifié le choix de ces pays de « regrettable » et « déconcertant ».

L'année dernière, 115 pays avaient voté pour une résolution similaire et trois contre, les Etats-Unis, le Canada et l'Ukraine. legrandsoir.info 22.11

Comment les Américains n'ont cessé d'alimenter le terrorisme

- Lettre ouverte de pilotes à Obama: les drones US, force motrice du terrorisme - sputniknews.com 21.11

Quatre anciens pilotes de drones américains ont adressé une lettre ouverte au président américain Barack Obama, au chef du Pentagone Ashton Carter et au directeur de la CIA John Brennan demandant de fermer le programme américain des drones qui pousse les civils à rejoindre l'EI.

D'après les militaires, dont la lettre a été publiée par Die Zeit, les frappes aériennes des drones américains ne font que pousser les civils à rejoindre l'EI, se transformant en "programme d'enrôlement de nouveaux terroristes".

Selon les anciens militaires, les Etats-Unis doivent revoir leur point de vue sur la mise en œuvre des drones, car ces attaques emportent les vies de nombreux civils et ne font qu'alimenter la haine utilisée par les groupes terroristes, notamment

par l'Etat islamique.

Les pilotes ont également souligné que les atrocités qui ont eu lieu dans le camp de Guantanamo servent les causes des partisans de l'EI.

D'après les pilotes, le programme des drones créé par les gouvernements américains précédent et actuel, est devenu la force motrice du terrorisme et de déstabilisation dans le monde. Washington a publiquement menti sur l'efficacité du programme tout en taisant d'énormes pertes parmi les civils.

"Nous ne pouvons pas rester silencieux face à des attentats semblables à ceux de Paris, sachant quelles conséquences néfastes induit le programme des drones aux États-Unis ainsi qu'à l'étranger", lit-on dans la lettre ouverte. sputniknews.com 21.11

Pour savoir pour qui roulent les barbares, cherchez qui les a équipés.

- Pourquoi l'État islamique roule-t-il dans des 4x4 japonais neufs? sputniknews.com

A en juger par les récentes déclarations des médias étrangers, l'EI a plusieurs méthodes pour renouveler régulièrement son parc automobile. Par exemple, les médias turcs ont rapporté en janvier dernier que l'EI et ses complices en Turquie avaient réussi à transporter au moins 5 000 voitures en Syrie par la frontière dans les environs de Reyhanli. La marque des voitures envoyées n'a pas été citée.

De plus, en juin 2015, le premier ministre irakien Haïder al-Abadi a déclaré qu'après la prise de la grande ville de Mossoul les extrémistes de l'EI avaient mis la main sur 2 300 voitures blindées américaines Humvee. D'après lui, cela a considérablement augmenté les capacités militaires des terroristes. sputniknews.com 08.10

Les Etats-Unis de la guerre.

- Les Etats-Unis ont été en guerre 222 des 239 années de leur existence - Arrêt sur info

Le pays n'a été en paix que 21 ans depuis sa création en 1776.

Depuis que les Etats-Unis ont été fondés en 1776, ils ont été en guerre 214 ans sur les 235 ans de leur existence (NdT: texte de 2011, une mise à jour a été faite en fin d'article donnant le chiffre avancé). En d'autres termes, il n'y a que 21 années de calendrier durant lesquelles les Etats-Unis n'ont mené aucune guerre.

Pour mettre ceci en perspective:

- Prenez n'importe quelle année au hasard depuis 1776 et il y a 91% (93% avec les chiffres ajustés à 2015) de chances que les Etats-Unis étaient impliqués dans une guerre au cours de cette année là.

- Aucun président des Etats-Unis ne se qualifie vraiment comme étant un président de temps de paix. De fait, tous les présidents des Etats-Unis qui se sont succédés peuvent être tous considérés comme des "présidents en guerre".

- Les Etats-Unis ne sont jamais restés une décennie complète sans être en guerre.

- La seule fois où les Etats-Unis sont demeurés 5 ans sans être en guerre (1935-40) fut durant la période isolationniste de la Grande Dépression. Arrêt sur info 16.11

ACTUALITE EN TITRES

[Libéré du capitalisme et du même coup de la barbarie et de la guerre.](#)

- François Hollande: "Nous devons à nos enfants plus qu'un monde libéré du terrorisme" - L'Express.fr

Alors libérons-nous des institutions de la Ve République, instaurons une République sociale.

[Qui alimentent le racisme ? Les vrais coupables : L'islam et les musulmans.](#)

- Manuel Valls appelle l'islam à "couper toute complaisance vis-vis des terroristes" L'Express.fr

- A Paris comme à Londres, les attaques contre les musulmans se multiplient - euronews.com

Les actes islamophobes se multiplient après les attentats de Paris, et pas seulement en France. En Grande-Bretagne, les attaques contre les musulmans ont augmenté de 300 % la semaine dernière, selon l'association Tell Mama. Du simple tag à l'agression physique, ce sont les femmes voilées, âgées de 14 à 45 ans, qui sont les plus visées. Les assaillants sont, pour la plupart, des hommes de 15 à 35 ans.

En France, la communauté musulmane – qui représente environ 8 % de la population – n'est pas épargnée.

Outre ces attaques, le Collectif contre l'Islamophobie en France s'inquiète du nombre de plaintes déposées pour des brutalités policières depuis l'instauration de l'état d'urgence. euronews.com 24.11

[Etat policier. Ils font régner la terreur parmi la population.](#)

- Xavier Bertrand souhaite des forces de sécurité dans les trains - Public Sénat

- Valls: "20.000 fiches S" dont "10.500" concernant la "mouvance islamique" - AFP

"Il y a 20.000 fiches S, soyons précis. 10.500 concernent les individus mis en attention pour leur appartenance à la mouvance islamique, la mouvance radicale, ou leur lien avec la mouvance", a affirmé M. Valls sur Canal +.

"Et puis tous les autres peuvent concerner des membres d'autres mouvements considérés comme terroristes: le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la ligue liée à des mouvements tamouls, la branche militaire du Hezbollah, des militants violents liés à l'ultra droite ou à l'ultra gauche, des hooligans, etc.", a précisé le locataire de Matignon. AFP 24.11

Ah, il a évoqué les tamouls, ma compagne est Tamoul et je vis au Tamil Nadu, la menace se précise, je déconne !

Il vise le PKK qu'Erdogan bombarde en Syrie, la casquette de Premier ministre d'Israël ne lui suffisait pas apparemment. Mais pas la LDJ (Ligue de défense juive) cataloguée terroriste aux Etats-Unis et en Israël, la milice fasciste du Crif, un oublie sans doute...

- Attentats de Paris : le choc d'un restaurateur après une perquisition administrative dans son établissement Francetv info

Il est 20h30, samedi 21 novembre, quand des dizaines de policiers font soudain irruption dans ce restaurant de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). Ils sont lourdement armés. Le propriétaire n'en revient toujours pas. "C'est impressionnant. Vous voyez 40 policiers débarquer d'un coup. On ne sait pas ce qu'ils cherchent", témoigne le gérant Yvan Agac, qui précise qu'il était "apeuré, choqué". C'est à coups de bélier que les policiers défoncent une première porte au sous-sol. Deux autres suivront, mais les agents ne vérifient jamais si elles sont vraiment fermées.

Selon l'ordre de perquisition de la préfecture : "il existe des raisons sérieuses de penser que se trouvent des personnes, armes ou objets liés à des activités à caractère terroriste". Ils fouillent le bureau et finissent par déclarer que "finalement ils n'ont rien trouvé, que je n'irai pas en garde à vue. Ils me souhaitent une bonne soirée et s'en vont". Une soirée qu'Yvan Agac ne devrait pas oublier. Francetv info 24.11

[La réaction soutien Hollande et exulte](#)

- Mesures de sécurité: "on ne va pas bouder notre plaisir" (Chatel, LR) - AFP

[Déstabilisation des Etats ou la stratégie mondiale du chaos et de la guerre](#)

- Attentat à Tunis : le président décrète l'état d'urgence pour 30 jours - LeMonde.fr

- Athènes : une bombe explose sans faire de victime - euronews.com

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre 2015

CAUSERIE

En famille. Exagérions-nous quand nous affirmions que le PS et l'extrême droite partageaient les mêmes intérêts ?

- Hollande et Le Pen "renforcés" par les attentats pour un Français sur deux - AFP

Normal, ils sont les seuls en dernier recours à pouvoir sauver le régime. Sachant que le Front de gauche soutient le PS, le PS incarne à la fois le front populaire et l'union nationale jusqu'à l'extrême droite. Autrefois, dans les années 30, avec les stalinien, il avait préféré le fascisme et la guerre à la révolution socialiste, donc rien de nouveau.

Comment a-t-on pu imaginer un instant qu'on pourrait construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire en faisant la courte échelle à de tels partis ? On se demande aussi comment des militants peuvent encore cautionner cette stratégie qui devait s'avérer suicidaire à terme, sinon qu'elle résulte de la confusion qui consistait à fabriquer des arguments et à les présenter de telle sorte qu'ils devaient servir à légitimer un objectif qu'on considérait dès lors comme acquis. Dit autrement, à partir d'un raisonnement simpliste ou d'un syllogisme qui en réalité relevait du sophisme, un syllogisme fabriqué de toutes pièces qui parce qu'il reposait sur un prémisses erroné devait aboutir à une toute autre conclusion en pratique que l'objectif prévu. La seule stratégie valable pour construire le parti, c'est d'appliquer le front unique ouvrier en direction du PS (et du PCF). On va appliquer le front unique. Ainsi on va construire le parti. A l'arrivée point de parti, le PS est au pouvoir et applique une politique soutenue par le parti de l'ordre officiel et l'extrême droite.

Ne dites pas cherchez l'erreur, car le plus fort c'est qu'on nous dit qu'il n'y en aurait pas ou qu'aucune n'aurait été commise, donc tout va très bien et il faut se réjouir du résultat obtenu.

Les lambertistes, qui dorénavant n'ont pratiquement plus rien à envier aux stalinien, dans le contexte de la réaction sur toute la ligne incarnée par le gouvernement Hollande-Valls-Belkacem, ont pris l'initiative d'adresser une lettre à la Ministre de l'Education nationale pour la rappeler à l'ordre par le biais de la Libre Pensée, parce qu'elle assimilerait la laïcité à une religion ou aurait commis le crime de se livrer à "*une forfaiture anti-laïque*" (<http://www.fnlp.fr/index.php?mact=News,cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=167&cntnt01returnid=21>), ce qui est parfaitement son droit en tant que représentante de la classe des capitalistes et de ses intérêts. Elle développe l'idéologie de la réaction et c'est tout naturel en tant que ministre et dirigeante du PS, elle demeure fidèle à la nature du PS qui est un parti de droite et réactionnaire, or c'est justement ce dont cette initiative s'emploie à soustraire à l'attention de ceux auxquels le CCI-POI s'adresse ou ce que cette lettre nie pour le compte de la contre-révolution ou de la réaction, contribuant à alimenter l'illusion que le PS serait un parti de gauche ou un parti ouvrier.

On pourra nous objecter sans que cela ne change quoi que ce soit à notre analyse et notre conclusion, qu'ils auraient procédé de même avec une ministre issue du parti Les Républicains. Effectivement et c'est logique, puisqu'elle aurait également incarné le régime que les lambertistes ne combattent pas pour le renverser mais pour le rendre plus supportable aux travailleurs, car l'abandon du combat pour le socialisme est à l'origine de leur politique opportuniste.

A l'opposé, jamais vous nous entendrez reprocher quoi que ce soit à Hollande, Laurent, Mélenchon, Sarkozy ou Le Pen, ils sont les représentants de la réaction et ils font leur boulot, ils sont dans leur rôle. De la même manière, jamais vous nous entendrez les féliciter ou les soutenir pour avoir pris une mesure forcément accompagnée de mauvaises intentions envers les travailleurs. Mieux encore, jamais nous n'exigerons d'eux quoi que soit, jamais nous ne les ménagerons, sauf exceptions rarissimes qui confirmeraient la règle car il faut bien tenir compte des paradoxes ou des tours que nous joue l'histoire, la Syrie par exemple en est un exemple.

Ils profitent de l'ignorance ou de la naïveté des militants qui se concentreront sur le contenu de cette lettre, ils seront bien les seuls dans ce cas-là car Belkacem n'en aura absolument rien à foutre, mieux elle pourra s'en féliciter et par mépris justifié envers ces laquais elle n'y répondra pas. Elle se félicitera d'être ainsi légitimée ainsi que Hollande et Valls qui l'ont nommée à ce poste, car il faut bien avouer que le gouvernement en a bien besoin.

On pourrait aussi nous objecter que l'on confond la forme et le contenu de cette initiative ou de cette lettre. Nous répondrons qu'il arrive qu'il se confonde ou que c'est souvent la forme qui détermine en dernière analyse le contenu d'une initiative ou qui lui donne sa réelle signification politique, autrement dit ce qu'il en restera, on retiendra ici par exemple que Belkacem ou le gouvernement Hollande-Valls demeure fréquentable ou qu'on serait en droit d'en attendre quelque chose pour continuer de s'adresser à eux comme si on ignorait la politique réactionnaire qu'ils appliquaient, comme quoi le contenu n'était pas l'essentiel dans cette initiative qui relève de la manipulation des militants.

Pour ceux qui n'auraient pas bien saisi de quoi il s'agit, un exemple.

C'est d'ailleurs ce qu'a signifié le juge Trevidic en affirmant à l'adresse de Hollande-Valls-Fabius-Le Drian qu'on ne pouvait pas "*proclamer qu'on lutte contre l'islam radical tout en serrant la main au roi d'Arabie saoudite revient à dire que nous luttons contre le nazisme tout en invitant Hitler à notre table*", car le seul fait d'inviter Hitler à sa table suffit à comprendre que ceux qui auraient été à l'origine d'une telle initiative n'avaient pas vraiment l'intention de lutter contre son régime au-delà du contenu du discours qu'ils lui auraient tenu qui aurait passé au second plan. C'est la forme qui détermine l'orientation et le contenu au-delà des mots, dans le cas contraire on s'en remettra aux apparences du discours, trompeuses.

Et bien c'est exactement la même chose avec le POI, le POID, le NPA et LO, ou encore le Front de gauche.

Ce qu'on a du mal à saisir tellement c'est évident, logique, c'est pourquoi les militants ne parviennent pas à le comprendre, il faut croire qu'il leur manque un instrument logique pour interpréter la réalité ou que la politique ou les positions qu'ils défendent ne sont pas le produit de la mise en oeuvre de cet instrument logique. Pour l'explication politique proprement dite, on renvoie les lecteurs à la caractérisation d'Engels de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier britannique reprise par Lénine dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui évidemment n'était pas vraiment à leur avantage, elle s'applique également à notre époque.

On ne s'étonnera pas dès lors que le POI n'exige pas la levée immédiate de l'état d'urgence. Normal, il tient plus d'un syndicat intégré aux institutions que d'un parti ouvrier. Il a même trouvé le moyen de faire pire.

A propos du n°379 d'Informations ouvrières et du congrès du POI.

Informations ouvrières est devenu un hebdomadaire aussi insipide que la presse nationale aux ordres. Le titre de la couverture du n°379 aurait pu être celui du Figaro ou du Parisien : "*La France sous l'état d'urgence... Mais... Premiers craquements après le vote unanime à l'Assemblée nationale...*", un constat sans aucun intérêt, sauf si on attend quelque chose des institutions antidémocratiques de la Ve République, alors que la classe ouvrière n'est pas représentée à l'Assemblée nationale, il est bon tout de même de faire croire le contraire, ce sera à la page suivante.

Mieux encore, en page 2 et 3 on avait le droit à une sorte de revue de presse en guise d'analyse, autant dire aucune. Il titrait "*Appel à l'unité nationale pour l'état d'urgence... Mais pas si simple*", comme s'ils existaient réellement une opposition organisée en France contre l'état d'urgence. Vous l'ignorez et bien c'est un tort. Vous apprendrez qu'au "*Sénat, ça commence à craquer*" sans rire, par la voix du PCF qui soutient le régime depuis le milieu des années 20.

En page 3 il vont faire plus fort encore en tronquant les déclarations de Martinez pour la CGT et de Mailly pour FO en ne retenant que la partie de leur double langage destinée à les faire passer pour des va-t-en-guerre contre l'état d'urgence. Toujours plus fort, ils pratiqueront de même avec une déclaration de la Ligue des droits de l'homme (LDH) liée au PS et avec le Syndicat de la magistrature également lié au PS, et cerise sur le gâteau ou manipulation suprême ils feront de même avec Mélenchon en ne retenant que le passage suivant de son intervention sur France 3 : "*à qui France 3 demande, le 22 novembre, s'il aurait voté la prolongation de l'état d'urgence s'il avait été député, répond :*

« *Je pense que non (...). Aucun pays au monde n'a jamais tiré bénéfice en matière de sécurité de la réduction de ses libertés.* »", zappant délibérément la suite de son discours que nous avons rapporté dans la causerie du 23 novembre et que nous reproduisons ici pour que les lecteurs puissent vérifier par eux-mêmes qu'on est bien en présence d'une opération de mystification :

- Attentats: Mélenchon "*pense*" qu'il n'aurait pas voté l'état d'urgence - AFP

"*Sans doute le gouvernement pense-t-il que de cette manière il rassure la population qui a besoin de l'être. (...) Je ne me moque pas de ceux qui ont voté l'état d'urgence, je comprends que cela est fait pour apaiser. Mais (...) le contenu de l'état d'urgence n'apporte quasiment rien aux lois dont nous disposons déjà pour pourchasser les terroristes*", a expliqué M. Mélenchon, soucieux de ne pas adopter un ton polémique.

M. Mélenchon aurait préféré que la prolongation de l'état d'urgence soit soumise au vote "*tous les 15 jours par exemple comme l'ont proposé (s)es camarades*".

Il a également déploré que le président de la République ait annoncé lundi une révision de la Constitution "en plein deuil national" et "en oubliant une fois de plus le peuple français qui doit être appelé au processus constituant". AFP 22.11

On appelle cela être pris en flagrant délit de manipulation. Autrement dit ce n'est pas Informations mais Désinformations Ouvrières que devrait s'appeler l'hebdomadaire du POI.

Nous avons fait précéder cette dépêche de l'AFP de la grille de lecture suivante :

- Au-delà du double langage habituel du démagogue, Mélenchon cautionne ouvertement l'instauration de l'état d'urgence qui aurait

la vertu d'"apaiser" les craintes de la population, alors qu'il a été décrété par ceux qui la terrorise en réalité, ne serait-ce qu'en se rendant coupable de la régression sociale sans fin qui frappe les couches les plus fragiles du prolétariat qu'il conduit au désespoir.

Il va même plus loin en légitimant les "*lois liberticides*" déjà adoptées dont ils réclament l'application, et qui n'ont pour seul objectif de protéger le régime et non la population.

Pour terminer, il confirme qu'il a bien adopté la Constitution de la Ve République au lieu de combattre pour son abolition en regrettant uniquement le moment choisi et la procédure retenue pour la modifier par Hollande.

On aura compris qu'on est en présence d'un agent du régime et rien d'autre. (causerie du 23 novembre)

En résumé le POI en titrant "*Appel à l'unité nationale pour l'état d'urgence... Mais pas si simple*" tendait à faire croire que l'état d'urgence serait contesté par les organisations citées plus haut et ce sale personnage, alors qu'en réalité il n'en est rien.

S'agissant du charlatan Mélenchon, ce n'est pas vraiment un hasard après le message que le Parti de gauche avait adressé au POI, un peu comme s'il faisait déjà partie du Front de gauche ou y était associé :

« *Chers camarades, Le secrétariat national (SEN) du Parti de gauche adresse un salut fraternel à l'ensemble des délégués du congrès du POI réunis ce week-end à Paris et leur souhaite de bons travaux, Fraternellement, Sarah Legrain, secrétaire nationale aux relations unitaires et extérieures* ».

Mélenchon et les siens ne s'y sont pas trompés, ils ont dû constater que le tournant droitier du POI qui se confirme semaine après semaine le rapproche du Front de gauche. On en reparlera assurément.

En page 4, on apprenait que "*de nombreuses prises de position syndicales se multiplient contre l'état d'urgence*", pour agrémenter cette assertion ils reproduiront "*des extraits d'une lettre du secrétaire général de l'UD CGT de Haute-Garonne*", Cédric Caubère. Et que lit-on dans cette lettre ? Pour commencer une ode à la gloire de la Ve République dont se réclame la CGT : "*La CGT, c'est avec elle et grâce à elle que des millions de salariés, tout au long de ses cent vingt ans d'existence, ont pu donner un sens et une traduction concrète aux valeurs et principes de la République inscrits dans la Constitution*"

Et en guise de condamnation de l'état d'urgence, au nom de la CGT il "*en appelle à notre plus grande vigilance et détermination (...)* ne nous laissons pas impressionner et détourner de notre engagement et de nos mandats " autant dire du vent ou une nouvelle fois le double langage habituelle. En voici un autre exemple où il en appelait au "*valeurs de la France*", on croirait entre le général-président de Gaulle : "*Lutter pour les valeurs qui font la France, c'est plus que jamais revendiquer et mobiliser pour faire valoir notre droit constitutionnel à l'emploi*".

Discours gaulliste qui sera relayé dans la "*Lettre aux lecteurs d'Informations ouvrières, aux militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et à tous les citoyens attachés à la défense de la démocratie - Adoptée à l'unanimité des délégués au Ve Congrès du POI*", adressée "*à tous les citoyens attachés à la défense des valeurs de la démocratie républicaine*" que revendiquent également Hollande et Sarkozy.

On comprend pourquoi pour le POI proposer une stratégie révolutionnaire digne de ce nom relèverait du "*miracle*" et qu'il préfère s'en abstenir, en réalité il n'a aucune ligne politique à proposer aux travailleurs en dehors de défendre leur bout de gras au quotidien, ce qui réduit le POI à courant syndical. A les entendre il serait indécent de proposer une perspective politique aux travailleurs, ils feraient mieux d'avouer qu'ils en sont incapables ou qu'ils s'y refusent :

"*Nous rejetons toute prétention à détenir à nous seuls la vérité, ou à proposer des solutions « miracles » qui résoudraient les difficiles problèmes qui se posent dans la situation qui vient de s'ouvrir. Tournant le dos à toute attitude péremptoire donnant des « leçons » aux travailleurs et aux dirigeants, nous nous adressons à vous pour construire ensemble, jour après jour, les réponses qui uniront la résistance des travailleurs et de la population laborieuse de ce pays.*", sans direction, sans orientation, sans programme, sans théorie, quelle horreur ! Voilà à quel niveau (zéro) ils abaissent la lutte de classe du prolétariat.

Le POI le revendique : "*Nous sommes convaincus que c'est dans cette direction qu'une issue pourra être ouverte, et non dans celle d'un renforcement des institutions antidémocratiques de la Ve République, renforcement de l'arsenal antidémocratique approuvé, au nom de l'union nationale, par les députés de gauche comme de droite et d'extrême droite, à l'occasion du vote de la prolongation de l'état d'urgence à l'Assemblée nationale.*", direction ravalée au rang de de défense du trade-unionisme ou du réformisme qui évidemment à défaut de combattre pour le renversement des institutions de la Ve République aura pour seul objectif d'éviter "*un renforcement des institutions*" avec lesquelles on s'accommodera.

Et page 6, c'est sans surprise qu'on apprendra dans le compte-rendu de leur congrès, qu'il avait été pratiquement exclusivement réservé à des questions d'ordre alimentaire, mais surtout pas politiques. Pratiquement rien sur le régime et les institutions évoquer en passant, la crise du capitalisme à l'origine de toutes ces guerres et du terrorisme, rien sur la

stratégie mondiale de l'oligarchie financière, expression qui ne figure même pas dans ce numéro d'Informations ouvrières, j'ai tapé les expressions "*banquiers*", puis "*multinationales*", idem, disparus, envolés, ils ont réussi l'exploit de tenir un congrès en les évacuant, rien sur les guerre en cours et la manière de les aborder, Blum et Thorez auraient été fiers d'eux !

Bref, dès lors "*c'est tout naturellement que, au cours des deux jours de congrès, la discussion s'est ordonnée autour de la proposition de conférence nationale pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945.*"

Face à la guerre dans laquelle Hollande et son gouvernement veulent nous entraîner, le POI oppose... le droit au travail ! Délirant, non désertion du combat politique, capitulation face au régime avec lequel ouvertement le POI s'accommode.

Il n'y a rien d'étonnant qu'en guise de résistance, car ces gens-là sont courageux, ils se sont empressés d'annuler la manifestation prévue le 5 décembre en défense de la laïcité à laquelle devait participer le POI pour ne pas avoir à affronter le régime ou faire de l'ombre à Hollande qui leur en sera grès assurément.

Le POI a décidé également qu'ils n'auraient plus de secrétaires nationaux ou de porte-parole pour le représenter, confirmant qu'il n'est plus un parti, entre nous, nous n'avions pas attendu ce congrès pour l'affirmer.

Nous allons oublier un point important qui ne vous a peut-être pas échappé : la scission du POI n'a apparemment fait l'objet d'aucune discussion puisqu'elle ne figure pas dans leur compte rendu qui s'étalait sur 4 pages, extraordinaire ! On n'avait jamais vu cela dans le mouvement ouvrier, ils ont fait encore plus fort que les stalinien.

Une scission intervient forcément sur la base de désaccords politiques profonds, les dirigeants du POI n'ont cessé de clamer que les instances de leur parti était le lieu privilégié où il fallait en discuter et trancher, or ils ont fait exactement l'inverse. Pourquoi ? Cette discussion aurait-elle pu être trop compromettante et mettre en relief la véritable nature contre-révolutionnaire de ses dirigeants, leur imposture ?

Désormais nous classerons le POI au côté du PCF et du PG, et nous cesserons d'y consacrer du temps pour rien comme me l'ont reproché plusieurs militants.

[Pourquoi le coup d'Etat terroriste du 13 novembre ? Une réponse.](#)

- Le Parlement vote largement pour la prolongation des frappes en Syrie - Public Sénat

Tous les groupes de l'Assemblée, de la majorité comme de l'opposition, ont voté en faveur de la prolongation de l'intervention. Seul le groupe Front de gauche s'est abstenu. (Ceci confirme ce que nous avons écrit plus haut. - LVOG)

Après les députés, les sénateurs ont voté pour le prolongement de l'intervention des forces aériennes françaises en Syrie contre Daesh, entraînant l'autorisation du Parlement. Au bout de trois mois, la Constitution oblige de passer par un vote du Parlement. Les sénateurs. 325 sénateurs ont voté pour et 21 se sont abstenus. Tous les groupes politiques du Sénat ont voté pour, à l'exception du groupe CRC (communiste), qui s'est abstenu.

«Le 13 novembre a changé la donne, une riposte à la mesure de l'agression que nous avons subie s'est imposée», a déclaré le Premier ministre Manuel Valls à la tribune de l'Assemblée. Public Sénat 25.11

En complément.

- Après les policiers, les gendarmes autorisés à porter leur arme en dehors de leur service - Francetv info

- Attentats: Manuel Valls demande à l'UE d'arrêter l'accueil des réfugiés - AFP

Erdogan a été reconduit à son poste, depuis il a descendu un bombardier russe, avant lui Netanyahu qui a dû faire péter l'avion russe au-dessus du Sinaï est reparti à l'offensive contre les Palestiniens, Hollande s'est fait plaisir avec son attaque terroriste qui lui a permis de suspendre les droits politiques du mouvement ouvrier et de s'engager davantage dans la guerre en Syrie, Obama est aux anges tout a marché à peu près comme sur des roulettes, même que le Hezbollah a eu le droit à son attentat dans son fief au Liban, alors le sort de ces réfugiés qu'ils ont tous instrumentalisés... Pour eux ils ne valent pas plus chers que le peuple martyrisé palestinien, l'extrême droite n'a qu'à s'en occuper cela ne fera qu'ajouter au chaos et préparer la suite des réjouissances...

Qu'est-ce que je suis bien dans mon trou en Inde...

[Les représentants des différentes couches du capitalisme ne sont pas sur la même longueur d'onde face au développement de la situation en Syrie et ses conséquences.](#)

- Retailleau : « L'obsession anti-Bachar a été l'erreur française » - Public Sénat

« On voit bien, ces dix dernières années, que les guerres n'ont jamais réglé les problèmes » a affirmé le président du groupe LR du Sénat, Bruno Retailleau. Public Sénat 25.11

- Fillon (LR): contre l'EI, soutenir Kurdes, Hezbollah, armées, mais pas l'ASL AFP

L'ancien Premier ministre François Fillon prône une "coalition mondiale" qui soutiendrait "les seules forces au sol qui combattent réellement l'Etat islamique", citant Kurdes, Hezbollah, armées syrienne et irakienne mais pas l'armée syrienne libre (ASL) soutenue par les Occidentaux.

Sur France Inter, M. Fillon a prôné de "constituer une alliance mondiale avec tous les combattants possibles et appuyer les seules forces au sol qui combattent réellement l'Etat islamique, qui sont des forces hétéroclites, qui ne sont pas toutes faciles à défendre compte tenu de leur comportement passé, puisque ces forces, c'est les Kurdes, qu'on aide mais pas suffisamment et qui par ailleurs se font bombarder par les Turcs, c'est le Hezbollah, qui combat l'Etat islamique avec le soutien de l'Iran (...), l'armée nationale syrienne et dans une moindre mesure l'armée irakienne".

Donc la France doit soutenir le Hezbollah, dont l'aide militaire figure sur la liste des organisations terroristes de l'UE ? "Je pense que la coalition mondiale doit aider tous ceux qui sont sur le terrain capables de battre l'Etat islamique. Sinon nous allons entrer dans un conflit qui va durer vingt ans. Ou alors l'alternative, c'est d'y aller nous-mêmes. Et chacun sait que les Occidentaux n'iront pas combattre en Syrie: les Américains n'iront jamais et sans les Américains, les autres Occidentaux ne peuvent pas y aller", a poursuivi l'ancien Premier ministre.

Quid de l'Armée syrienne libre, non mentionnée par M. Fillon ? "J'ai jamais vu l'opposition syrienne se battre contre l'Etat islamique. L'opposition syrienne se bat principalement contre le régime d'Assad", a-t-il affirmé.

"C'est pas avec ces forces-là qu'on va battre l'Etat islamique. Et si les Russes bombardent ces forces-là c'est parce que les Russes essaient de protéger le régime syrien. Et aujourd'hui, malheureusement, je considère que le régime syrien est nécessaire dans un premier temps pour battre l'Etat islamique parce que si le régime syrien tombe c'est l'EI qui s'emparera du territoire parce que nous n'irons, nous les Occidentaux, jamais l'en empêcher", a développé M. Fillon.

La Russie n'a-t-elle pas modifié sa stratégie depuis l'attentat dans le Sinaï et ceux de Paris ? "C'est une farce extraordinaire. Les Russes ont une stratégie depuis le début, ils n'en ont pas changé, nous, nous n'avons pas de stratégie", a dit le député de Paris, qui prône également le rétablissement d'un "dialogue technique" entre la France et la Syrie. "J'ai utilisé le mot ambassade, je l'ai retiré depuis". AFP 25.11

L'Empire du chaos ne désarme pas.

- Les Etats-Unis sanctionnent un représentant syrien pour achat de pétrole à l'EI - AFP

- Obama signe la loi interdisant la fermeture de Guantanamo mais ne renonce pas - AFP

- L'Ukraine cesse ses achats de gaz russe, Gazprom s'inquiète pour le transit vers l'Europe - AFP

- L'Ukraine interdit aux avions russes de survoler son territoire - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La "banalisation de la haine anti-musulmans" au pays de la démocratie, de la paix et de la liberté.

- Etats-Unis: de nombreux incidents anti-musulmans depuis les attentats de Paris - AFP

Les incidents contre les musulmans ont, depuis les attentats de Paris, atteint "un niveau sans précédent" aux Etats-Unis, nourris par les virulents discours de certains républicains comme Donald Trump en pleine campagne présidentielle, selon la principale association américaine de défense des droits civiques des musulmans.

"C'est du jamais vu sur une période aussi courte", explique à l'AFP Ibrahim Hooper, porte-parole du Council on American-

Islamic Relations (CAIR). Y compris, selon lui, après le 11-Septembre.

Depuis le 13 novembre, des dizaines d'incidents anti-musulmans ont été signalés dans tout le pays: coups de feu contre une mosquée de Meriden dans le Connecticut (nord-est), où le FBI participe à l'enquête; vandalisme contre un centre islamique de Pflugerville au Texas dont la porte a été couverte d'excréments, un acte que la police a qualifié de "crime de haine"; un graffiti d'une tour Eiffel en signe de la paix - symbole des attentats de Paris - a également été peint sur un centre islamique d'Omaha dans le Nebraska (centre).

Au Texas, où une demi-douzaine d'incidents ont été signalés, les lumières extérieures et la porte de verre d'une mosquée à Lubbock ont été brisées. A Corpus Christi, le centre islamique a reçu des menaces demandant à ses fidèles "de se convertir au christianisme avant qu'il ne soit trop tard", selon CAIR. A Irving, une manifestation devant un centre islamique a dénoncé "l'islamisation de l'Amérique". Et un homme en treillis a également été arrêté à San Antonio, selon la police, après être rentré dans une mosquée, insultant les fidèles qui priaient.

CAIR évoque aussi des coups de feu contre la maison d'un couple musulman à Orlando (Floride), une femme voilée traitée de "terroriste", et un chauffeur de taxi éthiopien chrétien, pris pour un musulman, apparemment frappé et menacé par un passager se disant armé à Charlotte (Caroline du Nord).

"Nous avons déjà eu des poussées de crimes haineux contre les musulmans, mais sur des périodes plus longues", explique M. Hooper.

"Il y en a eu beaucoup après le 11-Septembre, mais à l'époque, il y avait aussi beaucoup de soutien pour la communauté musulmane. On ne voit plus ça", ajoute-t-il.

Selon lui, la rhétorique anti-musulmans déjà constatée après l'attentat contre Charlie Hebdo s'est aggravée, nourrie par le discours politique extrême de certains candidats républicains à la Maison Blanche.

"Nous voyons la banalisation de la haine anti-musulmans par des gens comme Donald Trump ou Ben Carson. Cela donne un faux sens de légitimité à ceux qui voudraient perpétrer des crimes de haine", explique M. Hooper.

Et les dirigeants politiques "ne répondent pas, ne réagissent pas à cette poussée de haine anti-musulmans".

Le milliardaire Donald Trump, en tête des sondages dans le camp républicain, a récemment affirmé avoir vu les images de "milliers" de musulmans applaudissant l'effondrement des tours du World Trade Center le 11-Septembre, depuis l'Etat voisin du New Jersey. Il a ajouté qu'il envisagerait le fichage des musulmans, voire l'imposition d'une carte d'identité spéciale. Il s'est aussi dit hostile à l'accueil de réfugiés syriens, tout comme 30 gouverneurs des 50 Etats américains.

Le républicain Ben Carson a lui comparé les réfugiés syriens à des "chiens enragés".

Dans le contexte de la campagne présidentielle, "les attentats à Paris ont eu un impact très négatif sur la communauté musulmane", estime aussi l'imam du centre islamique de Jamaica dans le Queens à New York, Shamsi Ali.

ACTUALITE EN TITRES

[A bas le drapeau des Versaillais, de l'union nationale, du corporatisme, de l'extrême droite et de l'Etat capitaliste !](#)

Aucun de ceux qui se drapent dedans ou en font l'apologie n'a sa place au sein du mouvement ouvrier.

- Hommage aux victimes: Hollande appelle à "pavoiser" de drapeaux tricolores les domiciles - AFP
- Attentats de Paris : le retour du drapeau français pour incarner l'unité de la nation - Francetv info
- Les ventes de drapeaux français au plus haut - LeFigaro.fr

[Dossier sur la tension entre la Turquie et la Russie](#)

- Avion russe abattu: «Il n'y a eu aucune sommation» des Turcs, affirme le pilote survivant - 20minutes.fr

- Avion russe abattu: l'armée turque assure n'avoir pas connu la nationalité de l'appareil - AFP

Après les accusations de "provocations planifiées" lancées par Moscou, l'armée turque a assuré mercredi qu'elle ne savait pas que l'avion qu'elle a abattu la veille près de la frontière syrienne était russe, et s'est dit prête à "toute forme de coopération".

"Ici l'armée de l'air turque .Vous approchez de l'espace aérien turc. Dirigez-vous vers le sud immédiatement", peut-on entendre en anglais sur l'un de ces enregistrements, consultable sur le site de la chaîne saoudienne Al-Arabiya. Ce message est répété plusieurs fois.

« Il n'y a eu aucune sommation. Pas d'échange radio, ni de contact visuel. Il n'y a eu aucun contact. » Konstantin Mourakhtine, le pilote russe qui a survécu au crash de mardi, l'a affirmé mercredi à la télévision russe : l'armée turque n'a adressé aucune sommation à son avion de combat avant de l'abattre.

Un missile « a soudainement frappé la queue de l'avion »

« Si (l'armée turque) avait voulu nous avertir, ils auraient pu se montrer en volant sur notre parallèle. Il n'y a rien eu du tout », a ajouté le pilote de l'avion russe Su-24, filmé de dos. Lorsqu'un journaliste lui demande s'il est entré dans l'espace aérien turc, le pilote dit « l'exclure entièrement, même pour une seconde ».

« Nous étions en train de voler à une altitude de 6.000 mètres, le temps était dégagé, je pouvais voir parfaitement sur la carte et au sol où se trouvait la frontière et où nous étions », assure-t-il.

Les chasseurs F-16 de l'armée turc ont tiré un missile qui « a soudainement frappé la queue de l'avion », alors qu'il était « en train de rentrer à la base aérienne [de Hmeimim, près de Lattaquié, dans le nord-ouest de la Syrie] après avoir effectué sa mission de combat », explique le pilote.

L'incident avait provoqué la fureur du président russe Vladimir Poutine, qui a parlé d'un "coup de poignard", alors que les relations entre Moscou et Ankara sont déjà tendues. "Nous avons de sérieux doutes sur le fait qu'il s'agisse d'un acte spontané, cela ressemble beaucoup à une provocation planifiée", a affirmé le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov. AFP 25.11

- Tirer sur des pilotes désarmés? "Autodéfense", estime Washington - sputniknews.com

Mark Toner a en fait déclaré que le Département d'Etat n'excluait pas que le tir sur les pilotes éjectés du Su-24 ait constitué un acte d'autodéfense.

"Si ces "Turkmènes" ont été attaqués par un avion russe, ils ont le droit de se défendre", a déclaré M. Toner.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova a attiré l'attention sur la réponse du porte-parole du département d'Etat à la question de savoir si le tir sur des pilotes sans armes pouvait être considéré comme un acte d'autodéfense.

"Il a répondu qu'il n'y avait pas de compréhension de ce qui s'était vraiment passé", a-t-elle écrit.

"Rappelez-vous bien ces mots. Pour toujours. Et moi je ne les oublierai jamais. Je le promets". sputniknews.com 25.11

Avion russe abattu par la Turquie: Moscou dénonce une "provocation planifiée" - AFP

La Russie a accusé mercredi la Turquie de "provocation planifiée" au lendemain du crash d'un avion de guerre russe, abattu près de la frontière syrienne par l'armée turque, tout en écartant, comme Ankara, une escalade militaire dans la région.

"Nous avons de sérieux doutes sur le fait qu'il s'agisse d'un acte spontané, cela ressemble beaucoup à une provocation planifiée", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse.

Pour autant, la Russie "ne fera pas la guerre à la Turquie, (ses) relations avec le peuple turc n'ont pas changé", a affirmé M. Lavrov.

A Ankara, le président turc Recep Tayyip Erdogan a assuré n'avoir "absolument aucune intention de provoquer une escalade après cette affaire" et son Premier ministre Ahmet Davutoglu a souligné qu'Ankara était "ami et voisin" de la Russie.

A des fins d'apaisement, M. Lavrov et son homologue turc Mevlut Cavusoglu "se sont mis d'accord pour se rencontrer dans les

jours qui viennent", selon le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Tanju Bilgiç.

Lors d'un entretien téléphonique, le ministre turc a "tenté de justifier les décisions de l'armée de l'air" turque en affirmant que l'avion russe avait "volé au total 17 secondes dans l'espace aérien turc", a révélé M. Lavrov.

Mais "cette attaque est totalement inacceptable", a-t-il martelé, ajoutant que Moscou allait "sérieusement réévaluer" les relations entre les deux pays.

L'incident risque en outre de faire dérailler les efforts pilotés par la France pour raccrocher Moscou à la coalition antijihadiste après les attentats de Paris.

A ce sujet, M. Lavrov a d'ailleurs annoncé que la Russie soutenait la proposition du président français François Hollande de fermer la frontière turco-syrienne afin d'"arrêter le flux de combattants" jihadistes.

Lors d'un entretien mercredi soir avec son homologue américain John Kerry, M. Lavrov a dénoncé, selon un communiqué, "une violation flagrante du mémorandum russo-américain sur la sécurité des vols de leurs avions militaires en Syrie", rappelant que la Turquie faisait partie de la coalition menée par les Etats-Unis.

Vladimir Poutine, après avoir dénoncé mardi un "coup de poignard dans le dos", a appelé ses concitoyens à boycotter les plages turques face au "danger terroriste".

Son Premier ministre Dmitri Medvedev a reproché à Ankara ses "actions absurdes et criminelles", l'accusant de "protéger les militants de l'EI". AFP 25.11

Commentaires d'internautes.

1 - "Incroyable ! On a tous les enregistrements entre le contrôle aérien militaire turc et le coucou militaire russe.... mais on attend encore les enregistrements du contrôle aérien civil de Kiev avec l'avion civile de la Malaysian Airlines qui a été dirigés juste droit au dessus d'une batterie de missiles par inadvertance..."

2- "C'est une histoire sans queue ni tête ... l'avion russe qui soi-disant était sur l'espace aérien Turc mais qui s'écrase en Syrie (??) déjà bizarre, ensuite les pilotes qui n'écourent pas soi-disant 10 alertes (!!!) de se faire descendre quand même (maso et en plus ils perdent un Soukhoï ça coûte cher!!), admettons mais l'aberration continue donc les 2 pilotes sautent, un se fait tirer dessus et meurt tué sauvagement par des djihadistes au sol (tiens tiens les turcs ont des voisins pas fréquentables si près de leur frontière et ça ne les gêne pas autant qu'un avion russe qui survole!) et l'autre est récupéré par l'armée syrienne (on est vachement en Turquie quoi) ... enfin bref au lieu de tirer sur Daesh la Turquie préfère descendre un avion russe qui ne menace en rien la Turquie... mais la Turquie est membre de l'OTAN alors les US les soutiennent ... et au fond c'est ça le problème: nos alliés en réalité soutiennent nos ennemis les US et les autres entrant dans une histoire tellement évidente d'hypocrisie que même un gosse de 5 ans comprend qu'il y a un truc qui ne va pas du tout!"

3- "Mais la France a rappelé hier encore avec Washington que la solution passait par le départ d'Assad rapidement donc la Russie devra se plier aux injonctions américaines et de sa force d'appoint constituée par la France. Erdogan qui vient d'être plébiscité, soutenu par l'Amérique et le fric des pays du Golfe ne risque donc rien..."

4- "La guerre en Syrie avait pour objectif de remplacer l'Alaouite et mécréant Assad afin de faire traverser un gazoduc en territoire syrien à partir du Qatar jusqu'en Turquie pour approvisionner ultimement l'Europe. Assad a dit non au Qatar et à la Turquie. Il a eu la guerre..."

5- "Eh bien, la prochaine fois que des chasseurs turcs survoleront la Syrie pour aller bombarder des kurdes, les Russes n'auront qu'à les descendre pour placer Erdogan en face de ses contradictions..."

- La Russie en démonstration de force face aux islamistes - sputniknews.com

Ces quatre derniers jours, les forces armées russes ont détruit 826 sites de l'État islamique en tirant 1 400 tonnes de bombes et 101 missiles de croisière air-sol et mer-sol en Syrie. Les succès de la coalition occidentale sont bien plus modestes.

Selon le dernier communiqué en date du ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, la composition du groupe aérien russe a aujourd'hui doublé pour passer à 69 avions. Le groupe naval compte 10 navires, dont six en Méditerranée.

La communauté internationale a surtout été impressionnée par les deux Tu-160 qui ont décollé d'Olenia (région de Mourmansk), se sont ravitaillés en vol et, après avoir parcouru 9 500 km, ont frappé des sites terroristes en Syrie avec des missiles de croisière

de haute précision.

Mais les Américains ne semblent apprécier ni l'armement ni le style russe des opérations. Le porte-parole de la coalition occidentale Steve Warren s'est permis, la semaine dernière à Bagdad, de douter des données de contrôle présentées par la Russie en déclarant que les Russes étaient "incapables d'effectuer des frappes précises car ils ne disposent pas de munitions de haute précision, mais ont uniquement des bombes non guidées".

Le colonel n'a manifestement pas encore vu le reportage de journalistes occidentaux montrant comment on installait, sur les avions, les bombes guidées KAB-500 flambant neuves portant encore leurs étiquettes.

Dans le même temps le porte-parole du Pentagone Peter Cook a dû reconnaître que les frappes de l'aviation russe avait "touché le cœur de la structure de l'État islamique, ainsi que les champs pétroliers qui permettent de financer en grande partie son activité". sputniknews.com 25.11

- Les S-400 russes fermeront le ciel de la Syrie à l'Otan - sputniknews.com

La Russie a décidé de déployer des missiles sol-air S-400 en Syrie en réaction à la chute mardi de son bombardier Su-24 abattu par un chasseur turc dans l'espace aérien syrien.

Les avions de l'Otan devront obtenir le feu vert de Moscou pour survoler la Syrie suite au déploiement des missiles sol-air russes S-400 Triumph dans ce pays, a rapporté la chaîne de télévision américaine CNN.

Les missiles S-400 ont une portée suffisante pour couvrir l'ensemble de la Syrie ce qui signifie un contrôle total de l'espace aérien de ce pays par Moscou, note le correspondant de la CNN Matthew Chance.

Le radar du système S-400 est capable de viser simultanément 300 cibles, et possède une capacité antimissile. 72 missiles peuvent y être chargés simultanément.

L'Etat-major général russe a annoncé mercredi matin sa décision de déployer des missiles sol-air S-400 à la base militaire de Hmeimim, en Syrie, après la chute mardi de son bombardier Su-24 abattu par un chasseur turc dans l'espace aérien syrien. Il a en outre envoyé le croiseur lance-missiles Moskva, équipé de systèmes antiaériens près de la province de Lattaquié, dans le nord-ouest de la Syrie, et a annoncé que ses bombardiers voleraient désormais sous la protection de chasseurs.

Ankara et Moscou connaissent de fortes tensions au lendemain de la destruction de l'avion russe. Mais le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a annoncé mercredi que la Russie n'avait pas l'intention de faire la guerre à la Turquie suite à cet incident. sputniknews.com 25.11

- Avion abattu: la Russie prépare une riposte sévère - sputniknews.com

La Russie est prête à annuler les projets commerciaux conjoints et mettre un terme à la coopération militaire avec la Turquie suite à l'affaire du Su-24 abattu, annonce le quotidien russe Kommersant se référant à des sources haut placées dans les structures de l'Etat.

Un interlocuteur du quotidien au sein de l'administration présidentielle a déclaré que les mesures prises à l'encontre d'Ankara seraient rigoureuses et influenceraient sérieusement les relations russo-turques dans plusieurs domaines. Notamment, selon lui, Gazprom évaluera l'opportunité de continuer à réaliser le projet Turkish Stream, gazoduc sous-marin d'une capacité de 63 milliards de m³ de gaz par an. Reliant la Russie à la Turquie, il devait déboucher sur la frontière turco-grecque pour alimenter un hub gazier dont la construction était également prévue. Ce nouveau gazoduc aurait conféré un rôle stratégique à la Turquie dans le domaine énergétique.

Par ailleurs, le plus gros contrat énergétique conclu entre les deux pays pourrait se trouver menacé, s'agissant de la construction par Rosatom de la centrale nucléaire à Akkuyu, la première en Turquie. Le contrat est estimé à 22 milliards de dollars.

Selon le quotidien, la Turquie pourrait à son tour limiter le passage des navires russes via les détroits du Bosphore et des Dardanelles, ce qui est susceptible de se répercuter sur le ravitaillement de la base aérienne de Hmeimim en Syrie. Toutefois, conformément à la Convention de Montreux (1936), la Turquie ne pourra prendre cette démarche que si elle s'estime menacée de guerre. Ce pays ne pourra définitivement fermer le trafic aux navires russes que s'il se trouve en état de guerre avec la Russie. sputniknews.com 25.11

La Russie rompt les contacts militaires avec la Turquie - sputniknews.com

La Russie va rompre les contacts militaires avec la Turquie, selon l'Etat-major général des Forces armées russes.

Suite à l'attaque perpétrée par l'aviation turque contre le bombardier russe Sukhoi Su-24, engagé dans l'opération contre le groupe terroriste Etat islamique (EI) en Syrie, la Russie va rompre les contacts militaires avec la Turquie, a annoncé mardi l'Etat-major général des Forces armées russes. sputniknews.com 25.11

- Avion russe abattu: profondes divergences au sein l'Otan - sputniknews.com

Une série de couacs a émaillé la réunion de l'Alliance. Les enregistrements audio des dialogues des pilotes turcs remis par la Turquie ont été caractérisés comme "tout à fait incompréhensibles".

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg est intervenu devant le Conseil de l'Atlantique Nord sur le Su-24 russe abattu sans avoir concerté ses déclarations avec l'ensemble des représentants des pays membres. Il s'agit de sa déclaration personnelle, ont indiqué à RIA Novosti des sources militaires et diplomatiques proches de l'affaire.

"Lors du conseil des représentants permanents de l'Otan consacré à l'avion russe abattu, de graves divergences ont été constatées. Plusieurs représentants des pays membres de l'Alliance ont été très prudents envers les "plaintes turques". De sérieuses divergences concernent notamment les assertions de la partie turque selon lesquelles l'avion militaire russe aurait reçu plus de vingt avertissements", selon les sources.

En outre, les enregistrements audio des dialogues des pilotes turcs remis par la Turquie sont caractérisés comme "tout à fait incompréhensibles".

De leur côté, les Etats-Unis estiment que le Su-24 russe a été abattu dans l'espace aérien syrien après avoir brièvement pénétré dans l'espace aérien turc, rapporte l'agence Reuters citant un fonctionnaire américain anonyme.

Cette conclusion est fondée sur l'analyse d'une "trace thermique de l'avion", selon la source. sputniknews.com 25.11

Bien que les représentants permanents de l'Otan qui ne sont pas vraiment pro-russe aient estimé que ces enregistrements audio étaient "tout à fait incompréhensibles", autant dire fabriqués ou ayant une autre origine, cela n'a pas empêché l'Agence Française de Propagande de s'illustrer en diffusant la version de la Turquie tout en jetant la suspicion sur le pilote russe.

- Avion russe abattu : la Turquie diffuse l'enregistrement de ses avertissements aux pilotes - Francetv info avec AFP 25.11

Mercredi, un homme présenté comme le pilote survivant avait pourtant assuré à des chaînes de télévision russes n'avoir reçu "aucune sommation", et n'avoir eu "aucun contact" avec l'armée turque. La Turquie assure, elle, avoir émis 10 avertissements en l'espace de 5 minutes. AFP 25.11

Un "homme présenté comme le pilote" par les Russes, histoire de sommer le doute sur ses propos. Les Turcs ont présenté une carte montrant le trajet emprunté par l'avion russe qui selon eux aurait franchi la frontière avec la Syrie sur laquelle le tracé correspondrait à 3 à 5 kilomètres en territoire turc soit pendant moins d'une minute, alors partant de cet argument qu'ils ont fourni eux-mêmes, il est matériellement impossible que cet avion soit resté 5 minutes au-dessus de la Turquie et que son pilote ait reçu 10 messages, bref, ils se contredisent eux-mêmes à trop vouloir démontrer la responsabilité des Russes, surtout après que le ministre turc des Affaires étrangères Tanju Bilgiç ait affirmé que l'avion russe avait "volé au total 17 secondes dans l'espace aérien turc", a révélé M. Lavrov suite à une conversation téléphonique qu'il avait eu avec son homologue turc.

Plus sérieusement les Russes ont transmis une carte établie à partir des radars qui a suivi l'avion durant la totalité de son vol depuis son décollage où figure la frontière entre la Syrie et la Turquie, et on voit très bien qu'il n'a pas franchi cette frontière, un

- La Russie dévoile le schéma de vol de l'avion abattu en Syrie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense a publié un schéma représentant le vol du bombardier russe Su-24 abattu en Syrie par un chasseur turc F-16.

D'après le schéma en question, le bombardier russe, contrairement aux déclarations du gouvernement turc, n'a pas violé l'espace aérien du pays.

Au contraire, c'est le chasseur turc qui a traversé la frontière syrienne dans le but d'attaquer l'avion russe (la trajectoire de l'avion russe est en rouge, les deux points accompagnés du carré violet correspondent à l'endroit où l'avion a été attaqué et où il est tombé par la suite respectivement, ndr).

Le ministère a également diffusé une vidéo représentant "en direct" le vol de l'avion russe à 4 kilomètres de la frontière turque (la trajectoire de l'avion russe est en rose, celle du bombardier turc en vert). sputniknews.com 25.11

Avion russe abattu en Turquie : quand Erdogan prend du plomb dans l'aile. - lemonde.fr

Depuis 4 ans, Erdogan a un objectif : renverser Assad et installer à Damas un régime proche du sien, dirigé par un parti, celui des Frères musulmans. En voyant la révolution embraser la Syrie, Erdogan s'est dit que la bascule allait avoir lieu. Ensuite, il a commencé à soutenir ceux qui se battaient contre Assad. Armée syrienne libre qu'il a hébergée sur son territoire. Puis voyant qu'elle s'essouffait il a financé des groupes plus radicalisés, jusqu'à Al Qaida (le front Al Nosra), tous réunis dans l'armée de la conquête. Soutenir, financer, entraîner, appuyer par des bombardements.

Tout a été essayé pour renverser Assad. Mais voilà. Assad a un ami qui s'appelle Poutine. Et depuis un mois et demi, le soutien est devenu direct. L'aviation russe bombarde les protégés d'Erdogan qui viennent s'adosser à la frontière de leur puissant allié. Mais ça ne suffit pas. L'armée de la conquête est pillonnée, affaiblie jour après jour par les Russes. Assad relève la tête et Erdogan voit ses rêves s'effondrer. La défense de l'espace aérien n'était qu'un prétexte. Abattre le Soukhoï a été le coup de sang d'un président sultan qui perd la main. lemonde.fr 25.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Attention, titre trompeur au regard du taux de participation : 29% ! Autant dire que le régime est illégitime et n'a aucune assise parmi la population...

- Les pro-Sissi raflent tous les sièges au scrutin de liste - Reuters

"Pour l'amour de l'Egypte", coalition d'une dizaine de partis politiques favorables au président Abdel Fattah al Sissi, a remporté sans surprise les soixante sièges attribués au scrutin de liste lors de la seconde phase des élections législatives. Ceux-ci s'ajoutent aux soixante autres sièges qu'elle avait raflés lors du premier tour à la mi-octobre.

Le scrutin s'est déroulé dimanche et lundi au Caire et dans douze autres provinces du pays.

Le taux de participation s'est élevé à 29%, a déclaré mercredi la commission électorale égyptienne en annonçant les résultats officiels.

Sur les 222 sièges en lice au scrutin majoritaire uninominal lors de cette seconde phase, seuls neuf sont en ballottage et feront l'objet d'un nouveau tour de scrutin les 1er et 2 décembre.

Selon les termes de la Constitution adoptée avant l'élection de Sissi à la présidence en 2014, le futur Parlement sera composé de 568 élus - 448 au scrutin uninominal et 120 au scrutin de liste. En outre, 28 autres députés seront nommés par le président Sissi à l'issue du scrutin, ce qui portera à 596 le nombre total de députés.

Les résultats provisoires du scrutin sont attendus le 3 décembre et la liste définitive des parlementaires devrait être communiquée le 20 décembre.

L'Egypte se trouve sans Parlement depuis juin 2012, date à laquelle la justice a prononcé la dissolution de l'assemblée démocratiquement élue après le renversement du président Hosni Moubarak en 2011, et dominée par les Frères musulmans.

Alors chef de l'état-major, Abdel Fattah al Sissi a évincé l'année suivante le président Mohamed Morsi, issu de la confrérie et lui aussi démocratiquement élu. L'organisation, qui est le plus ancien mouvement islamiste du pays, a depuis été interdite, étant considérée comme une formation terroriste.

Des formations socialistes et libérales qui auraient pu attirer les voix des opposants ont finalement décidé de ne pas se présenter, ce qui a laissé le champ libre aux partisans du chef de l'Etat, à des personnalités de l'ancien régime, à des notables de province et à des hommes d'affaires. Reuters 25.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- SNCM: le Syndicat des travailleurs corses à son tour en grève - AFP

Le Syndicat des travailleurs corses (STC), seule organisation encore non gréviste à la SNCM, a annoncé mercredi qu'il se mettait à son tour en "grève illimitée", accusant le gouvernement de vouloir faire dégénérer le conflit. AFP25.11

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre 2015

CAUSERIE

Fausse nouvelle, la mousson n'est pas tout à fait terminée, on a encore eu de la pluie et ils ont annoncé "*heavy rain*" pour demain, de fortes pluies, ici cela veut dire le déluge ! Les routes sont devenues impraticables, complètement défoncées, c'est très dangereux, par endroit la chaussée a disparu laissant place à de la boue sur toute la largeur de la route et sur des dizaines de mètres.

Il est 16h30, le soleil se couche dans 2 heures, je vais en profiter un peu, j'en ai bien besoin avec ce boulot de dingue ! A chaque fois que la situation s'emballe, les lecteurs ont pu vérifier depuis 11 ans que j'étais mobilisé 24h/24, ils ne comprendraient pas que je déserte, moi non plus !

J'ai téléchargé une trentaine d'articles que j'ai lus hier soir et ce matin, j'en ai retenu 11 que je mettrai en ligne demain. Je vais devoir créer une nouvelle rubrique pour stocker et pouvoir retrouver tous ces articles, car ce serait dommage de les perdre de vue, cela peut toujours servir par la suite.

Je remercie le camarade qui m'a adressé l'article *La tendance à la guerre de l'Occident et le radicalisme islamique*, il fait partie des articles que j'ai sélectionnés.

Je pense que la formule est bonne, au lieu de perdre mon temps à actualiser quotidiennement un tas de rubriques avec des articles qui pour la moitié ou les trois quart n'en valent pas vraiment la peine, ce qui représentait un boulot monstre, on se concentre sur l'essentiel, cela vous fera gagner du temps et à moi aussi. Et quand j'estime que seuls quelques passages d'un article valent le coup, je les reproduis dans la causerie et on zappe le reste sans intérêt ou déjà dit ailleurs. Rien ne vous empêche évidemment de télécharger d'autres articles figurant dans les portails où nous nous approvisionnons.

Tenez, au fait, j'ai oublié un truc sur le congrès du POI. Apparemment ils ont fait disparaître ses 4 tendances puisqu'apparemment aucune ne s'est exprimées lors de leur congrès, cela vaut également pour l'autre POI, vous savez, sans rire, celui qui serait plus démocratique que l'autre. A suivre.

Pour que les lecteurs et les militants qui ont lu la causerie d'hier puisse vérifier par eux-mêmes ce que j'ai écrit à propos du POI et de son congrès, je mets en ligne 8 pages du n°379 d'Informations ouvrières. Un bon mot, en guise de congrès "ouvert", le POI s'est dissous... (pas de faute, dissous pour le masculin, dissoute pour le féminin.)

Et en plus on vous offre un cours d'orthographe gratuit, alors n'oubliez pas de nous soutenir, merci d'avance.

Bon week-end, quelle ambiance cela doit être en France de sortir et de croiser des flics et des militaires dans les rues, l'horreur !

[Guerre idéologique de l'Etat.](#)

Ce sont les agences de presse des différents pays qui diffusent la propagande gouvernementale sous forme de dépêches et articles, que les médias reproduisent tels quels ou brodent dessus en adaptant leur présentation en fonction du public auxquels ils sont censés s'adresser, oeuvrant ainsi à la désinformation générale et au conditionnement de la population.

Les agences de presse fonctionnent donc comme des institutions privées ou semi-privées intégrées à l'Etat qui en est actionnaire ou les finance directement ou indirectement, à partir des subventions que les gouvernements octroient généreusement aux médias

qui servent les intérêts du régime. Ainsi les intérêts de Etat, des agences de presse, des médias institutionnels, des banques et des oligarques partagent les mêmes intérêts et les mêmes objectifs politiques opposés à ceux des masses exploitées et opprimées.

Les médias ne pouvant pas vivre sans le soutien des banquiers ou des oligarques, quand ils n'en sont pas directement propriétaires, ils ne sont pas libres, dès lors on comprend qu'ils soient en pointe dans le combat contre nos libertés politiques et individuelles.

Il est préférable de parler de libertés politiques plutôt que de libertés démocratiques qui tend à induire en erreur les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, sur la nature du régime en place ou de l'Etat, qui ne tolère que les libertés qui permettent d'assurer la pérennité des rapports entre les classes qui lui sont favorables ou la domination de classe des capitalistes.

Ne pas situer notre combat au niveau de celui de notre ennemi est suicidaire

Autrefois le combat du mouvement ouvrier était guidé par l'aspiration de la classe ouvrière à changer la société et conquérir son émancipation du capital ou sa liberté, puis il a revu ses prétentions à la baisse en abandonnant cet objectif, dorénavant il ne devait plus lutter que pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre de l'ordre établi dont il ne contestait plus la légitimité qu'en paroles, plus tard, fort de ce reniement et de cette trahison illustré par sa soumission au régime en place, les représentants de la classe dominante allaient en profiter pour lancer une offensive généralisée contre tous les acquis ou droits sociaux et politiques qu'elle avait dû concéder au prolétariat au cours de la période précédente de la lutte des classes, ne pouvant pas se payer le luxe d'une troisième guerre mondiale sans que sa condition en soit gravement et durablement affectée, menacée par la crise de son système économique qui fragilisait les fondements sur lesquels reposait sa domination de classe, elle optera pour une stratégie mondiale conduisant à la dislocation de tous les rapports qui jusque là avaient cimenté la société, pour la livrer au chaos et à la barbarie sur fond de dictature étouffant toutes les libertés, profitant de la corruption ou de la putréfaction du mouvement ouvrier, de son incapacité à se doter d'une nouvelle direction, pour imposer un nouvel ordre mondial libéré une fois émancipée des contradictions de son vieux système économique et la lutte des classes neutralisée.

Nous sommes actuellement dans la dernière phase de ce processus. Si rien ne dit qu'ils pourront le mener à terme, rien ne dit non plus qu'ils n'y parviendront pas.

Il leur reste encore d'importants obstacles à abattre pour y parvenir, la concurrence que se livrent les différents impérialismes en est un qui n'est pas infranchissable, lorsqu'on observe que les oligarques anglo-saxons-sionistes sont parvenus à rallier la totalité des Etats de l'UE à leur stratégie néolibérale et à leurs guerres avec pour résultat immédiat la quasi-neutralisation du mouvement ouvrier. Ils ont réélu Erdogan et Netanyahu, et ils viennent de parvenir à gagner l'Argentine, donc rien ne dit qu'ils ne seront pas en mesure d'obtenir les mêmes résultats à terme dans l'ensemble de l'Amérique latine, le Mexique leur est acquis et le Brésil ne tardera pas à le rejoindre, l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient leur étant déjà acquis à l'exception de l'Iran, du Liban et de la Syrie, sans parler d'une partie de l'Asie, le Vietnam, le Cambodge, les Philippines, et pratiquement tous les pays en Afrique dans lesquels ils ont installé des bases militaires et qu'ils étranglent financièrement, le gros du morceau si on peut dire demeurant la Russie et la Chine qui entendent poursuivre leur développement indépendamment de la stratégie politique des néolibéraux américano-sionistes, mais qui vont être rapidement confrontés à un effort de guerre insoutenable qui les déstabilisera de l'intérieur, de telle sorte que leurs régimes s'en trouveront fragilisés et pourraient basculer à son tour pour rejoindre le clan de l'internationale oligarchique.

Si un tel scénario devait se réaliser, il signifierait la fin de la civilisation humaine et le socialisme demeurerait éternellement une utopie, à défaut d'avoir trouvé en nombre suffisant des acteurs conscients du processus dialectique matérialiste et historique qui a contribué au développement de l'humanité pour le promouvoir au sein des peuples et les organiser, afin qu'il s'oriente dans une autre direction en se libérant des chaînes du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du règne de la servitude humaine sur laquelle le développement antérieur de l'humanité reposait.

Le sort de l'humanité ou de la civilisation humaine tient en une seule question : Serons-nous capables ou non de renouer avec le socialisme ? Cela pourrait être un autre paradoxe, la responsabilité de la réponse à cette question et le dénouement final de cette histoire repose sur tous ceux qui se réclament du socialisme.

Si on continue de refuser de subordonner la lutte de classe au seul objectif de renverser l'ordre établi, on sera vaincu, définitivement, car on ne s'en relèvera jamais une fois cette dictature absolue établie à l'échelle mondiale, tout opposant sera broyé avant même d'avoir commencé à livrer son combat.

Notre ennemi et sa stratégie ne sont pas infailibles, ils peuvent être vaincus, mais pour cela, il faut faire preuve d'une rigueur, d'une discipline tout aussi absolue, exemplaire, ne pas craindre d'avancer à contre-courant de la majorité des masses conditionnées par la propagande du régime. Il faut avancer programme et drapeau de la révolution socialiste déployés, il faut être implacable envers les traîtres, les agents du régime, les bureaucrates corrompus, l'opportunisme, ceux qui ménagent le régime ou le gouvernement, qui cherchent à se concilier de soi-disant progressistes, républicains ou démocrates qui incarnent les intérêts de certaines couches du capitalisme vouées pour la plupart à disparaître ou à se fondre dans l'économie libérale, ceux qui entendent seulement imposer des reculs au gouvernement alors qu'il a sorti une artillerie (législative, policière et militaire) de

guerre pour nous combattre signifiant par là qu'il ne cèdera sur rien et qu'on n'a plus le choix qu'entre combattre à mort le régime pour le renverser et le vaincre ou se soumettre et capituler honteusement.

Telle est notre analyse de la situation et de son évolution probable, notre stratégie et notre objectif politique. Tout politique qui consisterait à tenter d'aménager le régime, constituerait une trahison de notre idéal et conduirait infailliblement à notre défaite. Celui qui n'a pas conscience de l'enjeu de ce combat ferait mieux de s'abstenir plutôt que desservir notre cause.

Quelques extraits d'articles

Guerre psychologique et société totalitaire

- Loi française sur le renseignement. Société de surveillance ou société surmoïque? - Jean-Claude Paye - Mondialisation.ca 25.11

"La réorganisation des services de renseignements autour de la « surveillance » de leur ressortissants s'intègre dans une structure impériale ayant pour ennemis, non seulement les quelques nations qui échappent partiellement à son contrôle, mais surtout leurs propres populations. (...)

L'insertion, dans la loi (sur le renseignement - ndlr), de « la prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions » laisse rêveur. Comme le danger d'un complot royaliste ne fait sûrement plus partie des menaces portant sur la République, qui pourrait être concerné par cette phrase, sinon les tenants d'une mutation radicale du pouvoir (...)

Le nécessaire consentement des populations à l'abolition de leurs libertés explique pourquoi cette suppression s'inscrit dans le droit et ne procède pas simplement à une suspension de la Constitution, comme, par exemple, dans l'Allemagne nazie. Le ministre se pose ainsi en défenseur, non d'un état d'exception, mais d'un ordre permanent, celui d'une société panoptique, où chacun est placé sous le regard du pouvoir et se soumet à l'injonction de dévoiler son intimité en faisant offrande de son être. (...)

Une société scopique.

Le règne de la pulsion scopique[13] procède à une désintégration de tout rapport social. Cette domination correspond à une société monadique, dans laquelle l'individu n'a plus d'Autre. L'articulation des différentes monades est alors assurée par l'Etat. Elle correspond à un capitalisme pur qui ne doit faire face à aucune opposition. Soumis à la pulsion scopique, le corps ne parle plus, il n'affronte plus. Devenu transparent, il n'est plus qu'une forme vide que l'autre, la puissance publique, peut investir de ses affects et lui imposer, par exemple, "tu es Charlie". Le sujet est alors aboli et se confond avec l'objet-regard, avec le désir de l'Autre. Il devient l'objet de sa jouissance, ici objet de la toute puissance de l'Etat.

Le droit a déjà enregistré la prénance de la loi intérieure, c'est à dire le remplacement de la loi par les valeurs.

Les législations et dispositions antiterroristes suppriment l'intime et ainsi toute possibilité de distinction de l'individu d'avec les institutions. La monade forme une unité avec l'Etat maternel, elle n'est plus que le résultat du regard de l'Autre. Ainsi, la Loi sur le renseignement n'a pas pour but de lutter contre le "terrorisme", de faire face à un ennemi ou même d'exercer une surveillance des populations hexagonales, mais de signifier au citoyen qu'il n'y a pas d'autre lieu que celui de la langue du pouvoir.

Parler de "société de surveillance," pour caractériser cette mutation du rapport entre l'Etat et le citoyen, ne permet pas de comprendre l'ampleur de la transformation. Cette notion porte sur une structure antérieure de la société et non pas sur la phase actuelle. Les nouvelles législations "antiterroristes" n'ont pas pour objet de contrôler les individus, mais que ceux-ci intériorisent le pouvoir absolu de l'administration concernant leur vie publique et privée. Elles s'attaquent pas à des actes ou des paroles déterminées, mais "au désir même de résistance". (...)

Le caractère non prévisible des effets de la loi fait partie des objectifs de cette législation. Il s'agit de placer les individus dans une incertitude permanente en ce qui concerne l'action des services de renseignement à leur égard. La population se demandant constamment, si elle est observée et quels comportements elle doit préventivement adopter, par exemple, quels sites Internet elle peut visiter. Bref, il ne s'agit pas d'identifier des comportements particuliers, révélateurs d'une intention particulière, mais d'enfermer l'ensemble des citoyens dans le regard du pouvoir? (...)

Ainsi, les nouvelles législations antiterroristes, comme la loi sur le renseignement, suppriment tout ordre symbolique et ont pour fonction d'enfermer l'individu dans la sidération. (...)

La loi sur le renseignement, comme la marche du 11 janvier, s'inscrivent bien dans une problématique surmoïque, celle d'un surmoï archaïque de type maternel qui incarne un savoir absolu sur le réel du sujet. (...)

...comme l'écrit Jean-Daniel Causse à propos de la loi intérieure du surmoi : « Comme elle ne donne pas de contenu à l'interdit, la

loi devient infinie et totalement arbitraire lorsqu'elle se trouve dictée par le surmoi. »[19] Elle est l'expression d'une société totalitaire." Mondialisation.ca 25.11

Note

13- Jacques Lacan, Le séminaire, Livre XI, Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse, Le Seuil 1973.

Scopique : (Psychologie) Relatif à une pulsion qui met en scène la dialectique entre regarder et être regardé, en particulier lors du développement de la phase du miroir.

Rappelons que, dans la constitution de l'image du corps, les pulsions scopiques tiennent une place très modeste, voire totalement absente, pour l'organisation du narcissisme primaire. — (Françoise Dolto, L'Image inconsciente du corps, Éditions du Seuil, 1984) (Source : wiktionary.org)

Attaques terroristes à Paris: Unanimité suspecte des partis autour de la propagande gouvernementale - Paul Craig Roberts - mondialisation.ca 26.11

Les Nazis et d'autres l'ont démontré de façon simple et claire : la peur est un outil pour contrôler les gens. Le terrorisme crée la peur, et la peur fait tomber ceux qui ne réfléchissent guère dans les filets du gouvernement qui a créé le terrorisme qui a créé la peur.

Regardez donc ce film, V pour Vendetta. Le gouvernement britannique déchaîne une épidémie et utilise la peur qui en résulte pour transformer la Grande-Bretagne en État policier. Les producteurs du film, tout comme les créateurs de V pour Vendetta et de Matrix, comprennent ce qui arrive, mais combien parmi les spectateurs comprennent cela ?

Si je compte bien jusqu'à présent, le FBI a monté 150 provocations, c'est-à-dire que le FBI a organisé des complots terroristes, pour lesquels il recrutait des individus paumés pour faire, par exemple, sauter la tour Sears avec de fausses bombes qu'il leur donnait.

Nous avons eu l'opération sous faux drapeau le 11 septembre, l'opération sous faux drapeau contre le Marathon de Boston, l'opération sous faux drapeau contre Charlie Hebdo, l'opération sous faux drapeau du 13 novembre. Toutes ces opérations ont suivi le scénario déjà ancien de l'Opération Gladio [dans les années 70, faire régner la terreur en Italie, entre autres, et l'attribuer à l'extrême-gauche pour ancrer le gouvernement à droite, NdT] et du Projet Northwoods [projet d'attentats contre des citoyens américains pour accuser Cuba, et l'envahir avec le soutien de l'opinion publique, projet non réalisé, NdT] (tout est sur le Web, consultez Google), et d'autres.

Le monde occidental n'est autre qu'une tyrannie dans laquelle des citoyens décervelés vivent dans une réalité [village Potemkine, NdT] entièrement reconstruite.

Y a-t-il suffisamment de gens capables de sortir la tête de l'eau pour faire changer les choses ? C'est la question. mondialisation.ca 26.11

La résolution 2249 de l'ONU entérine la dislocation de la Syrie et de l'Irak.

- La résolution 2249 de l'ONU suspend la souveraineté de la Syrie et de l'Irak - Mondialisation.ca 26.11

La résolution 2249 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui prépare la guerre contre la Syrie, vient d'être publiée. Votée vendredi 20, elle était sous embargo jusqu'à ce lundi 23, à 18h30 heure de New York, mais s'avère foncièrement identique au projet rédigé et diffusé en anglais par la France.

Mais, surtout, la résolution 2249 suspend la souveraineté de la Syrie et de l'Irak, puisqu'elle ne mentionne pas leurs gouvernements ni la nécessité de les associer à ce que l'on entreprendra sur leurs territoires nationaux. Les pays qui en ont les moyens sont encouragés à engager des campagnes militaires « dans les zones contrôlées par l'EIL en Irak et en Syrie » en ignorant totalement ces deux pays, leurs gouvernements et leurs frontières.

Afin que les choses soient bien claires, dans son discours d'explication des raisons pour lesquelles les États-Unis votaient en faveur de cette résolution, l'ambassadrice états-unienne Michele Sison mentionne avec insistance l'urgence de procéder à un changement de régime en Syrie.

Voilà ce qui se cache réellement derrière la résolution 2249 du Conseil de Sécurité de l'ONU : sous le prétexte de quelques attentats terroristes, c'est la reconnaissance de l'État islamique en Irak et au Levant comme acteur international, l'intensification de la guerre contre la Syrie, l'enregistrement de sa perte de contrôle d'une partie de son territoire, et la suspension de sa souveraineté sur l'ensemble de celui-ci.

Source : Stratediplo

[Dossier sur la tension entre la Turquie et la Russie](#)

- Moscou avait informé Washington de la mission de l'avion russe abattu par la Turquie (Poutine) - AFP

La Russie avait informé les Etats-Unis de la mission du bombardier russe abattu mardi par l'aviation turque, qui ne pouvait pas ignorer sa nationalité contrairement à ce qu'affirme Ankara, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine.

"Les Etats-Unis, qui dirigent une coalition dont fait partie la Turquie, connaissaient le lieu et le moment du passage de nos avions, et c'est précisément à cet endroit et à ce moment que nous avons été frappés", a déclaré M. Poutine lors d'une conférence de presse. Il a par ailleurs "exclu" que l'aviation turque n'ait pas pu identifier à quel pays appartenait le Su-24 comme l'a affirmé Ankara: "C'est absurde, ce sont des prétextes".

- "Je ne présenterai pas d'excuses à la Russie" (Erdogan) - sahartv.ir

«Mon Pays ne présentera pas d'excuses à la Russie, pour avoir abattu un "Sukhoï 24"», a déclaré Recep Tayyip Erdogan, le Président turc, lors d'un entretien avec la chaîne CNN.

«La perte d'aujourd'hui équivaut à un coup de poignard dans le dos, de la part de la Turquie», avait dit Poutine, le Président russe, à la suite du crash d'un avion de combat russe, abattu par ce pays, précisant : "Nous n'avons toujours pas entendu d'excuses claires, de la part des dirigeants de la Turquie, ni de proposition, pour compenser le mal et les dommages causés, ni de promesses de punir les responsables de ces crimes", a déclaré Poutine, lors d'une cérémonie, retransmise à la télévision russe.

«C'est la Russie, qui doit présenter ses excuses à la Turquie, pour avoir violé son espace aérien», a déclaré Erdogan. sahartv.ir 26.11

- Ankara ne s'excusera jamais, auprès de Moscou - sahartv.ir

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, a exclu, jeudi, que la Turquie présente des excuses à la Russie, pour avoir abattu un de ses avions militaires, qui avait, selon Ankara, violé son espace aérien, près de la frontière syrienne.

"Il n'y a pas de raison que la Turquie s'excuse, pour une situation où elle a raison. Nous avons communiqué, (à Moscou), notre tristesse, quant à cet incident", a indiqué M. Cavusoglu, lors d'un déplacement, dans la partie Nord de l'île de Chypre.

La Russie a, également, dit ne toujours pas avoir reçu d'excuses, de la part d'Ankara, deux jours après que l'avion de guerre russe a été abattu.

"Nous avons l'impression que les dirigeants turcs conduisent, sciemment, les relations russo-turques dans l'impasse. Nous le regrettons", a poursuivi le président russe.

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a, quant à lui, demandé, jeudi, à son gouvernement, de préparer, d'ici à deux jours, une série de mesures de rétorsions économiques, après "l'acte d'agression" de la Turquie, qui a abattu, mardi, un bombardier russe, à la frontière syrienne.

"Je propose que tout cela soit fait, dans un délai de deux jours, afin de passer, le plus vite possible, aux procédures nécessaires", a-t-il précisé.

Selon M. Medvedev, "des accords et projets d'investissements pourront être gelés ou, tout simplement, abandonnés", a-t-il prévenu. sahartv.ir 26.11

- Premières représailles commerciales russes après la destruction d'un avion abattu par l'armée turque - euronews.com

Deux jours après le crash mortel d'un bombardier russe abattu par l'aviation turque, et à défaut de représailles militaires, Moscou amorce ses premières sanctions commerciales. Mercredi, la Russie a décidé de renforcer ses contrôles sur les produits agricoles et alimentaires importés de Turquie. Sont concernés les légumes, les fruits et les produits à base de viande.

Invokant des "violations répétées des normes russes par les producteurs turcs" le ministre de l'Agriculture Alexandre Tkatchev annonce qu'au moins 15% des produits importés de Turquie risquent de se voir interdits.

Mercredi les plus grands tours opérateurs russes ont déjà interrompu la vente de séjours touristiques vers la Turquie. euronews.com 26.11

[Le vrai visage d'Erdogan le tyran.](#)

- Turquie: deux journalistes d'opposition inculpés pour avoir fait état de livraison d'armes en Syrie - AFP

Deux dirigeants du journal d'opposition turc Cumhuriyet ont été inculpés et écroués jeudi soir par une cour pénale d'Istanbul pour avoir fait état de livraisons d'armes du régime turc à des islamistes en Syrie, ont rapporté les médias turcs.

Can Dündar, rédacteur en chef, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont accusés d'"espionnage" et "divulgarion de secrets d'Etat" pour avoir publié en mai un article sur de possibles livraisons d'armes par les services secrets turcs (MIT) en Syrie.

Un convoi de camions des services de renseignements turcs avait été intercepté par les gendarmes turcs dans le sud de la Turquie en janvier 2014. La révélation de cette livraison d'armes dissimulées, selon Cumhuriyet, sous des caisses de médicaments, avait provoqué un séisme politique en Turquie.

Le président islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan qui nie catégoriquement soutenir militairement les mouvements jihadistes qui combattent le régime du président Bachar al-Assad, sa "bête noire", avait personnellement porté plainte contre M. Dündar, 54 ans, et publiquement promis lors d'un entretien à une chaîne de télévision locale qu'"il n'en sortira pas comme cela".

"Il va payer un prix très lourd", avait-il prévenu.

Le gouvernement turc est régulièrement épinglé dans les capitales étrangères et par les ONG de défense de la liberté de la presse, qui lui reprochent ses pressions de plus en plus importantes sur les médias.

- Les chasseurs turcs entrent dans l'espace aérien irakien - sahartv.ir

Les médias locaux ont rapporté que les chasseurs turcs étaient entrés, dans l'espace aérien de l'Irak, et avaient visé plusieurs bases des forces du PKK.

Selon ces médias, les chasseurs de la Turquie sont entrés, sans aucun avertissement, dans l'espace aérien de l'Irak, et pris pour cible de leurs frappes les bases des forces du PKK, dans le Kurdistan irakien.

Plusieurs bases des miliciens du Parti du Kurdistan irakien auraient été prises pour cible de ces raids aériens, a indiqué l'agence de presse Sputnik.

Les chasseurs F-16 de la Turquie visent, régulièrement, les bases du PKK, dans la région de "Barvari Bala", le village "Kasta", dans la ville de "Zakho" dans la province de "Dahouk". Avant de mener des frappes, les chasseurs ont survolé la région, pour effectuer des opérations de reconnaissance. sahartv.ir 26.11

On s'étonnera que les Irakiens ou les Russes ne les aient pas descendus...

- "La Turquie montre ses terribles facettes que l'Occident ne veut pas voir" - sputniknews.com

Un Su-24 russe a été abattu le 24 novembre en Syrie par un chasseur turc. Selon Claude Goasguen, maire du 16e arrondissement, la Turquie met l'Europe en péril.

La Turquie vient de dévoiler le jeu sordide qu'elle mène avec les terroristes islamiques, a déclaré jeudi à Sputnik Claude Goasguen, député-maire (Les Républicains) du 16ème arrondissement de Paris et ancien ministre de la Réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté dans le premier gouvernement Juppé.

"Il est clair que la Turquie est en train de montrer toutes ses terribles facettes que l'Occident et les démocraties occidentales essaient de ne pas voir. On sait que la Turquie depuis plusieurs années est une frontière où on passe n'importe quoi et en particulier des soutiens aux islamistes et à Daech", a indiqué M.Goasguen.

Selon lui, les Turcs sont des adversaires de la coalition internationale qui combat le groupe terroriste Etat islamique (EI) et par conséquence des adversaires de la France et de l'Europe.

"Si on réfléchit, on se demande vraiment ce que l'OTAN fait dans cette affaire. Peut-on continuer à avoir une coordination avec des gens qui sont ouvertement, les Turcs, nos adversaires? Car les Turcs ont aidé Daech, les Turcs combattent les Kurdes qui sont les meilleurs défenseurs contre Daech, les Turcs vendent le pétrole et laissent passer du pétrole; les Turcs en réalité ont joué un jeu épouvantable dans l'affaire des réfugiés politiques, les réfugiés politiques ont été poussés par les Turcs vers l'Europe, nous créant des problèmes considérables", a-t-il ajouté.

En plus, le président turc Recep Tayyip Erdogan ne poursuit pas la politique pro-occidentale de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne.

"Erdogan est un Frère musulman, un Frère musulman qui est un islamiste. Cet Erdogan qui se vantait d'être dans la ligne d'Atatürk est en train de plonger son pays dans un islamisme de plus en plus provocant, au contraire d'Atatürk qui voulait au contraire faire venir la Turquie dans une ambiance occidentale", s'est indigné M.Goasguen.

Le député a déploré l'absence d'opposition française face au soutien apporté par les Etats-Unis à la Turquie suite à la destruction de l'avion russe qui effectuait une mission antiterroriste en Syrie.

"Je suis un peu découragé par l'absence d'opposition française (...). Les Américains sont en réalité les vrais adversaires qui soutiennent les Turcs qui sont à la remorque de l'Arabie Saoudite et du Qatar. Et la France malheureusement n'a pas une voix suffisante, je dirais même qu'elle est probablement la victime la plus désignée par les actes terroristes de cette intransigeance américaine qui est en train de mettre le feu au Moyen-Orient (...). J'ai l'impression que le gouvernement actuel n'a pas du tout envie de se détacher de l'emprunte américaine, saoudienne et du Qatar", a noté l'homme politique.

Il a appelé à "en finir avec ce jeu américain soutenu par l'Arabie Saoudite et le Qatar qui intègre les Turcs qui sont en réalité en train de devenir des ennemis de la coalition contre Daech. Le double, le triple, le quadruple jeu de la Turquie vient désormais d'apparaître à la face du monde, et il faut en tirer les conséquences", a conclu M.Goasguen. sputniknews.com 26.11

- La famille Erdogan éclaboussée par le pétrole de Daech - sputniknews.com

Un jour après l'attaque contre un avion russe en Syrie, le président turc Recep Tayyip Erdogan poursuit son offensive contre la Russie dans l'espace médiatique: il affirme que l'aviation turque n'était pas au courant de l'appartenance de l'avion et appelle à "ne pas dramatiser la situation", écrit jeudi le quotidien Interpolit.

Cette pirouette politique d'Erdogan et sa volonté de se protéger sont parfaitement compréhensibles. Hier, en commentant la tragédie, le président russe Vladimir Poutine a ouvertement accusé la Turquie d'implication dans le financement de Daech via l'achat de pétrole illégal auprès de l'organisation.

La participation de certains membres du G20 au financement de Daech a été également évoquée lors du dernier sommet de l'organisation à Antalya. Quelque temps après, le public a pu également prendre connaissance de l'envergure du trafic créé par les djihadistes. Suite à cet avertissement lancé à Antalya, les forces aériennes russes ont lancé une chasse aux colonnes de camions-citernes transportant du pétrole de Daech.

Jusqu'à récemment, ces actions étaient un secret de polichinelle. Les alliés occidentaux de la Turquie taisaient pudiquement l'implication d'Ankara dans le trafic pétrolier de Daech, mais la presse a tout de même pu publier certaines informations. De jour en jour, les preuves se sont accumulées et il est désormais absolument clair que Daech est une sorte d'entreprise familiale pour le président turc et ses enfants — son fils Bilal et sa fille Sümeyye.

D'après la presse turque, Bilal Erdogan possède la société de transport maritime BMZ Group qui a des amarrages spéciaux dans les ports de Beyrouth et de Ceyhan, depuis lesquels le pétrole de contrebande est transporté vers les consommateurs japonais.

L'opposition turque est aux abois avec le fils du président et rêve de le voir un jour derrière les barreaux. Mais bien que Bilal Erdogan soit mouillé dans l'activité des terroristes, il sera protégé contre toute poursuite judiciaire tant que son père sera chef de l'État.

La fille du président, Sümeyye, mène une activité aussi intense que son père et son frère. Selon les médias, elle parraine un hôpital militaire dans le sud-est de la Turquie qui soigne des combattants de Daech transportés depuis la Syrie. Global Research News a obtenu ces informations d'une employée de l'hôpital sous couvert d'anonymat. La fille du président turc est également une personnalité politique connue.

Ainsi, les intérêts commerciaux et politiques des Erdogan sont liés à Daech de manière assez particulière. Le soutien politique de la Turquie a longtemps permis à l'organisation terroriste d'élargir son influence et d'occuper des territoires des pays voisins, alors que les revenus "blanchis" par les Erdogan revenaient dans le budget des djihadistes, les aidant à poursuivre leur expansion.

Il est évident que l'intérêt du président turc ne réside pas que dans le banal enrichissement. L'agent n'est ici qu'un moyen d'atteindre un objectif majeur qui est, selon les experts, rien d'autre que la reconstruction de l'Empire ottoman. Erdogan rêve de détrôner l'héritage de Kemal Ataturk pour lever sur la Turquie le drapeau vert de l'islam. C'est pourquoi il a besoin de Daech et du pétrole. Et la Russie a perturbé ses plans, ce qui explique sa colère. sputniknews.com 26.11

Les raisons de l'hystérie d'Erdogan et des Américains.

- L'aviation syrienne a attaqué 673 sites terroristes en six jours - sputniknews.com

L'aviation syrienne a mené 179 missions en six jours pour frapper 673 sites des terroristes, a annoncé jeudi à Lattaquié le général de brigade Ali Mayhub, porte-parole des troupes syriennes.

"L'Armée de l'air syrienne a effectué 179 sorties pour attaquer 673 sites contrôlés par les terroristes près de Damas, de Homs, de Hama, d'Idlib, d'Alep et dans la province de Lattaquié. Ces frappes ont permis de détruire trois postes de contrôle, deux convois automobiles et des bases de ravitaillement dans la province de Homs", a indiqué le général lors d'un point presse.

"Les activités de l'Armée de l'air syrienne ont porté un préjudice important au groupe du Front al-Nosra (...). Nous avons rasé des fortifications des terroristes du Front al-Nosra et éliminé beaucoup de terroristes (...) dans la province d'Idlib", a-t-il ajouté.

Les troupes syriennes ont en outre "détruit des centres de communication et de ravitaillement des terroristes et leurs véhicules (...) dans la province d'Alep".

"Des dizaines de véhicules transportant des djihadistes ont été anéantis dans la province de Lattaquié", a précisé le général.

L'armée syrienne mène une offensive à Homs et a déjoué une tentative de percée des terroristes près de Palmyre, d'après Ali Mayhub. sputniknews.com 26.11

ACTUALITE EN TITRES

L'erreur est humaine ou comment cautionner la barbarie

- La France n'a eu aucun renseignement sur l'imminence d'un attentat, affirme Bernard Cazeneuve - Francetv

- Hôpital MSF de Kunduz : une "erreur humaine" à l'origine du bombardement - AFP

Ils revendiquent l'établissement d'une dictature.

- Bernard Cazeneuve n'exclut pas de prolonger l'état d'urgence "si dans trois mois l'évaluation de la menace est au même niveau" - Francetv info

- Henri Guaino voudrait "conserver l'état d'urgence un an, un an et demi" - AFP

... et ils s'en donnent les moyens.

- Les français majoritairement favorable à des dépenses supplémentaires en matière de sécurité (sondage) - AFP

- Attentats: le Sénat adopte à l'unanimité l'augmentation du budget justice - AFP

Lutte de classes exacerbée à travers le monde

- Grèce : violents débordements après une manifestation à Athènes - euronews.com 17.11

- Le Kosovo secoué par de violentes émeutes - euronews.com 19.11

- Des affrontements ont éclaté lors de manifestations anti-immigrants en Australie - euronews.com 23.11

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Chômage : le nombre de demandeurs d'emploi bondit - Francetv info

Ce jeudi 26 novembre, les chiffres du chômage ont été publiés. En octobre, 42 000 chômeurs de catégorie A de plus, c'est la plus forte hausse depuis deux ans. Le nombre de chômeurs a donc bondi de 1,2%. La baisse du mois septembre est totalement effacé. C'est un nouveau record absolu pour la courbe du chômage. La France compte désormais 3 589 000 personnes sans aucune activité professionnelle.

En ajoutant les catégories B et C (personnes ayant exercé une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi en octobre a progressé de 0,2% à 5.435.800 (5.740.600 en incluant les départements d'Outre-mer), soit 13.100 de plus qu'un mois plus tôt.

Sur un an, à fin octobre, la métropole compte 3,7% de demandeurs d'emploi en plus en catégorie A et 5,5% en incluant les catégories B et C.

Le nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an à Pôle Emploi, considérés comme chômeurs de longue durée, augmente encore de 0,4% sur le mois et de 9,8% sur un an.

Leur part dans le nombre total de chômeurs est stable à 44,8% mais augmente de 1,7 point sur un an. L'ancienneté moyenne de leurs inscriptions augmente d'un jour, à 568.

Les entrées à Pôle emploi, qui avaient reculé de 2,5% en septembre, ont augmenté cette fois de 5,1%, tirées par les licenciements économiques et les premières entrées.

Dans le même temps, les sorties ont progressé de 3,3% grâce à un bond de 16,5% des emplois en stage et à une hausse de 6,2% des reprises d'emploi. Francetv info et Reuters 26.11

J'ai été obligé de recourir à un second article, celui de Reuters, parce que dans celui Francetv ne figurait pas le nombre total d'inscrits à Pôle emploi en octobre.

2- Grèce

- Les retraités à nouveau mobilisés en Grèce - euronews.com

Des milliers de retraités grecs sont descendus dans la rue ce jeudi, alors que le gouvernement d'Alexis Tsipras s'apprête à faire voter une réforme du système de pensions. Les deux principaux syndicats du pays ont appelé à une nouvelle grève générale le 3 décembre contre la poursuite des politiques de rigueur. euronews.com 26.11

[Haut de page ↗](#)

Le 28 novembre 2015

CAUSERIE

Les infos en bref plus tard ou demain matin. Il est 13h45 et je dois déjeuner. En fait pas de pluie, bonne nouvelle.

Mauvaise nouvelle : La dictature s'installe en France et elle vise les militants. Comment, vous n'y étiez pas préparé ? C'est le sujet plus loin de notre causerie du jour. Ma soeur a réglé l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge pour les 3 ans à venir, j'ai reçu la facture.

Les dates figurant à la suite de certains articles étaient erronées à la suite de multiples copier/coller où figurait la date du mois de septembre au lieu de novembre. Je m'en suis aperçu en créant le nouveau fichier réservé au stockage des articles que

nous mettons en ligne.

Je n'ai pas le temps de classer ces pays par rubrique ou thème, pays, etc. il vous suffit de mettre à l'écran la page correspondant au dossier dans lequel vous pensez que figurent les articles ou les informations que vous recherchez, au clavier vous appuyez sur la touche CTRL située en bas à gauche en maintenant cette touche enfoncée et vous appuyez sur la touche F, une colonne va s'ouvrir à gauche de l'écran, vous cliquez que le lien "tous les fichiers ou dossiers", ensuite dans la case située en-dessous de "un mot ou une phrase dans le dossier" vous tapez votre mot ou expression, puis vous cliquez sur envoyer, vont apparaître tous les fichiers dans lesquels il figure, si la recherche s'avère infructueuse, changez de mot clé.

Vous pouvez accéder à la cette fonction en cliquant sur le lien "chercher" où le symbole correspondant à une loupe qui figure en haut à gauche de votre écran dans la barre des boutons.

Et s'il s'agit d'un fichier ou d'une page Internet, vous tapez le même raccourci, un fenêtre va s'ouvrir à l'écran, vous tapez votre mot clé et vous cliquez sur envoyer, Find Next en anglais ou trouver le prochain en français.

La procédure peut être différente selon le système qu'utilise votre ordinateur, mais cette fonction très pratique et très simple à utiliser existe forcément. Si vous avez un problème, demandez à quelqu'un de vous aidez, vous notez sur un papier la procédure si vous n'êtes pas sûr de vous en souvenir. Sinon vous pouvez me contacter, y compris pour d'autres renseignements informatiques, j'utilise XP avec l'ordinateur de bureau et Window 7 avec le portable de secours.

L'adresse du fichier où sont classés les *Articles d'actualité* :

- Articles de sources diverses archivés.

Contactez-moi si vous détectez des erreurs ou que vous ne parvenez pas à accéder à certains articles. Ne craignez pas d'être fiché par la police politique de Hollande, on y est déjà tous depuis belle lurette et cela ne nous empêche pas de faire notre devoir et de dormir.

Si vous vous adonnez à une activité illégale ou que vous possédez une arme, transférez le tout discrètement chez vos parents ou grands-parents ou chez vos enfants. Pour le reste continuez de vivre et militer comme avant.

Signalez-nous tous les cas de répression du mouvement ouvrier ou d'opposants au gouvernement pour que nos lecteurs en soient informés également. Dans tous les cas de figure, si cela vous arrivait personnellement, filmez la scène ou enregistrez les propos tenus à votre égard par les forces de l'ordre établi et portez plainte immédiatement si nécessaire. Vous vivez désormais sous un régime policier légal et l'Etat le revendique ou l'assume, alors la solidarité entre militants doit être exemplaire au-delà de nos désaccords.

On n'en serait peut-être pas arrivé là ou pas maintenant si les partis du mouvement ouvrier avaient condamné fermement l'état d'urgence avant même qu'il s'applique, au lieu de jouer en permanence un double jeu et de ménager le régime, si déjà rien ne permettait de le justifier, il faut ajouter pour rien, pour n'en tirer à l'arrivée absolument aucun profit. Oui, des générations de militants auront finalement ramé quasiment pour des prunes.

Il y a des militants qui ont poussé l'opportunisme jusqu'à accepter tout ce que leurs dirigeants leur faisaient subir pendant des années ou des décennies comme si cela n'aurait aucune conséquence, et qui aujourd'hui hypocritement doivent se sentir rassurés parce qu'ils n'ont pas condamné l'état d'urgence, sans doute en le justifiant en expliquant que cela aurait pu être assimilé à une provocation inutile ou relevait du gauchisme. En vain, car ils ne tarderont pas à déchanter parce que les représentants de l'Etat ne supportent plus qu'on critique leur politique, ils auront fait preuve de faiblesse ou de lâcheté pour rien en suivant ces dirigeants indignes de nous représenter, qui eux ne seront pas inquiétés, à moins qu'ils les menacent pour que vous serriez les rangs autour d'eux, on a observé que ce qui fonctionnait assez bien avec les masses arriérées était le genre de trucs qui marchaient assez bien généralement avec les militants parce qu'ils ne comprennent pas ou feignent de pas comprendre que leurs dirigeants jouent un double jeu.

On n'est qu'au début d'un processus conduisant au fascisme ou à une dictature institutionnelle écrivions-nous quelques semaines avant le 13 novembre ou même bien avant, c'était déjà dans l'air, cela puait à plein sans que ces dirigeants en tirent les moindres enseignements ou ne modifient leur orientation politique ou si pour la droitiser davantage et s'enfoncer dans un opportunisme criminel.

Les militants, les vieux militants, les militants aguerris ne sont pas plus abrutis que Sarkozy ou Hollande qui nous dit-on auraient commis l'erreur de sous-estimés la menace terroriste, ben voyons ils en ont toujours été les complices ou ils les ont instrumentalisés, auront eu non pas ce qu'ils méritaient mais ce qu'ils cherchaient, des coups car c'est la seule chose qu'ils sont en droit d'attendre dorénavant s'ils ne changent pas d'orientation politique. On les avait prévenus, ils n'ont pas voulu nous écouter, tant pis.

Certes une orientation politique correcte ne nous mettrait pas à l'abri des coups de la réaction, bien au contraire, mais au moins on saurait pourquoi et on pourrait s'en prévaloir auprès des travailleurs pour démontrer la véritable nature du régime qui n'a jamais été démocratique sans craindre d'être accusé de collusion avec lui, condition indispensable pour en tirer profit et recruter de nouveaux militants. Qui aura envie de se mouiller pour des partis faillis, corrompus par le régime ? Certainement pas les dizaines de milliers de militants qui les ont quittés dans le passé et qui partagent la caractérisation qu'on en fait.

Quand l'affrontement direct avec le régime a sonné, gare à ceux qui continueraient d'avoir un pied de chaque côté de la barricade, ils seront broyés des deux côtés.

On nous a accusé d'être extrémiste ou gauchiste, trop radical ou trop tranchant dans nos conclusions, d'exagérer ou de faire dans l'outrance à tout propos, d'être intransigeant ou plutôt intolérant envers l'opportunisme, de dénoncer l'hyprocrisie, les mensonges, les multiples falsifications et les manipulations de nos dirigeants, leurs concessions à l'Etat ou aux institutions, leur collusion avec les appareils pourris des syndicats, d'avoir ménagé le PS et le PCF, d'avoir renié leur idéal et les enseignements de la révolution russe de 1917, d'avoir bradé leurs principes et d'avoir abandonné le programme de la révolution socialiste, le marxisme, d'être devenus des agents du régime avec lequel finalement il valait mieux s'accommoder plutôt que le combattre réellement, etc. nous assumons, nous persistons et signons, les faits nous ayant amplement donné raison. Le seul reproche qu'on admettra, ce sera de n'avoir pas toujours mis la forme pour nous exprimer, quoique l'essentiel soit ailleurs ou réside dans l'orientation de notre combat politique axée contre l'Etat ou les institutions de la Ve République, l'ordre établi dans la perspective de son renversement.

Et dire qu'on nous a reproché de répondre à la féroce guerre idéologique et psychologique qu'avaient déclenché les représentants du régime contre les travailleurs, alors que c'est elle qui a conduit la majorité de la population à soutenir les mesures prises par le gouvernement depuis le 13 novembre ou même depuis le 11 janvier, autrement dit on aurait eu tort de mener la guerre sur le même plan que les représentants de la classe des capitalistes. Voilà où mène l'opportunisme de nos dirigeants, à ce que les militants ne comprennent rien à la situation ou à la plus grande confusion qui soit. Pas un militant du PCF, du POI, du NPA ou de LO qui se connectent régulièrement à notre portail n'a exprimé son accord avec nos principes et notre stratégie, à croire que ces partis sont déjà morts politiquement, et les neutraliser ne devrait être qu'une simple formalité pour Hollande. Qu'ils n'osent pas nous accuser de faire le jeu de Hollande, ce sont vos dirigeants les principaux responsables de la situation. Le coup de l'inversion de la charge entre l'accusé et sa victime, cela ne marche pas avec nous.

On nous a aussi reproché de témoigner trop d'intérêt à la stratégie politique de l'oligarchie financière, à ses institutions (Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, la DRI, etc.), au mondialisme, au nouvel ordre mondial ou au gouvernement mondial qu'elle veut instaurer, à son système financier mafieux, à la Fed et sa planche à billets, à son bras armé, la CIA, le Pentagone, l'Otan, on peut ajouter leurs supplétifs d'Al-Qaïda (Al-Nosra et l'Emirat islamique), etc. alors qu'en réalité ils intervenaient à l'échelle mondiale dans le cadre de la crise du capitalisme et de la lutte des classes qu'en permanence on avait conservé à l'esprit pour en tirer des conclusions pratiques sur le même terrain, celui de la lutte des classes, sinon on ne voit pas trop à quoi cela aurait pu nous servir ou bien où cela aurait pu nous mener à part imiter la ribambelle d'intellectuels dits de gauche qui continuent de placer leur espoir dans une réforme impossible du capitalisme.

Certains de nos lecteurs ont cru qu'on était en train de basculer dans le complotisme parce que nous consacrons du temps à ces facteurs, mais il le fallait bien pour montrer de quelle manière ces institutions occultent ou au fonctionnement opaque s'articulaient avec les institutions nationales et supranationales présentes dans chaque pays ou continent. C'est ainsi qu'on a pu constater que l'ordre du jour des réunions annuelles du groupe Bilderberg correspondait à la politique qu'adopterait par la suite les Etats-Unis et l'UE, et que parmi ses invités figuraient les prochains ministres ou chefs d'Etat que l'oligarchie avait désigné pour appliquer sa politique.

Cela a permis de conforter notre analyse, dans la mesure où nous savions où et par qui était définie la politique que les différents Etats appliqueraient, et qu'il fallait dès lors s'attaquer à l'institution qui serait chargée de la mettre en oeuvre ou de l'imposer au peuple, les institutions nationales de chaque pays et non l'UE qui n'était finalement qu'un vulgaire intermédiaire entre les oligarques et les Etats nationaux, d'autant plus qu'ils étaient parvenus à placer au sein de chaque institution, gouvernement ou parti se succédant au pouvoir des hommes à eux, de farouches ou zélés partisans du néolibéralisme.

Que ce gouvernement mondial auquel tous les partis politiques institutionnels des pays occidentaux ont accepté de se soumettre ait engendré une guerre mondiale en recourant au terrorisme, adossée à une guerre économique, monétaire et financière, idéologique et psychologique, figurait dans les plans de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou à son agenda.

Composé tout en haut de la pyramide par les plus puissants banquiers de la planète, il était impossible de s'y attaquer directement en s'en prenant au groupe Bilderberg, pas davantage en s'attaquant à l'Union européenne, au FMI ou à la Banque mondiale qu'ils contrôlent, il ne restait plus que les institutions nationales, l'Etat qui leur offre une couverture législative et juridique, politique en guise de légitimité pour accomplir leurs forfaits ou appliquer leur politique, partant de ce constat on ne risquait pas de se fourvoyer dans le complotisme ou je ne sais quoi qui nous aurait écarté de la lutte des classes ou de notre objectif politique, le combat pour s'emparer du pouvoir politique.

Bien des militants ont voulu nous faire taire, nous ont insulté, calomnié, etc. mais rien n'y a fait, au contraire cela n'a fait que nous encouragé à poursuivre dans la même voie. On a vu aussi pas mal de militants baisser les bras et abandonner le combat politique, des militants de la fédération de l'Yonne de l'ex-PT par exemple et bien d'autres. On a assisté aux crises qui ont secoué le PCF (La Riposte), puis LO (sa fraction exclue), ensuite le NPA (passé de 9.000 à 3.000 militants environ) et enfin l'éclatement du POI qui n'a cessé de se droitiser.

Depuis mai 2012 que Hollande est au pouvoir, aucun de ces partis n'a cru bon de revoir sa caractérisation du PS, ils ne l'avaient pas fait de 1981 à 2002, il n'y avait donc aucun espoir qu'ils y parviennent cette fois-ci, donc tous ceux qui ont cru qu'ils allaient redresser la barre se sont faits de terribles illusions. Cela aussi on l'avait prévu en citant Engels. Tous ces partis sont définitivement perdus pour notre cause et il faut en reconstruire un autre, mais personne ou presque ne veut l'admettre, et bien on leur dira ceci : Restez donc comme vous êtes puisque vous estimez que tout est très bien ainsi, le monde continuera de s'enfoncer chaque jour un peu plus dans la barbarie et tout ce que vous pourrez entreprendre ne servira strictement à rien, à rien d'autre. A moins qu'en vous munissant du Code du travail vous en profitiez pour sortir du fond du tiroir le programme de la révolution socialiste, à notre avis il y aurait comme un lien entre les deux.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 novembre 2015

CAUSERIE

Après avoir reçu un mail, j'ai corrigé les liens qui ne fonctionnaient pas vers *Le dossier complet de l'exclusion du responsable fédéral du PT, ainsi que 26 autres camarades du PT*.

Avec quelques mois de retard, après que ma compagne Selvi eut cessé de travailler le dimanche matin chez la riche italienne qui l'emploie comme servante, elle vient de lui annoncer qu'elle baissait son salaire qui passera ainsi de 7.000 à 5.000 roupies par mois pour 228 heures de travail (6 heures par jour 6j/7) soit une baisse de salaire de 28%, alors que les prix ne cessent de flamber.

Cette ordure est directrice dans une entreprise indienne qui exporte des chaussures et elle perçoit un salaire de 200.000 roupies par mois en incluant les avantages en nature. Elle lui a dit que les ouvrières qui travaillaient dans son usine travaillaient 8 heures par jour 6 jours par semaine pour le salaire mirobolant de 4.000 roupies, soit environ 50 à 60 euros selon le taux de change, soit 24 centimes d'euros de l'heure.

Après on s'étonne que les Indiens soient violents, moi non. Mais il paraît que c'est le progrès social, que le pays est en voie de développement, pas pour tout le monde.

Quand j'étais gosse en France, mon père (menuisier en bâtiment) qui était payé à la tâche à l'époque, la mensualisation n'arrivera que dans les années 70, travaillait souvent le samedi, il percevra un salaire de misère au point que c'était ma grand-mère maternelle qui aidait mes parents à finir les fins de mois, on était pauvre comme misère alors que mon père trimait comme un esclave.

C'est pour cette raison que je ne peux pas accepter les discours sur le soi-disant progrès social dont auraient bénéficié les travailleurs durant les "Trente glorieuses" qui furent un véritable cauchemar au quotidien pour ma famille et des millions de travailleurs. C'est un discours de nantis, de vendus.

Le sort réservé à ma compagne est dégueulasse, le sort qui était réservé à mon père était dégueulasse, et ceux qui osent tenir ce discours sont franchement dégueulasses, nos dirigeants. Nos partis ont été des partis de nantis, de l'aristocratie ouvrière, mais pas de la classe ouvrière, sinon ils n'oseraient pas revendiquer les soi-disant acquis sociaux des années 45-50 ou tenir ce discours indécent, surtout sachant qu'ils avaient pour objectif de garantir la paix sociale pour reconstruire l'Etat et le potentiel industriel du capitalisme français. Le M'PEP ose appeler cela les "jours heureux", quelle ignominie, les carnets de rationnement ne disparaîtront qu'en 1949, tandis qu'une terrible crise du logement sévira jusque dans les années 60-70, l'appel de l'abbé Pierre datant de 1956 en témoignera si nécessaire.

Nous, nous logions dans une chambre de bonne minuscule au 6e étage sans ascenseur, sans salle de bain ni toilettes (collectif sur le palier au bout d'un long couloir lugubre qui me filait la trouille), sous les toits de Paris avec pour seule fenêtre un vasistas, on se lavait dans une cuvette et on faisait nos besoins la nuit dans un seau, c'était au 6 rue Joubert dans le 9e arrondissement à 100 mètres de l'Opéra. C'était mon grand-père et ma grand-mère camelots qui achetaient les jouets de Noël et nous régalaient, car mes parents n'avaient pas un sou en poche. L'hiver mon père allumait le poêle à charbon juste avant d'aller se coucher pour qu'il nous tienne chaud la nuit, le reste du temps on était frigorifié, le bonheur monsieur Nikonoff et Cie.

Tous ces gens qui parlent en notre nom, ils n'ont jamais vécu le dixième de ce qu'on a dû endurer au cours de notre existence et ce qu'endurent au quotidien des millions et millions de travailleurs, ils sont franchement mal placés pour nous représenter. Pour eux la condition ouvrière se réduit à un concept, tout comme le chômage puisqu'ils sont pratiquement tous fonctionnaires. Quand on sait que notre avenir est assuré quoi qu'il arrive et qu'on n'a plus qu'à attendre la retraite, cela vous ramoli plutôt le cerveau ainsi que votre détermination à combattre le régime qui ne dépassera pas le stade de la théorie ou du discours, vous n'aurez aucune raison de vous casser la tête, alors que lorsque vous êtes en permanence en proie à des difficultés et sous la menace du chômage qui peut briser votre vie, vous serez davantage combattif, voire agressif, vous serez forcément plus proche par votre condition des ouvriers qui à la fin du XIXe ou au cours du premiers tiers du XXe siècle enduraient une vie d'esclave ou étaient livrés à la précarité absolue et étaient attirés par le socialisme pour en finir une bonne fois pour toute avec cette société de malheur et de misère.

J'ai bien conscience qu'être fonctionnaire n'est pas une sinécure. C'est un choix de le devenir qui est déterminé par notre conception de la manière de satisfaire nos besoins qui est le produit de notre interprétation de la société, c'est la voie la plus courte et la plus économique pour y parvenir, donc qui offre le moins de résistance pour atteindre le but qu'on s'est fixé et s'en contenter, alors que celui qui trime dans le privé et qui se retrouve en concurrence avec ses semblables, et qui doit se battre en permanence pour assurer sa survie, qui ne bénéficie d'aucune sécurité, il ne peut pas se satisfaire de sa condition, il la maudira mille fois, il n'a jamais souhaité un instant ce qu'il vit, il n'aura pas du tout le même état d'esprit que le fonctionnaire ou le travailleur qui bénéficie de conditions privilégiées.

Quand j'étais technicien et que je vivais en couple, j'étais dans ce cas-là, d'ailleurs c'est bien simple, j'avais arrêté de militer et je n'en avais plus rien à foutre de la politique, on vivait bien, on avait la garantie de l'emploi, la société ou le monde on ne les regardait plus que de l'extérieur, de loin pour qu'ils ne gâchent pas notre bien-être mesquin. Erreur fatale puisque leur société finira par nous pourrir la vie, divorcer et se retrouver face à des difficultés matérielles qui me conduiront à m'exiler en Inde, ce qui m'autorise à fustiger cet état d'esprit ou ce mode de pensée, donc à faire ma propre critique au passage.

Les camarades savent bien que je n'ai jamais rien eu contre les fonctionnaires pour avoir conscience qu'on est embraqué dans la même galère, ce qui m'exaspère c'est d'observer que certains s'emploient justement à favoriser cet état d'esprit ou d'être dirigé par des gens qui n'ont pas d'autre objectif en fait, ce qui fera le malheur du fonctionnaire comme du travailleur du secteur privé, marchand puisque nous sommes des vulgaires marchandises en régime capitaliste. Je renvoie les lecteurs à un article que j'avais consacré au combat que devait mener les travailleurs des secteurs privée et public, où j'expliquais comment ils devaient se combiner contre l'Etat ou les institutions. Il y en a qui croient que ce serait une lubie et que cela nous passera d'axer notre combat contre les fondements politiques du régime, ils se trompent car cela ne date pas d'aujourd'hui, la preuve avec cet article qui date de quelques années.

L'Etat c'est le donneur d'ordres des fonctionnaires, leur patron, mais pas le propriétaire, alors les locataires peuvent se succéder sans que cela ne change quoi que ce soit, et pour atteindre les propriétaires c'est la structure de l'Etat qu'il faut viser, les institutions et plus particulièrement la Constitution qui leur octroie ce titre ou ce droit de propriété, ainsi que celui de leurs représentants qui sont en charge de leurs intérêts.

L'Etat est également le donneur d'ordres des travailleurs du secteur privé à travers la législation en vigueur, ce qui nous ramène aux institutions et à la Constitution.

La structure de l'Etat et au-delà de la société a été conçue et fonctionne de telle sorte qu'elle permette d'assurer la pérennité du système capitaliste au détriment des intérêts des travailleurs du privé et du public, auxquels l'Etat impose indistinctement sa politique d'austérité et de régression sociale généralisée ainsi que la guerre, de sorte qu'ils doivent se mobiliser ensemble pour combattre l'Etat capitaliste dans la perspective de l'instauration d'une République sociale une fois débarrassé des institutions et de la Constitution de la Ve République, pour s'attaquer aux fondements du capitalisme ou aux rapports sociaux de production en abolissant la propriété privée des moyens de production à la base des inégalités sociales et des injustices, qui incarnent le système d'exploitation et d'oppression à l'origine de tous les maux dont souffrent les travailleurs et la société et de toutes les formes de violence qu'il engendre, dont la guerre.

Lors de la phase ascendante du capitalisme, puis de sa reconstruction et de son développement après-guerre, le capitalisme d'Etat devait servir avant tout à assurer les services nécessitant la mobilisation d'importants capitaux dont la rentabilité n'était ni la motivation ni l'objectif même s'ils recouraient au marché pour se fournir en matériel ou marchandises, afin que les capitaux dont disposaient les capitalistes ne soient orientés que vers les secteurs économiques les plus rentables en vertu de la raison d'être du capitalisme qui n'avait rien de philanthropique. C'est ainsi que les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises publiques ou d'Etat allaient être enrôlés dans un processus dont ils n'avaient pas conscience, qui consistait uniquement à assurer la continuité ou la survie du capitalisme, en leur octroyant un statut spécial et des avantages qui étaient propres à mieux les asservir à l'Etat ou au régime, auquel ils étaient redevables de la condition privilégiée qu'il leur avait accordée.

Pour conforter cette main mise du capitalisme sur tout un pan de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier adoptera une conception de la lutte de classe (le réformisme bourgeois) qui aura pour objectif et résultats à la fois de mieux les enchaîner à l'Etat et au capitalisme, et de les maintenir isoler des travailleurs du secteur privé, comment, en renonçant au combat pour que l'ensemble des travailleurs du pays bénéficient des mêmes droits sociaux ou qu'ils soient alignés sur les droits sociaux en vigueur les

plus avantageux pour les travailleurs, revendication qui on l'aura bien compris était incompatible avec le régime ou ne pourrait jamais être satisfaite en conservant les rapports sociaux de production capitaliste, et donc ne pouvait s'inscrire que dans la perspective du renversement de l'ordre établi, du socialisme, objectif que le mouvement ouvrier devait délibérément abandonné au profit de la collaboration de classe, du social-patriotisme, du corporatisme.

Au front unique prôné par les partis qui sont organiquement liés aux appareils pourris des syndicats, nous opposons le front unique de l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privée avec les syndicalistes qui luttent à leur côté tournée à la fois contre le patronat et l'Etat pour le socialisme.

Voilà en gros ce que j'écrivais il y a quelques années, qui trouve sa justification dans la situation actuelle quel que soit le secteur dans lequel les travailleurs évoluent, au-delà de leur condition particulière et du constat qu'ils subissent tous la politique d'austérité, antisociale, liberticide, antidémocratique, répressive et impérialiste du gouvernement dictée par l'oligarchie financière, car ils possèdent tous des membres de leur famille ou de leur entourage frappés de plein fouet par cette politique réactionnaire, ce qui ne peut pas les laisser indifférents et ne peut que les conduire à s'unir pour la combattre.

On attend toujours qu'un parti daigne bien vouloir reprendre à son compte ce discours et cette tactique qui rompt résolument avec 70 ans d'opportunisme ou pire encore.

[La France est devenu officiellement un Etat policier.](#)

- COP21 : les Zadistes sont sous haute surveillance - Francetv info

24 militants ont été assignés à résidence. Pour Bernard Cazeneuve, les personnes assignées n'ont rien d'enfants de cœur. "Elles avaient témoigné d'actes violents par le passé à l'occasion de manifestations et avaient exprimé le souhait de ne pas respecter les principes de l'état d'urgence", a déclaré le ministre de l'Intérieur ce 28 novembre à Strasbourg. Francetv info 29.11

- Etat d'urgence: la France pourrait bafouer les droits de l'Homme - L'Express.fr

Quand la Cour européenne des droits de l'Homme cautionne l'état d'urgence ou la dictature.

L'Express.fr- La France prévient: elle pourrait déroger à la convention européenne des droits de l'Homme. Les autorités françaises ont en effet informé le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, "d'un certain nombre de mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence instauré à la suite des attentats terroristes de grande ampleur perpétrés à Paris". Ces mesures "sont susceptibles de nécessiter une dérogation à certains droits garantis par la convention européenne des droits de l'homme".

La notification de cet état d'exception est prévue à l'article 15 de la convention européenne des droits de l'homme: en "cas de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la nation", un Etat signataire "peut prendre des mesures dérogeant aux obligations" de la convention, sous réserve d'en informer le Conseil de l'Europe.

Il ne revient pas pour l'instant à l'organisation paneuropéenne de se prononcer sur le bien-fondé de cette démarche de la part de la France. En revanche, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), garante de la convention, pourra se prononcer sur la validité de cette dérogation, lorsqu'elle sera saisie de requêtes précises, alléguant d'éventuelles atteintes, par la France, aux droits fondamentaux. L'Express.fr 27.11

[L'état d'urgence a pour fonction de neutraliser le mouvement ouvrier, la lutte des classes](#)

Cela ne vous dit-il rien ? On nous a reproché de faire tout un plat du mondialisme, de la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière, qui pour atteindre ses objectifs devait passer et conduire à la neutralisation de la lutte des classes, à une dictature implacable, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ? Et bien, on y est.

- Christine Lazerges : «Sur l'interdiction de manifester, on sent vraiment l'atteinte aux libertés» - Liberation.fr

Présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Christine Lazerges annonce à «Libération» que son autorité sera «vigilante» quant à l'application de l'état d'urgence, dont elle pointe déjà les abus.

Renouvelée jeudi, par un arrêté paru au Journal officiel, pour un nouveau mandat jusqu'en 2018, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est une autorité administrative indépendante chargée de conseiller le Parlement et le gouvernement en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle publie chaque année un rapport sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, qui fait référence. Christine Lazerges, professeure de droit privé à l'université Panthéon-Sorbonne et présidente de la commission, s'inquiète de la longueur de l'état d'urgence et des abus

qu'il occasionne.

Et il semble que les perquisitions administratives soient menées dans des conditions critiquables, à tel point que le ministre de l'Intérieur a lui-même rappelé les préfets à l'ordre...

Nous allons assurer un suivi des bavures, car il faut bien les appeler comme ça, et en alerter le gouvernement et le Parlement.

Pour l'heure, les interdictions de manifester et certaines assignations à résidence sont particulièrement contestées...

Notre assemblée, sur l'interdiction des manifestations, sera sans doute plus sévère encore que sur d'autres sujets. Car là, quand on touche au droit de manifester, on sent vraiment l'atteinte aux libertés.

Un sondage paru dans le Figaro quatre jours après les attaques montrait que 84 % des Français se disaient prêts à restreindre leurs libertés pour plus de sécurité...

On n'a pas besoin de faire une enquête pour le savoir quelques jours après ; il y a un biais dans cette démarche. Mais je suis étonnée du peu de cas que les Français font de leurs libertés. On commence à voir des critiques, mais, d'une manière générale, ils sont prêts à perdre certaines de leurs libertés. Or, les droits de l'homme sont universels et indivisibles.

- Etat d'urgence: Plus de 1.800 perquisitions menées depuis les attentats - 20minutes.fr

Ainsi, depuis les attentats du 13 novembre, qui ont fait 130 morts, 1.836 perquisitions ont été menées dans le cadre de l'état d'urgence, selon un bilan détaillé à l'occasion d'une rencontre du Premier ministre avec des citoyens et des élus à Evry (Essonne).

Par ailleurs, le nombre de gardes à vue à la suite de ces coups de filet a atteint la barre des 200, tandis que 305 assignations à résidence ont été prononcées (contre 276 dans le dernier pointage du ministère de l'Intérieur).

Enfin, le nombre d'armes retrouvées s'élève à 293 depuis le début de la vague de perquisitions.

En marge d'une rencontre avec des habitants et des élus à Evry (Essonne), le Premier ministre a défendu une méthode «extrêmement utile», malgré un début de polémique sur des perquisitions sans résultat ou visant des militants ou des citoyens non liés à l'islamisme radical. 20minutes.fr 29.11

Etat d'urgence: Cosse s'insurge contre la mise en cause de militants écologistes AFP 28.11

- Attentats: le Sénat adopte à l'unanimité l'augmentation du budget Défense - AFP

Le Sénat a adopté vendredi à l'unanimité une augmentation de quelque 273 millions d'euros des moyens de la défense dans le projet de budget 2016, proposée par le ministre Jean-Yves Le Drian à la suite des attentats du 13 novembre.

Jeudi, le Sénat a déjà adopté à l'unanimité une augmentation des moyens de la justice demandée par le gouvernement toujours à la suite des attentats du 13 novembre. AFP 27.11

A l'unanimité, donc avec les voix du Front de gauche qui a bien rejoint les rangs de l'union nationale, légitime l'état d'urgence et la guerre de l'impérialisme français contre la Syrie et l'Irak.

Quand nous les qualifions d'agents de la réaction, nous n'exagérons pas, contrairement au POI qui ménage le Front de gauche et ne vaut finalement guère mieux, pire en plus hypocrite puisque sans assumer son soutien au régime.

Tous les acteurs sociaux doivent se mettre au service de l'idéologie de la dictature.

- Attentats: Bartolone veut un "pacte social et culturel" en plus de la sécurité - AFP

"Il n'y a pas d'excuse sociologique à ces terroristes, mais une bonne manière de leur résister, c'est bien entendu le pacte de sécurité qu'a évoqué le président de la République mais aussi un pacte social et culturel", a déclaré le président de l'Assemblée nationale à l'AFP, en marge d'une réunion avec des acteurs de la culture à Paris.

"C'est-à-dire que plus les gens auront cette volonté de préserver ce maillage de vivre ensemble, et plus ils seront attentifs à tout ce qui pourrait venir menacer ou tenter d'affaiblir cette volonté de faire société commune, quelles que soient les origines, les couleurs,

les religions ou les pensées", a affirmé le candidat socialiste.

Dans une tribune de soutien à M. Bartolone publiée par Libération, une cinquantaine d'artistes et de personnalités du monde culturel estiment que "la riposte culturelle et des savoirs doit venir".

Dans le cadre des pouvoirs qui relèvent de la région, le candidat PS estime que ce "pacte social et culturel" pourrait notamment se traduire "pas un grand programme éducatif et culturel en direction des lycéens, des apprentis, des étudiants".

"On voit comment quelques fois cette inégalité culturelle s'installe très vite quand dès le plus jeune âge on n'a pas la possibilité de pousser la porte d'une installation culturelle", a-t-il plaidé auprès de l'AFP.

La région pourrait également "tisser des contrats culturels territoriaux" pour parer à la baisse de dépenses culturelles de certaines communes et "soutenir les lieux de créations" dans des secteurs comme les musiques nouvelles, arts de la rue ou la culture de l'image. AFP 28.11

La République sans libertés, c'est le régime de Vichy.

- Attentats: pour Valls, "il faut reconstruire une grande partie de la République" - AFP

"Il n'y a pas d'un côté une réponse sécuritaire, et de l'autre une réponse sociale ou une réponse qui protégerait les libertés", a-t-il affirmé. "C'est une vision qui est dangereuse car elle nous affaiblit", selon M. Valls, qui s'est défendu de tout "discours bushiste" après que l'exécutif ait parlé de "guerre". (Traduction : Notre réponse policière est la réponse à vos aspirations sociales et à davantage de liberté. - LVOG)

"Nous avons une seule réponse, et c'est la République", a-t-il lancé, appelant également à "une force morale nouvelle, une capacité de se dépasser, de se sublimer". AFP 29.11

A coup de menaces, intimidations, violence, répression... bref, sa République, c'est le national-socialisme. On exagère légèrement pour vous y préparer...

En complément

- Un député Les Républicains veut armer les députés - Le Huffington Post

Ils risquent d'en avoir besoin sous peu...

- Banque alimentaire : près de 4 millions de personnes dans le besoin - Francetv info

Le jour où ils déferleront et prendront les armes, on ne donne pas cher de la peau des députés et autres sénateurs, patrons ou actionnaires du CAC40....

[En famille. Le masque de l'imposture tombe ou quand le visage hideux de la gauche se confond avec celui de la droite et de l'extrême droite qui s'en émeuvent.](#)

- C'est officiel, il n'y a plus de gauche en France - LePoint.fr

Début novembre, interpréter La Marseillaise et brandir un drapeau français faisait de vous un quasi-fasciste. Aujourd'hui, ne pas pavoiser sa demeure de l'emblème tricolore vous rend suspect d'être un cœur sec et un mauvais Français. La gauche vient d'opérer un stupéfiant virage idéologique à 180 degrés. En quinze jours, elle a jeté aux orties plus d'un demi-siècle de principes et de professions de foi.

L'état d'urgence permanent ?

Le pacifisme était son vieux fonds de commerce ; Brassens, Vian et Sartre, ses idoles. Vendredi matin, la France a prévenu qu'elle risquait de déroger à la Convention européenne des droits de l'homme. On imagine sans peine les cris d'orfraie des professionnels de l'indignation si un gouvernement de droite s'était livré à une telle remise en cause de principes que l'on croyait intangibles. Vladimir Poutine et Bachar el-Assad étaient hier désignés comme des ennemis de la démocratie, des infréquentables que l'on n'invitait pas à notre table. Le chef de l'État russe est désormais un allié incontournable de la France pour mener la guerre contre le groupe État islamique. Cette semaine, François Hollande a revêtu ses « battle dress » pour vanter l'action de l'armée française en Afrique et au Moyen-Orient et réclamer des renforts à tous ses alliés, convaincant même

Angela Merkel d'envoyer des centaines de soldats allemands au Mali...

Non content d'avoir promulgué l'état d'urgence pour trois mois, le gouvernement a laissé entendre par la voix de Bernard Cazeneuve que cette situation exceptionnelle pourrait être prolongée. Dans le jargon de la gauche, cela signifie que « l'arbitraire administratif » prend le pas sur la projection des libertés publiques. En un trait de plume, on a gommé toute la jurisprudence Taubira et l'angélisme mécanique des défenseurs des droits. Chaque matin, on claironne le chiffre des perquisitions, des gardes à vue et des armes saisies. Mieux, la gauche Hollande-Valls ouvre le débat sur l'identité nationale, abordant des sujets qu'Éric Besson chargé de cette délicate tâche par Nicolas Sarkozy en 2007 n'osait pas mettre sur la table. Le ministre issu du Parti socialiste avait été raillé par les siens, prompts à fustiger sa trahison. Ce mois de novembre, ses camarades d'hier franchissent à la vitesse de la lumière les limites qu'ils estimaient alors intangibles, arguant qu'elles étaient l'essence même de notre démocratie.

Le Front national en reste sans voix

L'évolution idéologique et sécuritaire du gouvernement est telle qu'elle laisse Marine Le Pen et le Front national sans voix. En deux semaines, la gauche au pouvoir s'est emparée de ses thèmes de campagne et de ses chevaux de bataille. Florian Philippot n'en demandait pas tant... Pas dupes, les électeurs hésitants viennent grossir les rangs du FN, si l'on en croit la demi-douzaine de sondages rendus publics cette semaine. Hier anti-républicains, ce parti donne désormais le « la » de la politique pénale et sécuritaire du gouvernement. Difficile ensuite de mobiliser vos électeurs contre ce fascisme qui serait à deux doigts de prendre le pouvoir alors que vous lui empruntez son programme sécuritaire...

À court terme, cette confusion idéologique est admise par des électeurs encore traumatisés. Mais elle sera mortifère pour la gauche. La mise en scène de l'émotion a atteint sa limite et frôle l'indécence. Que fera-t-on si un autre attentat ensanglante la France ? Quel subterfuge langagier faudra-t-il inventer ? Quel principe devra-t-on immoler en place publique ? Depuis le 15 novembre, la gauche ne se détache plus du courant libéral de droite que par ses généreuses subventions accordées à des associations ou des secteurs d'activités déjà gorgés de subsides publics... Elle ne brille plus que par les usines à gaz fiscales qu'elle s'ingénie à construire en faisant croire qu'un tel dispositif peut relancer l'investissement, les TPE ou l'emploi salarié... Sauf que, selon les chiffres dévoilés jeudi, le chômage a encore crû de 42 000 personnes en un mois. Chaque jour d'octobre, 1 500 Françaises et Français ont perdu leur travail. A-t-on entendu un leader de gauche s'en émouvoir ? lepoint.fr 29.11

La gauche, c'était en réalité la réaction sur toute la ligne, cela saute aux yeux aujourd'hui, mais hier qu'est-ce que c'était d'autre pour avoir tourné le dos au socialisme ?

Son ralliement au néolibéralisme et sa soumission totale à Washington devait au fil du développement de la crise du capitalisme et ses institutions la conduire à adopter des mesures dignes d'un régime fasciste. Elle avait bien soutenu le régime néonazi de Kiev et celui d'extrême droite de Tel-Aviv, donc on était donc censé savoir de quoi elle était capable.

Ceux qui s'en étonnent se sont laissé endormir ou manipuler par des dirigeants qui ménageaient cette gauche d'extrême droite, pour ne pas avoir de compte à rendre sur le soutien qu'ils (ces dirigants) n'avaient cessé de lui accorder pendant plus d'un demi-siècle, et qui était fort compromettant pour eux ou dévoilerait leur véritable nature.

Commentaire d'un internaute.

- *"La position de l'ex-Premier Secrétaire du PS sur l'échiquier politique n'a cessé de glisser depuis 3 ans (de gauche à droite bien sûr !) entraînant dans son sillage l'ensemble de la gauche aujourd'hui tétanisée, et qui risque de ne jamais se réveiller. Mais (vous avez raison), tétanisée est également la droite, qui voit la communauté française accepter, voire plébisciter à présent comme un seul homme les propositions et tentatives qu'elle rejetait sous Sarkozy 1er au nom du respect des libertés individuelles et de la démocratie."*

Vous avez trouvé le mot juste, "tétanisés", c'est ce que sont tous les travailleurs qui militent dans des partis qui se sont interdits de condamner l'état d'urgence et donc de le combattre sur le plan politique. Ils y étaient préparés de longue date puisque cela faisait belle lurette que leurs partis ne luttaient plus contre les institutions de la Ve République, se cantonnant à une dénonciation stérile de l'UE et à des revendications alimentaires de préférence corporatistes.

[La France vise la partition de la Syrie au lieu de soutenir son unité et sa souveraineté](#)

On pourrait appeler cela le dernier coup tordu de l'impérialisme français.

- Syrie: Fabius pour intégrer Damas contre l'EI - AFP

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a pour la première fois envisagé vendredi 27 novembre 2015 que des forces du régime syrien puissent être associées à la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). AFP 27.11

- Laurent Fabius n'exclut pas de s'appuyer sur les forces de Bachar al-Assad en Syrie - Le Huffington Post

Le revirement stratégique de la France en Syrie se précise. Pour la première fois, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a envisagé publiquement que des forces du régime syrien de Bachar al-Assad, dont la France ne cesse de réclamer le départ, puissent être associées à la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Pour lutter contre l'EI, "il y a deux séries de mesures: les bombardements (...) et des forces au sol, qui ne peuvent pas être les nôtres, mais qui peuvent être à la fois des forces de l'Armée syrienne libre (opposition), des forces arabes sunnites, et pourquoi pas des forces du régime et des kurdes également bien sûr", a expliqué ce vendredi le ministre des Affaires étrangères sur RTL. Mais le président syrien Bachar al-Assad "ne peut pas être l'avenir de son peuple", a-t-il répété.

Le grand écart de la diplomatie française

Une coordination avec les troupes de Bachar al-Assad serait une grande première tant la diplomatie française s'est démenée ces derniers mois pour obtenir le retrait du dictateur syrien.

Depuis les attentats du 13 novembre, le gouvernement français a toutefois décidé de changer son fusil d'épaule dans la lutte contre l'Etat islamique. Jusqu'ici hostile à tout contact avec Damas, François Hollande espère désormais fédérer tous les pays hostiles à Daech, quitte à reporter à plus tard la question du départ de Bachar al-Assad, auquel la Russie est opposée. Le Huffington Post 27.11

- "Assad est notre principal allié contre Daech" (Poutine) - sahartv.ir

«Bachar al-Assad, le Président syrien, est notre principal allié, dans la guerre contre le groupe terroriste Daech», a affirmé Vladimir Poutine, le Président russe, en réaction aux déclarations de son homologue français, François Hollande.

«Assad ne fait pas partie de l'avenir de la Syrie», avait dit Hollande, en affirmant son soutien à l'armée syrienne.

«Il revient au peuple syrien de décider de l'avenir de son pays et non pas à ceux qui ont opté pour un comportement ambivalent, face au terrorisme, et qui procèdent à des échanges criminels avec le groupe terroriste Daech, en jouant avec le feu», a réagi Poutine à la déclaration d'Hollande, a-t-on appris de l'agence de presse syrienne, SANA.

«Nous ne ménagerons aucun effort, pour garantir le non-retour des terroristes, en Syrie. Pour ce qui est de l'envoi d'aides humanitaires, en Syrie, il faut qu'il y ait des coordinations», a précisé Poutine.

«La mission du déploiement des systèmes de défense anti-aérienne S-400 est d'abattre les avions de l'ennemi», a-t-il souligné. sahartv.ir 27.11

Question : Où vont atterrir ces dizaines de milliers de barbares ? Les Américains les enverront sur d'autres terrains d'opération ou de guerre, en Asie, en Afrique, y compris en Amérique latine, c'est plus économique (et plus discret) pour destabiliser ou faire tomber des Etats que d'entretenir et faire appel à son armée.

Derniers développements sur les tensions entre la Turquie et la Russie

L'OTAN soutient à fond la Turquie

- Déclaration du Secrétaire général de l'Otan sur la destruction d'un bombardier russe par la Turquie par Jens Stoltenberg - Réseau Voltaire

Le Conseil de l'Atlantique Nord vient de tenir une réunion extraordinaire, à laquelle l'ambassadeur de Turquie nous a exposé la situation. Je me suis également entretenu avec le Premier ministre Ahmet Davutoglu.

La Turquie a informé les Alliés qu'un appareil des forces aériennes russes qui violait son espace aérien a été abattu.

J'ai déjà exprimé mes préoccupations au sujet des implications des actions militaires de la Fédération de Russie à proximité des frontières de l'OTAN.

Cela montre toute l'importance de mettre en place et de respecter des arrangements pour éviter que de tels incidents se reproduisent à l'avenir.

Comme nous l'avons dit clairement à maintes reprises, nous sommes solidaires de notre Alliée, la Turquie, et nous soutenons son intégrité territoriale.

Nous continuerons de suivre de très près l'évolution de la situation aux frontières sud-est de l'OTAN.

J'espère vivement que d'autres contacts pourront avoir lieu entre Ankara et Moscou, et j'en appelle au calme et à la désescalade.

La diplomatie et la désescalade sont importantes pour trouver une solution à cette situation. Réseau Voltaire 24.11

Jens Stoltenberg n'est pas l'auteur de cet article, il est le Secrétaire général de l'Otan, ancien Premier ministre travailliste de Norvège. Il est membre du conseil d'administration du Vaccine Fund. Un eugéniste en plus !

Dernier coup anti Erdogan de Moscou - sahartv.ir

Le gouvernement russe a élaboré un projet de loi, stipulant qu'en cas d'adoption, par le Conseil de sécurité, l'achat de pétrole à Daech sera interdit.

«Après que Vladimir Poutine, le Président russe, eut accusé, sur la base d'images et de documents, la Turquie, d'acheter du pétrole à Daech, les diplomates de ce pays ont opté pour des mesures visant à légitimer les propos du numéro 1 du Kremlin, a-t-on appris de Farsnews.

«Le gouvernement de mon pays a soumis au Conseil de sécurité un projet de résolution interdisant l'achat de pétrole à tout groupe terroriste», a affirmé Guennadi Gatilov, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, selon l'agence de presse russe, Sputnik.

L'accusation d'avoir acheté du pétrole à Daech a provoqué la colère de Recep Tayyip Erdogan, le Président turc. «Si de tels achats avaient eu lieu, ce serait l'œuvre de trafiquants. Ankara y fera face de toutes ses forces», a prétendu Erdogan. sahartv.ir 27.11

Syrie : plus de 400 cibles bombardés par les avions russes - sahartv.ir

L'aviation russe a bombardé, durant ces trois derniers jours, 449 cibles en Syrie notamment les positions des daechistes à Lattaquié où un de ses chasseurs avait été abattu par la Turquie.

Selon l'IRNA, dans leurs frappes aériennes, en ces trois derniers jours, après le crash d'un Sukhoï 24, les bombardiers russes ont détruit 449 cibles à Damas, Idlib, Lattaquié, Hama, Homs et Deir ez-Zour. Ainsi le nombre des raids aériens menés, en 60 jours d'opérations de l'aviation russe, passe à 6400. Selon le rapport du ministère russe de la Défense, publié vendredi, au cours de 134 sorties, toutes les 449 cibles fixées, dont un principal dépôt d'armes, fortifié et souterrain, de Daech à Homs ont été rasés.

Les avions russes ont aussi détruit les grandes installations de production et du commerce de pétrole, contrôlées par Daech à Deir Ezzor et à Raqa. Entre temps, la presse autrichienne a annoncé la mort de Mohammed Mahmoud, un ressortissant autrichien de 30 ans, qui était un des principaux membres de Daech à Raqa, lors d'un bombardement russe. Par ailleurs, couverte par les opérations aériennes russes, l'armée syrienne a libéré des mains des terroristes une partie des hauteurs du nord-ouest de la Syrie. sahartv.ir 27.11

Lavrov: après l'incident du Su-24 russe Ankara a franchi la ligne rouge - sputniknews.com

"Nous estimons que les dirigeants turcs ont franchi la ligne rouge et risquent de placer la Turquie dans une situation extrêmement difficile aussi bien du point de vue des intérêts nationaux à long terme que de celui de son rôle dans la région", a dit Sergueï Lavrov en inaugurant les négociations avec son homologue syrien Walid Mouallem. sputniknews.com 27.11

Les chasseurs turcs F-16 avaient planifié d'abattre le Su-24 russe - sputniknews.com

Les chasseurs turcs F-16 avaient planifié d'abattre le Su-24 russe, a rapporté un représentant des forces aérospatiales russes.

Les avions de chasse turcs F-16 qui ont abattu un bombardier russe Su-24 impliqué dans la campagne anti-EI en Syrie l'avaient attendu dans les airs pour l'attaquer, a indiqué vendredi aux journalistes Viktor Bondarev, commandant en chef des forces aérospatiales russes.

"Les résultats de contrôle objectif des détecteurs radars syriens attestent de la présence des deux F-16 turcs dans le cadre d'une mission d'alerte entre 9h11 et 10h26, donc pour une durée d'une heure 15 minutes, à une altitude de 2.400 mètres, ce qui témoigne d'une attaque planifiée d'avance ainsi que de la détermination des chasseurs à agir depuis une embuscade dans les

airs au-dessus du territoire turc", a déclaré M. Bondarev.

Le chasseur F-16 turc a été contrôlé depuis le sol. Il s'est trouvé dans les airs au-dessus de la Syrie pendant 40 secondes, a pénétré sur une distance de deux kilomètres dans son territoire, alors que le bombardier russe n'a pas violé l'espace aérien turc. Le F-16 l'a attaqué depuis le territoire syrien, à distance de 5-7 kilomètres.

Le bombardier russe, au moment de l'attaque, se trouvait au-dessus de la Syrie, au moins à cinq kilomètres de la frontière turque. Il a été capté par des détecteurs radars turcs pendant 34 minutes, a précisé le général Bondarev.

Le F-16 a pris la décision d'abattre le Su-24 russe une minute et 40 secondes avant que ce dernier se soit approché de la frontière turco-syrienne. Ni les moyens de contrôle de la base aérienne russe en Syrie, ni l'avion voisin n'ont enregistré d'avertissement provenant de la part du chasseur turc. Les actions de l'équipage du F-16 permettent de qualifier son comportement de déloyal et d'intentionnel, a estimé M. Bondarev. sputniknews.com 27.11

La Russie suspend le régime sans visas avec la Turquie - sputniknews.com

La Russie suspendra le régime sans visas avec la Turquie d'ici janvier 2016, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, car "les menaces venant de ce pays sont bien réelles".

"Le gouvernement russe a décidé de suspendre le régime sans visas en cours entre la Russie et la Turquie. Cette décision entrera en vigueur d'ici le 1 janvier 2016", a déclaré Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue syrien Walid Mouallem.

Et d'ajouter qu'il ne s'agit pas "d'une menace +tirée par les cheveux+. Au contraire, ces menaces sont bien réelles, et nous le déclarons en assumant toutes nos responsabilités", a-t-il fait remarquer. sputniknews.com 27.11

Poutine dévoile les mesures de rétorsion contre la Turquie - sputniknews.com

Ce samedi, le chef d'Etat russe a signé un décret visant à renforcer la sécurité nationale et introduisant des mesures économiques contre la Turquie, après l'attaque du bombardier russe Su-24, rapporte le service de presse du Kremlin.

Après la suspension du régime sans visas annoncée vendredi 27 novembre, et signée aujourd'hui, le président russe a annoncé la mesure la plus douloureuse pour la Turquie. Selon le décret, les opérateurs touristiques ne sont plus autorisés à vendre des séjours en Turquie.

"Stipuler que les tour-opérateurs et les agents touristiques doivent se garder de vendre aux citoyens russes des produits touristiques prévoyant la visite du territoire de la République turque", lit-on dans le décret.

Les vols charters entre la Russie et la Turquie sont également interdits.

De même, ces mesures du Kremlin "visant à assurer la sécurité nationale et celle des citoyens russes", interdisent aux employeurs russes d'embaucher des citoyens turcs à partir du 1er janvier 2016 et ordonnent d'interdire ou de limiter l'activité des organisations turques en Russie.

De surcroît, Vladimir Poutine a ordonné d'"interdire ou limiter les opérations économiques extérieures, prévoyant l'importation sur le territoire russe de certains produits provenant de la République turque selon la liste définie par le Gouvernement de la Fédération de Russie (à l'exception des produits importés pour la jouissance personnelle dans la quantité autorisée par l'Union économique eurasiatique)", selon le texte du décret publié par le Kremlin. sputniknews.com 28.11

Erdogan met la Russie en garde, Poutine refuse de le rencontrer - Reuters

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a redit vendredi qu'il pourrait discuter avec Vladimir Poutine en marge de l'ouverture à Paris de la COP21 mais a mis son homologue russe en garde contre toute tentation de "jouer avec le feu".

A Moscou, trois jours après la destruction par des avions turcs d'un chasseur-bombardier russe près de la frontière syrienne, le Kremlin a fait savoir qu'il n'était pas question pour Poutine de rencontrer Erdogan tant qu'Ankara ne présenterait pas d'excuses pour l'incident aérien.

"Comme nous le voyons, la Turquie refuse de s'excuser simplement pour l'incident de l'avion", a expliqué vendredi Iouri Ouchakov, conseiller du président russe.

Le gouvernement russe a menacé Ankara de représailles économiques; le président de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, Sergueï Narichkine, a même déclaré que la Russie avait aussi le "droit à une riposte militaire".

Dans un discours prononcé à Bayburt, dans le nord-est de la Turquie, Erdogan a dit vendredi qu'il ne souhaitait pas nuire aux relations avec la Russie, mais n'a guère contribué à calmer les esprits. "Nous recommandons très sincèrement à la Russie de ne pas jouer avec le feu", a-t-il prévenu.

Erdogan s'est notamment emporté contre les déclarations à ses yeux "inacceptables" de Poutine. S'exprimant jeudi à l'issue de son entretien avec François Hollande, ce dernier a accusé la Turquie de fermer les yeux sur le trafic de pétrole en provenance de zones contrôlées par l'organisation Etat islamique.

Le chef de la diplomatie russe a insisté vendredi. "Nous avons de plus en plus de questions sur la volonté réelle d'Ankara d'éradiquer le terrorisme", a lancé Sergueï Lavrov, ajoutant lors d'une conférence de presse que la Russie avait décidé de suspendre à compter du 1er janvier l'accord d'exemption de visas entre les deux pays.

Le président turc a fait état en retour de documents américains établissant que des compagnies russes et l'EI vendent du pétrole au régime syrien.

Erdogan a téléphoné à Poutine sept ou huit heures après l'incident, a confirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

"Jusqu'à maintenant, M. Poutine n'a toujours pas répondu à mon appel", a indiqué le président turc, dans une interview accordée à France 24. Reuters 27.11

L'Union européenne n'est pas en reste au côté de la Turquie.

- La décision de l'APCE sur la Russie sera révélatrice pour l'Europe - sputniknews.com

La décision de l'APCE sur les compétences de la délégation russe en 2016 interviendra bientôt et elle sera révélatrice pour l'avenir du continent européen, estime le président de la Douma (chambre basse du parlement russe) Sergueï Narychkine.

Le président de la Douma russe Sergueï Narychkine ne tente pas de faire des prévisions quant à la décision de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur les compétences de la délégation de Russie en 2016, mais il estime cependant qu'elle sera révélatrice pour l'avenir de l'ensemble du continent européen.

En avril 2014 l'APCE a adopté une résolution antirusse suite au rattachement de la Crimée à la Russie et a privé les parlementaires russes de droits de vote, ainsi que de celui de participer aux activités des organes dirigeants de l'Assemblée et de ses missions de suivi jusqu'à la fin de 2014. En 2015, les sanctions ont été prorogées. Anne Brasseur, qui préside l'APCE, a déclaré que le rétablissement des compétences de la délégation russe pourrait être examiné en janvier 2016.

"Le moment de vérité viendra très tôt, au début de 2016, alors qu'un russophobe invétéré soulèvera à nouveau la question relative à nos compétences. Faire des prévisions sur une éventuelle décision est une tâche ingrate. Je ne dirai qu'une chose: le résultat et la liste nominative des votants, tout comme la position publique de la présidente de l'Assemblée, des chefs de groupes politiques et des délégations nationales seront instructifs", écrit Sergueï Narychkine dans un article publié sur son site Internet.

"L'année du 20e anniversaire de l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, la décision de l'APCE sera révélatrice quant aux destinées du continent dans son ensemble. Elle donnera la réponse à la question de savoir s'il parviendra à devenir une grande maison prospère dans laquelle l'égalité en droits de tous ses peuples est une condition clé du développement réussi de l'Europe", signale le président de la Douma russe. sputniknews.com 27.11

Malgré un acte d'agression ou de guerre de la Turquie envers la Russie, l'emprisonnement de deux journalistes, l'assassinat d'un avocat pro-kurde, l'Union européenne envisage toujours l'adhésion de la Turquie à l'UE.

- Turquie: un célèbre avocat kurde tué par balles - sputniknews.com

Tahir Elçi, bâtonnier de l'ordre des avocats de Diyarbakir et figure renommée de la cause kurde, a été tué par balles samedi lors d'un échange de coups de feu aux circonstances encore confuses de la grande ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie.

Un policier a été tué et dix autres personnes blessées, dont un journaliste et au moins deux autres membres des forces de l'ordre, lors de cette fusillade, a-t-on appris de sources hospitalières et sécuritaires locales citées par l'AFP.

L'avocat a été mortellement touché à la tête lors de la fusillade, sans qu'il soit encore possible d'affirmer s'il a été spécifiquement visé ou victime d'une balle perdue.

Toujours selon l'AFP Tahir Elçi faisait l'objet de poursuites pour avoir affirmé à la télévision à la mi-octobre que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la rébellion kurde depuis 1984 en Turquie, "n'est pas une organisation terroriste".

Il avait été interpellé le 20 octobre dans son bureau de Diyarbakir puis inculpé d'"apologie du terrorisme par voie de presse" par un tribunal d'Istanbul, avant d'être remis en liberté sous contrôle judiciaire.

Le parquet a requis contre lui une peine d'un an et demi à sept ans et demi de prison. sputniknews.com 28.11

- Turquie : manifestation de soutien à deux journalistes emprisonnés - euronews.com

Un à deux milliers de personnes se sont rassemblées à Istanbul, au lendemain de l'incarcération des dirigeants du quotidien d'opposition Cumhuriyet.

"Deux journalistes inculpés pour "espionnage"" : http://www.liberation.fr/planete/2015/11/27/accuses-d-espionnage-deux-journalistes-turcs-de-cumhuriyet-en-prison_1416583 et "divulgarion de secrets d'Etat", et écroués, après avoir publié un article sur de possibles livraisons d'armes à des islamistes en Syrie par Ankara. "Une enquête a été ouverte à la suite de nos reportages sur les camions des services secrets turcs transportant des armes", indiquait le rédacteur en chef Can Dündar, avant son incarcération. "Le plaignant est le chef de l'Etat lui-même. Nous sommes venus ici pour défendre le journalisme, pour défendre les droits du peuple d'être informé, leur droit d'apprendre la vérité si le gouvernement a menti". "Si le pays fait l'objet d'une menace, ou se trouve en danger, un journaliste doit en rendre compte", avait déclaré Erdem Gül, responsable du bureau d'Ankara pour le quotidien.

En mai dernier, le scandale avait éclaté après la diffusion dans le journal de photos et d'une vidéo de camions, interceptés par la gendarmerie turque en janvier 2014. Les véhicules des services secrets, transportaient des armes à la frontière syrienne. Des faits qu'Ankara continue de démentir. euronews.com 27.11

- Sommet UE-Turquie: les Européens divisés sur les concessions à faire à Ankara - AFP

A deux jours d'un sommet avec la Turquie à Bruxelles, les Européens sont divisés sur l'ampleur des concessions politiques et financières à faire à Ankara pour obtenir son aide face à la crise migratoire qui ébranle l'unité de l'UE.

Les tractations ne sont pas facilitées par le contexte international tendu après que la Turquie a abattu un avion russe près de sa frontière avec la Syrie, principale origine des flux de réfugiés vers l'Europe.

Le sommet de dimanche doit réunir à Bruxelles les dirigeants des 28 membres de l'UE et le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu.

"Pour l'Europe, ce sommet vise à freiner le flux migratoire, mais pour les Turcs il vise plutôt à revigorer leur processus d'adhésion" à l'UE, souligne une source impliquée dans les négociations.

Il faut "réinitialiser les rapports turco-européens qui ont souffert ces dernières années du refus de certains pays d'accepter une adhésion pleine de la Turquie à l'UE", confirme une source diplomatique turque.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et celui du Parlement européen, Martin Schulz, assisteront à la rencontre de dimanche, présidée par le président du Conseil européen Donald Tusk.

L'objectif est d'entériner le "plan d'action" déjà négocié par la Commission européenne avec la Turquie, qui liste une série d'engagements, comme celui par les Turcs de rendre leur frontière avec l'UE plus étanche et de réadmettre davantage de migrants illégaux l'ayant franchie.

Le sommet devrait aussi graver dans le marbre les 3 milliards d'euros que les Européens sont prêts à déboursier pour aider les Turcs à faire face à l'afflux de réfugiés sur leur sol.

- Dialogue difficile -

Car si depuis janvier plus de 700.000 migrants ont gagné l'Europe depuis la Turquie, le pays accueille aussi plus de 2 millions de réfugiés et demandeurs d'asile.

En accueillir davantage ou empêcher leur départ vers l'UE a un coût, qu'Ankara ne veut pas assumer seul. Le gouvernement islamo-conservateur turc ne veut pas rater l'occasion d'obtenir les fruits politiques de sa coopération.

L'UE s'est dite disposée à accélérer le processus déjà en cours visant à exempter à terme les citoyens turcs de visas pour voyager en Europe. Elle s'engagera aussi dimanche à "redynamiser" les négociations d'adhésion de la Turquie, au point mort depuis des années.

"On nous a dit que le chapitre 17 des négociations (politiques économiques et monétaires, ndlr) sera ouvert vers la mi-décembre", a déjà affirmé jeudi le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui ne fera pas le déplacement à Bruxelles.

Globalement d'accord sur le principe de ces ouvertures politiques, même si la Grèce et Chypre restent réticentes, les pays européens restent toutefois divisés sur la portée de leurs promesses et sur les conditions à poser.

"Nous ne voulons pas nous asseoir pour des discussions avec la Turquie en leur faisant penser qu'ils sont notre dernière chance", a récemment souligné le Premier ministre populiste hongrois Viktor Orban.

L'UE a récemment fustigé "les graves reculs" de la liberté d'expression en Turquie et des "manquements significatifs" dans le domaine de l'indépendance de la justice. "Il est hors de question de brader" les principes de l'UE, en matière de droits de l'Homme, "sur l'autel des préoccupations migratoires", insiste une source européenne.

Côté financier, les 3 milliards d'euros d'aide promis sont actés en principe. "Mais est-ce sur un an ou sur deux ans? Faut-il procéder par étapes? Le sommet laissera planer une ambiguïté", explique une autre source européenne.

Les Etats membres ne devraient pas non plus trancher dimanche la question sensible de la provenance des fonds. La Commission européenne propose d'apporter 500 millions d'euros, issus du budget de l'UE, et demande aux Etats membres de verser le reste. Ils ne sont "globalement pas d'accord", prévient une source diplomatique.

Les tensions entre Turquie et Russie, alors que les Occidentaux tentent de mettre sur pied une coalition contre l'Etat islamique (EI), "vont encore compliquer un dialogue déjà difficile entre l'UE et la Turquie", note Ian Lessern, expert au German Marshall Fund à Bruxelles. AF 27.11

L'Union européenne peut compter sur le soutien des néonazis de Kiev contre la Russie.

APCE: l'Ukraine s'apprête à réclamer l'exclusion de la Russie - sputniknews.com

Lors de la session de juin de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), la délégation ukrainienne entend soulever la question de l'exclusion de la Russie de cette organisation, rapporte vendredi l'agence UNN, se référant à la députée Maria Ionova, du Bloc de Piotr Porochenko.

Mme Ionova a annoncé que vendredi 24 avril, lors de la session de l'APCE, les débats sur l'Ukraine s'étaient déroulés, notamment sur la mise en application de la résolution adoptée en janvier.

"Il va sans dire que la Russie n'a pas rempli un seul point de cette résolution. Et tout porte à croire que lors de la future session, en juin prochain, nous nous pencherons sur la question de l'exclusion de la Russie de l'APCE", a martelé la parlementaire.

Selon la députée à la Rada suprême (parlement ukrainien), plusieurs pays, dont la Géorgie et la Moldavie, ont soutenu l'Ukraine dans cette question.

Le 27 janvier, l'APCE a privé la délégation russe du droit de vote et de participation aux organes dirigeants de l'Assemblée jusqu'à avril. Suite à cette décision, le chef de la délégation russe à l'APCE Alexeï Pouchkov a annoncé que la Russie ne participerait plus aux réunions de l'Assemblée jusqu'à la fin de 2015.

En mars dernier, le chef adjoint de la délégation russe Leonid Sloutski a déclaré que la Russie entendait revenir à l'APCE en 2016. sputniknews.com 27.11

[Dossier Syrie](#)

La Syrie appelle à faire pression pour que la Turquie "cesse de soutenir les terroristes" - sputniknews.com

Le chef de l'Armée syrienne demande à la communauté internationale de faire pression sur la Turquie pour qu'elle cesse son

soutien aux terroristes, et n'achète plus leur pétrole, a déclaré aux journalistes le porte-parole des troupes syriennes, le général de brigade Ali Mayhub.

M.Mayhub a également déclaré que la nuit dernière, l'armée syrienne avait fait l'objet de tirs de mortiers depuis le territoire turc.

Le responsable syrien a émis de virulentes critiques contre la partie turque. M.Mayhub a affirmé que les autorités turques organisent les livraisons d'armes et de munitions aux terroristes, en soutenant ainsi leurs activités.

"Le chef de l'Armée arabe syrienne met en garde contre le danger lié à une telle conduite et demande à la communauté internationale de réaliser une pression maximale sur les autorités de la République turque, afin de les contraindre à rejeter le soutien direct et indirect au terrorisme international", a déclaré M.Mayhub. sputniknews.com 28.11

Syrie : deux nouvelles localités libérées. - sahartv.ir

En Syrie, l'armée régulière a repris le contrôle de vastes parties des hauteurs entourant Lattaquié, dans l'Ouest. Selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen, les militaires de l'armée syrienne, épaulés par les forces de la défense nationale, ont repris aux terroristes, les collines de Katf Al-Ghadar et Katf Al-Naghme, entourant la banlieue-Nord de Lattaquié. Les hauteurs, libérées par l'armée, donnent sur des dizaines de kilomètres des territoires entourant Lattaquié.

Par ailleurs, l'armée syrienne a repoussé une attaque des terroristes de Daech contre la ville et l'aéroport militaire de Deir Ezzor, dans l'Est de la Syrie. Ces affrontements ont coûté la vie à de nombreux terroristes de Daech. D'autre part, l'aviation syrienne a bombardé une position du groupe terroriste Daech, située dans le Nord du village d'Andan, en banlieue-Nord d'Alep. Cette frappe a fait de nombreux tués parmi les terroristes. sahartv.ir 28.11

Manifestation à Londres contre l'intervention de la Grande-Bretagne en Syrie - sahartv.ir

Les opposants aux ingérences britanniques en Syrie se sont rassemblés devant le bureau du Premier ministre.

Les manifestants ont soutenu les points de vue de Jeremy Corbyn, chef de l'opposition, qui est contre les ingérences de Londres dans les affaires syriennes.

George Galloway, ancien député, a prononcé un discours pour les manifestants.

Cette manifestation était la plus grande en Grande-Bretagne contre les ingérences britanniques dans les affaires syriennes.

Le groupe « Coalition pour arrêter la guerre » avait annoncé vendredi dans un communiqué que les propositions incohérentes du Premier ministre David Cameron pour agir en Syrie ne pouvaient affaiblir Daech. Selon ce communiqué toute intervention allait même attiser le feu de la guerre civile en Syrie dont le peuple est victime des activités des terroristes.

Le Premier ministre britannique a fait part de son intention de mettre au vote cette semaine à la Chambre des Communes son plan d'élargir les raids aériens contre Daech en Syrie. sahartv.ir 28.11

[Les adeptes de la barbarie et de la guerre rivalisent de zèle.](#)

- Moyen-Orient: les Émirats arabes unis jouent de plus en plus la carte militaire - sputniknews.com

Le New York Times vient de dévoiler qu'au Yémen, où la coalition sunnite combat depuis plus de six mois les Houthis chiites, des mercenaires sud-américains agissent également sur le terrain. Il s'agirait de plus de 400 soldats et officiers colombiens, embauchés et formés grâce à l'argent des Émirats arabes unis.

Mohammed ben Zayed Al Nahyane, frère et héritier de l'émir d'Abou Dhabi, est considéré en Occident comme un réformateur arabe: il est l'architecte de cette nouvelle stratégie.

Par le passé, les Émirats arabes unis, qui contrôlent 6% des réserves mondiales de pétrole et possèdent le deuxième fonds souverain le plus important au monde, se cantonnaient au rôle d'observateur impartial, au-dessus de tous les problèmes au Moyen-Orient.

La situation a beaucoup changé: les Émirats semblent avoir oublié leur "neutralité" financière pour prendre part de plus en plus activement à tous les conflits récents.

Aujourd'hui, ils combattent les Houthis soutenus par l'Iran au Yémen, mais bombardent aussi Daech en Syrie. Ils avaient fait la même chose en Libye, pays pourtant situé à des milliers de kilomètres.

"Les Émirats ne peuvent plus se permettre de jouer le rôle d'une "Suisse arabe", estime Michal al-Gueravi, directeur du centre de recherche Delma Institute à Abou Dhabi. S'il y a des flammes partout, on ne peut pas rester les bras croisés: il faut éteindre le feu ou partir".

Mohammed ben Zayed Al Nahyane entreprend donc beaucoup d'efforts pour transformer les Émirats en puissance militaire. Par exemple, l'année dernière, les Émirats ont introduit un service militaire obligatoire pour les hommes. En ce qui concerne le matériel et les armes, tout va aussi pour le mieux: d'après IHS Inc, les Émirats arabes unis sont le quatrième importateur d'armes au monde. Qui plus est, ce matériel n'est pas stocké mais utilisé au Yémen, en Syrie, en Irak ou — par le passé — en Libye.

Tout en renforçant son armée, le prince Mohammed n'oublie pas l'économie, dont la force motrice est le pétrole, et suit l'exemple de la Norvège où les hydrocarbures sont également le fondement économique du pays. Oslo a réussi à diversifier cette activité et les Norvégiens ont désormais une assurance pour l'avenir.

"Nous ne voulons pas le regretter dans 50 ans, quand nous aurons extrait le dernier baril, a annoncé le réformateur arabe en février 2015. Si nos investissements d'aujourd'hui s'avéraient fructueux, ce moment ne serait pas triste pour nous".

Il est difficile de réformer les Émirats, mais cette tâche est pourtant plus facile qu'en Arabie saoudite voisine, où les autorités religieuses, wahhabites et conservatrices, restent toujours très puissantes. Le prince Mohammed rencontre tout de même une certaine opposition intérieure à ses réformes. sputniknews.com 27.11

ACTUALITE EN TITRES

[C'est sur l'avenir de la civilisation humaine que l'UE fait peser une menace](#)

- Crise des migrants : le Premier ministre néerlandais s'inquiète, selon lui l'UE risque de "s'écrouler" comme "l'Empire romain"
- Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[La sentence royale ou la conception de la démocratie du chef des barbares ami et partenaire de Obama et Hollande.](#)

- Arabie Saoudite: Une «procédure de grâce» en cours pour le blogueur condamné à 1.000 coups de fouet
- 20minutes.fr

Une lueur d'espoir pour Raef Badaoui, condamné en Arabie saoudite à 10 ans de prison et 1.000 coups de fouet. Une procédure de grâce serait en effet en cours pour le blogueur, que son épouse Ensaf Haidar a dit samedi espérer voir aboutir favorablement.

Plus tôt samedi, le secrétaire d'Etat suisse aux Affaires étrangères, Yves Rossier a indiqué que la sentence à l'encontre du blogueur de 31 ans «a été suspendue». «Une procédure de grâce est maintenant en cours auprès du chef de l'Etat, donc du roi Salmane ben Abdelaziz al-Saoud», a-t-il déclaré à Radio-Canada, précisant avoir évoqué cette affaire lors de sa visite officielle à Ryad cette semaine.

Animateur du site internet Liberal Saudi Network et lauréat 2014 du prix Reporters sans frontières pour la liberté de la presse, Raef Badaoui est emprisonné depuis 2012. Il a été condamné à 10 ans de prison pour «insulte» envers l'islam il y a un an et à 1.000 coups de fouet à raison de 50 coups par semaine pendant 20 semaines.

Le blogueur a obtenu le 29 octobre dernier le prix Sakharov pour la liberté d'expression décerné par le Parlement européen, qui avait alors appelé à sa libération «immédiate». Ensaf Haidar avait émis le souhait que Raef Badaoui puisse aller lui-même chercher le 16 décembre à Strasbourg ce prix décerné par les chefs de file des groupes politiques du Parlement européen et parfois considéré comme l'équivalent européen d'un Prix Nobel. 20minutes.fr 29.11

S'il a reçu le soutien de Reporters sans frontières, de l'UE qui lui a décerné le prix Sakharov, c'est qu'il sert ou peut servir

leurs intérêts, il mérite donc d'être épargné. On évitera donc de le soutenir n'en déplaisent à ceux qui autrefois ont soutenu des opposants membres de l'URSS ou de ses satellites et qui se sont avérés être presque tous de droite, de féroces procapitalismes et anticommunistes, c'était soi-disant leur conception de la lutte contre le stalinisme, cynique, n'est-ce pas ?

- Arabie: la famille d'un jeune chiite condamné à mort craint une exécution imminente - AFP

Un membre de la famille du jeune chiite Ali al-Nimr, mineur au moment de son arrestation en 2012 puis condamné à mort, a estimé vendredi que l'Arabie saoudite semblait "très sérieuse" quant à l'application de la peine.

"Le gouvernement est sérieux, très sérieux" concernant l'exécution d'Ali al-Nimr, a indiqué à l'AFP son oncle Jaffar al-Nimr, selon lequel Ali n'a plus parlé à sa famille depuis deux semaines et a expliqué avoir subi un contrôle médical.

"C'est peut-être la routine avant qu'ils exécutent", a ajouté Jaffar al-Nimr.

Le cas d'Ali al-Nimr, qui avait 17 ans quand il avait été arrêté pour avoir manifesté contre les autorités, a suscité une vive indignation dans le monde et des voix se sont élevées pour demander aux autorités saoudiennes de surseoir à son exécution.

Selon des militants, Ali al-Nimr est un des trois chiites mineurs au moment des faits à avoir épuisé toutes les voies de recours contre leur condamnation à mort.

Leur sort est entre les mains du roi Salmane qui a le dernier mot sur l'application des condamnations à mort.

Vendredi, un millier de Saoudiens chiites se sont rassemblés dans une mosquée de la ville d'Awamiya, dans l'est du pays, pour demander la libération de ces militants, a rapporté un habitant. AFP 28.11

Par contre on ne donnera pas cher de la peau de ce malheureux, il sera peut-être le 152 décapités depuis le début de l'année en Arabie saoudite, le pays où les bourreaux ne chôment pas, ils font même mieux que leurs créatures monstrueuses, Al-Qaïda et l'Emirat islamique.

Décapité pour avoir simplement manifesté. Hollande-Valls ont encore de la marge.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Presse indépendante? Quand la CNN reçoit ses ordres du gouvernement US - sputniknews.com

Aux USA, le scandale enfle autour de la correspondance électronique entre la journaliste de la chaîne CNN Elise Labott et le représentant du département d'État des Etats-Unis Philippe Reines, récemment rendue publique.

Alors qu'elle couvrait les auditions au Sénat en 2013 portant sur l'attaque contre l'ambassade américaine à Benghazi, la journaliste a publié des messages Twitter dictés par ce haut fonctionnaire. Mme Labott avoue d'ailleurs avoir consulté Philippe Reines, qui occupait à ce moment-là le poste d'assistant du secrétaire d'Etat adjoint, sur le contenu des messages censés être publiés.

A en juger par les e-mails échangés, M. Reines proposait des tweets à la journaliste de la CNN pour qu'elle les publie ensuite. A titre d'exemple, une citation d'un discours d'Hillary Clinton s'est retrouvée sur le compte Twitter d'Elise Labott immédiatement après un de ces "échanges".

Les critiques à l'encontre du sénateur Rand Paul, qui avait posé à Mme Clinton des questions délicates, ont également été "négociées" entre la journaliste et le représentant du département d'État.

Selon le journaliste américain Christopher Hedges, cité par la chaîne RT, tous les médias vedettes aux USA sont plus ou moins en contact avec les politiques. Les journalistes ont besoin de ces derniers en tant que sources d'information, et pour obtenir ce qu'ils veulent ils sont prêts à appliquer n'importe quel ordre politique.

Curieusement, ce n'est pas la première fois que des journalistes d'Europe et des USA entretiennent "relations dangereuses" avec les autorités, ce qui n'empêche pas l'Occident de se targuer d'être un havre de démocratie et de liberté.

La semaine dernière, la chaîne CNN a temporairement suspendu Mme Labott l'accusant d'avoir violé des normes rédactionnelles. La journaliste avait posté un message critiquant la décision, récemment prise par la Chambre des représentants des USA, de suspendre l'accueil des réfugiés syriens et irakiens, le tweet allant à l'encontre de la position du gouvernement de ce pays si démocratique. sputniknews.com 28.11

2- Suisse

- Procès HSBC-Suisse: Hervé Falciani condamné par défaut à 5 ans de prison - AFP

L'ex-informaticien de la banque HSBC-Suisse, Hervé Falciani, a été condamné pour espionnage économique par la justice suisse, qui ne le considère pas comme un lanceur d'alerte comme il l'affirme.

La décision du Tribunal pénal fédéral (TPF) de Bellinzone (canton du Tessin), a été annoncée vendredi, trois semaines après la fin du procès d'Hervé Falciani, qui a eu lieu en son absence du 2 au 6 novembre.

Selon le tribunal, Hervé Falciani, qui a subtilisé des dizaines de milliers de documents bancaires à son ex-employeur, s'est rendu coupable d'espionnage économique et a été condamné à ce titre à cinq ans de prison.

Le responsable du scandale "Swissleaks" n'a assisté ni au procès ni à la lecture de la décision, car il a indiqué à plusieurs reprises ne faire aucune confiance à la justice suisse.

Hervé Falciani était poursuivi pour plusieurs motifs, dont l'espionnage économique. Il a en revanche été acquitté d'autres chefs d'accusation, comme celui de la violation du secret commercial.

Etant français et domicilié en France, Hervé Falciani ne peut être extradé.

Ce jugement n'est pas définitif, et un recours peut être intenté devant le Tribunal fédéral, la plus haute instance juridique suisse.

Dès l'annonce du verdict, la banque HSBC s'est "félicitée" de cette décision.

"HSBC a toujours soutenu qu'Hervé Falciani avait dérobé des informations confidentielles relatives aux clients de la banque d'une manière systématique dans le seul but de les revendre pour son propre enrichissement. Les témoignages reçus par le tribunal démontrent que les intentions de Hervé Falciani n'étaient pas celles d'un lanceur d'alertes", a indiqué la banque dans un communiqué.

- Des évadés fiscaux par milliers -

L'avocat de la banque a en outre affirmé à l'AFP que dans le résumé de sa décision, le "Tribunal pénal fédéral a estimé que Hervé Falciani avait agi par appât du gain", sans autre précision.

La sanction prononcée par le TPF est cependant inférieure à ce qu'avait demandé dans son réquisitoire le procureur Carlo Bulletti, qui avait prôné une peine de six ans de prison.

L'avocat commis d'office d'Hervé Falciani, Me Marc Henzelin, avait plaidé pour son client une peine compatible avec le sursis.

Les révélations d'Hervé Falciani ont permis de découvrir des milliers d'évadés fiscaux dans le monde qui avaient ouvert des comptes non déclarés auprès de la banque genevoise HSBC.

Parmi les riches contribuables accusés d'avoir fraudé le fisc de leur pays et à avoir été rattrapés par la justice grâce aux listes Falciani, figurent Arlette Ricci, 73 ans, héritière des parfums Nina Ricci, et le banquier Emilio Bottin, condamné à payer 299 millions d'euros au fisc espagnol.

Selon l'avocat de la banque HSBC, Hervé Falciani a commis le "plus grand pillage d'une banque jamais commis dans le monde". "L'ex-informaticien s'est approprié l'équivalent de 76 gigabits de données brutes, l'équivalent du contenu de 5.300 grands classeurs", avait déclaré l'avocat au moment du procès.

Le défenseur d'Hervé Falciani avait de son côté dénoncé les failles du système de sécurité de la banque, qui avaient permis à

son client de récolter autant de données.

"Au niveau international, on est en train d'abandonner le secret bancaire. On juge un combat d'arrière-garde", avait encore asséné l'avocat. AFP 27.11

3- Palestine occupée

- Une foule d'Arabes Israéliens contre l'interdiction d'un mouvement islamique - AFP

Des milliers d'Arabes Israéliens ont défilé samedi à Oum el-Fahem dans le nord d'Israël pour dénoncer l'interdiction d'une organisation islamique accusée par le gouvernement de Benjamin Netanyahu d'incitation à la violence.

Sous une nuée de drapeaux palestiniens, ces descendants de Palestiniens restés sur leur terre à la création d'Israël en 1948, ont crié "Nous ne sommes pas des terroristes", "Nous sommes plus forts que l'interdiction", avant d'être harangués par des représentants de la minorité arabe d'Israël, dont des députés du Parlement israélien.

Le 17 novembre, Israël a interdit la "branche nord" du Mouvement islamique et son réseau d'associations, en accusant l'organisation d'inciter les Arabes israéliens et les Palestiniens à la violence en propageant des "mensonges" au sujet de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem.

Devant les manifestants à Oum el-Fahem, le chef du groupe Raéd Salah, a dénoncé cette interdiction comme une mesure "terroriste".

"Qui est le terroriste? Moi je dis que c'est le racisme d'Israël, celui qui a fermé des associations qui venaient en aide à 23.000 orphelins désormais abandonnés à leur faim", a-t-il dit.

M. Salah a affirmé que ces associations fournissaient des services à un demi million d'Arabes Israéliens, sur une population de 1,4 million (17,5% de la population israélienne).

"Des services que l'Etat devrait fournir à tous ses citoyens", a dénoncé Mohamed Baraké, qui dirige le Haut comité de suivi regroupant les principales organisations représentant la communauté arabe israélienne qui se plaint de longue date de discriminations.

Depuis sa fondation au début des années 1970, le Mouvement islamique en Israël a tissé un réseau d'associations - religieuses, sportives ou éducatives - et de services sociaux parmi les Arabes Israéliens.

Mais ce mouvement s'est scindé en 1996 en deux entités distinctes, dont une seule, la "branche sud" du mouvement, participe aux institutions israéliennes.

M. Salah a récemment été condamné à 11 mois de prison ferme pour avoir appelé en 2007 "tout musulman et Arabe à venir en aide aux Palestiniens et à lancer une intifada islamique" pour l'esplanade des Mosquées, lieu sacré pour les musulmans et les juifs.

Son mouvement a fait de ce site son cheval de bataille, mobilisant notamment dans la Vieille ville de Jérusalem, d'où est partie la vague de violence qui depuis début octobre a coûté la vie à 98 Palestiniens, à un Arabe israélien, à 17 morts côté israélien, ainsi qu'à un Américain et à un Erythéen.

Le mouvement a été interdit alors que le gouvernement Netanyahu s'est dit déterminé à durcir la répression pour mettre fin à la flambée des violences. AFP 28.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Air France : appel à la grève les 2 et 3 décembre - LeMonde.fr

Le Syndicat des pilotes d'Air France (SPAF, 21 %) et Alter (non représentatif), minoritaires à Air France, appellent à la grève mardi 2 et mercredi 3 décembre, contre les suppressions d'emploi et les poursuites disciplinaires, a-t-on appris vendredi 27 novembre auprès d'eux. La compagnie aérienne s'attend à un impact limité sur le trafic.

Les autres syndicats de navigants, que ce soit le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, 65 % des voix de pilotes) et

les représentants des hôtesse et stewards, n'ont pas opté pour la grève. Au sol, la Confédération générale du travail (CGT), Force ouvrière (FO) et l'union syndicale Solidaire (SUD)-Aérien (non représentatif) appellent par contre à des arrêts de travail.

Sous le coup d'une procédure de licenciement, cinq salariés sont convoqués le 2 décembre au tribunal correctionnel de Bobigny pour des faits de violence en réunion, lors des débordements spectaculaires du 5 octobre au siège d'Air France. Deux dirigeants avaient échappé à des manifestants, la chemise arrachée, après l'annonce de la suppression potentielle de deux mille neuf cents postes.

Une large intersyndicale appelle à un rassemblement mercredi devant le tribunal et à une « démonstration pacifique » le lendemain au siège, « pour l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires et des procédures de licenciement totalement injustifiées » et « pour un développement ambitieux de l'activité » à Air France. LeMonde.fr 27.11

1.2- Premier licenciement à Air France après les violences contre des cadres - latribune.fr

Un salarié d'Air France mis en cause dans les débordements spectaculaires du 5 octobre a reçu sa lettre de licenciement vendredi, son recours gracieux ayant été rejeté par la direction, a appris l'AFP auprès du syndicat CGT de la compagnie. latribune.fr 27.11

C'était seulement un magasinier, cela ne méritait pas de mettre Air France en grève illimitée jusqu'à sa réintégration, dixit ces syndicalistes pourris.

2- Suisse

- Suisse : 10.000 agriculteurs dans la rue à Berne - euronews.com

Les paysans suisses dans la rue. Près de 10.000 agriculteurs ont manifesté vendredi matin à Berne pour s'opposer au plan d'économies préconisé par le gouvernement.

Le Conseil fédéral veut économiser 86 millions d'euros sur le budget agricole en 2016 et 64 millions en 2017. Le crédit-cadre serait par ailleurs amputé de 732 millions d'euros.

Selon la presse suisse, depuis le début du siècle, près de 17.000 exploitations agricoles auraient disparu en Suisse. euronews.com 28.11

3- Allemagne

- Lufthansa : accord salarial pour les 30.000 personnels au sol - AFP

Le géant allemand du transport aérien Lufthansa et le puissant syndicat des services Verdi ont validé samedi un accord prévoyant des hausses salariales pour les 30.000 personnels au sol du groupe, ont annoncé la direction et l'organisation syndicale.

Les personnels au sol de Lufthansa et des filiales du groupe vont toucher pour les mois d'avril à septembre 2.250 euros au titre d'une revalorisation salariale, ont indiqué Lufthansa et Verdi dans des communiqués distincts.

Selon les modalités de l'accord, qui intervient au terme de longs mois de négociations, les salaires vont être revalorisés en 2016 et 2017 de 2,2%.

Fin mars, les personnels au sol des principaux aéroports en Allemagne avaient, à l'appel de Verdi, arrêté le travail une demi-journée pour réclamer une revalorisation de leurs salaires, paralysant une grande partie du trafic aérien allemand.

Cet accord est comme un rayon de soleil pour le numéro un européen du transport aérien, en délicatesse avec les trois principaux syndicats du personnel - Cockpit (pilotes), UFO (personnels cabines) et Verdi - et plombé ces derniers mois par plusieurs grèves coûteuses. AFP 09.11

Si c'est un "rayon de soleil" pour les riches actionnaires de Lufthansa, c'est que notre analyse est correcte, ou comment on achète la paix sociale sur fond de surexploitation de la main d'oeuvre immigré, notamment.

4- Brésil

- La déforestation en Amazonie en hausse de 16% - Reuters

La destruction de la forêt amazonienne au Brésil a augmenté de 16% sur un an, selon des données satellitaires publiées jeudi par le ministère brésilien de l'Environnement.

Selon ces données qui courent sur 12 mois à fin juillet, 5.831 km² de forêt ont disparu en Amazonie brésilienne.

Ces chiffres confirment les informations diffusées récemment par des organisations spécialisées qui montraient une déforestation accrue, après un recul constaté en 2014. La déforestation contribue à environ 15% des gaz à effet de serre, soit plus que le secteur du transport dans son entier.

La situation au Mato Grosso est la cause principale de cette hausse de la déforestation. Les propriétaires fonciers de cet Etat très agricole ont supprimé environ 1.500 km² de jungle, contre 1.000 km² l'année précédente.

L'Amazonie, la plus grande forêt tropicale au monde, est non seulement un immense piège à carbone mais aussi un sanctuaire de la biodiversité. Elle contient des milliers d'espèces qui n'ont pas encore été étudiées.

Le gouvernement brésilien lance régulièrement des opérations de lutte contre l'exploitation forestière illégale, mais il faut faire plus, estiment des organisations de défense de l'environnement. La ministre de l'Environnement, Izabella Teixeira, a convoqué les gouverneurs des Etats affichant la plus grosse déforestation pour discuter de la situation.

Malgré le bond constaté en 2015, la zone déboisée reste beaucoup moins large que par le passé. Le Brésil a réussi à fortement réduire la destruction de la forêt depuis qu'il a commencé à suivre la déforestation en 2004. Cette année-là, près de 30.000 km² de végétation avaient été perdus. Reuters 27.11

On aurait pu faire figurer cet article dans la rubrique économie.

ECONOMIE

Matière première. Le cuivre.

- La plus grande mine de cuivre du monde accuse une chute de 42% de ses profits - latribune.fr

Le bénéfice de la plus grande mine de cuivre au monde Escondida, située dans le nord du Chili, a plongé de 42% sur les neuf premiers mois de l'année, par rapport à l'an dernier, a indiqué le groupe anglo-australien BHP Billiton propriétaire de la mine.

Le bénéfice a atteint 1,176 milliard de dollars sur cette période, contre 2,02 mds un an plus tôt, selon un communiqué du groupe. Chute des cours

Cette chute est due "principalement à la baisse du cours mondial du métal rouge sur cette période, qui a été en partie compensée par une hausse de 8% du volume des ventes, rendue possible par une amélioration de la production", a précisé le groupe.

Vendredi, le métal rouge s'échangeait autour de 2,10 dollars la livre, loin des 4,5 dollars de 2011, au plus fort du boom minier, dans un contexte de faible demande de la Chine, premier acheteur mondial

La production de la mine Escondida s'est élevée à 927.668 tonnes sur les neuf mois, soit 6% de plus que les 874.588 tonnes produites il y a un an. Le Chili: un tiers de la production mondiale de cuivre

La mine, qui est située à Antofagasta (1.300 km au nord de Santiago du Chili), est la propriété de BHP Billiton (57,5%), du groupe anglo-australien Rio Tinto (30%) et des Japonais de JECO Corporation (10%) et JECO 2 (2,5%).

Le Chili est le plus important producteur de cuivre de la planète, couvrant un tiers de l'offre mondiale. latribune.fr 29.11

2- Brésil

- Le Brésil va geler 10 milliards de reals de dépenses publiques - Reuters

La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, va geler 10 milliards de reals (2,5 milliards d'euros) de dépenses publiques, le gouvernement n'étant pas parvenu à s'assurer le feu vert du Congrès à une révision des objectifs d'économies budgétaires

fixés pour cette année, a annoncé vendredi la présidence.

Un décret présidentiel dans ce sens sera publié lundi.

La loi budgétaire brésilienne impose à l'exécutif de geler une partie des dépenses en cas de besoin pour respecter l'objectif de solde budgétaire primaire (hors service de la dette) fixé pour l'année en cours.

Face à la chute des recettes fiscales résultant de la récession économique, le gouvernement de Dilma Rousseff a renoncé à afficher un excédent budgétaire primaire cette année, ce qui était prévu initialement, et table désormais au contraire sur un déficit record de 48,9 milliards de reals, l'équivalent de 0,85% du produit intérieur brut (PIB).

Les difficultés budgétaires ont conduit la présidente à annuler vendredi un voyage officiel prévu au Japon et au Vietnam prévu dans les prochains jours.

Plusieurs sources ont déclaré cette semaine à Reuters que le gouvernement pourrait être contraint de reporter l'augmentation du salaire minimum prévue en janvier pour ne pas creuser davantage le déficit.

Le PIB brésilien devrait se contracter de 3,1% cette année selon la dernière enquête de la banque centrale auprès des économistes, ce qui marquerait la pire récession subie par le pays depuis un quart de siècle. Reuters 27.11

Même réflexion que plus haut mais inverse, la mesure annoncée par Dilma Rousseff est antisociale.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 novembre 2015

CAUSERIE

Le 29 novembre 23h15 à Pondichéry.

On a ajouté le document suivant dans la Tribune libre, je l'ai découvert aujourd'hui sur le Net.

● À propos de la crise du CCI (CPS) (01.10)

On conseillera aux lecteurs de ne retenir de ce texte que les éléments qui les intéressent et de rejeter, de condamner et combattre la politique que ce groupe de militants fossilisés issus du CCI préconisent, délirant, jugez plutôt : "*Il (leur combat politique- ndlr) se concrétise aujourd'hui par la lutte pour organiser les travailleurs et la jeunesse pour imposer aux dirigeants des confédérations et des fédérations syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF), ainsi que des partis PS et PCF qu'ils rompent avec la bourgeoisie, aujourd'hui avec le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel.*"

C'est à croire que ces gens-là vivent sur une autre planète que la nôtre.

Si le PS n'a jamais rompu avec la bourgeoisie depuis le 3 août 1914, et le PCF depuis qu'il s'est stalinisé au milieu des années 20, ainsi que les appareils des syndicats totalement corrompus, escompter qu'ils rompent un jour avec elle, c'est comme espérer que votre banquier vous remettra la clé de son coffre-fort ou que votre patron échangera son salaire contre le vôtre. C'est grotesque, pathétique !

Pondichéry 20h48, la causerie du jour

Pendant que le gouvernement instaure l'état d'urgence tourné essentiellement contre le mouvement ouvrier en interdisant et réprimant rassemblements et manifestations, les dirigeants des syndicats qui ne l'ont pas condamné annulent des manifestations prévues et s'appêtent comme si de rien n'était à poursuivre le "dialogue social" avec le gouvernement et le patronat conformément à leur rôle d'agents du régime, soutenus par l'ensemble des partis dits ouvriers, qui participent ainsi au maintien de l'ordre établi qu'ils prétendent combattre par ailleurs. Simultanément des dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté dimanche dans les grandes villes bravant l'état d'urgence.

Apparemment le double jeu et le double langage des dirigeants de ces partis, la caution qu'ils apportent aux mesures antidémocratiques, liberticides et impérialistes adoptées par les institutions de la Ve République en refusant de les rejeter

ou d'exiger leur retrait va de paire avec la critique du bout des lèvres qu'ils en font, semble satisfaire les militants habitués depuis des décennies à s'accommoder de toutes sortes de compromis pourris ou de trahisons de la part de leurs dirigeants, qui les conduisent désormais à devoir soutenir un régime ouvertement policier salué par la droite officielle et l'extrême droite. Il arrive un moment où à force de se renier ou de renier l'idéal pour lequel on est censé combattre, on finit par servir la cause de ses ennemis.

Selon ses militants, peu importe l'orientation affichée par leur parti, peu importe les rapports que leurs dirigeants entretiennent avec l'Etat et ses représentants, peu importe qu'ils développent une politique franchement opportuniste, réactionnaire, corrompue par l'idéologie de la classe dominante qui flatte l'individualisme, ils considèrent que leur parti leur offre le cadre dans lequel ils peuvent exprimer leurs idées qui ne sont pas forcément les mêmes que leurs dirigeants ou les moyens de poursuivre leur combat qui finalement ne peut servir que les intérêts de l'appareil de leur parti, ce qu'ils semblent ne pas avoir compris, à moins qu'ils n'y trouvent aucun inconvénient. Comment cela ?

Quand vous militez et que vous vendez le journal de votre parti, quand son contenu sert à diffuser la propagande droitière de son appareil corrompu ou que vous récoltez de l'argent pour remplir les caisses de votre parti, vous apportez votre soutien à un parti qui fait le jeu du régime au lieu de le combattre. Vous vous transformez en agent de sa politique quoi que vous disiez ou fassiez par ailleurs qui comptera pour du beurre, contrairement à ce que peuvent imaginer certains militants qui sont parvenus à se convaincre qu'ils avaient le pouvoir de changer le cours de leur parti, alors que c'est irrémédiablement impossible, des centaines de militants ont essayé désespérément au cours des décennies antérieures avant eux en vain, mais là encore ils ne veulent pas en tenir compte ou en tirer des enseignements, ils sont devenus individualistes et bornés au point de se croire plus puissant que l'appareil de leur parti et de pouvoir lui imposer leur volonté. Quand bien même ils gagneraient des militants à leur parti sur la base du discours qu'ils leur auraient tenu, une fois intégrés dans leur parti ces nouveaux militants seront happés par l'appareil et les militants qui le soutiennent qui les formateront à leur image, autrement dit non seulement ils auront ramé pour rien, mais en plus ils auront contribué à renforcer l'appareil qu'ils voulaient combattre.

Dans ces partis, il y a la tête et les jambes, et c'est la tête qui commande aux jambes quoi qu'en disent ou pensent ces militants. On base ce constat sur une expérience de plus d'un demi-siècle, c'est autrement plus sérieux que de décréter "je fais ou je dis ce que je veux en me foutant des dirigeants", qui s'ils le savent et vous laissent faire signifie bien que cela ne portera pas à conséquence, et s'ils vous virent, c'est uniquement parce qu'ils ne tolèrent pas qu'on leur résiste ou que puissent s'exprimer des voix indépendantes dans leur parti organisé verticalement contrairement aux apparences ou plutôt qui fonctionne verticalement et de manière bureaucratique ou antidémocratique.

Plus généralement, tant que vous n'essayerez pas de donner une expression organisée à vos idées, ils vous foutront la paix, dans le cas contraire ils vous vireront ou vous conduiront à démissionner, ce qui montre bien que votre comportement individuel ne porte à aucune conséquence. S'ils en sont venus à un type de parti comportant plus d'adhérents que de militants ou une partie non négligeable d'adhérents, c'est parce que l'appareil sait qu'il peut éventuellement s'appuyer sur cette masse inerte ou maléable d'adhérents pour la dresser contre d'éventuels opposants ou une minorité de militants qui contesteraient sa politique, sans parler de l'argent qu'ils contribuent à faire rentrer dans les caisses du parti en étant abonnés à son journal et en payant leurs cotisations, sans participer à l'élaboration de la politique du parti et à la vie du parti, donc sans avoir les moyens de la contester sérieusement ou de contester son fonctionnement. Au passage vous comprendrez pourquoi Lénine condamnait ce type de parti, position que l'on partage.

Cependant ils existent des exceptions, par exemple quand une fraction des dirigeants comptent vous utiliser ou vous instrumentaliser contre une autre fraction de l'appareil, ou quand le parti est décomposé au point qu'il peut se permettre de supporter une opposition organisée en tendance à la politique de ses dirigeants, considérant qu'elle n'a aucune chance de conquérir la majorité de leur parti compte tenu qu'ils tiennent l'appareil et qu'ils ont les mains libres pour manoeuvrer et conserver le pouvoir, c'est notamment le cas au PCF et au NPA, et cela n'a pas que des aspects négatifs pour l'appareil, car cela permet de faire passer leur parti pour démocratique et d'intégrer régulièrement de nouveaux militants qui ne seront pas forcément organisés dans cette tendance, de brasser les couches les plus larges pour recruter, bref, en fait cela sert les intérêts de l'appareil. Il en va de même dans les syndicats où l'ensemble des trotskystes roulent pour leurs appareils vendus depuis 70 ans.

La plupart des militants sont tellement bourrés d'illusions qu'il n'est même pas besoin de les manipuler, ils le font très bien eux-mêmes en arrivant à se persuader qu'ils ne le sont pas. Je suis passé par là autrefois quand j'étais jeune, et c'est l'un des principaux enseignements que j'ai retenus de cette expérience. Dites-vous bien que c'est valable pour la plupart des militants, je m'excuse de me répéter, j'en veux pour preuve ce témoignage apporté par un militant du CCI, qui m'avait expliqué dans un courriel qu'au bout de 40 ans de militantisme, il s'était rendu compte qu'il n'avait jamais réellement progressé et qu'il était totalement incapable d'analyser ou de comprendre la situation, donc il demeurait en proie à toutes sortes de manipulations malgré lui, ce qui le navrait au dernier degré et on peut le comprendre, il avait ajouté que c'était seulement en lisant mes causeries qu'il avait enfin pu progresser, mais laissons cet aspect-là de côté, bien que ce soit bien l'objectif de mon travail.

Nous disons donc que si un militant ayant une très longue expérience du militantisme derrière lui, ayant lu les ouvrages des marxistes, la nombreuse littérature du CCI et participé à des milliers de réunions et discussions théoriques pendant 40 ans, ayant participé activement à la lutte de classe durant cette très longue période, etc. était vulnérable au point de ne pas pouvoir penser par lui-même, que dire des militants qui n'ont pas le dixième ou le centième de son expérience, qui ignorent tout du socialisme en dehors de ce qu'ils croient en avoir compris ou ce qu'ils en ont retenu, apparemment pas grand chose. On les

invite chaleureusement à s'inspirer de Marx et Engels et de faire preuve de la même modestie, ce qui n'a jamais été le point fort de leurs dirigeants, alors ils comprendront peut-être que cet état d'esprit leur sera bénéfique, car il leur ouvrira toutes les portes permettant d'accéder à la connaissance et de progresser à leur rythme en fonction de leur expérience de l'existence, d'acquérir la méthode qui permet réellement de penser librement et de comprendre dans quelle monde nous vivons, de l'interpréter pour continuer leur combat politique sur des bases saines. Vous comprendrez au passage pourquoi nous n'avons jamais eu d'autre ambition.

On conçoit très bien qu'il soit difficile d'admettre qu'on s'est fourvoyé pendant tant d'années, mais en adoptant cet état d'esprit cela ne pose absolument aucun problème de reconnaître et corriger ses erreurs, on est tous passé par là un jour et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle cet état d'esprit ne nous a jamais quitté, on en connaît trop bien les aspects positifs pour ne pas l'abandonner.

Je suggérerai une méthode à ces militants pour qu'ils n'aient pas l'impression de devoir se mortifier ou de devoir psychologiquement passer par une étape fort désagréable qui par ailleurs pourrait les déstabiliser, encore faudra-t-il qu'ils s'engagent sincèrement dans cette voie ou qu'ils s'y tiennent. Ils n'ont pas à se juger, de la même manière qu'ils n'ont pas à juger l'attitude de leurs semblables, car aucun d'entre nous n'a réellement eu un jour les moyens de décider de son sort, d'une manière ou d'une autre il nous a toujours été imposé par la société. Cela évitera de culpabiliser inutilement ou de développer un complexe d'infériorité qui serait un obstacle à notre progression future. Inutile de chercher des coupables autour de nous, ce qui pourrait nous amener à commettre des injustices ou à détester la terre entière, tenons-nous en à notre souhait le plus cher de prendre notre sort entre nos mains et d'en être digne, on avait cru que c'était le cas précédemment et nous nous étions trompé, cela arrive à tout le monde, c'est humain, donc soyez aussi humain envers vous-même, vous le serez ensuite davantage envers l'ensemble des opprimés. Vous avez le droit de détester ce que vous êtes devenu et le conserver à l'esprit, mais sans en faire une fixation qui agirait comme un blocage et vous empêcherait de progresser.

Une fois votre constat dressé, il est inutile de s'attarder dessus et il faut passer à la suite. Pour bien faire, il faut faire abstraction de toutes les connaissances qu'on croyait avoir acquises et repartir de zéro, pas tout à fait puisque vous avez une expérience de la vie derrière vous. En lisant les oeuvres des marxistes, vous allez étudier et acquérir la méthode qui leur ont permis d'interpréter le monde, et qui vous servira ensuite à analyser n'importe quelle expérience à laquelle vous serez confronté le restant de vos jours, de sorte si l'on veut que plus rien n'échappera à votre attention. En réalité, c'est un idéal vers lequel on tendra et qui nécessitera pour s'en rapprocher, pour maîtriser cette méthode, de l'étudier ou de le perfectionner tout au long de notre vie.

Donc en premier lieu il faut adopter un état d'esprit ou se placer dans une condition qui favorisera l'attention, l'observation, l'écoute, la concentration nécessaire pour capter les différentes phases du processus dialectique auxquelles est soumise chaque expérience, fait ou événement porté à notre connaissance ou qu'on étudiera. Car l'objet de notre étude ou de notre réflexion ne sera pas d'emmagasiner des connaissances pour rivaliser avec un dictionnaire ou une encyclopédie, mais d'acquérir la méthode du matérialisme dialectique ; une tête trop pleine mais mal faite n'a jamais servi notre cause ou elle a toujours fini par s'en écarter ou la desservir une fois sclérosée. Se gaver de connaissances n'a jamais rendu intelligent un homme, voyez plutôt où en sont rendus nos chercheurs ou scientifiques, les intellectuels en général, on ne les enviera pas.

On va se familiariser avec une approche de la réalité tout à fait particulière, dans le sens où elle privilégiera les faits au détriment des idées, qui feront l'objet d'une étude ultérieure avant de les combiner. Réalité qui sera décortiquée ou analysée sous toutes les coutures de manière à mettre en lumière les rapports qui existent entre les différents facteurs qui la composent ainsi que leurs évolutions au fil du développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps, car si on reprend tout de zéro, cela implique qu'on doive remonter à l'origine de l'existence de tous ces facteurs et rapports pour comprendre comment ils ont évolué, pourquoi ils ont évolué ainsi et pas autrement, ce qui signifie qu'on sera amené à se poser un tas de questions qu'on ne s'était jamais posé auparavant, ce qui enrichira au passage nos connaissances, confortera ou invalidera celles qu'on avait acquises précédemment.

L'intérêt de cette démarche réside dans le fait qu'au lieu de manipuler des instruments logiques qui nous été fournis par un manuel, on va les acquérir en déroulant le processus dialectique qui parcourt l'ensemble du processus historique, de sorte qu'on va saisir de quelle manière l'évolution des différents facteurs et leurs rapports ont contribué à transformer le monde et à le façonner jusqu'à nos jours, autrement dit, on va acquérir les instruments logiques qui sont à l'origine de son développement et qui vont nous permettre de l'interpréter sans avoir à nous en remettre à je ne sais quel système de pensée ou représentation métaphysique ou philosophique qui ne pourrait que nous égarer, dans la mesure où ils tendent à tordre la réalité pour qu'elle s'insère dans leur système ou pour le justifier, ce qui est à l'opposé de notre démarche, qui consiste au contraire à faire coïncider notre interprétation du monde avec la réalité.

Ainsi notre but ne peut pas être d'avoir raison ou de prétendre devenir plus intelligent que les autres et de s'en orgueillir par la suite, d'où l'absence de toute ambition pernicieuse dans cette démarche qui se veut le plus près possible de la réalité. Notre interprétation doit en être le reflet le plus précis possible pour pouvoir évaluer son évolution probable ou possible, dès lors que notre méthode repose uniquement sur les faits et la logique qui les ordonne, sachant que chaque facteur évolue dans un champ déterminé et qu'il comporte ses propres limites en fonction de sa constitution, et qu'il subit la pression ou l'attraction ou encore l'influence d'autres facteurs qui eux-mêmes sont soumis à des contraintes du même ordre ou différent, constatant qu'ils sont soumis au même processus dialectique, une fois qu'on possède ou maîtrise un tant soit peu le matérialisme dialectique, il ne reste plus qu'à leur appliquer pour découvrir ou comprendre les différentes étapes par lesquelles ils sont passés, pourquoi

et comment sans avoir à recourir à des artifices qui tiennent de l'idéalisme ou de la subjectivité. C'est un peu comme si on devait dater les différentes phases géologiques par lesquels serait passée une falaise, il suffit d'observer les différentes strates qu'elle présente sans avoir besoin d'autres instruments ou de se livrer à des extrapolations inutiles ici, puisqu'on a tout sous les yeux et que cela nous suffit amplement.

Cela nous évitera par la suite de confondre cause et conséquence, moyen et manière, ainsi que bien d'autres rapports logiques qui existent à l'état naturel. Car en fait on ne fait que découvrir de quelle manière les différents éléments de la nature, de la société, du monde et de l'univers sont agencés et évoluent, sans oublier l'homme qui possède la faculté de pouvoir les transformer... ou de les anéantir.

Il n'y a donc rien de mystérieux dans cette méthode ou ce qu'on a appelé le marxisme. Elle est accessible à tous, et nous nous y recourons tous dans la vie quotidienne sans le savoir ou y prêter attention, ne serait-ce que pour assurer notre survie aussi élémentaire que cela puisse paraître.

C'est la raison pour laquelle il n'est pas indifférent qu'on lise et étudie davantage les ouvrages de Marx et Engels plutôt que ceux qui s'en réclament et qui n'ont jamais maîtrisé leur méthode et en témoignent suffisamment dans leurs analyses ou conclusions.

Généralement les militants sont à la recherche d'analyses qui leur permettront d'adopter des positions ou qui conforteront celles qu'ils avaient déjà adoptées, mais à aucun moment ils n'essayeront de comprendre comment ces analyses ont été construites ou à quelle processus leurs auteurs ont recouru pour parvenir à leurs conclusions, ils les adopteront ou non sans trop se poser de questions. Ils sont d'autant plus portés à adopter cette attitude (et à se faire manipuler) que ce processus ne figure pas dans ces analyses ou partiellement, de sorte que c'est aux militants de les reconstruire, tâche que la plupart n'ont pas forcément le temps et encore moins les moyens de mener à bien, ce qui les conduira à partager des analyses ou adhérer à des positions sans pouvoir sérieusement les défendre ou sans trop savoir pourquoi, plus ou moins aveuglément, au nom de principes le cas échéant élevés au rang de dogmes.

S'il existe au moins deux méthodes pour interpréter le monde se côtoient, celle idéaliste et celle matérialiste, chacune a donné lieu à des variantes qui se déclinent à l'infini, cependant chacune a épuisé son sujet si l'on peut dire, la première à travers l'idée absolue de Hegel qui guiderait le destin du monde, la seconde à travers le matérialisme dialectique décrit par Marx et Engels qui traverse le processus historique auquel est soumis la nature, les hommes, la société.

Le socialisme exprime à la fois ce processus historique et sa continuité, tout comme la barbarie triomphante aujourd'hui, sans qu'on puisse prédire lequel des deux l'emportera à l'arrivée.

Le socialisme repose sur deux piliers, le capitalisme voué à l'effondrement, et l'aspiration des masses exploitées à la liberté, à satisfaire leurs besoins sociaux, à améliorer leurs conditions d'existence, à rejeter l'état d'esclavage auquel les destine le capitalisme.

Le premier facteur n'est pas remis en cause, bien qu'il faille nuancer cette appréciation, quant au second, il est incompatible avec une société dans laquelle la majorité des exploités disposent d'un mode de vie qui leur apporte certaines satisfactions, où dont les conditions d'existence demeurent supportables. Ils sont portés à s'en contenter et ne voient pas l'intérêt de renverser l'ordre établi dès lors qu'ils ne sont pas directement frappés par la crise du capitalisme, au lieu de le combattre ils le soutiendront par crainte que leur situation ne se détériore, même si finalement cela sera le cas un jour ou l'autre, ils ne jurent que par le présent et n'entendent pas se projeter dans l'avenir pour entrevoir plus ou moins consciemment qu'il sera forcément plus sombre.

Dans ces conditions, un des facteurs fait défaut pour pouvoir passer au socialisme. La question est donc de voir comment on peut palier cet handicap ou cet obstacle au renversement du capitalisme ou au changement de la société, si cela s'avère possible ou non de l'entrevoir sérieusement de manière à le théoriser et à l'intégrer dans notre stratégie et notre programme.

Si cela s'avérait impossible, cela signifierait que la barbarie aurait de beaux jours devant elle, parce qu'on ne serait pas en mesure de la vaincre ou même de la faire reculer.

Pour que cela s'avère possible, il faudrait que les masses exploitées acquièrent un niveau de conscience supérieure ou renouent avec l'idéal du socialisme, envisagent à nouveau qu'un changement de société est possible, pour cela il faudrait qu'elles en ressentent le besoin, elles peuvent y être poussées par la tournure que prend la situation et qui fait peser de lourdes menaces sur leur avenir, pas à partir de leur condition matérielle dont elles se contentent pour la majorité d'entre elles, donc en se plaçant sur un autre plan, lequel, celui paradoxalement de la morale qui est lié au délitement de la société dont elles commencent à prendre conscience du danger pour leurs propres intérêts, ou telle qu'elles peuvent l'observer quotidiennement et dont elles sont également victimes, puisque cela concerne toutes les classes ou la société toute entière, mais pour cela faudrait-il encore que les couches les plus exposées et les plus durement frappées par la crise du capitalisme se mettent en mouvement, se soulèvent pour que celles qui bénéficient encore de conditions de vie relativement confortables les rejoignent.

Cela implique qu'il faudrait se donner les moyens d'organiser les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière, or tous les

partis ouvriers les ont abandonnées à leur triste sort, pire encore, à l'unisson de la réaction ils fustigent leurs préjugés et les rabaisent un peu plus, dans ces conditions ce facteur demeurera inopérant et la situation continuera de se dégrader, il faudra donc attendre qu'elle devienne désespérée pour que les couches les mieux lotis envisagent de passer à l'action contre le régime. Mais il n'est pas dit qu'il faille attendre d'en arriver à cette extrémité là pour qu'elles réagissent.

On en veut pour preuve qu'à partir du milieu du XIXe siècle lorsque la condition de la classe ouvrière était épouvantable et dramatique, inhumaine au possible, ce sont des membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui ont pris l'initiative de construire les premiers partis ouvriers tout en développant des théories qui allaient les conduire à élaborer le socialisme scientifique. A cette époque ces membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes avaient les moyens de vivre confortablement sans se mêler du sort de la classe ouvrière, et c'est au regard de la profonde détresse et de l'injustice qui accablaient les ouvriers qu'ils en vinrent à se mobiliser pour l'organiser, afin qu'ils puissent lutter efficacement pour obtenir de nouveaux droits dans la perspective d'un changement radical de société...

Se trouvant aujourd'hui placées dans une situation analogue, il n'est pas dit qu'elles accepteront encore longtemps qu'une situation similaire se développe sous leurs yeux, et qu'il ne s'en trouvera pas parmi elles qui renoueront avec le socialisme.

Pour cela il faudrait d'une part qu'un parti ouvrier se tourne résolument vers la classe ouvrière et ses couches les plus vulnérables, et d'autre part qu'il propose à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes, aux couches supérieures de la classe ouvrière, une issue politique cohérente qui corresponde à un modèle de société leur inspirant confiance pour qu'elles y adhèrent.

Tant que ces conditions politiques ne seront pas remplies, on ne s'en sortira pas.

Et ce n'est certainement pas en développant des politiques censées être compatibles avec l'existence du régime, alors que ce n'est pas le cas, qu'on y parviendra. Ces politiques opportunistes dignes du premier aventurier venu ne peuvent qu'inspirer méfiance et mépris tant elles sont aberrantes, inconsistantes, incohérentes, en totale contradiction avec le développement de la situation, qui au contraire tend de plus en plus vers l'instauration d'une dictature féroce pour empêcher justement qu'un affrontement direct entre les classes sur la base des antagonismes inconciliables qui existent entre les classes puisse avoir lieu, autrement dit, ces politiques s'inscrivent en totale contradiction avec celle qu'il faudrait proposer aux travailleurs au-delà de la seule classe ouvrière pour qu'ils se rassemblent et luttent ensemble contre le régime pour l'abattre.

Maintenant vous comprenez peut-être mieux pourquoi dans nos rangs les ennemis du marxisme et de la dialectique qui osent s'en réclamer, ont tourné le dos aux enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués, parce qu'ils font justement partie du processus historique permettant sérieusement d'entrevoir la possibilité de passer au socialisme et ils n'y tiennent pas. Nous appelons les militants à désertir en masse tous ces partis pour qu'ils s'effondrent, éclatent, disparaissent et cèdent la place à un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Vivant en Inde et n'ayant pas la possibilité matérielle ou financière de rentrer en France pour aider les militants, cadres et dirigeants qui souhaiteraient sincèrement et loyalement s'engager dans la construction de ce parti sur la base des principes, de la tactique et de la stratégie que nous avons proposés, je leur propose une nouvelle fois de prendre contact avec moi, et au regard de l'écho que rencontrera cet appel, nous essayerons de voir ensemble comment on pourrait avancer dans cette voie. Jusqu'à présent, les militants qui se sont fait connaître se comptent sur les doigts d'une main, partant de là on ne peut rien envisager concrètement, ils doivent en avoir conscience.

Je sais qu'il existe des milliers de militants qui en ont plus que marre de leurs partis et de leurs dirigeants, davantage encore qui sont inorganisés et qui observent de loin la décomposition inexorable de leurs ex-partis. On ne leur propose pas de vivre une nouvelle aventure, on ne leur prédit pas des jours tranquilles, juste de mettre en adéquation leurs aspirations, leurs convictions, leur idéal avec leur engagement politique, pour que le socialisme triomphe de la barbarie. Je suis désolé de n'avoir rien de mieux à leur proposer. J'aurais franchement préféré me rallier à un parti ou un groupe de militants, mais c'est impossible, je devrais passer mon temps à combattre leur politique opportuniste et il ne le supporterait pas davantage que moi.

[Les travailleurs et les jeunes bravent l'état d'urgence.](#)

- A Paris, de la chaîne humaine aux activistes qui se déchaînent - Liberation.fr

La mobilisation de dimanche, limitée par l'état d'urgence, a vite été entachée par des heurts entre la police et des militants masqués. Liberation.fr 29.11

Le fait d'anarchistes qui n'ont rien à envier aux provocateurs de la police.

- Dans toute la France, les manifestants ont bravé l'état d'urgence - 20minutes.fr

Elles ont attiré des milliers de personnes à Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Montpellier... Les manifestations interdites un

peu partout en France par les préfetures ont bien eu lieu ce dimanche.

A Lille, les organisateurs avaient prévu une chaîne. Mais, de rondes en chenilles formées par les petits groupes qui se structuraient un à un, un cortège est né qui a rallié dans la bonne humeur les marches de l'Opéra de la ville.

A Marseille, après avoir formé une chaîne humaine de près d'un kilomètre, les centaines de participants au rassemblement pour le climat ont remonté la Canebière en se frayant un chemin au milieu du marché de Noël.

« Notre marche pour le climat a été interdite, alors que le marché lui est ouvert », nous explique Philippe, l'un des participants, qui se dit par ailleurs pessimiste sur l'issue de la COP 21. « Je ne crois pas que quelque chose de concret sorte de cette réunion de chefs d'Etat, trop inféodés à des intérêts financiers ».

A Toulouse, entre 400, selon les forces de l'ordre, et 1.000 manifestants, selon les organisateurs, ont bravé l'interdiction et ont défilé sur les boulevards après avoir formé une chaîne humaine comme dans le monde entier. Un hélicoptère surveillait le cortège mais les policiers ne sont pas intervenus, a pu constater notre journaliste sur place.

A Bordeaux, d'après les participants, les forces de l'ordre n'ont pas été mobilisées en nombre. « On a vu quelques policiers, nous expliquait un militant d'Europe Ecologie Les Verts, ils ne nous ont rien dit. » Plusieurs centaines de Bordelais ont pu former une impressionnante chaîne humaine. Comme un peu partout ailleurs, les participants n'entendaient pas renoncer à leur rassemblement pour cause d'état d'urgence.

« On ne comprend pas pourquoi on maintient certaines manifestations, comme les marchés de Noël, qu'on laisse plusieurs milliers de personnes faire les magasins rue Sainte-Catherine, et qu'on nous empêche, nous, de maintenir un rassemblement pacifiste. » 20minutes.fr 29.11

Vidéo

Le rebelle qui a tué le pilote russe en Syrie, un ultra d'origine turque ?

http://www.dailymotion.com/video/x3fu2jt_le-rebelle-qui-a-tue-le-pilote-russe-en-syrie-un-ultra-d-origine-turque_news

L'UE pactise avec le protecteur des barbares.

- L'Europe scelle un pacte avec la Turquie pour freiner l'afflux de migrants - AFP

Les Européens ont scellé dimanche un plan d'action avec la Turquie pour freiner le flux de migrants vers l'UE, en se gardant d'être trop précis sur les contreparties aux Turcs, venus décrocher une relance de leur processus d'adhésion.

L'ambiguïté des promesses du sommet réuni à Bruxelles n'a pas empêché la Turquie de saluer un "jour historique" sur le chemin de son adhésion à l'UE, alors que le pays est montré du doigt pour ses violations des droits de l'homme.

Cette rencontre inédite entre les 28 membres de l'UE et la Turquie a en tout cas entériné l'aide de trois milliards d'euros que les Européens verseront pour aider Ankara à mieux accueillir les réfugiés syriens. Et pour éviter qu'ils cherchent à rejoindre l'Europe, dont l'unité vacille sous la pression migratoire.

Sur le plan politique, les deux parties ont surtout convenu de "redynamiser" les négociations d'adhésion de la Turquie, ouvertes en 2005 mais quasiment au point mort depuis.

Des négociations sur le chapitre 17 (politiques économiques et monétaires), sur 35 chapitres au total pour ouvrir la voie à une adhésion, seront ouvertes "le 14 décembre", selon le communiqué publié à la fin du sommet.

"C'est un jour historique pour notre processus d'adhésion à l'UE", s'est néanmoins enthousiasmé le chef du gouvernement turc, Ahmet Davutoglu. "Je suis heureux de voir que tous mes collègues en Europe sont d'accord sur le fait que la Turquie et l'UE ont le même destin", s'est-il félicité à l'issue du sommet.

Les Turcs auraient préféré que d'autres chapitres de négociations d'adhésion soient clairement désignés dans les conclusions. "Malgré cela ce sommet est une réussite de notre point de vue", a indiqué une source gouvernementale turque.

Le processus d'adhésion "est engagé depuis des années et il n'y a pas de raison ni de l'accélérer, ni de le ralentir", a tempéré le président français François Hollande, illustrant la prudence de nombreux dirigeants européens. AFP 29.11

Pendant ce temps-là...

- Le gouvernement turc multiplie le transfert d'armements aux terroristes syriens - sahartv.ir

- L'armée syrienne vient de publier un communiqué dans lequel elle a fait part de l'augmentation du transfert des armements par le gouvernement d'Ankara aux terroristes syriens.

- « Nous disposons d'informations précises témoignant du soutien du gouvernement turc aux terroristes présents en Syrie. Selon ces informations, Ankara a intensifié, récemment, le transfert d'armements aux terroristes », ajouté le communiqué. Ce n'est pas pour la première fois qu'on révèle le soutien du gouvernement turc aux terroristes actifs en Syrie.

- De nombreux rapports et informations avaient, déjà, été publiés sur ce lien entre la Turquie et les terroristes syriens. Dans ce droit fil, en mai dernier, le rédacteur en chef du journal turc Cumhuriyet a publié des photos sur le rôle direct du service des Renseignements turc dans le transfert des armements aux terroristes en Syrie, causant son arrestation et son jugement. Son procès a commencé jeudi dernier. sahartv.ir 29.11

... ou encore.

- Turquie : 50 000 personnes aux obsèques de l'avocat kurde Tahir Elçi - euronews.com

50 000 personnes ont assisté aux obsèques de l'avocat kurde Tahir Elçi, tué la veille dans une fusillade entre la police et des hommes armés non identifiés à Diyarbakir.

De nombreux confrères de la victime, portant leur robe, ont porté son cercueil. Tahir Elçi était bâtonnier de l'ordre des avocats de Diyarbakir et un défenseur renommé de la cause kurde et des droits de l'homme. Ses partisans dénoncent un assassinat.

"Faites savoir que nous allons suivre la voie qu'il a tracé. Son combat juridique – sa cause – est toujours d'actualité. Je le dis en tant que défenseur des droits de l'homme, en tant que collègue et ami. Nous suivrons ses pas", a déclaré l'avocat Erdal Aydemir.

Réputé pour sa modération, l'avocat faisait l'objet de poursuites pour avoir déclaré à la télévision que le PKK "n'est pas une organisation terroriste". Il risquait jusqu'à sept ans et demi de prison pour "apologie du terrorisme".

Samedi, des rassemblements à sa mémoire ont eu lieu dans plusieurs villes. La police les a dispersés avec des canons à eau à Diyarbakir, et Istanbul. euronews.com 29.11

Le dernier coup tordu de l'allié du salafiste Erdogan

- Hollande exhorte à coopérer avec la Turquie pour régler le conflit syrien - sputniknews.com

Il faut une coopération avec la Turquie pour lutter contre l'afflux de migrants et contre le terrorisme, a déclaré le président français François Hollande arrivé à Bruxelles pour un sommet Europe-Turquie visant à trouver une solution à la crise migratoire.

Un accord entre l'Europe et la Turquie sur les réfugiés serait dans "l'intérêt de tous", a souligné le chef d'Etat français. "C'est l'intérêt de tous, l'intérêt des réfugiés qui doivent rester au plus près de leur pays d'origine, l'intérêt de la Turquie qui recevra un soutien de la part de l'Europe et l'intérêt de l'Europe pour ne pas accueillir des réfugiés en plus grand nombre qu'aujourd'hui", a-t-il précisé.

Ainsi, l'objectif est que "l'Europe aide la Turquie et que la Turquie prenne aussi un certain nombre d'engagements" pour que les frontières extérieures de l'Union européenne puissent être davantage contrôlées.

"Je veux qu'il y ait un accord", a insisté M. Hollande, cité par l'AFP, prônant notamment une "coopération avec la Turquie pour lutter contre les trafics, pour agir contre le terrorisme (...) et pour trouver une solution pour la Syrie". sputniknews.com 29.11

- Daech vend du brut au régime sioniste - sahartv.ir

Russia Today a dévoilé le trafic de brut, exploité en Irak et en Syrie, par des groupes armés syriens, en collaboration de Daech, au régime sioniste.

La chaîne d'information Russia Today a annoncé, dimanche, dans un reportage que les frappes aériennes russes contre les positions de Daech ont eu d'importantes conséquences entre autres la destruction des infrastructures de Daech dont les

convois pétroliers de ce groupe qui partent de la Syrie en Turquie. Le reportage annonce que Daech, investissant plusieurs champs pétroliers en Irak et en Syrie, produisent entre 20 à 40 mille de barils de brut par jour dont les revenus sont estimées à 1 à 1.5 millions de dollars par jour. "

Le convoi, transportant 70 à 100 bunkers, transfèrent le brut à la ville de population kurde de Zakhou dans le nord de l'Irak voisine de la province de Shrinak en Turquie où la mafia de trafic de brut composé de Kurdes, de Turcs et d'Israéliens, attendent recevoir ce convoi. sahartv.ir 30.11

En complément

Quotidiennement dans l'indifférence générale.

- Un Palestinien tué par la police israélienne dans des heurts à Jérusalem - AFP

ONG comme oligarchie

- Les ONG du milliardaire George Soros "indésirables" en Russie - sputniknews.com

Les ONG étrangères Open Society et Assistance – des fondations créées par le milliardaire américain George Soros - sont "indésirables en Russie" selon la justice russe.

La porte-parole du parquet Marina Gridneva a précisé à l'agence Interfax que cette décision avait été prise suite à la requête du Conseil de la Fédération, du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Justice adressée au procureur général de "procéder à la vérification des organisations faisant partie de la stop-liste patriotique".

La procédure a établi que l'activité de ces organisations représentait une "menace pour les fondements de l'ordre constitutionnel de la Fédération de Russie et la sécurité de l'État".

La loi sur les "organisations indésirables" a été adoptée en mai 2015. Elle permet aux autorités, en accord avec le ministère russe des Affaires étrangères, d'interdire l'activité des "organisations indésirables" sur le territoire du pays. Une décision est ensuite prise à cet effet par le procureur général ou ses adjoints.

A l'époque, le chef de la commission pour les affaires étrangères Konstantin Kossatchev avait cité l'exemple de la fondation Soros, de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie créée par le congrès américain), de l'une des plus importantes fondations caritatives des USA — la fondation MacArthur — ainsi que du National Democratic Institute, également fondé par le gouvernement américain.

Début juillet, le Conseil de la Fédération avait préparé une liste de 12 ONG indésirables. Hormis les organisations mentionnées y figuraient Freedom House, l'International Republican Institute (IRI), la fondation Charles Stewart Mott, la fondation Éducation pour la démocratie, le Centre démocratique d'Europe de l'Est, le Conseil mondial de coordination ukrainien, le Congrès mondial ukrainien, la Mission de terrain en Crimée des droits de l'homme. sputniknews.com 30.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- D'importantes bases saoudiennes, investies par les Yéménites - sahartv.ir

Dans la foulée de leurs avancées accomplies dans différentes régions saoudiennes, les forces de l'armée yéménite et celles des comités populaires liés au Mouvement populaire d'Ansarallah ont réussi à prendre le contrôle de nombre de bases saoudiennes.

Selon le rapport d'Al-Massira, ce dimanche, les forces yéménites ont pris les 3 bases militaires de Malhama, Al-Radif et Al-Mamaoud, dans la province de Jizan, dans le Sud de l'Arabie, tout en continuant d'accomplir des avancées. «Les forces yéménites ont, également, pris le contrôle de la base militaire d'Al-Rabouaa, dans la province d'Assir, et la base de Nahwaqa, dans la province de Najran», selon ce rapport.

D'autre part, les avions de combat saoudiens ont pris pour cible, ce dimanche, à midi, la localité de Masrakh, dans le Sud de la Province de Taëz.

Les avions de combat saoudiens ont, de même, attaqué un rassemblement de femmes, qui étaient en train de transporter de l'eau, tuant, jusqu'à présent, 12 d'entre elles. [sahartv.ir 29.11](#)

Syrie

- Syrie: l'armée contrôle le mont stratégique de Kashkar à Lattaquié - [sahartv.ir](#)

- L'armée syrienne a pris en contrôle une autre région en banlieue de Lattaquié. Les forces syriennes ont également repoussé une attaque des terroristes contre le village d'Al-Azizia en banlieue sud d'Alep.

Selon les médias syriens, les forces de l'armée syrienne ont pris le contrôle du mont Kashkar après avoir infligé une lourde défaite aux terroristes dont la cachette a été détruit.

Une unité de l'armée syrienne appuyée par les groupes de défense populaires ont effectué une opération unique et foudroyante contre un lieu de rassemblement des groupes terroristes en banlieue nord de Lattaquié.

Il y a deux jours les unités de l'armée syrienne ont dominé les collines d'Al-Rahmalia et d'Al-Khaza au nord-est de Lattaquié.

Par ailleurs les avions de combat syriens ont bombardé les positions [sahartv.ir 30.11](#)

[Haut de page ↗](#)